

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La guerre entrave la reprise
de l'économie mondiale

AVRIL
2022



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La guerre entrave la reprise
de l'économie mondiale

AVRIL
2022



©2022 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,
division des services multimédias

Composition : AGS, une société du groupe RR Donnelley

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI,
section française de la division des services linguistiques

Cataloging-in-Publication Data

Joint Bank-Fund Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 979-8-40020-692-4 (français, version papier)

Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM le 11 avril 2022. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

Référence recommandée : Fonds monétaire international. 2022. *Perspectives de l'économie mondiale — La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*. Washington, avril.

Les commandes doivent être adressées à :
International Monetary Fund, Publication Services
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org
www.imfbookstore.org
www.elibrary.imf.org

TABLE DES MATIÈRES

Hypothèses et conventions	viii
Autres informations	x
Données	xi
Préface	xii
Avant-propos	xiii
Résumé	xvii
Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales	1
La guerre ralentit la reprise	1
La fragmentation et la fragilité devraient ralentir la croissance en 2022–23	2
Révisions des prévisions	4
Conséquences de la guerre en Ukraine sur le plan international	9
L'inflation élevée devrait persister plus longtemps	12
Hausse des taux d'intérêt : conséquences pour les pays émergents et les pays en développement	15
Les capacités inemployées sur le plan économique devraient diminuer à moyen terme ; de lourdes séquelles sont à prévoir	17
Les risques sont élevés et orientés à la baisse	20
Mesures visant à soutenir la reprise et à améliorer les perspectives à moyen terme	22
Encadré des scénarios	28
Encadré 1.1. L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	30
Encadré 1.2. Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	32
Dossier spécial — Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	34
Bibliographie	46
Chapitre 2. La dette du secteur privé et la reprise mondiale	49
Introduction	49
L'endettement du secteur privé pendant la pandémie	51
Dette privée et cycle conjoncturel	56
Effets des politiques anticycliques dans un contexte de dette privée élevée	60
Conclusions et conséquences en matière de politiques	63
Encadré 2.1. Inégalités et viabilité de la dette publique	65
Encadré 2.2. Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	67
Bibliographie	69
Chapitre 3. Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	73
Introduction	73
Propriétés environnementales des emplois : définitions et faits stylisés	77
Propriétés environnementales des transitions professionnelles	80
Marchés du travail et politiques environnementales : analyses empiriques et modélisées	82
Conclusions	86

Encadré 3.1. La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	89
Encadré 3.2. Un marché du travail post-COVID plus vert ?	90
Bibliographie	91
Chapitre 4. Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	93
Introduction	93
Éléments moteurs des échanges durant la pandémie	96
Répercussions internationales des mesures d'endiguement de la pandémie	98
La résilience des chaînes de valeur mondiales	100
Implications sur le plan de l'action publique	106
Encadré 4.1. Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	108
Encadré 4.2. L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	110
Encadré 4.3. Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	111
Bibliographie	112
Appendice statistique	115
Hypothèses	115
Modifications récentes	115
Données et conventions	116
Notes sur les pays	117
Classification des pays	119
Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	119
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2021	121
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	122
Tableau C. Union européenne	122
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	123
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	124
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	126
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	127
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays	137
Liste des tableaux de l'appendice statistique A	143
Production mondiale (tableaux A1–A4)	144
Inflation (tableaux A5–A7)	151
Politiques financières (tableau A8)	156
Commerce extérieur (tableau A9)	157
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	159
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	166
Flux de ressources (tableau A14)	170
Scénario de référence à moyen terme (tableau A15)	173
Perspectives de l'économie mondiale, questions d'actualité	175
Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, avril 2022	185

Tableaux

Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	6
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	8
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	40
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	41
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	42
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	43
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	44
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	45

Graphiques

Graphique 1.1. Indicateurs de l'activité mondiale	2
Graphique 1.2. Évolution de l'inflation	2
Graphique 1.3. Situation monétaire et financière	3
Graphique 1.4. Orientation de l'action budgétaire, 2020–23	4
Graphique 1.5. Nouveaux cas de décès dus à la COVID-19 confirmés	4
Graphique 1.6. Cours internationaux des céréales	9
Graphique 1.7. Intensité pétrolière et part des recettes pétrolières au niveau mondial	10
Graphique 1.8. Exposition aux échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine, 2020	11
Graphique 1.9. Participation aux chaînes de valeur mondiales, 2018	11
Graphique 1.10. Ratio exposition des banques à la Russie/total des actifs, fin septembre 2021	12
Graphique 1.11. Variation des facteurs déterminants de l'inflation	13
Graphique 1.12. Comparaison entre l'inflation hors alimentation et énergie et la demande privée intérieure	14
Graphique 1.13. Inflation des biens et services	15
Graphique 1.14. Variation des anticipations d'inflation : janvier 21–janvier 22	15
Graphique 1.15. Écarts de rendement sur les obligations souveraines à des seuils critiques	16
Graphique 1.16. Facteurs de vulnérabilité des pays émergents et des pays en développement	16
Graphique 1.17. Perspectives à moyen terme : production et emploi	18
Graphique 1.18. PIB potentiel	18
Graphique 1.19. Corrélations entre les révisions de la production prévue et les campagnes de vaccination	19
Graphique 1.20. Solde courant et positions extérieures globales	19
Graphique 1.21. Part des pays ayant connu un épisode majeur de troubles sociaux	20
Graphique 1.22. Taux directeurs réels	23
Graphique 1.23. Dette extérieure publique, par créancier	26
Graphique 1.24. Variation des émissions en 2030 par rapport à 2021 dans le cadre des CDN et des scénarios de réchauffement	27
Graphique 1 de l'encadré des scénarios. Scénario défavorable	29
Graphique 1.1.1. Taux d'emploi et pénuries de main-d'œuvre	30
Graphique 1.1.2. Taux d'inactivité	31
Graphique 1.1.3. Croissance des salaires et pénuries de main-d'œuvre selon les secteurs aux États-Unis	31
Graphique 1.2.1. Estimations des taux neutres depuis les années 80	32
Graphique 1.2.2. Facteurs déterminants des taux neutres	33

Graphique 1.DS.1. Évolution du marché des produits de base	35
Graphique 1.DS.2. Stocks européens de gaz et cours du gaz	35
Graphique 1.DS.3. Investissement dans le pétrole et le gaz en part du PIB mondial	36
Graphique 1.DS.4. Élasticité des prix des dépenses d'investissement mondiales en pétrole et en gaz	37
Graphique 1.DS.5. Indicateurs des politiques climatiques et de la transition énergétique	37
Graphique 1.DS.6. Scénarios contrefactuels pour les dépenses d'investissement en pétrole et gaz	38
Graphique 1.DS.7. Les cours du pétrole augmentent (diminuent) dans un scénario d'émissions nettes nulles axé sur des politiques de l'offre (de la demande)	39
Graphique 1.DS.8. La production dans les régions à coûts élevés serait sous pression (incertaine) dans un scénario axé sur la demande (l'offre)	39
Graphique 2.1. Augmentation rapide de la dette privée	50
Graphique 2.2. Pays avancés : bilans agrégés des ménages	52
Graphique 2.3. Corrélation entre les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine	52
Graphique 2.4. Évolution du ratio dette/revenu par décile de revenu en 2020	53
Graphique 2.5. Effets inégaux de la pandémie de COVID-19 sur la croissance des revenus des sociétés non financières	54
Graphique 2.6. Exposition aux engagements conditionnels associés aux garanties de crédit (scénario à 50 %)	54
Graphique 2.7. Effet hétérogène sur les bilans des sociétés non financières	55
Graphique 2.8. Concentration des vulnérabilités des sociétés non financières	56
Graphique 2.9. Effets sur la consommation et l'investissement des crédits excédentaires aux ménages et aux sociétés non financières	57
Graphique 2.10. Position budgétaire et désendettement	58
Graphique 2.11. Pays avancés : inégalités de patrimoine et désendettement	59
Graphique 2.12. Vulnérabilité des entreprises	60
Graphique 2.13. Importance de l'efficacité des régimes d'insolvabilité	61
Graphique 2.14. Sensibilité de la production au rééquilibrage budgétaire en fonction de l'endettement privé	61
Graphique 2.15. Effets d'un resserrement de la politique macroéconomique sur différentes catégories de ménages et d'entreprises	62
Graphique 2.1.1. Effets des inégalités de revenu sur la viabilité de la dette	65
Graphique 2.1.2. Monnaie de libellé de la dette	66
Graphique 2.2.1. Épargne par groupe de revenu	67
Graphique 2.2.2. Absorption de l'épargne accumulée	68
Graphique 3.1. Évolution de l'intensité moyenne des émissions de carbone	74
Graphique 3.2. Distribution et évolution dans les différents pays des professions à forte intensité écologique et polluante et des émissions de carbone par travailleur	78
Graphique 3.3. Différences sectorielles dans la répartition des intensités écologiques, de pollution et d'émissions dans l'emploi	79
Graphique 3.4. Propriétés environnementales des emplois en fonction des caractéristiques des travailleurs	79
Graphique 3.5. Les revenus et les propriétés environnementales des emplois	80
Graphique 3.6. Taux de transition professionnelle et propriétés environnementales des emplois antérieurs	81
Graphique 3.7. Probabilité annuelle pour les personnes changeant d'emploi de passer à un emploi à forte intensité écologique ou neutre	81
Graphique 3.8. Effets estimés de la rigueur des politiques environnementales	83
Graphique 3.9. Effets estimés de la rigueur des politiques environnementales en fonction des caractéristiques du marché du travail	83

Graphique 3.10. Simulations modélisées de la transformation économique verte avec une série de mesures détaillées dans un pays avancé	85
Graphique 3.11. Simulations modélisées de la transformation économique verte avec une série de mesures détaillées dans un pays émergent	87
Graphique 3.1.1. Distribution géographique des intensités écologique et de pollution dans les comtés des États-Unis	89
Graphique 3.2.1. Évolution dans les différents pays des taux d'embauche verte et des offres d'emplois	90
Graphique 4.1. Volume mondial des importations et sévérité des confinements	94
Graphique 4.2. Configuration des échanges dans les périodes proches de récessions mondiales : volume des importations de biens et services	94
Graphique 4.3. Importations de services commerciaux par les principaux secteurs	95
Graphique 4.4. Volatilité des échanges dans les secteurs fortement dépendants des CVM et dans les secteurs peu tributaires des CVM au début de la pandémie	95
Graphique 4.5. Erreurs moyennes sur les prévisions de croissance des importations effectuées en suivant le modèle de la demande d'importations	97
Graphique 4.6. Facteurs associés aux erreurs de prévisions imputables au modèle de la demande pour l'année 2020	97
Graphique 4.7. Variation des importations et sévérité des mesures de confinement prises par les partenaires commerciaux	98
Graphique 4.8. Semi-élasticité de l'indice de sévérité de la riposte des pouvoirs publics à la COVID-19 de l'Université d'Oxford	99
Graphique 4.9. Évolution des parts de marché des produits fortement dépendants des CVM dans différentes régions du monde	101
Graphique 4.10. Marge de manœuvre s'agissant de la diversification des intrants intermédiaires	103
Graphique 4.11. Avantages de la diversification au lendemain d'une perturbation des approvisionnements survenue dans un grand pays fournisseur	104
Graphique 4.12. Avantages de la diversification en cas de chocs sur la productivité totale des facteurs	104
Graphique 4.13. Avantages d'une plus grande capacité de substitution au lendemain d'une perturbation des approvisionnements survenue dans un grand pays fournisseur	105
Graphique 4.14. Indice des obstacles non tarifaires	105
Graphique 4.1.1. Échanges mondiaux de biens et pressions sur les chaînes d'approvisionnement	108
Graphique 4.1.2. Fournisseurs étrangers, production et retards de livraison aux États-Unis	108
Graphique 4.1.3. Commerce international d'automobiles et de semi-conducteurs	109
Graphique 4.2.1. Effets sur la croissance des importations bilatérales des mesures de confinement dans les pays exportateurs	110
Graphique 4.3.1. Effets sur les échanges commerciaux du positionnement en amont ou en aval des chaînes d'approvisionnement, de l'automatisation et des stocks	111

HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les *taux de change effectifs réels* resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 22 février 2022 et le 22 mars 2022, et que les taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les *politiques économiques nationales* actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 106,83 dollars le baril en 2022 et de 92,63 dollars le baril en 2023 ; que le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 0,9 % en 2022 et à 2,4 % en 2023 pour les États-Unis, à -0,7 % en 2022 et à 0,0 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,0 % en 2022 et à 0,1 % en 2023 pour le Japon ; enfin, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 2,6 % en 2022 et à 3,4 % en 2023 pour les États-Unis, à 0,4 % en 2022 et à 0,6 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,3 % en 2022 et à 0,4 % en 2023 pour le Japon. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 8 avril 2022.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes ;
- – entre des années ou des mois (par exemple 2021–22 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement ;
- / entre deux années (par exemple 2021/22) indique un exercice budgétaire (financier).
- Par « billion », il faut entendre mille milliards.
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à $\frac{1}{4}$ de point (de pourcentage).
- Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.
- Pour certains pays, les données de 2021 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations, et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Pour l'Équateur, les projections pour le secteur budgétaire pour 2022–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens en cours au titre de la revue du programme.
- Les données prévisionnelles pour l'Éthiopie, auparavant écartées en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, figurent désormais dans la publication.
- Les données budgétaires et les projections pour les Fidji sont désormais présentées par exercice budgétaire.
- Pour la Tunisie, les projections pour 2023–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens techniques en cours en vue de possibles négociations au titre d'un programme.
- Pour l'Ukraine, l'ensemble des projections pour 2022–27 sont omises, à l'exception de celles qui portent sur le PIB réel, en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Le PIB réel fait l'objet de projections jusqu'à 2022.

- Le Venezuela a réformé sa monnaie le 1^{er} octobre 2021, en remplaçant 1 000 000 bolivars souverains (VES) par 1 bolivar numérique (VED).
- À partir de l'édition des PEM d'avril 2022, les hypothèses de taux d'intérêt portent sur les rendements obligataires à trois mois et à dix ans, et non plus sur les taux interbancaires offerts à Londres. Pour plus d'informations, veuillez voir plus haut.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Si aucune source n'est indiquée dans les tableaux et graphiques, les données sont tirées de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.
- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.
- Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

AUTRES INFORMATIONS

Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Web du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

Versions imprimée et numériques

Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse imfbk.st/512000.

Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues et HTML) sont disponibles à la bibliothèque en ligne du FMI : <http://www.elibrary.imf.org/APR22WEO>).

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Web du FMI à l'adresse www.imf.org/publications/weo ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des *Perspectives de l'économie mondiale*.



Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse www.imf.org/external/terms.htm.

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et le site du FMI (www.imf.org). On trouvera à la même adresse un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les *International Financial Statistics* du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies «telles quelles» et «telles que disponibles», et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI (www.elibrary.imf.org) et sur le site Internet du FMI (www.imf.org). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur (www.imf.org/external/terms.htm).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique, par télécopie ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division
Research Department
International Monetary Fund
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431, USA
Télécopie : (202) 623-6343
Forum en ligne : www.imf.org/weoforum

PRÉFACE

Les projections et l'analyse présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Pierre-Olivier Gourinchas, conseiller économique et directeur du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Malhar Nabar, chef de division du département des études. Shekhar Aiyar, chef de division du département des études et chef de l'équipe du FMI sur les effets de contagion, a dirigé l'équipe qui a travaillé sur le chapitre 4.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Silvia Albrizio, Jorge Alvarez, Philip Barrett, John Bluedorn, Christian Bogmans, Sonali Das, Niels-Jakob Hansen, Christoffer Koch, Toh Kuan, Ting Lan, Davide Malacrino, Adil Mohommad, Jean-Marc Natal, Diaa Noureldin, Andrea Pescatori, Andrea Presbitero, Ervin Prifti, Galen Sher, Ipppei Shibata, Martin Stuermer, Marina Mendes Tavares, Nico Valckx et Philippe Wingender.

Ont aussi contribué : Itai Agur, Cian Allen, Gavin Asdorian, Srijoni Banerjee, Eric Bang, Katharina Bergant, Rachel Brasier, Mariya Brussevich, Diego Cerdeiro, Shan Chen, Yaniv Cohen, Pablo Gonzalez Dominguez, Wenchuan Dong, Angela Espiritu, Siddharth Kothari, Rebecca Eyassu, Francesco Grigoli, Jinjin He, Youyou Huang, Benjamin Hunt, Piyusha Khot, Christina Kolerus, Andras Komaromi, Siddharth Kothari, Eduard Laurito, Jungjin Lee, Daniel Leigh, Andrei Levchenko, Yang Liu, Rui Mano, Susanna Mursula, Yousef F. Nazer, Savannah Newman, Anh Dinh Minh Nguyen, Cynthia Nyanchama Nyakeri, Emory Oakes, Myrto Oikonomou, Chris Papageorgiou, Ilse Peirtsegaale, Clarita Phillips, Carlo Pizzinelli, Josef Platzer, Rafael Portillo, Evgenia Pugacheva, Yiyuan Qi, Max Rozycki, Marika Santoro, Alexandre Sollaci, Philip Stokoe, Nour Tawk, Robin Tietz, Nicholas Tong, Pauline Wibaux, Yarou Xu, Hannah Leheng Yang, Jiaqi Zhao, Canran Zheng et Bryan Zou.

Joseph Procopio (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec concours de Lucy Scott Morales, James Unwin, Michael Harrup, Nancy Morrison, Harold Medina et TalentMEDIA Services.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 11 avril 2022. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

L'horizon de l'économie mondiale s'est fortement assombri depuis les dernières prévisions de nos *Perspectives de l'économie mondiale* du mois de janvier. Nous avons alors estimé que le redressement de l'économie allait s'affermir au niveau mondial à partir du deuxième trimestre de cette année, au lendemain de l'impact éphémère du variant Omicron. Depuis lors, les perspectives se sont dégradées, en grande partie du fait de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui engendre une crise humanitaire dramatique en Europe de l'Est, et en raison des sanctions prononcées à l'encontre de la Russie pour faire pression dans l'espoir qu'elle mette fin aux hostilités.

Cette crise intervient alors que l'économie mondiale était en voie de redressement, mais ne s'était pas encore complètement rétablie des conséquences de la pandémie de COVID-19, faisant apparaître une divergence notable entre la reprise dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement. Outre la guerre, des confinements fréquents et à plus grande échelle en Chine, touchant notamment des pôles industriels de premier plan, y ont également ralenti l'activité, et pourraient créer de nouveaux goulets d'étranglement pour les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les pressions à la hausse sur les prix se sont généralisées et sont devenues à la fois plus intenses et plus durables, ce qui a entraîné un resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays. Dans l'ensemble, les risques pesant sur les perspectives économiques ont fortement augmenté et les pouvoirs publics doivent désormais procéder à des arbitrages de plus en plus complexes.

Au-delà des conséquences humanitaires immédiates, la guerre va fortement entraver la reprise au niveau mondial, en ralentissant la croissance et en causant un surcroît d'inflation. Le présent rapport prévoit une croissance mondiale de 3,6 % en 2022 et 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins, respectivement, que les prévisions du mois de janvier. Cette révision à la baisse tient pour une grande part aux effets directs de la guerre sur la Russie et l'Ukraine et aux retombées du conflit sur le reste du monde.

La Russie et l'Ukraine devraient voir leurs PIB se contracter fortement en 2022. L'effondrement de

l'économie ukrainienne résulte directement de l'invasion, de la destruction des infrastructures et de l'exode d'une partie de sa population. Le net recul de l'activité en Russie s'explique par les effets des sanctions, la rupture des relations commerciales, la forte détérioration de l'intermédiation financière à l'intérieur du pays, et la perte de confiance des acteurs économiques.

À la manière d'ondes sismiques qui se propagent à partir de l'épicentre d'un tremblement de terre, les répercussions économiques de la guerre se font sentir bien au-delà de la région, essentiellement par l'intermédiaire des marchés des produits de base, des échanges commerciaux et des liens financiers. Étant donné que la Russie est l'un des principaux producteurs de pétrole, de gaz, de métaux, et, avec l'Ukraine, de blé et de maïs, la baisse actuelle et anticipée de l'offre de ces produits de base a d'ores et déjà fait fortement augmenter leurs cours. L'Afrique subsaharienne, l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les premières régions à pâtir de cette situation. Les augmentations de prix des denrées alimentaires et des combustibles vont nuire aux ménages modestes dans le monde entier, y compris sur les continents américain et asiatique.

Le chapitre 1 analyse en détail la manière dont cette guerre vient se surajouter à la série de chocs sur l'offre qui ont frappé l'économie mondiale au cours de la pandémie, en contribuant à de nouvelles pénuries au-delà des secteurs énergétique et agricole. Des perturbations de la production dans un pays peuvent très rapidement produire leurs effets dans le monde entier, par l'intermédiaire de chaînes de valeur mondiales étroitement imbriquées. Certains produits spécialisés fabriqués par des sociétés établies en Russie et en Ukraine viennent déjà à manquer aux producteurs automobiles européens. Certains pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale entretiennent des liens directs et multiples avec la Russie, qu'il s'agisse de relations commerciales ou d'envois de fonds. L'activité économique de ces pays devrait pâtir de la situation. L'arrivée de plus de 4 millions d'Ukrainiens dans les pays voisins, notamment en Pologne, mais également en Roumanie, en République de Moldova et en Hongrie, va également aggraver les difficultés économiques de la région.

L'inflation avait déjà bondi dans de nombreux pays avant la guerre, en raison de la forte hausse des prix des produits de base et des déséquilibres entre l'offre et la demande engendrés par la pandémie. Les banques centrales de plusieurs pays développés ou émergents étaient déjà sous tension avant la guerre, comme aux États-Unis ou en Amérique latine, ce qui les avait amenées à anticiper le resserrement de leur politique monétaire. Les ruptures d'approvisionnement causées par la guerre vont fortement exacerber ces tensions, notamment du fait de l'augmentation des cours de l'énergie, des métaux et des denrées alimentaires. Les goulets d'étranglement devraient certes finir par s'atténuer au fur et à mesure que la production augmentera ailleurs dans le monde en réponse à l'augmentation des prix et que de nouvelles capacités productives deviendront disponibles, mais dans certains secteurs, les pénuries devraient perdurer au cours de l'année 2023. Par conséquent, d'après les estimations actuelles, l'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé beaucoup plus longtemps que nous ne l'envisagions dans nos dernières prévisions, et ce aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement.

L'inflation est devenue une source majeure de préoccupation dans de nombreux pays. Dans certains pays avancés, comme aux États-Unis et dans certains pays européens, elle a atteint son niveau le plus élevé depuis quarante ans, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Le risque d'un désancrage des anticipations d'inflation augmente, ce qui pourrait encourager les banques centrales à prendre des mesures de resserrement monétaire plus draconiennes. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles pourrait accroître sensiblement le risque de troubles publics.

Dès le lendemain de l'invasion, les sorties de capitaux en provenance de pays émergents et de pays en développement ont nettement augmenté, ce qui a durci les conditions financières pour les emprunteurs vulnérables et les importateurs nets de produits de base, tout en exerçant une pression à la baisse sur les monnaies des pays les plus exposés. Jusqu'à présent, ces évolutions se sont déroulées de manière ordonnée dans la plupart des cas. Cependant, l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde met en exergue plusieurs sources de fragilité financière. De plus en plus de pays émergents risquent de se retrouver en difficulté si les mesures de resserrement monétaire continuent de s'accroître dans le monde, en particulier aux États-Unis, ou si les marchés financiers procèdent à des corrections plus

drastiques, ce qui assombrirait d'autant plus l'horizon de l'économie mondiale.

Pour ce qui concerne les finances publiques, l'espace budgétaire s'était déjà restreint dans de nombreux pays du fait de la nécessité d'engager des dépenses pour lutter contre la COVID-19. Les niveaux d'endettement ont notablement augmenté, et il était attendu que les mesures exceptionnelles de soutien budgétaire prennent fin en 2022–23. La guerre et la hausse imminente des taux d'intérêt au niveau mondial vont encore réduire l'espace budgétaire dans de nombreux pays, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement importateurs de pétrole et de denrées alimentaires. Le chapitre 2 montre que l'endettement des entreprises non financières et des ménages a augmenté dans beaucoup de pays au cours de la pandémie, car les pouvoirs publics ont contribué à maintenir l'accès au crédit. Cette situation risque désormais de générer des facteurs de vulnérabilité sur le marché du crédit, à mesure que les taux d'intérêt et les primes de risque augmenteront, ce qui ne sera pas sans conséquence pour la stabilité financière.

En outre, la guerre a augmenté le risque d'une fragmentation plus durable de l'économie mondiale en blocs géopolitiques s'appuyant sur des normes technologiques, des monnaies de réserve et des systèmes de paiements internationaux distincts. Un bouleversement d'une telle ampleur supposerait la reconfiguration des réseaux de production et des chaînes d'approvisionnement, ce qui occasionnerait des coûts d'ajustement élevés et des pertes d'efficacité durables. Par ailleurs, une telle secousse impliquerait une remise en cause profonde de l'ensemble de règles qui régit les relations économiques et internationales depuis 70 ans.

En raison de la nature inédite du choc, nous tenons à rappeler que ces prévisions sont entachées d'une incertitude beaucoup plus forte qu'à l'accoutumée. La croissance pourrait ralentir nettement plus et l'inflation s'avérer plus élevée que prévu si, par exemple, les sanctions visant à mettre un terme à la guerre frappaient un volume encore plus important d'exportations russes, énergétiques ou autres. De telles éventualités font l'objet d'une analyse plus détaillée dans l'encadré des scénarios du chapitre 1. À tout cela vient s'ajouter le fait que la pandémie n'a pas disparu. La circulation persistante du virus est susceptible de favoriser l'émergence de variants plus meurtriers, que les vaccins ou l'immunité acquise lors de précédentes infections ne permettraient pas d'endiguer, ce qui entraînerait de nouvelles mesures de confinement et des perturbations supplémentaires de l'appareil productif.

Dans cet environnement difficile et incertain, il importe encore davantage que les dirigeants adoptent des politiques nationales et des initiatives multilatérales efficaces pour influencer sur le cours de l'économie. Si l'inflation hors alimentation et énergie se maintient durablement à un niveau élevé ou si les anticipations d'inflation à moyen et long terme s'écartent des objectifs fixés par les banques centrales, celles-ci devront procéder à des corrections encore plus drastiques de leur orientation monétaire. Alors que les banques centrales des pays avancés adoptent des politiques monétaires plus restrictives et que les taux d'intérêt montent dans ces mêmes pays, les pays émergents et les pays en développement risquent pour leur part de subir de nouvelles fuites de capitaux et dépréciations monétaires de nature à raviver les pressions inflationnistes. Pour réduire au minimum les perturbations que pourraient engendrer certains changements d'orientation, il sera essentiel que les banques centrales communiquent clairement sur les causes de l'inflation et procèdent à un cadrage prospectif de la politique monétaire ; de surcroît, il conviendra que les autorités, lorsque la situation s'y prête, adoptent des mesures de gestion des flux de capitaux conformes aux préconisations de la version mise à jour de la vision institutionnelle du FMI sur les flux de capitaux.

Même si plusieurs pays devront rééquilibrer leurs finances publiques, cela ne doit pas empêcher les pouvoirs publics d'apporter un soutien ciblé aux réfugiés déplacés par des conflits, aux ménages appauvris par l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des combustibles, et aux personnes touchées par la pandémie, comme nous l'expliquons dans l'édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques*. Plus largement, les autorités doivent continuer d'accorder la priorité aux dépenses sociales et de santé. Pour se ménager une marge de manœuvre dans ce domaine, il est utile d'inscrire ces nécessaires initiatives d'appui budgétaire dans un cadre à moyen terme assorti d'une trajectoire claire et crédible de stabilisation de la dette publique.

Tout en s'employant à juguler les effets de la guerre et de la pandémie, les pouvoirs publics ne devront pas perdre de vue leurs objectifs à long terme, notamment pour ce qui concerne la reconversion professionnelle dans le contexte de la transformation numérique et la mutation du marché du travail que nécessite le passage à une économie à zéro émission nette (voir à ce sujet le chapitre 3 du présent rapport). Pour accélérer la transition verte qui s'impose, il convient d'adopter une démarche globale associant tarification du carbone,

investissement dans les sources d'énergie renouvelables et indemnisation des acteurs économiques qui pâtissent de la transition. Le chapitre 4 se penche sur un autre objectif de long terme, l'amélioration de la capacité d'adaptation des chaînes d'approvisionnement mondiales, et montre que les politiques de relocalisation sont susceptibles d'exposer davantage les pays aux perturbations des approvisionnements, plutôt que de les en protéger.

La coopération multilatérale demeure essentielle pour atteindre ces objectifs. Dans l'immédiat, la priorité est d'œuvrer en faveur de la paix. En matière climatique, il est indispensable que l'action publique se hisse à la hauteur des ambitions affichées. Afin de coordonner les initiatives nationales visant à atténuer les risques de catastrophes climatiques, il faudra mettre en place des dispositifs de finance multilatérale et convenir d'un prix plancher pour le carbone, différencié en fonction du niveau de revenu des pays. Il importe également d'assurer dans le monde entier un accès équitable à l'ensemble des outils permettant de lutter contre la pandémie de COVID-19 (tests de dépistage, traitements et vaccins), et d'apporter une réponse à d'autres enjeux prioritaires en matière de santé publique mondiale.

Les dirigeants doivent également veiller au bon fonctionnement du dispositif mondial de sécurité financière, afin d'aider les pays vulnérables à s'adapter à la hausse des taux d'intérêt décidée pour combattre l'inflation. Pour certains pays, cela supposera de s'assurer d'un soutien suffisant en liquidité pour surmonter les difficultés de refinancement à court terme. En revanche, il faudra que la dette souveraine d'autres pays soit entièrement restructurée afin de libérer des ressources indispensables aux dépenses de santé, de protection sociale et de développement. Le cadre commun du G20 pour les traitements de dette fournit des orientations en la matière, mais n'a pas encore porté ses fruits. L'absence d'un dispositif rapide et efficace dans ce domaine représente une faille dans le système financier mondial. Il convient également d'accorder une attention toute particulière à la stabilité d'ensemble de l'ordre économique mondial, afin d'empêcher que les règles ayant permis de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté ne soit démantelé.

Il est important de souligner que ces risques et ces mesures interagissent de manière complexe à court, moyen et long terme. La hausse des taux d'intérêt, l'impératif de protection des plus défavorisés contre l'augmentation des prix des produits alimentaires et énergétiques, ou encore l'augmentation des dépenses militaires, rendent plus difficile l'action des pouvoirs publics en faveur de la

viabilité des finances publiques. Quant à l'érosion de l'espace budgétaire, elle complique les investissements dans la transition verte ; or les retards pris dans la lutte contre les changements climatiques accroissent la vulnérabilité des pays aux chocs sur les prix des produits de base, ce qui alimente l'inflation et contribue à l'instabilité économique. La fragmentation géopolitique rend tous ces arbitrages encore plus ardu, car elle augmente le risque de conflit et de volatilité économique et diminue l'efficacité de l'ensemble du système.

En l'espace de quelques semaines, le monde s'est une fois de plus retrouvé en présence d'un choc majeur et

porteur de transformations. Alors même qu'un redressement durable semblait à portée de main après l'effondrement de l'économie mondiale engendré par la pandémie, il y a fort à craindre qu'une grande partie des progrès récents soient annulés par la guerre. Les nombreux défis à relever exigent que des mesures adaptées fassent l'objet de concertations aux niveaux national et international pour empêcher que la situation ne se dégrade encore davantage et pour améliorer les perspectives économiques de tous.

Pierre-Olivier Gourinchas

Conseiller économique et directeur des études

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui exige une résolution pacifique. Les dégâts économiques entraînés par le conflit contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022. Une récession bien supérieure à 10 % en Ukraine et une forte contraction de l'activité en Russie sont plus que probables, ainsi que des répercussions à l'échelle mondiale par l'intermédiaire des marchés des produits de base, des échanges commerciaux et du système financier. Alors même que la guerre nuit à la croissance, elle va de surcroît alimenter l'inflation. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires augmentent rapidement, or ce sont les couches vulnérables de la population, en particulier dans les pays à faible revenu, qui souffrent le plus de cette situation. Ce niveau élevé d'inflation va compliquer l'action des banques centrales, qui doivent arbitrer entre la limitation des pressions sur les prix et la préservation de la croissance. Les taux d'intérêt devraient augmenter au fur et à mesure que les banques centrales adopteront des politiques monétaires plus restrictives, ce qui mettra sous pression les pays émergents et les pays en développement. En outre, de nombreux pays ne disposent que d'un espace budgétaire limité pour atténuer les effets de la guerre sur leur économie. L'invasion a contribué à la fragmentation économique en entraînant la rupture des relations commerciales d'un nombre considérable de pays avec la Russie, et risque de faire dérailler la reprise postpandémique. Elle menace également les cadres juridiques et normatifs qui ont favorisé l'intégration économique au niveau mondial et permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. De plus, le conflit aggrave les difficultés économiques engendrées par la pandémie. Bien que de nombreuses régions du monde semblent avoir dépassé la phase la plus aiguë de la crise de la COVID-19, le nombre de morts demeure élevé, en particulier parmi les non-vaccinés. En outre, les récents confinements décidés dans des pôles industriels et commerciaux chinois majeurs vont sans doute aggraver les perturbations qui affectent les chaînes d'approvisionnement ailleurs dans le monde.

La croissance mondiale devrait passer, selon les estimations, de 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022 et 2023, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins en 2022 et

en 2023, respectivement, que ce qui était envisagé lors de l'édition de janvier de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale*. Après 2023, la croissance mondiale devrait baisser et s'établir à environ 3,3 % à moyen terme. Il est essentiel de préciser que ces prévisions supposent que le conflit ne s'étendra pas au-delà de l'Ukraine, que les futures sanctions prononcées à l'encontre de la Russie épargneront le secteur énergétique (même si le scénario de référence tient compte des conséquences des décisions prises par les pays européens de se passer d'énergie russe et des embargos annoncés jusqu'à la date du 31 mars 2022), et que les effets sanitaires et économiques de la pandémie s'estomperont au cours de l'année 2022. À quelques exceptions près, l'emploi et la production resteront généralement en dessous de leurs niveaux pré-pandémiques jusqu'en 2026. Dans les pays émergents et les pays en développement, où le soutien des pouvoirs publics est plus limité et où la vaccination progresse généralement plus lentement, les séquelles économiques devraient être beaucoup plus profondes que dans les pays avancés, et la production devrait rester inférieure à la tendance pré-pandémique tout au long de l'horizon prévisionnel. Ces prévisions présentent un degré d'incertitude exceptionnellement élevé, et les perspectives sont exposées à des risques principalement baissiers, liés par exemple à une possible aggravation du conflit, à une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie, à un ralentissement plus marqué que prévu en Chine à mesure que le variant Omicron met à l'épreuve la stratégie zéro COVID des autorités, et à une résurgence de la pandémie en cas d'apparition d'une nouvelle souche plus virulente. De plus, en faisant augmenter les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la guerre en Ukraine risque d'amplifier les tensions sociales, ce qui assombrirait davantage les perspectives.

L'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé plus longtemps que ne l'envisageaient les dernières prévisions, en raison de l'augmentation des cours des produits de base et de la généralisation des pressions à la hausse sur les prix que la guerre a engendrées. D'après les projections, l'inflation devrait atteindre 5,7 % dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en

développement en 2022, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage au-dessus des niveaux projetés en janvier, respectivement. Le scénario de référence prévoit certes une résorption progressive des déséquilibres entre l'offre et la demande et une légère augmentation de l'offre de main-d'œuvre, ce qui devrait conduire *in fine* à un ralentissement de l'inflation, mais les prévisions sont, là aussi, entourées d'incertitude. Les conditions risquent de se détériorer considérablement. Une aggravation des déséquilibres entre l'offre et la demande (y compris en raison de la guerre) et de nouvelles hausses des cours des produits de base pourraient installer une inflation durablement élevée, susciter une augmentation des anticipations d'inflation, et entraîner une augmentation plus soutenue des salaires. En cas de signaux faisant craindre une inflation élevée à moyen terme, les banques centrales n'auront d'autre choix que de réagir plus vite que ce que l'on anticipe actuellement, ce qui entraînerait une hausse des taux d'intérêt et une aggravation des facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement, en particulier dans les pays émergents.

La guerre en Ukraine a rendu plus difficiles deux arbitrages de politique économique, entre la maîtrise de l'inflation et la consolidation de la reprise, d'une part, et entre l'aide aux plus fragiles et la reconstitution d'une marge de manœuvre budgétaire, d'autre part.

- *Maitriser l'inflation* : Si les banques centrales n'ont pas de prise sur de nombreuses causes de l'inflation (guerre, sanctions, pandémie, perturbation des chaînes d'approvisionnement), les pressions à la hausse sur les prix ont tendance à se généraliser. Le choc causé par la guerre se transmettra de manière différenciée selon les pays, en fonction de leurs liens commerciaux et financiers, de leur sensibilité aux augmentations des cours des produits de base et de l'intensité de la poussée d'inflation préexistante. Par conséquent, la politique monétaire qu'il conviendra de mettre en œuvre pour répondre à ce choc ne sera pas la même d'un pays à l'autre. Dans certains pays, dont les États-Unis, les pressions inflationnistes, alimentées par d'importants dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics, s'étaient considérablement accrues et généralisées avant même l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans d'autres pays, les produits de base dont le prix augmente en raison de la guerre et de la cherté des combustibles occupent une place prééminente dans les paniers de consommation, ce qui risque de généraliser les pressions à la hausse sur les prix et de les installer dans la durée. Dans les deux cas, il conviendra d'adopter une politique monétaire plus restrictive pour

empêcher la formation d'une boucle prix-salaires, où la hausse des prix et l'augmentation des salaires et des anticipations d'inflation s'alimentent mutuellement. Dans les pays où les répercussions néfastes de la guerre sont plus marquées, il sera plus difficile d'arbitrer entre la préservation de la croissance et la maîtrise de l'inflation. Les banques centrales doivent continuer de surveiller de près les effets des pressions à la hausse sur les prix sur les anticipations d'inflation et de communiquer clairement sur les perspectives en matière d'inflation et de politique monétaire. Il est essentiel que le cadrage prospectif de l'orientation monétaire repose sur une approche bien orchestrée et fondée sur des données (y compris s'agissant de la trajectoire des taux directeurs et de la réduction des bilans des banques centrales, qui ont atteint des niveaux sans précédent), afin que les cadres stratégiques restent crédibles.

- *Politique budgétaire en période de hausse des taux d'intérêt et du coût de la vie* : Les politiques budgétaires doivent dépendre de l'exposition aux conséquences de la guerre, de la situation pandémique et de la vigueur de la reprise économique. Au lendemain d'une expansion budgétaire tout aussi spectaculaire que nécessaire dans de nombreux pays au cours de la pandémie, l'endettement a atteint des sommets historiques, et les États sont plus que jamais exposés à une hausse des taux d'intérêt. L'impératif de rééquilibrage des finances publiques ne doit pas empêcher les pouvoirs publics d'accorder la priorité à des dispositifs de soutien ciblé en faveur des plus vulnérables, comme les réfugiés et toutes les personnes qui souffrent de la hausse des prix des produits de base et des effets de la pandémie. Quand l'espace budgétaire est suffisant et que la politique monétaire nationale se heurte à des contraintes (par exemple parce que la borne inférieure effective a été atteinte ou du fait de l'appartenance à une union monétaire), il peut être justifié d'accorder un appui budgétaire élargi, selon le degré de gravité de la baisse de la demande globale. En accordant cet appui budgétaire, les pouvoirs publics doivent cependant veiller à ne pas aggraver les déséquilibres préexistants entre l'offre et la demande et à ne pas exacerber les pressions à la hausse qui s'exercent déjà sur les prix. Lorsque leur espace budgétaire est plus restreint, les autorités devront emprunter une ligne de crête permettant de concilier rééquilibrage budgétaire et dépenses prioritaires. En outre, les pouvoirs publics doivent se montrer vigilants vis-à-vis des sources de vulnérabilité liées à la hausse des taux d'intérêt (ce sujet fait l'objet du chapitre 2).

- *Se préparer à l'économie de demain* : Au-delà des difficultés posées dans l'immédiat par la guerre et la pandémie, les dirigeants ne doivent pas perdre de vue leurs objectifs à long terme. Les perturbations causées par la pandémie ont mis en évidence la productivité liée aux nouvelles manières de travailler. Les pouvoirs publics doivent s'efforcer de tirer parti des effets positifs des mutations structurelles à l'œuvre, en facilitant l'acquisition par la main-d'œuvre de nouveaux outils et de nouvelles compétences qui lui permettront à la fois de saisir les possibilités et de relever les défis du numérique. Par ailleurs, la tarification du carbone et la réforme des subventions aux combustibles fossiles peuvent faciliter la transition vers un système de production plus propre et moins tributaire des variations de cours des combustibles fossiles, ce qui s'avère plus nécessaire que jamais au regard des retombées de la guerre sur le marché énergétique mondial. La transition vers une économie verte supposera également une réaffectation de la main-d'œuvre d'une profession et d'un secteur à l'autre. Le chapitre 3 se penche sur les mesures susceptibles de faciliter cette transformation du marché du travail.

Il reste essentiel de prendre des initiatives multilatérales pour répondre à la crise humanitaire, empêcher que l'économie mondiale ne se fragmente davantage, préserver la

liquidité mondiale, faire face aux situations de surendettement, lutter contre les changements climatiques et mettre fin à la pandémie. Les conséquences néfastes de l'affrontement géopolitique en cours nous rappellent l'importance de la coopération au niveau mondial, qu'il s'agisse de répondre aux besoins immédiats des réfugiés de guerre ou de s'atteler à la future reconstruction de l'Ukraine, qui exigera des efforts considérables. À l'heure où la volatilité augmente, où les besoins humanitaires mettent les dépenses sous tension et où les conditions se durcissent sur les marchés financiers, il devient de plus en plus vraisemblable qu'un certain nombre de pays rencontreront des difficultés financières. Les institutions multilatérales représentent un filet de sécurité indispensable en fournissant des liquidités d'urgence et en empêchant la contagion des crises. Lorsque le soutien en liquidité ne suffit pas, il est essentiel de se diriger vers un processus ordonné de restructuration de la dette. En matière climatique, les pays avancés doivent réaliser de véritables avancées pour honorer les engagements pris à l'occasion de la COP26. Les pays émergents et les pays en développement doivent se montrer plus ambitieux dans la réduction de leurs émissions. Enfin, puisque la pandémie n'est toujours pas terminée, les pouvoirs publics doivent employer l'ensemble des outils dont ils disposent pour combattre le virus, en remplissant leurs objectifs vaccinaux et en assurant un accès équitable aux tests de dépistage et aux traitements.

La guerre ralentit la reprise

La guerre en Ukraine a déclenché une crise humanitaire coûteuse qui, sans une résolution rapide et pacifique, pourrait devenir accablante. La croissance mondiale devrait ralentir considérablement en 2022, en grande partie à cause de la guerre. En Ukraine, le PIB devrait connaître une forte chute à deux chiffres en raison des combats. Une profonde contraction est prévue en Russie, du fait des sanctions et des décisions des pays européens de réduire leurs importations d'énergie. Les coûts économiques de la guerre devraient se répercuter sur d'autres pays par l'intermédiaire des marchés des produits de base, des échanges commerciaux et, dans une moindre mesure, des liens financiers. La hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires a déjà une incidence à l'échelle mondiale, et les populations vulnérables, en particulier dans les pays à faible revenu, sont celles qui en pâtissent le plus.

La guerre en Ukraine va intensifier les forces économiques qui façonnent déjà la reprise mondiale postpandémie. La guerre a encore fait augmenter les prix des produits de base et accentué les ruptures d'approvisionnement, ce qui a aggravé l'inflation. Avant même que la Russie n'envahisse l'Ukraine, les pressions généralisées sur les prix avaient conduit les banques centrales à resserrer leur politique monétaire et à indiquer des positions futures de plus en plus dures. En conséquence, les taux d'intérêt ont fortement augmenté et la volatilité des prix des actifs s'est accrue depuis le début de l'année 2022, ce qui a pesé sur les bilans, la consommation et l'investissement des ménages et des entreprises. La perspective d'une hausse des coûts de l'emprunt a également fait augmenter le coût des mesures de soutien budgétaire prolongées. Cette évolution se produit plus rapidement que prévu, alors même que de nombreux acteurs de l'économie mondiale, en particulier les pays où les taux de vaccination sont faibles, doivent faire face à des tensions persistantes sur leur système de santé du fait de la pandémie.

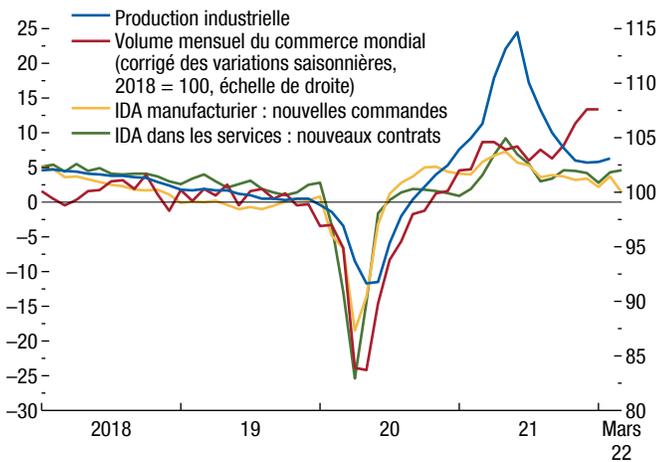
La guerre a également accru l'incertitude déjà élevée qui entourait les perspectives mondiales. Même si de nombreux pays semblent avoir surmonté la phase critique de la pandémie, de nouveaux variants pourraient à nouveau provoquer des vagues d'infection et de

nouvelles perturbations. La pression inflationniste pourrait se renforcer plus que prévu et exiger la prise de mesures plus énergiques. Le durcissement des conditions de financement mettra fortement en évidence la vulnérabilité liée à la dette des États et des entreprises, ce qui risque de donner lieu à un surendettement massif. En outre, compte tenu de la poursuite des politiques restrictives à l'égard du secteur de l'immobilier et de la possibilité de voir les mesures de confinement se généraliser dans le cadre de la stratégie stricte « zéro COVID », l'économie chinoise pourrait connaître un ralentissement plus marqué que prévu, ce qui aurait des conséquences pour le reste de l'Asie et au-delà. Cela pourrait entraver davantage la reprise, notamment dans les pays émergents et les pays en développement. Le fait de disposer d'une marge de manœuvre plus restreinte pourrait aggraver les séquelles, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, où le niveau de production de référence à moyen terme devrait être inférieur de près de 6 % aux projections antérieures à la pandémie.

Plus fondamentalement, les tensions géopolitiques menacent les structures fondées sur des règles qui régissent les relations économiques internationales depuis la Seconde Guerre mondiale. Les sanctions imposées actuellement dans le but de pousser les autorités russes à mettre fin à la guerre réduisent déjà les liens financiers et commerciaux entre la Russie et d'autres pays, ce qui a des répercussions d'une grande portée. Une polarisation mondiale de plus en plus marquée fait également obstacle à la coopération indispensable à une prospérité à long terme. Cela pourrait notamment faire échouer l'action urgente en matière de changement climatique et saper les efforts multilatéraux en faveur d'une amélioration des dispositifs de résolution des dettes, de l'intégration commerciale et des initiatives destinées à éviter de futures pandémies.

Le présent chapitre traite tout d'abord des perspectives de croissance mondiale, puis décrit les vecteurs par lesquels se répercutent les effets de la guerre en Ukraine, les perspectives d'inflation et les conséquences de la hausse des taux d'intérêt pour les pays émergents et les pays en développement. Il porte ensuite sur les aléas qui entourent les perspectives et sur les mesures à prendre pour améliorer ces perspectives à l'échelle mondiale.

Graphique 1.1. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois)



Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : Les unités pour la production industrielle correspondent à une variation annualisée en pourcentage. Pour les IDA, les unités correspondent à des écarts par rapport à 50. Un IDA supérieur à 50 indique une expansion, un IDA inférieur à 50 une contraction. IDA = indice des directeurs d'achat.

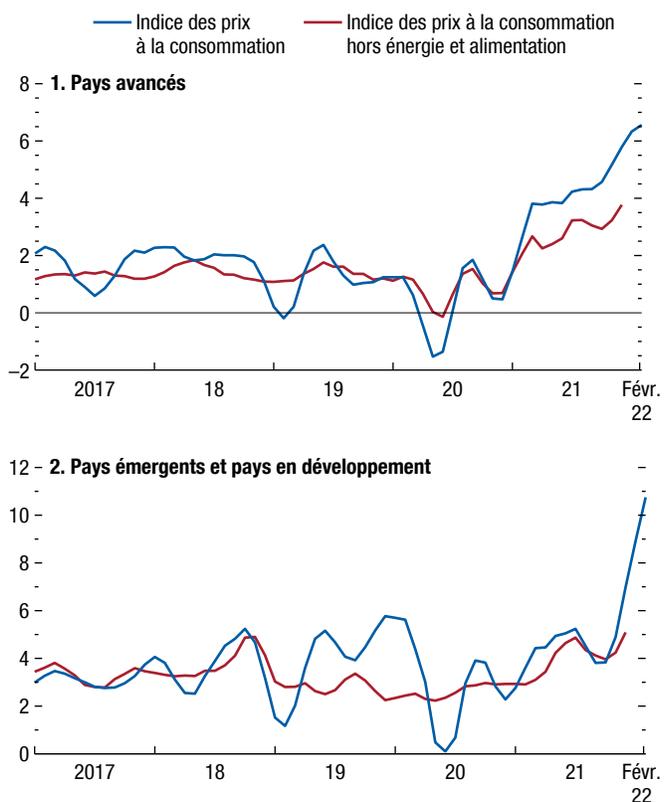
La fragmentation et la fragilité devraient ralentir la croissance en 2022–23

La guerre en Ukraine a entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, déclenché la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale et gravement entravé la reprise. Après un fort redressement en 2021, les indicateurs à court terme révèlent un ralentissement de l'activité mondiale (graphique 1.1). La croissance mondiale devrait passer d'un taux estimé à 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022–23, soit 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins pour 2022 et 2023 que dans l'édition de janvier 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*. La guerre en cours en Ukraine et les sanctions contre la Russie devraient ralentir la croissance mondiale en 2022 en raison de leurs effets directs sur les deux pays et de leurs répercussions à l'échelle mondiale. Ce choc survient au moment où la menace du variant Omicron semble s'estomper et que de nombreuses régions du monde ont surmonté la phase critique de la pandémie.

Cinq principaux facteurs déterminent les perspectives mondiales à court terme :

- **La guerre en Ukraine** — L'invasion de la Russie et les sanctions qui en découlent auront des conséquences importantes pour l'économie mondiale. Les prévisions de référence ont été établies en supposant que le conflit se limite au territoire ukrainien, que les sanctions contre la Russie annoncées le 31 mars (ainsi que

Graphique 1.2. Évolution de l'inflation
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les taux d'inflation moyens par groupe de pays sont des moyennes pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat. Pays avancés : AUT, BEL, CAN, CHE, CZE, DEU, DNK, ESP, EST, FIN, FRA, GBR, GRC, HKG, IRL, ISR, ITA, JPN, KOR, LTU, LUX, LVA, NLD, NOR, PRT, SGP, SVK, SVN, SWE, TWN, USA ; pays émergents et pays en développement : BGR, BRA, CHL, CHN, COL, HUN, IDN, IND, MEX, MYS, PER, PHL, POL, ROU, RUS, THA, TUR, ZAF ; les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

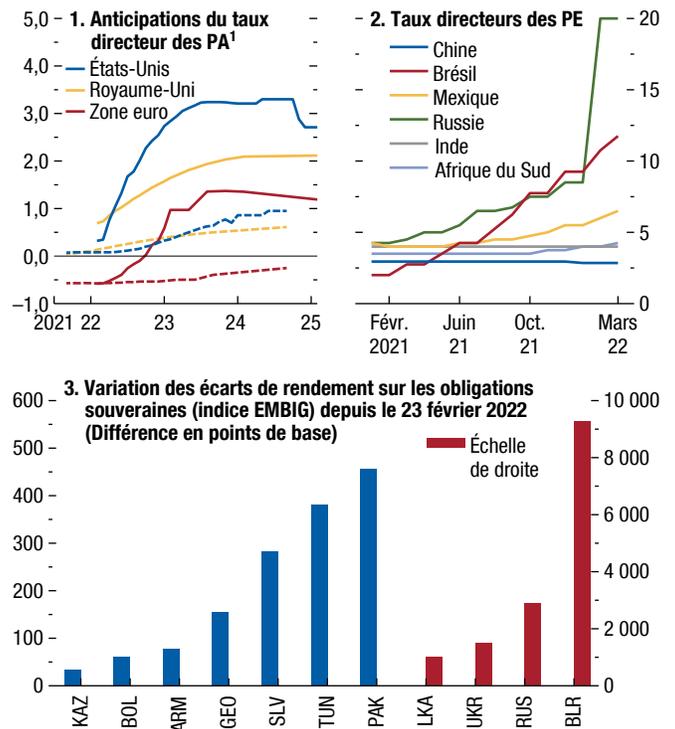
les plans des pays européens pour devenir indépendants de l'énergie russe) ne se durcissent pas et restent en place pendant tout l'horizon de prévision. Les effets du conflit et des sanctions toucheront directement l'Ukraine, la Russie et le Bélarus. Cependant, les répercussions internationales, liées aux prix mondiaux des produits de base, aux liens commerciaux et financiers, à l'offre de main-d'œuvre et aux conséquences humanitaires, se feront sentir à une plus vaste échelle, notamment en Europe.

- **Resserrement monétaire et volatilité des marchés financiers** — Même avant la guerre, l'inflation s'était considérablement accélérée (graphique 1.2) et de nombreuses banques centrales avaient resserré leur politique monétaire. Cela a contribué à une augmentation rapide des taux d'intérêt nominaux dans les pays avancés. Dans les mois à venir, la plupart des

taux directeurs devraient continuer d'augmenter, et les bilans record des banques centrales commenceront à se résorber, notamment dans les pays avancés (pour plus de précisions, voir l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Dans les pays émergents et les pays en développement, plusieurs banques centrales ont également resserré leur politique monétaire, venant ainsi grossir les rangs de celles qui l'avaient déjà fait en 2021. La Chine fait figure d'exception : l'inflation y reste faible, et la banque centrale a réduit ses taux directeurs en janvier 2022 pour soutenir la reprise. Les prévisions de durcissement de la politique monétaire et les inquiétudes liées à la guerre ont donné lieu à une volatilité des marchés financiers et à une réévaluation des risques (voir l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). En particulier, la guerre et les sanctions connexes ont durci les conditions financières mondiales, réduit l'appétence pour le risque et provoqué des mouvements de repli sur les titres de qualité. En Russie, les sanctions et l'affaiblissement de l'intermédiation financière intérieure ont entraîné une forte augmentation des écarts de rendement sur les obligations souveraines et les contrats d'échange sur le risque de défaillance. Les pays émergents de la région, ainsi que du Caucase, d'Asie centrale et d'Afrique du Nord, ont également vu leurs écarts de rendement sur les obligations souveraines se creuser (graphique 1.3). Au début du mois de mars, les sorties de capitaux des pays émergents, bien que concentrées dans quelques pays, étaient aussi élevées et rapides que celles observées au début de la pandémie. Depuis la mi-mars, cependant, la situation s'est stabilisée, et des entrées de capitaux lentes, mais stables, ont permis de compenser environ un quart des pertes initiales. Dans l'ensemble, les marchés ont jusqu'à présent différencié les titres des pays émergents en fonction de leur proximité géographique avec le conflit, de leurs liens commerciaux avec les pays concernés et de l'exposition aux produits de base de la Russie et de l'Ukraine.

- **Compression budgétaire** — Dans de nombreux pays, la marge de manœuvre a été érodée par la nécessaire augmentation des dépenses liées à la pandémie de COVID-19 et la baisse des recettes fiscales en 2020–21. Face à la hausse des coûts de l'emprunt, les autorités se heurtent de plus en plus à l'impératif de reconstituer des réserves. L'appui budgétaire devrait généralement diminuer en 2022 et 2023, en particulier dans les pays avancés, au fur et à mesure qu'il sera mis

Graphique 1.3. Situation monétaire et financière
(En pourcentage, sauf indication contraire)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Refinitiv Datastream ; calculs des services du FMI. Note : Les lignes en tiret de la page 1 correspondent à l'édition d'octobre des *Perspectives de l'économie mondiale*. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; EMBIG = *emerging markets bond index global* (indice global des obligations des pays émergents). La page 3 a été établie à partir des données disponibles au 8 avril 2022. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

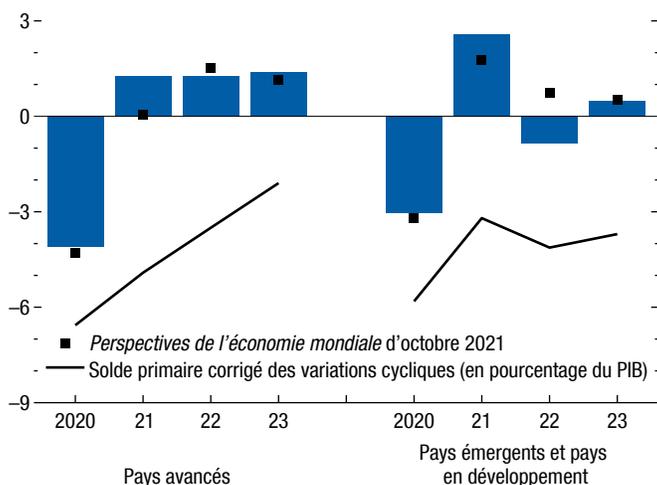
¹Les anticipations reposent sur les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux pour les États-Unis, le taux interbancaire moyen au jour le jour en livre sterling pour le Royaume-Uni et le taux à court terme en euro (€STR) pour la zone euro ; mis à jour le 8 avril 2022.

fin aux dispositifs d'urgence visant à amortir les effets de la pandémie (graphique 1.4 ; voir également l'édition d'avril 2022 du Moniteur des finances publiques pour plus de précisions sur l'évolution des mesures budgétaires pendant la phase critique de la pandémie et la reprise qui s'en est suivie).

- **Ralentissement en Chine** — Le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise a des ramifications plus larges pour l'Asie et pour les pays exportateurs de produits de base. La conjonction de variants plus transmissibles et d'une stratégie « zéro COVID » laisse entrevoir des confinements plus fréquents, avec les effets que cela suppose sur la consommation privée dans le pays. En outre, la position toujours restrictive à l'égard des promoteurs immobiliers très endettés se traduit par une faiblesse de l'investissement dans ce domaine.

Graphique 1.4. Orientation de l'action budgétaire, 2020–23

(Variation du solde budgétaire primaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel)



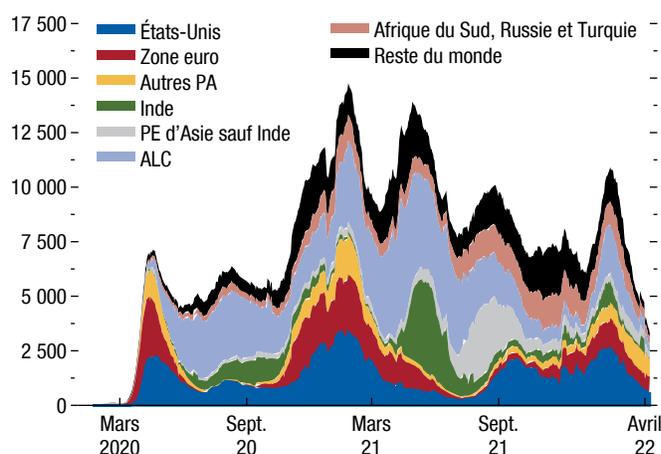
Source : estimations des services du FMI.

Note : Le solde corrigé des variations cycliques correspond au solde du secteur des administrations publiques corrigé des variations du cycle économique. Le solde structurel correspond au solde corrigé des variations cycliques pour un plus vaste ensemble de facteurs non cycliques, tels que les prix des actifs et des produits de base. Les soldes primaires indiqués sont obtenus en soustrayant les revenus d'intérêts et en ajoutant les charges d'intérêts aux deux séries.

- Pandémie et accès aux vaccins** — Les pénuries de main-d'œuvre et les restrictions de déplacements ont aggravé les perturbations et les goulets d'étranglement de l'offre au début de l'année 2022, ce qui a freiné l'activité et aggravé l'inflation. Les restrictions ont commencé à s'atténuer une fois que le pic de la vague Omicron a été dépassé et que le nombre de décès hebdomadaires dus à la COVID-19 dans le monde a commencé à baisser (graphique 1.5). Le risque d'infection entraînant une maladie grave ou un décès que présente la souche dominante Omicron semble plus faible par rapport aux autres souches, en particulier pour les personnes qui ont été vaccinées et qui ont reçu une dose de rappel. Dans le scénario de référence, il est supposé que les effets du virus sur la santé et l'économie commencent à s'estomper au deuxième trimestre de 2022 et que les hospitalisations et les décès sont ramenés à de faibles niveaux dans la plupart des pays d'ici à la fin de l'année. Ce scénario repose sur une hypothèse fondamentale selon laquelle le virus ne mute pas en de nouvelles souches nécessitant l'application de nouvelles restrictions (voir la partie « Les risques sont élevés et orientés à la baisse » dans le présent chapitre). Il est supposé que la plupart des pays n'atteindront pas leur objectif, à savoir que 70 % de leur population présente un schéma vaccinal

Graphique 1.5. Nouveaux cas de décès dus à la COVID-19 confirmés

(En nombre de personnes, moyenne mobile sur sept jours)



Sources : *Our World in Data* ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique a été établi à partir des données disponibles au 8 avril 2022. Les groupes de pays et les classifications régionales correspondent à ceux utilisés dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. Les autres pays avancés sont : AUS, CAN, CHE, CZE, DNK, GBR, HKG, ISL, ISR, JPN, KOR, MAC, NOR, NZL, SGP, SMR, SWE, TWN ; les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; PA = pays avancés ; PE d'Asie sauf Inde = pays émergents d'Asie à l'exception de l'Inde.

complet en 2022. Compte tenu des lacunes en matière de vaccination dans les pays à faible revenu, la possibilité de nouvelles épidémies est prise en considération. Cependant, il est supposé que leur incidence sur l'activité soit moindre par rapport à celle des vagues précédentes. Les moyens d'adaptation se sont améliorés, des traitements efficaces sont plus facilement disponibles et l'immunité résultant d'une infection ou d'une vaccination antérieure a augmenté. Ces prévisions reposent sur les données disponibles au 31 mars 2022.

Révisions des prévisions

Ukraine : Il est impossible d'obtenir des données précises sur les dommages causés à l'économie ukrainienne, mais il est évident que la guerre provoquera une très forte contraction. L'économie ukrainienne devrait se contracter de 35 % en 2022¹. De plus, même si la guerre devait se terminer rapidement, les pertes en vies humaines, la destruction du capital physique et la fuite des habitants entraveront gravement l'activité économique pendant de nombreuses années.

¹Ce chiffre est globalement conforme aux données présentées dans Novta et Pugacheva (2021) sur les conflits les plus graves.

Russie : Les lourdes sanctions commerciales et financières, y compris la perte des privilèges des correspondants bancaires, l'exclusion de certaines banques du système de paiement SWIFT et l'interdiction concernant les actifs de la banque centrale, ainsi que l'embargo sur le pétrole et le gaz décrété par certaines grandes puissances économiques, auront de graves répercussions sur l'économie russe. Les plans annoncés par de grands pays consommateurs pour se passer de l'énergie russe auront également une incidence à moyen terme. Pour éviter la fuite des capitaux, la banque centrale de Russie a relevé le taux d'intérêt, et les autorités ont mis en place de vastes mesures de contrôle des capitaux. Les marchés financiers ont tout de même connu des turbulences : le rouble a chuté de près de 60 %, avant de revenir à des niveaux proches de ceux antérieurs à l'invasion ces dernières semaines, les écarts de rendement sur les obligations souveraines ont augmenté de plus de 2 500 points de base et les marchés boursiers ont été temporairement suspendus. Le retrait d'entreprises étrangères a entravé de nombreux secteurs, notamment ceux de l'aviation, de la finance, des logiciels et de l'agriculture. Les perspectives demeurent donc peu encourageantes. En outre, la désintermédiation financière et la perte de confiance des investisseurs entraîneront une baisse sensible de l'investissement et de la consommation privés, qui ne sera que partiellement compensée par les dépenses budgétaires. Selon les prévisions de référence, la contraction sera nette en 2022 : le PIB devrait chuter d'environ 8,5 %, puis connaître une nouvelle baisse d'environ 2,3 % en 2023.

Les pays émergents et les pays en développement d'Europe, y compris la Russie et l'Ukraine, verront leur PIB se contracter d'environ 2,9 % en 2022, puis progresser de 1,3 % en 2023. Cette contraction s'explique principalement par les répercussions de la hausse des prix de l'énergie sur la demande intérieure et la perturbation des échanges, en particulier pour les États baltes, dont la demande extérieure diminuera parallèlement à la contraction de l'économie russe. L'afflux de réfugiés devrait exercer une forte pression sur les services sociaux dans l'immédiat, mais, à terme, l'augmentation de la population active pourrait favoriser la croissance à moyen terme et accroître les recettes fiscales.

Pays avancés d'Europe : Le principal vecteur par lequel la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie pèsent sur l'économie des pays de la zone euro est celui concernant la hausse des cours mondiaux de l'énergie et la sécurité énergétique. Étant donné que ces pays sont des importateurs nets d'énergie, la hausse des prix mondiaux constitue un choc sur les termes de l'échange pour

la plupart d'entre eux, ce qui se traduit par une baisse de la production et une accélération de l'inflation. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont également nui à certaines industries, notamment le secteur automobile, car la guerre et les sanctions ont encore entravé la production d'intrants essentiels. La croissance du PIB de la zone euro en 2022 est ainsi révisée à la baisse à 2,8 % (1,1 point de pourcentage de moins qu'en janvier). Les plus fortes diminutions concernent des pays comme l'Allemagne et l'Italie, qui possèdent des secteurs manufacturiers relativement grands et dépendent davantage des importations d'énergie en provenance de Russie. Dans l'ensemble de la zone euro, le coup porté à l'activité est partiellement compensé par un renforcement du soutien budgétaire. Au Royaume-Uni, la croissance du PIB pour 2022 est révisée à la baisse de 1 point de pourcentage : la consommation devrait être plus faible que prévu, car l'inflation érode le revenu réel disponible, tandis que le resserrement des conditions de financement devrait refroidir l'investissement.

Moyen-Orient et Afrique du Nord, Caucase et Asie centrale : Les pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, du Caucase et d'Asie centrale sont très vulnérables à l'évolution des prix mondiaux des denrées alimentaires, notamment celui du blé, qui devrait rester élevé tout au long de l'année et en 2023. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les conséquences du resserrement des conditions de financement mondiales, la réduction de l'activité touristique et les répercussions secondaires sur la demande (par exemple en provenance de l'Europe) freineront également la croissance, en particulier pour les pays importateurs de pétrole. Pour les pays exportateurs de pétrole, la hausse des cours des combustibles fossiles pourrait être source de quelques gains compensatoires. Par exemple, les prévisions pour 2022 concernant l'Arabie saoudite sont révisées à la hausse de 2,8 points de pourcentage, en raison de l'augmentation de la production de pétrole, conformément à l'accord OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP), laquelle est renforcée par une croissance plus forte que prévu dans le secteur non pétrolier. Les pays de la région Caucase et Asie centrale ont des relations étroites avec la Russie en matière de commerce, d'envois de fonds et de finances, et sont fortement tributaires des prix des produits de base ; la croissance de leur PIB sera donc sensiblement revue à la baisse, et les pays importateurs de pétrole de la région seront particulièrement éprouvés. Les tensions sociales non résolues (par exemple au Kazakhstan et au Soudan)

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2022 ¹		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2021 ¹	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Production mondiale	6,1	3,6	3,6	-0,8	-0,2	-1,3	0,0
Pays avancés	5,2	3,3	2,4	-0,6	-0,2	-1,2	0,2
États-Unis	5,7	3,7	2,3	-0,3	-0,3	-1,5	0,1
Zone euro	5,3	2,8	2,3	-1,1	-0,2	-1,5	0,3
Allemagne	2,8	2,1	2,7	-1,7	0,2	-2,5	1,1
France	7,0	2,9	1,4	-0,6	-0,4	-1,0	-0,4
Italie	6,6	2,3	1,7	-1,5	-0,5	-1,9	0,1
Espagne	5,1	4,8	3,3	-1,0	-0,5	-1,6	0,7
Japon	1,6	2,4	2,3	-0,9	0,5	-0,8	0,9
Royaume-Uni	7,4	3,7	1,2	-1,0	-1,1	-1,3	-0,7
Canada	4,6	3,9	2,8	-0,2	0,0	-1,0	0,2
Autres pays avancés ²	5,0	3,1	3,0	-0,5	0,1	-0,6	0,1
Pays émergents et pays en développement	6,8	3,8	4,4	-1,0	-0,3	-1,3	-0,2
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,3	5,4	5,6	-0,5	-0,2	-0,9	-0,1
Chine	8,1	4,4	5,1	-0,4	-0,1	-1,2	-0,2
Inde ³	8,9	8,2	6,9	-0,8	-0,2	-0,3	0,3
ASEAN-5 ⁴	3,4	5,3	5,9	-0,3	-0,1	-0,5	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	6,7	-2,9	1,3	-6,4	-1,6	-6,5	-1,6
Russie	4,7	-8,5	-2,3	-11,3	-4,4	-11,4	-4,3
Amérique latine et Caraïbes	6,8	2,5	2,5	0,1	-0,1	-0,5	0,0
Brésil	4,6	0,8	1,4	0,5	-0,2	-0,7	-0,6
Mexique	4,8	2,0	2,5	-0,8	-0,2	-2,0	0,3
Moyen-Orient et Asie centrale	5,7	4,6	3,7	0,3	0,1	0,5	-0,1
Arabie saoudite	3,2	7,6	3,6	2,8	0,8	2,8	0,8
Afrique subsaharienne	4,5	3,8	4,0	0,1	0,0	0,0	-0,1
Nigéria	3,6	3,4	3,1	0,7	0,4	0,7	0,5
Afrique du Sud	4,9	1,9	1,4	0,0	0,0	-0,3	0,0
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	5,8	3,5	3,1	-0,7	-0,3	-1,2	0,0
Union européenne	5,4	2,9	2,5	-1,1	-0,3	-1,5	0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,8	5,0	3,6	0,6	0,2	0,9	0,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	7,0	3,8	4,3	-1,0	-0,3	-1,3	-0,3
Pays en développement à faible revenu	4,0	4,6	5,4	-0,7	-0,1	-0,7	-0,1
Volume du commerce mondial (biens et services)	10,1	5,0	4,4	-1,0	-0,5	-1,7	-0,1
Importations							
Pays avancés	9,5	6,1	4,5	-0,2	0,0	-1,2	0,4
Pays émergents et pays en développement	11,8	3,9	4,8	-1,7	-0,9	-3,2	-0,9
Exportations							
Pays avancés	8,6	5,0	4,7	-1,1	0,0	-1,6	0,7
Pays émergents et pays en développement	12,3	4,1	3,6	-1,7	-1,5	-1,7	-1,4
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁵	67,3	54,7	-13,3	42,8	-5,5	56,5	-8,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	26,8	11,4	-2,5	8,3	-0,6	12,3	-1,0
Prix à la consommation							
Pays avancés	3,1	5,7	2,5	1,8	0,4	3,4	0,6
Pays émergents et pays en développement ⁶	5,9	8,7	6,5	2,8	1,8	3,8	2,2

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 7 février et le 7 mars 2022. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (janvier 2022) et celles des PEM d'octobre 2021.

²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

³Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (fin)
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an				4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre ⁸			
	2020	2021	Projections		2020	2021	Projections	
			2022	2023			2022	2023
Production mondiale	-3,1	6,1	3,6	3,6	-0,3	4,6	2,5	3,5
Pays avancés	-4,5	5,2	3,3	2,4	-2,7	4,7	2,5	2,0
États-Unis	-3,4	5,7	3,7	2,3	-2,3	5,6	2,8	1,7
Zone euro	-6,4	5,3	2,8	2,3	-4,3	4,6	1,8	2,3
Allemagne	-4,6	2,8	2,1	2,7	-2,9	1,8	2,4	2,5
France	-8,0	7,0	2,9	1,4	-4,3	5,4	0,9	1,5
Italie	-9,0	6,6	2,3	1,7	-6,1	6,2	0,5	2,2
Espagne	-10,8	5,1	4,8	3,3	-8,8	5,5	2,3	4,0
Japon	-4,5	1,6	2,4	2,3	-0,8	0,4	3,5	0,8
Royaume-Uni	-9,3	7,4	3,7	1,2	-6,3	6,6	1,1	1,5
Canada	-5,2	4,6	3,9	2,8	-3,1	3,3	3,5	2,2
Autres pays avancés ²	-1,8	5,0	3,1	3,0	-0,4	4,5	2,5	2,8
Pays émergents et pays en développement	-2,0	6,8	3,8	4,4	1,7	4,4	2,5	4,9
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,8	7,3	5,4	5,6	3,7	4,2	4,4	5,8
Chine	2,2	8,1	4,4	5,1	6,4	3,5	4,8	4,7
Inde ³	-6,6	8,9	8,2	6,9	1,5	5,6	2,7	9,0
ASEAN-5 ⁴	-3,4	3,4	5,3	5,9	-2,5	4,5	5,1	5,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,8	6,7	-2,9	1,3	0,0	6,3	-6,0	3,3
Russie	-2,7	4,7	-8,5	-2,3	-1,7	5,0	-14,1	3,3
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	6,8	2,5	2,5	-3,2	3,8	1,6	2,5
Brésil	-3,9	4,6	0,8	1,4	-1,0	1,6	0,8	1,9
Mexique	-8,2	4,8	2,0	2,5	-4,4	1,1	3,3	1,9
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,9	5,7	4,6	3,7	...	...	...	...
Arabie saoudite	-4,1	3,2	7,6	3,6	-3,8	6,7	6,9	3,6
Afrique subsaharienne	-1,7	4,5	3,8	4,0	...	...	...	...
Nigéria	-1,8	3,6	3,4	3,1	-0,2	2,4	2,1	2,3
Afrique du Sud	-6,4	4,9	1,9	1,4	-3,4	1,8	2,3	1,1
<i>Pour mémoire</i>								
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	-3,5	5,8	3,5	3,1	-0,9	4,5	2,6	2,9
Union européenne	-5,9	5,4	2,9	2,5	-4,1	5,0	1,8	2,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,3	5,8	5,0	3,6	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,2	7,0	3,8	4,3	1,8	4,5	2,4	4,9
Pays en développement à faible revenu	0,2	4,0	4,6	5,4	...	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services)	-7,9	10,1	5,0	4,4	...	...	...	...
Importations								
Pays avancés	-8,7	9,5	6,1	4,5	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	-7,9	11,8	3,9	4,8	...	...	...	...
Exportations								
Pays avancés	-9,1	8,6	5,0	4,7	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	-4,8	12,3	4,1	3,6	...	...	...	...
Cours des produits de base (en dollars)								
Pétrole ⁵	-32,7	67,3	54,7	-13,3	-27,6	79,2	28,6	-11,6
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	6,8	26,8	11,4	-2,5	15,4	17,3	9,4	-2,5
Prix à la consommation								
Pays avancés ⁶	0,7	3,1	5,7	2,5	0,4	4,9	4,8	2,2
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,2	5,9	8,7	6,5	3,3	6,0	8,8	5,3

⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

⁵Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2021 était de 69,07 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 106,83 dollars le baril pour 2022 et 92,63 dollars pour 2023.

⁶Les taux d'inflation pour 2022 et 2023 sont respectivement les suivants : 5,3 % et 2,3 % pour la zone euro ; 1,0 % et 0,8 % pour le Japon ; 7,7 % et 2,9 % pour les États-Unis.

⁷Hors Venezuela. Voir la note sur le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle de ces pays en parités de pouvoir d'achat.

Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché
(Variation en pourcentage)

	2021	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de janvier 2022 ¹		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2021 ¹	
		2022	2023	2022	2023	2022	2023
Production mondiale	5,8	3,5	3,1	-0,7	-0,3	-1,2	0,0
Pays avancés	5,1	3,3	2,3	-0,6	-0,2	-1,2	0,2
Pays émergents et pays en développement	6,8	3,8	4,2	-0,8	-0,3	-1,2	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,4	5,0	5,4	-0,5	-0,2	-1,0	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	6,4	-2,1	0,8	-5,6	-2,1	-5,8	-2,1
Amérique latine et Caraïbes	6,6	2,4	2,4	0,2	-0,1	-0,6	-0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	5,1	4,6	3,4	0,5	0,2	0,7	0,0
Afrique subsaharienne	4,5	3,8	3,9	0,2	0,1	0,1	0,0
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	5,3	2,8	2,4	-1,1	-0,2	-1,5	0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,0	4,8	3,2	0,7	0,2	0,9	0,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	7,0	3,7	4,2	-0,8	-0,3	-1,3	-0,3
Pays en développement à faible revenu	4,0	4,6	5,3	-0,6	-0,1	-0,6	-0,1

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées ; une moyenne mobile du PIB en dollar pour les trois années précédentes est utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, les prévisions de la dernière *Mise à jour des PEM* (janvier 2022) et celles des PEM d'octobre 2021.

pourraient également freiner l'investissement et la croissance. Globalement, le PIB des pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale devrait croître de 4,6 % en 2022.

Afrique subsaharienne : Les prix des denrées alimentaires constituent également le vecteur de transmission le plus important en Afrique subsaharienne, bien que de manière légèrement différente. Le blé occupe une place moindre dans le régime alimentaire, mais les denrées alimentaires en général représentent une part plus élevée de la consommation. La hausse des prix de ces denrées nuira au pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier des ménages à faible revenu, et pèsera sur la demande intérieure. Les troubles sociaux et politiques, notamment en Afrique de l'Ouest, assombrissent également les perspectives. La hausse des cours du pétrole a toutefois amélioré les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région, comme le Nigéria. Globalement, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'établir à 3,8 % en 2022.

Asie : L'évolution de la situation en Chine demeure le principal facteur déterminant des perspectives pour l'Asie, en particulier pour les pays émergents. Comme indiqué précédemment, la conjonction de variants plus transmissibles et d'une stratégie stricte « zéro COVID » en Chine a donné lieu à de multiples restrictions de déplacements et à des confinements localisés qui, associés à une reprise anémique de l'emploi urbain, ont pesé sur la consommation privée. Les récentes mesures de

confinement prises dans des centres manufacturiers et commerciaux de premier plan, tels que ceux de Shenzhen et de Shanghai, vont probablement aggraver les perturbations de l'offre ailleurs dans la région et au-delà. En outre, la croissance de l'investissement immobilier a considérablement ralenti. La demande extérieure devrait également être plus faible en raison de la guerre en Ukraine. Bien que partiellement compensés par une politique macroéconomique plus favorable, ces facteurs contribuent à une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage des prévisions pour 2022. Pour la région dans son ensemble, compte tenu du caractère limité des liens commerciaux directs avec la Russie et l'Ukraine, les effets de contagion se limiteront au vecteur des prix des produits de base et à des répercussions indirectes dues à une plus faible demande de la part des principaux partenaires commerciaux, tels que la zone euro. Ainsi, les positions extérieures devraient généralement se dégrader, en particulier pour les pays importateurs nets de pétrole. Les prévisions pour 2022 ont été notablement revues à la baisse pour le Japon (0,9 point de pourcentage) et l'Inde (0,8 point de pourcentage), ce qui s'explique en partie par l'affaiblissement de la demande intérieure (la hausse des cours du pétrole devrait peser sur la consommation et l'investissement privés) et la baisse des exportations nettes.

États-Unis et Canada : Les relations économiques entre la Russie et les États-Unis ou le Canada sont peu étroites,

mais d'autres facteurs ont une forte incidence sur les perspectives des deux pays. Les prévisions pour les États-Unis ont déjà été revues à la baisse en janvier, en grande partie en raison de la non-adoption du programme de politique budgétaire « Build Back Better » et des perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement. La réduction supplémentaire de 0,3 point de pourcentage dans les prévisions pour 2022 de l'édition actuelle s'explique par un retrait plus rapide du soutien monétaire que lors de la projection précédente (resserrement de la politique pour freiner l'inflation) et par les conséquences d'une croissance plus faible chez les partenaires commerciaux du fait des perturbations dues à la guerre. Les prévisions pour le Canada sont revues à la baisse de 0,2 point de pourcentage, en raison de la fin de l'aide des pouvoirs publics et de l'affaiblissement de la demande extérieure des États-Unis, qui l'emportent sur les effets de termes de l'échange favorables.

Amérique latine et Caraïbes : Avec moins de liaisons directes avec l'Europe, c'est aussi davantage par l'inflation et le resserrement des politiques que la région devrait être éprouvée. Le Brésil a réagi à l'accélération de l'inflation en augmentant les taux d'intérêt de 975 points de base au cours de l'année écoulée, ce qui pèsera sur la demande intérieure. Dans une moindre mesure, c'est également le cas au Mexique. Les révisions à la baisse des prévisions pour les États-Unis et la Chine influent également sur les perspectives des partenaires commerciaux de la région. La croissance globale de la région devrait ralentir à 2,5 % au cours de la période 2022–23.

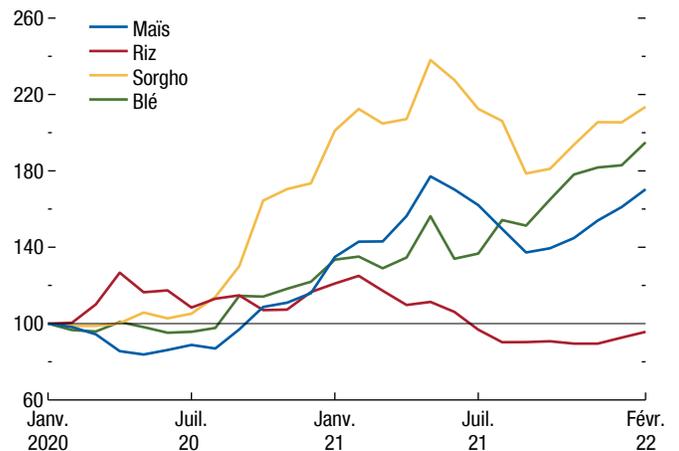
En raison du caractère instable de la situation internationale, les prévisions quantitatives sont encore plus incertaines qu'à l'accoutumée. Pourtant, certains vecteurs par lesquels la guerre et les sanctions qui lui sont liées pèseront sur l'économie mondiale semblent relativement clairs, même si leur ampleur est difficile à évaluer. Dans les parties suivantes, ces vecteurs sont examinés de manière plus approfondie.

Conséquences de la guerre en Ukraine sur le plan international

La guerre qui se déroule actuellement en Ukraine et les sanctions prises à l'encontre de la Russie devraient avoir de fortes répercussions économiques, par l'intermédiaire de cinq principaux vecteurs.

Marchés mondiaux des produits de base. Les interruptions de production, les sanctions et la forte restriction de l'accès aux systèmes de paiement internationaux dues à la guerre perturberont les flux commerciaux, notamment pour

Graphique 1.6. Cours internationaux des céréales
(En dollars, indice, janvier 2020 = 100)



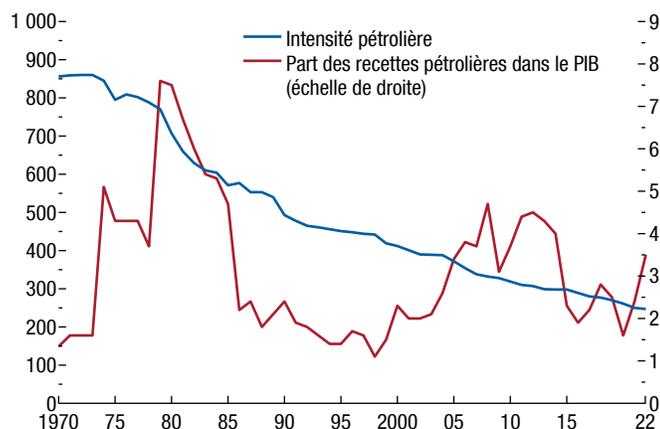
Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

l'énergie et les denrées alimentaires. L'ampleur de ces perturbations dépend non seulement de la baisse des exportations due au conflit et aux sanctions, mais aussi de l'élasticité de l'offre et de la demande mondiales. Bien que les cours du pétrole aient fortement augmenté, les capacités inutilisées dans d'autres pays et le recours à des réserves pétrolières permettront probablement de contenir ces hausses à moyen terme. En revanche, compte tenu de la relative rigidité des infrastructures nécessaires au transport du gaz (les pipelines sont plus importants pour le gaz que pour le pétrole, par exemple), l'offre mondiale peut moins facilement s'adapter, ce qui laisse présager une hausse des prix à plus long terme. Les cours des produits agricoles de base devraient encore augmenter, en particulier ceux du blé (la Russie et l'Ukraine représentent ensemble près de 30 % des exportations mondiales) et, dans une moindre mesure, ceux du maïs. Cette évolution viendra s'ajouter à la flambée des prix des denrées de base (graphique 1.6) et, compte tenu des perturbations des exportations russes, peut représenter une aubaine pour d'autres pays exportateurs de produits de base.

Les fortes hausses des prix des produits de base font écho à celles des années 70, au cours desquelles un conflit régional avait également provoqué une flambée des prix des combustibles fossiles. À l'époque, plusieurs années de forte inflation et de faible croissance s'en étaient suivies. L'expérience de cette période a fait naître dans le contexte actuel le spectre de la « stagflation », généralement définie comme une phase de faible croissance (stagflation) et de forte inflation. Aujourd'hui, cependant, les circonstances sont très différentes (graphique 1.7).

Graphique 1.7. Intensité pétrolière et part des recettes pétrolières au niveau mondial

(En barils, en pourcentage sur l'échelle de droite)



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'intensité pétrolière se définit comme la quantité de barils nécessaire pour produire un million de dollars de PIB en termes réels. Le PIB réel est basé sur le dollar international constant de 2017 en parités de pouvoir d'achat.

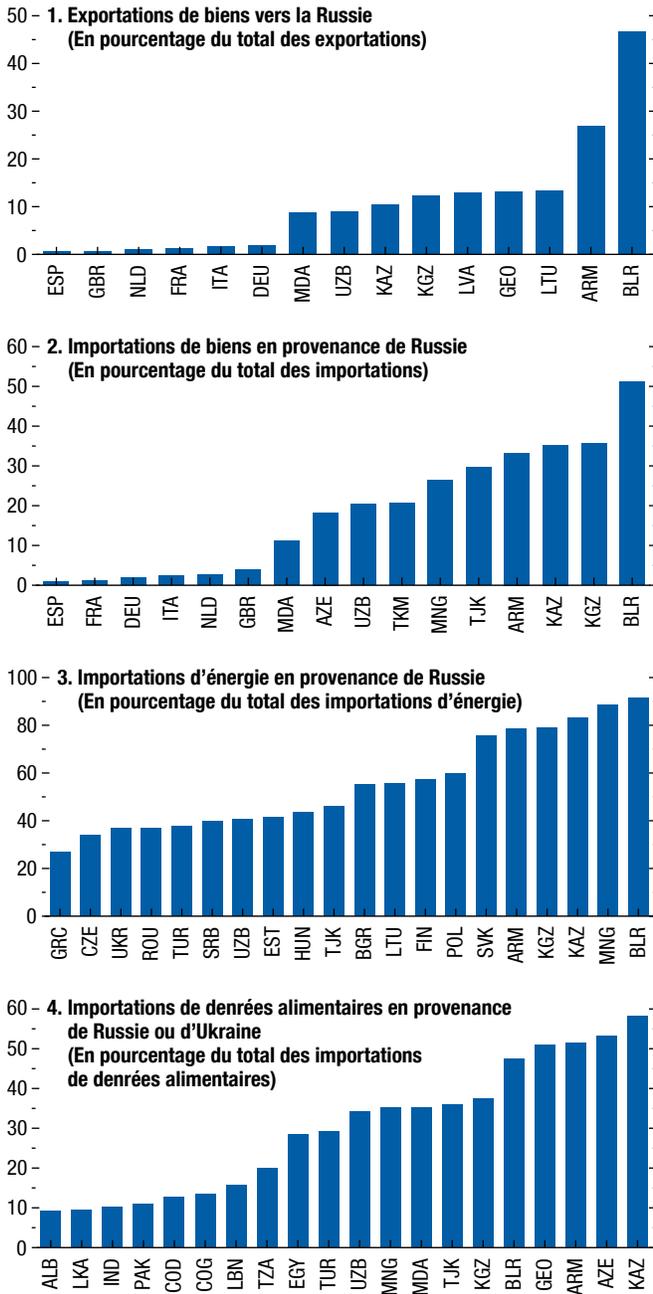
L'ampleur du choc pétrolier est moindre jusqu'à présent, et l'économie actuelle est moins dépendante du pétrole (entre août 1973 et janvier 1974, le prix du pétrole avait presque triplé, passant d'environ 20 à 60 dollars de 2021, et était resté élevé ; de plus, la dépendance de l'économie mondiale au pétrole était environ 3,5 fois supérieure à celle d'aujourd'hui). Les mécanismes de fixation des salaires sont également différents : les dispositifs d'indexation sont généralement moins répandus. La conduite de la politique monétaire a également changé depuis les années 70. Un plus grand nombre de banques centrales sont aujourd'hui indépendantes, et la crédibilité de la politique monétaire s'est généralement renforcée au fil des décennies. Comme indiqué plus loin, les anticipations d'inflation à moyen terme restent raisonnablement bien ancrées aux objectifs des banques centrales dans la plupart des pays. En outre, malgré la forte révision à la baisse de la croissance mondiale, la production devrait, selon les prévisions de référence, croître à un rythme proche de la moyenne de 3,5 % enregistrée avant la pandémie. Néanmoins, comme indiqué dans la partie ci-dessous consacrée aux risques, la croissance pourrait ralentir davantage que prévu dans le scénario de référence, et l'inflation pourrait être plus élevée. Cela pourrait être particulièrement notable pour certains pays d'Europe, du fait de leur dépendance relativement plus forte à l'égard des importations de gaz russe.

Liens directs avec la Russie et l'Ukraine en matière de commerce et d'envois de fonds. Si les répercussions

mondiales les plus vastes sont probablement dues aux prix des produits de base, les liens commerciaux directs accentuent encore les perturbations occasionnées. Celles-ci dépendront de la balance commerciale des pays avec la Russie et l'Ukraine. Les pays qui destinent une grande partie de leurs exportations à la Russie, comme le Bélarus, certains États baltes et les pays du Caucase, subiront une baisse de la demande extérieure pour leurs produits (graphique 1.8). Les pays importateurs se heurteront à une hausse des prix à l'importation et à d'éventuelles pénuries. Les effets seront probablement concentrés sur des marchés spécifiques, tels que celui des métaux et des minéraux, des gaz rares et des exportations agricoles, notamment de blé. Certains pays, en particulier dans la région du Caucase et de l'Asie centrale, verront également les envois de fonds en provenance de Russie diminuer.

Propagation par les réseaux de production internationaux. L'intégration de la Russie et de l'Ukraine dans les chaînes de valeur mondiales va au-delà des articulations habituelles liées aux produits de base (graphique 1.9). Les perturbations dans les secteurs en amont peuvent donc avoir un effet en cascade au-delà des partenaires commerciaux bilatéraux. Par exemple, la production de gaz néon, qui entre dans la fabrication des puces en silicium, se fait essentiellement en Russie et en Ukraine. Elle sera interrompue, ce qui aggravera les pénuries de puces de silicium, qui ont déjà provoqué des blocages de production en aval, dans l'automobile et l'électronique. La production mondiale d'automobiles est éprouvée par la guerre d'une autre manière : les perturbations de la production ukrainienne de systèmes de câblage électronique ont déjà contribué à la fermeture d'usines automobiles en Allemagne. Les pénuries prolongées de métaux exportés de Russie, notamment le palladium et le nickel, augmenteront le coût de produits comme les pots catalytiques et les batteries. Par ailleurs, les perturbations des exportations d'engrais potassiques en provenance du Bélarus auront des répercussions sur la production alimentaire ailleurs et exacerberont la hausse des prix des denrées alimentaires. À court terme, les producteurs en aval peuvent difficilement recourir à des intrants de remplacement. Le choc initial en Ukraine, en Russie et au Bélarus peut donc rapidement se propager d'un secteur à l'autre et au-delà des frontières, ce qui accroîtrait considérablement les répercussions de la guerre sur l'activité mondiale. En particulier, les perturbations de l'offre peuvent avoir une plus grande incidence en affaiblissant la demande dans d'autres secteurs si les entreprises touchées réduisent leurs commandes d'intrants complémentaires auprès

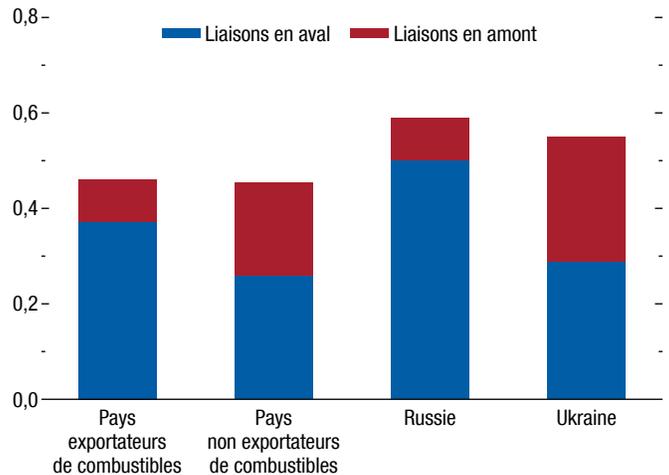
Graphique 1.8. Exposition aux échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine, 2020



Sources : *Direction of Trade Statistics* ; Organisation des Nations Unies, base de données Comtrade ; calculs des services du FMI.
 Note : Le terme « pétrole » englobe le pétrole brut, le pétrole raffiné, le gaz de pétrole liquéfié et le charbon. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

d'autres fournisseurs. Enfin, les risques pour la réputation et la désapprobation des investisseurs et des consommateurs peuvent amener les entreprises à éviter les transactions commerciales avec leurs homologues russes, même dans les secteurs qui ne sont pas directement visés par les

Graphique 1.9. Participation aux chaînes de valeur mondiales, 2018 (En part des exportations)



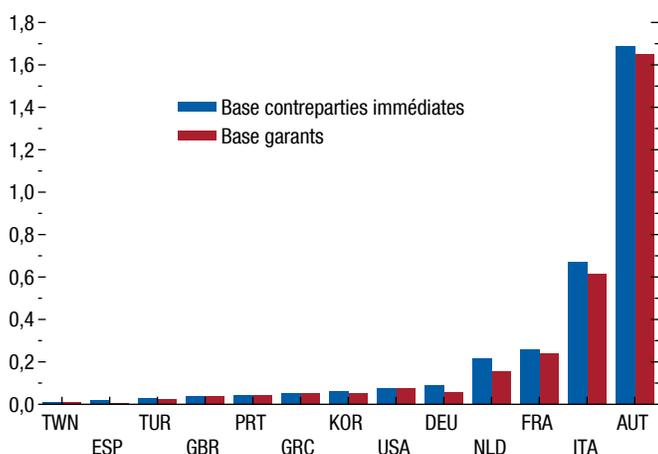
Sources : base de données Eora sur les chaînes de valeur mondiales ; calculs des services du FMI.

Note : La participation aux chaînes de valeur mondiales correspond à la somme des liaisons en amont et des liaisons en aval. Les premières permettent de mesurer les intrants intermédiaires importés qui sont utilisés pour fabriquer des produits destinés à l'exportation. Les secondes servent à mesurer les exportations de biens intermédiaires qui sont utilisés comme intrants pour la production d'exportations d'autres pays. Voir Casella *et al.* (2019) pour plus de précisions sur la méthode employée.

sanctions, ce qui romprait davantage les liens de production transfrontaliers.

Marchés financiers. Les sanctions ont engendré une tension financière directe sur les entreprises ayant des paiements en suspens pour des livraisons récentes ou des actifs financiers à l'étranger. Elles ont également donné lieu à des difficultés opérationnelles pour le fonctionnement du marché et accru la volatilité. Le risque de contrepartie et le risque de faillite souveraine ont augmenté. Cependant, les connexions financières directes entre la Russie et d'autres grandes économies semblent relativement faibles et ne concernent que quelques pays, principalement en Europe. Les banques autrichiennes et italiennes sont ainsi les plus exposées aux contreparties russes (graphique 1.10). En outre, il semble que l'exposition des banques européennes à la Russie puisse être maîtrisée, car une grande partie de leur activité dans le pays se fait par l'intermédiaire de filiales russes financées localement. Plus généralement, un accroissement de l'incertitude géopolitique pourrait inciter les investisseurs à réévaluer plus sévèrement le risque. Les pays émergents et les pays en développement en pâtiraient probablement, en particulier ceux qui présentent une dette extérieure élevée. D'autres complications, notamment le retrait des actifs russes des indices boursiers et obligataires

Graphique 1.10. Ratio exposition des banques à la Russie/total des actifs, fin septembre 2021
(En pourcentage)



Sources : Banque des règlements internationaux, Consolidated Banking Statistics ; calculs des services du FMI.

Note : Pour la base des contreparties immédiates, les créances sont attribuées au pays et au secteur de l'entité à laquelle les fonds ont été prêtés. Pour la base des garants, les créances sont attribuées au pays et au secteur de l'entité qui garantit les créances (dans le cas de créances sur des succursales, le pays de la banque mère). Les pays dont le nombre de contreparties immédiates est supérieur à 0,0085 % sont indiqués. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

mondiaux, ainsi qu'une forte volatilité et des perturbations sur les marchés des produits de base, laissent présager des difficultés à plus long terme pour les marchés financiers, notamment une fragmentation accrue.

Conséquences sur le plan humanitaire. Un très grand nombre de réfugiés ont déjà fui la guerre et beaucoup d'autres pourraient en faire de même. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) signale que, depuis le 24 février, plus de 4,5 millions de réfugiés ont quitté l'Ukraine, dont la moitié sont arrivés en Pologne, et beaucoup d'autres pourraient en faire autant. À court terme, l'arrivée des réfugiés va mettre à rude épreuve les services locaux, notamment pour ce qui est de l'hébergement et des soins de santé. À plus long terme, la dispersion d'un grand nombre de réfugiés dans l'Union européenne aura des effets importants sur le plan socio-économique ; elle augmentera l'offre de main-d'œuvre, mais pourrait aussi exacerber le sentiment anti-immigrés.

Mesures prises par les pouvoirs publics. Les effets de la guerre et des sanctions sur l'économie mondiale dépendront également des mesures prises dans les pays qui ne sont pas directement concernés. Des décisions visant à augmenter l'offre de pétrole et de gaz ou à recourir aux réserves énergétiques pourraient atténuer les pressions sur les prix. Le fait d'accroître le soutien budgétaire en

Europe pourrait contribuer à amortir la contraction de la demande (voir l'encadré 1.2 de l'édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques*). En outre, les mesures prises par les banques centrales, en particulier celles des grands pays avancés, détermineront également l'ampleur des répercussions économiques de la guerre. Nombre d'entre elles devront mettre en balance l'accélération de l'inflation (due à la hausse des cours internationaux des produits de base et aux perturbations de l'offre) et le recul de l'activité (dû à la baisse des échanges commerciaux et à la montée de l'incertitude).

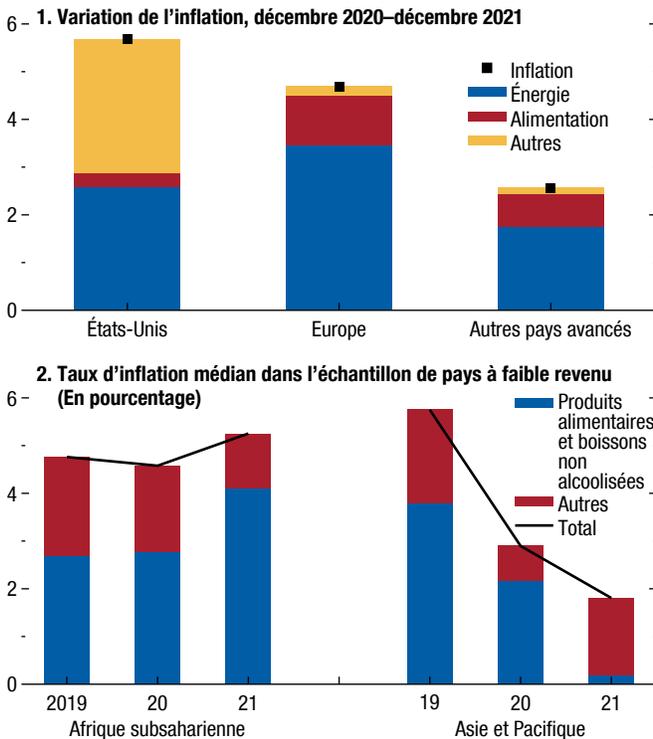
L'inflation élevée devrait persister plus longtemps

Prévisions d'inflation. Compte tenu des répercussions de la guerre en Ukraine et de l'amplification des pressions sur les prix, l'inflation devrait rester élevée plus longtemps que ce qui était prévu dans les prévisions précédentes. Le conflit devrait avoir des effets prolongés sur les prix des produits de base, ainsi qu'une incidence plus forte sur les cours du pétrole et du gaz en 2022 et sur les prix des denrées alimentaires jusqu'en 2023 (en raison des effets décalés de la récolte de 2022). Pour l'année 2022, l'inflation devrait s'établir à 5,7 % dans les pays avancés et à 8,7 % dans les pays émergents et les pays en développement, soit respectivement 1,8 et 2,8 points de pourcentage de plus que dans l'édition de janvier des *Perspectives de l'économie mondiale*. En 2023, elle devrait être de 2,5 % pour le groupe des pays avancés et de 6,5 % pour celui des pays émergents et des pays en développement (0,4 et 1,8 point de pourcentage de plus que dans les prévisions de janvier). Toutefois, comme pour les perspectives de croissance, une incertitude considérable entoure ces prévisions d'inflation.

Les principaux facteurs qui déterminent les perspectives de référence relatives à l'inflation sont les suivants.

La guerre en Ukraine a intensifié les flambées des prix des produits de base. Les cours de l'énergie et des denrées alimentaires ont largement contribué à l'inflation globale en 2021, à des degrés divers selon les régions (graphique 1.11). La forte hausse des prix du pétrole et du gaz, due au resserrement de l'offre de combustibles fossiles après des années d'investissements limités (voir le dossier spécial sur les produits de base dans le présent chapitre) et à l'incertitude géopolitique, a entraîné une forte augmentation des coûts de l'énergie. Ces hausses ont été le principal moteur de l'inflation globale en Europe et, dans une moindre mesure, aux États-Unis.

Graphique 1.11. Variation des facteurs déterminants de l'inflation
(En points de pourcentage, sauf indication contraire)



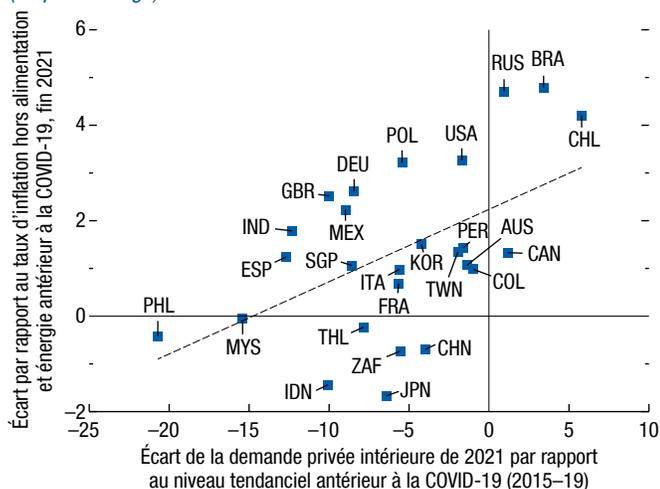
Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
 Note : « Variation de l'inflation » désigne la variation de croissance en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation entre décembre 2020 et décembre 2021. Les barres empilées illustrent la contribution de chaque composante à cette variation. L'échantillon est composé des pays pour lesquels toutes les composantes sont disponibles. Il comprend 26 pays européens et 2 autres pays avancés. Des pondérations des parités de pouvoir d'achat sont utilisées pour l'agrégation. La plage 2 présente le taux d'inflation médian et les contributions des produits alimentaires et des autres composantes dans 17 pays à faible revenu, dont 13 en Afrique subsaharienne et 4 dans la région Asie-Pacifique. L'inflation est calculée à partir d'une comparaison sur 12 mois, mesurée en fin d'année.

Dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a également joué un rôle majeur, car les mauvaises conditions météorologiques ont nui aux récoltes et la hausse des cours du pétrole et du gaz a fait grimper le coût des engrais. L'augmentation des prix des produits alimentaires à l'échelle internationale a une incidence différente sur les pays selon la part de l'alimentation dans le panier de consommation des ménages et les types d'aliments consommés. Les ménages des pays à faible revenu sont particulièrement vulnérables aux variations des prix des céréales de base, car leur régime alimentaire est souvent axé sur un seul type de céréales. Dans les pays à faible revenu où le blé, le maïs et le sorgho constituent une part prépondérante du régime

alimentaire (notamment en Afrique subsaharienne), l'inflation est presque entièrement due à la hausse des cours des denrées alimentaires. Certains pays émergents, notamment au Moyen-Orient et en Asie centrale, ont également été touchés par la hausse des prix des produits alimentaires au niveau mondial. La guerre en Ukraine et les sanctions prises à l'encontre de la Russie et du Bélarus vont renforcer cet effet, en perturbant l'approvisionnement à la fois en denrées alimentaires et en intrants agricoles tels que les engrais potassiques. Cependant, en Asie, la baisse du prix du riz a atténué les augmentations du coût de la vie pour les consommateurs des pays à faible revenu. Les hausses des prix des produits de base devraient persister en 2022 avant de s'atténuer légèrement en 2023. Selon les marchés à terme, les cours du pétrole et du gaz augmenteront rapidement en 2022 (de respectivement 55 et 147 %), puis baisseront en 2023, à mesure que l'offre s'adaptera. De la même manière, l'inflation des produits alimentaires devrait être forte (environ 14 %) en 2022, avant de ralentir légèrement en 2023. La guerre a accru l'incertitude qui entoure ces prévisions, et les prix des produits de base seront probablement volatils entre 2022 et 2023.

Déséquilibres entre l'offre et la demande globales. La demande a augmenté rapidement en 2021, en partie grâce au soutien des pouvoirs publics. Dans le même temps, une multitude de goulets d'étranglement ont freiné l'offre, notamment les fermetures d'usines dues à des épidémies, les restrictions dans les ports, l'encombrement des voies de navigation, le manque de conteneurs et la pénurie de main-d'œuvre, en raison des mises en quarantaine, de l'évolution éventuelle des préférences des travailleurs et des responsabilités liées à la garde des personnes à charge (voir l'encadré 1.1). Ainsi, l'inflation hors alimentation et énergie a dépassé les taux antérieurs à la pandémie dans la plupart des pays et s'est accélérée davantage là où les reprises ont été les plus vigoureuses (graphique 1.12). En 2022, la demande devrait fléchir parallèlement au ralentissement de la reprise et au retrait des mesures de soutien extraordinaires de grande envergure. Même si les goulets d'étranglement de l'offre devraient généralement se résorber à mesure que la production réagit à la hausse des prix, les confinements récurrents en Chine dans le cadre de la stratégie « zéro COVID », la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie devraient prolonger les perturbations dans certains secteurs jusqu'en 2023. Cela devrait aggraver les pénuries non seulement d'énergie, mais aussi d'intrants manufacturiers essentiels tels que les métaux rares et les gaz.

Graphique 1.12. Comparaison entre l'inflation hors alimentation et énergie et la demande privée intérieure
(En pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : L'inflation tendancielle correspond à l'inflation des prix à la consommation hors alimentation et énergie. La demande intérieure privée correspond à la consommation privée plus la formation brute de capital fixe (FBCF) privée (ou FBCF totale si les données sur la FBCF privée ne sont pas disponibles). Moyenne calculée à partir des données disponibles en 2021. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Rééquilibrage de la demande des biens vers les services.

Comme les services délivrés en personne ont été davantage perturbés par les restrictions liées à la pandémie, les dépenses ont été réorientées vers les biens. Coïncidant avec les goulets d'étranglement de l'offre, cette réorientation a exercé une pression sur les prix des biens (graphique 1.13). Bien que l'inflation des services ait commencé à s'accroître de nouveau en 2021, les habitudes de dépenses antérieures à la pandémie n'ont pas été entièrement rétablies, et l'inflation des biens est restée prédominante dans la plupart des pays. Pour autant que la pandémie s'atténue, la demande de services reprendra, et le panier de consommation global devrait retrouver les caractéristiques qui étaient les siennes au préalable.

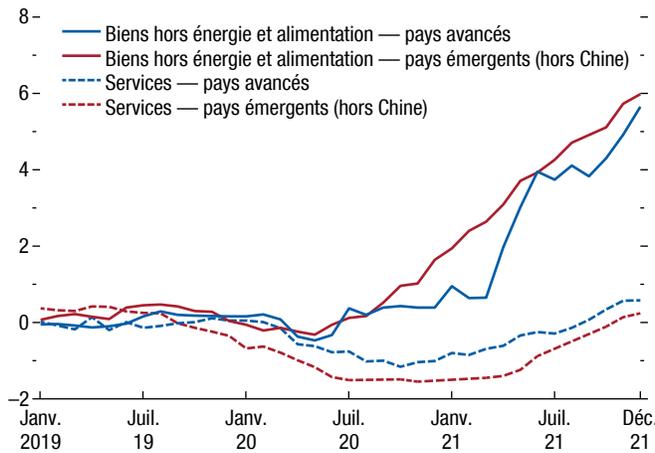
Les hausses de l'offre de travail restent limitées. Les marchés du travail se sont considérablement resserrés dans certains pays avancés, notamment aux États-Unis et (dans une moindre mesure) au Royaume-Uni (voir l'encadré 1.1). Les pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans les secteurs où les contacts sont fréquents, ont entraîné une accélération rapide de la croissance des salaires nominaux. Toutefois, les salaires réels ont généralement diminué parce que l'inflation des prix à la consommation s'est accélérée plus rapidement que la hausse des salaires nominaux. Dans le même temps, les taux d'activité dans les pays avancés restent généralement inférieurs

aux niveaux antérieurs à la pandémie. Cette évolution semble en partie liée à la réticence (ou à l'incapacité) des travailleurs à reprendre le travail alors que la pandémie se poursuit et à des départs à la retraite plus tôt que prévu. En outre, dans certains cas, même si les travailleurs retrouvent un emploi, ils travaillent moins d'heures. Dans le scénario de référence, il est supposé que l'offre de main-d'œuvre s'améliore progressivement au cours de l'année 2022, à mesure que la crise sanitaire s'estompera, que les contraintes liées à la garde des personnes à charge s'allégeront et que l'épargne s'épuisera. L'effet global sur l'offre de main-d'œuvre devrait toutefois être modéré. Il est donc peu probable que les augmentations des salaires nominaux s'en trouvent sensiblement atténuées.

Les anticipations d'inflation restent raisonnablement bien ancrées à long terme, malgré une augmentation à court terme. Dans les pays avancés, les anticipations d'inflation à court terme ont fortement augmenté, tandis que les pressions à plus long terme ont généralement été mieux maîtrisées (avec toutefois une certaine hausse ces dernières semaines). Un schéma similaire a été observé dans les pays émergents avant le début de la guerre en Ukraine, mais avec des variations plus marquées entre les pays (graphique 1.14). Selon les données disponibles, le resserrement de la politique monétaire et l'évolution de la communication des banques centrales au cours des derniers mois ont été considérés comme suffisants pour contenir l'inflation à moyen terme. Pour autant que les anticipations à moyen terme restent bien ancrées pendant le conflit actuel, la fixation des prix et des salaires devrait s'adapter à l'évolution des cours des produits de base, aux déséquilibres entre l'offre et la demande et à la disponibilité de main-d'œuvre décrits dans le présent chapitre. Cela contribuerait à atténuer les pressions inflationnistes, même si un niveau d'inflation élevée devrait persister plus longtemps que prévu.

La combinaison de ces facteurs pourrait donner lieu à une inflation plus élevée que celle prévue dans les prévisions de référence. Une forte incertitude entoure les prévisions d'inflation, principalement en raison de la guerre, de la pandémie et des conséquences qui en découlent pour les prix des produits de base et des intrants de production. Des perturbations prolongées de l'approvisionnement, du fait de la poursuite des combats ou de nouvelles flambées de la pandémie, entraîneraient une nouvelle augmentation des coûts des intrants intermédiaires. Dans un contexte d'inflation élevée, de nouvelles hausses durables des cours des produits de base pourraient provoquer une augmentation des anticipations d'inflation à moyen terme, en particulier dans les pays émergents et les pays

Graphique 1.13. Inflation des biens et services
(Écart par rapport aux moyennes antérieures à la COVID-19, en pourcentage)



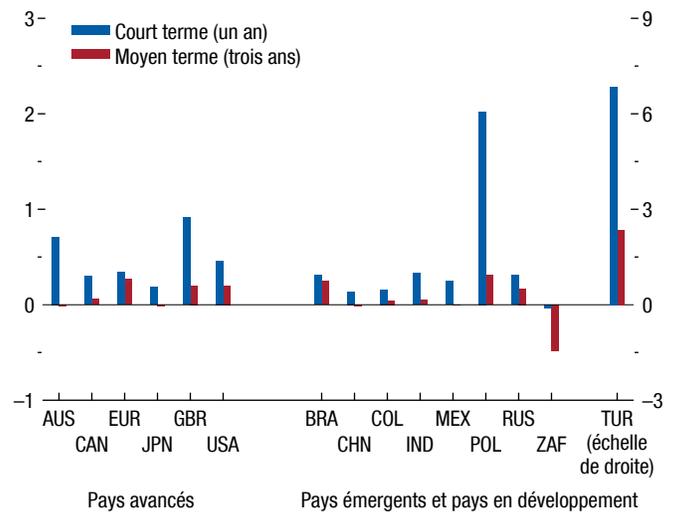
Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les lignes indiquent la différence entre la variation en pourcentage sur un an des indices de prix pour chaque mois et la moyenne observée en 2018 et 2019 pour chaque secteur. Les pays sont agrégés en utilisant des pondérations des parités de pouvoir d'achat. Le groupe des pays avancés comprend les États-Unis, la zone euro, le Japon, la République de Corée, le Canada et l'Australie. Le groupe des pays émergents comprend l'Indonésie, la Malaisie, le Brésil, le Mexique, la Colombie, le Chili, la Russie et l'Afrique du Sud.

en développement. Compte tenu des pénuries de main-d'œuvre, la croissance des salaires nominaux pourrait s'accélérer et rattraper la hausse des prix à la consommation, car les travailleurs cherchent (et obtiennent) des salaires plus élevés pour faire face à l'augmentation du coût de la vie. Cela intensifierait et amplifierait encore les tensions inflationnistes.

Hausse des taux d'intérêt : conséquences pour les pays émergents et les pays en développement

Une hausse des taux souverains de base avant la guerre en Ukraine avait déjà exercé une pression sur certains emprunteurs dans le groupe des pays émergents et pays en développement. Jusqu'à présent, les marchés ont établi une distinction entre les pays selon qu'ils soient concernés directement ou non par le conflit. C'est au Bélarus, en Russie et en Ukraine que les écarts de rendement sur les obligations souveraines et les contrats d'échange sur le risque de défaillance se sont le plus creusés. D'autres pays de la région, comme la Hongrie et la Pologne, ont vu ces écarts s'accroître dans une moindre mesure. Un repli généralisé vers les titres sûrs, à mesure que la guerre se poursuit, pourrait mettre d'autres pays sous pression. Plus globalement, les écarts moyens

Graphique 1.14. Variation des anticipations d'inflation : janvier 21–janvier 22
(En points de pourcentage)



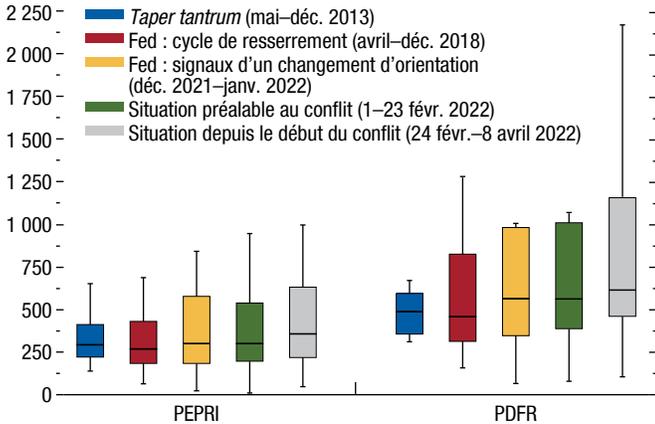
Sources : Consensus Economics ; calculs des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

présentaient, avant la guerre, un aspect semblable aux précédents cycles de resserrement, en 2018 et lors de l'accès de volatilité qui, en 2013, a suivi l'annonce de la Réserve fédérale américaine sur l'abandon de sa politique monétaire accommodante (« taper tantrum »). Depuis lors, les écarts se sont légèrement accrus de manière générale (graphique 1.15). De plus, par rapport aux épisodes précédents, la distinction faite entre les emprunteurs est également plus marquée : les écarts actuels sont plus dispersés qu'en 2013 ou en 2018. Cela s'explique par l'hétérogénéité des situations entre les pays, notamment en ce qui concerne l'accumulation de la dette privée et des passifs éventuels (voir le chapitre 2 ; la relation entre les banques et l'État dans les pays émergents et les pays en développement est examinée au chapitre 2 de l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Les épisodes passés montrent que des hausses rapides des taux d'intérêt dans les pays avancés peuvent entraîner un durcissement des conditions de financement extérieur pour les pays émergents et les pays en développement. Un resserrement inattendu, en particulier aux États-Unis, s'est accompagné d'une inversion des flux de capitaux en provenance des pays émergents et des pays en développement, d'un creusement des écarts de rendement, d'une dépréciation des devises et d'un durcissement des conditions de financement extérieur (voir le chapitre 4 de l'édition

Graphique 1.15. Écarts de rendement sur les obligations souveraines à des seuils critiques

(En points de base)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
 Note : Les cases indiquent le quartile supérieur, la médiane et le quartile inférieur. Les moustaches indiquent les valeurs maximales et minimales dans la limite de 1,5 fois l'écart interquartile par rapport au quartile supérieur et inférieur, respectivement. Fed = Réserve fédérale des États-Unis ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEPRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Les effets ont été variables d'un pays à l'autre, en fonction de leur vulnérabilité liée à la dette et de leurs relations commerciales avec les pays avancés. Les pays dont le niveau d'endettement est plus élevé et qui présentent de plus vastes besoins de financement bruts ont généralement subi des tensions plus extrêmes lors des épisodes de ce type. Dans ces pays, les hausses des rendements intérieurs à long terme correspondent en grande partie à des augmentations des primes de risque, au-delà des effets des hausses des taux directeurs intérieurs. Dans la mesure où la hausse des taux de base peut s'expliquer par une demande nominale plus robuste chez des partenaires commerciaux faisant partie du groupe des pays avancés, les pays dont les relations commerciales avec les pays avancés sont plus étroites sont moins exposés.

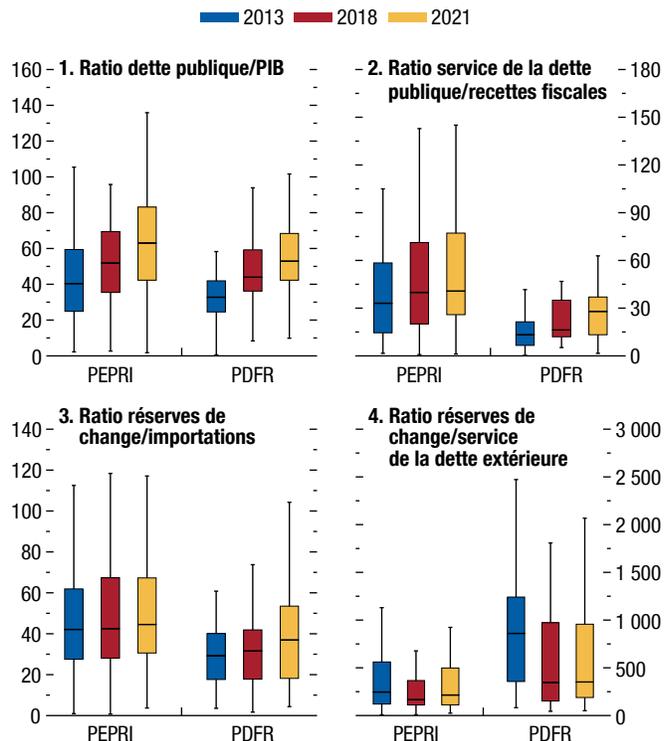
Les niveaux d'endettement record dus à la pandémie rendent les pays émergents et les pays en développement plus vulnérables aux hausses des taux d'intérêt cette fois-ci. Comme indiqué au chapitre 2, dans l'édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques*, et dans Gaspar, Medas et Perrelli (2021), la pandémie a entraîné une augmentation sans précédent des dettes souveraines. Le graphique 1.16 montre que, dans le pays émergent médian à revenu intermédiaire, le ratio dette/PIB a atteint 60 % en 2021, contre environ 40 % au moment de l'épisode du « taper tantrum » de 2013. Pour les pays à faible revenu, qui ont souvent une capacité d'endettement moindre, la dette médiane représente désormais

près du double de celle de 2013. Étant donné que les coûts de l'emprunt devraient augmenter, les charges d'intérêts pourraient connaître une forte hausse, ce qui exercerait une pression sur les budgets nationaux et rendrait le service de la dette de plus en plus difficile.

Les réserves extérieures restent à un niveau généralement sain, mais on observe des variations d'un indicateur à l'autre. Selon un indicateur standard, à savoir le ratio réserves/importations, les réserves de change des pays émergents semblent relativement saines, se situant à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés lors du « taper tantrum » de 2013 et du cycle de resserrement de 2018. Cette différence est particulièrement nette pour les pays en développement à faible revenu, où le ratio réserves/importations a le plus augmenté en termes relatifs, ce qui s'explique en partie par l'allocation de droits de tirage spéciaux en 2021. Toutefois, si elles sont comparées

Graphique 1.16. Facteurs de vulnérabilité des pays émergents et des pays en développement

(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.
 Note : Les cases indiquent le quartile supérieur, la médiane et le quartile inférieur. Les moustaches indiquent les valeurs maximales et minimales dans la limite de 1,5 fois l'écart interquartile par rapport au quartile supérieur et inférieur, respectivement. Les importations et le service de la dette extérieure sont pour l'année suivante. PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEPRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

au service de la dette extérieure, les réserves ont peu augmenté pour les pays émergents à revenu intermédiaire au cours de la dernière décennie et ont diminué pour les pays en développement à faible revenu.

Des différences majeures par rapport aux épisodes passés accentuent encore la vulnérabilité actuelle des pays émergents. Les pays émergents et les pays en développement entrent dans ce cycle de resserrement alors qu'une grande partie d'entre eux subit déjà des tensions considérables. Environ 60 % des pays en développement à faible revenu sont déjà en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de l'être. En outre, les épisodes passés se sont généralement produits à des moments où il était attendu des grands pays émergents, notamment de la Chine, qu'ils conservent des taux de croissance élevés à moyen terme, ce qui était source de retombées favorables. Or, le resserrement actuel se déroule dans un contexte de perspectives à moyen terme plus incertaines et de croissance potentielle plus lente que lors des épisodes précédents, notamment pour les principaux pays émergents, dont la Chine. De plus, du fait des tensions géopolitiques, le contexte extérieur global est également beaucoup plus défavorable aujourd'hui. Enfin, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie accroît le risque de troubles sociaux intérieurs (voir le paragraphe ci-dessous sur la montée des tensions sociales). Tous ces éléments sont susceptibles d'accroître la sensibilité des actifs de ces pays à la méfiance des investisseurs.

Les capacités inemployées sur le plan économique devraient diminuer à moyen terme ; de lourdes séquelles sont à prévoir

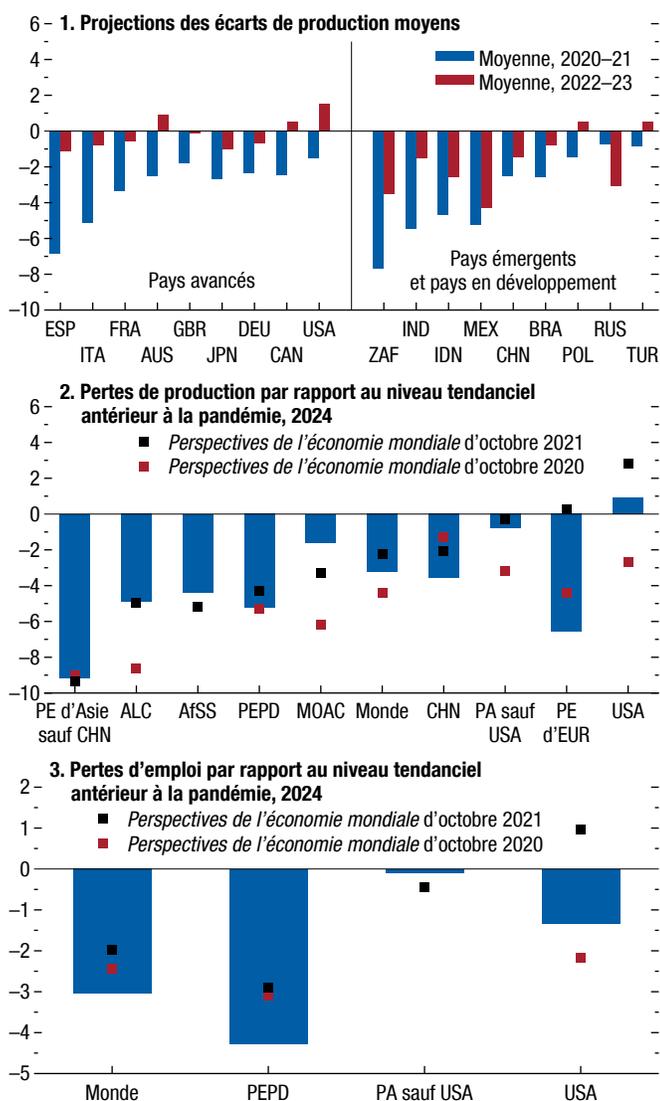
Au-delà des pertes de production à court terme, la pandémie et le conflit géopolitique devraient avoir des conséquences plus durables. Tout d'abord, en raison du déplacement des populations et de la destruction du capital physique, l'activité en Ukraine restera bien en deçà des projections d'avant-guerre pendant un certain temps. Ailleurs, les sanctions peuvent entraîner une rupture permanente des relations sur le plan des échanges commerciaux et des chaînes d'approvisionnement, ce qui entraînerait des pertes de productivité et d'efficacité. Cela est particulièrement le cas en Russie, où, à moyen terme, la production devrait rester inférieure aux prévisions établies avant la guerre. De plus, les effets de la pandémie devraient se concrétiser sous plusieurs autres formes : faillites d'entreprises, pertes de productivité, diminution de l'accumulation de capital en raison d'un frein à l'investissement, ralentissement de la croissance de la

population active, pertes de capital humain dues aux fermetures d'écoles (chapitre 2 de l'édition d'avril 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*), etc.

Le ralentissement de la production devrait être plus marqué dans les pays émergents et les pays en développement. Les États-Unis devraient retrouver au cours de l'année 2022 le niveau de production tendanciel qui était le leur avant la pandémie. Dans les autres pays avancés, l'écart par rapport aux niveaux tendanciels d'avant la pandémie se réduira (graphique 1.17), même si de nouvelles répercussions de la guerre peuvent ralentir cette dynamique en Europe. Les effets de la pandémie devraient être beaucoup plus marqués dans les pays émergents et les pays en développement en raison de pertes relativement plus lourdes en matière de capital humain et d'investissement, d'une adaptabilité plus restreinte au télétravail, d'un appui plus limité des pouvoirs publics et de campagnes de vaccination généralement plus lentes (graphique 1.18). Dans ces pays, l'activité économique et l'emploi devraient rester inférieurs à la trajectoire observée avant la pandémie pendant toute la période de prévision. Dans l'ensemble, il ressort des révisions apportées aux prévisions que le choc de la pandémie a été relativement plus transitoire dans les pays avancés, tandis qu'il a été relativement plus durable dans les pays émergents et les pays en développement. Les deux groupes présentent une situation plus similaire sur le plan conjoncturel, notamment en ce qui concerne l'évolution des écarts de production (ce qui contribue en partie à expliquer l'accentuation des pressions inflationnistes dans les deux groupes de pays, comme indiqué précédemment).

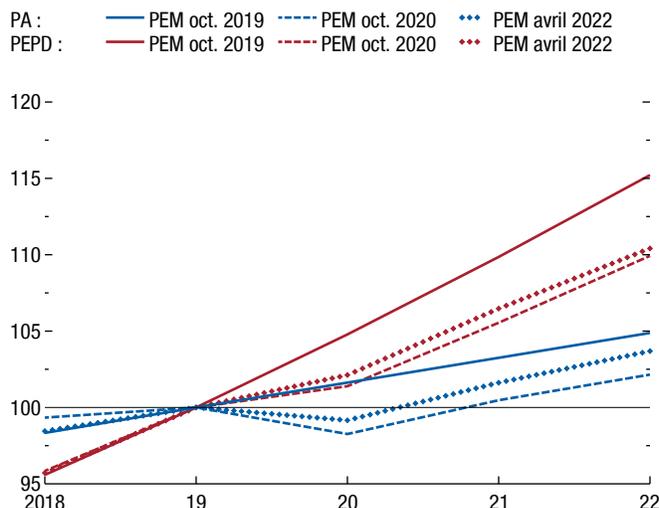
L'ampleur des séquelles dépendra des mesures prises par les pouvoirs publics en matière d'investissement public, de santé et d'éducation, ainsi que de l'évolution de la guerre en Ukraine. Pour les pays avancés, les récentes révisions à la hausse de la production potentielle résultent non seulement d'une réévaluation des répercussions à long terme de la pandémie, mais aussi des effets attendus des programmes d'investissement dans les infrastructures publiques aux États-Unis et des fonds relevant de l'instrument de l'Union européenne pour la relance (« Next Generation EU »). Ces initiatives peuvent accroître la productivité à moyen terme grâce à la modernisation des infrastructures et à l'adaptation technologique, y compris celle liée à la transition vers des énergies vertes. Pour cela, il faudrait que la guerre ne compromette pas sensiblement ces plans et que les conséquences du conflit se limitent essentiellement aux pays directement concernés. Du fait de mesures plus timides en matière d'investissement public et de difficultés relativement plus grandes pour remédier aux pertes d'apprentissage, les révisions à la hausse pour la production potentielle

Graphique 1.17. Perspectives à moyen terme : production et emploi
(En pourcentage, sauf indication contraire)



Source : calculs des services du FMI.
 Note : L'écart de production dans la plage 1 correspond à la différence entre le PIB réel et le PIB potentiel, en pourcentage du PIB potentiel. La production dans la plage 2 correspond au PIB réel. Les pertes à moyen terme dans les plages 2 et 3 correspondent à la différence entre les prévisions actuelles de la variable indiquée (pour 2024) par rapport à celles de la *Mise à jour des PEM* de janvier 2020. L'échantillon de pays dans la plage 3 comprend ceux qui présentent des projections d'emploi comparables dans les deux éditions. Il n'est pas tenu compte de la Chine et de l'Inde dans l'agrégat de l'emploi des pays émergents et des pays en développement en raison de changements dans les définitions de l'emploi d'une édition à l'autre. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). AfSS = pays d'Afrique subsaharienne ; ALC = pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; MO&AC = pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale ; PA (sauf USA) = pays avancés à l'exception des États-Unis ; PE d'Asie sauf CHN = pays émergents d'Asie à l'exception de la Chine ; PE d'EUR = pays émergents d'Europe ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PFR = pays à faible revenu ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

Graphique 1.18. PIB potentiel
(Indice, 2019 = 100)



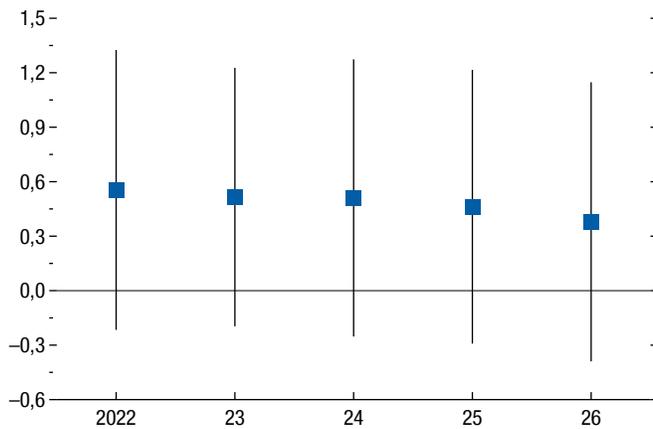
Source : calculs des services du FMI.
 Note : Projections du PIB réel potentiel indexées sur les valeurs de 2019. Chaque ligne correspond à une édition différente des projections figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

ne sont pas aussi nettes dans les pays émergents et les pays en développement. Il convient de noter que la progression des taux de vaccination a également contribué à la révision à la hausse des prévisions de production sur l'ensemble de la période considérée (graphique 1.19). Cela souligne combien il est important de continuer d'appliquer des mesures visant à atténuer les effets de la pandémie.

Ralentissement de la croissance du commerce et réduction des déséquilibres extérieurs à moyen terme

Commerce mondial. Sous l'effet du ralentissement notable de l'activité globale, la croissance du commerce mondial devrait sensiblement fléchir en 2022. La demande mondiale de biens devrait diminuer en raison de la guerre, à mesure que les dispositifs exceptionnels de soutien mis en place par les pouvoirs publics seront retirés et que la demande se rééquilibrera en faveur des services. Le commerce international des services, en particulier le tourisme, devrait toutefois rester faible à cause de la guerre et des effets persistants de la pandémie. Dans l'ensemble, la croissance du commerce mondial devrait ralentir, passant d'un taux estimé à 10,1 % en 2021 à 5 % en 2022, puis à 4,4 % en 2023 (1 et 0,5 point de pourcentage de moins que dans les prévisions de janvier). À moyen terme, elle devrait tomber à environ 3,5 %.

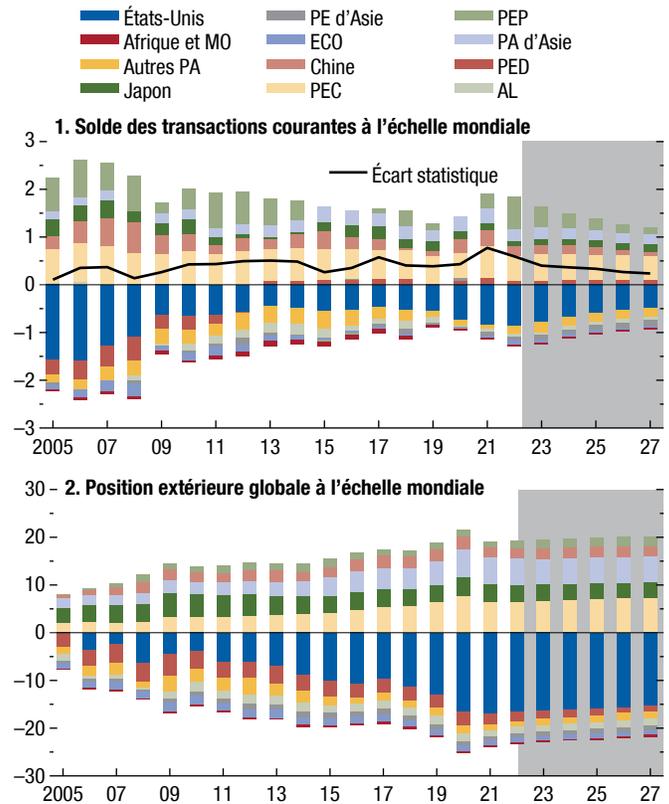
Graphique 1.19. Corrélation entre les révisions de la production prévue et les campagnes de vaccination
(En points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données sur les mesures budgétaires que les pays ont prises face à la pandémie de COVID-19 ; *Our World in Data* ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique présente des estimations ponctuelles et des intervalles de confiance à 90 % (avec des erreurs-types conformes à l'hétéroscédasticité) pour les coefficients d'une régression transversale entre pays (non pondérée) des révisions des prévisions à différents horizons depuis l'édition d'octobre 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale* sur l'ensemble des variables explicatives (soutien budgétaire, vaccinations et nombre de cas) et les effets fixes par région. Les mesures de soutien budgétaire sont celles qui ont donné lieu à des dépenses supplémentaires au-dessus de la ligne, à un manque à gagner et à un appui en liquidités visant à faire face à la COVID-19 entre le 5 juin 2021 et le 27 septembre 2021, exprimées en pourcentage du PIB. Les vaccinations et le nombre de cas se rapportent à la différence dans la part cumulée de la population entièrement vaccinée ou diagnostiquée avec la COVID-19 entre le 30 septembre 2021 et le 8 avril 2022. Les variables explicatives sont normalisées pour obtenir une moyenne nulle et un écart-type unitaire.

Le solde des transactions courantes à l'échelle mondiale, c'est-à-dire la somme des excédents et des déficits absolus des pays, a augmenté pour la deuxième année consécutive en 2021, en grande partie en raison de facteurs liés à la pandémie. Parmi ceux-ci figure le maintien d'un volume élevé d'exportations d'équipements médicaux et d'appareils électroniques utiles pour le travail à domicile, étant donné que la pandémie a continué de sévir et que le travail à distance s'est généralisé. Dans toutes les régions, cette augmentation est due à un déficit plus élevé aux États-Unis, en partie lié au maintien d'un vaste appui budgétaire, et à des excédents plus élevés chez ses principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine et la zone euro. Le fort rebond des cours du pétrole en 2021 a également contribué à une hausse des excédents extérieurs pour les pays exportateurs et des déficits pour les pays importateurs. Les soldes des transactions courantes devraient rester élevés à court terme. Ils devraient se réduire par la suite (graphique 1.20, page 1), mais leur trajectoire future est incertaine en raison des répercussions de la guerre, de l'évolution de la pandémie et des effets

Graphique 1.20. Solde courant et positions extérieures globales
(En pourcentage du PIB mondial)



Source : estimations des services du FMI.
Note : Afrique et MO = Afrique et Moyen-Orient (Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Ghana, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, République démocratique du Congo, Soudan, Tanzanie, Tunisie) ; AL = Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Pérou, Uruguay) ; autres PA = autres pays avancés (Australie, Canada, France, Islande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) ; ECO = Europe centrale et orientale (Biélorussie, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Turquie, Ukraine) ; PA d'Asie = pays avancés d'Asie (province chinoise de Taiwan, RAS de Hong Kong, République de Corée, Singapour) ; PE d'Asie = pays émergents d'Asie (Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam) ; PEC = pays européens créditeurs (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) ; PED = pays européens débiteurs (Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Slovaquie) ; PEP = pays exportateurs de pétrole (Arabie saoudite, Algérie, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Iran, Kazakhstan, Koweït, Nigéria, Oman, Qatar, Russie, Venezuela).

connexes sur les prix des produits de base et la structure des échanges commerciaux.

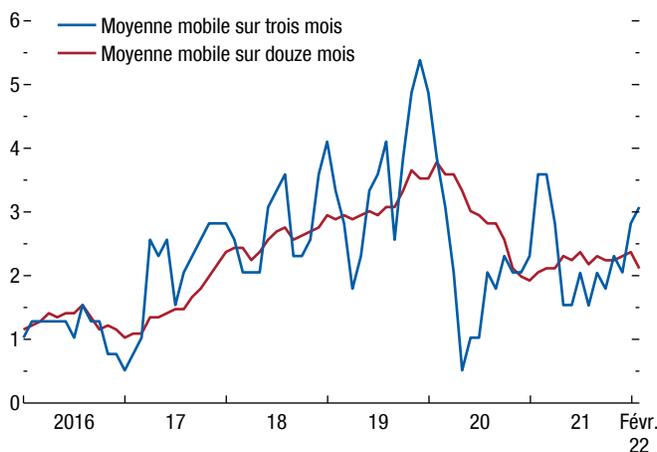
Positions créditrices et débitrices au niveau mondial. Les actifs et passifs extérieurs, en part du PIB mondial, ont légèrement diminué en 2021, revenant à des niveaux proches de ceux de 2019 (graphique 1.20, page 2). Cela est dû à la reprise de l'activité mondiale, qui a renforcé le dénominateur du ratio, et à des réévaluations. Les actifs et les passifs extérieurs devraient toutefois rester proches des sommets historiques, ce qui présente des risques pour les pays débiteurs et créanciers (voir l'édition 2021 du Rapport sur le secteur extérieur).

Les risques sont élevés et orientés à la baisse

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont orientés à la baisse. Une résolution rapide de la guerre en Ukraine permettrait de rétablir la confiance, d'alléger la pression sur les marchés des produits de base et de réduire les goulets d'étranglement au niveau de l'offre, mais il est plus probable que la croissance continue de ralentir et que l'inflation soit plus élevée que prévu. Dans l'ensemble, les risques sont élevés et largement comparables à ceux de la situation observée au début de la pandémie : les perspectives sont déterminées par une combinaison inédite de facteurs, dont certains interagissent de manière intrinsèquement difficile à prévoir. Bon nombre des aléas décrits ci-dessous résultent essentiellement d'une intensification des forces déjà en jeu dans le scénario de référence. En outre, la concrétisation des risques à court terme peut précipiter ceux à moyen terme et rendre plus difficile la résolution des problèmes à plus long terme. Les risques les plus notables sont les suivants.

- **Une aggravation de la guerre** exacerberait les effets directs et indirects pris en compte dans les prévisions de référence. Ces effets se traduiraient principalement par de nouvelles intensifications de la crise humanitaire en Ukraine et de l'afflux de réfugiés dans les pays voisins. En outre, le durcissement des sanctions pourrait provoquer de nouvelles ruptures des liens commerciaux, y compris des relations cruciales sur le plan énergétique entre la Russie et l'Europe, ce qui pèserait sur les investissements internationaux. Il en résulterait davantage de ruptures d'approvisionnement, de hausses des prix mondiaux et de volatilité sur les marchés des produits de base, ce qui entraînerait une nouvelle baisse de la production régionale et mondiale (voir l'encadré des scénarios). Bien que les créances étrangères directes sur les institutions russes semblent limitées, un défaut de paiement des obligations aurait une incidence sur les bilans à l'étranger et pourrait faire apparaître des expositions indirectes ailleurs dans le système financier, ce qui aurait des effets négatifs au-delà des partenaires immédiats. Une nouvelle réévaluation nette du risque lié aux pays émergents pourrait notamment se produire (voir ci-dessous). Le risque de failles de cybersécurité, susceptibles de paralyser des infrastructures essentielles et l'intermédiation financière, a également augmenté.
- **Une montée des tensions sociales.** Après un net recul pendant la pandémie, les troubles sont réapparus au cours des dernières années, même s'ils n'ont pas encore atteint le niveau record observé avant la

Graphique 1.21. Part des pays ayant connu un épisode majeur de troubles sociaux
(En pourcentage)



Source : Barrett *et al.* (2020).

Note : Les épisodes de troubles sociaux sont déterminés à partir d'augmentations exceptionnellement fortes de l'utilisation par les médias nationaux de termes clés liés aux manifestations, aux émeutes et à d'autres formes de troubles civils. Le graphique présente les moyennes mobiles unilatérales sur 3 et 12 mois de la part des pays ayant connu des épisodes de troubles sociaux.

pandémie (graphique 1.21). La guerre en Ukraine a accru la probabilité de tensions sociales plus profondes à court terme en raison de deux principaux facteurs. Le premier est une nouvelle hausse brutale des prix mondiaux des combustibles et des denrées alimentaires, ce qui est particulièrement préoccupant pour les pays émergents et les pays en développement, dont l'espace budgétaire est restreint et qui dépendent fortement des importations d'énergie et de denrées alimentaires pour leur consommation de base. Cela pourrait intensifier l'accumulation de réserves de produits de base, les contrôles à l'exportation et les restrictions intérieures, ce qui aurait des répercussions sur les ruptures d'approvisionnement, les prix et les troubles sociaux. Le second facteur est celui des conséquences à plus long terme de la crise humanitaire. Même si les pays d'accueil ont fait preuve d'une immense générosité, leur aide risque de ne pas suffire au regard du nombre de réfugiés. En outre, ces pressions seront accentuées si le conflit s'étend ou persiste. À plus long terme, l'afflux massif de réfugiés pourrait exacerber les tensions sociales préexistantes et favoriser les troubles.

- **Une résurgence de la pandémie.** Même si la situation s'améliore, la pandémie peut encore s'aggraver, comme en témoigne, par exemple, la récente augmentation du nombre de cas en Chine et ailleurs dans la région Asie-Pacifique. Bien que la souche originale Omicron

se soit révélée relativement bénigne pour les personnes vaccinées, il est trop tôt pour évaluer la menace que font peser ses sous-variants. Une mutation plus dangereuse, contre laquelle l'immunité serait moins efficace, comme pour le variant Omicron, et qui serait plus létale, représenterait un sérieux coup dur.

- *Un plus fort ralentissement en Chine.* Un ralentissement prolongé en Chine constitue un autre risque immédiat qui pourrait mettre en évidence des faiblesses structurelles telles que le niveau élevé des passifs des collectivités locales, l'endettement des promoteurs immobiliers, la dette des ménages et la fragilité du système bancaire. Un tel scénario se traduirait également par une réduction de la demande d'exportations de la part de nombreux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la région et, en cas de confinements plus prolongés, pourrait perturber l'approvisionnement en marchandises dans le reste du monde. En outre, une augmentation du nombre de variants transmissibles conjuguée à une stricte politique « zéro COVID » pourrait continuer d'entraver l'activité économique et d'accroître l'incertitude. Des perturbations de plus grande ampleur pourraient peser sur les principales activités commerciales, notamment avec la fermeture des ports.
- *Une hausse des anticipations inflationnistes à moyen terme.* Les anticipations d'inflation sont restées raisonnablement bien ancrées dans la plupart des pays pendant la pandémie. Malgré les hausses récentes, les marchés s'attendent à ce que l'inflation ralentisse à moyen terme, à mesure que les banques centrales du monde entier réagissent. Jusqu'à présent, les anticipations inflationnistes n'ont augmenté de manière sensible que dans quelques pays émergents et pays en développement. Pourtant, compte tenu de l'inflation déjà élevée et de l'augmentation des cours de l'énergie et des denrées alimentaires, des anticipations d'inflation plus élevées pourraient se généraliser et, à leur tour, entraîner de nouvelles hausses de prix. En outre, étant donné que la croissance des salaires nominaux reste inférieure à l'inflation dans la plupart des pays, les augmentations salariales latentes risquent de se concrétiser et d'accroître l'ensemble des tensions sur les prix. Dans un tel scénario, les autorités monétaires devraient prendre des mesures plus énergiques que prévu, ce qui pèserait davantage sur les perspectives.
- *Une hausse des taux d'intérêt entraînant un surendettement généralisé.* La pandémie a hissé la dette publique à des niveaux record dans le monde entier. La hausse des taux d'intérêt mettra les budgets publics à rude

épreuve et obligera les autorités à faire des choix difficiles en matière de rééquilibrage budgétaire à moyen terme, car les pressions sur les dépenses sociales et, dans certains cas, sur les dépenses de défense, pourraient rester fortes. Pour réussir la transition, il faudra mettre en place des cadres budgétaires crédibles. Si l'ajustement échoue et que la crédibilité de ces cadres est compromise, une crise de confiance pourrait se produire, provoquant alors des sorties de capitaux, en particulier des pays émergents, et, dans le même temps, des crises de la dette. La probabilité d'une telle issue augmenterait sensiblement si les autorités monétaires des pays avancés devaient prendre des mesures encore plus fermes que prévu face aux pressions inflationnistes. Plus généralement, une hausse des taux d'intérêt pourrait entraîner une correction désordonnée des prix des actifs, actuellement sous tension, y compris pour l'immobilier.

- *Une détérioration plus profonde du contexte géopolitique.* À plus long terme, la guerre en Ukraine risque de déstabiliser les structures fondées sur des règles qui régissent les relations internationales depuis la Seconde Guerre mondiale. Une accentuation de la polarisation internationale, ou un conflit plus étendu, aggraverait la crise humanitaire et entraverait l'intégration économique mondiale qui est indispensable à une prospérité durable. Si les pays adoptent des politiques plus protectionnistes, les échanges technologiques pourraient être restreints, les réseaux de production et les normes technologiques, regroupés en blocs distincts, et les améliorations des conditions de vie résultant de la mondialisation, réduites à néant. Une réorganisation est également possible dans le système monétaire international : une fragmentation des blocs de production pourrait provoquer une segmentation des actifs de réserve mondiaux et l'apparition de nouveaux systèmes de paiement internationaux. En outre, une fragilisation des relations internationales pourrait également saper la confiance et la coopération, indispensables pour faire face à des enjeux structurels à long terme, notamment ceux liés au changement climatique, au règlement de la dette et aux barrières commerciales. Si ce risque se concrétise, l'économie mondiale subirait probablement une transition imprévisible vers une nouvelle réalité politique marquée par la volatilité financière, la fluctuation des prix des produits de base et la dislocation de la production et du commerce.
- *L'urgence climatique actuelle.* Malgré certaines avancées sur la voie d'une transition écologique, les émissions mondiales risquent, selon les tendances actuelles,

de dépasser les objectifs de température fixés dans l'accord de Paris d'ici à la fin du siècle et de provoquer un changement climatique catastrophique (avec des conséquences à faible probabilité, telles que l'effondrement des nappes glaciaires, des modifications brutales de la circulation océanique, certains phénomènes extrêmes et un réchauffement intense, qui ne peuvent être exclues). De fait, les effets du réchauffement commencent déjà à se faire sentir : les sécheresses, les incendies de forêt, les inondations et les ouragans de grande ampleur sont devenus plus fréquents et plus violents. De plus, ce sont souvent les personnes les moins à même de résister aux effets de ces phénomènes qui y sont les plus exposées. Les mesures visant à accélérer la transition écologique pourraient, en fonction de leur mise en œuvre, avoir des effets inflationnistes à court terme (voir le dossier spécial sur les produits de base), ce qui pourrait rendre plus impopulaires les mesures essentielles à prendre face au changement climatique. L'effet global sur l'inflation dépendra également de l'accompagnement ou non de la tarification du carbone par une baisse de la fiscalité du travail (par exemple dans le cadre d'un passage à une taxation des combustibles fossiles sans incidence sur le budget). Parallèlement, la guerre en Ukraine aura probablement de lourdes répercussions sur la transition énergétique. À court terme, les pénuries d'approvisionnement en énergie et la hausse des prix dues à la guerre pourraient se traduire par un recours accru à des combustibles fossiles plus polluants, comme le charbon, en guise de solution provisoire. Toutefois, à plus long terme, les conséquences du conflit et des motivations stratégiques d'indépendance énergétique pourraient également accélérer les investissements dans les énergies renouvelables. Les tensions géopolitiques actuelles risquent néanmoins de compromettre la coopération mondiale nécessaire à une transition énergétique ordonnée.

Interconnexion des risques pesant sur les perspectives.

Les risques qui influent le plus directement sur les perspectives à court terme (par exemple l'inflation et les taux d'intérêt) peuvent avoir des effets en cascade à plus long terme (par exemple en compromettant le programme climatique et en nuisant à la solvabilité budgétaire, respectivement). En outre, les initiatives visant à soutenir les groupes vulnérables et à atténuer les répercussions de la guerre peuvent réduire la marge de manœuvre disponible pour se prémunir contre les risques à moyen terme, tels que celui d'un changement climatique catastrophique.

Mesures visant à soutenir la reprise et à améliorer les perspectives à moyen terme

La guerre en Ukraine a rendu plus difficiles les arbitrages que les pouvoirs publics doivent opérer entre la lutte contre l'inflation et la préservation de la reprise pendant la pandémie, et entre l'aide apportée aux groupes souffrant de l'augmentation du coût de la vie et la reconstitution de réserves budgétaires. Dans le même temps, la pandémie reste obstinément persistante et des problèmes structurels, notamment les inégalités et le changement climatique, demeurent d'actualité. En outre, compte tenu du niveau élevé de la dette publique, les moyens d'action sont très limités. La guerre en Ukraine engendre également de nouvelles difficultés au niveau multilatéral ; la crise humanitaire de plus en plus grave que connaît la région est celle qui nécessite la solution la plus urgente. Quelles mesures les dirigeants devraient-ils prendre ?

Lutter contre l'inflation. Comme indiqué précédemment, l'inflation mondiale traduit dans une certaine mesure les déséquilibres entre l'offre et la demande, qui se sont intensifiés pendant la reprise enregistrée l'année écoulée, notamment en raison de l'aide fournie par les pouvoirs publics. Toutefois, certains des facteurs contribuant à une accélération de l'inflation ont largement échappé au contrôle des banques centrales, y compris les cours de l'énergie et des denrées alimentaires, qui ont été déterminés par des chocs sur l'offre mondiale, dont la guerre en Ukraine. Les autorités monétaires devraient se montrer attentives aux répercussions de la hausse des prix internationaux sur les anticipations d'inflation intérieure afin de bien doser leur riposte. Dans certains pays, dont les États-Unis, les pressions inflationnistes s'étaient considérablement renforcées et généralisées avant même l'invasion russe de l'Ukraine, à la suite du fort soutien apporté par les pouvoirs publics. Dans d'autres pays, la prédominance dans le panier de consommation local des combustibles et des produits de base, sur lesquels la guerre a eu une incidence, pourrait engendrer des tensions plus fortes et plus persistantes sur les prix. Dans les deux cas, il conviendra de resserrer la politique monétaire pour enrayer le cycle dans lequel la hausse des prix entraîne une augmentation des salaires et des anticipations d'inflation, et la montée des salaires et des anticipations d'inflation, une hausse des prix.

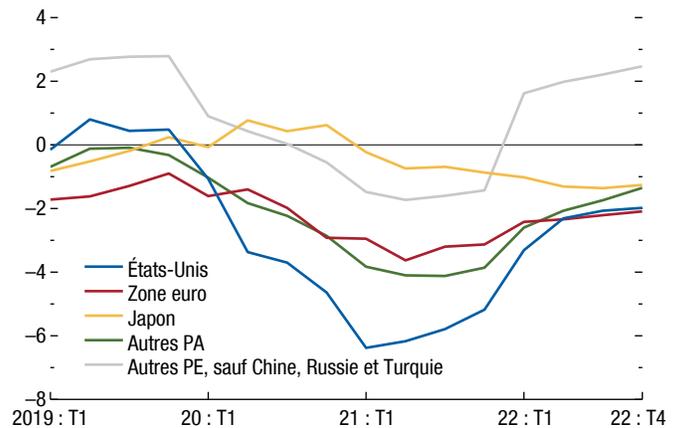
Les banques centrales devraient continuer de formuler clairement leurs intentions et d'ajuster l'orientation de la politique monétaire à partir des données disponibles. Les répercussions du choc de la guerre en Ukraine varieront selon le pays : elles dépendront de ses relations

commerciales et financières, de sa vulnérabilité aux hausses des prix des produits de base et de la vigueur de la poussée inflationniste qu'il avait déjà enregistrée. Les mesures de politique monétaire à prendre seront donc différentes d'un pays à l'autre. Aux États-Unis, où l'incidence de la guerre devrait être modérée, où les pressions inflationnistes se sont accrues, où les pénuries de main-d'œuvre se poursuivent et où la croissance des salaires nominaux a été robuste, le cycle de hausse des taux devrait se poursuivre. La décision de resserrer la politique monétaire sera plus difficile à prendre dans les pays où les effets négatifs de la guerre sur la croissance sont plus marqués et où l'inflation s'est accélérée, en particulier en Europe. Dans ces cas, le rythme du resserrement devrait être adapté à l'ampleur des répercussions de la guerre sur l'activité, et le cadrage prospectif, témoigner de la volonté de modifier l'orientation de la politique monétaire en fonction des données disponibles afin de préserver la crédibilité des dispositifs de ciblage de l'inflation.

Les anticipations d'inflation témoigneront largement de cette crédibilité. À ce titre, la récente hausse des anticipations inflationnistes est préoccupante, même si celles-ci ont généralement porté sur des horizons relativement courts (graphique 1.14). Les anticipations doivent rester bien ancrées sur des horizons plus longs pour garantir la crédibilité des cadres de politique monétaire. Dans les pays où les anticipations ont augmenté plus nettement, les banques centrales devraient clairement souligner l'importance que revêt la stabilisation de l'inflation pour la réalisation de leurs objectifs, en prenant des mesures à cet effet si nécessaire. Certaines banques centrales de pays émergents ont déjà pris des mesures énergiques pour devancer les tensions sur les prix, tandis que d'autres commencent à peine à le faire. Néanmoins, à mesure que les banques centrales des pays avancés resserrent leur politique, les dépréciations monétaires qui en résultent dans les pays émergents pourraient entraîner une hausse des anticipations d'inflation et nécessiter de nouvelles augmentations des taux directeurs.

Eune des questions fondamentales à moyen terme est celle du niveau auquel les taux d'intérêt s'établiront après la pandémie. Même en tenant compte des hausses prévues des taux directeurs, les perspectives d'inflation laissent penser que les taux d'intérêt réels à court terme seront probablement négatifs à la fin de l'année 2022 (graphique 1.22). Étant donné que l'inflation atteint des sommets inégalés depuis plusieurs décennies aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro, il est essentiel de savoir à quel niveau les taux directeurs devront être relevés pour stabiliser l'inflation.

Graphique 1.22. Taux directeurs réels
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les projections de la zone euro sont établies à partir des projections de 16 pays de cette zone. Le groupe « autres PA » comprend 12 pays et celui « autres PE » 10 pays. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

Au cours des épisodes passés, de longues périodes de resserrement de la politique monétaire avaient été nécessaires pour maîtriser ce phénomène. Pendant la désinflation de 1980–82 aux États-Unis, par exemple, le taux des fonds fédéraux était resté supérieur à l'inflation globale des prix à la consommation longtemps après le début de l'atténuation des tensions sur les prix². À l'heure actuelle, nous ne savons pas encore si et pendant combien de temps le taux réel devra être positif (c'est-à-dire lorsque le taux directeur dépasse le taux d'inflation attendu). L'ampleur de la hausse des taux d'intérêt dépendra dans une large mesure du taux neutre postpandémie. Depuis la crise financière mondiale de 2008, les taux d'intérêt neutres sont considérés comme très proches de zéro, ce qui réduit la marge de manœuvre (conventionnelle) des autorités monétaires. Leur niveau futur dépend des éléments structurels qui influent sur l'épargne et l'investissement, lesquels sont actuellement en pleine évolution (encadré 1.2). Compte tenu de la grande incertitude qui entoure la manière dont sera conduite la politique monétaire au-delà de 2022–23, les banques centrales devraient communiquer clairement leur point de vue sur le taux neutre postpandémie et, si nécessaire, leur intention de maintenir les taux directeurs au-dessus de ce point de

²L'inflation globale annuelle des prix à la consommation aux États-Unis avait atteint un pic de 14 % au cours du premier semestre de 1980, mais le taux des fonds fédéraux n'avait atteint son sommet de 19 % qu'au cours du premier semestre de 1981. L'inflation américaine était tombée à 3 % en 1983, mais le taux réel effectif des fonds fédéraux était resté positif pendant une bonne partie de la seconde moitié des années 80.

référence aussi longtemps que nécessaire pour ramener l'inflation à l'objectif poursuivi, afin d'éclairer les marchés sur la fin probable des hausses de taux.

Se préparer au durcissement des conditions financières et aux répercussions de la volatilité géopolitique. Les autorités de contrôle devraient prendre des mesures en amont et renforcer certains outils macroprudentiels pour cibler les poches de vulnérabilité élevée (voir l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Cela est particulièrement important dans un contexte de resserrement de la politique monétaire et d'incertitude géopolitique élevée, qui accroît la probabilité d'une réévaluation soudaine des risques susceptible de mettre ces facteurs de vulnérabilité en évidence. Il pourrait également être nécessaire de renforcer les structures d'insolvabilité dans certains cas, notamment en recourant davantage à des mécanismes extrajudiciaires pour accélérer les procédures. Les emprunteurs des pays émergents devraient réduire les risques de refinancement à court terme en allongeant les échéances de leur dette lorsque cela est possible et en limitant l'accumulation des déséquilibres entre les monnaies de libellé des actifs et passifs. En règle générale, la souplesse des régimes de change peut faciliter l'absorption des chocs. Toutefois, dans les pays où les marchés des changes sont peu développés, les inversions soudaines des flux de capitaux peuvent mettre en péril la stabilité financière. Dans ce cas, il peut être utile d'intervenir sur ces marchés pour remédier à une situation désordonnée ; en cas de crise imminente, des mesures temporaires de gestion des flux de capitaux peuvent se justifier, mais ne devraient pas se substituer à l'ajustement nécessaire de la politique macroéconomique.

Venir en aide aux groupes vulnérables tout en maintenant l'équilibre budgétaire. La conduite de la politique budgétaire devrait dépendre de l'exposition à la guerre, de l'évolution de la pandémie et de la vigueur de la reprise. Après une nécessaire relance budgétaire de grande ampleur dans de nombreux pays pendant la pandémie, les niveaux d'endettement atteignent des sommets historiques. Le besoin de rééquilibrage ne devrait pas empêcher les autorités de donner la priorité aux dépenses visant à protéger et à aider les populations vulnérables éprouvées par la guerre en Ukraine et la pandémie.

Dans les pays connaissant de fortes hausses des prix, il peut être utile de mettre en place une aide au revenu ciblée pour atténuer la pression sur le budget des ménages. Toutefois, comme pour les transferts liés à la pandémie, il convient de définir ce dispositif de manière à soulager au maximum les groupes les plus vulnérables à moindre coût (par exemple en appliquant des critères de

ressources et en procédant à un retrait progressif de l'aide au-delà de certains seuils de revenus). Dans les pays qui accueillent des réfugiés, il faudrait consacrer suffisamment de fonds à l'aide à l'intégration, qui devrait également bénéficier d'un soutien multilatéral fort (voir le paragraphe ci-dessous sur la prise de mesures coordonnées face à la crise humanitaire). Sur le plan sanitaire, il faudrait continuer de préserver le financement de la production et de la distribution de vaccins, des campagnes d'incitation à la vaccination, des démarches de dépistage et des traitements. Les transferts liés à la pandémie devront être mieux ciblés.

Dans les pays où la pandémie s'atténue, les mesures de soutien antérieures peuvent être progressivement retirées pour reconstituer un espace budgétaire. Cependant, les entreprises touchées par les perturbations liées à la guerre (notamment les pénuries d'intrants ou l'accès réduit aux crédits commerciaux) peuvent avoir besoin d'une aide temporaire et ciblée sous forme de garanties de crédit ou de transferts. Il est toutefois essentiel que ces mesures visent les entreprises touchées dont les activités sont viables à moyen terme ; dans le cas contraire, ces initiatives entraveraient la réaffectation des ressources nécessaires à la reprise. En effet, dans un avenir postpandémie, il faudra probablement procéder à une réaffectation intersectorielle de la main-d'œuvre (voir le chapitre 3 pour un aspect de la question : la transition énergétique). Les mesures de soutien relatives au marché du travail et aux revenus devraient être élaborées de manière à instaurer un dispositif de sécurité pour les travailleurs en phase de transition sans entraver la croissance future de l'emploi. Les programmes de formation, les subventions à l'embauche et les programmes de mise en relation entre les travailleurs et les entreprises devraient rester une priorité, de même qu'une aide publique limitée et temporaire à l'intention des travailleurs dont l'emploi a été supprimé.

La capacité à financer ces initiatives sera restreinte compte tenu de l'espace budgétaire disponible. Des mesures visant à accroître les recettes et à maîtriser les dépenses peuvent contribuer à atténuer ces contraintes : élargissement de la base d'imposition et renforcement du respect des obligations fiscales, réduction des subventions généralisées et des dépenses récurrentes, et amélioration de la gestion des finances publiques. De nombreux pays devront donc définir des plans crédibles visant à stabiliser leurs finances à moyen terme (voir le chapitre 2 de l'édition d'octobre 2021 du Moniteur des finances publiques). Cela permettrait également de dégager une marge pour les dépenses prioritaires à court terme, en particulier dans les pays émergents et les pays

en développement qui risquent de voir les coûts de leurs emprunts augmenter à mesure que les politiques monétaires se resserrent dans les pays avancés. Des cadres budgétaires prévoyant des règles simples qui favorisent la viabilité de la dette tout en restant suffisamment souples pour faire face aux chocs (y compris des clauses de sauvegarde bien conçues) peuvent faciliter ces rééquilibrages.

Lorsque l'espace budgétaire le permet et que la politique monétaire est restreinte au niveau national (par la borne inférieure effective ou dans le cadre d'une union monétaire, par exemple), un soutien budgétaire plus massif peut se justifier, en fonction de l'ampleur de la baisse de la demande globale. Il convient toutefois de mettre ces mesures de soutien en œuvre en veillant à n'exacerber ni les déséquilibres entre l'offre et la demande ni les tensions sur les prix.

Politiques sanitaires et préparation. Le virus continue d'évoluer et la pandémie de COVID-19 pourrait perdurer. Pour y faire face, la meilleure démarche consiste à veiller à ce que chaque pays dispose d'un accès équitable à un ensemble complet d'outils de lutte contre la COVID-19, notamment des vaccins, des produits de dépistage et des traitements. Or, le déploiement de nombreux outils contre la COVID-19 continue de se faire à des vitesses inégales. Plus de 100 pays ne sont pas en passe d'atteindre à la mi-2022 l'objectif de vaccination de 70 % de leur population, fixé dans la proposition faite par le FMI, et des inégalités similaires persistent dans l'accès aux outils de dépistage et aux traitements. En ce qui concerne les vaccins, étant donné l'augmentation sensible de l'offre au cours des derniers mois, c'est la capacité d'absorption des pays qui devient le principal obstacle. Pour tenir à jour un vaste ensemble d'outils à mesure que le virus évolue, il faudra investir constamment dans la recherche, surveiller les maladies et faire en sorte que les systèmes de santé soient accessibles au plus grand nombre dans chaque collectivité.

Tirer parti de mutations structurelles positives. Des transformations structurelles sont indispensables pour les pays qui cherchent à se développer après la pandémie. L'amélioration des communications numériques permettra aux entreprises de profiter des avantages des nouvelles technologies, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement. De même, il est indispensable d'aider les travailleurs à maîtriser de nouveaux outils et à acquérir de nouvelles compétences pour leur permettre de participer à l'économie numérique. La pandémie a interrompu la scolarité de nombreux enfants dans le monde, mais surtout dans les pays à faible revenu, où les solutions en ligne sont moins facilement

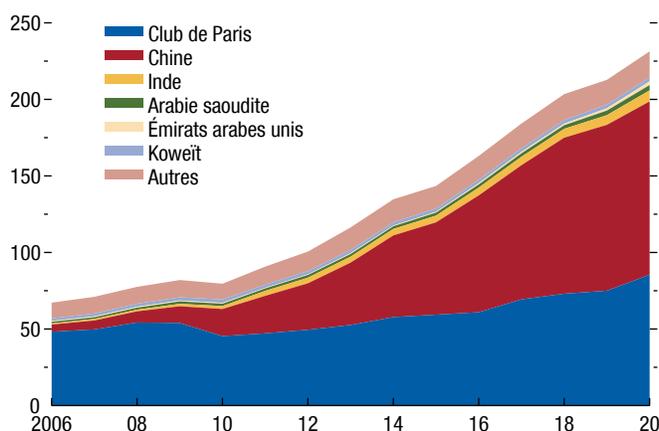
accessibles. Si aucune mesure n'est prise pour compenser ces pertes d'apprentissage, ce recul de l'enseignement au niveau mondial pèsera sur la productivité, les revenus et la croissance pendant de nombreuses années. À court terme, la réduction des droits de douane et des obstacles au commerce permettrait non seulement d'affecter les ressources productives de manière plus efficiente, mais pourrait aussi contribuer à atténuer les goulets d'étranglement de l'offre et la pression inflationniste. Ces mesures sont d'autant plus essentielles que la guerre en Ukraine risque de perturber durablement les échanges et de transformer les chaînes d'approvisionnement.

Faire face à l'urgence climatique. La récente actualité géopolitique a encore plus mis en évidence la nécessité d'adopter une démarche coordonnée pour remplacer progressivement les combustibles fossiles par des énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie à faible émission de carbone. Selon l'Agence internationale de l'énergie, il faut multiplier par trois les investissements dans les énergies propres d'ici à 2030 pour accélérer la décarbonation du secteur de l'énergie et électrifier les utilisations finales de l'énergie. À moyen terme, il convient d'opérer un saut qualitatif dans la conduite de la politique budgétaire, notamment en instaurant une tarification du carbone (ou des mécanismes équivalents) et en réformant les subventions aux combustibles fossiles afin de réorienter les investissements privés. La tarification devrait être complétée par des mesures de soutien ; par exemple des subventions aux énergies renouvelables, des investissements publics dans les infrastructures nécessaires, comme les réseaux électriques intelligents, et des taxes destinées à accroître les incitations sans pour autant faire davantage augmenter les coûts de l'énergie ou accélérer l'inflation. Une partie des recettes pourrait permettre de financer des mesures de transition (par exemple des compensations ciblées pour les personnes ou entités lésées) et d'accroître l'adhésion de la population. Lorsque les prix de l'énergie sont élevés, les réformes peuvent se révéler plus impopulaires, mais l'envolée des prix mondiaux des combustibles fossiles souligne la nécessité de faire évoluer les économies vers des énergies plus propres, moins dépendantes des fluctuations des cours internationaux. Il faut absolument éviter les subventions permanentes au carbone ou aux combustibles (ou les allègements fiscaux) motivées par des flambées de prix à court terme.

Coopération multilatérale. Compte tenu du caractère international et commun de bon nombre des enjeux auxquels doivent faire face les pouvoirs publics, la coopération internationale et les organismes multilatéraux seront essentiels. Les principales missions à ce titre sont les suivantes.

- *Prendre des mesures coordonnées face à la crise humanitaire.* L'ampleur des flux de réfugiés en provenance d'Ukraine exige une action coordonnée. Compte tenu de la charge plus lourde qui pèse sur les pays voisins, en particulier à court terme, l'aide doit provenir des institutions européennes et multilatérales. Il s'agit notamment de mettre en place une aide d'urgence et d'assurer l'accès à un financement d'appui budgétaire pour faciliter l'intégration des migrants s'ils ne peuvent pas rentrer chez eux. Une fois la guerre terminée, il faudra prendre des initiatives concertées au niveau international pour contribuer à la reconstruction de l'Ukraine.
- *Préserver la liquidité du système financier mondial.* Il sera essentiel de coopérer au niveau international pour gérer le prochain cycle de resserrement monétaire. L'accès à des liquidités d'urgence est primordial pour faire face aux répercussions financières à l'échelle internationale. Pendant la pandémie, des instruments de financement rapide et des facilités de crédit ont permis de maintenir de nombreux pays à flot, et une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux a contribué à accroître les réserves. Alors que la pandémie s'estompe, les mécanismes du FMI continueront de servir à corriger les déséquilibres, à définir des voies d'ajustement crédibles pour assurer une stabilité macroéconomique et à créer les conditions favorables à une croissance durable et inclusive à moyen terme. Les banques centrales devraient être prêtes à recourir à des lignes de crédit réciproque, si nécessaire, pour réduire le risque d'accumulation de liquidités en devises et de retrait de dépôts à l'étranger.
- *Garantir un système ordonné de résolution de la dette.* Dans certains cas, il faut plus qu'une simple aide sous forme de liquidités pour éviter le surendettement. Une résolution rapide et ordonnée de la dette est alors le meilleur moyen d'atténuer les conséquences économiques de l'endettement. Pourtant, des créances compliquées faisant intervenir de nombreux prêteurs peuvent entraver cette démarche (graphique 1.23). Pour résoudre ce problème, le Groupe des Vingt (G20) a approuvé la création d'un cadre commun pour le traitement des dettes, qui prévoit une méthode cohérente pour la résolution des dettes internationales. Il faut en accélérer l'application ; les trois pays qui ont demandé un allègement de leur dette à ce titre ont vu leur démarche être considérablement retardée. En outre, l'expiration en 2021 du programme relevant de l'initiative du G20 pour la suspension du service de la dette, qui permettait aux pays à faible

Graphique 1.23. Dette extérieure publique, par créancier
(En milliards de dollars)



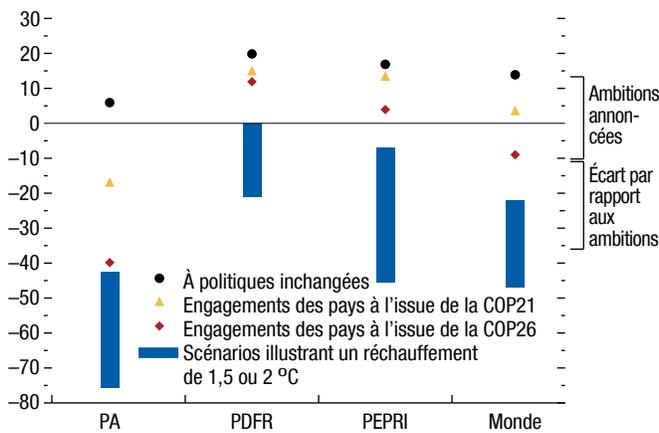
Source : Banque mondiale, Statistiques sur la dette internationale.

Note : Le graphique illustre la dette garantie par l'État ou le secteur privé des pays admissibles à l'initiative de suspension du service de la dette. Le Club de Paris est composé des pays suivants : AUS, AUT, BEL, BRA, CAN, CHE, DEU, DNK, ESP, FIN, FRA, GBR, IRL, ISR, ITA, JPN, KOR, NLD, NOR, RUS, SWE, USA. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

revenu de faire suspendre temporairement le paiement du service de leur dette sans encourir de pénalités, rend encore plus urgent un règlement ordonné de la dette.

- *Politiques climatiques.* Alors que près de 140 pays se sont fixé des objectifs à long terme de zéro émission nette, il existe toujours un écart considérable entre les ambitions mondiales en matière d'atténuation du changement climatique et les mesures prises par les pouvoirs publics dans ce domaine. Il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre d'un volume compris entre un quart et la moitié du niveau actuel d'ici à 2030 pour limiter le réchauffement à 1,5 ou 2 °C. Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), près de 140 pays se sont engagés à réduire à zéro leurs émissions nettes vers le milieu du siècle. Or, seul un tiers d'entre eux, principalement des pays avancés, ont sensiblement relevé leurs objectifs à court terme (graphique 1.24). L'écart est encore plus frappant sur le plan de l'action publique. Des mesures équivalentes à celle consistant à fixer un prix mondial du carbone d'au moins 75 dollars doivent être prises d'ici à 2030 pour limiter le réchauffement à 2 °C, et des mesures encore plus ambitieuses sont nécessaires pour le limiter à 1,5 °C. Revoir les ambitions à la hausse et agir pour réduire ces écarts pourrait se faire de manière équitable : les pays avancés procéderaient aux réductions les plus fortes, et les pays

Graphique 1.24. Variation des émissions en 2030 par rapport à 2021 dans le cadre des CDN et des scénarios de réchauffement
(Variation annuelle en pourcentage)



Source : Black *et al.* (2021).

Note : CDN = contributions déterminées au niveau national ; COP21 = Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 ; COP26 = Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2021 ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PEPRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

émergents et les pays en développement prendraient des engagements plus ambitieux. Des dispositifs de coordination internationale, permettant notamment d'établir des prix planchers entre les grands émetteurs, et des initiatives multilatérales de financement de l'action climatique seront probablement nécessaires pour remédier aux incertitudes en matière de compétitivité et de politique générale qui entravent l'action unilatérale³.

³Sur la proposition d'un prix plancher international du carbone, voir Parry, Black et Roaf (2021). Voir également Chateau, Jaumotte et Schwerhoff (à paraître), dans lequel les auteurs expliquent que cette proposition permet d'intensifier les réductions des émissions mondiales

- *Fournir des biens de santé publique à l'échelle mondiale.* Alors que les mesures d'urgence prises face à la pandémie sont en passe d'être retirées, il convient de mettre de nouveau l'accent sur d'autres priorités sanitaires mondiales qui ont fait l'objet d'une attention moindre au cours des deux dernières années. Partout dans le monde, quand il s'agit de sauver des vies, les autorités ne devraient pas avoir à procéder à des arbitrages douloureux entre celles menacées par la COVID-19 et celles qui le sont par d'autres maladies, comme le paludisme ou la tuberculose. Dans ce contexte, le financement préalable des donateurs internationaux reste une priorité absolue. Comblant le déficit de financement de 23,4 milliards de dollars en faveur du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 constitue également une première étape importante dans ce sens. En outre, il est essentiel d'assurer une meilleure coordination entre les ministères des Finances et de la Santé pour accroître la résilience face aux nouveaux variants éventuels du SRAS-CoV-2 et aux futures pandémies qui pourraient présenter un risque systémique.
- *Coopération en matière de fiscalité et de commerce international.* Les dirigeants devraient poursuivre leur coopération en matière de fiscalité transfrontalière pour accroître les recettes et l'équité (chapitre 2 de l'édition d'avril 2022 du Moniteur des finances publiques), et pour éviter les contrôles à l'exportation et les obstacles au commerce international qui exacerbent les ruptures d'approvisionnement. Dans un contexte multilatéral plus difficile, les pays devraient également se garder de gonfler la longue liste des différends commerciaux en cours qui mettent encore plus en péril les perspectives de l'économie mondiale.

et d'améliorer la répartition internationale des charges (par rapport à un prix du carbone uniforme) tout en tenant compte des effets sur la compétitivité.

Encadré des scénarios

Le modèle du G20 établi par le FMI est utilisé pour étudier les conséquences macroéconomiques à l'échelle mondiale d'un scénario dans lequel s'intensifient les sanctions imposées à la Russie en raison de la guerre en Ukraine. Dans ce scénario, les sanctions sont étendues à la mi-2022 pour tenir compte des embargos supplémentaires sur le pétrole et le gaz et de la déconnexion de la Russie d'une grande partie du système financier et commercial mondial.

Ainsi, les répercussions se propageraient au reste du monde par la hausse des prix des produits de base, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le durcissement des conditions financières. Le choc sur l'offre qui en résulterait, à un moment où les prix des produits de base et les pressions inflationnistes sont déjà élevés, conduirait à une révision à la hausse des anticipations d'inflation et nécessiterait un resserrement accru de la politique monétaire, ce qui amplifierait encore les effets négatifs sur l'activité mondiale. À l'exception des pays exportateurs de pétrole et de certains produits de base, la plupart des pays seraient éprouvés par les répercussions économiques ; les pays de l'Union européenne seraient plus durement touchés que les autres pays avancés et les pays émergents du fait de leur plus grande exposition.

Par souci de clarté, les hypothèses du scénario sont présentées en trois éléments distincts.

Produits de base, chaîne d'approvisionnement et inflation

Commerce et productivité russes. Selon les prévisions de référence actuelles pour la Russie, les sanctions en vigueur devraient entraîner une forte contraction des exportations hors énergie, tandis que les exportations de produits énergétiques ne devraient que légèrement diminuer. Dans le scénario défavorable, la baisse des exportations d'énergie est en revanche plus forte : les volumes d'exportation de pétrole et de gaz diminuent de 10 % en 2022 et de 20 % en 2023 par rapport aux chiffres de référence actuels, et les volumes restent à leurs plus bas niveaux prévus pour 2023 pendant le reste de la période de prévision. Les sanctions supplémentaires pèsent également sur les exportations non pétrolières du pays, qui diminuent de 7 % en 2022 et de 15 % en 2023, toujours par rapport aux chiffres de référence actuels, et se maintiennent à leur niveau de 2023 jusqu'en 2027. La perte d'accès de la Russie aux technologies et aux investissements étrangers est accentuée, ce qui entraîne un ralentissement persistant de la croissance de la productivité totale des facteurs.

Prix des produits de base. L'offre mondiale de plusieurs produits de base diminue dans ce scénario. Par conséquent, les cours du pétrole augmentent de 10 % en 2022 et de 15 % en 2023, et ceux des métaux de 5 % en

2022 et de 7,5 % en 2023 (tous par rapport au scénario de référence). Les prix des denrées alimentaires augmentent également, notamment en raison des répercussions de la hausse des cours de l'énergie sur les coûts des engrais : l'indice global des prix des produits alimentaires augmente de 4 % en 2022 et de 6 % en 2023. Il est supposé que les prix du gaz naturel en Europe augmentent d'environ 20 % par rapport au scénario de référence en 2022 ; les pays asiatiques connaissent une augmentation similaire du fait de l'intégration entre les deux marchés. La hausse des prix des produits de base devrait s'estomper progressivement au-delà de 2023, à mesure que l'offre réagit et que la demande diminue.

Ruptures d'approvisionnement et confiance. Les pénuries de plusieurs produits de base perturbent davantage les chaînes d'approvisionnement, notamment en Europe, et accentuent les répercussions sur l'inflation et l'activité. La conjonction des ruptures d'approvisionnement et de la hausse des cours de l'énergie en Europe et, dans une moindre mesure, en Asie sape le sentiment de confiance, ce qui freine encore l'activité dans ces régions.

Anticipations d'inflation

Le choc sur l'offre supposé dans le scénario déclenche une augmentation des anticipations d'inflation à court terme entre 2022 et 2023. Cette augmentation est plus nette dans les pays où l'inflation était initialement plus élevée, comme les États-Unis et certains pays émergents, ou dans ceux où le choc sur l'offre devrait être plus marqué, comme en Europe et dans les pays en développement. À titre de référence, l'augmentation des anticipations d'inflation à un an aux États-Unis est d'environ 70 points de base en 2023. L'atténuation du choc sur les produits de base, la riposte endogène des autorités monétaires et les conséquences de la baisse de la demande ramènent les anticipations à court terme vers l'objectif poursuivi après 2023. Une augmentation des anticipations d'inflation à plus long terme, qui amplifierait les effets macroéconomiques négatifs, n'est pas prise en considération ici.

Conditions de financement

Un élargissement des sanctions donnerait lieu à un resserrement plus marqué des conditions de financement intérieures en Russie que celui observé jusqu'à présent. Il est également supposé que les sanctions réduisent de moitié la valeur de la position extérieure nette positive de la Russie, ce qui freinerait davantage la demande intérieure. Dans le reste du monde, un épisode d'aversion au risque entraîne également un nouveau durcissement des conditions financières. Les pays émergents connaissent

Encadré des scénarios (fin)

une augmentation des écarts de rendement sur les obligations d'entreprises et les obligations souveraines, tandis que les pays avancés enregistrent une hausse de ces écarts sur les obligations d'entreprises. Il est supposé que le resserrement soit plus fort dans les pays européens.

Enfin, en ce qui concerne la politique budgétaire, il est supposé dans le scénario que les stabilisateurs automatiques jouent leur rôle, mais aucune mesure discrétionnaire supplémentaire n'est prise en considération. Les répercussions économiques du scénario défavorable seraient moindres si des mesures de ce type étaient prises.

Conséquences macroéconomiques au niveau mondial

Le graphique 1 de l'encadré des scénarios présente l'effet de chaque élément de manière cumulée et sous forme d'écart par rapport au scénario de référence. Pour la Russie, l'élargissement des sanctions provoque une contraction forte et continue de l'activité, en raison des répercussions sur les exportations, de la baisse de la productivité et du resserrement des conditions financières. Les effets cumulés se traduisent par une baisse du PIB d'environ 15 % par rapport au scénario de référence d'ici à 2027, ce qui vient s'ajouter à la forte diminution du PIB par rapport aux projections antérieures au conflit, déjà prise en compte dans le scénario de référence.

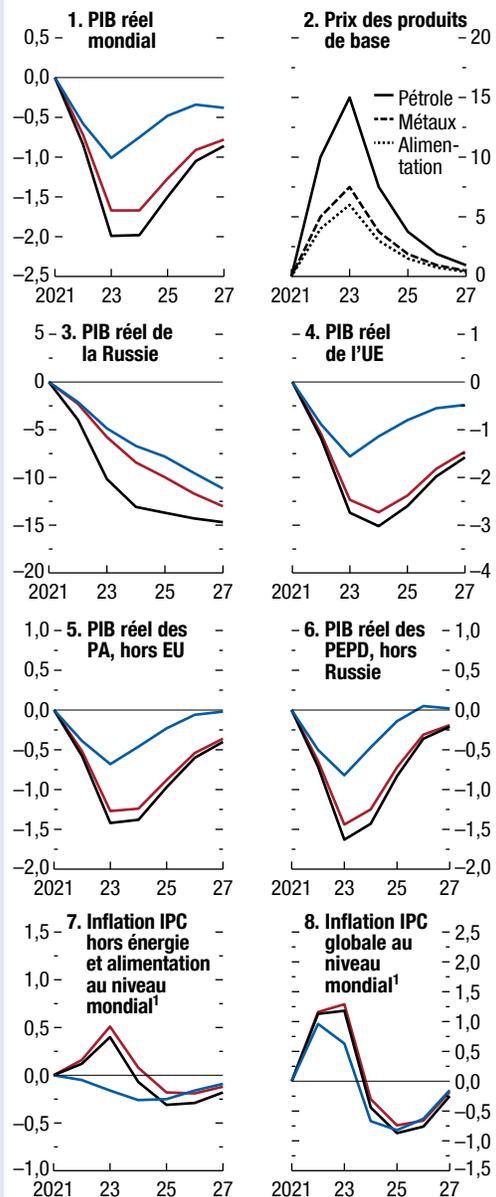
Les conséquences pour l'Union européenne sont considérables : le niveau du PIB devient inférieur de près de 3 % à la valeur de référence d'ici à 2023, en raison des effets de la hausse des prix des produits de base, mais aussi de l'augmentation des anticipations d'inflation. Les pays avancés, hormis ceux de l'Union européenne, et les pays émergents, à l'exception de la Russie, voient leur niveau d'activité diminuer d'environ 1,5 % d'ici à 2023, avec des variations plus marquées entre les pays émergents, car les pays exportateurs nets de pétrole (non présentés séparément) bénéficient de cette situation. Le PIB mondial diminue d'environ 2 % d'ici à 2023 ; la baisse est relativement persistante, et l'activité mondiale reste inférieure d'environ 1 % à celle prévue dans le scénario de référence jusqu'en 2027, sachant que plus de la moitié de cette baisse est due au coup porté à l'activité en Russie.

Ce scénario se traduit également par une accélération de l'inflation en 2022 et 2023. Le taux d'inflation globale augmente de plus d'un point de pourcentage ces mêmes années. Le taux d'inflation hors énergie et alimentation augmente d'un demi-point de pourcentage en 2023, atteignant un niveau encore une fois supérieur à celui déjà élevé du scénario de référence. L'effet désinflationniste de la baisse sous-jacente de l'activité mondiale commence à prévaloir après cela, et l'inflation finit par passer sous la valeur de référence en 2024.

Graphique 1 de l'encadré des scénarios. Scénario défavorable

(Écart en pourcentage par rapport au scénario de référence, sauf indication contraire)

— Effets des prix des produits de base et des perturbations des chaînes d'approvisionnement
 — Plus anticipations d'inflation
 — Plus durcissement des conditions financières mondiales



Sources : FMI, simulation du modèle du G20 ; estimations des services du FMI.

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; UE = Union européenne.

¹Écart en points de pourcentage par rapport au scénario de référence.

Encadré 1.1. L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni

Deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, une énigme se pose dans plusieurs pays avancés : les offres d'emploi non pourvues ont fortement augmenté, alors que l'emploi n'a pas encore pleinement retrouvé son niveau préalable¹. Les États-Unis et le Royaume-Uni en sont deux exemples : les derniers ratios offres d'emploi/chômage sont nettement supérieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie de COVID-19, alors que ce n'est pas le cas des taux d'emploi (graphique 1.1.1). Le présent encadré met en évidence plusieurs facteurs qui ont contribué à cette situation énigmatique sur le marché du travail, notamment : 1) une asymétrie du marché du travail, caractérisée par une inadéquation entre les types de postes vacants et les compétences des demandeurs d'emploi ; 2) des préoccupations liées à la santé, qui peuvent constituer un motif majeur du retrait de travailleurs âgés de la population active ; 3) l'évolution des préférences des travailleurs en matière d'emploi, qui peut expliquer en partie les taux de démission historiquement élevés (phénomène parfois appelé la « Grande Démission ») ; et 4) les perturbations dans les écoles et les garderies qui poussent les mères de jeunes enfants à renoncer au travail (le « renoncement des femmes » ou « *She-cession* » en anglais).

Asymétrie. Les incidences de la pandémie et des mesures de confinement ont été très différentes selon les secteurs et les professions. Elles ont particulièrement éprouvé les secteurs qui exigent des interactions physiques, tels que ceux de l'hébergement, de la restauration et des arts et spectacles ; les emplois pour lesquels le télétravail est possible s'en sont beaucoup mieux sortis. Un déséquilibre est ainsi apparu, mais s'est toutefois progressivement résorbé à mesure que les secteurs les plus touchés se sont remis du choc de la pandémie de COVID-19 et ont recommencé à embaucher en 2020 et 2021 (voir également Pizzinelli et Shibata, 2022). Au troisième trimestre de 2021, l'asymétrie du marché du travail représentait tout au plus un cinquième de l'écart entre le taux d'emploi à ce moment-là et celui enregistré avant la pandémie de COVID-19, tant au Royaume-Uni qu'aux États-Unis.

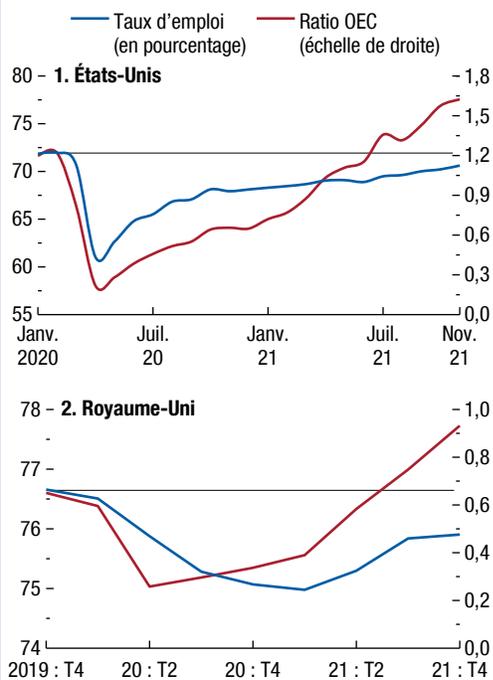
Baisse de la population active dans certains groupes démographiques sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Le taux d'inactivité des travailleurs âgés a nettement augmenté par rapport à sa trajectoire antérieure à la pandémie après 2020, sans connaître de véritable recul par la suite (graphique 1.1.2). Les préoccupations d'ordre sanitaire et, dans une moindre mesure entre 2020 et 2021, les gains d'évaluation des régimes de retraite ont contribué

Les auteurs du présent encadré sont Myrto Oikonomou, Carlo Pizzinelli et Ipei Shibata.

¹Pour une analyse plus approfondie des pénuries de main-d'œuvre dans les pays avancés, voir Duval *et al.* (2022).

Graphique 1.1.1. Taux d'emploi et pénuries de main-d'œuvre

(En pourcentage, ratio)



Sources : Current Population Survey et Job Opening and Labor Turnover Survey pour les États-Unis ; Labour Force Survey et Office of National Statistics pour le Royaume-Uni ; calculs des services du FMI.

Note : Ratio OAC = ratio offres d'emploi/chômage.

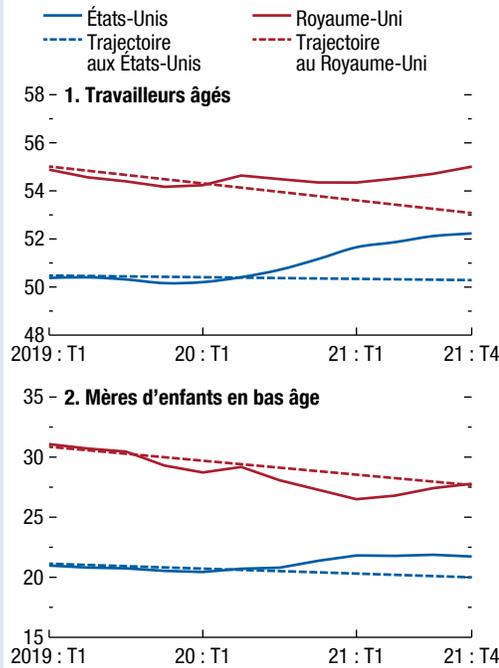
à ce retrait de la population active, qui, au quatrième trimestre de 2021, représentait un tiers du déficit de main-d'œuvre au Royaume-Uni et aux États-Unis par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie. De la même manière, les fermetures prolongées des écoles et la rareté des possibilités de garde d'enfants ont contraint certaines mères de jeunes enfants à rester à la maison aux États-Unis. Ce n'a pas été le cas au Royaume-Uni, peut-être parce que la plupart des crèches sont restées ouvertes pendant toute la durée de la pandémie².

Évolution des préférences des travailleurs. Les taux de départs volontaires ont atteint des sommets historiques dans les deux pays. Il semblerait que, au-delà des nouvelles possibilités de gravir les échelons sur des marchés du travail tendus, les préférences des travailleurs aient en partie évolué

²Outre les travailleurs âgés et les mères de jeunes enfants, l'étude de Duval *et al.* (2022) révèle que la reprise de l'emploi est particulièrement lente pour les travailleurs peu qualifiés et que la baisse de l'immigration a également contribué aux pénuries de main-d'œuvre dans les professions à faible niveau de qualification.

Encadré 1.1 (fin)

Graphique 1.1.2. Taux d'inactivité
(En pourcentage)



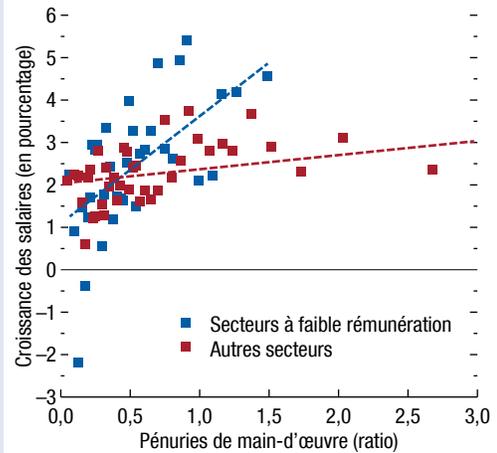
Sources : Current Population Survey et Job Opening and Labor Turnover Survey pour les États-Unis ; Labour Force Survey et Office of National Statistics pour le Royaume-Uni ; calculs des services du FMI.
Note : Il est considéré que les travailleurs âgés ont entre 55 et 74 ans et que les enfants en bas âge n'ont pas plus de 5 ans. Les trajectoires linéaires sont estimées sur la période 2015–19.

vers des emplois offrant non seulement un salaire plus élevé, mais aussi plus de sécurité et de souplesse. Ainsi, plusieurs secteurs dans lesquels les taux de démission ont le plus augmenté présentent une part disproportionnée d'emplois caractérisés par des contacts fréquents, une pénibilité physique, une flexibilité moindre et une faible rémunération, notamment dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et du commerce de détail.

Les pénuries de main-d'œuvre de plus en plus fortes ont accéléré la croissance des salaires nominaux, en particulier pour les emplois faiblement rémunérés³. Depuis le début de la pandémie, il est estimé que ces pénuries ont à elles seules directement accéléré l'inflation des salaires nominaux d'environ 1,5 point de pourcentage au Royaume-Uni et aux États-Unis. Dans les secteurs à faible rémunération, cette incidence a été beaucoup plus forte,

³Au Royaume-Uni et aux États-Unis, les salaires nominaux augmentent déjà plus rapidement qu'avant la pandémie, bien que ces gains aient été largement ou plus que totalement réduits à néant par l'inflation des prix (voir Duval *et al.* [2022] pour plus de précisions).

Graphique 1.1.3. Croissance des salaires et pénuries de main-d'œuvre selon les secteurs aux États-Unis
(En pourcentage, ratio)



Sources : Current Population Survey ; Job Opening and Labor Turnover Survey ; calculs des services du FMI.
Note : La croissance des salaires correspond à l'inflation trimestrielle des salaires horaires nominaux en glissement annuel. Les pénuries de main-d'œuvre (mesurées par le ratio offres d'emploi/chômage) sont décalées d'un trimestre entre T1 2003 et T1 2020. Chaque point représente la moyenne des variables de l'axe des abscisses et de l'axe des ordonnées pour chacun des 40 segments de taille égale de la variable de l'axe des abscisses. Les secteurs à faible rémunération sont les services d'hébergement et de restauration, le commerce de détail et les arts et spectacles.

ce qui s'explique à la fois par un manque de main-d'œuvre supérieur à la moyenne et par un lien historique plus net entre pénurie et croissance des salaires (graphique 1.1.3). Jusqu'à présent, les conséquences globales de l'accroissement de ces tensions sur l'inflation des salaires ont été modérées, en partie parce que les travailleurs faiblement rémunérés représentent une part relativement modeste du total des coûts salariaux des entreprises. Dans la mesure où les pénuries continuent de se cantonner à ces emplois, les répercussions de la croissance des salaires dans les professions faiblement rémunérées sur l'inflation des prix dans l'ensemble de l'économie devraient rester limitées. Toutefois, étant donné que l'inflation des prix a largement ou (plus que) complètement surpassé les augmentations de salaires jusqu'à présent, et compte tenu de la persistance des marchés du travail, la croissance globale des salaires nominaux devrait rester vigoureuse. Les demandes d'augmentation de salaire des travailleurs pour compenser la hausse rapide des prix, ainsi qu'un relèvement de leurs anticipations d'inflation, pourraient intensifier les pressions inflationnistes, dans une plus large mesure que les pénuries de main-d'œuvre.

Encadré 1.2. Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines

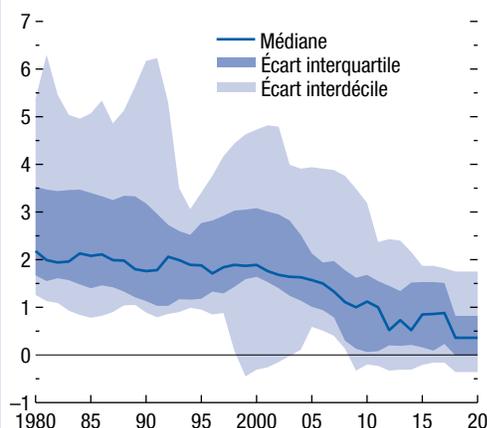
Le résultat final du cycle de resserrement monétaire qui a débuté dans de nombreux pays au cours des premiers mois de 2022 dépend fortement de l'évolution du taux d'intérêt neutre, c'est-à-dire du taux d'intérêt réel compatible avec un écart de production fermé et une inflation stable. Si les taux neutres continuent de baisser comme ils l'ont fait au cours des quatre dernières décennies, l'inflation peut être stabilisée moyennant un resserrement relativement moins fort. Étant donné l'importance de cette démarche, il est indispensable de réexaminer la dynamique à long terme et les facteurs déterminants des taux neutres afin de prévoir leur trajectoire future.

La baisse des taux d'intérêt neutres est un phénomène courant dans de nombreux pays avancés depuis les années 80. Malgré certaines différences entre les pays, la baisse est devenue plus homogène au fil des ans, convergeant vers des valeurs très faibles (graphique 1.2.1). Les études menées mettent en évidence certains facteurs susceptibles d'expliquer ce recul. La diminution des taux de fécondité et l'allongement de l'espérance de vie ont conduit à une augmentation de la part des personnes âgées au sein de la population, ce qui a stimulé l'offre d'épargne et fait baisser les taux d'intérêt (Platzer et Peruffo, 2022). Dans le même temps, le ralentissement de la croissance de la productivité (Eggertsson, Mehrotra et Robbins, 2019) et la baisse des prix des biens d'équipement (Sajedi et Thwaites, 2016 ; chapitre 3 de l'édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*) ont ralenti les dépenses d'investissement, entraînant ainsi une réduction de la demande d'épargne. Les fortes inégalités de revenus dans de nombreux pays avancés ont également contribué à une baisse des taux d'intérêt, en raison de la hausse des taux d'épargne au sommet de la structure de répartition des revenus (Straub, 2019 ; Mian, Straub et Sufi, 2021a). Enfin, les flux de capitaux ont bouleversé l'équilibre épargne–investissement dans les différents pays. L'augmentation de la demande d'actifs sûrs, notamment dans les pays émergents (Bernanke, 2005 ; Caballero et Farhi, 2014), et la hausse des primes de risque (Kopecky et Taylor, 2020) exerceraient une pression à la baisse sur les taux d'intérêt. Les données descriptives confirment généralement ces explications (graphique 1.2.2).

Il est difficile de prédire l'évolution des taux neutres, en partie parce qu'ils ne sont pas observables et qu'une incertitude entoure les estimations, même pour le passé.

Les auteurs du présent encadré sont Francesco Grigoli, Josef Platzer et Robin Tietz.

Graphique 1.2.1. Estimations des taux neutres depuis les années 80
(En pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.

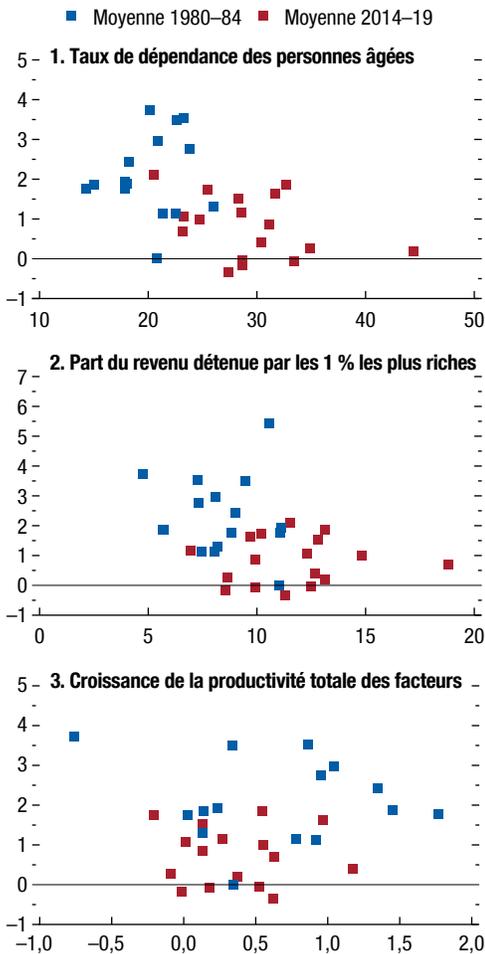
Note : L'échantillon comprend les pays suivants : AUS, BEL, CAN, CHE, DNK, ESP, FIN, FRA, GBR, ITA, JPN, NLD, NOR, SWE, USA. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

En outre, il est difficile de démêler la contribution de chacun des facteurs déterminants, et leur évolution future fait l'objet de débats¹. Certains soutiennent que l'amélioration continue de l'espérance de vie (Blanchard, 2022) et la transition démographique mondiale en cours (Auclert *et al.*, 2021) maintiendront une pression à la baisse sur les taux d'intérêt. Dans Goodhart et Pradhan (2020), en revanche, il est question d'un renversement démographique, qui entraînerait une hausse des taux neutres. À moins que le creusement des inégalités ne s'inverse, la pression à la baisse sur les taux neutres devrait se poursuivre (Mian, Straub et Sufi, 2021b). Si la Chine devait renouer avec une croissance tirée par la consommation, cela pourrait réduire le phénomène de surabondance d'épargne et avoir des effets à l'échelle mondiale. Le ralentissement de l'accumulation de réserves par les pays émergents et les pays en développement pourrait avoir un effet similaire. En outre, pour autant que l'incertitude liée à la pandémie soit levée, les préférences en matière de liquidité pourraient changer, et l'épargne de précaution pourrait diminuer en conséquence, ce qui entraînerait une hausse des taux neutres.

¹Les facteurs déterminants des taux neutres présentent souvent des trajectoires temporelles similaires, ce qui rend difficile la quantification de la contribution de chacun d'entre eux.

Encadré 1.2 (fin)

Graphique 1.2.2. Facteurs déterminants des taux neutres
(En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.
 Note : Le titre de chaque plage correspond aux unités sur l'axe des abscisses, exprimées en pourcentage. Par exemple, la plage 1 indique le taux de dépendance des personnes âgées sur l'axe des abscisses dans une fourchette de 10 à 50 %. L'axe des ordonnées de chaque plage correspond au taux d'intérêt neutre. L'échantillon comprend les pays suivants : AUS, BEL, CAN, CHE, DEU, DNK, ESP, FIN, FRA, GBR, IRL, ITA, JPN, NLD, NOR, USA. Les codes pays sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Dans Rachel et Summers (2019), il est noté qu'une assurance sociale plus généreuse et une dette plus élevée dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont constitué une force de contreponds majeure et empêché les taux neutres de baisser encore plus. À cet égard, Blanchard (2022) met en évidence le fait que les augmentations de la demande qui ne sont que temporaires (comme celle due au plan de relance aux États-Unis) sont peu susceptibles d'entraîner des hausses durables des taux neutres.

Une vision à plus long terme permet de tirer d'autres enseignements. Dans Borio *et al.* (2017), il est démontré, à l'aide de données remontant jusqu'à 1870, que l'évolution des régimes monétaires a une incidence sur les taux neutres. Dans Grigoli, Platzer et Tietz (à paraître), les auteurs relèvent des éléments prouvant que les changements structurels des cadres d'action, ainsi que l'intermédiation financière, peuvent avoir un effet sur les taux d'intérêt neutres. Les récentes analyses des stratégies de la Banque centrale européenne et de la Réserve fédérale des États-Unis mettent en évidence la pertinence de ces conclusions en montrant la manière dont les cadres d'action continuent d'évoluer. De même, l'ampleur finale des bilans des banques centrales pourrait également influencer sur les perspectives des taux d'intérêt neutres. En conclusion, il faut faire preuve d'une plus grande prudence dans la prévision des taux neutres en raison de la transformation structurelle en cours, qui se caractérise notamment par l'essor des systèmes bancaires parallèles, celui des technologies financières et la transition climatique.

Dossier spécial — Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles

Les prix des produits de base ont augmenté de 24 % entre août 2021 et février 2022. Les produits énergétiques, en particulier le gaz naturel, ont été à l'origine de cette hausse, d'abord en raison de la montée des tensions géopolitiques, puis de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tandis que le variant Omicron de la COVID-19 a engendré une volatilité à court terme à la fin de l'année 2021. Les cours des métaux de base ont augmenté de 2 % et ceux des métaux précieux de 3 %, tandis que les produits agricoles de base ont enregistré une hausse de 11 %. Le présent dossier spécial porte également sur le rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles. L'anticipation d'une baisse de la demande de combustibles fossiles a probablement réduit les dépenses d'investissement dans le pétrole et le gaz à l'échelle mondiale au cours des trois ou quatre dernières années, en particulier pour les sociétés dont les actions sont cotées en bourse, qui ont réduit leurs investissements d'environ 20 %.

Hausse des prix du pétrole et du gaz dans le contexte de la guerre en Ukraine

Les cours du pétrole brut ont augmenté de 36 % entre août 2021 et février 2022, sous l'effet d'une forte reprise de la demande de pétrole, accompagnée des effets éphémères du variant Omicron à la fin de l'année 2021, puis des tensions géopolitiques et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Le pétrole brut Brent a temporairement atteint 140 dollars le baril au début du mois de mars, lorsque les marchés ont commencé à éviter le pétrole russe de l'Oural et que plusieurs pays ont interdit les importations de pétrole en provenance de Russie.

L'offre était déjà restreinte avant la guerre, en raison du caractère mesuré du rythme auquel les membres de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP) ont assoupli les restrictions de l'offre et de la lenteur de l'augmentation de la production dans les principaux pays non membres de l'OPEP+. Les pays producteurs non membres de l'OPEP+ ont privilégié la génération de liquidités plutôt que l'investissement, notamment pour faire face à la transition énergétique. Un plus grand nombre de pays cherchent maintenant à réduire leur dépendance à l'égard de l'énergie russe, de sorte que les ruptures d'approvisionnement ont jusqu'à présent été amorties par le recours coordonné au niveau mondial à des réserves stratégiques de pétrole, sans pour autant que les capacités inutilisées ne soient exploitées.

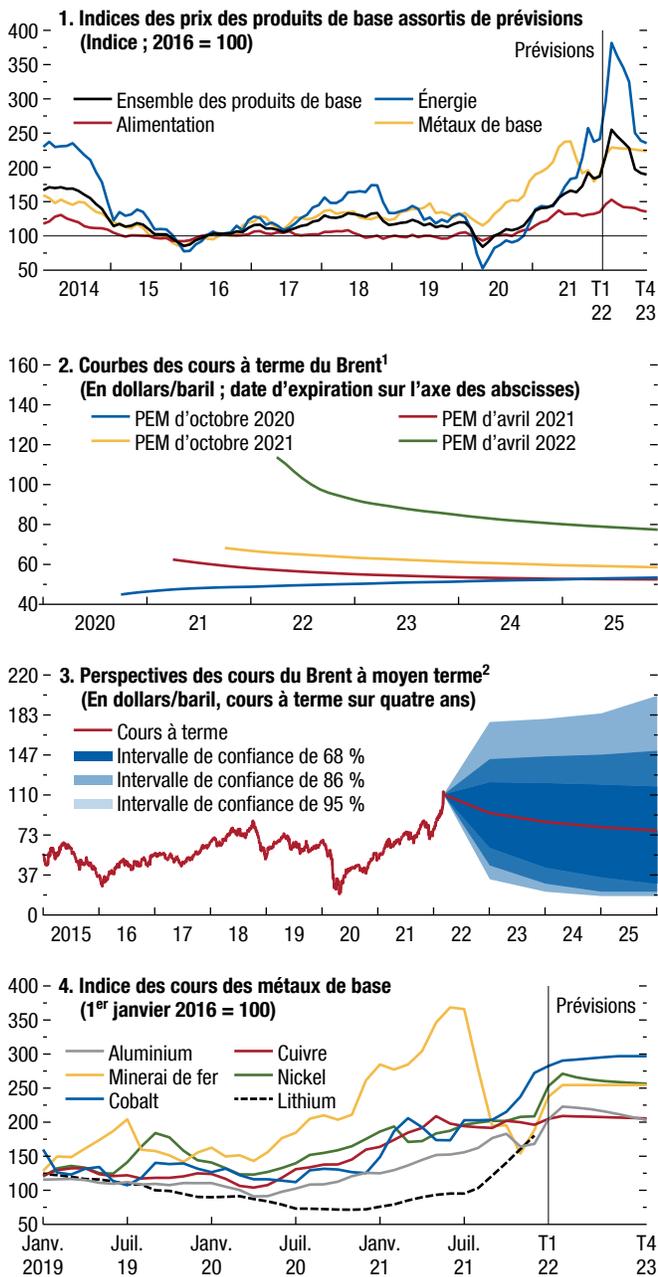
Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande mondiale de pétrole devrait atteindre 99,7 millions de barils par jour (mb/j) en 2022 (soit une hausse de 2,1 mb/j par rapport à 2021), ce qui constitue une révision à la baisse de 1,1 mb/j par rapport à la demande enregistrée avant la guerre en Ukraine. Le risque d'une diminution sensible des exportations de pétrole russe a provoqué un net déplacement vers le haut de la courbe des contrats à terme, marqué par une flambée des prix de ces contrats au cours du premier mois (graphique 1.DS.1, page 2). Selon les données des marchés à terme, les cours du pétrole brut devraient augmenter de 55 % en 2022 et diminuer légèrement par la suite ; ils présentent des risques de hausse à court et à moyen terme qui restent élevés et des risques de baisse à long terme dus à la transition énergétique (graphique 1.DS.1, page 3).

Les marchés du gaz naturel ont été stimulés par des préoccupations relatives à la sécurité énergétique en Europe et par les faibles niveaux de stockage moyens observés au début de l'hiver dernier (graphique 1.DS.2). Il en a résulté une concurrence accrue avec l'Asie du Nord-Est pour les cargaisons de gaz naturel liquide au comptant, ce qui a entraîné une hausse des prix du gaz naturel partout dans le monde, sauf en Amérique du Nord. Les cours du gaz naturel devraient rester élevés jusqu'au milieu de l'année 2023 en raison des préoccupations liées à l'approvisionnement et à la sécurité énergétique, tandis que l'Europe prévoit de réduire sa dépendance au gaz naturel russe. Les prix du charbon ont augmenté de 55 % et ont atteint des sommets historiques au début du mois de mars, en raison de l'équilibre fragile entre l'offre et la demande, des perturbations de la production et du refus d'importer du charbon russe.

Les cours des métaux grimpent à des sommets inégalés depuis 10 ans

L'indice des métaux de base a d'abord reculé après avoir atteint son plus haut niveau en 10 ans en juillet 2021, principalement en raison de la chute de 13,8 % des prix du minerai de fer due aux restrictions temporaires imposées à la production d'acier et au ralentissement de l'activité de construction en Chine (graphique 1.DS.1, page 4). L'indice a commencé à se redresser en décembre, lorsque les restrictions sur la production d'acier ont été levées. L'augmentation de la demande de batteries de véhicules

Graphique 1.DS.1. Évolution du marché des produits de base



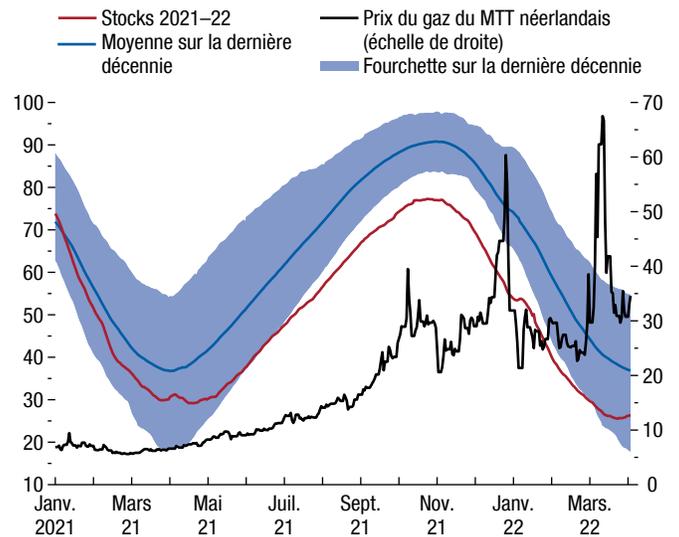
Sources : Bloomberg Finance L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Refinitiv Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Les cours à terme utilisés dans les PEM sont des hypothèses de référence propres à chaque rapport des PEM et sont dérivés des cours à terme. Les cours figurant dans les PEM d'avril 2022 ont été établis à partir des cours du 3 mars 2022 (heure de clôture).

²Établies à partir des cours des options sur contrats à terme du 3 mars 2022.

Graphique 1.DS.2. Stocks européens de gaz et cours du gaz
(En pourcentage ; en dollars par million d'unités thermiques britanniques)



Sources : Argus Media ; Gas Infrastructure Europe ; calculs des services du FMI.
Note : Dernière observation le 29 mars 2022. La dernière décennie correspond à la période 2011–20. MTT = mécanisme de transfert de titres.

électriques a fait grimper les prix du cobalt, du nickel et du lithium. La guerre en Ukraine et les sanctions connexes ont partiellement perturbé les exportations de métaux et de minerais en provenance de la Russie et du Bélarus. Les cours des métaux précieux ont augmenté à la suite d'une révision à la hausse des prévisions d'inflation.

Les cours des métaux de base devaient augmenter de 9,9 % en 2022, alors qu'une baisse de 6,5 % était prévue dans l'édition d'octobre 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*, et rester inchangés en 2023. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont à la hausse en raison de la poursuite des perturbations du commerce des métaux avec la Russie et de la hausse des coûts énergétiques. Les cours des métaux précieux devaient augmenter de 5,8 % en 2022 et de 2,1 % en 2023.

Les prix des produits agricoles augmentent en raison de la guerre, des conditions météorologiques et de la hausse des coûts des engrais

Une augmentation de 17,2 % des prix des boissons et de 21,8 % des cours des céréales a fait grimper le coût des denrées alimentaires, mais a été partiellement compensée par une baisse des prix du sucre et des légumes, de respectivement 5,3 % et 4,8 %. Les cours du blé ont augmenté de 26,4 %, car une grave sécheresse a réduit l'offre de blé de printemps au Canada et dans les plaines du Nord des États-Unis. À l'avenir, la poursuite de la

guerre en Ukraine, grand producteur de blé et de maïs, et la baisse des exportations russes pourraient entraîner une nouvelle flambée des cours mondiaux des céréales ; les mauvaises conditions météorologiques et les prix des engrais restent des sources de risque à la hausse quant aux prix des produits alimentaires.

Désinvestissement dans les combustibles fossiles : rythme et effet sur les prix

Pour assurer la transition vers des énergies propres, il faut réduire considérablement les investissements dans les combustibles fossiles. La récente crise énergétique a toutefois suscité des inquiétudes quant au caractère trop rapide du désinvestissement dans les combustibles fossiles par rapport au rythme d'adoption des énergies renouvelables, en particulier pour le pétrole et le gaz¹. Dans les prochaines parties, nous présentons l'évolution récente des investissements dans le pétrole et le gaz, et en analysons les principaux facteurs déterminants, en examinant le rôle de l'essor du schiste, des politiques climatiques et, plus généralement, de la transition énergétique. Nous constatons ainsi les effets radicalement différents que les politiques climatiques axées sur l'offre ou la demande peuvent avoir sur les cours des combustibles fossiles.

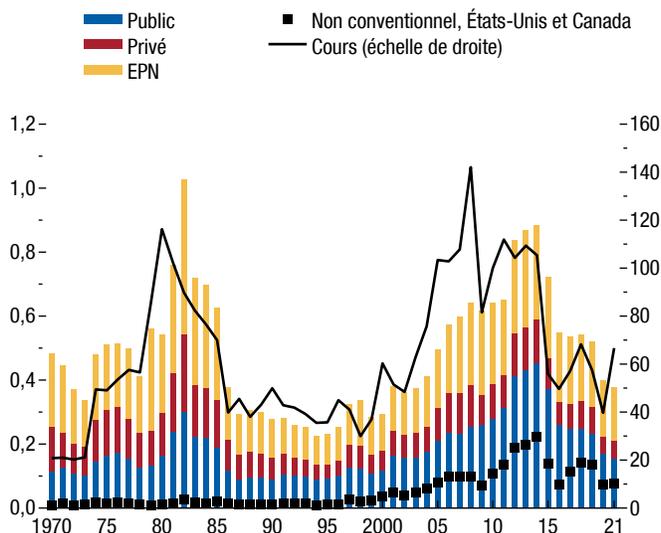
Forte baisse des investissements dans le pétrole et le gaz depuis 2014

Environ la moitié de l'investissement total dans l'énergie en 2021 portait sur des combustibles fossiles et la moitié de cette part était constituée d'investissements *en amont* dans le pétrole et le gaz (AIE, 2021a). Ces derniers déterminent la capacité de production future de gaz naturel, de pétrole brut et de condensats et, par conséquent, l'offre de produits pétroliers, notamment de produits pétrochimiques (tels que l'éthylène et le benzène), de carburéacteur et d'essence moteur.

Après avoir connu un essor pendant la période dite de « révolution du schiste », l'investissement mondial en amont dans le pétrole et le gaz a atteint un pic de 0,9 (3,6) % du PIB mondial (de l'investissement) en 2014. Depuis lors, il est tombé à moins de 0,5 (1,5) % du PIB mondial (de l'investissement) en 2019 et a continué de baisser pendant la pandémie (graphique 1.DS.3). Le

¹Les combustibles fossiles représentent encore plus de 80 % de la consommation d'énergie primaire dans le monde (AIE, 2021a). Les trois quarts des réductions de CO₂ résultant d'une atténuation efficace au niveau mondial au cours de la prochaine décennie seraient dues à une diminution de l'utilisation du charbon plutôt que de celle du pétrole et du gaz.

Graphique 1.DS.3. Investissement dans le pétrole et le gaz en part du PIB mondial
(En pourcentage ; en dollars/baril)



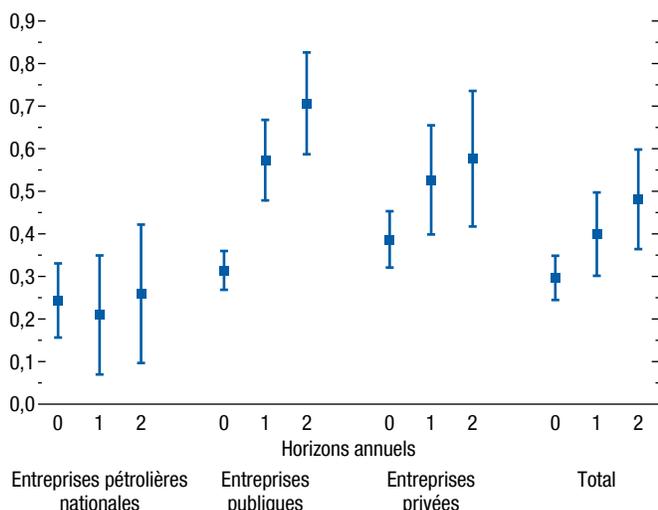
Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Agence internationale de l'énergie ; Rystad Energy UCube ; Bureau d'analyse économique des États-Unis ; estimations des services du FMI.

Note : Le cours du pétrole et du gaz correspond à la moyenne des cours du pétrole brut West Texas Intermediate et du gaz naturel Henry Hub, pondérés par la production mondiale de pétrole et de gaz, divisée par le déflateur du PIB des États-Unis. EPN = entreprise pétrolière nationale.

retournement cyclique a touché de manière disproportionnée les sociétés cotées en bourse, qui, par rapport aux entreprises pétrolières nationales, ont réduit bien plus largement leurs investissements dans le pétrole et le gaz (ce qui concorde avec la baisse plus sensible des investissements dans les Amériques et en Afrique, par opposition au Moyen-Orient et à la Russie)².

Les fluctuations des dépenses d'investissement ne sont pourtant pas inhabituelles dans l'industrie pétrolière et gazière. À partir de données recueillies de 1970 à 2019, une analyse empirique révèle que les cours du pétrole et du gaz sont les principaux facteurs déterminants des dépenses d'investissement (annexe 1.SF.1 en ligne). Une hausse de 10 % des prix du pétrole et du gaz entraîne généralement une augmentation cumulée des investissements mondiaux dans ce secteur de 3 % la même année et de 5 % au bout de deux ans (graphique 1.DS.4). Les entreprises pétrolières nationales sont généralement moins réactives, car leurs décisions d'investissement sont souvent motivées par un plus vaste ensemble de considérations.

²En moyenne, la part des investissements combinés des Amériques et de l'Afrique (Moyen-Orient et Russie) dans le pétrole et le gaz a diminué (augmenté) de 2 (4) points de pourcentage entre la période 2010–14 et la période 2015–21.

Graphique 1.DS.4. Élasticité des prix des dépenses d'investissement mondiales en pétrole et en gaz

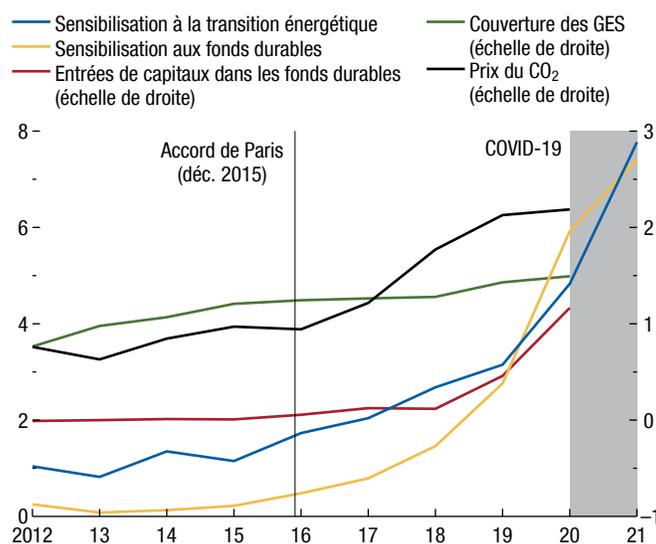
Sources : Rystad Energy UCube ; Bureau d'analyse économique des États-Unis ; estimations des services du FMI.

Note : Les résultats sont basés sur une régression des dépenses d'investissement nominales mondiales (en différences logarithmiques) sur deux retards d'un indice des cours du pétrole et du gaz (en différences logarithmiques) plus des contrôles, sur les années de l'échantillon 1971–2020. Voir l'annexe en ligne 1.SF.1 (disponible en anglais) pour plus de précisions.

Les investissements dans les combustibles fossiles ont suivi un cycle type d'expansion et de récession au cours de la dernière décennie. Cependant, comme les cours du pétrole et du gaz ont baissé de 50 % entre 2014 et 2016, puis se sont partiellement redressés, la diminution de 40 % des dépenses d'investissement entre 2014 et 2019 a été plus prononcée que celle prévue par le modèle, qui devait être de 20 à 25 %. Si de nombreux facteurs ont pu entrer en jeu, la partie suivante porte tout particulièrement sur le rôle qu'a pu jouer la transition vers des énergies propres.

Politiques climatiques, transition énergétique et essor de l'investissement durable

La transition énergétique a une incidence sur les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz par trois vecteurs principaux : celui de la *demande*, lié aux politiques climatiques appliquées à la demande (c'est-à-dire les taxes sur le carbone appliquées à la consommation de combustibles fossiles) ; celui des *anticipations*, lié à la demande future de combustibles fossiles (par exemple les subventions aux investissements dans l'énergie solaire et éolienne ou les mesures annoncées au niveau de la demande, telles que la future interdiction des moteurs à combustion interne) ; et celui de l'*offre*. Les politiques du côté de l'offre imposées par les autorités (telles que les restrictions réglementaires

Graphique 1.DS.5. Indicateurs des politiques climatiques et de la transition énergétique

Sources : Banque mondiale ; *Google Trends* ; calculs des services du FMI.

Note : Les variables de substitution pour la transition énergétique et les fonds durables ainsi que la couverture des GES (en pourcentage) ont été divisées par 10 pour ajuster l'échelle. Le prix du CO₂ est exprimé en dollars par tonne. Les entrées de capitaux dans les fonds durables sont présentées en tant que part de la formation brute de capital fixe mondiale, exprimée en pourcentage. GES = gaz à effet de serre.

et les interdictions de production de combustibles fossiles) ainsi que l'évolution venant de la base des préférences de la population (telles que les restructurations de portefeuille liées à l'investissement durable) augmentent le coût du capital pour les projets concernant des combustibles fossiles (voir l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Effets de l'offre et de la demande sur les dépenses d'investissement

Pour étudier les trois vecteurs, nous avons établi un ensemble d'indicateurs de politique climatique basés sur des données objectives ou temporaires (graphique 1.DS.5 et annexe 1.SF.1 en ligne). Une analyse textuelle permet de mettre en évidence la sensibilisation du public à la transition énergétique (vecteur des anticipations), qui s'est fortement accrue après 2018. Pour bien rendre compte du vecteur de la demande, nous avons pris en considération les taxes sur le carbone (prix du CO₂ et couverture des émissions de gaz à effet de serre par les systèmes d'échange de quotas d'émission). La hausse de ces taxes a ralenti en 2019. Pour le vecteur de l'offre, il est tenu compte de la sensibilisation aux investissements durables et des flux de portefeuille dans les fonds durables, qui ont tous deux fortement augmenté depuis 2018.

Une régression au niveau des entreprises (voir l'annexe 1.SF.1 en ligne) est ensuite utilisée pour évaluer les effets des indicateurs climatiques sur les dépenses d'investissement des entreprises productrices de combustibles fossiles (groupe expérimental). Des entreprises ne relevant pas du secteur de l'énergie servent de groupe témoin. Les données vont de 2012 à 2020, mais il n'est pas tenu compte de la période de pandémie dans l'échantillon d'estimation :

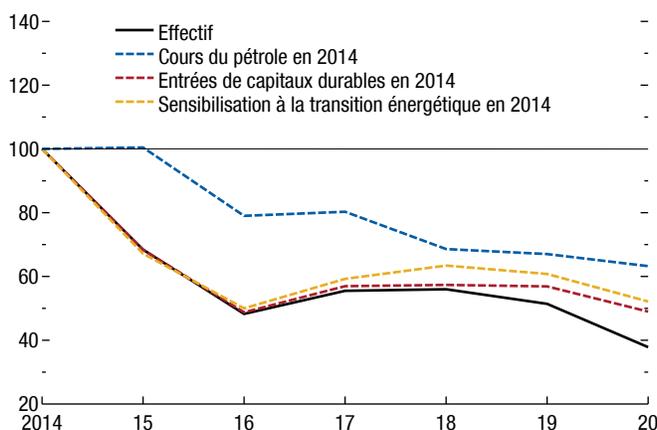
$$y_{ist} = a + \lambda D_s + (\beta_1 C_t + \beta_2 P_{oil,t}) D_s + \gamma X_{ist} + \varepsilon_{ist} \quad (1.DS.1)$$

Dans cette formule, y_{ist} correspond au logarithme des dépenses d'investissement de l'entreprise i , du groupe s , de l'année t ; a est une constante; D_s est la variable muette, égale à 1 pour les entreprises pétrolières et gazières et à 0 par ailleurs; $P_{oil,t}$ correspond aux cours du pétrole et du gaz; et X_{ist} comprend le logarithme des actifs totaux, le ratio dettes/fonds propres, la rotation des actifs, la force de crédit Altman, la région, le secteur et les effets fixes de l'année. C_t représente soit une variable muette depuis l'accord de Paris sur les changements climatiques conclu en 2016, soit un indicateur de politique climatique. Les entreprises du secteur de l'énergie du groupe expérimental tirent la plupart de leurs recettes des activités pétrolières et gazières menées en amont et présentent une faible capacité à se diversifier dans les énergies vertes.

Les résultats de l'estimation indiquent un effondrement des investissements en capital

Après l'accord de Paris, les dépenses d'investissement d'une entreprise pétrolière et gazière type étaient inférieures de 35 % à celles du groupe témoin, même en tenant compte des variables au niveau des entreprises, selon les résultats présentés en détail dans l'annexe 1.DS.1 en ligne. Une partie de cette baisse s'explique par l'effet de la diminution des cours du pétrole, qui est principalement lié au cycle du schiste, marqué par une alternance entre expansion et récession, et qui représente environ la moitié de la baisse des investissements entre 2014 et 2017 (graphique 1.DS.6). Entre 2018 et 2020, cependant, le vecteur des anticipations liées à la transition énergétique a également joué un rôle : si la sensibilisation de la population à la transition énergétique avait été la même qu'en 2014, les investissements « bruns » auraient été 38 % plus élevés en 2020. Les entrées de capitaux dans les fonds durables (vecteur de l'offre) présentent un effet légèrement plus faible, même si leur coefficient n'est pas significatif. Le vecteur de la demande (c'est-à-dire les prix du CO₂ et la couverture des gaz à effet de serre) n'est pas pertinent, car son effet est soit faible, soit déjà englobé dans celui des cours du pétrole. La pandémie a probablement davantage pénalisé

Graphique 1.DS.6. Scénarios contrefactuels pour les dépenses d'investissement en pétrole et gaz (Indice)



Sources : Compustat ; Google Trends ; calculs des services du FMI.

Note : Les lignes en tiret illustrent des scénarios construits avec des données qui appartiennent à l'échantillon pour les dépenses d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz, dans lesquels soit le cours du pétrole, soit la variable de substitution de la transition énergétique, soit les entrées de capitaux dans les fonds durables ont été maintenues à leurs niveaux de 2014.

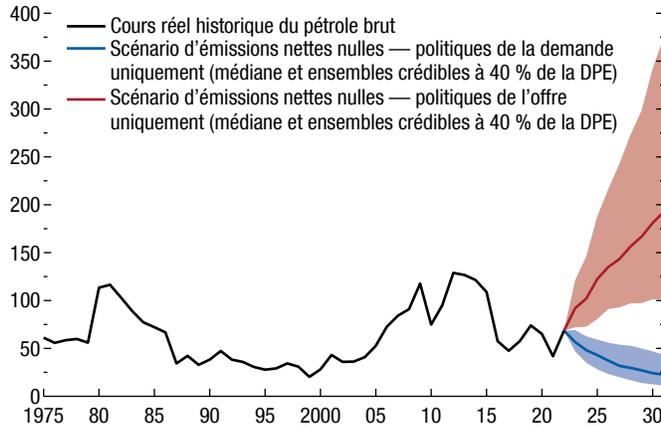
l'investissement brun, sans doute en raison du degré d'incertitude sans précédent, étant donné que 18 % de la baisse enregistrée en 2020 ne s'explique pas entièrement par le modèle économétrique.

Les politiques de l'offre pourraient faire grimper les prix

Quelle incidence les politiques climatiques axées sur l'offre ou la demande pourraient-elles avoir sur les prix ? Il est généralement supposé que la transition énergétique agisse comme un choc de la demande sur les cours des combustibles fossiles. Les subventions en faveur des voitures électriques, par exemple, constituent un choc de demande spécifique au pétrole brut, puisque celui-ci est remplacé par l'électricité, ce qui entraîne une baisse des prix. Toutefois, une trajectoire de baisse des cours des combustibles fossiles peut également résulter de la restriction des flux d'investissement dans le pétrole et le gaz, du fait des pressions exercées par les investissements durables et d'autres mesures du côté de l'offre.

Le cas du pétrole brut met en évidence, sur le plan quantitatif, l'action de deux forces motrices différentes dans le scénario d'émissions nettes nulles de l'Agence internationale de l'énergie (2021b), dans lequel la production de pétrole brut passe de 85 mb/j en 2020 à 66 mb/j en 2030. Premièrement, seules les politiques axées sur la demande sont prises en considération. Dans ce scénario hypothétique, les prix du pétrole pourraient tomber à 20 dollars le baril en 2030, ce qui aurait des conséquences

Graphique 1.DS.7. Les cours du pétrole augmentent (diminuent) dans un scénario d'émissions nettes nulles axé sur des politiques de l'offre (de la demande)
(En dollars/baril)



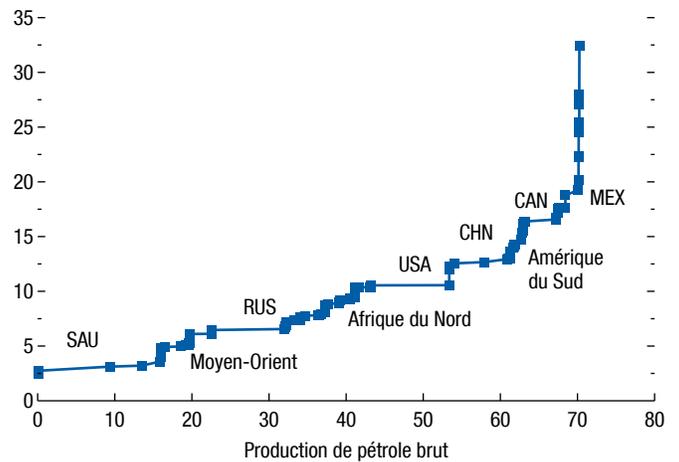
Sources : Agence internationale de l'énergie ; Boer, Pescatori et Stuermer (2021) ; British Petroleum ; Schwerhoff et Stuermer (2020) ; calculs des services du FMI.
Note : Les prix au comptant du pétrole brut Brent ont été ajustés pour l'inflation en utilisant l'indice des prix à la consommation des États-Unis, avec l'année 2020 comme année de base. Voir Boer *et al.* (2021) et l'annexe en ligne 1.SF.1 (en anglais) pour en savoir plus sur les données et la méthode utilisées.
DPE = densité postérieure la plus élevée.

désastreuses pour les pays exportateurs de pétrole (graphique 1.DS.7, ligne bleue). Les rentes diminueraient et la production de pétrole serait mise sous pression dans les régions où les coûts sont élevés (graphique 1.DS.8).

Les réductions de la production de pétrole qui ne sont hypothétiquement motivées *que* par des mesures du côté de l'*offre* exerceraient au contraire une forte pression à la hausse, portant les prix à environ 190 dollars le baril (graphique 1.DS.7, ligne rouge), ce qui profiterait aux pays producteurs au détriment des pays consommateurs. Puisque la production de pétrole serait rentable pour tous les producteurs, les principaux facteurs déterminant la répartition de la production et des rentes seraient les restrictions nationales, les réglementations environnementales et l'accès aux capitaux.

Par conséquent, les deux scénarios hypothétiques montrent que l'on aurait tort de supposer que les prix des combustibles fossiles vont nécessairement baisser en raison de la transition énergétique. Au contraire, les politiques de l'*offre* pourraient exercer une pression à la hausse sur les prix, tandis que les politiques de la *demande* feraient l'inverse. La réalité est, bien entendu, un mélange des deux. Si les mesures prises par les pays sont imprévisibles et non coordonnées, les effets de la transition énergétique sur les prix sont en fin de compte difficiles à déterminer, ce qui accroît l'incertitude.

Graphique 1.DS.8. La production dans les régions à coûts élevés serait sous pression (incertaine) dans un scénario axé sur la demande (l'offre)
(En dollars/baril ; en millions de barils/jour)



Sources : Rystad Energy UCube ; calculs des services du FMI.

Note : Pour la production, il est tenu compte du pétrole brut, mais pas des condensats ni des autres liquides. L'ensemble des données ne comprend pas tous les pays. Les coûts de production correspondent aux moyennes des pays. Les codes pays utilisés dans le graphique sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Conclusions

L'anticipation d'une baisse de la demande de combustibles fossiles et (peut-être, mais dans une moindre mesure) les politiques climatiques axées sur l'offre (y compris l'évolution des préférences du grand public en matière d'investissement durable) ont entraîné une diminution des dépenses d'investissement dans le secteur du pétrole et du gaz à l'échelle mondiale au cours des trois ou quatre dernières années, en particulier pour les sociétés cotées en bourse, dont les investissements auraient diminué de 20 % durant cette période. Cela peut exercer une pression à la hausse persistante sur les cours du pétrole et des autres combustibles fossiles, déplacer la production vers des pays où la réglementation est moins sévère et rendre bien plus incertaines les perspectives d'évolution des prix du pétrole et du gaz. Un effort coordonné entre les pays consommateurs et producteurs de combustibles fossiles sur la question du changement climatique et un désinvestissement dans les combustibles fossiles à un rythme compatible avec celui de l'adoption des énergies renouvelables contribueraient à réduire le risque de voir les prix de l'énergie augmenter et devenir plus volatils. Une réduction de l'incertitude aiderait en outre les pays à procéder aux ajustements nécessaires.

Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Europe	5,9	1,1	1,9	4,9	12,6	7,5	3,0	2,0	2,0	...	...	...
Pays avancés	5,5	3,0	2,2	2,6	5,5	2,7	3,2	1,8	2,1	6,9	6,5	6,4
Zone euro ^{4, 5}	5,3	2,8	2,3	2,6	5,3	2,3	2,4	1,8	2,2	7,7	7,3	7,1
Allemagne	2,8	2,1	2,7	3,2	5,5	2,9	7,4	5,9	6,9	3,5	3,2	3,2
France	7,0	2,9	1,4	2,1	4,1	1,8	-0,9	-1,8	-1,7	7,9	7,8	7,6
Italie	6,6	2,3	1,7	1,9	5,3	2,5	3,3	1,8	2,4	9,5	9,3	9,4
Espagne	5,1	4,8	3,3	3,1	5,3	1,3	0,9	0,3	0,4	14,8	13,4	13,1
Pays-Bas	5,0	3,0	2,0	2,8	5,2	2,3	9,5	7,4	7,3	4,2	4,0	4,0
Belgique	6,3	2,1	1,4	3,2	8,0	1,3	0,9	0,5	0,9	6,3	6,0	5,8
Irlande	13,5	5,2	5,0	2,4	5,7	2,7	13,9	10,2	8,4	6,3	6,0	5,4
Autriche	4,5	2,6	3,0	2,8	5,6	2,2	-0,6	-0,6	0,8	6,2	5,2	4,9
Portugal	4,9	4,0	2,1	0,9	4,0	1,5	-1,1	-2,6	-1,4	6,6	6,5	6,4
Grèce	8,3	3,5	2,6	0,6	4,5	1,3	-6,4	-6,3	-6,1	15,0	12,9	12,4
Finlande	3,3	1,6	1,7	2,1	3,8	2,7	0,9	0,4	0,0	7,6	7,0	6,7
République slovaque	3,0	2,6	5,0	2,8	8,4	4,1	-2,0	-5,0	-4,8	6,8	6,4	6,2
Lituanie	4,9	1,8	2,6	4,6	13,3	4,3	2,7	-0,7	-2,1	7,1	7,3	7,0
Slovénie	8,1	3,7	3,0	1,9	6,7	5,1	3,3	-0,5	-1,4	4,7	4,5	4,5
Luxembourg	6,9	1,8	2,1	3,5	5,6	2,0	2,8	2,0	2,7	5,7	5,0	5,0
Lettonie	4,7	1,0	2,4	3,2	10,0	3,9	-2,9	-1,6	-1,7	7,6	8,1	8,1
Estonie	8,3	0,2	2,2	4,5	11,9	4,6	-1,1	1,6	1,8	6,2	7,2	6,9
Chypre	5,5	2,1	3,5	2,2	5,3	2,3	-7,6	-9,4	-8,3	7,5	8,5	7,5
Malte	9,4	4,8	4,5	0,7	4,7	2,8	-5,1	-1,7	-1,4	3,6	3,5	3,5
Royaume-Uni	7,4	3,7	1,2	2,6	7,4	5,3	-2,6	-5,5	-4,8	4,5	4,2	4,6
Suisse	3,7	2,2	1,4	0,6	2,5	1,6	9,3	6,3	7,0	3,0	2,6	2,7
Suède	4,8	2,9	2,7	2,7	4,8	2,2	5,5	4,9	4,4	8,8	7,8	7,2
République tchèque	3,3	2,3	4,2	3,8	9,0	2,3	-0,8	-0,7	-1,2	2,8	2,5	2,3
Norvège	3,9	4,0	2,6	3,5	3,5	1,8	15,3	19,9	16,8	4,4	3,9	3,8
Danemark	4,1	2,3	1,7	1,9	3,8	2,1	8,4	7,3	7,1	5,1	5,1	5,1
Islande	4,3	3,3	2,3	4,5	6,9	5,5	-2,8	0,6	1,0	6,0	4,7	4,0
Andorre	8,9	4,5	2,7	1,7	2,9	1,3	15,9	16,9	17,4	2,9	2,0	1,8
Saint-Marin	5,2	1,3	1,1	2,1	4,9	2,0	2,7	0,3	1,2	6,2	5,8	5,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe⁶	6,7	-2,9	1,3	9,5	27,1	18,1	1,7	3,2	1,7	...	...	...
Russie	4,7	-8,5	-2,3	6,7	21,3	14,3	6,9	12,4	8,1	4,8	9,3	7,8
Turquie	11,0	2,7	3,0	19,6	60,5	37,2	-1,8	-5,7	-2,0	12,0	11,3	10,6
Pologne	5,7	3,7	2,9	5,1	8,9	10,3	-0,9	-2,9	-2,7	3,5	3,2	3,0
Roumanie	5,9	2,2	3,4	5,0	9,3	4,0	-7,1	-7,0	-6,5	5,3	5,6	5,5
Ukraine ⁷	3,4	-35,0	...	9,4	...	...	-1,1	...	...	9,8	...	...
Hongrie	7,1	3,7	3,6	5,1	10,3	6,4	-0,9	-1,3	0,1	4,1	4,3	4,2
Bélarus	2,3	-6,4	0,4	9,5	12,6	14,1	2,7	-1,2	-1,0	3,9	4,5	4,3
Bulgarie ⁵	4,2	3,2	4,5	2,8	11,0	3,3	-2,0	-2,2	-2,0	5,3	4,9	4,6
Serbie	7,4	3,5	4,0	4,1	7,7	4,7	-4,4	-6,1	-5,7	10,1	9,9	9,7
Croatie	10,4	2,7	4,0	2,6	5,9	2,7	2,0	-0,4	0,3	8,2	7,7	7,4

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

⁵Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovaquie.

⁶Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.

⁷Voir la note pour l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Asie	6,5	4,9	5,1	2,0	3,2	2,7	2,2	1,5	1,3	...	...	...
Pays avancés d'Asie	3,6	2,8	2,8	1,2	2,4	1,7	5,0	3,8	3,6	3,4	3,1	3,0
Japon	1,6	2,4	2,3	-0,3	1,0	0,8	2,9	2,4	2,7	2,8	2,6	2,4
Corée	4,0	2,5	2,9	2,5	4,0	2,4	4,9	2,2	3,2	3,7	3,6	3,5
Taiwan (province chinoise de)	6,3	3,2	2,9	1,8	2,3	2,2	14,7	13,2	11,6	4,0	3,6	3,6
Australie	4,7	4,2	2,5	2,8	3,9	2,7	3,5	3,0	0,5	5,1	4,0	4,3
Singapour	7,6	4,0	2,9	2,3	3,5	2,0	18,1	13,0	12,7	2,6	2,4	2,4
Hong Kong (RAS)	6,4	0,5	4,9	1,6	1,9	2,1	11,2	10,9	9,4	5,2	5,7	4,0
Nouvelle-Zélande	5,6	2,7	2,6	3,9	5,9	3,5	-5,8	-6,5	-5,3	3,8	3,6	3,9
Macao (RAS)	18,0	15,5	23,3	0,0	2,8	2,7	13,8	3,5	14,9	3,0	2,6	1,8
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,3	5,4	5,6	2,2	3,5	2,9	1,0	0,6	0,4	...	...	...
Chine	8,1	4,4	5,1	0,9	2,1	1,8	1,8	1,1	1,0	4,0	3,7	3,6
Inde ⁴	8,9	8,2	6,9	5,5	6,1	4,8	-1,6	-2,9	-2,5	...	...	...
ASEAN-5	3,4	5,3	5,9	2,0	3,5	3,2	-0,1	2,0	0,9	...	...	...
Indonésie	3,7	5,4	6,0	1,6	3,3	3,3	0,3	4,5	0,5	6,5	6,0	5,6
Thaïlande	1,6	3,3	4,3	1,2	3,5	2,8	-2,1	-0,1	2,0	1,5	1,0	1,0
Viet Nam	2,6	6,0	7,2	1,9	3,8	3,2	-0,5	-0,1	0,8	2,7	2,4	2,3
Philippines	5,6	6,5	6,3	3,9	4,3	3,7	-1,8	-2,7	-2,2	7,8	5,8	5,4
Malaisie	3,1	5,6	5,5	2,5	3,0	2,4	3,5	3,9	3,9	4,7	4,5	4,3
Autres pays émergents et pays en développement d'Asie⁵	3,0	4,9	5,5	5,0	8,7	7,2	-2,5	-2,5	-2,0	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie ⁶	7,4	5,4	5,6	2,1	3,2	2,8	1,1	0,7	0,5	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁵Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁶Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5, la Chine et l'Inde.

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Amérique du Nord	5,5	3,6	2,3	4,7	7,4	2,9	-3,1	-3,0	-2,9	...	...	...
États-Unis	5,7	3,7	2,3	4,7	7,7	2,9	-3,5	-3,5	-3,2	5,4	3,5	3,5
Mexique	4,8	2,0	2,5	5,7	6,8	3,9	-0,4	-0,6	-0,7	4,1	4,1	3,9
Canada	4,6	3,9	2,8	3,4	5,6	2,4	0,1	1,1	-0,1	7,4	5,9	5,0
Porto Rico ⁴	1,0	4,8	0,4	2,3	4,4	3,3	...	...	...	7,9	6,9	7,9
Amérique du Sud⁵	7,2	2,3	2,1	12,1	13,7	10,1	-2,0	-1,3	-1,4	...	...	...
Brésil	4,6	0,8	1,4	8,3	8,2	5,1	-1,7	-1,5	-1,6	14,2	13,7	12,9
Argentine	10,2	4,0	3,0	48,4	51,7	43,5	1,3	0,5	0,4	9,3	9,2	8,1
Colombie	10,6	5,8	3,6	3,5	7,7	4,2	-5,7	-3,3	-3,4	13,7	11,9	10,6
Chili	11,7	1,5	0,5	4,5	7,5	4,5	-6,7	-4,5	-3,4	8,9	7,0	6,9
Pérou	13,3	3,0	3,0	4,0	5,5	3,6	-2,8	-1,5	-1,4	10,9	9,3	8,8
Équateur	4,2	2,9	2,7	0,1	3,2	2,4	2,5	2,9	2,5	4,2	4,0	3,8
Venezuela	-1,5	1,5	1,5	1 588,5	500,0	500,0	-1,4	9,0	6,5	...	...	...
Bolivie	6,1	3,8	3,7	0,7	3,2	3,6	0,5	-1,5	-2,0	5,2	4,5	4,0
Paraguay	4,2	0,3	4,5	4,8	9,4	4,5	0,8	-2,9	0,4	7,7	7,2	6,3
Uruguay	4,4	3,9	3,0	7,7	7,0	5,6	-1,9	-0,2	0,0	9,4	7,0	7,0
Amérique centrale⁶	11,0	4,8	4,0	4,5	5,8	4,3	-1,8	-3,1	-2,5	...	...	...
Caraïbes⁷	3,5	10,5	9,1	8,6	11,3	7,4	-5,0	3,1	3,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes ⁸	6,8	2,5	2,5	9,8	11,2	8,0	-1,6	-1,2	-1,2	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales ⁹	3,4	7,6	5,5	1,5	5,0	3,4	-17,2	-17,8	-12,8	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.⁵Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁶Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.⁷Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.⁸Inclut le Mexique et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁹Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Moyen-Orient et Asie centrale	5,7	4,6	3,7	13,2	12,8	10,5	3,0	8,3	5,6	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	6,5	5,0	3,3	11,6	10,9	8,8	5,1	12,0	8,5	...	...	...
Arabie saoudite	3,2	7,6	3,6	3,1	2,5	2,0	6,6	19,5	14,8	6,7	...	...
Iran	4,0	3,0	2,0	40,1	32,3	27,5	2,0	3,5	2,0	9,8	10,2	10,5
Émirats arabes unis	2,3	4,2	3,8	0,2	3,7	2,8	11,7	18,5	14,0	...	...	...
Kazakhstan	4,0	2,3	4,4	8,0	8,5	7,1	-3,0	3,0	0,3	4,9	4,9	4,8
Algérie	4,0	2,4	2,4	7,2	8,7	8,2	-2,8	2,9	-0,2	13,4	11,1	9,8
Iraq	5,9	9,5	5,7	6,0	6,9	4,7	5,9	15,8	10,1	...	...	...
Qatar	1,5	3,4	2,5	2,3	3,5	3,2	14,7	19,9	15,1	...	...	...
Koweït	1,3	8,2	2,6	3,4	4,8	2,3	16,1	31,3	27,2	1,3	...	...
Azerbaïdjan	5,6	2,8	2,6	6,7	12,3	8,7	15,2	37,2	28,5	6,0	5,9	5,8
Oman	2,0	5,6	2,7	1,5	3,7	2,2	-3,7	5,9	5,6	...	...	...
Turkménistan	4,9	1,6	2,5	15,0	17,5	10,5	2,0	5,8	5,9	...	...	...
Pays importateurs de pétrole^{5,6}	4,5	3,9	4,4	16,0	15,9	13,3	-4,0	-6,0	-5,2	...	...	...
Égypte	3,3	5,9	5,0	4,5	7,5	11,0	-4,6	-4,3	-4,6	7,3	6,9	6,9
Pakistan	5,6	4,0	4,2	8,9	11,2	10,5	-0,6	-5,3	-4,1	7,4	7,0	6,7
Maroc	7,2	1,1	4,6	1,4	4,4	2,3	-2,9	-6,0	-4,0	11,9	11,7	11,1
Ouzbékistan	7,4	3,4	5,0	10,8	11,8	11,3	-7,0	-9,5	-7,4	9,5	10,0	9,5
Soudan	0,5	0,3	3,9	359,1	245,1	111,4	-5,9	-6,6	-7,0	28,3	30,2	29,3
Tunisie ⁷	3,1	2,2	...	5,7	7,7	...	-6,2	-10,1	...	...	...	...
Jordanie	2,0	2,4	3,1	1,3	2,8	2,5	-10,1	-5,9	-4,6	24,4	...	...
Géorgie	10,4	3,2	5,8	9,6	9,9	5,1	-9,8	-11,4	-7,5	20,3	18,5	19,2
Arménie	5,7	1,5	4,0	7,2	7,6	6,0	-2,4	-6,2	-5,9	18,5	19,5	19,0
Tadjikistan	9,2	2,5	3,5	8,7	10,0	10,5	2,8	-1,4	-2,2	...	...	...
République kirghize	3,7	0,9	5,0	11,9	13,2	10,1	-5,2	-12,2	-9,3	6,6	6,6	6,6
Bande de Gaza et Cisjordanie	6,0	4,0	3,5	1,2	2,8	2,4	-12,7	-12,8	-12,4	26,4	25,7	25,0
Mauritanie	3,0	5,0	4,4	3,8	4,9	4,0	-2,2	-14,0	-13,4	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	5,6	2,6	4,2	9,2	10,7	8,6	-0,8	5,6	3,2	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	5,7	4,8	3,7	13,8	13,1	10,8	3,3	8,5	5,8	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,8	5,0	3,6	14,6	13,4	10,8	3,6	9,5	6,6	...	...	...
Israël ⁸	8,2	5,0	3,5	1,5	3,5	2,0	4,6	3,2	3,1	5,0	3,9	3,8
Maghreb ⁹	22,2	2,2	3,2	5,0	6,8	5,7	-1,2	1,2	-0,6	...	...	...
Mashreq ¹⁰	2,9	5,2	4,8	9,0	10,2	11,5	-5,8	-5,2	-5,2	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi Bahreïn, la Libye et le Yémen.

⁵Ce groupe comprend aussi Djibouti, le Liban et la Somalie. Voir la note sur le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁶L'Afghanistan et la Syrie sont exclus en raison de l'incertitude entourant leur situation politique. Voir les notes sur ces pays dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁷Voir la note sur la Tunisie dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

⁹Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

¹⁰Bande de Gaza et Cisjordanie, Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections		2021	Projections	
		2022	2023		2022	2023		2022	2023		2022	2023
Afrique subsaharienne	4,5	3,8	4,0	11,0	12,2	9,6	-1,1	-1,7	-2,5	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	2,9	3,4	3,1	16,8	16,3	12,4	0,7	1,9	0,2	...	...	...
Nigéria	3,6	3,4	3,1	17,0	16,1	13,1	-0,8	-1,1	-1,1	...	...	...
Angola	0,7	3,0	3,3	25,8	23,9	13,2	11,3	11,0	4,9	...	...	...
Gabon	0,9	2,7	3,4	1,1	2,9	2,6	-6,9	1,7	-0,1	...	...	...
Tchad	-1,1	3,3	3,5	-0,8	4,1	3,1	-4,5	1,3	-2,3	...	...	...
Guinée équatoriale	-3,5	6,1	-2,9	-0,1	4,0	3,9	-3,4	-1,6	-2,0	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire⁵	5,0	3,3	3,3	5,6	7,2	5,3	0,6	-1,1	-2,0	...	...	...
Afrique du Sud	4,9	1,9	1,4	4,5	5,7	4,6	3,7	1,3	-1,0	34,2	35,2	37,0
Ghana	4,2	5,2	5,1	10,0	16,3	13,0	-3,0	-3,6	-3,5	...	...	...
Côte d'Ivoire	6,5	6,0	6,7	4,2	5,5	2,3	-3,7	-4,8	-4,4	...	...	...
Cameroun	3,5	4,3	4,9	2,3	2,9	2,3	-3,3	-1,6	-2,9	...	...	...
Zambie	4,3	3,1	3,6	20,5	15,7	9,2	6,7	4,4	4,3	...	...	...
Sénégal	6,1	5,0	9,2	2,2	3,0	2,2	-11,8	-13,0	-8,4	...	...	...
Pays à faible revenu⁶	5,6	4,8	5,6	11,2	13,6	11,3	-5,0	-6,5	-6,1	...	...	...
Éthiopie	6,3	3,8	5,7	26,8	34,5	30,5	-3,2	-4,5	-4,4	...	...	...
Kenya	7,2	5,7	5,3	6,1	7,2	7,1	-5,4	-5,8	-5,3	...	...	...
Tanzanie	4,9	4,8	5,2	3,7	4,4	5,4	-3,3	-4,3	-3,6	...	...	...
Ouganda	5,1	4,9	6,5	2,2	6,1	4,1	-7,9	-7,0	-9,8	...	...	...
République démocratique du Congo	5,7	6,4	6,9	9,0	6,4	6,1	-1,0	-0,3	-0,3	...	...	...
Burkina Faso	6,9	4,7	5,0	3,9	6,0	2,0	-3,1	-5,7	-5,3	...	...	...
Mali	3,1	2,0	5,3	4,0	8,0	3,0	-4,5	-5,3	-4,9	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans le tableau A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

⁵Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.

⁶Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif*(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne										Projections	
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Monde	2,5	2,1	2,1	1,8	2,5	2,4	1,7	-4,2	5,4	2,8	2,5	
Pays avancés	1,0	1,5	1,7	1,3	2,0	1,9	1,3	-5,0	5,0	3,0	2,1	
États-Unis	0,9	1,6	2,0	0,9	1,6	2,4	1,8	-4,2	5,4	3,3	1,8	
Zone euro ¹	0,5	1,2	1,7	1,6	2,4	1,6	1,3	-6,7	5,3	2,7	2,2	
Allemagne	1,4	1,8	0,6	1,4	2,3	0,8	0,8	-4,6	2,7	2,0	2,6	
France	0,6	0,5	0,6	0,8	2,2	1,5	1,4	-8,3	6,7	2,7	1,1	
Italie	-0,9	-0,1	0,9	1,5	1,8	1,1	0,7	-8,8	7,4	2,4	1,7	
Espagne	-0,4	1,7	3,9	2,9	2,8	1,9	1,3	-11,3	5,0	4,4	2,9	
Japon	0,7	0,5	1,7	0,8	1,8	0,8	0,0	-4,2	1,9	2,7	2,8	
Royaume-Uni	0,5	2,2	1,8	1,4	1,5	1,0	1,1	-9,7	6,7	3,3	0,8	
Canada	0,9	1,8	-0,1	0,0	1,8	1,4	0,4	-6,4	3,9	2,7	1,7	
Autres pays avancés ²	2,6	2,2	1,5	1,8	2,5	2,0	1,3	-2,4	5,1	2,8	2,5	
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,1	2,8	2,8	3,3	3,3	2,4	-3,3	5,9	2,7	3,3	
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,3	5,8	5,9	5,8	5,7	5,6	4,4	-1,5	6,5	4,7	5,0	
Chine	9,7	6,7	6,5	6,2	6,4	6,3	5,6	2,1	8,0	4,4	5,1	
Inde ³	6,2	6,2	6,8	7,1	5,7	5,4	2,6	-7,3	7,9	7,1	5,9	
ASEAN-5 ⁴	4,0	3,4	3,7	3,9	4,3	4,3	3,7	-4,5	2,5	4,3	4,9	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,1	1,5	0,5	1,6	3,9	3,3	2,4	-1,7	6,7	4,0	0,8	
Russie	4,2	-1,1	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,2	-2,3	5,1	-8,5	-2,2	
Amérique latine et Caraïbes	2,7	0,1	-0,8	-1,9	0,3	0,2	-1,3	-8,1	5,9	1,7	1,6	
Brésil	3,0	-0,4	-4,4	-4,1	0,5	1,0	0,4	-4,6	4,2	0,2	0,8	
Mexique	0,8	1,6	2,1	1,5	1,0	1,1	-1,2	-9,0	3,8	1,1	1,6	
Moyen-Orient et Asie centrale	2,2	0,6	0,5	1,0	-0,3	0,5	0,2	-5,0	6,1	2,7	1,9	
Arabie saoudite	1,3	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,1	-2,0	-6,3	1,9	5,5	1,6	
Afrique subsaharienne	2,7	2,3	0,5	-1,2	0,3	0,6	0,4	-4,3	1,9	1,2	1,4	
Nigéria	4,5	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	1,1	0,9	0,6	
Afrique du Sud	1,9	-0,1	-0,2	-0,8	-0,3	0,0	-1,3	-7,8	4,0	0,4	-0,1	
<i>Pour mémoire</i>												
Union européenne	0,9	1,5	2,1	1,9	2,8	2,1	1,8	-6,1	5,4	2,7	2,4	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,6	0,0	0,2	2,1	-1,0	0,0	-0,2	-5,5	2,5	3,1	1,8	
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,9	3,2	3,0	3,1	3,5	3,6	2,5	-3,2	6,1	3,1	3,5	
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,8	2,2	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,1	2,5	2,4	3,1	

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.³Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Bibliographie

- Auclert, Adrien, Hannes Malmberg, Frédéric Martenet, and Matthew Rognlie. 2021. "Demographics, Wealth, and Global Imbalances in the Twenty-First Century." NBER Working Paper 29161, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Barrett, Philip, Maximiliano Appendino, Kate Nguyen, and Jorge de Leon Miranda. 2020. "Measuring Social Unrest Using Media Reports." IMF Working Paper 20/129.
- Bernanke, Ben S. 2005. "The Global Saving Glut and the US Current Account Deficit." Remarks at the Homer Jones Lecture, St. Louis, MO, April 14.
- Black, Simon, Ian Parry, James Roaf, and Karlygash Zhunussova. 2021. "Not Yet on Track to Net Zero: The Urgent Need for Greater Ambition and Policy Action to Achieve Paris Temperature Goals." *IMF Staff Climate Note* 2021/005, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Blanchard, Olivier. 2022. *Fiscal Policy under Low Interest Rates*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Boer, Lukas, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2021. "Energy Transition Metals." IMF Working Paper 21/243, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Borio, Claudio, Piti Disyatat, Mikael Juselius, and Phurichai Rungcharoenkitkul. 2017. "Why So Low for So Long? A Long-Term View of Real Interest Rates." BIS Working Papers, Bank for International Settlements, Basel.
- British Petroleum. 2021. *Statistical Review of World Energy 2021*. London.
- Caballero, Ricardo J., and Emmanuel Farhi. 2014. "The Safety Trap." NBER Working Paper 19927 National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Casella, Bruno, Richard Bolwijn, Daniel Moran, and Keiichiro Kanemoto. 2019. "Improving the Analysis of Global Value Chains: The UNCTAD-Eora Database." *Transnational Corporations* 26(3). United Nations, New York and Geneva.
- Celasun, Oya, Niels-Jakob H. Hansen, Aiko Mineshima, Mariano Spector, and Jing Zhou. 2022. "Supply Bottlenecks: Where, Why, How Much, and What Next?" IMF Working Paper 22/31, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chateau, J., F. Jaumotte, and G. Schwerhoff. Forthcoming. "Economic and Environmental Benefits of International Cooperation on Climate Policies." IMF Research Department Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Duval, Roman, Yi Ji, Longji Li, Myrto Oikonomou, Carlo Pizzinelli, Ipei Shibata, Alessandra Sozzi, and Marina M. Tavares. 2022. "Labor Market Tightness in Advanced Economies." IMF Staff Discussion Note SDN/2022/001.
- Eggertsson, Gauti B., Neil R. Mehrotra, and Jacob A. Robbins. 2019. "A Model of Secular Stagnation: Theory and Quantitative Evaluation." *American Economic Journal: Macroeconomics* 11 (1): 1–48.
- Gaspar, Medas, and Perrelli. 2021. Global Debt Reaches a Record \$226 Trillion, IMF blog, <https://blogs.imf.org/2021/12/15/global-debt-reaches-a-record-226-trillion/>.
- Goldman Sachs. 2021. "Supply Chains, Global Growth, and Inflation." *Global Economics Analyst* (September).
- Goodhart, Charles, and Manoj Pradhan. 2020. *The Great Demographic Reversal: Ageing Societies, Waning Inequality, and an Inflation Revival*. Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan.
- Grigoli, Francesco, Josef Platzer, and Robin Tietz. Forthcoming. "A Long-Run View on the Determinants of Neutral Interest Rates."
- Harstad, Bard. 2012. "A Case for Supply-Side Environmental Policy." *Journal of Political Economy* 120 (1): 77–115.
- Hoel, Michael. 1994. "Efficient Climate Policy in the Presence of Free Riders." *Journal of Environmental Economics and Management* 27 (3): 259–74.
- International Energy Agency (IEA). 2021a. *World Energy Outlook 2021*. Paris.
- International Energy Agency (IEA). 2021b. "Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector." Paris.
- Kemp, Harri, Rafael Portillo, and Marika Santoro. Forthcoming. "Quantifying the Macro Effects of Global Supply Disruptions." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Kopecky, Joseph, and Alan M. Taylor. 2020. "The Murder-Suicide of the Rentier: Population Aging and the Risk Premium." Trinity College Dublin, Department of Economics Trinity Economics Papers tep1220.
- Maddison, A. 2010. "Historical Statistics of the World Economy: 1-2008 AD." <http://www.ggd.net/maddison/>.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021a. "The Saving Glut of the Rich." Unpublished.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021b. "What Explains the Decline in r^* ? Rising Income Inequality versus Demographic Shifts." Proceedings of the Kansas City Federal Reserve Jackson Hole Symposium, August 26–28.
- Novta, Natalija, and Evgenia Pugacheva. 2021. "The Macroeconomic Costs of Conflict." *Journal of Macroeconomics* 68.
- Parry, Ian, Simon Black, and James Roaf. 2021. "Proposal for an International Carbon Price Floor among Large Emitters." IMF Staff Climate Notes 2021/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Pizzinelli, C., and I. Shibata. 2022. "Has COVID-19 Induced Labor Market Mismatch? Evidence from the US and the UK." IMF Working Paper 22/5, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Platzer, Josef, and Marcel Peruffo. 2022. "Secular Drivers of the Natural Rate of Interest in the United States: A Quantitative Evaluation." IMF Working Paper 22/030, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Rachel, Lukasz, and Lawrence H. Summers. 2019. "On Secular Stagnation in the Industrialized World." *Brookings Papers on Economic Activity*, 1–54, Washington, DC.
- Rystad Energy, UCube Database, January 2022.

Sajedi, Rana, and Gregory Thwaites. 2016. "Why Are Real Interest Rates So Low? The Role of the Relative Price of Investment Goods." *IMF Economic Review* 64 (4): 635–59.

Straub, Ludwig. 2019. "Consumption, Savings, and the Distribution of Permanent Income." Unpublished. Harvard University, Cambridge, MA.

Schwerhoff, Gregor, and Martin Stuermer. 2015. "Non-Renewable Resources, Extraction Technology, and Endogenous Growth." Dallas Federal Reserve Working Paper 1506, updated version, August 2020. Federal Reserve Bank of Dallas.

Pendant la pandémie, en particulier durant sa phase la plus aiguë, les politiques publiques ont contribué à maintenir l'accès du secteur privé au crédit, empêchant ainsi une récession plus profonde en 2020. Ce chapitre vise à déterminer si l'augmentation de l'endettement qui en a résulté risque de ralentir la reprise. D'après les estimations, l'effet de frein sur la reprise pour les trois années à venir se chiffrerait, en moyenne, à 0,9 % du PIB dans les pays avancés et à 1,3 % dans les pays émergents. Toutefois, les analyses fondées sur des données microéconomiques montrent que la reprise sera probablement plus lente dans les pays où 1) l'endettement est concentré sur les entreprises vulnérables et les ménages à faibles revenus, 2) les procédures d'insolvabilité sont inadaptées, 3) le secteur public et le secteur privé se désendettent au même moment et 4) la politique monétaire doit se durcir rapidement. Pour les pays qui se préparent à normaliser la politique monétaire, évaluer la répartition de l'endettement est essentiel afin de prévoir le rythme de la reprise et d'ajuster le processus de retrait du soutien accordé pendant la pandémie. Dans un petit nombre de pays où la reprise est bien engagée et où les bilans du secteur privé sont en bonne santé, le soutien budgétaire peut être réduit plus rapidement, ce qui facilitera la tâche des banques centrales. Ailleurs, un soutien budgétaire ciblé — dans les limites d'un cadre budgétaire crédible à moyen terme — pourrait être utilisé pour amoindrir les risques de déstabilisation et de séquelles.

Introduction

Les politiques accommodantes menées durant la phase aiguë de la crise de la COVID-19 ont atténué son coût économique global en fournissant des liquidités abondantes et bon marché aux ménages et aux entreprises touchés. Mais ces politiques ont également entraîné une augmentation rapide de la dette, en prolongeant la hausse soutenue de l'endettement que les conditions financières favorables en place depuis la crise financière mondiale de 2008 avaient jusque-là alimentée. L'envolée de la dette *privée* mondiale en 2020 — 13 % du PIB — a été généralisée, plus rapide que pendant la crise financière mondiale

Les auteurs de ce chapitre sont Silvia Albrizio, Sonali Das, Christoffer Koch, Jean-Marc Natal (chef d'équipe) et Philippe Wingender ; ils ont bénéficié du soutien d'Evgenia Pugacheva et Yarou Xu. Les auteurs tiennent à remercier Ludwig Straub pour ses commentaires très utiles sur une première version de ce texte.

et presque aussi ample que la hausse de la dette publique (graphique 2.1, page 1). L'augmentation des ratios d'endettement a été moins importante pour les ménages que pour les sociétés non financières, qui sont entrées dans la pandémie avec un endettement déjà élevé (Rapport sur la stabilité financière dans le monde, éditions d'avril et d'octobre 2021), et, particulièrement dans les pays avancés, ont profité de vastes garanties de crédit, programmes de prêts concessionnels et moratoires sur les paiements d'intérêts (graphique 2.1, page 2).

Cela va-t-il modifier la nature de la reprise à venir ? Après tout, la dette de quelqu'un est l'actif d'un autre, alors, en quoi cela devrait-il nous inquiéter ?

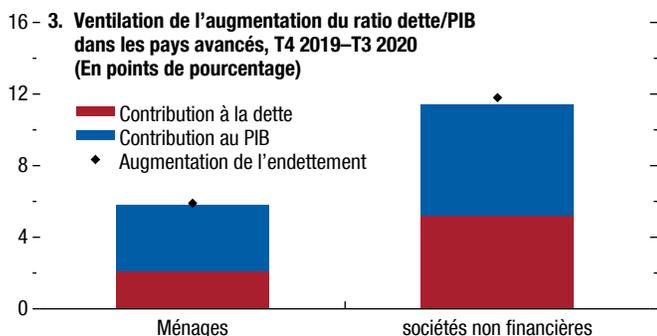
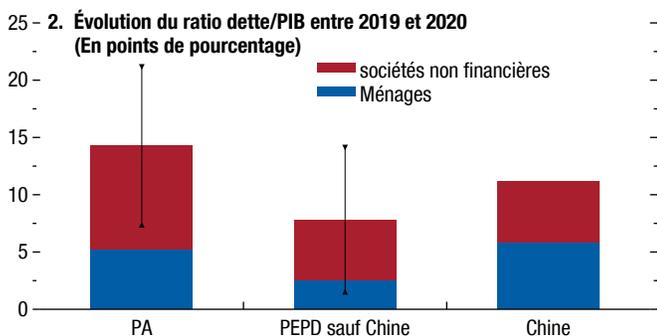
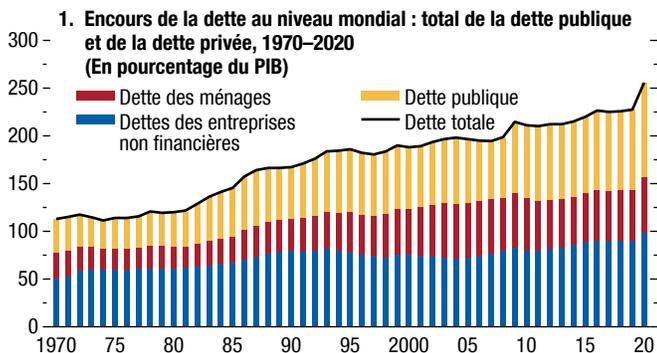
Répondre à ces questions nécessite d'approfondir les raisons qui font que la dette privée est importante. La *première raison* est que les débiteurs et les créanciers sont différents¹. Les emprunteurs sont généralement dans une gêne financière plus ou moins aiguë selon les ressources financières dont ils disposent. Les ménages et les entreprises ayant un patrimoine important et beaucoup de liquidités peuvent supporter de grandes variations de leur endettement sans que cela n'affecte fortement leurs dépenses ; une augmentation de la dette finance souvent l'accumulation d'actifs qui pourront être utilisés par la suite pour financer la consommation ou l'investissement. Pour les ménages et les entreprises qui ont peu de patrimoine et aucune trésorerie, en revanche, la contrainte est plus aiguë. Leur sensibilité aux cycles d'endettement et leur réaction aux changements de politique budgétaire et monétaire sont aussi plus vives. Cette distinction est particulièrement pertinente si la hausse des taux d'intérêt entraîne un resserrement des conditions financières et une instabilité financière (édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et chapitre 1).

La *deuxième raison* est que les épisodes d'accumulation de dettes risquent de faire long feu et de laisser place à des périodes de désendettement accompagné de déficits de croissance. Schématiquement, des conditions financières

¹Tobin (1980) avance que « la population ne se répartit pas de façon aléatoire entre débiteurs et créanciers. Les débiteurs ont emprunté pour de bonnes raisons, qui indiquent, pour la plupart, une propension marginale élevée à dépenser leur patrimoine, leur revenu courant ou toute autre source liquide dont ils puissent disposer. »

Graphique 2.1. Augmentation rapide de la dette privée

La dette privée a augmenté dans les mêmes proportions que la dette publique en 2020. La plus forte augmentation a eu lieu dans les pays avancés, et l'on observe d'importantes variations d'un pays à l'autre.



Sources : Gaspar, Medas et Perrelli (2021) ; base de données mondiale du FMI sur la dette ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, la dette publique désigne la catégorie de dette la plus vaste dont on dispose (secteur public non financier, administrations publiques et administration centrale, par ordre d'importance décroissante). La dette privée (ménages et sociétés non financières) désigne uniquement les prêts et les titres. Le total de la dette (exprimé en pourcentage du PIB) ne correspond pas exactement à la somme des composantes de la dette publique et de la dette privée. Cela s'explique par le fait que les variables correspondantes ne sont pas uniformément couvertes pour tous les pays, ce qui fait varier les pondérations affectées à chaque pays. Dans la page 2, les traits verticaux représentent un écart-type pour la dette privée. PA = pays avancés ; PEPPD = pays émergents et pays en développement.

peu restrictives favorisent l'accumulation de dettes, ce qui stimule les dépenses, la croissance et les prix des actifs, et, avec l'augmentation de la valeur des garanties, incite davantage au crédit. Cette dynamique finit par s'arrêter lorsque les rendements sont décevants ou trop faibles pour justifier de nouveaux investissements financés par l'emprunt, que les prêteurs rechignent à renouveler les crédits et à accorder de nouveaux prêts, ou que les conditions financières se durcissent et que le service de la dette se renchérit au point de prendre le pas sur d'autres dépenses.

La troisième raison est que les circonstances nationales des pays comptent également. Pour les pays ayant un espace budgétaire limité, soutenir la demande intérieure peut s'avérer difficile ; le désendettement du secteur public et celui du secteur privé peuvent être concomitants, détériorant encore les perspectives de croissance. Dans les pays où la restructuration de dettes ou la liquidation d'entreprises s'imposent, un régime des faillites performant peut être un outil précieux pour assurer la réaffectation du capital à des usages productifs. La vigueur de la reprise dépendra aussi beaucoup de la solidité des intermédiaires financiers. Après un resserrement de la politique monétaire, la pression pour se désendetter peut être plus forte là où les instruments macroprudentiels sont inefficaces², surtout dans les pays où la santé du secteur souverain et celle du secteur bancaire sont étroitement liées (édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, chapitre 2).

Alors que les États organisent le retrait progressif des mesures d'urgence prises face à la pandémie, le lourd poids de la dette est l'un des principaux problèmes qu'ils devront affronter. Ce chapitre vise à répondre à deux séries de questions.

- *Le fardeau de dette privée hérité de la pandémie influencera-t-il le rythme de la reprise ?* Dans quelle mesure la consommation et l'investissement privés pourraient-ils s'en trouver freinés ? Cela dépend-il de la répartition de la dette parmi les ménages et les entreprises ? De l'espace budgétaire dont dispose le pays ? Du régime d'insolvabilité ?
- *Quelles sont les principales conséquences pour la politique économique ?* Un niveau élevé de dette privée ou sa répartition entre les ménages et les entreprises ont-ils un effet sur la transmission et l'efficacité des politiques anticycliques ? Qu'est-ce que cela implique pour le rythme de la normalisation et du rééquilibrage pendant la reprise, et comment devrait se présenter le dosage macroéconomique ?

²Pour une analyse des conséquences de l'accumulation de l'endettement du secteur privé sur les risques pour la stabilité macrofinancière et le rôle de la politique macroprudentielle, voir Barajas *et al.* (2021).

Les principaux constats se résument comme suit.

Accumulation de dettes liées à la pandémie : La dette des sociétés non financières a bondi, essentiellement par le fait des entreprises vulnérables (ratio d'endettement élevé, faible liquidité, faible rentabilité) dans les branches d'activité les plus touchées (celles impliquant beaucoup de contacts interpersonnels, par exemple). Pour l'autre segment du secteur privé non financier, l'accumulation de dette a été plus modeste en général, mais, dans certains cas, fortement concentrée sur les ménages à faibles revenus. On constate de grandes différences d'un pays à l'autre, avec des répercussions importantes sur la croissance future.

Cycles d'endettement, hétérogénéité et croissance future : Les niveaux actuels d'endettement du secteur privé devraient exercer un certain effet de frein sur la croissance future du PIB. D'après les estimations fondées sur des données transnationales agrégées, le ralentissement pour les trois années à venir se chiffrerait, en moyenne, à 0,9 % du PIB dans les pays avancés et à 1,3 % dans les pays émergents. Toutefois, le frein à la croissance en période postpandémique pourrait être beaucoup plus puissant dans les pays où 1) l'endettement est plus concentré sur les ménages en difficulté financière et les entreprises vulnérables, 2) le régime d'insolvabilité est insuffisant, 3) l'espace budgétaire est restreint et 4) la politique monétaire doit se durcir rapidement. Ainsi, on estime qu'un resserrement brutal de 100 points de base ralentirait l'investissement par les entreprises très endettées de 6½ points de pourcentage en cumul sur deux ans, soit 4 points de pourcentage de plus que pour les entreprises peu endettées. L'effet pourrait être plus marqué si le relèvement des taux d'intérêt provoque une instabilité financière (édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Conséquences pour les politiques publiques : Il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les considérations de répartition dans l'élaboration des prévisions et des politiques macroéconomiques. Par exemple, là où la reprise est bien engagée et où les bilans du secteur privé sont en bonne santé — principalement dans les pays avancés qui ont bénéficié d'un soutien généreux des pouvoirs publics pendant la pandémie —, l'aide budgétaire pourrait être réduite plus rapidement, ce qui faciliterait la tâche des banques centrales. Ailleurs, là où la reprise est peut-être moins vaillante, un soutien budgétaire ciblé, dans un cadre budgétaire à moyen terme crédible, pourrait atténuer les risques de perturbations et de séquelles (édition d'avril 2022 du Moniteur des finances publiques). Lorsque le ciblage est difficile et l'espace budgétaire restreint, les pays peuvent être amenés à envisager des mesures d'accroissement des recettes pour financer diverses priorités. Le renforcement de la discipline

fiscale et d'autres réformes pour moderniser la fiscalité des entreprises sont des pistes possibles, qui pourraient prendre la forme, par exemple, d'un relèvement ponctuel de l'impôt sur les sociétés afin de taxer l'excédent de bénéfices lié à la pandémie (FMI, 2021a).

Ce chapitre reprend des travaux antérieurs du FMI (édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; éditions d'avril 2012 et d'avril 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* ; édition d'octobre 2020 des *Perspectives économiques régionales pour l'Europe* ; édition d'octobre 2020 des *Perspectives économiques régionales pour l'Hémisphère occidental*) et s'appuie sur une série d'ouvrages et de publications dont les auteurs se sont attachés à démontrer l'importance de l'hétérogénéité (Jappelli et Pistaferri, 2014 ; Cloyne *et al.*, 2018 ; Kaplan, Moll et Violante, 2018 ; Ottonello et Winberry, 2020) et de l'endettement (Bernanke, Gertler et Gilchrist, 1999 ; Iacoviello, 2005 ; Eggertsson et Krugman, 2012 ; Jordà, Schularick et Taylor, 2011 ; Dell'Ariccia *et al.*, 2016 ; Mian, Sufi et Verner, 2017 ; Drehman, Juselius et Korinek, 2017) dans la transmission et l'amplification des chocs et des politiques économiques.

Le chapitre commence par faire le point sur l'évolution récente des bilans des ménages et des sociétés non financières, en se concentrant sur la répartition de la dette. Les effets macroéconomiques de l'accumulation de l'endettement sur la croissance future sont estimés au moyen de régressions de panel transnationales. Des données microéconomiques sur les ménages et les entreprises servent ensuite à analyser le rôle de l'hétérogénéité et l'importance des politiques anticycliques et structurelles.

L'endettement du secteur privé pendant la pandémie

Cette partie examine l'évolution historique des bilans des ménages et des entreprises en se concentrant sur la récession due à la COVID-19 et l'accumulation de l'endettement par des groupes hétérogènes de ménages et d'entreprises.

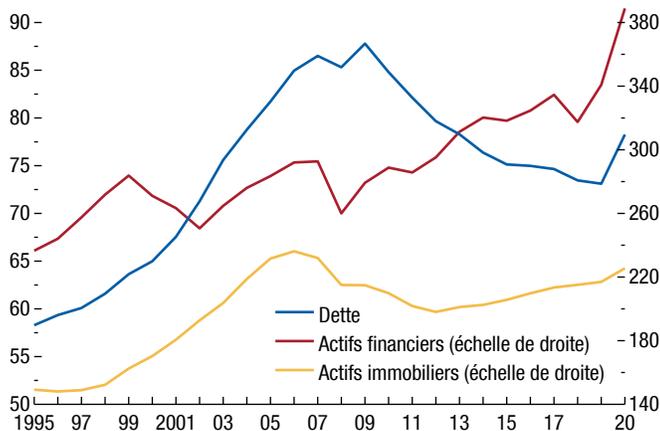
Évolution du bilan des ménages

Un cycle mondial des actifs et des passifs

Le bilan des ménages s'est développé de manière quasi continue durant les dernières décennies : entre 1995 et 2020, la richesse nette de ces acteurs économiques calculée selon les parités de pouvoir d'achat est passée de 225 % du PIB à plus de 360 % du PIB en moyenne à l'échelle mondiale. L'évolution de leur dette a en revanche connu deux phases distinctes au cours des vingt dernières années. Dans

Graphique 2.2. Pays avancés : bilans agrégés des ménages
(En pourcentage du PIB)

L'endettement des ménages a bondi en 2020, après une décennie de stabilisation au lendemain de la crise financière mondiale.



Sources : base de données mondiale du FMI sur la dette ; base de données mondiale sur les inégalités ; calculs des services du FMI.

Note : voir l'annexe 2.1 en ligne pour consulter la liste des pays inclus dans les échantillons.

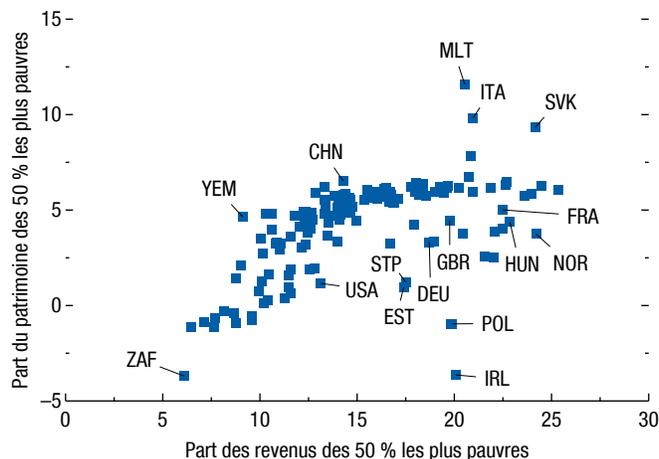
les pays avancés, l'endettement des ménages n'a cessé de croître jusqu'à la crise financière mondiale. Cette dette servant principalement à financer des achats immobiliers, l'actif a augmenté parallèlement au passif (graphique 2.2). Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, les ménages ont peu à peu réduit leur endettement en proportion de leur revenu ; mais cette réduction des passifs s'est accompagnée d'une diminution relative des actifs correspondants, puisque l'immobilier perdait de la valeur et que l'investissement ralentissait. Un surcroît d'emprunts combiné à une baisse des revenus, sur fond de récession due à la pandémie, a donné lieu à une envolée de la dette des ménages en 2020. Parallèlement, on assistait à une augmentation substantielle des actifs financiers. À l'avenir, la richesse nette pourrait se contracter à nouveau avec l'arrêt des transferts monétaires de l'État aux ménages, et le prix des actifs baisser avec le resserrement des conditions financières et l'augmentation consécutive du coût du service de la dette (voir l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

La dette des ménages d'une extrémité à l'autre de la répartition des revenus

Il est important de regarder au-delà des chiffres globaux, lesquels peuvent masquer une forte hétérogénéité liée, notamment, au degré élevé d'inégalité des revenus et du patrimoine des ménages. La répartition de la dette et son évolution dans le temps ont des répercussions sur les contraintes de liquidité ainsi que sur les taux d'épargne

Graphique 2.3. Corrélation entre les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine
(En pourcentage)

Les pays où les revenus des ménages sont les plus inégaux présentent aussi généralement davantage d'inégalités de patrimoine.



Sources : base de données mondiale sur les inégalités ; calculs des services du FMI.

Note : voir l'annexe 2.1 en ligne pour consulter la liste des pays inclus dans les échantillons. Les parts de revenu et de patrimoine pour chaque pays sont les moyennes de la période 2010–20. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

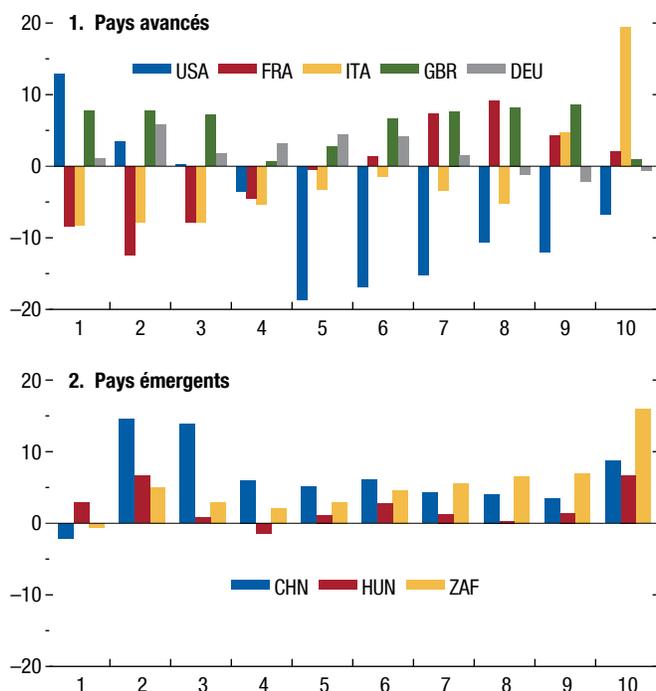
futurs. Par exemple, une accumulation de dettes à l'extrémité inférieure de la répartition des revenus, où le patrimoine net est généralement plus faible, est plus susceptible de ralentir la consommation lorsque les conditions financières se durcissent, que les coûts d'emprunt augmenteront et que les prix des actifs baisseront (graphique 2.3).

Mesurer la façon dont la dette varie selon les groupes de revenus n'est pas aisé, car cela nécessite des enquêtes sur le patrimoine des ménages, qui ne sont disponibles que pour une poignée de pays et sont menées à une fréquence relativement basse. Pour estimer l'impact de la récession due à la COVID-19 sur l'endettement des ménages, on applique une méthode de prévision immédiate qui s'appuie sur des variables macroéconomiques et financières afin d'extrapoler les microdonnées sur le revenu et la dette. Les données régionales et sectorielles relatives à la valeur ajoutée, aux salaires, à l'emploi, au chômage, aux prix des logements et aux ventes, ainsi qu'aux prêts bancaires, sont utilisées pour estimer l'évolution du revenu et de la dette des ménages. Par ailleurs, l'algorithme employé restreint en outre les répartitions des prévisions immédiates afin de les faire correspondre aux agrégats statistiques du revenu et de la dette des ménages publiés pour 2020³.

³L'approche de DiNardo, Fortin et Lemieux (1996) est utilisée pour les estimations immédiates de répartitions conjointes. Cela implique de repondérer les densités obtenues par estimateur à noyau et de pratiquer une correction par régression pour rétablir la correspondance avec les

Graphique 2.4. Évolution du ratio dette/revenu par décile de revenu en 2020
(Pourcentage du revenu)

L'endettement des ménages varie d'un pays à l'autre et d'une catégorie de revenu à l'autre.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les déciles de revenu sont en abscisses, sauf pour les États-Unis, où les ménages sont regroupés par fourchettes fixes de revenu. Voir l'annexe 2.1 en ligne. CHN = Chine ; DEU = Allemagne ; FRA = France ; GBR = Royaume-Uni ; HUN = Hongrie ; ITA = Italie ; USA = États-Unis ; ZAF = Afrique du Sud.

Durant la première année de la pandémie, l'endettement des ménages a évolué différemment selon les pays et les niveaux de revenus. Les diagrammes à barres du graphique 2.4 montrent que les agrégats statistiques escamotent des dimensions importantes de l'accumulation de dette. Les estimations immédiates révèlent ainsi que, parmi les pays sélectionnés, la Chine et l'Afrique du Sud ont connu les augmentations du ratio d'endettement des ménages les plus fortes et les plus diversifiées ; celles-ci se sont élevées à 5,7 % du revenu annuel en moyenne pour tous les déciles de revenus en Chine et à 4,5 % en Afrique du Sud. Les ménages à faibles revenus (à l'exception de ceux du décile inférieur) concentrent les augmentations les plus importantes en Chine, tandis qu'en Afrique du Sud, la plus

modifications des répartitions dans le temps. Les répartitions du revenu et de la dette pour l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Chine, la France, la Hongrie, l'Italie et le Royaume-Uni sont des estimations immédiates. Pour les États-Unis, les répartitions du revenu et de la dette sont estimées à l'aide des microdonnées des séries 2019 et 2020 de l'enquête sur les dépenses de consommation. Voir les annexes 2.1 et 2.2 en ligne.

forte augmentation relative de la dette (15 % des revenus annuels) a été enregistrée par les ménages les plus aisés.

Malgré des augmentations globales des ratios d'endettement moins fortes en Allemagne, au Royaume-Uni et en Hongrie, et même une baisse pure et simple aux États-Unis, l'augmentation de la dette a été comparativement plus importante pour les ménages modestes. Ainsi, aux États-Unis, l'accumulation de dettes dépasse 10 % du revenu chez les ménages ayant un revenu annuel inférieur à 15 000 dollars. Au Royaume-Uni, l'augmentation se situe autour de 7,5 % du revenu pour les ménages du tercile inférieur. En revanche, en France et en Italie la diminution du ratio d'endettement des ménages dans la moitié inférieure de l'échelle de répartition reflète les mesures de soutien public aux bilans des ménages à revenu modeste ou intermédiaire.

Cette analyse n'est possible que pour le petit nombre de pays qui ont mené des enquêtes sur le patrimoine des ménages par le passé. Les questions d'inégalité et de répartition reçoivent de plus en plus d'attention et la collecte des données sur le bilan des ménages s'étend, ce qui permettra de mieux comprendre l'incidence des chocs et des politiques.

Évolution du bilan des entreprises

Concentration des facteurs de vulnérabilité dans le secteur des sociétés non financières

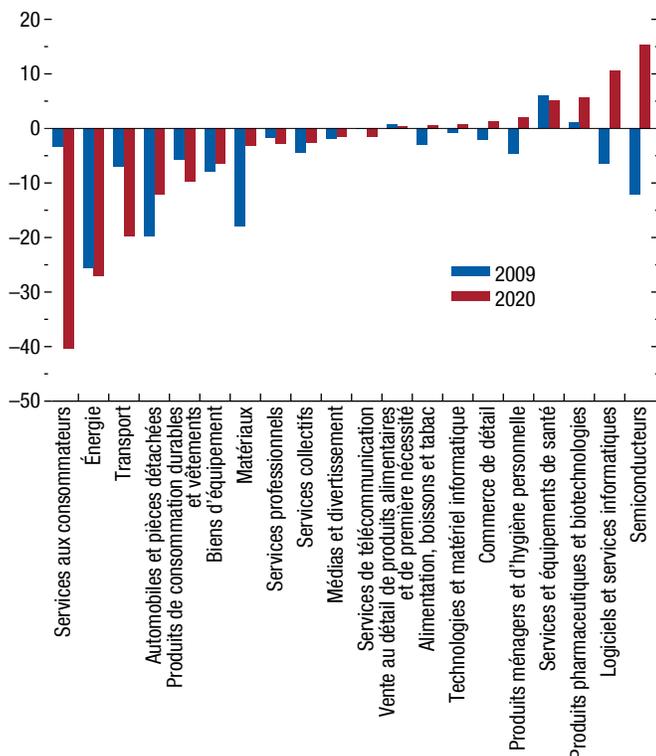
L'abondance de liquidités sous forme de prêts, de garanties de crédit et de moratoires sur les remboursements a contribué à l'accumulation de dettes et a joué un rôle essentiel dans la prévention de faillites généralisées et de pertes d'emploi et de production y associées, en particulier parmi les petites et moyennes entreprises (PME). L'analyse présentée ici fait le point sur l'évolution des bilans depuis le début de la pandémie, en mettant l'accent sur la répartition de l'endettement et des vulnérabilités entre les entreprises, les secteurs et les pays.

Le graphique 2.5 utilise les bilans trimestriels des entreprises cotées⁴ pour présenter la croissance des revenus par secteur dans 71 pays avancés et émergents en 2020 et la comparer aux chiffres de 2009, au plus fort de la crise financière mondiale. Des contrastes nets entre secteurs se

⁴Les données de S&P Capital IQ sont utilisées dans toute la sous-partie pour leur actualité ; mais, étant donné qu'elles portent uniquement sur les entreprises cotées, elles ne couvrent que 7 % de l'emploi total. Il faut donc considérer comme une limite inférieure la part des entreprises dans les secteurs les plus touchés qui est rapportée ici, puisque l'échantillon exclut les PME, lesquelles représentent une part importante de la main-d'œuvre et de la valeur ajoutée dans certains des pays. Voir l'annexe 2.1 en ligne pour une description détaillée.

Graphique 2.5. Effets inégaux de la pandémie de COVID-19 sur la croissance des revenus des sociétés non financières
(En pourcentage)

En ce qui concerne les sociétés non financières, on observe une divergence sectorielle claire entre gagnants et perdants, qui n'était pas si prononcée lors de la crise financière mondiale.



Sources : S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.

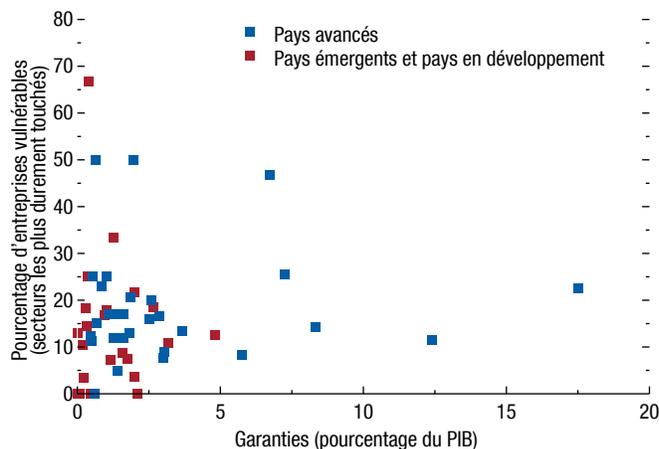
Note : L'échantillon comprend 71 pays ; voir l'annexe 2.1 en ligne. Le graphique représente les valeurs médianes de la croissance annuelle des revenus, pondérées des actifs, en 2009 (barres bleues) et en 2020 (barres rouges).

font jour. Provoquées par les confinements ou par les pénuries de matériaux, les pertes les plus importantes sont concentrées dans quelques secteurs, tels que les services aux particuliers, les transports, l'automobile et les composants. En revanche, à l'autre extrémité de la répartition, le virage structurel imposé par la pandémie a profité à certains secteurs (semi-conducteurs, logiciels et services informatiques, produits pharmaceutiques et biotechnologie, matériel médical et services médicaux). Cette situation diffère de celle de la crise financière mondiale, où le choc avait touché presque tous les secteurs considérés. En outre, une part importante de l'accroissement de l'endettement pendant la pandémie a été couverte par des garanties publiques⁵. Par conséquent, le risque d'une chaîne de réaction négative dans laquelle les difficultés des

⁵La part de ces garanties dans le crédit total est très variable puisqu'elle va d'environ 20 % de tous les nouveaux crédits en Allemagne à 100 % (jusqu'à une certaine limite) au Japon.

Graphique 2.6. Exposition aux engagements conditionnels associés aux garanties de crédit (scénario à 50 %)

La présence conjointe de facteurs de vulnérabilité élevés et de généreux dispositifs de garantie se concentre au sein des pays avancés.



Sources : outil du FMI pour le suivi des mesures prises par les pays pour lutter contre la COVID-19 ; S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.

Note : Les données effectives sur les taux d'utilisation des garanties publiques ne sont pas disponibles pour la plupart des pays. Le graphique représente les expositions des administrations publiques dans un scénario supposant une souscription de 50 % des garanties annoncées. La part d'entreprises vulnérables désigne la part moyenne des entreprises des secteurs les plus durement touchés en 2021, qui se trouvaient dans le tercile supérieur de la distribution du ratio dette/actifs et dans le tercile inférieur de la distribution de la rentabilité des actifs, et dont le ratio de couverture des intérêts était inférieur à 1.

entreprises exercent une pression sur le système financier — et, finalement, sur les finances publiques — semble plus faible, du moins dans les pays où l'État peut absorber le choc (le chapitre 2 de l'édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde analyse les risques associés aux liens d'interdépendance entre les États et le secteur bancaire dans les pays émergents). Le graphique 2.6 permet de voir que les plus gros montants engagés l'ont été dans les pays avancés, où l'espace budgétaire est le plus vaste (voir l'encadré 2.1). Il faut toutefois noter que l'assouplissement temporaire des contraintes réglementaires a pu masquer l'ampleur réelle des pertes.

Un endettement plus important pour les entreprises vulnérables, en particulier dans les secteurs les plus touchés

Endettement par groupe de secteurs : À partir du graphique 2.5, les secteurs peuvent être classés en trois groupes : 1) les secteurs les plus touchés (les cinq qui enregistrent le plus fort recul de la croissance des revenus en 2020), 2) les secteurs les moins touchés (les cinq qui connaissent la plus forte hausse de la croissance des revenus), 3) le reste des secteurs, qui sont touchés à des

degrés intermédiaires. L'endettement, défini comme le ratio dettes/actifs des entreprises, a augmenté pendant la pandémie dans les secteurs les plus touchés. Au deuxième trimestre de 2021 (dernières données disponibles), il est resté bien au-dessus des niveaux d'avant la crise (graphique 2.7, page 1). La dette nette (la dette brute moins la trésorerie) a également augmenté de manière substantielle parmi les entreprises vulnérables des secteurs les plus touchés, en particulier dans les pays émergents (graphique 2.7, page 2). Cette situation contraste fortement avec celle d'autres secteurs qui se sont désendettés pendant la pandémie, à la fois par des augmentations de l'actif et par des diminutions du passif.

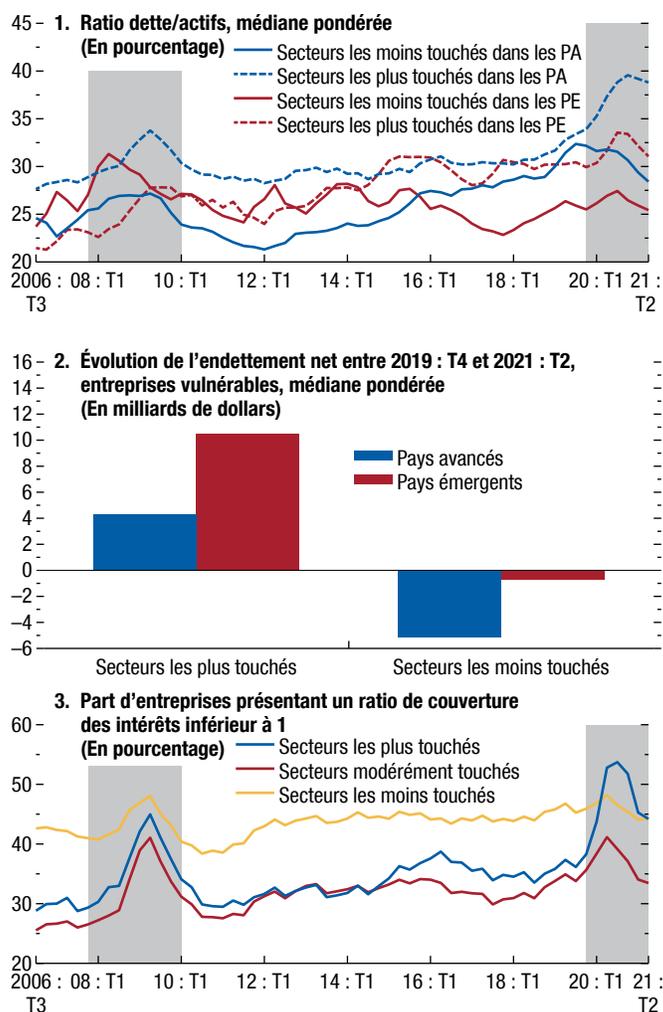
Évaluation de la charge de la dette : L'accumulation de dettes n'est pas forcément préjudiciable en soi ; ainsi, une entreprise très endettée peut conserver un bilan sain, soutenu, par exemple, par une abondance d'actifs liquides et un montant élevé de bénéfices. En revanche, la capacité d'une entreprise à investir, innover et se développer peut être compromise si elle associe à un fort endettement une rentabilité si faible qu'elle ne lui permet pas de payer les intérêts ; dans ce cas, le ratio de couverture des intérêts est inférieur à 1. Dans les secteurs les plus touchés, la rentabilité a chuté à des niveaux comparables à ceux de la crise financière mondiale et ne s'est pas encore complètement rétablie, sous le double effet des pertes de bénéfices (avant intérêts et impôts) et du renchérissement des paiements d'intérêts. La part des entreprises, dans les secteurs les plus touchés, qui affichent un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1 n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie (graphique 2.7, diagramme 3).

Les *entreprises vulnérables* sont ici les sociétés non financières présentant un fort endettement, une faible rentabilité et un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1⁶. Non seulement les entreprises endettées non rentables et à faible liquidité sont plus exposées à un éventuel réajustement du prix des actifs (Ding *et al.*, 2021) et au retrait du soutien public, mais elles sont également plus susceptibles de sous-investir (Albuquerque, 2021). Dix-huit mois après le début de la pandémie, la part des entreprises vulnérables était toujours plus importante que lors de la crise financière mondiale et elle restait concentrée dans les secteurs les plus touchés, où l'endettement était aussi relativement plus fort (graphique 2.8,

⁶Étant donné que cette analyse tient compte de la répartition de l'endettement et du rendement des actifs par secteur, on entend par « fort endettement » celui qui se situe au-dessus de la moyenne du tercile supérieur pour l'ensemble des secteurs (35 %) et par « faible rentabilité » celle qui est en dessous de la moyenne du tercile inférieur du rendement des actifs (0,2 %).

Graphique 2.7. Effet hétérogène sur les bilans des sociétés non financières

La pandémie n'a aggravé la faiblesse des bilans que dans les secteurs les plus durement touchés.



Sources : S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.

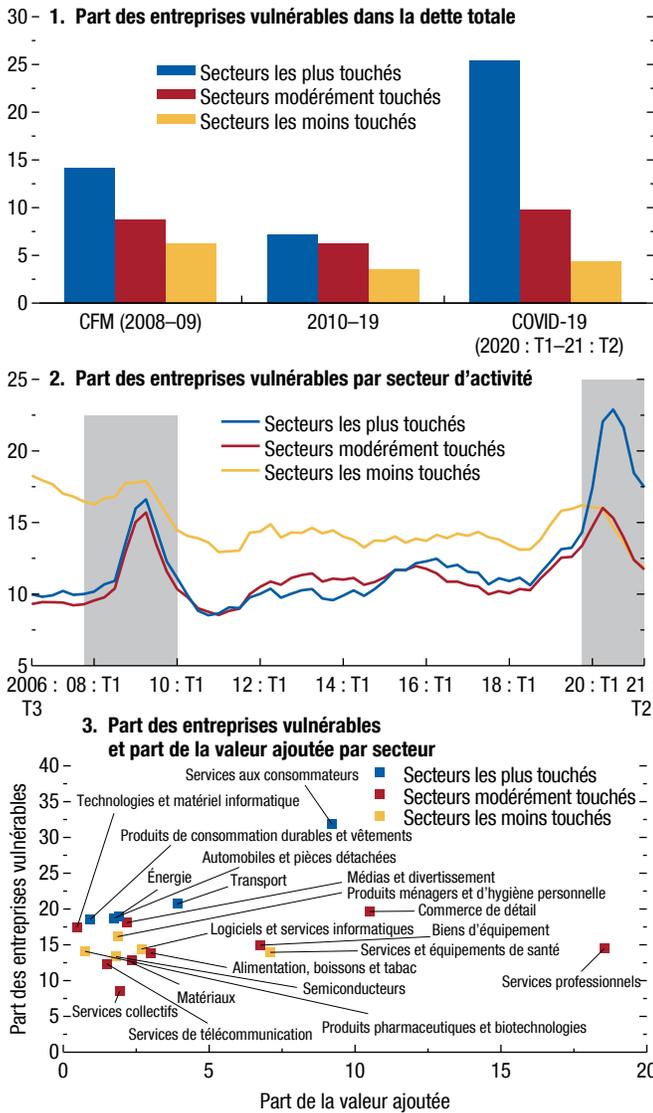
Note : L'échantillon comporte 71 pays ; voir l'annexe 2.1 en ligne. Les pages 1 et 3 représentent une moyenne mobile sur trois trimestres ; les zones grisées représentent la crise financière mondiale et la pandémie de COVID-19. Les entreprises vulnérables présentent un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1 et se classent dans le tercile supérieur de la distribution du ratio dette/actifs et dans le tercile inférieur de la distribution de la rentabilité des actifs. Endettement net = total des passifs nets de trésorerie et équivalents. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

pages 1 et 2). Cette part est toutefois inférieure à son niveau record de la fin de 2020, ce qui s'explique par des rendements plus élevés, de meilleurs flux de trésorerie et un endettement moindre.

Quelle est l'importance macroéconomique de tout cela ? La page 3 du graphique 2.8 illustre la part des entreprises vulnérables en 2020, par secteur en fonction de la contribution à la valeur ajoutée des pays. L'un des

Graphique 2.8. Concentration des vulnérabilités des sociétés non financières
(En pourcentage)

Les entreprises vulnérables représentent une part plus élevée de la dette, se concentrent dans les secteurs les plus touchés, et revêtent une importance significative sur le plan macroéconomique.



Sources : base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques ; S&P Capital IQ ; calculs des services du FMI.
 Note : L'échantillon compte 71 pays pour les pages 1 et 2, et 14 pays pour lesquels la plage 3 représente une ventilation sectorielle adaptée des données de valeur ajoutée ; voir l'annexe 2.1 en ligne. Les entreprises vulnérables présentent un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1 et se classent dans le tercile supérieur de la distribution du ratio dette/actifs et dans le tercile inférieur de la distribution de la rentabilité des actifs. La plage 2 représente une moyenne mobile sur trois trimestres ; les zones grisées représentent la crise financière mondiale et la pandémie de COVID-19. La plage 3 représente la part des entreprises vulnérables dans chaque secteur d'activité en 2020 et la valeur ajoutée correspondant à ces secteurs, exprimée en pourcentage du total de la valeur ajoutée dans ces pays en 2019. CFM = crise financière mondiale.

secteurs les plus touchés, celui des services aux particuliers (tourisme, loisirs, spectacles, enseignement), représentait près de 10 % de la valeur ajoutée et comptait environ 30 % des entreprises vulnérables. Il s'agit dans les deux cas de parts non négligeables⁷. Dans l'ensemble, les secteurs les plus touchés représentaient 18 % de la valeur ajoutée et un quart de la main-d'œuvre⁸.

Les mesures exceptionnelles prises pour amortir l'impact de la pandémie sur la trésorerie des entreprises ont permis d'éviter des faillites ; les prêts garantis par l'État ont contribué à assurer un large accès au crédit et ont protégé les bilans des banques. On ne sait pas encore si ce surcroît d'endettement aura une incidence sur l'investissement. Cela dépendra 1) de la vigueur de la reprise, en particulier dans les secteurs les plus touchés et 2) de la dureté des conditions financières futures en conséquence de la normalisation de la politique monétaire (Gourinchas *et al.*, 2020, 2021 ; Cros, Epaulard et Martin, 2021).

Dettes privées et cycle conjoncturel

L'accumulation de l'endettement pendant la récession de 2020 peut être considérée comme une réaction efficace à la pandémie, perçue comme un choc temporaire. Cependant, elle a entraîné une forte augmentation du ratio dette privée/PIB, ce qui pourrait jouer sur les niveaux de consommation et d'investissement futurs. Cette partie quantifie les répercussions d'une accumulation de l'endettement sur la croissance. À l'instar d'autres travaux récents, elle montre l'importance quantitative des cycles d'endettement pour la prévision de la croissance⁹. Elle observe d'abord les régularités empiriques fondées sur des données transnationales agrégées, puis approfondit le mécanisme, en soulignant l'importance de l'hétérogénéité des situations financières des ménages et des entreprises.

⁷À noter que ces facteurs de vulnérabilité peuvent être sous-estimés, les faits stylisés exposés ici reposant sur des données relatives aux entreprises cotées, qui sont en moyenne plus grandes, mais aussi moins représentées dans les secteurs les plus touchés et moins susceptibles de connaître des difficultés que les PME (Carletti *et al.*, 2020 ; Díez *et al.*, 2021).

⁸Les chiffres de la valeur ajoutée et de l'emploi sont issus de la base de données STAN pour l'analyse structurelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et ne sont disponibles avec une ventilation sectorielle détaillée que pour l'Autriche, la Colombie, les États-Unis, la Finlande, la Grèce, l'Islande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, la Suède et la Turquie.

⁹Mian, Sufi et Verner (2017) montrent que les prévisionnistes économiques surestiment systématiquement la croissance du PIB à la fin des cycles d'accumulation de dettes par les ménages. Une hausse de la dette des ménages au cours des trois années précédant une prévision permet de prédire les erreurs de prévision de croissance.

Réactions de la production aux pressions en faveur du désendettement

Constataions transnationales

À la suite d'une hausse des ratios dette privée/PIB au-delà de ce qu'une tendance lisse permettrait de prévoir — que l'on définit comme un *excès de crédit* —, la croissance de la production ralentit généralement alors que les entreprises et les ménages se désendettent. Des projections locales, comme celles de Jordà (2005), décrivent les réactions dynamiques de la production, tout le reste demeurant constant par ailleurs¹⁰. L'approche empirique s'appuie sur un panel de données macroéconomiques pour 43 pays (27 pays avancés et 16 pays émergents et en développement) sur 52 ans, de 1969 à 2020 (voir annexe 2.4 en ligne)¹¹. Pour les ménages, une variation de 1 point de pourcentage du ratio excès de crédit/PIB entraîne une baisse rémanente de la consommation privée se chiffrant à 0,5 % dans les pays avancés et 2 % dans les pays émergents et en développement cinq ans plus tard. Du côté des sociétés non financières, les fluctuations du crédit induisent une réaction similaire en matière d'investissement¹². La consommation (à la suite d'un excès de crédit aux ménages) et l'investissement (à la suite d'un excès de crédit aux sociétés non financières) diminuent nettement plus dans les pays émergents et en développement (graphique 2.9).

On observe une grande hétérogénéité entre les différents pays, mais, de prime abord, ces estimations impliqueraient un ralentissement de la reprise d'un montant cumulé de 0,9 % du PIB au cours des trois prochaines années pour les

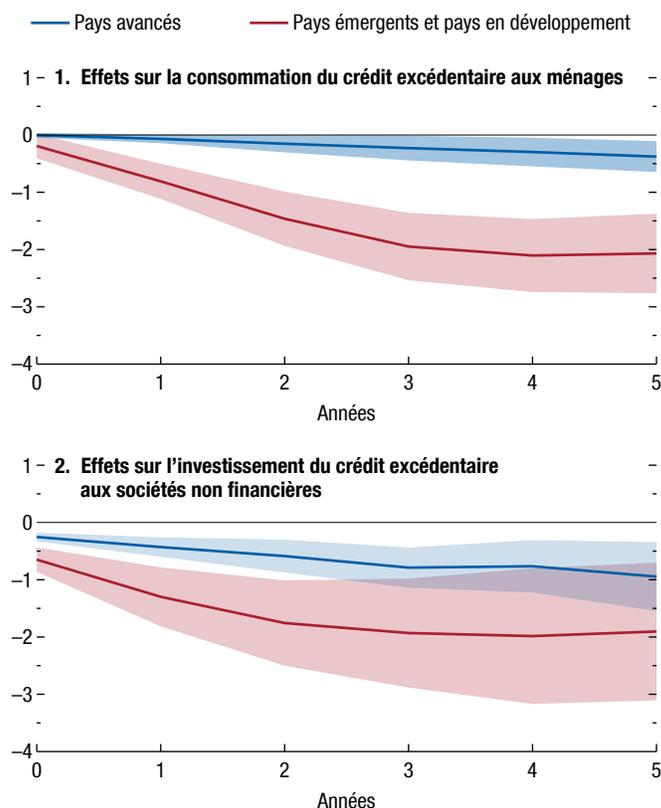
¹⁰Si l'on s'en tient aux cycles du crédit amples et persistants, l'excès de crédit est défini comme la moyenne sur trois ans de la composante cyclique des ratios dette privée/PIB estimée au moyen du filtre de Hamilton (2018).

¹¹L'incidence de l'accumulation de l'endettement sur la croissance future pouvant différer selon les parties du cycle, la projection locale introduit des effets fixes temps. Ceux-ci permettent de contrôler le cycle économique et d'autres influences variables dans le temps communes à tous les pays de l'échantillon. Les effets fixes pays contrôlent les facteurs spécifiques à chaque pays. Les effets idiosyncratiques qui pourraient être spécifiquement liés à la présence de garanties de l'État ne sont pas pris en compte. Les implications pour la croissance future sont incertaines et dépendent en partie de la propension et de la capacité des États à effacer ou à restructurer ces dettes avant qu'il devienne nécessaire d'activer les garanties. Dans le scénario le plus pessimiste de marges de manœuvre budgétaire et monétaire restreintes et de liens d'interdépendance forts entre les banques et l'État, l'activation des garanties publiques pourrait enclencher une spirale infernale (édition d'avril 2022 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

¹²L'effet total sur la production sera plus faible, parce que la part de l'investissement est inférieure à la part de la consommation dans la production et parce que la part des intrants importés dans l'investissement est généralement plus importante.

Graphique 2.9. Effets sur la consommation et l'investissement des crédits excédentaires aux ménages et aux sociétés non financières (Points de pourcentage cumulés)

L'accumulation de crédit excédentaire au secteur privé affecte davantage la consommation et l'investissement dans les pays émergents et les pays en développement.



Sources : Banque des règlements internationaux ; calculs des services du FMI.
 Note : La plage 1 représente les effets sur la croissance cumulée de la consommation d'une hausse d'un point de pourcentage de la moyenne mobile sur trois ans du ratio crédit excédentaire aux ménages/PIB. La plage 2 représente les effets sur la croissance cumulée de l'investissement d'une hausse d'un point de pourcentage de la moyenne mobile sur trois ans du ratio crédit excédentaire aux sociétés non financières/PIB. Fonctions de réaction aux impulsions de Jordà (2005). Les zones teintées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %.

pays avancés et de 1,3 % pour les pays émergents (à l'exclusion de la Chine), les ménages et les sociétés non financières se désendettent après la récente flambée¹³. Il s'agit d'estimations de moyennes fondées sur des données transnationales agrégées¹⁴. La pression au désendettement et

¹³La Chine est exclue de cette estimation, car elle n'est pas au même stade du cycle. Le désendettement des sociétés non financières a commencé il y a quelques années, ce qui a probablement déjà freiné la croissance.

¹⁴À noter que ces estimations, ne sont pas déterminées par les épisodes d'emballage-effondrement. Le fait d'exclure de l'échantillon la crise financière mondiale et ses conséquences ne modifie pas les réactions dynamiques. L'échantillon couvre 43 pays sur une durée de 51 ans, et les épisodes d'excès de crédit qui ont conduit à une récession

l'incidence sur la croissance pourraient être plus fortes dans les pays où la dette est plus concentrée sur les ménages en difficulté financière et les entreprises vulnérables, où l'espace budgétaire est restreint, où le régime d'insolvabilité est insuffisant et où l'inflation est haute (imposant un resserrement des conditions financières). Les mécanismes en jeu sont exposés dans les paragraphes qui suivent ; ils peuvent expliquer certaines des différences entre les pays émergents et les pays avancés¹⁵.

Interactions entre dette privée et dette publique

L'accroissement de la dette privée pendant la pandémie de COVID-19 a été concomitant d'une augmentation substantielle de la dette publique — de près de 15 % du PIB en 2020 —, et des incertitudes demeurent quant aux créances éventuelles et au garant de dernier ressort d'une grande partie de la dette privée accumulée (voir l'édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques* pour plus de détails).

L'excès de crédit et le désendettement qui s'ensuit devraient avoir une incidence négative plus importante sur la production là où l'État a du mal à atténuer l'effet de frein au moyen des dépenses publiques, c'est-à-dire là où l'espace budgétaire est restreint¹⁶.

Avec le même cadre que la sous-partie précédente, cette sous-partie explore la problématique dans les différents groupes de pays (avancés, émergents et en développement) en utilisant les quartiles d'un indicateur de position budgétaire par année pour comparer les réactions dynamiques du PIB à un excès de crédit aux ménages (voir annexe 2.4 en ligne). Le graphique 2.10 oppose les pays des deux groupes dont la position budgétaire est relativement forte à ceux dont la position est relativement faible. Il montre que les réactions dynamiques de la production globale future à l'accumulation de dette privée sont nettement plus négatives dans les pays dont

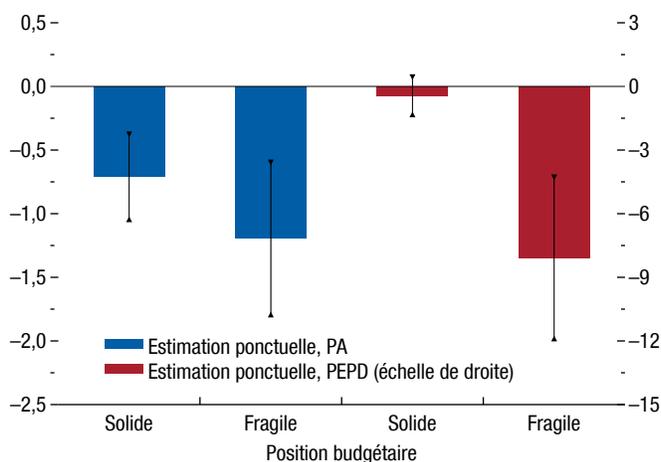
sont très minoritaires. Pour les États-Unis, par exemple, où les récessions répertoriées par le National Bureau of Economic Research sont classées précisément, seuls 15 % environ des épisodes d'excès de crédit ont été suivis d'une récession. Dell'Ariccia *et al.* (2016) effectuent une analyse similaire et constatent qu'à peu près deux tiers des épisodes d'emballlement du crédit ne se terminent pas en effondrements mais conduisent à une croissance inférieure à la moyenne.

¹⁵Concernant les pays émergents, l'analyse du rôle que jouent l'échéance dont est assortie la dette et la monnaie dans laquelle elle est libellée ouvre des pistes de recherche future, limitées toutefois par des contraintes de données.

¹⁶Il est peu probable que la simple mesure du ratio dette publique/PIB soit une statistique suffisante pour l'espace budgétaire, qui implique une évaluation multidimensionnelle (FMI, 2018). Des pays distincts peuvent supporter des niveaux très différents de dette publique et de déficit budgétaire. Voir l'encadré 2.1 et Ghosh *et al.* (2013) pour un examen plus approfondi.

Graphique 2.10. Position budgétaire et désendettement (Croissance cumulée de la production sur trois ans, en points de pourcentage)

Une position budgétaire solide peut atténuer les effets négatifs sur la production d'une accumulation de crédit excédentaire, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement.



Sources : Banque des règlements internationaux ; Kose *et al.* (2017) ; Banque mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les effets sur trois ans sur la croissance cumulée de la production d'une hausse d'un point de pourcentage de la moyenne mobile sur trois ans du ratio crédit excédentaire aux ménages/PIB. La position budgétaire des pays est représentée par les quartiles infra-annuels de la principale composante de six indicateurs budgétaires : 1) dette brute des administrations publiques, 2) solde primaire, 3) solde budgétaire (ces trois premiers indicateurs sont exprimés en pourcentage du PIB) ; 4) solde corrigé des variations cycliques en pourcentage du PIB potentiel ; 5) dette brute des administrations publiques et 6) solde budgétaire (ces deux derniers indicateurs sont exprimés en pourcentage de la moyenne des recettes fiscales). Le graphique met en contraste les effets sur le quartile supérieur (position budgétaire solide) et le quartile inférieur (position budgétaire fragile). PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

la position budgétaire est faible ; elles sont plus importantes, de plusieurs ordres de grandeur, dans les pays émergents et en développement¹⁷. Pour les pays émergents dont la position budgétaire est la plus faible, ces chiffres impliquent un frein à la croissance pouvant atteindre 9 % en cumul sur trois ans.

Hétérogénéité des emprunteurs et dynamique dette-production

Cette partie analyse les répercussions de l'augmentation de l'endettement parmi les ménages en difficulté financière et les entreprises vulnérables. Elle approfondit le mécanisme décrit dans l'introduction en exploitant les données microéconomiques sur les entreprises et les ménages.

¹⁷Cette analyse doit être interprétée comme indicative, puisque seuls quatre pays émergents sont inclus.

Ménages : inégalités et incidence de la dette privée sur la production

On s'intéresse ici aux incidences conjoncturelles de l'accumulation de dettes dans les pays différenciés selon les inégalités de richesse. L'analyse reprend le cadre empirique de la première partie, mais utilise des données microéconomiques sur l'épargne des ménages et la répartition des revenus pour classer les pays : la désépargne des ménages à faibles revenus est utilisée comme indicateur de l'inégalité de richesse (inférieure)¹⁸. Le graphique 2.11 compare les réactions cumulées de la production future à l'accumulation d'un endettement excessif dans les pays où les ménages sont considérés comme étant en difficulté financière (davantage d'inégalité de richesse) et dans les autres pays (moins d'inégalité de richesse). Dans les pays ayant relativement plus de ménages en difficulté financière (plus d'inégalité de richesse), le frein à la production future après l'accumulation d'un excès de crédit a tendance à être plus important (voir annexe 2.4 en ligne).

L'augmentation des inégalités (Chancel *et al.*, 2022) peut aussi avoir des répercussions importantes pour les politiques anticycliques (Mian, Straub et Sufi, 2021a, 2021b, 2021c, 2021d), ce que les États préparant la fin des mesures de soutien exceptionnelles doivent prendre en considération. Une plus grande inégalité tend à faire baisser le taux d'intérêt (naturel) d'équilibre, un concept clé pour calibrer le rythme de la normalisation des politiques macroéconomiques, car il touche à la marge de manœuvre budgétaire (encadré 2.1) et monétaire (encadré 2.2).

Endettement des entreprises et investissement : l'importance des entreprises vulnérables

Cette sous-partie porte un cran plus loin l'analyse macroéconomique illustrée à la page 2 du graphique 2.9, en se penchant sur les facteurs microéconomiques qui relient endettement des entreprises et investissement. Ce faisant, elle étudie le rôle particulier joué par les entreprises vulnérables.

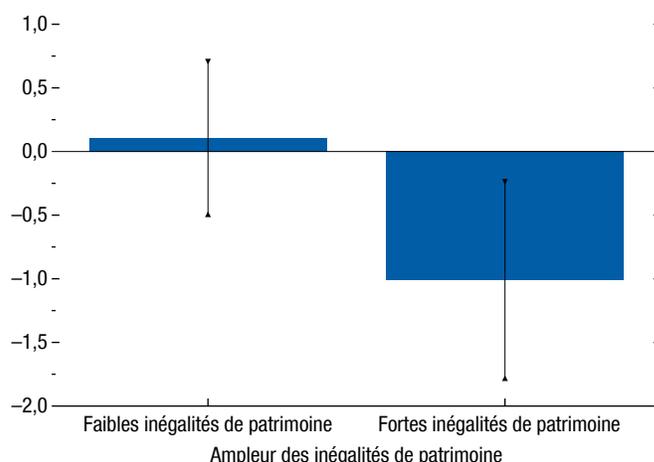
L'accumulation de l'endettement des entreprises peut freiner l'investissement dans trois circonstances. Premièrement, un encours de dette élevé peut augmenter le coût du service de la dette future, empêchant

¹⁸On utilise comme indicateur de l'inégalité de richesse inférieure pour tous les pays une moyenne sur trois ans de la désépargne par les ménages des 50 % inférieurs de la répartition des revenus, calculée à partir des données des pays avancés issues d'Allen, Kolerus et Xu (à paraître). Les résultats sont ensuite classés en quatre quartiles par année. Le graphique 2.11 compare la dynamique dette-production pour les groupes à inégalité élevée (la plus forte désépargne par les 50 % inférieurs) et à inégalité basse.

Graphique 2.11. Pays avancés : inégalités de patrimoine et désendettement

(Croissance cumulée de la production sur trois ans, en points de pourcentage)

L'aggravation des inégalités de patrimoine amplifie les effets d'une accumulation de crédit excédentaire sur la production.



Sources : Allen, Kolerus et Xu (2022) ; Banque des règlements internationaux ; base de données mondiale sur les inégalités ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les effets sur trois ans sur la croissance cumulée de la production d'une hausse d'un point de pourcentage du ratio crédit excédentaire aux ménages/PIB. Les pays sont classés selon l'ampleur de la désépargne parmi les 50 % les plus pauvres ; le surcroît de désépargne est un indicateur de l'aggravation des inégalités de patrimoine. Les fortes inégalités de patrimoine renvoient aux pays où les 50 % les plus pauvres appartiennent au quartile supérieur de la désépargne au cours des trois années précédentes. Les faibles inégalités de patrimoine renvoient aux pays où les 50 % les plus pauvres appartiennent au quartile inférieur de la désépargne au cours des trois années précédentes. Les marges d'erreur représentent des intervalles de confiance de 90 %.

d'emprunter davantage pour financer de nouveaux investissements (Krugman, 1988 ; Drehman, Juselius et Korinek, 2017). Deuxièmement, un emballement du crédit se traduit par un bilan plus endetté et des contraintes d'emprunt plus fortes au moment où la valeur nette de l'entreprise diminue (Bernanke et Gertler, 1989 ; Bernanke, Gertler et Gilchrist, 1999). Troisièmement, pour les entreprises ayant un endettement excessif, le rendement des investissements futurs est susceptible d'être affecté au remboursement de la dette existante, ce qui réduit l'incitation des détenteurs de capital à financer de nouveaux projets d'investissement (Myers, 1977). Les entreprises vulnérables — définies comme des entreprises à fort endettement, à faible rentabilité et à faible liquidité (ratio de couverture des intérêts inférieur à 1) — sont particulièrement exposées à tous ces circuits.

Pour quantifier le rôle des entreprises vulnérables dans la dynamique d'investissement après un accroissement de

l'endettement, l'analyse utilise une estimation des projections locales fondée sur une série complète de données de panel au niveau des entreprises (voir annexe 2.3 en ligne)¹⁹. La définition de l'accumulation de l'endettement est celle d'Albuquerque (2021), à savoir la variation décalée, en cumul sur trois ans, du ratio dette/actifs. En incluant les effets fixes de la dimension entreprise, nos estimations saisissent la manière dont l'investissement des entreprises réagit lorsque l'augmentation de l'endettement est plus (ou moins) élevée que d'habitude ; les effets fixes secteur/pays/année aident à cerner l'effet d'équilibre partiel de l'accumulation de l'endettement en contrôlant d'autres facteurs de confusion variant dans le temps, tels que le cycle macroéconomique et les forces d'équilibre général en jeu.

Comme le montre le graphique 2.12, à la suite d'une accumulation de l'endettement, ce sont les entreprises vulnérables qui réduisent le plus leurs investissements, avec pour effet des pertes permanentes sur le stock d'immobilisations corporelles. Cela vaut dans les pays avancés comme dans les pays émergents. L'effet maximal est atteint au bout de quatre ans.

Le rôle de régimes d'insolvabilité efficaces

Pour atténuer ces effets négatifs et soutenir la reprise, la restructuration ou la liquidation des entreprises vulnérables non viables s'impose, afin de libérer des ressources qui peuvent être dirigées vers de nouveaux domaines de croissance. Cependant, des difficultés de coordination entre les créanciers, une mauvaise exécution des contrats, des procédures de liquidation coûteuses et une asymétrie d'information peuvent retarder les restructurations.

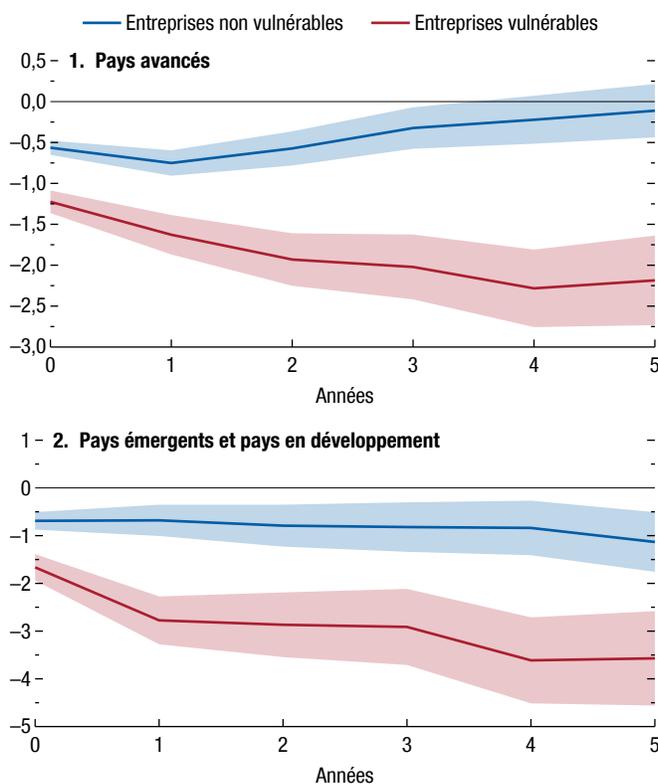
L'efficacité des cadres d'insolvabilité joue un rôle clé ; ce lui-ci peut être analysé à l'aide d'un nouvel indicateur du FMI qui classe les pays en fonction de l'état de préparation de leur cadre d'insolvabilité pour faire face aux crises systémiques²⁰. Le graphique 2.13 compare la réaction cumulée des ratios d'investissement à l'accumulation de l'endettement par les entreprises dans les pays dotés de régimes d'insolvabilité bien préparés et dans les autres pays. Les résultats laissent penser que les procédures d'insolvabilité

¹⁹L'analyse utilise des données de la base ORBIS de Bureau van Dijk (Bvd), englobant 2,5 millions d'entreprises cotées et non cotées sur une période de 20 ans (1998 à 2018).

²⁰Un régime d'insolvabilité efficace et bien préparé se caractérise par un ensemble complet d'outils et d'institutions juridiques appropriés pour des procédures de restructuration et d'insolvabilité généralisées — par exemple des mécanismes de restructuration extrajudiciaire et de restructuration hybride ainsi que des procédures de réorganisation rapides — ainsi que par un cadre institutionnel adapté. Pour une discussion détaillée sur la construction de l'indicateur et ses valeurs, voir Araujo *et al.* (2022) et l'annexe 2.3 en ligne.

Graphique 2.12. Vulnérabilité des entreprises
(Pertes d'investissement cumulées, en points de pourcentage)

Les pertes d'investissement cumulées liées à une accumulation d'endettement sont plus élevées chez les entreprises vulnérables.



Sources : Bureau van Dijk Orbis ; calculs des services du FMI.

Note : Les diagrammes représentent les effets sur le ratio d'investissement des entreprises d'une augmentation d'un écart-type du ratio dette/actifs, selon que les entreprises sont vulnérables ou non. Les entreprises vulnérables présentent un ratio de couverture des intérêts inférieur à 1 et se classent dans le tercile supérieur de la distribution du ratio dette/actifs et dans le tercile inférieur de la distribution de la rentabilité des actifs. Les zones teintées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %.

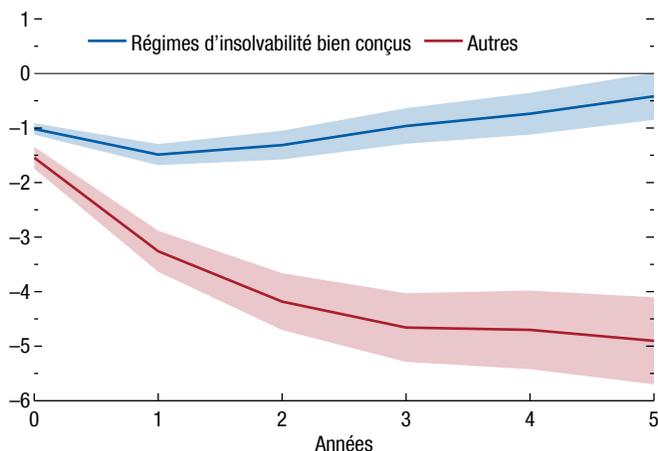
insuffisantes sont responsables de la majeure partie du déclin à long terme du stock d'immobilisations corporelles.

Effets des politiques anticycliques dans un contexte de dette privée élevée

Il importe de comprendre comment la dette privée et sa répartition influencent la transmission des politiques macroéconomiques anticycliques pour aider les pays à calibrer le processus de sortie des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes adoptées face à la crise de la COVID-19. Cette partie analyse 1) l'importance du niveau d'endettement global des pays pour les incidences du rééquilibrage budgétaire et du resserrement monétaire et 2) la manière dont la politique macroéconomique influe sur les différents groupes de ménages et d'entreprises.

Graphique 2.13. Importance de l'efficacité des régimes d'insolvabilité
(Points de pourcentage cumulés)

L'existence de procédures efficaces pour encadrer l'insolvabilité et les restructurations permet d'empêcher une diminution à long terme du stock d'immobilisations corporelles consécutivement à une accumulation de dette par les entreprises.



Sources : Bureau van Dijk Orbis ; indicateur du FMI de préparation aux crises ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les effets cumulés sur le ratio d'investissement des entreprises d'une augmentation d'un écart-type de l'accumulation d'endettement, en fonction de la qualité du régime d'insolvabilité des différents pays. Les régimes d'insolvabilité considérés comme bien conçus sont ceux des pays appartenant en 2020 au quartile supérieur de l'indicateur de préparation aux crises du département juridique et du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI. Les zones teintées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %.

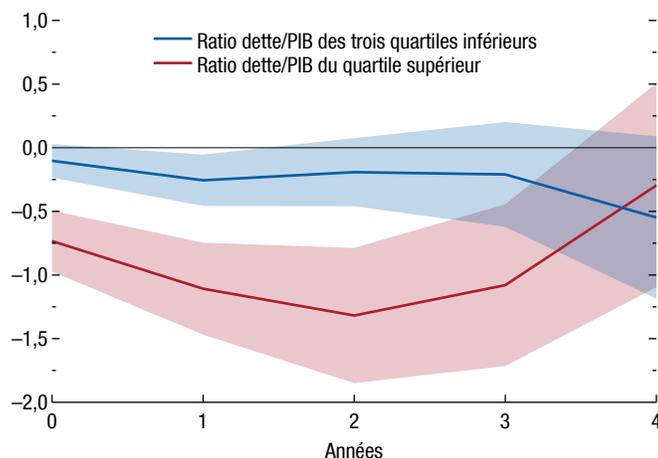
En particulier, elle examine si le durcissement des politiques touche plus les ménages et les entreprises qui sont davantage en difficulté financière.

L'analyse utilise des projections locales pour estimer les effets des politiques sur la production réelle, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises dans le temps pour un échantillon de pays avancés et émergents (voir l'annexe 2.5 en ligne). Les exemples de chocs de politique budgétaire et monétaire (changements de politique exogènes aux perspectives économiques à court terme) sont empruntés à de précédentes études transnationales (FMI, 2021b, chapitre 2, pour les rééquilibrages budgétaires ; Furceri, Loungani et Zdzienicka, 2016, pour le resserrement monétaire). La réaction globale de la production à ces chocs de politiques budgétaire et monétaire est conforme à ce qui est décrit dans de précédentes publications (Ramey, 2016)²¹.

²¹Un rééquilibrage budgétaire de 1 % du PIB entraîne une baisse de ¼ % de la production, et un resserrement de la politique monétaire de 100 points de base entraîne une baisse de ½ % de la production après deux ans. Voir l'annexe 2.5 en ligne pour une description détaillée.

Graphique 2.14. Sensibilité de la production au rééquilibrage budgétaire en fonction de l'endettement privé
(En points de pourcentage)

Le rééquilibrage budgétaire entraîne une contraction plus forte de la production réelle lorsque la dette du secteur privé est élevée.



Sources : base de données mondiale sur la dette du FMI ; calculs des services du FMI.

Note : Les courbes représentent les effets estimés sur le PIB réel d'un choc de rééquilibrage budgétaire. Les zones teintées correspondent à des intervalles de confiance de 90 %. L'axe des abscisses indique le nombre d'années écoulées après le choc.

Dettes privées et transmission des politiques anticycliques

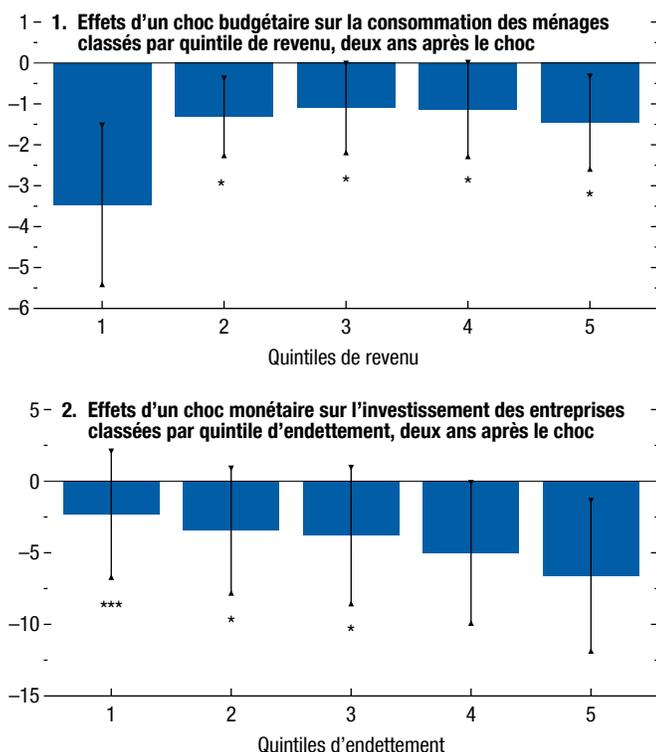
L'accroissement de la dette privée avant et pendant la récession liée à la COVID-19 peut avoir modifié la façon dont les économies réagissent au resserrement des politiques, les ménages et les entreprises qui sont davantage endettés étant plus sensibles. Cet aspect est d'abord étudié au niveau des pays : on fait interagir le choc de politique avec une variable indicatrice égale à 1 pour chaque pays durant les périodes où le ratio dette privée/PIB se situe dans le quartile supérieur pour le pays (Ramey et Zubairy, 2018, et édition d'avril 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* pour la politique budgétaire ; Tenreyro et Thwaites, 2016, pour la politique monétaire). Le graphique 2.14 montre que le rééquilibrage budgétaire a un plus grand effet de freinage lorsque le ratio dette privée/PIB est élevé.

Transmission hétérogène des politiques monétaire et budgétaire

Des études récentes reconnaissent que les effets de la politique macroéconomique dépendent des caractéristiques des ménages et des entreprises. Pour les *ménages*, la

Graphique 2.15. Effets d'un resserrement de la politique macroéconomique sur différentes catégories de ménages et d'entreprises
(Variation en pourcentage)

C'est parmi les ménages les plus modestes que les effets d'un rééquilibrage budgétaire sur la consommation sont les plus importants. Un resserrement de la politique monétaire nuit à l'investissement des entreprises les plus endettées.



Sources : Allen, Kolerus et Xu (2022) ; Bureau van Dijk Orbis ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres de la page 1 représentent l'effet estimé d'un choc de rééquilibrage budgétaire à hauteur de 1 % du PIB sur la consommation de cinq catégories de ménages définies en fonction de leur niveau de revenu, deux ans après le choc. Les barres de la page 2 représentent l'effet estimé d'un choc de resserrement monétaire de 100 points de base sur l'investissement réel de cinq catégories d'entreprises définies en fonction de leur ratio d'endettement, deux ans après le choc. Les quintiles d'endettement des entreprises apparaissent en abscisse. Les marges d'erreur représentent des intervalles de confiance de 90 %. Les différences statistiques significatives entre le quintile de revenu inférieur de la page 1 (et le quintile d'endettement supérieur de la page 2) et les autres quintiles aux niveaux de confiance de 1, 5 et 10 % sont indiquées par ***, ** et *, respectivement.

transmission de la politique varie selon leur revenu, leur endettement et les types d'actifs qu'ils détiennent (notamment si ceux-ci sont liquides ou illiquides). Le raisonnement est simple : les ménages sans actifs liquides, et en particulier les ménages endettés, ont une plus forte propension à consommer à partir de leur revenu disponible que les épargnants, qui peuvent maintenir leur consommation en puisant dans leur épargne après un choc négatif sur le revenu (Jappelli et Pistaferri, 2010, 2014 ; Crawley et Kuchler, 2018 ; Kaplan, Moll et Violante,

2018). Des études s'intéressant aux effets de la politique monétaire sur la consommation au Royaume-Uni et aux États-Unis ont montré que les effets *indirects* d'une variation inattendue des taux d'intérêt, opérant par le biais de changements d'équilibre général dans la demande de main-d'œuvre et le patrimoine immobilier, dépassent de loin l'effet *direct* normal de substitution intertemporelle (Kaplan, Moll et Violante, 2018 ; Slacalek, Tristani et Violante, 2020). Ces effets indirects sont particulièrement importants pour les ménages aux revenus les plus faibles, qui enregistrent les plus fortes variations des revenus après un choc de politique monétaire (Lenza et Slacalek, 2018). Puisque les ménages modestes ont la richesse nette la plus basse (voir Kumhof, Rancière et Winant, 2015 pour des données probantes concernant les États-Unis), on peut s'attendre à ce que ce soit eux qui ressentent le plus l'effet direct du resserrement de la politique monétaire sur le revenu disponible, par le biais du renchérissement du service de la dette.

Pour les *entreprises*, les circuits sont similaires — les recherches publiées se concentrant sur la manière dont leur bilan influe sur leur accès aux financements externes. Le modèle d'accélérateur financier (Bernanke, Gertler et Gilchrist, 1999) montre comment les variations de la valeur nette des entreprises au cours du cycle conjoncturel amplifient les effets de la politique monétaire et des autres modifications des conditions du crédit. Aux États-Unis, on a pu constater que l'endettement et la trésorerie des entreprises influent sur leur sensibilité à la politique monétaire (Ottonello et Winberry, 2020 ; Jeenas, 2019).

La page 1 du graphique 2.15 présente les résultats pour l'effet du rééquilibrage budgétaire sur la consommation par quintiles de revenu²². Le graphique montre les effets sur chaque quintile de revenu deux ans après le choc. Il met en évidence deux faits : 1) l'effet du rééquilibrage est négatif pour tous les groupes de revenus et 2) l'effet le plus important concerne la consommation des ménages du quintile de revenu le plus bas. Après deux ans, la baisse de la consommation du quintile le plus bas est deux fois plus ample que celle du quintile le plus haut²³. Les résultats sont similaires pour tous les horizons, et l'effet du rééquilibrage budgétaire persiste dans tous les cas.

²²L'analyse est fondée sur un échantillon de 13 pays européens à partir de 1990.

²³Les inégalités de revenu et de richesse sont étroitement liées (voir le graphique 2.3). Les ménages à faibles revenus auront également le plus faible actif net en proportion du revenu et seront donc les plus en difficulté financière. Cependant, le manque de données sur la répartition des bilans pour la plupart des pays limite l'exercice empirique à la répartition des revenus.

La page 2 du graphique 2.15 présente les résultats de l'effet du resserrement monétaire sur l'investissement des entreprises par quintile d'endettement²⁴. On y constate que l'effet du resserrement est à nouveau le plus fort pour le quintile le plus endetté. Après deux ans, la réaction de l'investissement du quintile le plus endetté à une hausse inattendue de 100 points de base du taux directeur est une diminution cumulée de 6½ %. Cette diminution diffère de 4 points de pourcentage de celle de l'investissement du quintile le moins endetté. Comme pour le rééquilibrage budgétaire, les effets du resserrement monétaire sur l'investissement sont persistants.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent la possibilité d'une amplification des coûts de production dans les pays où la dette privée est concentrée sur les ménages et les entreprises vulnérables. Ce risque peut être atténué dans les pays où des mesures macroprudentielles strictes étaient en place avant la récession due à la COVID-19. On peut déduire de façon intuitive que les mesures qui « vont à contre-courant », telles que les plafonnements des ratios prêt/valeur et dette/revenu, ont sans doute limité l'accumulation de dettes parmi les ménages vulnérables, et contribué à créer des amortisseurs pour les banques, limitant le coût, en termes de production, du resserrement des conditions monétaires et financières (voir l'analyse présentée dans l'édition d'avril 2021 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, ainsi que l'annexe 2.5 en ligne)²⁵.

Conclusions et conséquences en matière de politiques

Peu après l'apparition de la pandémie, dans les premiers mois de 2020, des mesures exceptionnelles ont été déployées pour sauver des vies humaines et préserver les moyens de subsistance des populations. En plus de l'aide budgétaire directe aux ménages et aux entreprises, les États ont contribué à soutenir le flux de crédit : les mesures d'adaptation des banques centrales et les modifications temporaires de la réglementation financière, notamment les moratoires de remboursement et les garanties de prêts, ont offert une bouée de sauvetage à de nombreuses entreprises et ménages.

²⁴Cette analyse est fondée sur un échantillon réduit de 25 pays, sur une période commençant en 1998 afin d'offrir une couverture chronologique suffisante.

²⁵Le graphique 2.5.4 de l'annexe 2.5 en ligne estime l'effet marginal de la rigueur de la politique macroprudentielle (d'après la base de données intégrée sur les mesures macroprudentielles (iMaPP) du FMI) sur l'atténuation de la baisse de production résultant du resserrement monétaire. L'effet à moyen terme (deux ans) du resserrement est réduit de moitié dans les pays où la politique macroprudentielle est la plus stricte.

Pourtant, l'incidence de la pandémie sur les bilans des ménages et des entreprises a été inégale d'un pays à l'autre et à l'intérieur même des pays, reflétant en grande partie les différences de composition sectorielle de leur économie. L'activité des services qui nécessitent de nombreux contacts interpersonnels s'est contractée pendant la pandémie, tandis que la production et les exportations de biens et de services de substitution (appareils électroménagers, microprocesseurs, logiciels, ...) ont prospéré. De même, dans bien des cas, la situation de la main-d'œuvre dans le tourisme, la restauration, l'hôtellerie et le spectacle était encore précaire deux ans après le début de la pandémie, alors que, dans la construction et la logistique, par exemple, pénurie de main-d'œuvre et augmentation rapide des salaires étaient devenues la norme (FMI, 2021c). La guerre en Ukraine a encore déstabilisé les chaînes d'approvisionnement mondiales. De fortes augmentations des prix de l'énergie et des produits alimentaires risquent de toucher les ménages modestes — en particulier dans les pays émergents et les pays en développement — et pourraient se répercuter sur de nombreux secteurs via la hausse des prix des intrants si le conflit se prolonge (voir chapitre 1).

Ce chapitre estime que, au regard de la récente accumulation de l'endettement, l'effet de frein cumulé sur la reprise pour les trois années à venir pourrait se chiffrer, en moyenne, à 0,9 % du PIB dans les pays avancés et à 1,3 % dans les pays émergents. Mais il s'agit là d'estimations de moyennes fondées sur des données transnationales agrégées²⁶. Les ménages en difficulté financière et les entreprises vulnérables, dont le nombre et la proportion ont augmenté durant la pandémie, devraient réduire davantage leurs dépenses, notamment dans les pays où le régime d'insolvabilité est insuffisant et l'espace budgétaire restreint.

Alors que les politiques monétaires se normalisent dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes, les pouvoirs publics doivent organiser de manière pondérée le rééquilibrage budgétaire en fonction des circonstances nationales afin d'éviter de grandes perturbations et de possibles séquelles. Là où la reprise est bien engagée et où les bilans sont en bonne santé, l'aide budgétaire peut être réduite plus rapidement, ce qui facilitera la tâche des banques centrales. Ailleurs, un soutien ciblé, respectant un cadre budgétaire à moyen terme crédible, peut être envisagé (voir encadré 2.1).

²⁶Ces estimations sont en outre antérieures à la guerre en Ukraine et à ses conséquences éventuelles sur les bilans.

En particulier, l'aide publique aux entreprises pourrait être limitée aux circonstances dans lesquelles il existe une défaillance manifeste du marché (édition d'avril 2022 du *Moniteur des finances publiques*). Par exemple, lorsqu'une vague de faillites dans les secteurs particulièrement touchés par la pandémie risque d'affecter par contagion l'ensemble de l'économie, les pouvoirs publics pourraient inciter à la restructuration des dettes plutôt qu'à la liquidation des entreprises et, si nécessaire, envisager un soutien à la solvabilité. Parmi les cadres possibles pour un tel soutien, l'allègement de la dette sous forme d'injections de quasi-fonds propres dans des PME (par exemple au moyen de prêts avec participation aux bénéfices) pourrait être envisagé dans les pays disposant d'un espace budgétaire suffisant et de bons mécanismes de transparence et de responsabilisation (voir Díez *et al.*, 2021). Certes, il est difficile de cibler les bonnes entreprises viables, c'est-à-dire celles qui sont insolvables en raison de la pandémie mais qui ont un modèle économique viable (voir l'édition d'avril 2021 du *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*). Pour alléger la charge sur les finances publiques, un relèvement temporaire de la fiscalité sur les bénéfices excédentaires pourrait être envisagé. Cela permettrait de récupérer une partie des transferts dont ont bénéficié des entreprises qui n'en avaient pas besoin (Gourinchas *et al.*, 2021).

L'analyse présentée dans ce chapitre souligne également la nécessité de renforcer les mécanismes de restructuration

et d'insolvabilité (par exemple en mettant en place des procédures de restructuration extrajudiciaires spécifiques), afin de faciliter une réaffectation rapide du capital et de la main-d'œuvre vers les entreprises les plus productives (Araujo *et al.*, 2022 ; Díez *et al.*, 2021). Pour contrer les effets à court terme de l'insolvabilité liée à la pandémie, les pays pourraient s'attaquer en priorité aux points faibles de leur régime tout en travaillant sur des réformes globales à plus long terme. De même, si l'endettement élevé des ménages menace la reprise, les gouvernants devraient envisager des programmes de restructuration de dettes à moindre coût visant à transférer les ressources aux personnes relativement vulnérables qui ont une forte propension à consommer. Ces programmes devraient être conçus dans l'optique de réduire autant que possible l'aléa moral (édition d'avril 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Le biais en faveur de l'endettement dans la fiscalité des entreprises et des particuliers devrait également être éliminé pour éviter d'inciter à l'accumulation excessive de dettes, à la mauvaise affectation des ressources et à la répétition des cycles emballement-effondrement.

Enfin, le chapitre insiste sur la nécessité de s'intéresser à la répartition aux fins d'améliorer les prévisions et l'élaboration des politiques macroéconomiques. Si des recherches supplémentaires sont nécessaires pour enrichir les outils et les modèles à la disposition des décideurs, la priorité est la collecte de données plus détaillées et en temps réel sur les bilans des entreprises et des ménages.

Encadré 2.1. Inégalités et viabilité de la dette publique

La pandémie a exacerbé les inégalités de revenus, prolongeant une tendance lourde amorcée dans les années 1980 (édition d’avril 2021 du Moniteur des finances publiques ; Azzimonti, de Francisco et Quadrini, 2014 ; Chancel et Piketty, 2021 ; Chancel *et al.*, 2022). Dans le même temps, les taux d’intérêt sont restés bas malgré l’augmentation constante de la dette publique. Cette contradiction apparente peut être rationalisée : les ménages plus aisés ont tendance à épargner une part plus importante de leurs revenus. Lorsque leur proportion dans le revenu national augmente, l’épargne globale s’accroît et, avec elle, la demande de titres de créance privés et publics. Cette augmentation de l’épargne fait baisser les taux d’intérêt d’équilibre et, en fin de compte, le coût de l’emprunt (Mian, Straub et Sufi, 2021a, 2021b, 2021d ; Del Negro *et al.*, 2017 ; encadré 2.2). Par conséquent, *toutes choses égales par ailleurs*, une plus grande inégalité des revenus supérieurs augmente les niveaux viables de la dette publique et du déficit primaire (Mian, Straub et Sufi, 2021c ; Reis, 2021). L’augmentation des inégalités peut imposer davantage de transferts sociaux (et de dette publique) après la pandémie, mais elle améliore parallèlement la capacité des États à les financer. Bien entendu, toutes choses ne sont pas toujours égales par ailleurs. Davantage d’inégalité pourrait donner lieu à une moindre croissance potentielle, et l’accroissement de la dette publique finit par entraîner une hausse des taux d’intérêt, car les primes de liquidité, de réglementation et de sécurité sur les titres souverains s’érodent (Krishnamurthy et Vissing-Jorgensen, 2012 ; Lian, Presbitero et Wirriadinata, 2020). La viabilité de la dette publique a ses limites¹.

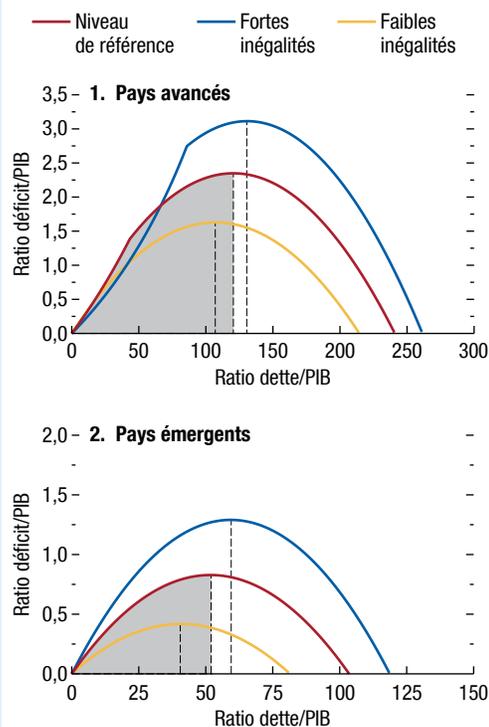
Cet encadré analyse les répercussions des inégalités sur la viabilité de la dette dans un cadre qui permet à ces forces antagonistes de s’exprimer. Au moment d’envisager la sortie des politiques de soutien liées à la pandémie, les pouvoirs publics doivent évaluer la rigidité de la contrainte budgétaire afin d’imposer le bon rythme au rééquilibrage.

Un modèle calibré simple (inspiré de Mian, Straub et Sufi, 2021c) peut être utilisé pour tracer un *diagramme de phases déficit/dette* qui décrit l’ensemble des combinaisons viables de déficit primaire et de dette (en pourcentage du PIB), c’est-à-dire la combinaison de déficit

Cet encadré a été rédigé par Anh Dinh Minh Nguyen.

¹D’autres facteurs institutionnels comptent, notamment l’efficacité et la crédibilité de la politique, l’interaction avec la politique monétaire et la qualité des institutions (édition d’octobre 2021 du Moniteur des finances publiques ; FMI, 2018).

Graphique 2.1.1. Effets des inégalités de revenu sur la viabilité de la dette
(En pourcentage)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; estimations des services du FMI.
Note : La ligne verticale fait référence au déficit primaire maximal viable et au ratio dette/PIB correspondant. Dans la zone grisée, le déficit peut se creuser sans porter atteinte à la viabilité de la dette. Le paramétrage de référence permet d’identifier les épargnants ; les 10 % les plus riches perçoivent 40 % des revenus dans les pays avancés, et 48 % dans les pays émergents. Le paramétrage du modèle des pays avancés/des pays émergents suppose un niveau d’endettement initial de 105 %/55 % du PIB, un taux d’intérêt nominal initial de 1 %/4,7 % et une tendance de croissance nominale à long terme de 3,2 %/6,2 %. Le scénario d’inégalités fortes/faibles ajoute/soustrait une part de revenu de 5 points de pourcentage par rapport au niveau de référence. Dans les deux cas, l’élasticité des taux d’intérêt au ratio dette/PIB est de 0,017, ce qui signifie qu’une augmentation du ratio dette/PIB de 10 % entraîne une augmentation du taux d’intérêt de 17 points de base (Mian, Straub et Sufi, 2021c). Une élasticité plus élevée/plus faible aurait pour effet de faire baisser/augmenter les seuils d’endettement.

primaire et de dette qui peut être maintenue de façon permanente compte tenu de la croissance et des taux d’intérêt à long terme. Le sommet du diagramme montre le niveau maximal soutenable de déficit et de dette, compte tenu de la croissance potentielle nominale des économies (*G*) et

Encadré 2.1 (fin)

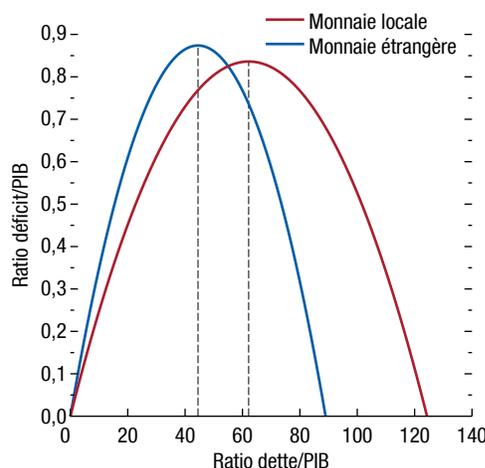
des forces qui déterminent le taux d'intérêt (R). La plage à gauche du maximum représente une zone *sans risque*, où l'on peut creuser le déficit primaire — par le biais d'une baisse des impôts ou d'une hausse des dépenses — afin de soutenir l'économie sans s'engager dans la voie d'un endettement insoutenable. Étant donné que l'accroissement de la dette finit par faire augmenter les taux d'intérêt, le déficit viable commence à rétrécir (à droite du maximum) à mesure que la dette grandit. Finalement, le différentiel entre les taux d'intérêt et la croissance ($R - G$) devient positif, et un excédent primaire (déficit négatif) est nécessaire pour obtenir un ratio dette/PIB stable.

Le graphique 2.1.1 met en évidence les différences entre les pays avancés et les pays émergents² : le niveau soutenable de la dette est plus haut dans les pays avancés, car les primes de commodité plus élevées pour la liquidité et la sécurité poussent R vers le bas³. Dans les pays avancés comme dans les pays émergents, l'accroissement des inégalités de revenus au cours des quatre dernières décennies a pu contribuer à augmenter les niveaux soutenables du couple *déficit/dette* (graphique 2.1.1, lignes bleues), et l'effet peut avoir été assez important. Un calibrage raisonnable suggère une augmentation du déficit soutenable de près d'un point entier de pourcentage dans les pays avancés. Cette estimation est celle d'une limite supérieure, toutefois. Dans les pays où les inégalités

²Les paramètres des pays avancés ont été calibrés pour correspondre à la moyenne pondérée en parités de pouvoir d'achat des pays avancés membres de l'OCDE en 2019, avant la récession de 2020–21 due à la pandémie. Les paramètres des pays émergents ont été calibrés pour correspondre à la moyenne pondérée en parités de pouvoir d'achat pour l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Pologne, la Russie et la Turquie en 2019. Voir également la note du graphique 2.1.1 pour les calibrages spécifiques aux pays émergents et aux pays avancés.

³Bien entendu, des facteurs spécifiques à chaque pays, tels que l'élasticité des taux d'intérêt à la dette, l'accès aux marchés et la monnaie dans laquelle est libellée la dette publique, ont également leur importance.

Graphique 2.1.2. Monnaie de libellé de la dette
(En pourcentage)



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques ; estimations des services du FMI.

Note : Le modèle fait l'hypothèse d'une dépréciation du taux de change de 30 % en cas de choc négatif. La courbe en bleu/rouge correspond à la situation où toute la dette est libellée en monnaie étrangère/locale. Les pays dont la dette est libellée à la fois en monnaie locale et en monnaie étrangère se trouvent à mi-chemin entre ces deux courbes.

sapent les progrès de l'éducation ou entraînent une contraction de l'investissement par suite de troubles sociaux, par exemple, la croissance potentielle et le niveau viable de la dette et du déficit peuvent être réduits. La résilience d'un pays en cas d'augmentation de la dette dépend aussi de la portion de la dette publique qui est libellée en devises. En calibrant le modèle ci-dessus sur les pays émergents, l'analyse montre que, plus la part de la dette libellée en devises est importante, plus la marge de manœuvre pour le soutien budgétaire se réduit en cas de dépréciation du taux de change, ce qui rehausse les risques d'insolvabilité dans ces pays et la nécessité de constituer des volants de sécurité (graphique 2.1.2, ligne bleue).

Encadré 2.2. Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel

L'« excès d'épargne des riches » est une expression employée pour décrire l'augmentation massive de l'épargne au sommet de la répartition des revenus qui s'est produite aux États-Unis à partir du début des années 80 (Mian, Straub et Sufi, 2021d). Ce phénomène a coïncidé avec une hausse de l'endettement des ménages, concentrée sur les ménages à faibles revenus, et une augmentation des inégalités de revenus. Il pourrait également avoir contribué à la baisse durable du taux d'intérêt naturel (Mian, Straub et Sufi, 2021b ; Platzer et Peruffo, 2022 ; Rachel et Summers, 2019). On saisit intuitivement que, les paiements du service de la dette opérant un transfert de revenus entre des ménages (emprunteurs) qui ont une faible propension à épargner et des ménages (prêteurs) qui ont une forte propension à épargner, l'accroissement de l'offre nette d'épargne qui s'ensuit exerce une pression à la baisse sur le taux d'intérêt naturel.

Le phénomène n'est peut-être pas limité aux États-Unis. Cet encadré présente de nouvelles données transnationales qui confirment l'existence d'un excès *mondial* d'épargne des riches et ses conséquences pour le *taux d'intérêt naturel*. L'analyse s'appuie sur Allen, Kolerus et Xu (2022) et combine plusieurs sources (données brutes issues d'enquêtes microéconomiques, tableaux fiscaux et comptes nationaux) pour 41 pays avancés et émergents¹.

Excès mondial d'épargne des riches

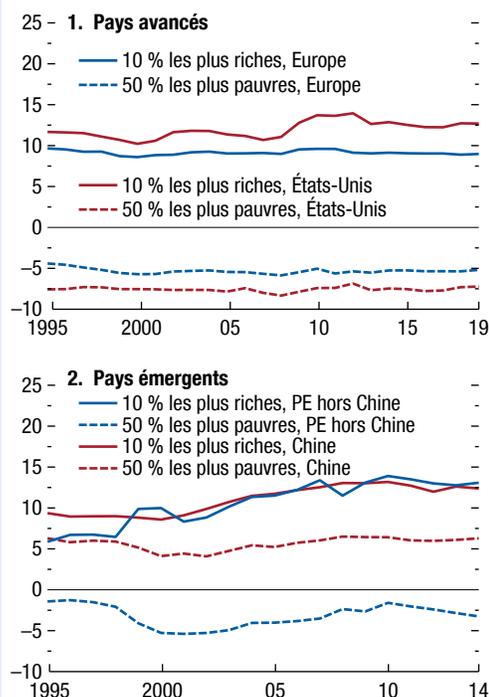
Estimer l'épargne à partir du revenu permanent ou de la richesse est une tâche ardue, en particulier lorsqu'on examine un échantillon de pays. Cet encadré s'appuie sur des preuves indirectes de la forte corrélation entre les inégalités de revenu et de richesse (Bricker *et al.*, 2020 ; Kuhn, Schularick et Steins, 2020 ; graphique 2.3) et fonde l'analyse sur la répartition actuelle des revenus. Le graphique 2.2.1 laisse penser que l'épargne est répartie de manière très inégale. Dans les pays avancés, les 10 % des

Les auteurs de cet encadré sont Cian Allen et Christina Kolerus. L'analyse étend l'étude d'Allen, Kolerus et Xu (2022) à un plus grand nombre de pays.

¹Le manque de données constituant un véritable obstacle à l'extension de la série aux pays émergents, celle-ci repose sur des hypothèses clés. Premièrement, les données sur la répartition du revenu disponible (après impôt) sont étendues dans le temps par application des taux de croissance de la répartition du revenu avant impôt, laquelle est communément fournie (pour les pays disposant des deux séries, les tendances temporelles sont très similaires). Deuxièmement, les données brutes de l'enquête ne sont pas corrigées de la sous-déclaration au sommet de la répartition, des loyers imputés manquants et des bénéfices non distribués, comme c'est le cas pour les pays avancés.

Graphique 2.2.1. Épargne par groupe de revenu

(Pourcentage du revenu national)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Europe : moyenne pondérée pour 27 pays européens ; PE hors Chine : moyenne pondérée pour l'Afrique du Sud, la Corée, l'Inde, le Mexique, le Pérou, la République dominicaine et la Russie. PE = pays émergents.

ménages les plus riches représentent la majeure partie de l'épargne globale, soit environ le double de celle des ménages de la classe moyenne (du sixième au huitième décile). Les 50 % les plus pauvres désépargnent généralement à un taux variant entre 4 % à 7 % du revenu national par an, et systématiquement plus aux États-Unis qu'en Europe².

Les pays émergents affichent des taux d'épargne des plus riches globalement similaires, mais un taux de désépargne des 50 % les plus pauvres légèrement inférieur, peut-être en raison d'un accès plus restreint au crédit. La Chine se distingue par l'épargne de la classe moyenne qui atteint 20 % du revenu national et par l'épargne positive des 50 % les plus pauvres.

²Fagereng *et al.* (2019) soulignent que les plus-values expliquent les taux d'épargne non homothétiques entre les ménages, qui autrement seraient constants.

Encadré 2.2 (fin)

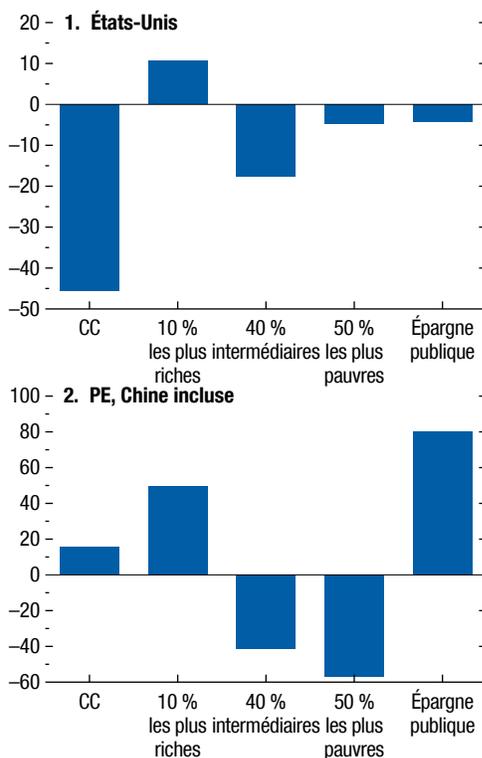
La crise financière mondiale a entraîné une augmentation considérable de l'épargne des riches aux États-Unis, qui contraste avec la situation en Europe, où la répartition de l'épargne est restée globalement stable. Dans les plus grands pays émergents (Afrique du Sud, Chine, Inde, Mexique), l'épargne des ménages riches n'a cessé d'augmenter depuis la première décennie 2000.

Conséquences pour le taux d'intérêt naturel

De multiples travaux sur les marchés de capitaux établissent que l'excès mondial d'épargne pourrait être l'un des déterminants de la baisse persistante du taux d'intérêt naturel au niveau mondial (voir, par exemple, Bernanke, 2005 ; Caballero, Farhi et Gourinchas, 2008). L'analyse précédente souligne que les ménages riches du monde entier ont pu contribuer de manière importante à l'excès d'épargne mondiale. Le graphique 2.2.2 illustre la possibilité que ces deux facteurs se combinent. Par rapport au milieu des années 90, les plus grands pays émergents ont vu les exportations d'épargne des riches, aux côtés de l'épargne publique, alimenter l'excès mondial d'épargne par le biais d'excédents de la balance courante. Aux États-Unis, la situation est plus nuancée. L'épargne des riches est associée au financement d'une importante désépargne des non-riches et de l'État (Mian, Straub et Sufi, 2021d), mais l'épargne étrangère est également présente dans l'équation, donnant lieu à un déficit de la balance courante (graphique 2.2.2).

Graphique 2.2.2. Absorption de l'épargne accumulée

(Pourcentage du revenu national)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente la différence accumulée pour chaque variable sur la période 1996–2019 pour les États-Unis et sur la période 1996–2015 pour les PE, par rapport aux niveaux moyens en 1994 et en 1995, en pourcentage du revenu national. CC = compte courant ; PE = pays émergents.

Bibliographie

- Albuquerque, Bruno. 2021. “Corporate Debt Booms, Financial Constraints and the Investment Nexus.” Bank of England Working Paper 935, Bank of England, London.
- Allen, Cian, Christina Kolerus, and Ying Xu. Forthcoming. “Saving across the Income Distribution: An International Perspective.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Almgren, Mattias, José Elías Gallegos Dago, John Kramer, and Ricardo Lima. 2019. “Monetary Policy and Liquidity Constraints: Evidence from the Euro Area.” <https://ssrn.com/abstract=3422687> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3422687>
- Araujo, Juliana, José Garrido, Emanuel Kopp, Richard Varghese, and Weijia Yao. 2022. “Policy Options for Supporting and Restructuring Firms Hit by the COVID-19 Crisis.” IMF Departmental Paper 2022/002, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Azzimonti, Marina, Eva de Francisco, and Vincenzo Quadrini. 2014. “Financial Globalization, Inequality, and the Rising Public Debt.” *American Economic Review* 104 (8): 2267–302.
- Barajas, Adolfo, Woon Gyu Choi, Ken Zhi Gan, Pierre Guérin, Samuel Mann, Manchun Wang, and Yizhi Xu. 2021. “Loose Financial Conditions, Rising Leverage, and Risks to Macro-financial Stability.” IMF Working Paper 2021/222, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bernanke, Ben S. 2005. “The Global Saving Glut and the U.S. Current Account Deficit.” Remarks at the Sandridge Lecture, Virginia Association of Economics, Richmond, March 10. Speech 77, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC.
- Bernanke, Ben S., and Mark Gertler. 1989. “Agency Costs, Net Worth, and Business Fluctuations.” *American Economic Review* 79 (1): 14–31.
- Bernanke, Ben. S., Mark Gertler, and Simon Gilchrist. 1999. “The Financial Accelerator in a Quantitative Business Cycle Framework.” *Handbook of Macroeconomics* 1 (C): 1341–93.
- Bricker, Jesse, Sarena Goodman, Kevin B. Moore, Alice Henriques Volz, and Dalton Ruh. 2020. “Wealth and Income Concentration in the SCF: 1989–2019.” FEDS Notes 2020–09–28–1, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC.
- Caballero, Ricardo J., Emmanuel Farhi, and Pierre-Olivier Gourinchas. 2008. “An Equilibrium Model of Global Imbalances and Low Interest Rates.” *American Economic Review* 98 (1): 358–93.
- Carletti, Elena, Tommaso Oliviero, Marco Pagano, Lioriana Pelizzon, and Marti G. Subrahmanyam. 2020. “The COVID-19 Shock and Equity Shortfall: Firm-Level Evidence from Italy.” *Review of Corporate Finance Studies* 9 (3): 534–68.
- Chancel, Lucas, and Thomas Piketty. 2021. “Schumpeter Lecture 2021: Global Income Inequality, 1820–2020: The Persistence and Mutation of Extreme Inequality.” *Journal of the European Economic Association* 19 (6): 3025–62.
- Chancel, Lucas, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, and Gabriel Zucman. 2022. *World Inequality Report 2022*. Paris: World Inequality Lab.
- Cloyne, James, Clodomiro Ferreira, Maren Froemel, and Paolo Surico. 2018. “Monetary Policy, Corporate Finance and Investment.” NBER Working Paper 25366, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Crawley, Edmund S., and Andreas Kuchler. 2018. “Consumption Heterogeneity: Micro Drivers and Macro Implications.” Working Paper 129, Danmarks Nationalbank, Copenhagen.
- Cros, Mathieu, Anne Epaulard, and Philippe Martin. 2021. “Will Schumpeter Catch Covid-19? Evidence from France.” *VoxEU*, March 4.
- Del Negro, Marco, Domenico Giannone, Marc P. Giannoni, and Andrea Tambalotti. 2017. “Safety, Liquidity, and the Natural Rate of Interest.” *Brookings Papers on Economic Activity* (Spring): 235–316.
- Dell’Ariccia, Giovanni, Deniz Igan, Luc Laeven, and Hui Tong. 2016. “Credit Booms and Macrofinancial Stability.” *Economic Policy* 31 (86): 299–355.
- Díez, Federico J., Romain Duval, Jiayue Fan, José Garrido, Sebnem Kalemlı-Özcan, Chiara Maggi, Soledad Martínez-Peria, and Nicola Pierri. 2021. “Insolvency Prospects among Small and Medium Enterprises in Advanced Economies: Assessment and Policy Options.” IMF Staff Discussion Note 2021/002, International Monetary Fund, Washington, DC.
- DiNardo, John, Nicole M. Fortin, and Thomas Lemieux. 1996. “Labor Market Institutions and the Distribution of Wages, 1973–1992: A Semiparametric Approach.” *Econometrica* 64 (5): 1001–44.
- Ding, Wenzhi, Ross Levine, Chen Lin, and Wensi Xie. 2021. “Corporate Immunity to the COVID-19 Pandemic.” *Journal of Financial Economics* 141 (2): 802–30.
- Drehman, Mathias, Mikael Juselius, and Anton Korinek. 2017. “Accounting for Debt Service: The Painful Legacy of Credit Booms.” Bank of Finland Research Discussion Paper 12/2017, Helsinki.
- Eggertsson, Gauti B., and Paul Krugman. 2012. “Debt, Deleveraging, and the Liquidity Trap: A Fisher-Minsky-Koo Approach.” *Quarterly Journal of Economics* 127 (3): 1469–513.
- Fagereng, Andreas, Martin Blomhoff Holm, Benjamin Moll, and Gisle Natvik. 2019. “Saving Behavior across the Wealth Distribution: The Importance of Capital Gains.” NBER Working Paper 26588, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Furceri, Davide, Prakash Loungani, and Aleksandra Zdzienicka. 2016. “The Effects of Monetary Policy Shocks on Inequality.” IMF Working Paper 16/245, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gaspar, Vitor, Paulo Medas, and Roberto Perrelli. 2021. “Global Debt Reaches a Record \$226 Trillion.” IMFBlog, International Monetary Fund, December 15.

- Ghosh, Atish R., Jun I. Kim, Enrique G. Mendoza, Jonathan D. Ostry, and Mahvash S. Qureshi. 2013. "Fiscal Fatigue, Fiscal Space and Debt Sustainability in Advanced Economies." *Economic Journal* 123 (566): F4–F30.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, Şebnem Kalemli-Özcan, Veronika Penciakova, and Nick Sander. 2020. "Covid-19 and SME Failures 2020." NBER Working Paper 27877, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, Şebnem Kalemli-Özcan, Veronika Penciakova, and Nick Sander. 2021. "COVID-19 and SMEs: A 2021 Time Bomb?" NBER Working Paper 28418, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Hamilton, James D. 2018. "Why You Should Never Use the Hodrick-Prescott Filter." *Review of Economics and Statistics* 100 (5): 831–43.
- Iacoviello, Matteo. 2005. "House Prices, Borrowing Constraints, and Monetary Policy in the Business Cycle." *American Economic Review* 95 (3): 739–64.
- International Monetary Fund (IMF). 2018. "Assessing Fiscal Space: An Update and Stocktaking." IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2021a. "COVID-19 Recovery Contributions." Special Series on COVID-19, Fiscal Affairs Department, Washington, DC, April.
- _____. 2021b. *External Sector Report: Fiscal Policy and External Adjustment: What's Coming?* Washington, DC.
- _____. 2021c. World Economic Outlook, April 2021: After-Effects of the COVID-19 Pandemic: Prospects for Medium-Term Economic Damage.
- _____. 2020a. *Regional Economic Outlook: Europe*. Washington, DC, October.
- _____. 2020b. *Regional Economic Outlook: Western Hemisphere*. Washington, DC, October.
- Jappelli, Tullio, and Luigi Pistaferri. 2010. "The Consumption Response to Income Changes." *Annual Review of Economics* 2 (1): 479–506.
- Jappelli, Tullio, and Luigi Pistaferri. 2014. "Fiscal Policy and MPC Heterogeneity." *American Economic Journal: Macroeconomics* 6 (4): 107–36.
- Jeenas, Priit. 2019. "Firm Balance Sheet Liquidity, Monetary Policy Shocks, and Investment Dynamics." Unpublished.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Jordà, Òscar, Moritz Schularick, and Alan M. Taylor. 2011. "When Credit Bites Back: Leverage, Business Cycles, and Crises." NBER Working Paper 17621, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Kaplan, Greg, Benjamin Moll, and Giovanni L. Violante. 2018. "Monetary Policy According to HANK." *American Economic Review* 108 (3): 697–743.
- Kose, M. Ayhan, Sergio Kurlat, Franziska Ohnsorge, and Naotaka Sugawara. 2017. "A Cross-Country Database of Fiscal Space." Policy Research Working Paper 8157, World Bank, Washington, DC.
- Krishnamurthy, Arvind, and Annette Vissing-Jorgensen. 2012. "The Aggregate Demand for Treasury Debt." *Journal of Political Economy* 120 (2): 233–67.
- Krugman, Paul. 1988. "Financing vs. Forgiving a Debt Overhang." *Journal of Development Economics* 29 (3): 253–68.
- Kuhn, Moritz, Moritz Schularick, and Ulrike I. Steins. 2020. "Income and Wealth Inequality in America, 1949–2016." *Journal of Political Economy* 128 (9): 3469–519.
- Kumhof, Michael, Romain Rancière, and Pablo Winant. 2015. "Inequality, Leverage, and Crises." *American Economic Review* 105 (3): 1217–45.
- Leduc, Sylvain, and Jean-Marc Natal. 2018. "Monetary and Macropudential Policies in a Leveraged Economy." *Economic Journal* 128(609): 797–826.
- Lenza, Michele, and Jiri Slacalek. 2018. "How Does Monetary Policy Affect Income and Wealth Inequality? Evidence from Quantitative Easing in the Euro Area." Working Paper Series 2190, European Central Bank, Frankfurt.
- Lian, Weicheng, Andrea F. Presbitero, and Ursula Wiriadinata. 2020. "Public Debt and $r - g$ at Risk." IMF Working Paper 20/13, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021a. "Indebted Demand." *Quarterly Journal of Economics* 136 (4): 2243–307.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021b. "What Explains the Decline in r^* ? Rising Income Inequality versus Demographic Shifts." BFI Working Paper, Becker Friedman Institute, University of Chicago.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021c. "A Goldilocks Theory of Fiscal Policy." Unpublished, Harvard University, Cambridge, MA.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2021d. "The Saving Glut of the Rich." Unpublished, Harvard University, Cambridge, MA.
- Mian, Atif, Amir Sufi, and Emil Verner. 2017. "Household Debt and Business Cycles Worldwide." *Quarterly Journal of Economics* 132 (4): 1755–817.
- Myers, Stewart C. 1977. "Determinants of Corporate Borrowing." *Journal of Financial Economics* 5 (2): 147–75.
- Otonello, Pablo, and Thomas Winberry. 2020. "Financial Heterogeneity and the Investment Channel of Monetary Policy." *Econometrica* 88 (6): 2473–502.
- Platzer, Josef, and Marcel Peruffo. 2022. "Secular Drivers of the Natural Rate of Interest in the United States: A Quantitative Evaluation." IMF Working Paper 2022/030, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Rachel, Lukasz, and Lawrence H. Summers. 2019. "On Secular Stagnation in the Industrialized World." NBER Working Paper 26198, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

- Ramey, Valerie A. 2016. “Macroeconomic Shocks and Their Propagation.” Chapter 2 in *Handbook of Macroeconomics*, vol. 2, edited by John B. Taylor and Harald Uhlig, 71–162. New York: Elsevier.
- Ramey, Valerie A., and Sarah Zubairy. 2018. “Government Spending Multipliers in Good Times and in Bad: Evidence from US Historical Data.” *Journal of Political Economy* 126 (2): 850–901.
- Reis, Ricardo. 2021. “The Constraint on Public Debt When $r < g$ but $g < m$.” BIS Working Paper Series 939, Bank for International Settlements, Basel.
- Slacalek, J., Oreste Tristani, and Giovanni L. Violante. 2020. “Household Balance Sheet Channels of Monetary Policy: A Back of the Envelope Calculation for the Euro Area.” *Journal of Economic Dynamics and Control* 115: 103879.
- Tenreiro, Silvana, and Gregory Thwaites. 2016. “Pushing on a String: US Monetary Policy Is Less Powerful in Recessions.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 8 (4): 43–74.
- Tobin, James. 1980. *Asset Accumulation and Economic Activity: Reflections on Contemporary Macroeconomic Theory*. Oxford, UK: Basil Blackwell.

La transformation économique verte nécessaire pour parvenir à des émissions nettes nulles demandera également des changements en matière d'emploi. Ce chapitre examine les implications de cette transition sur le marché du travail en combinant des analyses empiriques et modélisées. L'analyse empirique d'un échantillon de pays largement avancés indique que les emplois plus verts comme les emplois plus polluants sont concentrés dans de petits sous-ensembles de la main-d'œuvre. Les travailleurs individuels peuvent difficilement évoluer d'emplois plus polluants vers des emplois plus verts, ce qui complique la réaffectation de la main-d'œuvre. Plus le niveau de compétences est élevé, plus les transitions professionnelles sont faciles, soulignant l'importance potentielle de la formation. Des politiques environnementales plus solides contribuent à rendre le marché du travail plus écologique et semblent plus efficaces lorsque les incitations à la réaffectation ne sont pas freinées. Enfin, un ensemble de mesures comportant une impulsion en faveur des infrastructures vertes, une tarification progressive du carbone, des formations ciblées et un crédit d'impôt sur le revenu gagné, afin de fournir une aide au revenu et de stimuler l'offre de main-d'œuvre, pourrait mettre l'économie sur la voie de l'élimination nette des émissions d'ici 2050, avec une transition inclusive. Les simulations modélisées pour un pays avancé représentatif suggèrent qu'environ 1 % des emplois évolueraient vers des activités plus vertes sur une période de dix ans. En revanche, pour un pays émergent représentatif, ce transfert concernerait environ 2,5 % des emplois, un écart qui traduit une différence de compétences de la main-d'œuvre et une plus grande dépendance à l'égard d'une production à plus forte intensité d'émissions. Les retards dans les actions politiques nécessiteront des ajustements plus marqués du marché du travail pour parvenir à des émissions nettes nulles.

Introduction

La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations et des bouleversements considérables au sein des pays

Les auteurs de ce chapitre sont John Bluedorn (cochef d'équipe), Niels-Jakob Hansen (cochef d'équipe), Diaa Noureldin, Ippei Shibata et Marina M. Tavares, avec l'appui de Savannah Newman et Cynthia Nyakeri. Le chapitre a bénéficié des commentaires de M. Scott Taylor ainsi que de participants à un séminaire interne et de relecteurs.

et des marchés du travail¹. Pour guider la reprise après la pandémie, les mesures peuvent être conçues de manière à relever les principaux défis et à créer des économies plus productives, plus résilientes et plus durables (voir Georgieva et Shah, 2020, pour une discussion sur ce thème). Parmi tous les sujets urgents, la lutte contre le changement climatique d'origine humaine est l'un des plus pressants.

L'atténuation du réchauffement climatique nécessitera des réductions substantielles des émissions de gaz à effet de serre (GES). L'objectif de limitation de la hausse moyenne de la température mondiale à un niveau nettement inférieur à 2 °C et, de préférence, à 1,5 °C au maximum par rapport aux niveaux préindustriels a été approuvé par les dirigeants mondiaux dans l'accord de Paris de 2015 (voir GIEC, 2015, 2018 ; COP, 2015). Pour atteindre cet objectif, les émissions nettes (la différence entre les émissions de GES produites et les GES éliminés de l'atmosphère) doivent être réduites à zéro d'ici 2050.

La transformation verte des structures de production pour parvenir à des émissions nettes nulles (avec des changements majeurs attendus dans les immobilisations pour le verdissement de l'énergie et des produits) impliquera également une transformation du marché du travail, en modifiant la répartition des travailleurs entre les professions et les secteurs. Selon des analyses antérieures des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), la série de mesures nécessaires pour parvenir à une élimination nette des émissions d'ici 2050 entraînerait un changement de secteur d'activité pour environ 2 % de la main-d'œuvre mondiale au cours des trente prochaines années. Ces travailleurs passeraient de secteurs polluants et à plus fortes émissions à des secteurs plus propres et générant moins d'émissions².

Pour mieux cerner les changements nécessaires en matière d'emploi pour la transformation verte, ainsi que les obstacles éventuels, ce chapitre examine les propriétés environnementales des emplois, la facilité avec laquelle les

¹Voir les chapitres 1 et 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2021 pour les éléments probants et l'analyse des impacts de la pandémie de COVID-19 et de la récession associée sur l'activité économique et les marchés du travail.

²Voir le chapitre 3 des PEM d'octobre 2020. Cette série de mesures combine une tarification internationale du carbone, une impulsion en faveur des investissements verts et des transferts monétaires ciblés vers les groupes les plus susceptibles d'être affectés par les mesures d'atténuation.

travailleurs peuvent passer à un emploi plus vert (c'est-à-dire plus durable, moins polluant et réduisant les émissions) et les incidences possibles des politiques sur la transformation verte du marché du travail. Ce chapitre propose deux éléments clés : 1) un nouvel ensemble harmonisé d'indicateurs des propriétés environnementales des emplois à l'échelle internationale, qui s'appuie en partie sur des études antérieures portant sur un seul pays, et 2) une nouvelle analyse modélisée de la réaffectation de la main-d'œuvre dans le cadre de la transition verte, avec un ensemble élargi d'instruments politiques. Ce chapitre examine les propriétés environnementales des emplois sous deux angles : *ce que font les travailleurs* (leurs professions) et *où ils travaillent* (les secteurs dans lesquels ils sont employés). Il part du principe que les propriétés environnementales des emplois sont multidimensionnelles et tiennent compte de la mesure dans laquelle les travailleurs effectuent des tâches qui améliorent la durabilité environnementale (*intensité écologique*) et de la mesure dans laquelle leur travail implique des activités qui aggravent la pollution (*intensité polluante*), ainsi que du niveau d'émissions générées par travailleur (*intensité d'émissions*). Parmi les nombreuses professions recensées, un ingénieur en technologies de l'électricité est un exemple de profession à plus forte intensité écologique, tandis qu'un opérateur de machine à papier est un exemple de profession à plus forte intensité polluante. Les services d'utilité publique, y compris l'électricité et le gaz, constituent un exemple de secteur à plus forte intensité d'émissions³.

L'évolution des emplois a déjà joué un rôle prépondérant dans l'amélioration de la durabilité, comme le montre l'expérience récente d'un échantillon de pays avancés. Entre 2005 et 2015, les émissions totales moyennes de carbone par travailleur (la mesure de l'intensité d'émissions) au sein de cet échantillon ont diminué de 27 % (graphique 3.1)⁴. La majeure partie de cette baisse est liée à l'amélioration de l'efficacité sectorielle, notamment à une combinaison de réduction des émissions, de réaffectation de la main-d'œuvre au sein d'un même secteur et de changements dans le capital et la technologie. Cependant, près

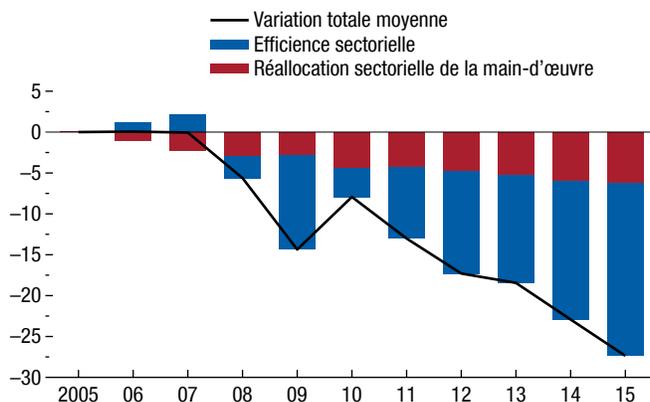
³Le mode de mesure spécifique de ces trois indicateurs d'intensité est décrit dans la section suivante.

⁴Les émissions de carbone (dioxyde de carbone ou CO₂) sont plus accessibles et plus comparables d'un secteur et d'un pays à l'autre sur une plus longue période par rapport à la catégorie plus générale des émissions de GES. Par ailleurs, les émissions de carbone représentent la plus grande part, soit les trois quarts, des émissions mondiales de GES (US EPA, 2022). Les émissions de carbone servent de mesure des émissions dans ce chapitre. Les émissions totales de carbone comprennent les émissions directes et indirectes. Les émissions indirectes correspondent aux émissions de carbone incluses dans les intrants intermédiaires utilisés dans la production (voir le tableau de bord des indicateurs du changement climatique du FMI et l'annexe 3.1 en ligne pour plus de détails).

Graphique 3.1. Évolution de l'intensité moyenne des émissions de carbone

(Variation en points de pourcentage des émissions de CO₂ par travailleur par rapport à 2005)

Les émissions moyennes par travailleur ont diminué entre 2005 et 2015 pour les pays de l'échantillon, notamment en raison de la réaffectation de la main-d'œuvre.



Sources : FMI, tableau de bord des indicateurs du changement climatique ; Organisation internationale du travail ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre la variation en points de pourcentage de l'intensité moyenne des émissions de carbone dans les différents pays par rapport à 2005. Voir l'annexe 3.1 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon de pays et les sources de données qui sous-tendent cette analyse.

d'un quart de la baisse était lié au transfert de travailleurs de secteurs à plus forte intensité d'émissions vers des secteurs moins émetteurs. Par conséquent, bien que la réaffectation sectorielle de la main-d'œuvre n'ait pas été le principal facteur de réduction des émissions, elle a joué un rôle, parallèlement à la réaffectation de la main-d'œuvre au sein d'un même secteur.

S'appuyant à la fois sur des analyses empiriques et modélisées, le chapitre pose les questions suivantes :

- **À quel point le marché du travail est-il vert ?** Quelles sont les propriétés environnementales des emplois, et comment ces propriétés varient-elles selon les pays et les secteurs ? Comment sont-elles associées aux caractéristiques démographiques (telles que le niveau d'éducation et l'urbanité) et au revenu ?
- **Avec quelle facilité les travailleurs passent-ils à des emplois plus verts ?** Quelles sont les caractéristiques des travailleurs (notamment leurs antécédents professionnels et leur formation ou leurs compétences) qui se dirigent plus facilement vers ces emplois ? Les travailleurs ont-ils les compétences nécessaires pour occuper des emplois plus verts ?
- **Comment les politiques environnementales influent-elles sur la réaffectation des travailleurs à des emplois plus verts ?** Les politiques peuvent-elles contribuer à rendre le marché du travail plus écologique ?

L'efficacité de ces politiques est-elle affectée par les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles d'un pays ? Quelles sont les conséquences pour l'emploi global et la répartition du revenu ?

Il est important de noter que l'analyse empirique de ce chapitre prend en compte l'état actuel de la technologie et examine comment la répartition de la main-d'œuvre peut réagir aux changements de politiques. Comme le suggère le graphique 3.1, l'adoption et l'innovation technologiques, examinées au chapitre 3 du PEM d'octobre 2020, ont également un rôle essentiel à jouer dans la transformation économique verte. L'analyse modélisée intègre l'évolution technologique (potentiellement stimulée par les politiques), ce qui permet d'évaluer sa contribution à la transition verte sur le marché du travail. En raison de contraintes liées aux données, l'analyse empirique porte sur un échantillon limité de 34 pays (principalement les États-Unis et les pays avancés européens) sur la période 2005–19. Pour évaluer comment le niveau de développement d'un pays peut affecter l'emploi dans le cadre de la transition verte, les scénarios illustratifs de l'analyse modélisée sont étalonnés pour refléter les conditions initiales des pays avancés et émergents représentatifs. Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes :

- *Les emplois à plus forte intensité écologique et à plus forte intensité polluante semblent concentrés dans un sous-ensemble de la main-d'œuvre, ce qui se traduit par de faibles intensités écologiques et polluantes en moyenne des emplois. L'intensité écologique et l'intensité de pollution quantifient respectivement la part des activités d'une profession donnée qui améliore ou dégrade la durabilité environnementale. La grande majorité des emplois sont neutres par rapport à ces deux caractéristiques, avec des notes d'intensité écologique et de pollution nulles. Les propriétés environnementales des emplois sont très variables d'un secteur à l'autre et au sein d'un même secteur, ce qui laisse supposer qu'il existe des possibilités de réaffectation entre secteurs et au sein d'un même secteur pour contribuer à rendre le marché du travail plus vert. Les travailleurs plus qualifiés et les travailleurs urbains ont tendance à exercer des emplois à plus forte intensité écologique par rapport aux travailleurs moins qualifiés et aux travailleurs ruraux. Par ailleurs, indépendamment des compétences et d'autres caractéristiques individuelles, les professions à forte intensité écologique offrent une rémunération moyenne supérieure de près de 7 % à celle des professions à forte intensité de pollution.*
- *Les propriétés environnementales des emplois ont tendance à être rigides lors des transitions, ce qui indique*

que les travailleurs occupant des emplois plus polluants ou neutres rencontrent des difficultés à progresser sur l'échelle verte. La probabilité qu'un travailleur passe d'un emploi à forte intensité de pollution à un emploi plus écologique lorsqu'il change d'emploi est comparative-ment faible. Elle n'est toutefois pas statistiquement très éloignée de la probabilité d'effectuer cette transition à partir d'un emploi neutre, ce qui reflète la difficulté de changer de profession. Un niveau de compétences plus élevé facilite la transition vers un emploi plus écologique. Ainsi, une plus grande accumulation de capital humain pourrait contribuer à améliorer les perspectives d'emploi plus écologique des travailleurs.

- *Les politiques environnementales ont tendance à être plus efficaces lorsque les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles n'entravent pas les incitations à la réaffectation. Des politiques environnementales plus strictes sont associées à des emplois à plus forte intensité écologique et moins polluants, ce qui rend le marché du travail plus vert. Les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles peuvent devoir être réajustées pour ne pas briser l'élan de réaffectation de la main-d'œuvre lié à des politiques plus écologiques. En particulier, avec la forte reprise en cours après la récession due à la pandémie de COVID-19, il sera important de réduire les dispositifs d'appui au maintien dans l'emploi afin de favoriser la réaffectation (en fonction des circonstances propres à chaque pays).*
- *Grâce à une série de mesures appropriées, un pays peut s'engager sur la voie de l'élimination nette des émissions d'ici 2050, tout en améliorant les conditions économiques moyennes des travailleurs moins qualifiés. À l'instar des conseils antérieurs du FMI, cette série de mesures devrait inclure une impulsion en faveur des infrastructures vertes et une introduction progressive des taxes sur le carbone. Elle devrait également inclure un programme de formation destiné aux travailleurs moins qualifiés afin d'accroître leur productivité dans des emplois à plus faible intensité d'émissions, ainsi qu'un crédit d'impôt sur le revenu gagné afin de fournir une aide au revenu et de stimuler l'offre de main-d'œuvre. Ces deux mesures favoriseraient la réaffectation de la main-d'œuvre tout en atténuant les inégalités.*
- *Si l'on prend l'exemple d'un pays avancé (d'un pays émergent) représentatif, environ 1 % (2,5 %) de la main-d'œuvre passeront d'un emploi à plus forte intensité d'émissions à un emploi à plus faible intensité d'émissions au cours des dix prochaines années pour se rapprocher de l'objectif de zéro émission nette. Le changement est plus considérable pour les pays émergents, reflétant*

la part initiale plus élevée des emplois dans les secteurs à plus forte intensité d'émissions. Pour le groupe des pays avancés, l'ampleur de ces transferts de main-d'œuvre est inférieure au passage de près de 4 % des emplois par décennie du secteur industriel vers celui des services depuis le milieu des années 80. Enfin, si les effets globaux à long terme sur l'emploi sont faibles, ils peuvent être légèrement positifs ou négatifs selon le degré d'ajustement nécessaire et la série de mesures adoptées.

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que les changements d'emploi requis par la transformation verte sont modérés dans une perspective historique et macroéconomique. Cette constatation reflète en partie la faible proportion initiale d'emplois à plus forte intensité de pollution et dans les secteurs à plus forte intensité d'émissions⁵. Des améliorations modestes de la technologie et de la productivité, stimulées par les politiques dans les scénarios du modèle, sont essentielles pour maintenir ou accroître l'emploi tout en réduisant les émissions. Cependant, la transition peut poser des défis considérables aux individus. Bien que les emplois à plus forte intensité écologique et à plus forte intensité polluante soient en moyenne concentrés dans un sous-ensemble plus restreint de travailleurs, l'ampleur de la réaffectation de la main-d'œuvre requise variera en fonction des caractéristiques nationales et régionales de chaque pays (voir dans l'encadré 3.1 la répartition géographique des propriétés environnementales des emplois aux États-Unis). Les régions qui sont davantage dépendantes d'une production à plus forte intensité d'émissions auront besoin d'une réaffectation plus significative et connaîtront une transition potentiellement plus difficile⁶.

L'analyse démontre qu'il est difficile pour tout individu de passer à une profession plus écologique, et il convient de nuancer toute conclusion selon laquelle la transition sera facile. Ce constat est particulièrement vrai pour les travailleurs moins qualifiés, ce qui souligne l'importance d'inclure des programmes de formation judicieux dans la série de mesures⁷. Globalement, les changements de profession ne sont pas faciles.

⁵Par exemple, le secteur des services d'utilité publique (énergie et eau/ eaux usées, le secteur ayant l'intensité d'émissions moyenne la plus élevée) ne représente qu'environ 1 % de l'emploi en moyenne dans un échantillon de pays avancés (échantillon du graphique 3.2.1 de l'annexe 3.2 en ligne). Voir la section suivante pour une discussion plus approfondie.

⁶Par exemple, voir à l'annexe 1.6 en ligne du Moniteur des finances publiques d'octobre 2019 une étude de régions fortement dépendantes du charbon.

⁷Dans une méta-analyse, Card, Kluge et Weber (2018) constatent que les programmes de formation ont des effets généralement positifs à moyen terme sur les perspectives des participants. Les éléments spécifiques de conception des programmes, qui doivent être adaptés au contexte national

Quelques mises en garde importantes concernant ces analyses doivent être formulées. Premièrement, en raison des contraintes liées aux données, les intensités écologiques et polluantes attribuées aux professions dans l'analyse empirique sont invariables dans le temps. Cependant, l'emploi pourrait devenir plus vert, sans réaffectation entre les professions, si les changements technologiques augmentaient le niveau d'intensité écologique et diminuaient le niveau d'intensité polluante par profession. Deuxièmement, les résultats empiriques sont obtenus à partir d'un échantillon composé en grande partie de pays avancés, de sorte qu'ils sont moins applicables à un pays émergent ou en développement typique, en particulier à un pays où l'emploi informel occupe une place majeure. Troisièmement, même lorsque l'analyse des effets empiriques des politiques est effectuée au niveau individuel, les variables omises peuvent toujours être problématiques ; les résultats empiriques liés aux politiques devraient donc être interprétés comme étant associés plutôt que causaux. Plus généralement, l'analyse empirique s'appuie sur des modèles historiques dans les données pour évaluer les effets des politiques, qui peuvent ne pas être représentatifs de l'ampleur et de la combinaison des changements de politiques nécessaires pour atteindre des émissions nettes nulles.

Grâce à la flexibilité de son étalonnage et à l'intégration de l'évolution technologique, l'analyse modélisée tente de combler les faiblesses de l'analyse empirique. Cependant, elle a aussi ses limites. En cas de décalage entre le moment de la suppression des emplois à plus forte intensité de pollution et d'émissions et celui de la création d'emplois plus écologiques, le chômage pourrait augmenter à court terme. Le modèle utilisé ici est un modèle de transition structurelle, avec une décision d'offre de main-d'œuvre, et n'intègre pas le chômage involontaire. Néanmoins, le modèle tient compte des changements structurels dans les compétences de la main-d'œuvre (améliorées par la formation), ce qui pourrait faciliter l'ajustement sur une plus longue période. Enfin, l'analyse se base sur un cadre d'économie fermée pour des raisons de simplicité et ne tient pas compte des éventuelles retombées internationales des changements de politiques⁸.

Des facteurs déterminants, hors du champ d'application de ce chapitre, pourraient compliquer la transition vers

et régional, ont également une incidence sur leur coût et leur succès. Voir Levy Yeyati, Montané et Sartorio (2019) pour des résultats récents. Si le développement de compétences pour une économie plus verte a suscité un intérêt particulier (OCDE et Cedefop, 2014), il n'existe aucune évaluation exhaustive de ces aspects spécifiques de la formation.

⁸Voir le chapitre 3 du PEM d'octobre 2020, qui examine l'activité avec une perspective mondiale et intègre les éventuelles retombées internationales des politiques d'atténuation du changement climatique.

une économie plus verte. L'analyse fondée sur des scénarios repose sur l'hypothèse que les politiques sont entièrement crédibles, annoncées de manière transparente et mises en œuvre en temps voulu. Cependant, il est très probable que les incertitudes et les retards se poursuivent, par exemple en raison de contraintes liées à l'économie politique⁹. Avec ces incertitudes et ces retards, la transition sera plus difficile et nécessitera peut-être un ajustement encore plus radical. De plus, si la série de mesures n'est que partiellement mise en œuvre ou si sa mise en œuvre est mal séquencée, la transition pourrait exacerber les inégalités de revenu et les pertes nettes d'emploi.

Ce chapitre commence par définir les propriétés environnementales des emplois et documenter leur incidence et leur distribution. Il examine également la variation de ces propriétés en fonction des caractéristiques des travailleurs. Le chapitre se penche ensuite sur les transitions professionnelles au niveau individuel et sur leur évolution en fonction des propriétés environnementales des emplois (source ou destination). Dans l'avant-dernière section, le chapitre analyse l'incidence potentielle des politiques environnementales sur la transformation verte de l'emploi, la variation possible de leur efficacité en fonction des politiques du marché du travail et des caractéristiques structurelles, ainsi que le contenu et la forme d'un ensemble de mesures visant à assurer la transition verte.

Propriétés environnementales des emplois : définitions et faits stylisés

Ce chapitre part du principe que les propriétés environnementales des emplois sont multidimensionnelles et les examine sous deux angles : ce que font les travailleurs (leurs professions) et où ils travaillent (leurs secteurs). En ce qui concerne le premier angle, le chapitre établit une mesure de l'*intensité écologique* d'un emploi par profession, basée sur la taxonomie des tâches et des professions de Dierdorff *et al.* (2009) et du centre O*NET (2021) et similaire à celle de Vona *et al.* (2018). Cette mesure est calculée par profession comme étant la part de tâches vertes par rapport à la totalité des tâches de l'emploi. Le chapitre établit également une mesure de l'*intensité de pollution* d'un emploi par profession, en s'appuyant sur la classification de Vona *et al.* (2018), qui identifient les professions polluantes comme étant celles qui prédominent particulièrement dans les secteurs fortement émetteurs de GES et très polluants¹⁰.

⁹Voir dans le Moniteur des finances publiques d'octobre 2019 une analyse des problématiques d'économie politique liées à la transformation économique verte.

¹⁰Voir l'annexe 3.1 en ligne pour plus de détails sur le développement de ces indices et des exemples de professions sélectionnées et les notes qui

Telles qu'elles sont définies, les mesures (exprimées en pourcentage) de l'intensité écologique et de l'intensité de pollution varient toutes deux de façon continue entre 0 et 100 ; plus la valeur est élevée, plus la profession est verte ou polluante, respectivement. Il est possible qu'une profession ne soit ni verte ni polluante (les deux mesures étant égales à zéro). Ce chapitre fait référence à ces professions comme étant *neutres* ; elles représentent la majorité des emplois.

Pour le deuxième angle, le chapitre compare les informations sur les secteurs d'emploi et l'intensité des émissions (en tonnes totales de dioxyde de carbone émises par travailleur) par secteur et par pays. Les secteurs à forte intensité d'émissions comprennent les services d'utilité publique, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière¹¹.

Une question qui se pose logiquement est celle de la relation entre ces différentes propriétés environnementales des emplois, étant donné que chacune reflète une dimension environnementale différente d'un emploi donné. L'intensité écologique et l'intensité polluante de l'emploi ont une corrélation négative au sein de l'échantillon de travailleurs salariés, ce qui reflète une propriété générale selon laquelle les professions à plus forte intensité écologique ont tendance à être moins polluantes. Les emplois à plus forte intensité de pollution sont corrélés positivement aux emplois dans les secteurs à plus forte intensité d'émissions¹². Dans l'ensemble, ces résultats confirment que les trois propriétés environnementales des emplois sont judicieusement associées.

Les intensités écologiques, de pollution et d'émissions plus élevées sont concentrées dans un petit sous-ensemble de travailleurs

Pour l'échantillon de pays analysés, l'intensité écologique moyenne des professions, pondérée par l'emploi, se situe entre 2 et 3 % pour la plupart des pays de l'échantillon, tandis que l'intensité de pollution moyenne pondérée par l'emploi se situe entre 2 et 6 % (graphique 3.2, pages 1 et 3). De nombreux emplois ont des intensités écologique

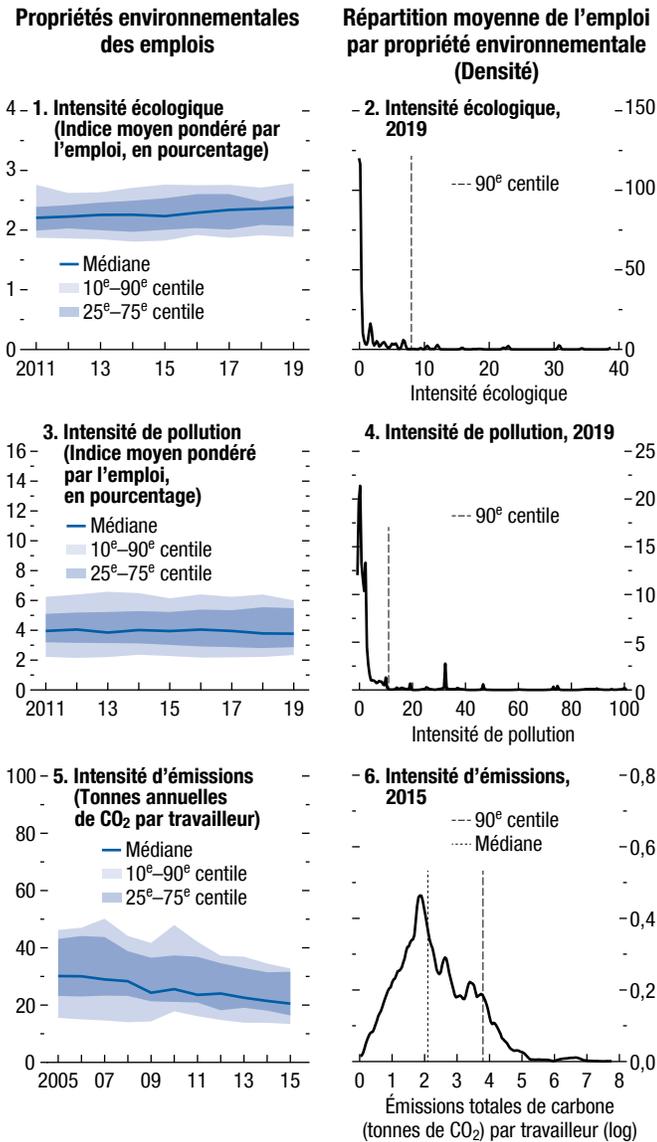
leur sont associées. L'intensité écologique et l'intensité de pollution reposent sur des données sous-jacentes provenant du système de classification des professions des États-Unis, qui sont croisées avec le système international standard de classification des professions avec des pondérations liées à l'emploi. L'intensité écologique est la part moyenne, pondérée par l'emploi, des tâches vertes par rapport à la totalité des tâches dans une profession standard internationale. L'intensité de pollution est interprétée comme la part moyenne, pondérée par l'emploi, des activités polluantes dans une profession standard internationale.

¹¹Voir à l'annexe 3.1 en ligne une description du calcul de l'intensité des émissions sectorielles et des données d'émissions sous-jacentes.

¹²Voir à l'annexe 3.1 en ligne l'analyse sous-jacente de ces relations entre les mesures.

Graphique 3.2. Distribution et évolution dans les différents pays des professions à forte intensité écologique et polluante et des émissions de carbone par travailleur

Bien qu'elle ait lentement augmenté au cours des dernières années, l'intensité écologique reste faible en moyenne, ce qui indique que le potentiel de verdissement existe. En moyenne, l'intensité de pollution a légèrement diminué, tandis que l'intensité des émissions a baissé d'environ un tiers.



Sources : enquête de l'UE sur les forces de travail ; FMI, tableau de bord des indicateurs du changement climatique ; Organisation internationale du travail ; Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI) (Mexique), enquête nationale sur la profession et l'emploi ; Occupational Information Network ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Statistiques Afrique du Sud, enquête trimestrielle sur les forces de travail ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; Vona *et al.* (2018) ; calculs des services du FMI.

Note : Les pages 1 et 3 représentent respectivement la part (en pourcentage) des professions à forte intensité écologique dans l'ensemble de l'économie et la part (en pourcentage) des professions à forte intensité polluante, pondérées par l'emploi pour chaque pays. La page 5 montre l'intensité des émissions de carbone pour le travailleur moyen par pays. Les données sont présentées sur les périodes pour lesquelles elles sont disponibles. Les pages 2, 4 et 6 indiquent la densité moyenne par noyau de l'emploi (voir Silverman, 1986). Voir l'annexe 3.1 en ligne pour plus de détails sur les échantillons de pays.

et de pollution très faibles : la plupart sont neutres (graphique 3.2, pages 2 et 4). Malgré l'urgence de la menace climatique, l'augmentation de l'intensité écologique moyenne et la baisse de l'intensité polluante moyenne au cours de la dernière décennie ont été marginales.

En revanche, l'intensité des émissions de l'emploi a sensiblement diminué au cours de la même période pour les pays de l'échantillon (graphique 3.2, page 5). Comme mentionné auparavant, cette baisse reflète en partie la réaffectation de la main-d'œuvre de secteurs à plus forte intensité d'émissions vers des secteurs moins émetteurs. En fait, la part moyenne de l'emploi dans les secteurs à plus forte intensité d'émissions que sont l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et les services d'utilité publique est passée d'environ 18 % en 2005 à 15 % en 2015. Alors que l'intensité médiane des émissions au niveau individuel pour le pays moyen de l'échantillon s'élevait à environ 8 tonnes de dioxyde de carbone par travailleur en 2015, la distribution moyenne de l'emploi présente une forte asymétrie vers la droite, ce qui indique que seule une petite partie des travailleurs est impliquée dans des activités générant de fortes émissions de carbone (graphique 3.2, page 6)¹³.

La réaffectation de la main-d'œuvre peut renforcer la transition verte

L'intensité écologique des professions varie selon les secteurs ; celle des secteurs industriels est en moyenne plus élevée, mais les moyennes sectorielles sont généralement faibles (graphique 3.3, page 1). Les secteurs industriels sont aussi généralement plus polluants, mais les moyennes sont nettement plus élevées dans quelques secteurs, comme l'exploitation minière, l'industrie manufacturière et la production d'énergie (graphique 3.3, page 2).

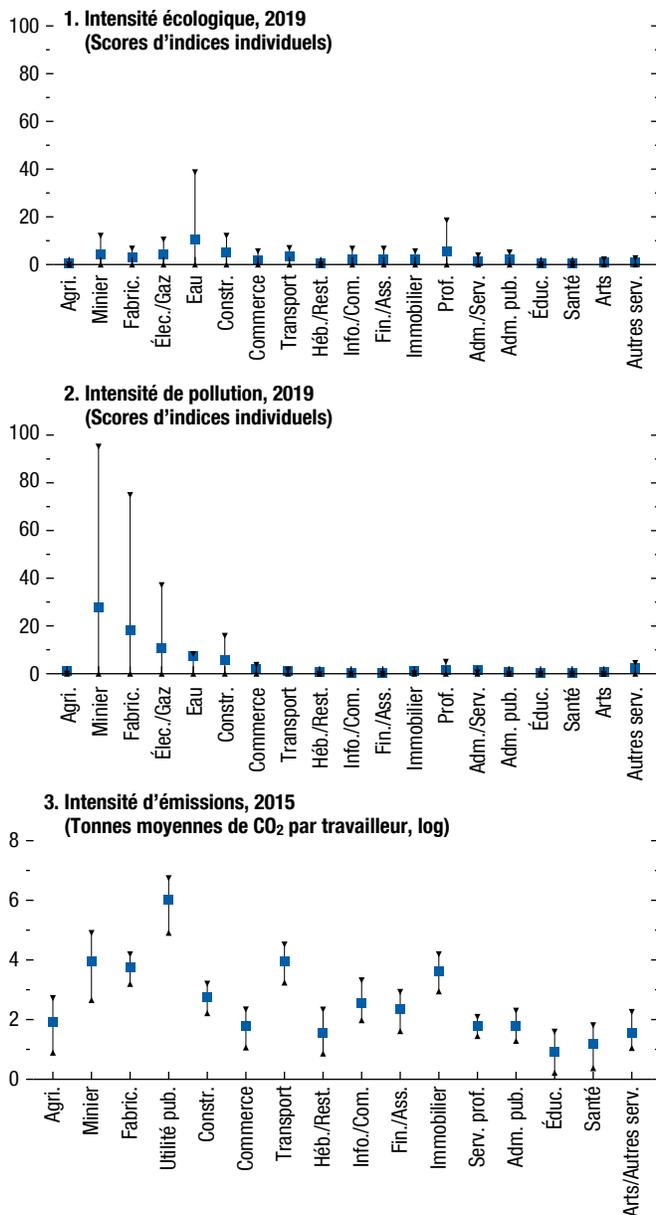
Il existe également une grande dispersion des intensités écologiques et polluantes au sein des secteurs, comme illustré par les moustaches de la page. Ainsi, des différences substantielles peuvent exister au sein d'un même secteur quant à l'intensité écologique ou polluante des emplois.

Pour un secteur donné, de grandes différences d'intensité d'émissions peuvent être observées d'un pays à l'autre,

¹³D'autres mesures ou définitions pourraient aboutir à des conclusions différentes. Par exemple, une définition plus large qui inclut les emplois dont la demande pourrait augmenter au cours d'une transition verte, sans pour autant impliquer des tâches vertes, et qui ne fait pas de distinction entre les emplois plus ou moins fortement concernés (une simple classification binaire) pourrait aboutir à un pourcentage plus élevé. Par exemple, Bowen, Kuralbayeva et Tipoe (2018) appliquent une telle définition plus large et concluent que près de 20 % des emplois aux États-Unis sont verts. Voir également ONEMEV (2021) pour sa classification de l'économie verte en France. Ce rapport indique qu'environ 0,5 % des emplois sont verts, tandis que 14 % supplémentaires sont en voie de « verdissement » d'une manière ou d'une autre. Voir également FMI (2022).

Graphique 3.3. Différences sectorielles dans la répartition des intensités écologiques, de pollution et d'émissions dans l'emploi

La marge de manœuvre pour accroître l'intensité écologique dans les pays est considérable en redéployant les travailleurs des emplois très polluants au sein d'un même secteur ou d'un secteur à l'autre.

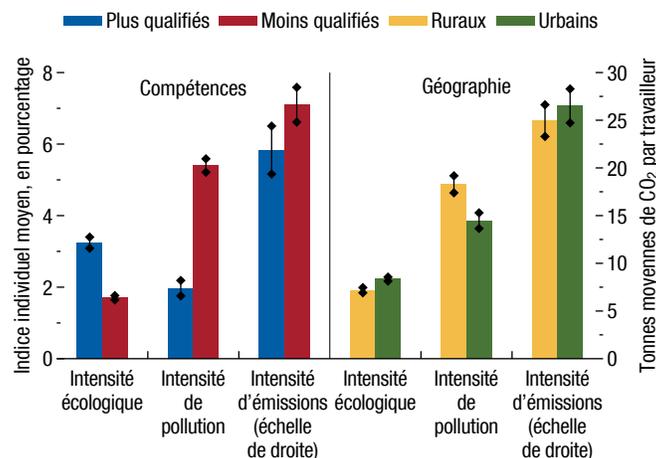


Sources : enquête de l'UE sur les forces de travail ; Organisation internationale du travail, base de données ILOSTAT ; FMI, tableau de bord des indicateurs du changement climatique ; Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI) (Mexique), enquête nationale sur la profession et l'emploi ; Occupational Information Network ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Statistiques Afrique du Sud, enquête trimestrielle sur les forces de travail ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; Vona *et al.* (2018) ; calculs des services du FMI.

Note : Les carrés représentent la moyenne du secteur parmi les individus de l'échantillon, tandis que les moustaches représentent la fourchette du 10^e au 90^e centile. Les secteurs sont définis selon la classification internationale type, par industrie, révision 4. Voir l'annexe 3.1 en ligne pour des détails sur l'échantillon de pays pour les graphiques et les définitions des abréviations utilisées.

Graphique 3.4. Propriétés environnementales des emplois en fonction des caractéristiques des travailleurs

Les emplois des travailleurs plus qualifiés sont plus écologiques et moins polluants ; les emplois à forte intensité de pollution sont plus concentrés dans les zones rurales.



Sources : enquête de l'UE sur les forces de travail ; FMI, tableau de bord des indicateurs du changement climatique ; Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI) (Mexique), enquête nationale sur la profession et l'emploi ; Occupational Information Network ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Statistiques Afrique du Sud, enquête trimestrielle sur les forces de travail ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; Vona *et al.* (2018) ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres indiquent les moyennes de la propriété sur l'échantillon pondéré par l'emploi des individus présentant la caractéristique indiquée. Les travailleurs moins qualifiés ont au plus une formation secondaire et non tertiaire ou inférieure, tandis que les travailleurs plus qualifiés ont une formation postsecondaire ou tertiaire. Les moustaches représentent l'intervalle de confiance à 90 % des estimations.

reflétant une grande variation de la technologie et de l'efficacité (graphique 3.3, page 3). Dans l'ensemble, ces résultats soulignent les possibilités réelles de « monter sur l'échelle verte » ou de « descendre sur l'échelle de la pollution » au sein d'un même secteur et d'un secteur à l'autre.

Les travailleurs plus qualifiés et les travailleurs urbains ont tendance à exercer des professions plus vertes et moins polluantes

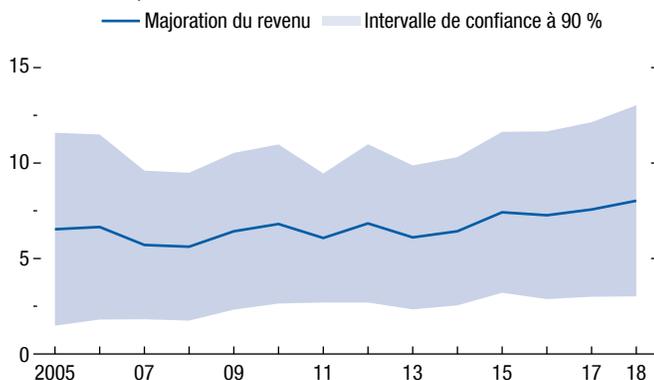
Il est plus facile de poursuivre la transformation verte du marché du travail si les travailleurs possèdent déjà les compétences nécessaires pour occuper des emplois à plus forte intensité écologique. Les travailleurs plus qualifiés ont tendance à occuper des emplois à plus forte intensité écologique et à plus faible intensité polluante par rapport aux travailleurs moins qualifiés (graphique 3.4)¹⁴. Parmi

¹⁴L'annexe 3.2 en ligne montre que les compétences écologiques générales (les catégories de compétences les plus fortement associées aux emplois à forte intensité écologique) sont réparties de manière relativement

Graphique 3.5. Les revenus et les propriétés environnementales des emplois

(En pourcentage)

L'emploi moyen à forte intensité écologique offre une légère majoration du revenu par rapport à l'emploi moyen à forte intensité polluante, même en tenant compte des niveaux de qualification.



Sources : enquête de l'UE sur les forces de travail ; Occupational Information Network ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; Vona *et al.* (2018) ; calculs des services du FMI.

Note : Voir les annexes 3.1 et 3.3 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon de pays et l'estimation de la majoration du revenu.

les autres caractéristiques démographiques, l'urbanité se distingue : les travailleurs urbains ont tendance à exercer des professions plus écologiques et moins polluantes que les travailleurs ruraux. Cependant, on ne constate aucune différence statistiquement significative entre les intensités d'émissions moyennes des travailleurs urbains et ruraux.

Le salaire d'un emploi moyen à forte intensité écologique est supérieur à celui d'un emploi moyen à forte intensité polluante

Même en tenant compte du niveau de compétences et d'autres caractéristiques démographiques d'un individu, l'emploi moyen à forte intensité écologique procure un revenu supérieur de près de 7 % à celui d'un emploi moyen à forte intensité de pollution (graphique 3.5)¹⁵. Ce supplément a évolué légèrement à la hausse au cours des dernières années, ce qui pourrait contribuer à encourager la transition vers une économie plus verte.

uniforme entre les secteurs. La grande dispersion au sein des secteurs et les niveaux similaires entre les secteurs suggèrent qu'il est peut-être possible de poursuivre la transformation écologique d'un pays sans modification à grande échelle des compétences au niveau macroéconomique.

¹⁵Voir l'annexe 3.3 en ligne pour plus de détails sur la différence de salaire. Les conclusions sont similaires à celles de Vona, Marin et Consoli (2019) pour les États-Unis.

Propriétés environnementales des transitions professionnelles

Cette section analyse la facilité avec laquelle les travailleurs se dirigent vers des emplois plus écologiques, en examinant les transitions professionnelles au niveau individuel. Ces transitions comprennent des changements tels que la recherche d'un emploi par un chômeur, la cessation d'un emploi par un salarié et les changements de profession ou de secteur dans lequel une personne travaille. À titre de référence, environ 8 % en moyenne des travailleurs changent d'emploi chaque année alors qu'ils sont employés ou « en poste » dans les pays de l'échantillon utilisé dans ce chapitre, tandis qu'environ 52 % de ceux qui étaient sans emploi l'année précédente (soit au chômage, soit sans activité) trouvent un nouvel emploi dans l'année en cours (graphique 3.6, page 1). Environ 6 % des travailleurs quittent leur emploi chaque année¹⁶.

Les emplois à forte intensité écologique affichent un taux de rotation plus faible que les emplois à forte intensité polluante

Les emplois à forte intensité écologique et ceux à forte intensité de pollution connaissent moins de roulement (moins de transitions) que les emplois neutres. Les travailleurs qui occupent des emplois plus écologiques ou plus polluants ont des taux de transition en cours d'emploi plus faibles que ceux qui occupent des emplois neutres (graphique 3.6, pages 2 et 3). Les personnes sans emploi ayant occupé un emploi plus écologique ou plus polluant semblent également retrouver un emploi plus facilement que celles ayant occupé un emploi neutre, bien que cette différence ne soit pas statistiquement significative. Enfin, les travailleurs ayant précédemment occupé un emploi plus écologique ou plus polluant sont également moins susceptibles de quitter leur emploi que ceux ayant précédemment occupé un emploi neutre. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que les travailleurs occupant des emplois non neutres ont en moyenne une plus grande stabilité d'emploi, ceux ayant occupé des emplois plus écologiques étant les plus stables.

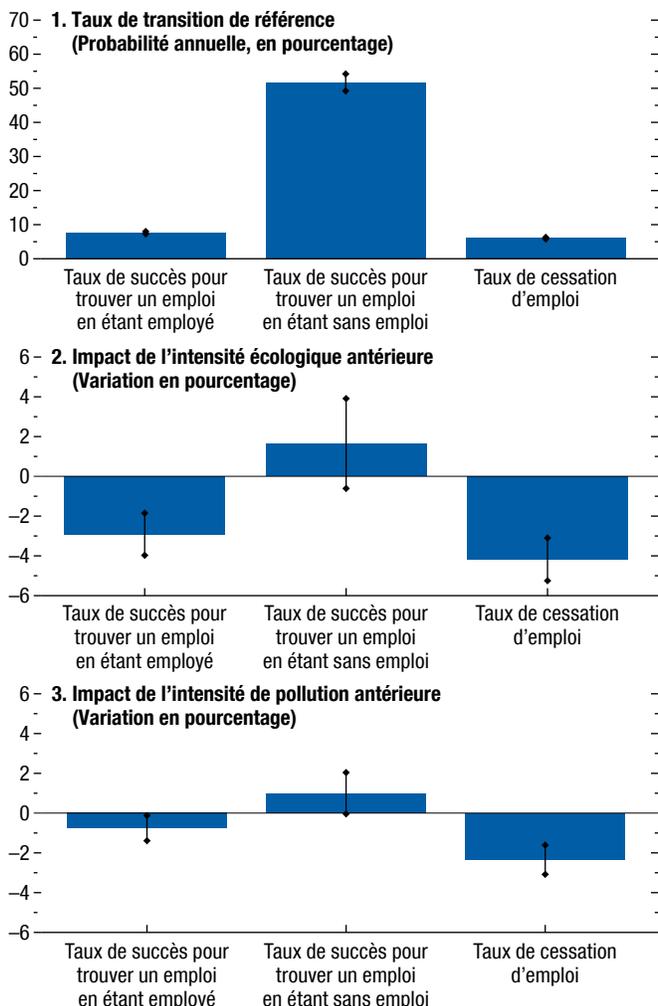
Les propriétés environnementales des emplois sont rigides et les transitions peuvent être difficiles

En ce qui concerne les transitions vers des emplois à plus forte intensité écologique, les travailleurs qui occupent déjà de tels emplois ont de fortes chances de trouver un

¹⁶Ces taux sont similaires à ceux déterminés par des études. Voir Elsby, Hobijn et Şahin (2013) et Hobijn et Şahin (2009), entre autres.

Graphique 3.6. Taux de transition professionnelle et propriétés environnementales des emplois antérieurs

Les travailleurs occupant des emplois à plus forte intensité écologique et polluante bénéficient en moyenne d'une plus grande sécurité d'emploi, les emplois à plus forte intensité écologique présentant la plus grande stabilité.



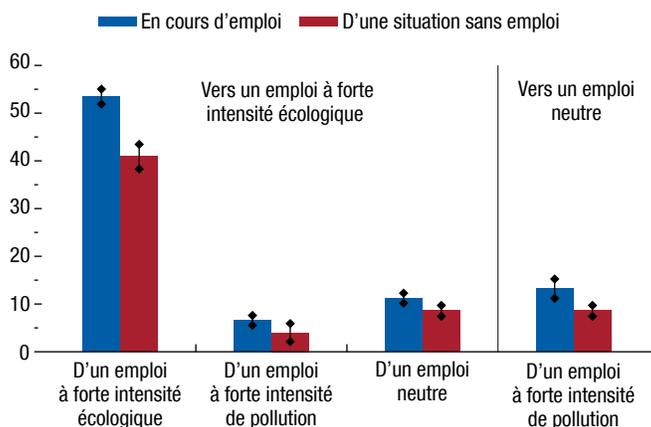
Sources : statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, chaque barre indique les taux de transition moyens estimés dans notre échantillon. Dans les plages 2 et 3, chaque barre montre le taux de transition moyen indiqué dans l'échantillon. Les moustaches représentent les intervalles de confiance à 90 % des coefficients estimés. Les différences entre les emplois plus verts et les emplois plus polluants sont statistiquement significatives pour les taux de passage d'un emploi à l'autre et de cessation d'emploi. Voir les annexes 3.1 et 3.4 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon de pays et les estimations.

emploi de nature similaire lors d'une transition, avec des taux de réussite de 41 % pour les travailleurs au chômage et de 54 % pour les travailleurs en poste (graphique 3.7). En revanche, il n'est pas aussi facile pour les travailleurs occupant des emplois à forte intensité de pollution et neutres de passer à des emplois à forte intensité écologique. La

Graphique 3.7. Probabilité annuelle pour les personnes changeant d'emploi de passer à un emploi à forte intensité écologique ou neutre (En pourcentage)

Passer d'un emploi plus polluant ou neutre à un emploi plus écologique est plus difficile que de passer d'un emploi écologique à un autre du même type.



Sources : statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie ; Institut national de la statistique et de la géographie (INEGI) (Mexique), enquête nationale sur la profession et l'emploi ; Occupational Information Network ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; Vona *et al.* (2018) ; calculs des services du FMI.

Note : Les probabilités sont calculées sur la base des transitions entre trois types d'emplois parmi les individus qui en changent. Pour les probabilités de transition d'état discret illustrées dans ce graphique, un emploi est considéré comme écologique si son intensité écologique est positive et que son intensité de pollution est nulle ; de même, un emploi est considéré comme polluant si son intensité de pollution est positive et que son intensité écologique est nulle. Un emploi est considéré comme neutre si ses intensités écologique et polluante sont toutes deux nulles. Les moustaches représentent l'intervalle de confiance à 90 % des estimations. Voir les annexes 3.1 et 3.4 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon et les estimations.

probabilité de passer d'un emploi à forte intensité de pollution à un emploi à forte intensité écologique lors d'une transition se situe entre 4 et 7 %. Pour les travailleurs venant d'emplois neutres, les taux sont légèrement plus élevés, allant de 9 à 11 %. Bien qu'il soit un peu plus facile que de passer d'un emploi à forte intensité de pollution à un emploi écologique, les travailleurs ayant occupé un emploi à plus forte intensité de pollution ont également du mal à passer à un emploi neutre, avec des taux d'environ 11 %. Ces résultats reflètent en partie la difficulté générale de changer de profession¹⁷.

¹⁷ Les probabilités simples calculées ici ne tiennent pas compte des autres caractéristiques des travailleurs. Voir à l'annexe 3.2 en ligne une analyse plus approfondie comparant les transitions professionnelles entre des travailleurs ayant des antécédents professionnels différents, après prise en compte des caractéristiques démographiques des travailleurs, y compris leurs compétences. Ces résultats montrent que la rigidité des propriétés environnementales des emplois et les difficultés liées aux transitions professionnelles sont bien réelles.

Marchés du travail et politiques environnementales : analyses empiriques et modélisées

Comme nous l'avons vu, la transformation économique verte requise pour faire face au changement climatique signifiera probablement que l'emploi devra devenir plus écologique et réduire son intensité de pollution et d'émissions. Toutefois, et comme nous venons de le démontrer, les propriétés environnementales des emplois ont tendance à être rigides, les travailleurs ayant plus de facilité à passer à des professions aux propriétés similaires à celles de leurs emplois précédents¹⁸. Étant donné qu'il est plus difficile pour les travailleurs ayant des antécédents professionnels à forte intensité de pollution ou neutres de passer à des emplois à plus forte intensité écologique, une question importante est de savoir si les politiques peuvent contribuer à augmenter (réduire) la part des emplois à forte intensité écologique (de pollution) dans l'économie et faciliter la réaffectation des travailleurs afin de favoriser la transformation économique verte.

Pour commencer à répondre à cette question, cette section procède à une évaluation empirique des relations entre la rigueur des politiques environnementales d'un pays et les propriétés environnementales de l'emploi des travailleurs. Elle examine ensuite comment les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles d'un pays peuvent influencer ces relations. Cependant, dans la mesure où ces estimations empiriques s'appuient sur un indice composite de l'orientation des politiques environnementales et sont de nature associée plutôt que causale, cette section utilise un nouveau modèle du marché du travail basé sur les tâches pour étudier le contenu et la forme d'une série de mesures pouvant aider le pays dans sa transition écologique. En faisant varier l'étalement, le modèle permet d'évaluer l'influence des caractéristiques des pays sur l'efficacité des politiques et sur la trajectoire de transition.

Estimations empiriques des effets des politiques environnementales sur le marché du travail

À partir des modèles de régression linéaire des propriétés environnementales des emplois et des transitions professionnelles, une variable reflétant la rigueur des politiques environnementales au niveau national est ajoutée¹⁹. Bien

¹⁸Cette constatation est conforme aux conclusions plus générales concernant les transitions professionnelles. Il est généralement moins probable de changer de profession que de rester dans la même catégorie professionnelle lorsqu'on change d'emploi (voir le chapitre 3 du PEM d'avril 2021 pour plus de détails et une sélection bibliographique).

¹⁹La variable qui nous intéresse est l'indice composite de rigueur des politiques environnementales de l'Organisation de coopération et de

que l'estimation des effets, à l'aide d'observations au niveau individuel (qui n'affectent probablement pas les paramètres politiques au niveau national), et l'inclusion de divers effets fixes offrent une certaine fiabilité, les résultats doivent être interprétés comme étant associés plutôt que causaux. De plus, seuls les résultats statistiquement significatifs sont présentés ici²⁰.

Les politiques favorisant une plus grande durabilité environnementale contribuent à la transformation verte du marché du travail

L'analyse suggère que des politiques environnementales plus strictes sont associées à un emploi présentant une intensité écologique plus élevée et des intensités de pollution et d'émissions plus faibles. Plus précisément, les résultats suggèrent qu'un pays qui passe du 25^e au 75^e centile en matière de rigueur des politiques environnementales verrait son intensité écologique moyenne de l'emploi augmenter de 2 % ; ses intensités moyennes de pollution et d'émissions diminueraient d'environ 4 et 6 %, respectivement (graphique 3.8, page 1). En d'autres termes, les politiques favorisant une plus grande durabilité environnementale sont liées de manière statistiquement significative à un emploi plus vert.

Ce constat reflète en partie l'impact des politiques sur les transitions professionnelles. Lorsque les politiques environnementales sont plus rigoureuses, l'intensité écologique moyenne des nouveaux emplois des travailleurs qui changent d'emploi alors qu'ils sont en poste tend à être plus élevée, et l'intensité moyenne des émissions de ces emplois tend à être plus faible. Pour un pays passant du 25^e au 75^e centile en matière de rigueur des politiques environnementales, les nouveaux emplois des travailleurs qui changent d'emploi alors qu'ils sont en poste ont une intensité écologique moyenne supérieure d'environ 4 %, tandis que l'intensité moyenne des émissions de ces emplois est inférieure d'environ 2 % (graphique 3.8, page 2).

Les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles propres à un pays peuvent avoir une incidence sur les effets des politiques environnementales sur l'emploi

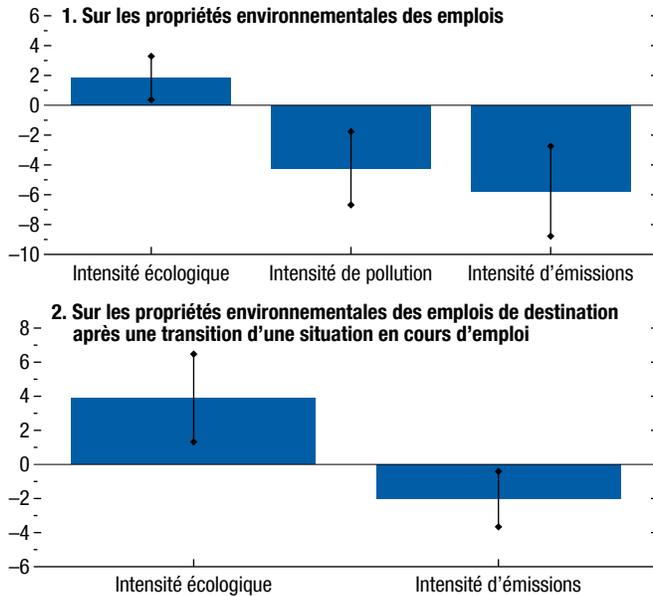
Ces résultats sur les effets des politiques environnementales sur la transformation verte du marché du travail soulignent leur rôle dans la transition écologique.

développement économiques, qui combine les mesures de tarification et de taxation du carbone d'un pays, l'ampleur des dépenses de recherche et développement sur les technologies vertes et la rigueur de la réglementation environnementale, entre autres instruments de politique environnementale.

²⁰Voir l'annexe 3.5 en ligne pour plus de détails sur les spécifications de régression et l'ensemble des variables de résultat considérées.

Graphique 3.8. Effets estimés de la rigueur des politiques environnementales
(Variation en pourcentage)

Des politiques environnementales plus strictes contribuent à rendre le marché du travail plus vert.



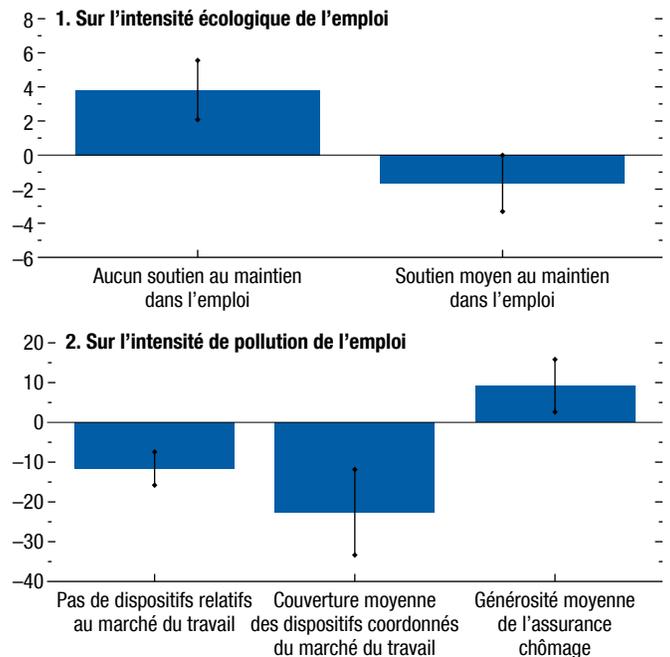
Sources : enquête de l'UE sur les forces de travail ; statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; calculs des services du FMI.
Note : Les plages montrent les effets marginaux moyens du passage d'un pays du 25^e au 75^e centile en matière de rigueur des politiques environnementales sur les propriétés environnementales indiquées, soit parmi tous les travailleurs employés (page 1), soit parmi les emplois de destination après une transition d'une situation en cours d'emploi (page 2). Les moustaches représentent les intervalles de confiance à 90 % des effets estimés. Voir les annexes 3.1 et 3.5 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon de pays et les spécifications de régression sous-jacentes, respectivement.

Toutefois, ces effets moyens peuvent masquer l'impact des différences entre les politiques du marché du travail et les caractéristiques structurelles des pays sur l'efficacité des politiques environnementales. Cette sous-section tente de décrypter ces effets en examinant comment ils peuvent être influencés par ces caractéristiques des pays. À cette fin, des interactions entre la rigueur des politiques environnementales et certains indicateurs de politiques du marché du travail et de caractéristiques structurelles sont ajoutées à l'analyse de régression linéaire²¹.

²¹Comme indiqué auparavant, seuls les résultats statistiquement significatifs sont présentés ici. D'autres politiques du marché du travail et caractéristiques structurelles propres à chaque pays ont été étudiées, mais n'ont pas d'impact statistiquement significatif sur les effets de la rigueur des politiques environnementales sur les propriétés environnementales des emplois ou les transitions professionnelles associées. Il s'agit notamment des mesures d'appui à la réaffectation de la main-d'œuvre, de la rigueur de la réglementation de la protection de l'emploi et de celle de la réglementation du marché des produits. Voir l'annexe 3.5 en ligne pour plus de détails.

Graphique 3.9. Effets estimés de la rigueur des politiques environnementales en fonction des caractéristiques du marché du travail
(Variation en pourcentage)

Les effets de la rigueur des politiques environnementales sur le marché du travail dépendent des politiques et des caractéristiques du marché du travail, en particulier celles qui peuvent entraver ou faciliter le redéploiement de la main-d'œuvre.



Sources : statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie ; Bureau de recensement des États-Unis, enquête sur la population actuelle ; calculs des services du FMI.
Note : L'effet marginal de la rigueur de la politique environnementale (indice EPS) sur les propriétés environnementales des emplois est exprimé en pourcentage de l'intensité moyenne pour les changements de l'indice EPS du 25^e au 75^e centile de la distribution entre les différents pays. Les moustaches représentent l'intervalle de confiance à 90 % des effets estimés. Voir les annexes 3.1 et 3.4 en ligne pour plus de détails sur l'échantillon de pays et les estimations.

Les résultats suggèrent que les politiques du marché du travail et les caractéristiques associées à une réduction des incitations à la réaffectation des travailleurs ont tendance à réduire l'efficacité des politiques environnementales dans la transformation verte du marché du travail (graphique 3.9)²². En particulier, des dépenses plus élevées pour appuyer le maintien dans l'emploi et une assurance chômage plus généreuse sont associées à une baisse de l'efficacité des politiques environnementales pour stimuler, respectivement, une plus grande intensité écologique et une plus faible intensité de pollution des emplois. Le soutien

²²D'autres politiques structurelles peuvent également influencer la transformation verte du marché du travail par leurs effets sur l'allocation géographique de l'emploi au sein des pays. Par exemple, l'élimination des barrières commerciales internes non tarifaires (par des actions telles que l'harmonisation des licences professionnelles au sein d'un pays) pourrait améliorer la réaffectation de la main-d'œuvre en facilitant la mobilité régionale (Alvarez, Krznar et Tombe, 2019 ; Hermansen, 2020).

à la réaffectation des travailleurs (y compris les dépenses consacrées aux programmes de formation) ne modifie pas de manière statistiquement significative l'efficacité des politiques environnementales, ce qui suggère que, historiquement, ce soutien n'a pas été conçu pour appuyer la transformation écologique du marché du travail. En revanche, les données suggèrent que les politiques environnementales sont plus efficaces pour réduire l'intensité de pollution de l'emploi dans les pays où le marché du travail et les négociations collectives sont mieux coordonnés. Pourquoi en est-il ainsi ? De telles dispositions pourraient aider les partenaires sociaux (entreprises, travailleurs et gouvernement) à coordonner des actions conjointes pour appuyer une transformation verte en tant qu'objectif commun et faciliter tout ajustement connexe du marché du travail²³.

En résumé, l'analyse empirique suggère que des politiques environnementales plus rigoureuses contribuent à promouvoir un marché du travail plus écologique. De plus, elles ont tendance à être plus efficaces lorsque d'autres politiques et caractéristiques du marché du travail n'empêchent pas la réaffectation des travailleurs et leur placement dans de nouveaux emplois. Cependant, l'endogénéité, le manque de granularité des instruments politiques alternatifs et la nature sans précédent du défi de l'atténuation du changement climatique incitent à la prudence avant d'extrapoler trop largement ces résultats empiriques. La sous-section suivante tente de répondre à ces préoccupations par une analyse modélisée des politiques et de leurs impacts sur l'emploi et le bien-être des travailleurs dans la transformation économique verte.

Une série de mesures pour un marché du travail plus vert : une analyse modélisée

Ce chapitre utilise un modèle d'économie fermée basé sur les tâches, récemment développé, pour analyser l'impact des politiques granulaires sur la transformation économique verte. Comme dans Acemoglu et Restrepo (2018) et Drozd, Taschereau-Dumouchel et Tavares (à paraître), la production de biens passe par l'exécution d'ensembles fixes de tâches, qui varient en fonction du bien produit. Les tâches sont complétées grâce à la main-d'œuvre (plus ou moins qualifiée) ou au capital, à des degrés divers de coût et de productivité. Le niveau écologique d'un secteur de production dépend du type et de l'intensité des intrants utilisés dans la production, les intrants et les tâches

²³Voir Addison (2016) et Blanchard, Jaumotte et Loungani (2014), entre autres, qui décrivent comment des dispositions plus coordonnées et collectives sur le marché du travail peuvent améliorer la capacité d'un pays à s'adapter à des chocs communs, en particulier dans une situation de confiance entre les partenaires sociaux.

variant en termes d'intensité écologique et de pollution (par exemple, un secteur plus écologique produit des biens à l'aide de tâches moins polluantes). Pour simplifier, le modèle considère la production de deux biens dans deux secteurs qui diffèrent par leur intensité d'émissions finale (plus élevée/plus faible), en fonction de la technologie de production et des intrants utilisés.

Le capital est utilisé dans la production de biens finaux par les deux secteurs et peut se substituer à une main-d'œuvre plus ou moins qualifiée dans l'exécution des tâches, en fonction de l'évolution de la productivité relative du capital. Cependant, l'investissement en capital nécessite la production du secteur à plus forte intensité d'émissions, de manière similaire à ce que des investissements en machines et équipements impliqueraient. Par conséquent, pour assurer la croissance du secteur moins émetteur ou augmenter l'automatisation par des investissements, la production du secteur à plus forte intensité d'émissions peut augmenter, du moins temporairement²⁴.

Il est important de noter que le modèle permet d'évaluer les effets des caractéristiques propres à chaque pays, comme son niveau de développement, au moyen de scénarios. Le modèle est étalonné d'abord sur un pays avancé représentatif, puis sur un pays émergent représentatif, en s'appuyant sur les études et les résultats empiriques présentés précédemment pour les valeurs des paramètres²⁵. Il existe deux grandes différences entre ces deux pays : 1) la part de la production globale du secteur à plus forte intensité d'émissions est plus élevée dans le pays émergent, et 2) la différence d'utilisation de la main-d'œuvre entre les deux secteurs est plus significative dans le pays émergent, où la production du secteur plus émetteur est encore plus dépendante de la main-d'œuvre. Dans les deux pays, la part des travailleurs moins qualifiés dans les emplois sectoriels est plus élevée dans le secteur à plus forte intensité d'émissions.

L'augmentation du prix relatif du bien à plus forte intensité d'émissions peut déplacer la demande et l'offre vers le bien à plus faible intensité d'émissions, ce qui entraîne une réaffectation. Cette section examine une série de mesures conçues pour permettre à un pays de parvenir à zéro émission nette d'ici 2050 grâce à une combinaison d'amélioration de la productivité et de réaffectation, tout en facilitant l'ajustement de l'emploi. Les dirigeants sont en mesure de s'engager de manière crédible dans cette politique, ce qui permet aux investisseurs et aux travailleurs

²⁴L'annexe 3.2 en ligne montre que l'écart d'intensité de pollution entre les emplois routiniers et non routiniers est environ six fois plus important que pour l'intensité verte, ce qui suggère qu'une plus grande automatisation pourrait être associée à un marché du travail plus vert.

²⁵Voir l'annexe 3.6 en ligne pour plus de détails, y compris une sélection d'étalonnages des paramètres structurels et politiques.

de planifier en conséquence. Deux éléments de cette série de mesures présentent des similitudes avec les politiques examinées au chapitre 3 du PEM d'octobre 2020 :

- Une première impulsion d'investissement dans les infrastructures vertes et la recherche et le développement est donnée en 2023 pour soutenir une modeste augmentation de la productivité dans le secteur à plus faible intensité d'émissions, réduisant ainsi ses coûts de production par unité produite²⁶. Les dépenses sont progressivement réduites après 2028.
- Une taxe *ad valorem* sur les émissions de carbone est introduite progressivement, commençant à environ 0,1 point de pourcentage par an en 2023, puis augmentant de 1 point de pourcentage par an à partir de 2029. Cette taxe augmente le prix relatif du bien à plus forte intensité d'émissions, ce qui stimule la réaffectation et la croissance dans le secteur moins émetteur.

Par rapport à l'étude précédente, deux nouveaux instruments sont ajoutés :

- Un programme de formation visant à faciliter la transition des travailleurs moins qualifiés vers le secteur à plus faible intensité d'émissions est mis en œuvre à partir de 2023. Cette mesure permet d'accroître la productivité des travailleurs moins qualifiés dans les activités moins émettrices²⁷.
- Un programme de crédit d'impôt sur le revenu gagné (EITC) est mis en place pour augmenter le revenu des travailleurs moins qualifiés et stimuler en parallèle leur offre de travail. Ce programme débute en 2029, en même temps que l'introduction progressive de la taxe sur le carbone.

Cette série de mesures judicieusement planifiées permet d'engager l'économie sur la voie d'une transition écologique et de faciliter les changements en matière d'emploi.

Cas d'un pays avancé

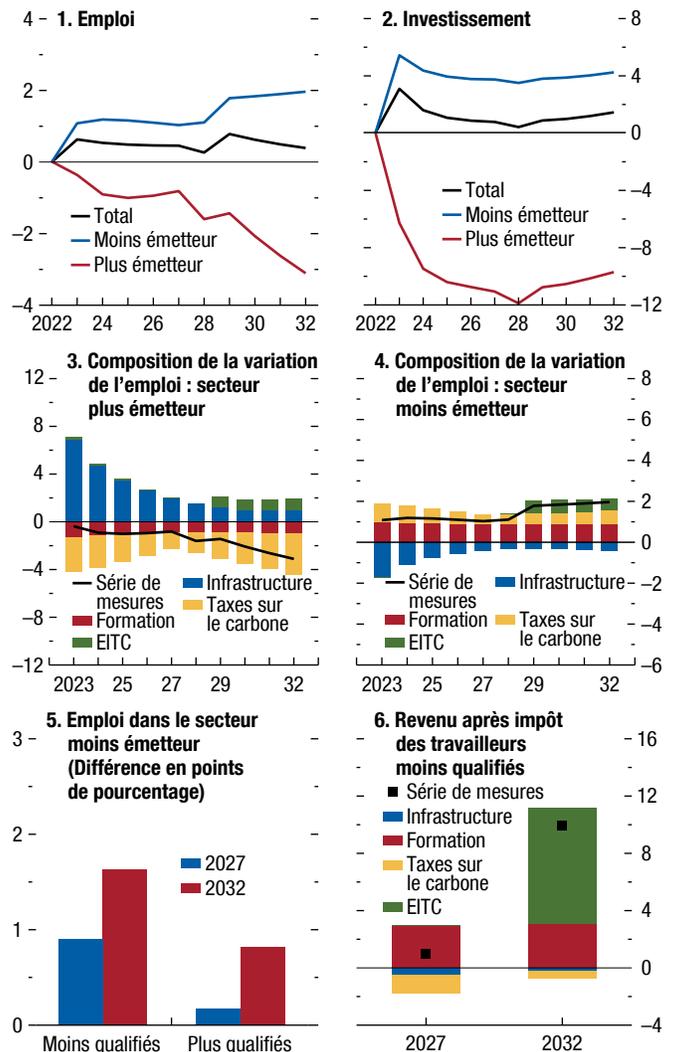
Dans le cas d'un pays avancé représentatif, la série de mesures entraîne une réaffectation de la main-d'œuvre d'environ 1 % au cours des dix prochaines années, avec une diminution dans le secteur à plus forte intensité d'émissions et une augmentation dans le secteur moins émetteur (graphique 3.10, page 1). Pour le groupe des pays avancés, le

²⁶Voir l'annexe 3.5 en ligne du PEM d'octobre 2020 pour une discussion et une analyse plus approfondie du rôle des subventions à la recherche et au développement axées sur l'innovation verte pour faciliter la transition.

²⁷Voir l'annexe 3.6 en ligne pour plus de détails sur l'ampleur de l'augmentation de la productivité grâce à la formation. Les données empiriques sur les effets positifs des programmes de formation viennent étayer l'argument selon lequel la formation peut améliorer les perspectives d'emploi (et la réaffectation) des groupes de travailleurs ciblés (Card, Kluge et Weber, 2018).

Graphique 3.10. Simulations modélisées de la transformation économique verte avec une série de mesures détaillées dans un pays avancé
(Écart en pourcentage par rapport à la référence, sauf indication contraire)

Une série de mesures détaillées, menées dans un ordre judicieux, peut favoriser les transformations de l'économie et du marché du travail nécessaires pour parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050. Les programmes de formation et le soutien aux travailleurs à faible revenu sont des éléments clés pour assurer une transition verte inclusive.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les résultats présentés ici sont issus d'un modèle calibré sur un pays avancé représentatif. Les plages montrent le comportement de la variable indiquée en réponse à une série détaillée de mesures, par rapport à une situation de référence dans laquelle ces mesures sont absentes. Pour les pages 3 et 4, la somme des effets des mesures prises individuellement ne correspond pas à l'effet global de la série en raison d'interactions dans l'équilibre général. Voir l'annexe 3.6 en ligne pour plus de détails sur le modèle, la calibration et les simulations. EITC = crédit d'impôt sur le revenu gagné.

changement de répartition de la main-d'œuvre est moins rapide que l'évolution moyenne de l'industrie vers le secteur des services depuis le milieu des années 80, qui a touché près de 4 % des emplois par décennie. La série de mesures favorise également une augmentation des investissements en capital dans le secteur moins émetteur, tout en entraînant une forte baisse des investissements dans le secteur à plus forte intensité d'émissions (graphique 3.10, page 2).

En examinant l'emploi dans chaque secteur par rapport à son niveau de référence, l'importance relative des différentes politiques apparaît clairement. L'incitation à l'investissement vert retarde la réaffectation des travailleurs dans un premier temps (graphique 3.10, pages 3 et 4, barres bleues), car elle nécessite des biens d'équipement produits par le secteur à plus forte intensité d'émissions. En revanche, la taxe carbone agit comme un signal de prix, favorisant la réallocation de la main-d'œuvre du secteur à plus forte intensité d'émissions vers le secteur à plus faible intensité d'émissions (graphique 3.10, pages 3 et 4, barres jaunes). De plus, en dépit de la communication claire sur l'augmentation très progressive de la taxe sur le carbone, les entreprises et les travailleurs anticipent son impact final et procèdent immédiatement à certaines réaffectations. Le programme de formation contribue également à promouvoir la réaffectation de la main-d'œuvre, mais cette réaffectation passe par l'amélioration de la productivité des travailleurs moins qualifiés dans les activités à plus faible intensité d'émissions (graphique 3.10, pages 3 et 4, barres rouges), qui favorise leur embauche par les entreprises du secteur à plus faible intensité d'émissions et augmente la rémunération de ceux qui effectuent la transition. Enfin, l'extension du crédit d'impôt sur le revenu gagné n'est pas ciblée de façon sectorielle, mais incite davantage les travailleurs moins qualifiés à augmenter leur offre de travail à l'échelle du pays (graphique 3.10, pages 3 et 4, barres vertes).

Globalement, la série de mesures crée une augmentation de l'emploi total d'environ 0,5 %²⁸. Les travailleurs moins qualifiés comme les plus qualifiés voient leur niveau d'emploi augmenter dans le secteur à plus faible intensité d'émissions, mais ce sont les travailleurs moins qualifiés qui bénéficient de la plus forte hausse (graphique 3.10, page 5)²⁹. Par ailleurs, les programmes de formation et de crédit d'impôt sur le revenu gagné

entraînent une augmentation du revenu après impôt pour les travailleurs moins qualifiés, ce qui réduit les inégalités (graphique 3.10, page 6, barres rouges et vertes).

Cas d'un pays émergent

Comme mentionné auparavant, le cas du pays émergent est différent de celui du pays avancé, étant donné que la part de l'extrant et de l'emploi dans la production à plus forte intensité d'émissions est généralement plus élevée dans les pays émergents. Dans un pays émergent, il est également plus probable qu'une grande partie de la main-d'œuvre occupe un emploi informel, qui ne bénéficierait pas d'un crédit d'impôt sur le revenu gagné. La série de mesures est donc modifiée pour inclure un transfert monétaire aux travailleurs moins qualifiés. Le programme de transfert monétaire n'est pas destiné aux travailleurs d'un secteur spécifique, mais est accessible à tous les travailleurs à faible revenu (en moyenne, les moins qualifiés). Il est mis en œuvre à partir de 2029, parallèlement à la taxe sur le carbone et au crédit d'impôt sur le revenu gagné. Bien que le programme de transfert monétaire soit susceptible de réduire les inégalités de revenu, il pourrait affaiblir l'incitation à travailler, diminuant ainsi l'offre de main-d'œuvre. Il s'agit d'une différence importante par rapport au crédit d'impôt sur le revenu gagné.

Dans le cas du pays émergent, les mesures entraînent une redistribution plus marquée des secteurs à plus forte intensité d'émissions vers les secteurs moins émetteurs que dans le cas du pays avancé, avec un transfert d'environ 2,5 % de l'emploi sur dix ans (graphique 3.11, page 1). La série de mesures agit sur l'emploi par les mêmes mécanismes que précédemment, mais, en raison de la part initialement plus élevée de l'emploi dans le secteur plus émetteur, une fraction plus grande de l'économie est touchée. L'effet net sur l'emploi est globalement positif à court terme du fait de la poussée des investissements, mais se transforme en une baisse de 0,5 % de l'emploi d'ici 2032. Comme dans le cas du pays avancé, les mesures prises ont pour effet d'augmenter le revenu des travailleurs moins qualifiés, grâce à la combinaison du crédit d'impôt sur le revenu gagné, de la formation et des transferts monétaires (graphique 3.11, page 2).

Conclusions

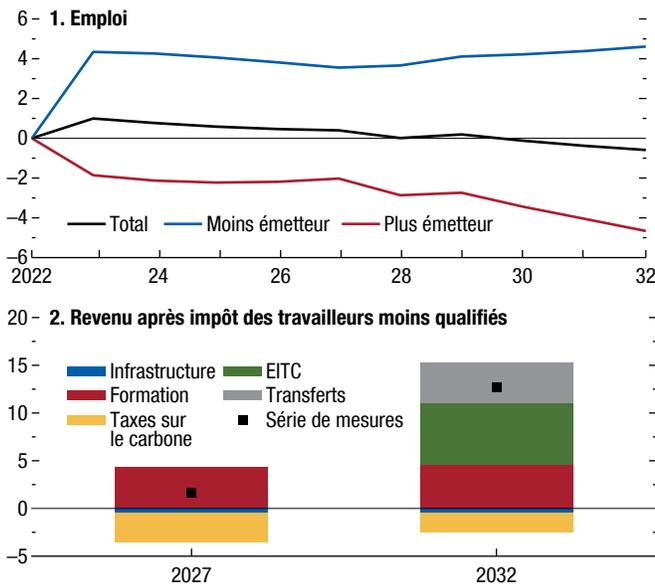
La réduction des risques considérables liés au changement climatique exige une transformation verte de l'économie : les structures de production doivent évoluer pour réduire les émissions mondiales de GES. Les externalités inhérentes à la production d'émissions signifient que les

²⁸L'ampleur de la variation nette de l'emploi est étroitement liée à l'élasticité de l'offre de main-d'œuvre retenue (voir l'annexe 3.6 en ligne).

²⁹Les résultats du modèle impliquent que la réaffectation du travail contribue à environ un septième de la baisse des émissions dans le scénario de politiques, le reste étant lié aux gains d'efficacité. Cet ordre de grandeur est similaire à la part d'un quart liée à la réaffectation sectorielle de la main-d'œuvre observée historiquement dans le graphique 3.1 pour le pays échantillon moyen sur la période 2005–15.

Graphique 3.11. Simulations modélisées de la transformation économique verte avec une série de mesures détaillées dans un pays émergent
(Écart en pourcentage par rapport à la référence)

Une série de mesures similaires dans un pays émergent produit une redistribution plus importante de la main-d'œuvre. Les travailleurs moins qualifiés dans le pays émergent bénéficient d'une transition plus verte grâce au train de mesures.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les résultats présentés ici sont issus d'un modèle calibré sur un pays émergent représentatif. Les plages montrent le comportement de la variable indiquée en réponse à une série détaillée de mesures, par rapport à une situation de référence dans laquelle ces mesures sont absentes. Voir l'annexe 3.6 en ligne pour plus de détails sur le modèle, la calibration et les simulations. EITC = crédit d'impôt sur le revenu gagné.

actions politiques sont essentielles pour favoriser les changements nécessaires. Ce chapitre a analysé les implications sur le marché du travail d'une telle transformation économique verte, en combinant des analyses empiriques et modélisées.

Le chapitre a commencé par quantifier les propriétés environnementales des emplois des travailleurs individuels à l'aide de trois mesures différentes, reflétant le caractère écologique, polluant et émetteur de carbone de chaque emploi. Les emplois les plus écologiques et les plus polluants semblent être concentrés dans des sous-ensembles de travailleurs : les intensités écologique et de pollution moyennes à l'échelle du pays sont relativement faibles. Néanmoins, ces propriétés environnementales sont très dispersées d'un secteur à l'autre et au sein d'un même secteur, ce qui permet de croire à la possibilité d'une réaffectation de la main-d'œuvre dans ces deux domaines. Il convient de noter que les secteurs industriels ont tendance à présenter simultanément une plus grande intensité écologique, de pollution et d'émissions que les services.

Deuxièmement, le chapitre a examiné la relation entre les caractéristiques démographiques des travailleurs et les propriétés environnementales de leurs emplois. Il a constaté que les professions à plus forte intensité écologique ont tendance à employer des travailleurs plus qualifiés et plus urbains, tandis que l'inverse est vrai pour les emplois à plus forte intensité de pollution. Il est important de noter que, même si l'on tient compte des compétences, les emplois à plus forte intensité écologique offrent une rémunération supérieure de près de 7 % à celle des emplois à plus forte intensité polluante en moyenne.

Troisièmement, la réaffectation peut s'avérer difficile pour les travailleurs individuels. Le chapitre a montré qu'un travailleur ayant occupé des emplois plus polluants ou neutres a moins de chances de passer à un emploi plus écologique que de rester dans un emploi polluant ou neutre. Des compétences plus élevées facilitent le passage à un emploi à plus forte intensité verte, ce qui souligne l'importance du capital humain d'un travailleur pour la transition³⁰. Des programmes de formation ciblés et efficaces visant à renforcer le capital humain des travailleurs moins qualifiés exerçant des professions à forte intensité de pollution ou neutres pourraient être utiles, en améliorant la capacité de ces travailleurs à passer à des professions à plus forte intensité écologique.

Quatrièmement, les politiques environnementales sont efficaces pour réorienter l'emploi vers des emplois plus écologiques, mais ces politiques fonctionnent mieux dans les pays où les incitations à la réaffectation ne sont pas entravées. Il est donc important de passer du maintien dans l'emploi à des mesures de soutien à la réaffectation des travailleurs alors que la COVID-19 évolue du stade de la pandémie à celui de l'endémie. La dynamique récente du marché du travail indique que les emplois plus verts ont été relativement plus résistants pendant la récession due à la COVID-19 (encadré 3.2).

Il ressort de l'analyse modélisée qu'un ensemble de mesures adéquates peut mettre un pays sur la voie de l'élimination nette des émissions d'ici 2050, avec des changements modérés en matière d'emploi. Semblable à celui présenté dans des études antérieures, ce dispositif comprend une impulsion en faveur des infrastructures vertes et une taxe sur le carbone, mais il est associé à deux nouveaux éléments destinés à améliorer le fonctionnement du marché du travail et à répondre aux préoccupations en matière de répartition : un programme de formation ciblé visant à stimuler la productivité des travailleurs moins qualifiés dans

³⁰Voir à l'annexe 3.4 en ligne une analyse de la relation entre les caractéristiques démographiques d'un travailleur et les propriétés environnementales des emplois après les transitions.

des emplois à plus faible intensité d'émissions et un crédit d'impôt sur le revenu gagné, qui permet de compenser tout choc de consommation lié aux taxes sur le carbone pour les travailleurs à faible revenu et d'encourager l'offre de main-d'œuvre. Lorsque le taux d'emploi informel est élevé, le crédit d'impôt sur le revenu gagné devrait être complété par des transferts monétaires à titre d'appui au revenu, ciblant les travailleurs les plus exposés à l'emploi informel.

Pour un pays avancé représentatif, cette série de mesures se traduit par des améliorations technologiques et de productivité et par un transfert d'environ 1 % de l'emploi vers le secteur à plus faible intensité d'émissions sur une période de dix ans. Ces mesures atténuent également les effets inégaux de la taxe sur le carbone sur les travailleurs moins qualifiés, réduisant ainsi les inégalités de revenu. Pour donner une idée de l'ampleur de cette évolution, la réaffectation de la main-d'œuvre est inférieure au transfert moyen de près de 4 % de l'emploi par décennie du secteur industriel vers le secteur des services, observé dans les pays avancés depuis le milieu des années 80³¹. Avec le crédit d'impôt sur le revenu gagné, la série de mesures contribue en réalité à accroître l'emploi total à long terme d'environ 0,5 %.

Dans le cas d'un pays émergent représentatif, l'évolution de l'emploi résultant de la série de mesures est plus marquée (environ 2,5 %), ce qui reflète la part initialement plus élevée de la production à plus forte intensité d'émissions et de la main-d'œuvre moins qualifiée dans les pays émergents. L'emploi augmente à court terme, car la relance des infrastructures attire les travailleurs, mais il diminue ensuite, pour finir par être inférieur d'environ 0,5 % au bout de dix ans. Il faut donc recourir davantage aux transferts monétaires qu'au crédit d'impôt sur le revenu gagné pour soutenir le revenu des travailleurs informels, ce qui se traduit par une augmentation moindre de l'offre de main-d'œuvre. Cependant, les mesures améliorent toujours l'inégalité de revenu.

Les mesures d'atténuation du changement climatique toucheront tous les aspects de l'économie, dont beaucoup ne sont pas examinés dans ce chapitre consacré au marché du travail. Des améliorations modestes de la technologie et de la productivité apportées par les politiques sont essentielles pour parvenir à des émissions nettes nulles sans baisse importante de la production ni déplacement massif de la main-d'œuvre³². La transition vers l'énergie verte

³¹Ce déplacement de l'emploi peut refléter en partie la réaffectation due à l'automatisation, bien qu'il soit difficile de mesurer sa contribution exacte et qu'elle varie probablement d'un pays à l'autre (Acemoglu et Restrepo, 2020 ; Dauth *et al.*, 2021).

³²Voir à l'annexe 3.6 en ligne un examen plus approfondi de la prise en compte par le modèle des améliorations de la technologie et de la productivité et de leur importance relative.

nécessitera probablement aussi de nouveaux investissements importants, qui pourraient s'avérer coûteux à court terme³³. Au sein d'un même pays, les concentrations régionales de professions plus polluantes et de productions à plus forte intensité d'émissions pourraient signifier que la charge de l'ajustement est répartie de manière inégale sur le plan géographique, en particulier si la mise en œuvre des mesures visant à faciliter la transition (telles que les programmes de formation et autres appuis à la réaffectation) est inefficace. En raison du manque de données, le chapitre n'a pas pu approfondir les questions relatives au secteur agricole, qui sont particulièrement importantes pour de nombreux pays en développement à faible revenu. Enfin, le chapitre a fait abstraction des dimensions internationales des politiques de lutte contre le changement climatique, dans lesquelles les fuites potentielles et les retombées transfrontalières plaident en faveur d'une approche mondiale et coordonnée³⁴.

L'image générale qui se dégage est que l'ampleur des transferts de main-d'œuvre nécessaires à la transition verte n'est pas sans précédent. Cela dit, l'ampleur et la rapidité exactes de la réaffectation demandée varieront d'un pays à l'autre (et d'une région à l'autre au sein d'un même pays), en fonction du niveau de la production à plus forte intensité d'émissions dans l'économie locale et du retard éventuel des mesures visant à atteindre l'objectif de zéro émission nette. D'un point de vue individuel, la tâche semble plus ardue, car les travailleurs ayant occupé des emplois plus polluants ou neutres ont plus de mal à passer à des emplois plus écologiques. Tout dispositif devrait donc inclure des éléments visant à faciliter la transition pour ces travailleurs, notamment des mesures qui améliorent leur aptitude à l'emploi, comme des programmes de formation bien conçus, et qui renforcent leur capacité à trouver de nouveaux emplois, afin de garantir que la transition vers un marché du travail plus écologique se fasse sans heurts et sans exclusion.

³³Entre autres, voir AIE (2021) pour une analyse récente de la transition énergétique et des coûts d'investissement. Une augmentation des investissements en capital est également nécessaire pour faire face à l'adaptation au changement climatique (chapitre 2 du Moniteur des finances publiques d'octobre 2020). Pour une discussion sur le volume des changements financiers nécessaires et sur la manière dont la réglementation des marchés financiers (y compris les normes et les divulgations de données liées au climat) peut appuyer la transition verte et l'adaptation, voir le chapitre 5 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (GFSR) d'avril et d'octobre 2020 et le chapitre 3 du GFSR d'octobre 2021.

³⁴Voir le chapitre 3 du PEM d'octobre 2020 pour un exemple d'un tel ensemble de mesures coordonnées au niveau mondial et Chateau, Jaumotte et Schwerhoff (2022) pour des mécanismes visant à faciliter la coordination internationale.

Encadré 3.1. La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis

La répartition des emplois à forte intensité de pollution et à forte intensité écologique au sein d'un même pays donne un aperçu des défis que pose la transition vers une économie plus verte par région. Si les emplois à forte intensité écologique sont également présents dans des régions qui dépendent aujourd'hui davantage d'emplois plus polluants, la transition écologique pourrait nécessiter une moindre réaffectation géographique des travailleurs. Selon le pays, la répartition géographique pourrait également avoir des répercussions sur l'économie politique.

*Il existe une certaine concentration géographique des emplois à forte intensité écologique et polluante*¹. En moyenne, les emplois sont à plus forte intensité écologique dans l'Ouest et le Sud-Ouest des États-Unis, avec des poches d'intensité dans le Midwest (graphique 3.1.1, page 1). Les sous-secteurs notables dans les régions où les emplois sont à forte intensité écologique comprennent la recherche et le développement, les services d'ingénierie et l'industrie aérospatiale. Les emplois présentent une intensité de pollution plus élevée dans le Sud-Est et le Sud-Ouest, notamment dans les industries extractives, l'énergie électrique (production, transmission et distribution) et les industries du bois et du textile (graphique 3.1.1, page 2).

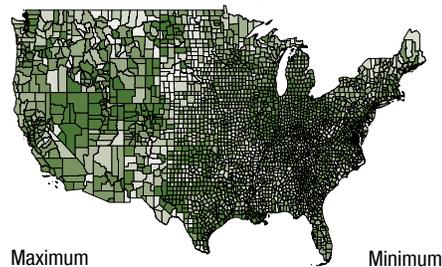
Les zones où se trouvent les emplois à plus forte intensité écologique et à plus forte intensité polluante ont tendance à se chevaucher. Les frictions géographiques peuvent entraver la transition verte, en particulier si la mobilité de la main-d'œuvre est en baisse (chapitre 2 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2019 ; Dao, Furceri et Loungani, 2017). Cependant, les zones avec de nombreux emplois à forte intensité écologique ont tendance à côtoyer ou à chevaucher les zones riches en emplois à forte intensité de pollution. Sur 173 zones de migration pendulaire américaines qui comptent de nombreux emplois à forte intensité de pollution (au-dessus du 75^e centile), 125 sont également riches en emplois à forte intensité écologique (au-dessus du 75^e centile) ou bordent une zone de migration pendulaire qui compte de nombreux emplois de ce type. Cette proximité ne garantit pas que la transition sera facile : des mesures telles que des programmes de formation efficaces restent déterminantes. Il existe des différences entre les zones où l'on trouve soit des emplois plus écologiques, soit des emplois plus polluants. Les emplois à plus forte intensité

Les auteurs de cet encadré sont Katharina Bergant et Rui Mano.

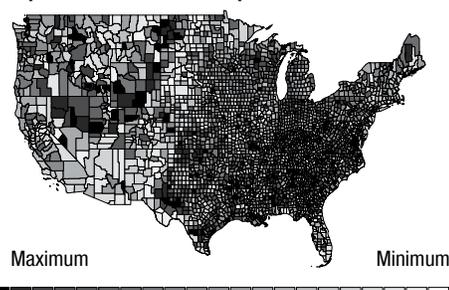
¹L'annexe 3.7 en ligne fournit des détails supplémentaires sur les données et l'analyse présentées.

Graphique 3.1.1. Distribution géographique des intensités écologique et de pollution dans les comtés des États-Unis

1. Emplois à forte intensité écologique



2. Emplois à forte intensité de pollution



Sources : Bureau des statistiques du travail des États-Unis, statistiques sur l'emploi et les salaires par profession ; Bureau de recensement des États-Unis, structure des activités des comtés ; calculs des services du FMI.

Note : Ces cartes utilisent un système de coloration relatif, de sorte qu'une coloration plus verte (plus grise) signifie que l'emploi a une intensité écologique (de pollution) plus élevée dans un sens relatif plutôt qu'absolu. Les estimations des emplois à forte intensité écologique (de pollution) combinent trois ensembles de données : 1) les définitions des professions vertes/polluantes (voir Vona *et al.*, 2018), 2) les ventilations professionnelles industrie-État provenant des statistiques sur l'emploi et les salaires par profession, et 3) la ventilation de l'emploi comté-industrie (provenant de la structure des activités des comtés, harmonisée par Eckert *et al.*, 2021).

écologique ont tendance à être plus urbains, tandis que les emplois à plus forte intensité polluante ont tendance à être ruraux. Les comtés ayant une part plus élevée d'emplois à plus forte intensité écologique ont également tendance à avoir un revenu plus élevé, une population plus jeune, une plus grande proportion de personnes ayant un diplôme universitaire ou plus d'éducation et un taux de chômage plus faible. La syndicalisation est liée négativement à la part d'emplois à forte intensité de pollution, mais ne présente aucun lien avec l'intensité verte.

Encadré 3.2. Un marché du travail post-COVID plus vert ?

Les enquêtes officielles sur la population active peuvent dresser un tableau détaillé de l'évolution vers des emplois plus verts. Cependant, ces enquêtes sont généralement publiées avec un décalage ; il est donc difficile de déterminer si la reprise en cours après la COVID-19 a accéléré ou ralenti la transformation écologique du marché du travail. Les données de haute fréquence provenant des plateformes en ligne de mise en réseau et de recherche d'emploi peuvent fournir des informations plus récentes.

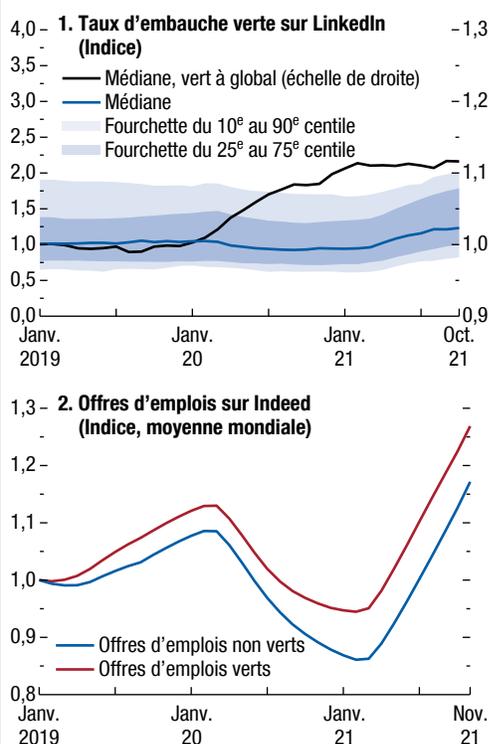
Les tendances récentes des taux d'embauche suggèrent que les emplois verts ont été relativement plus résistants au cours de l'année 2020. À l'aide de profils d'employés autodéclarés et d'avis d'experts, LinkedIn a identifié les compétences vertes et a classé les travailleurs en fonction de leurs « talents verts »¹. De façon similaire à la méthodologie utilisée dans ce chapitre pour définir l'intensité écologique des tâches, la classification indique si les travailleurs déclarent des compétences qui améliorent la durabilité environnementale des activités économiques (par exemple atténuation de la pollution, prévention des déchets, production et gestion d'énergie verte). En utilisant les informations sur les changements d'emploi des travailleurs, il est possible de calculer des indices de taux d'embauche bruts pour suivre les fluctuations d'embauche à court terme. Les taux d'embauche des travailleurs ayant des talents verts ont été supérieurs à ceux de l'ensemble des emplois au cours des premiers mois de la pandémie et ont augmenté en 2021 à mesure que la reprise se renforçait (graphique 3.2.1, page 1).

L'évolution des offres d'emploi suggère également une demande plus résiliente de travailleurs ayant un profil plus écologique. Bien qu'elles ne soient pas liées à la classification des compétences vertes présentée au paragraphe précédent, les données relatives aux offres d'emploi de la plateforme en ligne Indeed peuvent être associées à des secteurs, qui peuvent à leur tour être classés comme ayant une intensité écologique supérieure ou inférieure à la moyenne. Sur la base de cette répartition, la moyenne mondiale des offres d'emplois verts a moins diminué que celle des offres d'emplois non verts pendant la pandémie (graphique 3.2.1, page 2). Cette résilience était générale, puisque les offres d'emploi dans les secteurs verts ont connu des baisses moins importantes dans 28 des 34 pays de l'échantillon. De plus, parallèlement à la tendance observée dans les taux d'embauche, les rebonds des

L'auteur de cet encadré est Jorge A. Alvarez.

¹Voir l'annexe 3.7 en ligne pour plus de détails sur les jeux de données de LinkedIn et Indeed.

Graphique 3.2.1. Évolution dans les différents pays des taux d'embauche verte et des offres d'emplois



Sources : Indeed ; LinkedIn ; calculs des services du FMI.

Note : La page 1 montre les centiles des différents pays normalisés par rapport à la médiane observée en janvier 2019. Le taux d'embauche est une mesure des embauches normalisée par le nombre de membres de LinkedIn. Il est calculé comme le pourcentage de membres de LinkedIn qui ont ajouté un nouvel employeur au cours de la même période que le début de l'emploi, divisé par le nombre total de membres de LinkedIn dans le lieu correspondant. Le taux d'embauche verte est calculé en considérant uniquement les membres répertoriés comme talents verts. Les travailleurs sont considérés comme des talents verts s'ils ont explicitement ajouté au moins une compétence verte à leur profil, occupent une profession verte, ou les deux. La page 2 montre un indice moyen des offres d'emploi sur 12 mois dans les différents pays, normalisé à janvier 2019. Les offres d'emplois verts font référence aux offres d'emplois sur la plateforme Indeed associées à des secteurs dont l'intensité de compétences vertes est supérieure à la moyenne. Voir l'annexe 3.7 en ligne pour plus de détails.

offres d'emploi ont été similaires dans les secteurs verts et non verts pendant la reprise. Dans l'ensemble, l'image qui se dégage est celle d'un certain verdissement du marché du travail au début de la reprise post-COVID, qui s'est maintenant arrêté.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, and David Autor. 2011. "Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings." In *Handbook of Labor Economics* vol. 4, edited by O. Ashenfelter, R. Layard, and D. Card, 1043–171.
- Acemoglu, Daron, and Pascual Restrepo. 2018. "The Race between Man and Machine: Implications of Technology for Growth, Factor Shares, and Employment." *American Economic Review* 108 (6): 1488–542.
- Acemoglu, Daron, and Pascual Restrepo. 2020. "Robots and Jobs: Evidence from US Labor Markets." *Journal of Political Economy* 128 (6): 2188–244.
- Addison, John T. 2016. "Collective Bargaining Systems and Macroeconomic and Microeconomic Flexibility: The Quest for Appropriate Institutional Forms in Advanced Economies." *IZA Journal of Labor Policy* 5 (19): 1–53.
- Ahn, JaeBin, Zidong An, John Bluedorn, Gabriele Ciminelli, Zsoka Koczan, Davide Malacrino, Daniela Muhaj, and Patricia Neidlinger. 2019. "Work in Progress: Improving Youth Labor Market Outcomes in Emerging Market and Developing Economies." IMF Staff Discussion Note 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Aldieri, Luigi, Cristian Barra, Nazzareno Ruggiero, and Concetto Paolo Vinci. 2021. "Green Energies, Employment, and Institutional Quality: Some Evidence for the OECD." *Sustainability* 13 (3252).
- Allard, Gayle. 2005. "Measuring Job Security over Time: In Search of a Historical Indicator for EPL (Employment Protection Legislation)." Instituto de Empresa Working Paper WP05–17, Madrid.
- Alvarez, Jorge, Ivo Krznar, and Trevor Tombe. 2019. "Internal Trade in Canada: Case for Liberalization." IMF Working Paper 19/158, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Autor, David H., and David Dorn. 2013. "The Growth of Low-Skill Service Jobs and the Polarization of the US Labor Market." *American Economic Review* 103 (5): 1553–597.
- Blanchard, Olivier J., Florence Jaumotte, and Prakash Loungani. 2014. "Labor Market Policies and IMF Advice in Advanced Economies during the Great Recession." *IZA Journal of Labor Policy* 3 (2): 1–23.
- Botta, Enrico, and Tomasz Kozluk. 2014. "Measuring Environmental Policy Stringency in OECD Countries: A Composite Index Approach." OECD Economics Department Working Papers 1177, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Bowen, Alex, Karlygash Kuralbayeva, and Eileen L. Tipoe. 2018. "Characterising Green Employment: The Impacts of 'Greening' on Workforce Composition." *Energy Economics* 72 (2018): 263–75.
- Card, David, Jochen Kluge, and Andrea Weber. 2018. "What Works? A Meta Analysis of Recent Active Labor Market Program Evaluations." *Journal of the European Economic Association* 16 (3): 894–931.
- Chateau, Jean, Florence Jaumotte, and Gregor Schwerhoff. 2022. "Economic and Environmental Benefits from International Cooperation on Climate Policies." IMF Departmental Paper 2022/007, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chetty, Raj, John N. Friedman, and Jonah E. Rockoff. 2014. "Measuring the Impacts of Teachers II: Teacher Value-Added and Student Outcomes in Adulthood." *American Economic Review* 104 (9): 2633–79.
- Conference of the Parties (COP). 2015. "Adoption of the Paris Agreement." United Nations Framework Convention on Climate Change. <https://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/l09r01.pdf>.
- Dao, Mai, Davide Furceri, and Prakash Loungani. 2017. "Regional Labor Market Adjustment in the United States: Trend and Cycle." *Review of Economics and Statistics* 99 (2): 243–57.
- Dauth, Wolfgang, Sebastian Findeisen, Jens Suedekum, and Nicole Woessner. 2021. "The Adjustment of Labor Markets to Robots." *Journal of the European Economic Association* 19 (6): 3104–53.
- Dierdorff, Erich C., Jennifer J. Norton, Donald W. Drewes, Christina M. Kroustalis, David Rivkin, and Phil Lewis. 2009. "Greening of the World of Work: Implications for O*NET-SOC and New and Emerging Occupations." National Center for O*NET Development, Raleigh, North Carolina.
- Drozdz, Lukasz, Mathieu Taschereau-Dumouchel, and Marina M. Tavares. Forthcoming. "Understanding Growth through Automation: The Neoclassical Perspective." Philadelphia Federal Reserve Research Department Working Paper.
- Eckert, Fabian, Teresa C. Fort, Peter K. Schott, and Natalie J. Yang. 2021. "Imputing Missing Values in the US Census Bureau's County Business Patterns." NBER Working Paper 26632, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Elsby, Michael W. L., Bart Hobijn, and Aysegül Şahin. 2013. "Unemployment Dynamics in the OECD." *Review of Economics and Statistics* 95 (2): 530–48.
- Flood, Sarah, Miriam King, Renae Rodgers, Steven Ruggles, J. Robert Warren, and Michael Westberry. 2021. Integrated Public Use Microdata Series, Current Population Survey: Version 9.0. <https://doi.org/10.18128/D030.V9.0>.
- Georgieva, Kristalina, and Rajiv J. Shah. 2020. "How Governments Can Create a Green, Job-Rich Global Recovery." *IMF Blog*, International Monetary Fund, December 4. <https://blogs.imf.org/2020/12/04/how-governments-can-create-a-green-job-rich-global-recovery/>.
- Hermansen, Mikkel. 2020. "Occupational Licensing and Job Mobility in the United States." OECD Economics Department Working Paper 1585, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Hirsch, Barry T., and David A. Macpherson. 2003. "Union Membership and Coverage Database from the Current Population Survey: Note." *Industrial and Labor Relations Review* 56(2): 349–54.

- Hobijn, Bart, and Ayşegül Şahin. 2009. "Job-Finding and Separation Rates in the OECD." *Economics Letters* 104 (2009): 107–11.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2015. *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change; Working Group III Contribution to the IPCC Fifth Assessment Report*. New York: Cambridge University Press.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2018. *Global Warming of 1.5°C: An IPCC Special Report on the Impacts of Global Warming of 1.5°C above Pre-industrial Levels and Related Global Greenhouse Gas Emission Pathways, in the Context of Strengthening the Global Response to the Threat of Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty*, edited by V. Masson-Delmotte, P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P. R. Shukla, A. Pirani, and others. Geneva.
- International Energy Agency (IEA). 2021. "The Cost of Capital in Clean Energy Transitions." <https://www.iea.org/articles/the-cost-of-capital-in-clean-energy-transitions>. Paris.
- International Monetary Fund (IMF). 2022. *France: Selected Issues*. IMF Staff Country Report 22/19. Washington, DC.
- Karabarbounis, Loukas, and Brent Neiman. 2014. "The Global Decline of the Labor Share." *Quarterly Journal of Economics* 129 (1): 61–103.
- Levy Yeyati, Eduardo, Martín Montané, and Luca Sartorio. 2019. "What Works for Active Labor Market Policies?" Center for International Development at Harvard Faculty Working Paper 358, Harvard University, Cambridge, MA.
- Martin, John P. 1996. "Measures of Replacement Rates for the Purpose of International Comparisons: A Note." *OECD Economic Studies* 26: 99–115.
- Observatoire National des Emplois et Métiers de l'Économie Verte (ONEMEV). 2021. "Métiers Verts et Verdissants: Près de 4 Millions de Professionnels en 2018" [Green and Greening Professions: Nearly 4 Million Professionals in 2018]. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/metiers-verts-et-verdissants-pres-de-4-millions-de-professionnels-en-2018>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 1994. *The OECD Jobs Study: Facts, Analysis, Strategy*. Paris.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) and European Centre for the Development of Vocational Training (Cedefop). 2014. *Greener Skills and Jobs*. Paris.
- O*NET Center. 2010. "Green Task Development Project." <https://www.onetcenter.org/reports/GreenTask.html>. Accessed May 17, 2021.
- O*NET Center. 2021. "Green Occupations." Version 22.0. https://www.onetcenter.org/dictionary/22.0/excel/green_occupations.html.
- Silverman, Bernard W. 1986. *Density Estimation for Statistics and Data Analysis*. London: Chapman and Hall.
- United States Environmental Protection Agency (US EPA). 2022. "Global Greenhouse Gas Emissions Data." <https://www.epa.gov/ghgemissions/global-greenhouse-gas-emissions-data>. Washington, DC.
- van der Velden, Rolf, and Ineke Bijlsma. 2016. "College Wage Premiums and Skills: A Cross-Country Analysis." *Oxford Review of Economic Policy* 32 (4): 497–513.
- Vona, Francesco, Giovanni Marin, and Davide Consoli. 2019. "Measures, Drivers, and Effects of Green Employment: Evidence from US Local Labor Markets, 2006–2014." *Journal of Economic Geography* 19 (5): 1021–48.
- Vona, Francesco, Giovanni Marin, Davide Consoli, and David Popp. 2018. "Environmental Regulation and Green Skills: An Empirical Exploration." *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists* 5 (4): 713–53.

LES ÉCHANGES ET LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIAUX PENDANT LA PANDÉMIE

Lorsque la pandémie de COVID-19 a débuté, on pensait que les chocs portés simultanément à l'offre et à la demande entraîneraient un effondrement majeur des échanges. Or, si les échanges de services restent languissants, les échanges de biens ont rebondi avec une rapidité étonnante. Dans ce chapitre, nous verrons que des facteurs propres à la pandémie ont joué un rôle prépondérant en provoquant un déplacement de la demande des services vers les biens et ont eu des répercussions au-delà de la simple demande. Les importations de biens ont diminué dans une mesure inférieure à l'effet escompté de la demande et des prix relatifs, et les importations de services dans une mesure supérieure. Cette tendance a été plus prononcée dans les pays où la pandémie a été plus virulente et les mesures d'endiguement associées ont été plus strictes. En outre, un examen des données détaillées relatives aux échanges bilatéraux montre que les répercussions internationales des perturbations de l'approvisionnement induites par les confinements ont constitué un facteur clé de la baisse des échanges au début de la pandémie. Ces répercussions négatives ont généralement été de courte durée et elles ont été atténuées dans la mesure où le télétravail a pu être mis en place. De plus, elles ont diminué au fil des vagues successives de la pandémie, attestant de la faculté d'adaptation et de la résilience des chaînes de valeur mondiales. En effet, la pandémie ne s'étant pas déclenchée et les confinements n'ayant pas été imposés au même moment partout dans le monde, certaines régions qui participent activement aux chaînes de valeur mondiales ont pu augmenter les parts de leurs exportations dans d'autres régions, mais on constate que ces mouvements se résorbent au fil du temps. S'agissant de la résilience de l'ensemble des échanges et des chaînes de valeur mondiales durant la pandémie, nous verrons dans ce chapitre que des mesures telles que la relocalisation sont vraisemblablement peu judicieuses. Le meilleur moyen de renforcer la résilience des chaînes de valeur face aux chocs est d'accroître la diversification en réduisant la part des intrants achetés au niveau national et d'améliorer la capacité de substitution des sources d'intrants (en

facilitant le passage d'un fournisseur d'intrants d'un pays à celui d'un autre). Améliorer la résilience des chaînes de valeur est essentiel pour gérer non seulement les urgences sanitaires telles que la pandémie, mais aussi d'autres types de chocs comme la guerre en Ukraine, les cyberattaques et les phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques. Si le renforcement de la résilience incombe en grande partie aux entreprises (en tant qu'acteurs du secteur privé), les États peuvent néanmoins jouer un rôle important en palliant le manque d'information sur les chaînes de valeur, en investissant dans les infrastructures commerciales et numériques, en réduisant les coûts des échanges et l'incertitude quant à la stratégie à suivre. La vaccination massive des populations sera indispensable pour atténuer les répercussions des chocs à venir liés à la propagation de la COVID-19.

Introduction

Du fait du déclenchement de la pandémie de COVID-19, les échanges se sont effondrés de manière inédite. Au deuxième trimestre de 2020, soit à son niveau le plus bas, le volume mondial des échanges de biens a diminué de 12,2 %, et celui des échanges de services a connu une baisse plus marquée encore, chutant de 21,4 % par rapport aux chiffres du dernier trimestre de 2019 (graphique 4.1). Toutefois, la reprise du commerce a été étonnamment rapide comparée à celle, plus lente, enregistrée après d'autres récessions mondiales (graphique 4.2) (Baldwin, 2020). Dès octobre 2021, les échanges de biens ont retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie, ce qui constitue un rebond extrêmement rapide comparé, par exemple, à celui observé après la crise financière mondiale. Toutefois, les tendances globales masquent une hétérogénéité considérable, et il est probable que d'autres perturbations surviennent en raison de la guerre en Ukraine¹.

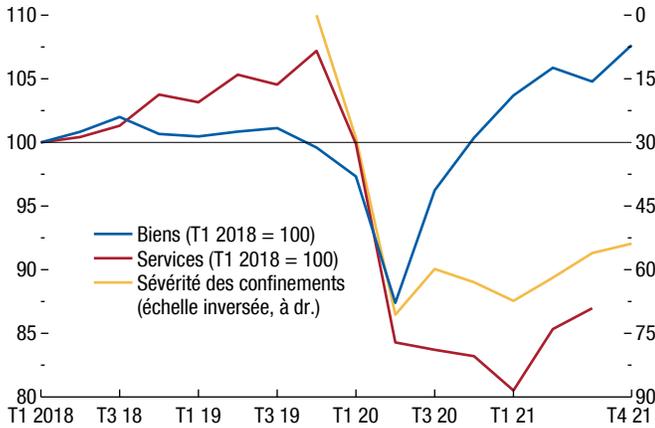
- Les échanges de services restent poussifs, principalement en raison de l'effondrement des voyages. Les services de transport semblent reprendre, bien que

¹L'analyse présentée dans ce chapitre a été réalisée au début de l'année 2022, avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, et ne porte pas sur les répercussions de cette dernière sur les échanges et les chaînes de valeur mondiaux.

Ce chapitre a été élaboré par Ting Lan, Davide Malacrino, Adil Mohommad (responsable), Andrea Presbitero et Galen Sher, sur les conseils de Shekhar Aiyar, et avec l'appui de Shan Chen, Bryan Zou, Youyou Huang et Ilse Peirtsegale. Il intègre les contributions de Mariya Brussevich, Diego Cerdeiro, Andras Komaromi, Yang Liu, Chris Papageorgiou et Pauline Wibaux. Andrei Levchenko a travaillé comme consultant dans le cadre de ce projet.

Graphique 4.1. Volume mondial des importations et sévérité des confinements (Indice)

Les échanges de biens se sont rapidement rétablis, mais les échanges de services restent languissants.



Sources : CPB World Trade Monitor ; Hale *et al.* (2021) ; calculs des services du FMI. Note : L'indice de sévérité des confinements correspond à la moyenne mondiale, pondérée des importations, de l'indice de sévérité de la riposte des pouvoirs publics à la COVID-19 de l'Université d'Oxford.

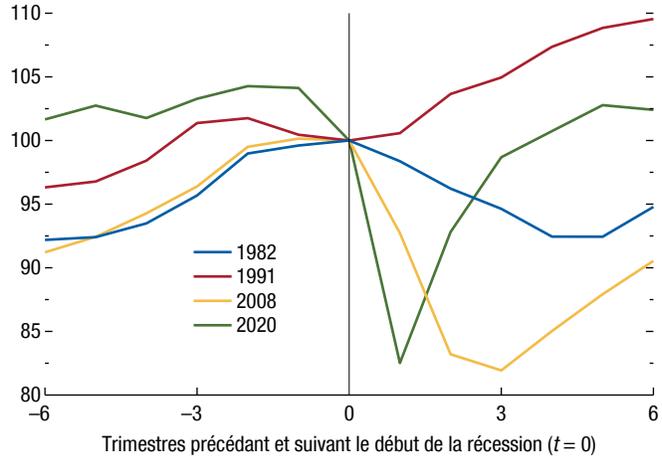
les perturbations restent nombreuses dans le secteur du commerce maritime (voir Komaromi, Cerdeiro et Liu, 2022, sur l'évolution des retards de livraison). Les échanges d'autres services sont plus résistants (graphique 4.3), en particulier les services de télécommunications.

- Les échanges de biens qui dépendent fortement des chaînes de valeur mondiales ont été plus volatils que ceux d'autres biens (graphique 4.4). Entre janvier et avril 2020, les exportations de biens fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales ont diminué de 30 %, tandis que les exportations d'autres biens ont diminué d'environ 18 %². Mais la reprise des premières a également été plus rapide. En revanche, la chute initiale a été relativement plus brutale dans certains secteurs tels que l'automobile, en raison de la pénurie d'intrants clés

²Les chaînes de valeur mondiales consistent en des activités, telles que la conception, la production et la distribution, nécessaires à la fabrication d'un produit ou la fourniture d'un service, de sa conception à son utilisation finale, qui sont réparties à l'échelle internationale (Ponte, Gereffi et Raj-Reichert, 2019). Sur le plan opérationnel, sont considérés comme des échanges dépendant des chaînes de valeur mondiales les échanges de biens qui supposent de franchir au moins deux frontières internationales (Hummels, Ishii et Yi, 2001). Dans ce chapitre, les biens dépendant fortement des chaînes de valeur mondiales incluent les intrants et les produits finis des secteurs suivants : automobile, électronique, textile et habillement, et matériel médical. Ensemble, ces biens représentent près d'un quart des échanges de biens mondiaux (chiffres de 2019) et sont généralement considérés comme étant en première ligne des chaînes de valeur mondiales (Sturgeon et Memedovic, 2010).

Graphique 4.2. Configuration des échanges dans les périodes proches de récessions mondiales : volume des importations de biens et services (Indice)

Les échanges de biens se sont redressés plus vite qu'au lendemain de précédentes récessions.



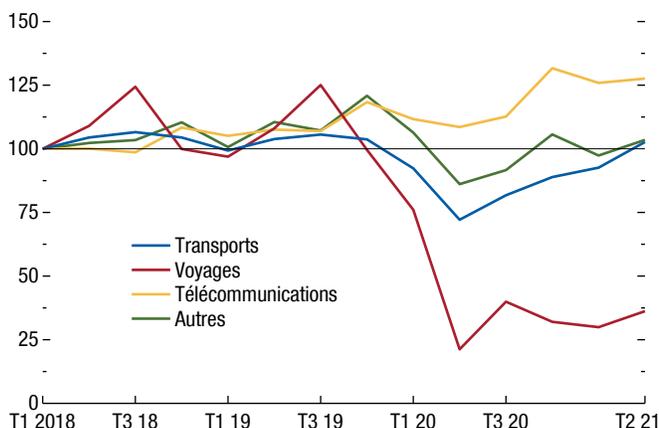
Sources : Kose, Sugawara et Terrones (2020) ; calculs des services du FMI. Note : L'indice de volume des importations de biens et services est normalisé en base 100 au début de l'épisode récessif ($t = 0$).

comme les semi-conducteurs (voir l'encadré 4.1 pour de plus amples informations sur l'évolution des perturbations de l'approvisionnement, notamment dans les secteurs de l'automobile et des semi-conducteurs). Compte tenu de la volatilité des échanges de biens fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales, les appels à prendre des mesures en faveur de la résilience des chaînes de valeur mondiales face aux chocs se sont faits de plus en plus retentissants.

C'est dans ce contexte que nous examinerons tout d'abord de manière formelle les raisons susceptibles d'expliquer les tendances commerciales observées durant la pandémie. Plus particulièrement, nous nous poserons les trois questions suivantes : 1) Dans quelle mesure un modèle traditionnel de la demande et des prix permet-il de rendre compte avec exactitude de la structure des échanges, par rapport à d'importantes récessions du passé ? 2) Quels sont les facteurs propres à la pandémie qui ont déterminé la configuration des échanges ? 3) Quelles ont été les répercussions internationales des restrictions imposées à la mobilité dans le cadre de la lutte contre la pandémie ? Nous avons tenté de répondre à ces questions de façon empirique, en nous basant sur les modèles traditionnels utilisés dans la recherche sur les échanges, et nous sommes appuyés sur des données mensuelles détaillées sur les échanges bilatéraux pour examiner les répercussions.

Graphique 4.3. Importations de services commerciaux par les principaux secteurs
(Indice, T1 2018 = 100)

Le recul des échanges de services tient principalement à la baisse des services de voyage.



Sources : Organisation mondiale du commerce ; calculs des services du FMI.
Note : La catégorie « télécommunications » englobe l'informatique et les services d'information. La catégorie « autres » englobe les services commerciaux, les services liés aux biens, le BTP, les services financiers, d'assurance et de retraite, la propriété intellectuelle, d'autres services aux entreprises et aux personnes, ainsi que les services culturels et de loisirs.

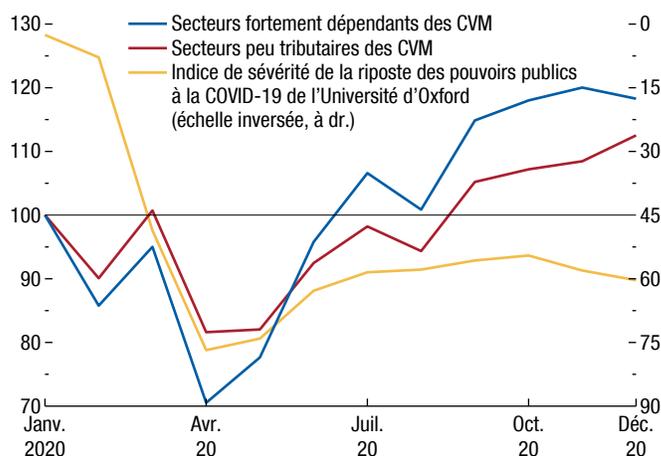
Dans un second temps, nous étudierons les évolutions des chaînes de valeur mondiales et verrons comment renforcer leur résilience. Donner à voir précisément les modifications survenues dans la structure des chaînes de valeur mondiales tout au long de la pandémie n'est pas chose aisée, car les données à haute fréquence sur les entrées et les sorties manquent. C'est pourquoi, dans ce chapitre, nous retracerons les évolutions des chaînes de valeur mondiales à partir de données relatives aux échanges. D'aucuns s'inquiètent de la capacité des chaînes de valeur mondiales de faire face aux chocs mondiaux : nous examinerons grâce à la modélisation différentes pistes pour améliorer la résilience de l'économie mondiale. En utilisant un modèle qui tient compte de plusieurs secteurs et pays, nous étudierons dans quelle mesure il est possible d'accroître la résilience grâce 1) à une diversification géographique accrue, qui suppose de s'approvisionner en intrants auprès de plusieurs pays, et 2) à une plus grande capacité de substitution des intrants d'une source par ceux d'une autre dans différents pays.

Les principales conclusions du présent chapitre sont les suivantes :

- Des facteurs spécifiques à la pandémie ont joué un rôle de premier plan dans la structuration des échanges. En 2020, les importations de biens ont été supérieures et les importations de services inférieures aux prévisions

Graphique 4.4. Volatilité des échanges dans les secteurs fortement dépendants des CVM et dans les secteurs peu tributaires des CVM au début de la pandémie
(Indice)

La volatilité des échanges dans les secteurs d'activité fortement dépendants des CVM était relativement plus importante que dans les secteurs peu tributaires des CVM.



Sources : Hale *et al.* (2021) ; Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI.
Note : CVM = chaînes de valeur mondiales.

établies à partir d'un modèle de la demande d'importations. De plus, l'écart entre les échanges réels et les prévisions a été bien plus notable qu'au cours de récessions précédentes. Les importations « excédentaires » de biens par rapport aux prévisions ont été plus importantes dans les pays qui ont été plus durement frappés par la pandémie, qui ont mis en place des mesures de confinement plus strictes et qui ont enregistré une baisse plus marquée de la mobilité. Les importations « déficitaires » de services, quant à elles, ont été plus importantes là où la pandémie s'est déclenchée avec le plus de sévérité.

- Les mesures de confinement visant à endiguer la pandémie ont eu des répercussions majeures, bien qu'involontaires, à l'échelle internationale. On estime que jusqu'à 60 % de la baisse des importations observée au cours des six premiers mois de 2020 est imputable aux confinements imposés par les partenaires commerciaux d'un pays. Les effets de contagion à l'international ont été plus importants dans les secteurs fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales que dans les autres, et plus sévères dans les secteurs qui se trouvent en aval (près de l'utilisateur final) que dans ceux qui se trouvent en amont (intrants) du processus de production. Toutefois, la capacité de travailler depuis chez soi (télétravail) dans les pays partenaires a limité les répercussions des confinements, dont les effets se sont

atténués avec le temps. Ces conclusions sur les répercussions suggèrent deux choses. Tout d'abord, il est important de contenir la pandémie à l'échelle nationale non seulement pour maintenir l'activité intérieure, mais aussi parce que de nouveaux foyers de l'épidémie pourraient entraîner des confinements qui auraient des répercussions négatives sur les partenaires commerciaux. Deuxièmement, l'atténuation des répercussions dans le temps, notamment pour les biens fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales, montre que ces dernières ont su s'adapter. Ce constat devrait être un avertissement pour ceux qui appellent à prendre des mesures pour modifier de façon permanente la structure de la production et des échanges mondiaux.

- Les chaînes de valeur mondiales ont su s'adapter à l'avancée asynchrone de la pandémie, comme en attestent les évolutions des parts de marché des régions durant la crise. Pour renforcer la résilience des chaînes de valeur mondiales, il est tout à fait envisageable de diversifier l'approvisionnement en se procurant des intrants non pas au niveau national, mais à l'étranger. Dans ce chapitre, nous verrons qu'il est possible d'accroître la résilience face aux chocs en se procurant des intrants auprès de différents pays et en faisant en sorte que ces intrants provenant de sources différentes puissent davantage se substituer les uns aux autres. La diversification réduit de manière considérable les pertes de PIB à l'échelle mondiale en cas de choc porté aux grands fournisseurs qui se trouvent en amont du processus de production. Si l'on en croit les chiffres de la productivité de ces 25 dernières années, elle réduit également la volatilité du PIB en cas de chocs corrélés sur la productivité dans plusieurs pays. À l'inverse, réduire la diversification accroît la volatilité. Une plus grande capacité de substitution entre les intrants de différents pays sources réduit les pertes de PIB en cas de choc isolé dans un pays. Ainsi, il importe de trouver les moyens d'étendre les relations commerciales, qui sont un facteur de résilience de l'économie mondiale face à un éventail de chocs.

Éléments moteurs des échanges durant la pandémie

La demande et les prix relatifs ne sauraient expliquer à eux seuls la structure des échanges durant la pandémie

Contrairement à de précédentes récessions mondiales, comme la crise financière mondiale, on ne peut expliquer de manière satisfaisante les évolutions de la croissance des échanges de services et de biens au début de la pandémie par un modèle incluant uniquement des facteurs

conventionnels (demande intérieure et prix relatifs). Un tel modèle est tout à fait pertinent pour expliquer les échanges totaux, mais génère d'importantes erreurs de prévisions s'agissant de la croissance des importations de biens et de services en 2020, si ceux-ci sont examinés séparément. De plus, les erreurs susmentionnées sont largement corrélées à des facteurs spécifiques à la pandémie, signe de la nature inédite de ce choc commercial.

Dans ce chapitre, nous avons choisi d'utiliser un modèle standard de la demande d'importations afin de déterminer la relation rétrospective entre la demande et la croissance des importations. La croissance des importations réelles de biens et de services est mise en regard avec la croissance de la demande et les prix relatifs des importations dans un échantillon de 127 pays au cours de la période 1985–2019³. Dans la droite ligne de l'intuition économique et de précédentes études (voir, par exemple, le chapitre 2 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2016), les coefficients estimés de la demande corrigée des importations (une combinaison de composantes de la demande pondérées par le type d'importations, conformément à Bussière *et al.*, 2013) sont positifs pour la plupart des pays et supérieurs à 1. Les coefficients des prix relatifs sont essentiellement négatifs et situés entre –0,2 et –0,3 (annexe 4.1 en ligne).

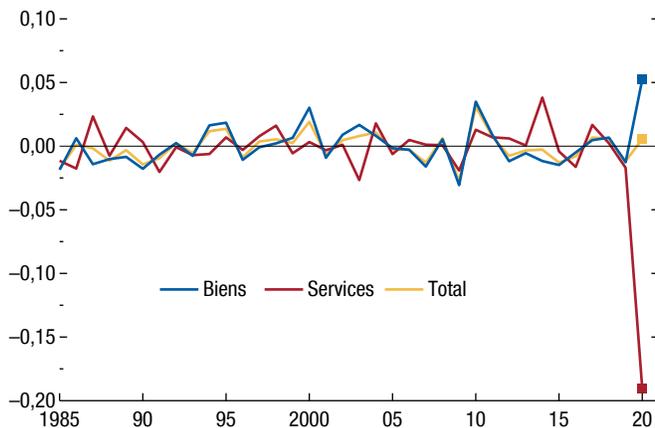
Combiner les estimations établies par régression, en les pondérant avec les parts de marché des importations à l'échelle mondiale, permet d'obtenir des prévisions solides de la croissance des importations jusqu'en 2019. En revanche, pour 2020, le modèle sous-estime la baisse importante des échanges de services observée (il prévoit une contraction d'environ 8 %, alors que les échanges ont chuté de 25 % en 2020). De plus, il surestime la baisse des échanges de biens (prévoyant une diminution de 10 %, contre 6 % dans les faits) (graphique 4.5)⁴. La marge d'erreur n'a jamais été aussi importante. Il est bien plus aisé d'expliquer la crise financière et la récession mondiales survenues au début des années 90 par les facteurs habituels.

³Comme expliqué dans Bussière *et al.* (2013), on peut dériver une équation de la demande d'importations, dans laquelle la croissance des importations réelles est corrélée à l'évolution des niveaux d'absorption et des prix relatifs, à partir de quasiment n'importe quel modèle de cycle économique réel international. Dans ce chapitre, nous estimons la spécification empirique $\Delta \ln M_{i,t} = \pi_i + \beta_{D,i} \Delta \ln D_{i,t} + \beta_{P,i} \Delta \ln P_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$, dans laquelle $M_{i,t}$, $D_{i,t}$ et $P_{i,t}$ représentent respectivement les importations, la demande et les prix relatifs dans un pays i et à un moment t , ainsi que d'autres versions plus parcimonieuses, comme décrit à l'annexe 4.1 en ligne.

⁴Lorsqu'on examine des données de prévision autres que la marge d'erreur moyenne, comme l'erreur quadratique moyenne, on constate que les prévisions du modèle pour 2020 sont les moins exactes de tout l'échantillon (depuis 1985). La distribution des erreurs pour 2020 par rapport aux années précédentes est abordée à l'annexe 4.1 en ligne.

Graphique 4.5. Erreurs moyennes sur les prévisions de croissance des importations effectuées en suivant le modèle de la demande d'importations
(Points logarithmiques)

Les erreurs importantes pour l'année 2020 montrent que les facteurs conventionnels ne suffisent pas à rendre compte des variations des importations de biens et services.



Sources : base de données Eora sur les chaînes de valeur mondiales ; FMI, statistiques de balance des paiements ; estimations des services du FMI.

L'intensité de la pandémie et les mesures de confinement ont été des facteurs déterminants de la structure des échanges lors de cette crise

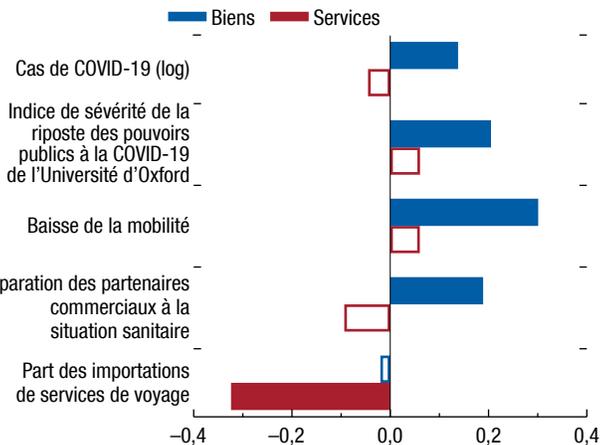
Plusieurs aspects de la pandémie et des mesures de riposte à cette dernière sont essentiels pour expliquer les incohérences entre la croissance des importations prévue et celle constatée. Lorsqu'on met en regard les marges d'erreur et des facteurs propres à chaque pays, on constate que ceux où la pandémie a été la plus sévère (davantage de cas de COVID-19, des mesures de confinement plus strictes ou une mobilité réduite) ont enregistré une « demande d'importations excédentaire » de biens : c'est-à-dire que la baisse des importations de biens a été moindre que prévue par le modèle (graphique 4.6). La marge d'erreur pour les importations de biens des pays appartenant au troisième quartile (par rapport à la distribution du nombre de cas de COVID-19) est supérieure de 3 points de pourcentage à celle des pays du premier quartile⁵.

Pour ce qui est des importations de services, le facteur le plus important pour expliquer la surestimation du modèle est la mesure dans laquelle un pays importait des services de voyage. En effet, la part inexpliquée de la chute des importations de services est plus prononcée dans les pays où les services de voyage représentaient une part conséquente des importations totales de services.

⁵Lorsque ces perturbations ne sont pas pleinement intégrées par une évolution des prix relatifs dans les pays les plus durement touchés par la pandémie, le modèle prévoit une baisse des importations de biens plus importante que dans les faits.

Graphique 4.6. Facteurs associés aux erreurs de prévisions imputables au modèle de la demande pour l'année 2020
(Écarts-types, sauf indication contraire)

Les facteurs intérieurs spécifiques à la pandémie ont joué un rôle important dans la configuration des échanges commerciaux en 2020.



Sources : indice mondial de la sécurité sanitaire ; rapports de Google sur la mobilité ; Hale *et al.* (2021) ; Our World in Data ; Organisation mondiale du commerce ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente des coefficients normalisés pour une régression des valeurs résiduelles du modèle de la demande pour les variables énumérées. Les barres colorées représentent des coefficients jugés statistiquement significatifs au seuil de 5 % ; les barres vides représentent ceux qui ne le sont pas. L'indice mondial de la sécurité sanitaire permet de mesurer la préparation des partenaires commerciaux à la pandémie. La variable « part des importations de services de voyage » correspond à la part des services de voyage dans le total des importations de services d'un pays.

Ces conclusions sont cohérentes avec différentes conjectures sur l'incidence de facteurs propres à la pandémie sur les échanges. Tout d'abord, il est possible que la reprise rapide des échanges de biens reflète un déplacement général des dépenses des consommateurs, qui se sont détournés des services au profit des biens, tels que les équipements nécessaires au télétravail et le matériel médical, et que ce déplacement ait été induit par des conditions spécifiques à la pandémie⁶. Ensuite, une partie de ce déplacement peut être imputable à une simple réaffectation des revenus vers les biens, car certains services étaient indisponibles. Enfin, il est possible que, parce qu'ils ont enregistré une contraction marquée de la production de certains biens au niveau national, les pays qui ont imposé un confinement plus strict aient été conduits à importer ces mêmes biens (pour les répercussions des confinements sur la production nationale, voir le chapitre 1 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2020).

Il est intéressant de constater que plus les *partenaires commerciaux* d'un pays importateur étaient préparés sur

⁶Parmi les nombreuses études confirmant cette tendance, on peut citer Bounie *et al.* (2020) pour la France ; Andersen *et al.* (2020) pour le Danemark ; Baker *et al.* (2020) pour les États-Unis ; Chronopoulos, Lukas et Wilson (2020) pour le Royaume-Uni.

le plan sanitaire, moins les importations de biens de celui-ci ont chuté par rapport aux prévisions. Ici, le niveau de préparation des partenaires commerciaux à la pandémie est mesuré par l'indice de sécurité sanitaire mondiale et est associé à des marges d'erreur plus positives pour les importations de biens⁷. Cela suggère dans une certaine mesure des répercussions à l'international : plus précisément, les pays dont les partenaires commerciaux ont connu des perturbations moindres de l'approvisionnement à l'échelle nationale ont été moins touchés par la transmission des chocs dans les réseaux commerciaux. La prochaine section de ce chapitre est consacrée aux répercussions des mesures de confinement imposées par les partenaires commerciaux, qui constituent des chocs sur l'approvisionnement d'un point de vue national.

Répercussions internationales des mesures d'endiguement de la pandémie

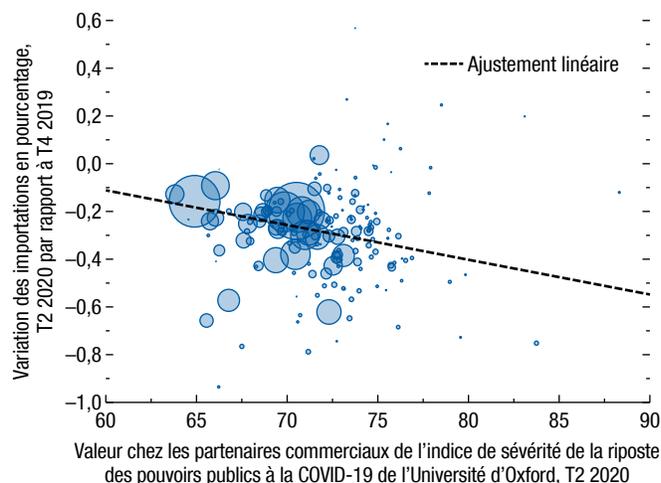
La baisse des échanges est en grande partie imputable aux répercussions des chocs sur l'approvisionnement provoqués par les confinements

La baisse des importations, qui ont atteint leur niveau le plus bas au milieu de l'année 2020, semble être corrélée à la rigueur des confinements imposés par les partenaires commerciaux exportateurs (graphique 4.7). Du point de vue d'un pays importateur, il semble logique que des confinements plus stricts décidés dans les pays exportateurs constituent un choc sur l'approvisionnement. En effet, si l'on observe la situation en neutralisant les facteurs de la demande, on constate que les confinements plus stricts imposés par des partenaires commerciaux ont eu une incidence négative majeure et significative d'un point de vue statistique sur les importations de biens. En comparant l'évolution des importations observée entre janvier et mai 2020 avec un scénario fictif sans aucune mesure d'endiguement chez les partenaires commerciaux, on constate que les mesures de confinement sont à l'origine de jusqu'à 60 % de la baisse des importations enregistrée. Cela étant dit, les répercussions de la rigueur des confinements imposés ont été de courte durée. Les premiers effets se sont fait sentir en février 2020, avec la première série de restrictions en Asie. Ils ont gagné en intensité en mars et en avril, lorsque les mesures d'endiguement se sont répandues géographiquement, notamment en Europe, et ils ont commencé à s'atténuer en mai. En juin, lorsque les importations de biens ont connu

⁷Pour de plus amples informations sur cet indice, voir Cameron, Nuzzo et Bell (2019) et d'autres renseignements consultables sur le site Web de l'indice de sécurité sanitaire mondiale : <https://www.ghsindex.org/about/>.

Graphique 4.7. Variation des importations et sévérité des mesures de confinement prises par les partenaires commerciaux

Les répercussions des mesures de confinement prises par les partenaires commerciaux sont corrélées à une baisse des importations.



Sources : Hale *et al.* (2021) ; statistiques du FMI sur la répartition géographique des échanges ; calculs des services du FMI.

Note : Les valeurs de l'indice de sévérité de l'Université d'Oxford chez les pays partenaires sont obtenues en utilisant les flux d'importations entre T3 2018 et T4 2019 comme pondérations. La taille de la bulle de chaque pays est proportionnelle à la valeur de ses importations (en dollars) au quatrième trimestre de 2019. La ligne en pointillés représente un ajustement linéaire d'une régression pondérée de l'évolution des importations entre le quatrième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020 par rapport à l'indice de sévérité d'Oxford dans les pays partenaires ; les pondérations sont les valeurs des importations (en dollars) au quatrième trimestre de 2019. Le coefficient est estimé à $-0,015$ (t -stat = $-2,44$).

un fort rebond, alors même que les mesures de confinement n'avaient été que modérément allégées, les répercussions étaient quasiment nulles (voir l'encadré 4.2 pour d'autres informations sur le rythme d'atténuation des répercussions, déterminé sur la base de données à fréquence quotidienne sur les échanges maritimes)⁸.

Ces conclusions sont basées sur les estimations générées par un modèle de gravitation, modèle largement employé dans les études sur les échanges (Santos Silva et Tenreyro, 2006), et reposent sur des données bilatérales de Trade Data Monitor sur les importations mensuelles, établies sur la base de la nomenclature à six chiffres des

⁸Berthou et Stumpner (2022) ont obtenu des résultats similaires. Heise (2020) fait état d'une baisse de près de 50 % des importations américaines en provenance de Chine en mars 2020 par rapport à janvier 2020, au moment où les usines ont été temporairement fermées, avant un rebond en avril 2020. Lafrogne-Joussier, Martin et Mejean (2021) montrent que les entreprises françaises qui se fournissaient en intrants en Chine juste avant le confinement ont enregistré une chute des importations entre février et avril 2020 qui a été supérieure de 7 % à celle enregistrée par les entreprises qui se fournissaient ailleurs.

produits⁹. Ce modèle tient compte d'un ensemble d'effets fixes évolutifs, qui absorbent les effets de tous les facteurs observés et non observés propres aux pays et aux secteurs importateurs, notamment les déplacements de la demande, et de facteurs tels que les accords commerciaux susceptibles d'avoir une incidence sur les flux commerciaux (de produits particuliers) entre chaque paire de pays importateur et exportateur. La méthodologie et les résultats sont expliqués plus en détail à l'annexe 4.2 en ligne.

Les répercussions de la rigueur des confinements sont observables même si l'on neutralise l'ampleur de la crise sanitaire dans le pays exportateur, mesurée par le nombre de nouveaux cas de COVID-19 et de décès par habitant (cela inclut ceux déjà comptabilisés et ceux en attente de comptabilisation), l'évolution des restrictions à l'exportation imposées par les partenaires commerciaux, et les mesures budgétaires prises par les partenaires commerciaux.

Les répercussions ont été plus prononcées sur les chaînes de valeur mondiales et ont été atténuées dans la mesure où le télétravail a été possible

Les répercussions moyennes cachent plusieurs sources d'hétérogénéité.

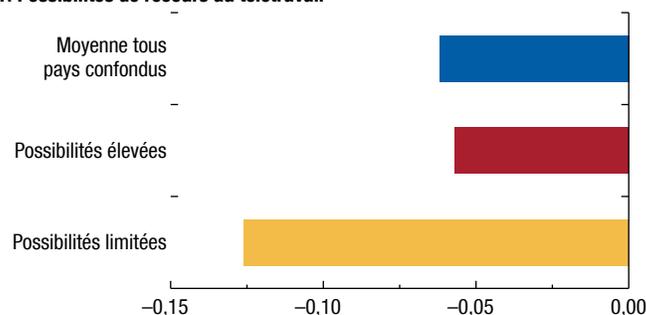
- Tout d'abord, les effets externes des confinements sont plus de deux fois plus forts pour les pays dont les partenaires exportateurs ont une capacité de télétravail moindre (graphique 4.8, page 1). Cette conclusion

⁹Dans ce chapitre, nous estimons la spécification suivante : $M_{m,e,i,t} = g(\beta \text{Indice de rigueur}_{e,t} + \delta \text{Variables de contrôle}_{m,e,t} + \alpha_{m,e,i} + \gamma_{m,i,t} + \epsilon_{m,e,s,t})$. Les importations bilatérales de produits dans le secteur i ($M_{m,e,i,t}$) par le pays importateur m en provenance du pays exportateur e au mois t font l'objet d'une régression en fonction 1) de l'indice évolutif de l'intensité des confinements dans le pays exportateur e (*Indice de rigueur*), mesuré à partir des valeurs moyennes mensuelles de l'indice de rigueur de la riposte gouvernementale à la COVID-19 établi par l'Université d'Oxford ; 2) d'un ensemble de variables qui varient en fonction des paires de pays et dans le temps (*Variables de contrôle*) ; 3) d'un ensemble d'effets fixes ($\alpha_{m,e,i}, \gamma_{m,i,t}$). L'indice de rigueur d'Oxford rend compte du niveau de sévérité des mesures de type confinement qui restreignent le comportement des personnes. Il va de 0 à 100 et est calculé en utilisant huit indicateurs ordinaires des mesures d'endiguement, des fermetures (comme les fermetures des écoles et des lieux de travail) et des restrictions de la mobilité, ainsi qu'un indicateur des campagnes d'information à l'intention du public. L'indice de rigueur utilisé dans ce chapitre est fortement corrélé à la composante « fermeture des lieux de travail », qui a un degré de variabilité moindre, car elle constitue une variable catégorielle (quatre valeurs). Le modèle utilisé dans ce chapitre prend un pays importateur (comme les États-Unis) et compare ses importations mensuelles d'un produit (comme des véhicules) en provenance de partenaires commerciaux qui ont imposé différentes mesures d'endiguement. Partant du postulat plausible selon lequel la demande américaine de véhicules est la même auprès de tous les partenaires commerciaux, l'analyse neutralise les facteurs de la demande, notamment le rôle des mesures nationales d'endiguement, et ne repose que sur la variation de l'intensité des confinements décidés par les partenaires commerciaux.

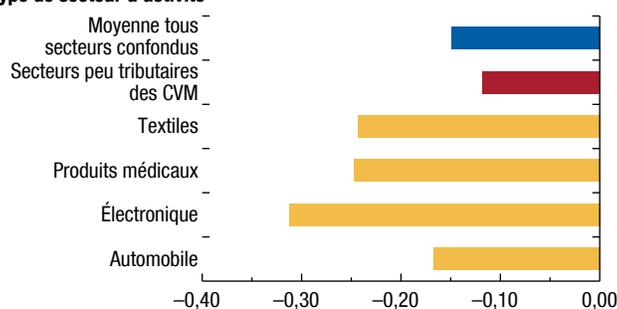
Graphique 4.8. Semi-élasticité de l'indice de sévérité de la riposte des pouvoirs publics à la COVID-19 de l'Université d'Oxford

Les répercussions ont été de plus grande ampleur dans les secteurs fortement dépendants des CVM et chez les partenaires commerciaux moins à même de s'appuyer sur le télétravail.

1. Possibilités de recours au télétravail



2. Type de secteur d'activité



Sources : Dingel et Neiman (2020) ; Hale *et al.* (2021) ; Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI.

Note : CVM = chaînes de valeur mondiales.

correspond aux données existantes qui montrent que la faisabilité du télétravail a atténué les effets négatifs de la réduction de la mobilité des travailleurs (Pei, de Vries et Zhang, 2021)¹⁰.

- Ensuite, les répercussions se font davantage sentir dans les secteurs qui dépendent lourdement des chaînes de valeur mondiales (barres jaunes, graphique 4.8, page 2), en particulier l'électronique, que dans les secteurs qui en dépendent peu (barre rouge). Il est logique que les importations des secteurs fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales soient relativement plus exposées aux perturbations de l'approvisionnement (dans notre cas, les perturbations résultant des confinements)¹¹.

¹⁰La capacité de mettre en place le télétravail est mesurée sur la base de données nationales comparatives calculées par Dingel et Neiman (2020). L'échantillon de partenaires commerciaux est divisé en deux : ceux dont une faible part des emplois peuvent être assurés à distance (dernier quartile de la distribution) et ceux avec une part élevée de télétravail.

¹¹Les codes de produit à six chiffres utilisés pour les biens des secteurs fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales sont repris de Frederick et Lee (2017) (électronique), Sturgeon *et al.* (2016) (automobile) et Frederick (2019) (textile, appareils médicaux).

- En outre, les effets négatifs des mesures d'endiguement strictes se font moins sentir dans les secteurs les plus en amont du processus de production (comme les produits métallurgiques et minéraux), tandis qu'ils sont accrus dans ceux qui sont le plus en aval (comme les transports et le textile)¹². Un déplacement d'une unité en amont réduit les répercussions des perturbations de l'approvisionnement induites par les confinements de près d'un tiers. Ce constat est conforme à l'intuition selon laquelle les secteurs en aval sont davantage exposés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, comme les confinements imposés dans les pays fournisseurs de biens intermédiaires utilisés comme intrants (voir l'encadré 4.3 pour une analyse détaillée à partir des données des douanes françaises).

En résumé, les données détaillées sur les échanges bilatéraux montrent qu'une fois la demande dans les pays importateurs neutralisée, on constate des répercussions négatives et importantes d'un point de vue statistique des confinements dans les pays partenaires, conformément aux conclusions des travaux existants (Espitia *et al.*, 2021 ; Berthou et Stumpner, 2022). Ces répercussions ont été plus importantes dans les secteurs fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales et dans les secteurs en aval du processus de production. Toutefois, elles ont généralement été de courte durée et atténuées dans la mesure où les pays partenaires ont pu mettre en place le télétravail. En outre, elles ont perdu en puissance au fur et à mesure que les pays ont appris à composer avec les restrictions imposées à la mobilité. Ainsi, les importations ont moins diminué en 2021 qu'en 2020 à la suite de confinements déclinés par les pays partenaires (encadré 4.2).

La résilience des chaînes de valeur mondiales

Les données commerciales montrent que les chaînes de valeur mondiales se sont adaptées à la situation de crise générée par la pandémie

L'analyse qui précède suggère que, la demande s'étant déplacée vers les biens et les effets externes négatifs des confinements ayant été de courte durée, les échanges de

biens, notamment de biens fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales, ont été globalement résilients. La résilience des échanges de biens peut aussi s'expliquer par la faculté d'adaptation des réseaux de chaînes de valeur mondiales. En effet, les données commerciales font apparaître au début de la pandémie une évolution notable des parts de marché dans les régions qui participent grandement aux chaînes de valeur mondiales¹³. Du fait de la diffusion asynchrone de la pandémie, les régions qui sont sorties plus tôt du confinement ont enregistré des augmentations conséquentes de leurs parts de marché par rapport à d'autres régions, en particulier dans les secteurs qui dépendent fortement des chaînes de valeur mondiales. Toutefois, on constate un recul de ces parts de marché dans le temps, ce qui suggère que ces évolutions ont peu de chance de perdurer au fur et à mesure que les pays apprendront à opérer dans le cadre des restrictions liées à la pandémie.

Les pays asiatiques, qui ont été les premiers touchés par le choc lié à la COVID-19 mais sont parvenus à contenir le virus (alors que d'autres régions connaissaient une flambée de l'épidémie et imposaient des confinements), ont gagné des parts de marché par rapport à 2019. À l'inverse, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord en ont perdu. En juin 2020, les pays de « l'usine Asie » avaient augmenté leurs parts de marché dans les secteurs fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales de 4,6 points de pourcentage dans les pays de « l'usine Europe » et de 2,3 points de pourcentage dans les pays de « l'usine Amérique du Nord »¹⁴. L'usine Europe est le bloc régional qui a perdu le plus de parts de marché durant la première phase de la crise (graphique 4.9, page 1).

Toutefois, selon les dernières données, qui vont jusqu'en juin 2021, les gains de parts de marché de l'usine Asie et les pertes de parts de marché de

¹³Compte tenu des retards dans la production de données sur les entrées et les sorties, il est difficile de procéder à une analyse détaillée de l'évolution de la participation aux chaînes de valeur mondiales. Les données sur les échanges bilatéraux peuvent cependant nous éclairer sur les tendances récentes. Les mesures montrent que, au niveau macro-économique, les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont entraîné une forte diminution de la participation aux chaînes de valeur mondiales en 2020 par rapport à 2019 (OMC, 2021), en particulier dans certains secteurs (comme les transports et les équipements électroniques).

¹⁴La classification des pays formant chacun des trois blocs régionaux est reprise de Baldwin et Freeman (2020). L'usine Asie est composée de l'Australie, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la province chinoise de Taiwan et de la République de Corée. L'usine Europe comprend l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie. L'usine Amérique du Nord regroupe le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Graphique 4.9. Évolution des parts de marché des produits fortement dépendants des CVM dans différentes régions du monde
(En points de pourcentage, sauf indication contraire)

Les variations des parts de marché dans le commerce mondial pendant la pandémie montrent que les CVM se sont adaptées en fonction des mesures de confinement que les autorités de différents pays et régions ont prises de manière non synchronisée.

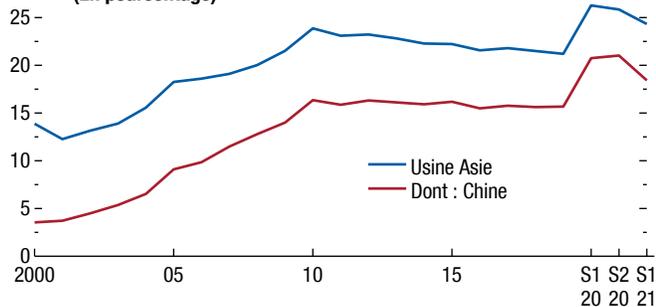
1. 2^e semestre 2020 par rapport à 2019

Régions importatrices	Reste du monde	-1,0	-0,8	1,8	0,0
	Asie	-0,8	-0,8	1,3	0,3
	Europe	-0,9	-1,9	4,6	-1,9
	Amérique du Nord	-2,4	-1,4	2,3	1,5
		Amérique du Nord	Europe	Asie	Reste du monde
		Régions exportatrices			

2. 1^{er} semestre 2021 par rapport à 2019

Régions importatrices	Reste du monde	-0,6	-1,7	2,1	0,2
	Asie	-0,6	-0,6	1,1	0,1
	Europe	-0,5	-2,3	3,1	-0,4
	Amérique du Nord	-3,2	-0,8	0,6	3,4
		Amérique du Nord	Europe	Asie	Reste du monde
		Régions exportatrices			

3. Parts de marché par rapport à l'Europe (En pourcentage)



Sources : Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI.

Note : Les parts de marché sont calculées uniquement pour les produits fortement dépendants des CVM, tels qu'ils sont définis dans le présent chapitre. La page 3 représente uniquement les parts de marché de l'usine Asie et de la Chine par rapport à l'usine Europe pour ce qui concerne les produits fortement dépendants des CVM, tels qu'ils sont définis dans le présent chapitre. CVM = chaînes de valeur mondiales ; S1, S2 = 1^{er}, 2^e semestre.

l'usine Europe constatés dans un premier temps se sont réduits durant la phase de reprise, suggérant que ces évolutions dans la distribution des parts de marché pourraient être temporaires. L'usine Amérique du Nord a continué de perdre des parts de marché, essentiellement sur ses marchés intérieurs (graphique 4.9, page 2). Afin de mettre ces évolutions en perspective dans un contexte historique plus vaste, la page 3 du graphique 4.9 montre l'évolution des parts de marché de l'Asie en Europe depuis 2000, avant l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce¹⁵. Mi-2020, les gains de parts de marché de l'Asie étaient conséquents et rapides par rapport aux évolutions survenues par le passé, mais cette tendance semble s'inverser tout aussi rapidement.

Malgré la résilience globale des chaînes de valeur, certains secteurs, tels que l'automobile, ont connu d'importantes perturbations de l'approvisionnement. De plus, même si le pic est passé, les coûts du fret restent élevés sur certains axes, et certains ports restent saturés, entretenant les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement (encadré 4.1 ; Komaromi, Cerdeiro et Liu, 2022). D'autres types de choc — non seulement les urgences sanitaires, mais aussi les conflits internationaux ou civils, les cyberattaques ou les phénomènes météorologiques extrêmes associés aux changements climatiques — peuvent poser problème (Baumgartner, Malik et Padhi, 2020 ; McKinsey Global Institute, 2020). Dans ce contexte, il importe d'étudier les différentes solutions permettant de renforcer la résilience des chaînes de valeur, en particulier compte tenu des appels toujours plus insistants à la relocalisation de la production. Dans la prochaine section de ce chapitre, nous utiliserons la modélisation pour analyser deux solutions de renforcement des chaînes d'approvisionnement proposées par les spécialistes : une plus grande diversification géographique des sources d'intrants et une plus grande capacité de substitution des intrants d'une source par ceux d'une autre (OCDE, 2021).

Mesures de renforcement de la résilience : enseignements tirés de la modélisation

Afin d'analyser les solutions susmentionnées, nous étendons le modèle général d'équilibre des réseaux de production et des échanges mondiaux proposé par Bonadio *et al.* (2021). Celui-ci tient compte des échanges de biens

¹⁵Si, en Asie, c'est la Chine qui a principalement tiré parti de cette augmentation des parts de marché en Europe, sur les marchés mondiaux, il y a eu des gagnants et des perdants. L'annexe 4.3 en ligne montre que, dans tous les pays, l'augmentation des parts de marché a une corrélation positive avec l'accroissement de la mobilité durant la pandémie.

intermédiaires (tels que les matières premières, les pièces détachées et l'énergie produites par une entreprise et utilisées aux fins de production par une autre) et de services intermédiaires, et donc des chaînes de valeur mondiales¹⁶. Pour chaque secteur dans chaque pays, on définit une entreprise représentative qui produit à l'aide d'une technologie qui se caractérise par des rendements d'échelle constants. Ce modèle est calibré pour 64 pays et 33 secteurs, comme expliqué à l'annexe 4.4 en ligne. Il convient de souligner qu'il n'intègre pas les liens endogènes des entrées-sorties, et qu'il ne permet pas de rendre compte d'éventuels compromis entre la diversification et l'efficacité.

Dans ce modèle, les perturbations de l'approvisionnement dans les pays sources se propagent à d'autres pays par les échanges de biens et services intermédiaires. L'analyse envisage deux scénarios : des perturbations de l'approvisionnement dans un seul grand pays fournisseur d'intrants et des chocs sur l'approvisionnement dans plusieurs pays. Il s'agit de comparer les résultats obtenus avec un degré élevé de diversification ou de capacité de substitution et les résultats obtenus dans les faits. Nous définissons ces deux concepts comme suit :

- *Diversification* : Les pays sont à même de diversifier leurs fournisseurs d'intrants intermédiaires à l'échelle internationale, en s'approvisionnant en quantités plus égales dans différents pays. La *diversification* est un terme largement utilisé en économie (voir, par exemple, Cadot, Carrère et Strauss-Kahn, 2013), mais nous lui donnons ici un sens bien précis. Dans ce chapitre, la diversification concerne 1) les pays, et non les produits ; 2) les biens et services intermédiaires, et non finaux ; 3) l'utilisation d'intrants intermédiaires, et non leur production ou leur exportation. Elle est susceptible d'améliorer la résilience en réduisant la dépendance vis-à-vis d'un seul pays ou en établissant des relations, lors de périodes prospères, qui peuvent être mises à profit en temps de crise. En principe, la diversification peut également avoir des désavantages. Par exemple, elle peut exposer un pays à une plus grande volatilité dans les pays fournisseurs. Les données empiriques recueillies à ce jour sur les avantages de cette diversification sont mitigées¹⁷.

¹⁶Dans ce modèle, les biens et services intermédiaires d'un pays sont utilisés comme intrants aux fins de production dans un deuxième pays, et les biens intermédiaires ou finaux qui en résultent sont ensuite exportés vers un troisième pays. Le modèle n'intègre pas la gestion de stocks et ne tient donc pas compte des solutions permettant d'atténuer les risques en la matière, comme les pratiques de gestion des stocks, et de leur incidence sur les échanges (Alessandria, Kaboski et Midrigan, 2011).

¹⁷De nouveaux travaux dressent un tableau mitigé des avantages de la diversification. Caselli *et al.* (2020) montrent qu'au niveau national,

- *Capacité de substitution* : Ce terme désigne la facilité avec laquelle, dans le cadre du processus de production, un producteur peut passer des intrants d'un fournisseur d'un pays à ceux d'un fournisseur d'un autre pays. La diversification géographique consiste à établir des relations avec des fournisseurs dans différents pays, tandis que la capacité de substitution consiste soit à rendre les technologies de production des entreprises plus flexibles, dans le sens où elles peuvent prendre en charge des intrants légèrement différents mais du même type fabriqués par différents fournisseurs, soit à normaliser les intrants intermédiaires à l'échelle internationale. Un exemple d'amélioration de la flexibilité de la production est la réponse de Tesla à la pénurie de semi-conducteurs : l'entreprise a réécrit son logiciel afin de pouvoir utiliser d'autres semi-conducteurs qui étaient alors disponibles en plus grande quantité. Comme exemple de normalisation, on peut citer General Motors, qui a récemment annoncé travailler avec des fabricants de puces électroniques pour réduire de 95 % le nombre de puces semi-conductrices spécifiques utilisées, les limitant à trois groupes de microcontrôleurs. En principe, chaque groupe de microcontrôleurs devrait remplacer plusieurs puces, éliminant ainsi tout coût de substitution au sein d'un même groupe¹⁸.

Les données montrent que les pays et les secteurs disposent d'une marge de manœuvre considérable pour s'approvisionner en intrants intermédiaires non plus au niveau national mais au niveau international. Par exemple, les barres bleues du graphique 4.10 montrent qu'en moyenne, les entreprises de l'hémisphère occidental se procurent 82 % de leurs intrants intermédiaires au niveau national, ce qui est bien au-dessus du seuil de référence de 31 % qui correspond à la concentration de la production mondiale de ces intrants¹⁹. Cela traduit

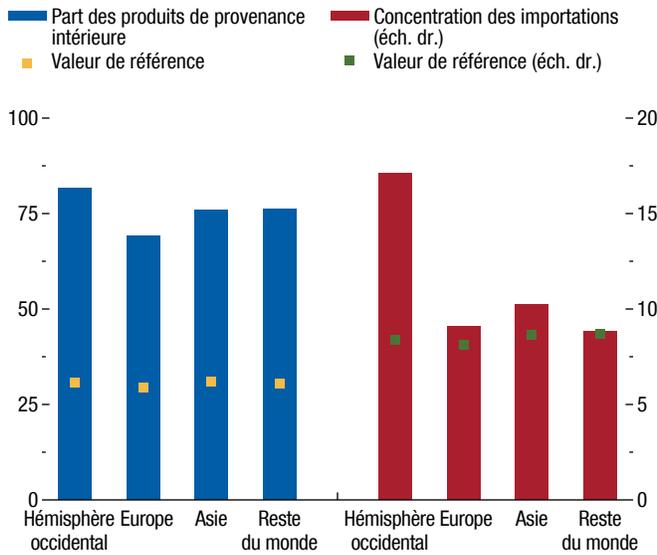
elle permet une plus grande ouverture aux échanges dans leur ensemble (c'est-à-dire aux exportations et aux importations) et aux échanges de biens et services intermédiaires et finaux. Au niveau des entreprises, Jain, Girotra et Netessine (2015) montrent qu'elle expose celles-ci à des fournisseurs plus petits, qui mettent plus de temps à se remettre des perturbations, et Lafrogne-Joussier, Martin et Mejean (2021) estiment que les avantages de la diversification sont négligeables.

¹⁸Voir, par exemple, « Ford Moves to Ensure Supply of Chips and Guide Their Design », *New York Times*, 18 novembre 2021 (<https://www.nytimes.com/2021/11/18/business/ford-globalfoundries-chip-shortage.html>). Il convient de noter que, si la capacité de substitution est obtenue au moyen de la normalisation, alors cette dernière aura un coût pour les producteurs : les fournisseurs seront moins « enchaînés » à eux et pourront plus facilement passer d'un producteur à un autre.

¹⁹Ce seuil de référence correspond à la mesure dans laquelle une société peut diversifier son approvisionnement en intrants intermédiaires à court terme. Pour chaque paire de pays et de secteur, la part

Graphique 4.10. Marge de manœuvre s’agissant de la diversification des intrants intermédiaires
(En pourcentage)

L’existence d’une préférence considérable pour les intrants intermédiaires de provenance intérieure laisse penser qu’il existe une marge de diversification internationale.



Sources : Organisation de coopération et de développement économiques, tableaux entrées-sorties internationales ; calculs des services du FMI.
Note : Les barres bleues représentent la part des intrants intermédiaires de provenance intérieure. Les carrés jaunes indiquent les valeurs de référence de concentration de la production mondiale. Les barres rouges représentent l’ampleur de la concentration des importations (indice de concentration de Herfindahl) au sein de la part importée des intrants intermédiaires. Les carrés verts indiquent les valeurs de référence s’agissant de la concentration des importations au niveau mondial. On trouvera des détails complémentaires dans l’annexe 4.2 en ligne.

une forte tendance à privilégier les sources intérieures pour les intrants²⁰. L’une des principales conséquences de cette préférence est que toute relocalisation de la production réduirait plus encore la diversification, accroissant le risque de concentration. Il s’agit là d’un argument simple

des intrants intermédiaires obtenus au niveau national est comparée à un seuil de référence de concentration de la production mondiale de ces intrants. La concentration des intrants intermédiaires importés est comparée au niveau de référence de concentration des exportations de ces intrants. Par exemple, imaginons que le secteur automobile américain utilise deux intrants A et B en quantité égale. Imaginons ensuite que le pays qui produit la plus grande partie des intrants A détient 20 % des parts de la production mondiale et que le pays qui produit la plus grande partie des intrants B en détient 40 %. La concentration de référence de l’approvisionnement au niveau national en intrants A et B dans le secteur automobile américain est de 30 % (= (20 + 40)/2). Le seuil de référence de 31 % mentionné dans le texte est une moyenne de toutes les paires de pays et de secteurs de l’hémisphère occidental. La marge de diversification peut varier de celle présentée ici pour des catégories de produits plus réduites.

²⁰Similaire à la tendance à privilégier les fournisseurs intérieurs dans les échanges globaux, mise en évidence par McCallum (1995).

contre la relocalisation. Des analyses plus approfondies de la relocalisation montrent que cette concentration accrue entraînerait une activité économique plus volatile, et ce même si l’économie s’ajustait structurellement par l’élargissement de certains secteurs et le rétrécissement d’autres (OCDE, 2021 ; Bonadio *et al.*, 2021).

En revanche, la possibilité de diversifier plus encore l’approvisionnement en intrants à l’étranger est réduite, sauf pour les pays de l’hémisphère occidental (graphique 4.10). Ainsi, le principal axe de diversification consiste à ne plus se limiter à des sources nationales et à s’approvisionner davantage en intrants intermédiaires à l’étranger. L’annexe 4.4 en ligne montre que les secteurs qui ont la plus grande marge de diversification sont ceux des services, comme l’hôtellerie et la restauration, la finance et la santé.

L’accroissement de la diversification est modélisé en faisant une simple moyenne 1) de la répartition de l’approvisionnement auprès de chaque pays fournisseur avec une pondération égale et 2) des données effectives. La part des intrants obtenus au niveau national est fixée à environ 50 % de ce qu’elle est dans les faits.

Afin d’accroître la capacité de substitution entre des fournisseurs de différents pays, l’élasticité de la substitution des intrants intermédiaires de différents pays passe de 0,5 à 2,0. Il s’agit d’une augmentation similaire à celle que l’on trouve dans Feenstra *et al.* (2018)²¹. Cette augmentation revient à passer de l’élasticité de la substitution à court terme utilisée par Bonadio *et al.* (2021) à une estimation plus proche de la capacité de substitution à long terme visée par Boehm, Levchenko et Pandalai-Nayar (2020)²².

La diversification et la capacité de substitution favorisent la résilience face aux chocs transfrontières sur l’approvisionnement

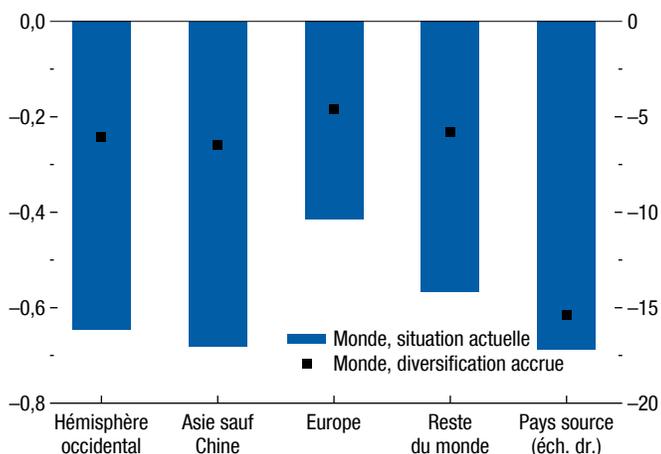
La diversification réduit de manière non négligeable les pertes de PIB dans toutes les régions du monde en cas de contraction importante (25 %) de l’offre de main-d’œuvre dans un seul grand fournisseur mondial

²¹Extension du modèle de référence de Bonadio *et al.* (2021), comme expliqué dans l’annexe 4.4 en ligne.

²²L’élasticité des flux commerciaux soumis à des droits de douane fixes par rapport à l’élasticité des flux commerciaux soumis à des droits de douane fluctuants, estimée par Boehm, Levchenko et Pandalai-Nayar (2020), est équivalente à l’élasticité de la capacité de substitution chez Armington (1969) et Krugman (1980). Boehm, Levchenko et Pandalai-Nayar (2020) estiment que l’élasticité à long terme se situe entre 1,75 et 2,25. Cette analyse d’une situation fictive fixe la limite haute de l’élasticité à court terme à 2,0. Le choix de la valeur paramétrique est expliqué en détail à l’annexe 4.4 en ligne.

Graphique 4.11. Avantages de la diversification au lendemain d'une perturbation des approvisionnements survenue dans un grand pays fournisseur
(En pourcentage)

La diversification des approvisionnements réduit les pertes de PIB de près de moitié, en moyenne, suite à un choc frappant un grand fournisseur d'intrants intermédiaires.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les baisses de PIB consécutives à une contraction de 25 % de l'offre de main-d'œuvre dans un grand pays fournisseur d'intrants intermédiaires. Les barres et carrés représentent les moyennes simples des baisses de PIB dans les différents pays de chaque région. Élasticité de substitution = 0,5.

d'intrants intermédiaires²³. Dans ce scénario, si le niveau de diversification est conforme au seuil de référence, le PIB d'un pays moyen baisse de 0,8 %. En revanche, si le niveau de diversification est élevé, la baisse du PIB est réduite de près de moitié, comme le montre le graphique 4.11²⁴. Les avantages profitent essentiellement aux pays autres que le pays fournisseur, car une diversification accrue les rend moins dépendants des intrants intermédiaires produits par le pays fournisseur. Toutefois, ce dernier en tire lui aussi des avantages, la diversification le rendant moins dépendant des fournisseurs nationaux.

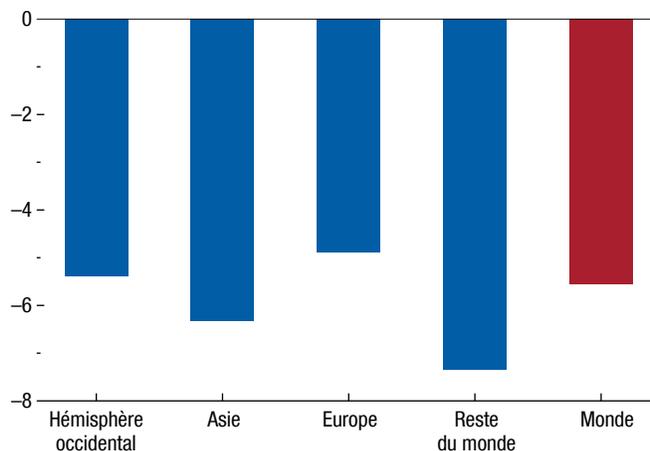
De plus, une diversification accrue permet de réduire la volatilité de la croissance du PIB lorsqu'une série de

²³Les paramètres utilisés pour le fournisseur mondial reproduisent fidèlement les caractéristiques de la Chine. Ce scénario repose sur une baisse de deux écarts-types de la productivité globale des facteurs de la Chine, et utilise le jeu de données de Penn World Table, qui correspond à une contraction de l'offre de main-d'œuvre d'environ 22 % (arrondi à 25 % dans ce scénario), ainsi qu'une fonction de production de Cobb-Douglas reprenant les moyennes de l'élasticité de l'offre de la main-d'œuvre et de la part du revenu du travail établies par l'OCDE (comme expliqué à l'annexe 4.4 en ligne).

²⁴Il s'agit de moyennes simples pour l'ensemble des pays. Dans tous les pays, la moyenne pondérée par le PIB est une perte de 3,2 % pour un niveau de diversification équivalant au seuil de référence (la Chine y contribuant à hauteur de 2,7 points de pourcentage) et de 2,6 % pour un niveau de diversification élevé (la Chine y contribuant à hauteur de 2,4 points de pourcentage).

Graphique 4.12. Avantages de la diversification en cas de chocs sur la productivité totale des facteurs
(En pourcentage)

La diversification des approvisionnements réduit la volatilité du PIB de 5 % en cas de chocs corrélés sur la productivité totale des facteurs.



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les moyennes simples de la réduction de la volatilité en pourcentage, au sein de chaque région. Nous avons paramétré le choc envisagé en nous appuyant sur 100 ans de variations de la productivité totale des facteurs dans plusieurs pays, en utilisant les données annuelles Penn World Table entre 1995 et 2019 à titre de remplacement. La corrélation moyenne par paire entre les chocs est de 25 %.

chocs touchent plus d'un pays et sont corrélés entre eux. Le graphique 4.12 montre les résultats de simulations basées sur des données historiques de la productivité, dans lesquelles des chocs frappent plusieurs pays à la fois²⁵. La diversification offre une certaine protection face à des chocs avec ce niveau de corrélation, en réduisant de 5 % la volatilité de la croissance du PIB dans le pays moyen²⁶.

Mais la diversification n'offre que peu de protection contre les chocs qui présentent une corrélation exceptionnellement élevée. Par exemple, dans le scénario calibré pour les quatre premiers mois de la pandémie analysé par Bonadio *et al.* (2021), la baisse du PIB est la même, que ce soit avec un niveau de diversification élevé ou avec les niveaux de diversification observés dans les données.

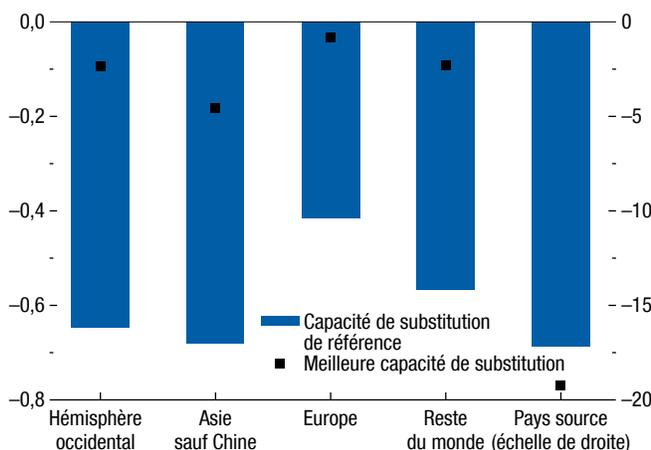
En améliorant leur capacité de substitution, les pays peuvent plus facilement se détourner des intrants d'un

²⁵Plus précisément, les évolutions de la productivité globale des facteurs dans plusieurs pays sur 100 ans sont échantillonnées par méthode de réplcation multiple à partir des données annuelles Penn World Table de 1995 à 2019. Ces chocs doivent être considérés comme ayant une corrélation moyenne à élevée les uns avec les autres, car les pays membres de l'OCDE constituent une part importante de cet échantillon. Pour chaque paire, la corrélation moyenne entre les chocs est de 25 %.

²⁶L'annexe 4.4 en ligne montre que les résultats relatifs à la diversification et à la volatilité sont symétriques, dans le sens où une diminution de la diversification accroîtrait la volatilité.

Graphique 4.13. Avantages d'une plus grande capacité de substitution au lendemain d'une perturbation des approvisionnements survenue dans un grand pays fournisseur (En pourcentage)

Une meilleure capacité de substitution des intrants intermédiaires réduit les pertes de PIB d'environ 80 % par rapport au scénario de référence (hors pays source).



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique représente les baisses de PIB consécutives à une contraction de 25 % de l'offre de main-d'œuvre dans un grand pays fournisseur d'intrants intermédiaires. Les barres et carrés représentent les moyennes simples des baisses de PIB dans les différents pays de chaque région. Élasticité de substitution de référence = 0,5. Élasticité de substitution plus élevée = 2,0.

pays et les remplacer par ceux produits dans un autre. Dans le scénario d'une contraction de 25 % de l'offre de main-d'œuvre dans un grand fournisseur mondial d'intrants intermédiaires, les résultats montrent qu'avec une plus grande capacité de substitution, même si celle-ci amplifie le choc dans le pays fournisseur, tous les autres pays y gagnent, car leurs pertes de PIB sont réduites d'environ quatre cinquièmes (graphique 4.13)²⁷.

Le modèle montre que le fait de réduire les coûts des échanges peut contribuer à une plus grande diversification. En effet, réduire d'un quart les coûts des échanges d'intrants intermédiaires fait baisser l'indice Herfindahl de concentration géographique de l'approvisionnement en intrants intermédiaires de 4 points de pourcentage par rapport aux 60 % observés dans les données effectives²⁸.

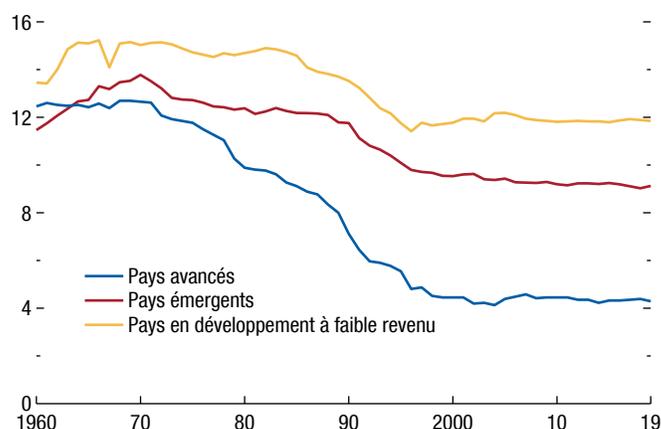
Parmi les instruments conventionnels permettant de réduire les coûts des échanges, on peut citer les barrières tarifaires et non tarifaires. Le nombre de barrières tarifaires a atteint un niveau bas à l'échelle mondiale, mais

²⁷Aux fins de modélisation, les caractéristiques du grand fournisseur mondial sont calibrées sur la base de celles de la Chine. Mais les conclusions formulées restent valables même si le calibrage se fonde sur d'autres pays.

²⁸La hausse de la diversification est similaire dans toutes les régions.

Graphique 4.14. Indice des obstacles non tarifaires (Moyenne simple)

Il existe une marge de réduction des obstacles non tarifaires aux échanges parmi les pays émergents et pays en développement à faible revenu.



Source : Estefania-Flores *et al.* (2022).

il est encore largement possible de réduire celui des barrières non tarifaires, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement à faible revenu (graphique 4.14). Conformément au modèle, d'autres travaux de recherche indiquent que réduire les coûts des échanges pourrait conduire à des gains de PIB non négligeables (Perspectives économiques régionales : Asie et Pacifique, octobre 2021 ; Estefania-Flores *et al.*, 2022).

Les résultats du modèle concernant les avantages de la diversification et de la capacité de substitution soulèvent naturellement la question suivante : pourquoi les entreprises qui cherchent à maximiser leurs bénéfices n'ont-elles pas déjà saisi cette chance ? Dans une certaine mesure, il est possible que leur attitude reflète les mesures étatiques qui favorisent l'approvisionnement national et freinent donc une plus grande diversification (par exemple les initiatives Made in China 2025 et Make in India, ou encore la loi sur l'innovation et la concurrence adoptée en 2021 par les États-Unis)²⁹. Mais il convient d'insister sur le fait que le modèle n'intègre pas tous les facteurs qui pèsent dans la prise de décision des entreprises. Il est probable que, pour renforcer leur résilience, les entreprises doivent faire des compromis, notamment entre les coûts liés à la gestion de stocks plus grands, les coûts fixes inhérents à l'établissement de relations avec de nouveaux fournisseurs et les gains d'efficacité imputables à la réduction du nombre de fournisseurs.

²⁹Voir McBride et Chatzky (2019) pour la Chine, Press Information Bureau (2017) pour l'Inde, et Hufbauer et Jung (2021) pour les États-Unis.

Ces compromis, s'ils sont importants, pourraient amoindrir les avantages de la diversification. Cela étant dit, le compromis entre efficacité et réduction des risques ne sera pas forcément difficile à trouver, car les entreprises qui parviennent le mieux à atténuer les risques sont généralement celles qui sont les plus efficaces³⁰.

En résumé, les résultats de la modélisation indiquent que la résilience face aux chocs transfrontières sur l'approvisionnement peut être améliorée grâce à une plus grande diversification des sources d'intrants (en recourant à davantage d'intrants étrangers) et une plus grande capacité de substitution (entre les fournisseurs). Toutefois, les avantages sont maigres si les chocs sont plus étendus et corrélés entre eux dans plusieurs pays. Du point de vue de l'action publique, ces conclusions sur les avantages de la diversification et de la capacité de substitution attestent de la nécessité de créer un environnement qui permette aux entreprises de prendre des mesures pour accroître la résilience des chaînes de valeur mondiales.

Implications sur le plan de l'action publique

Le rôle qu'ont joué les facteurs spécifiques à la pandémie dans la structure des échanges suggère que le déplacement de la demande des services vers les biens induit par la crise sanitaire pourrait ne pas durer. Plus précisément, les échanges de services devraient reprendre au fur et à mesure de la levée des restrictions imposées aux voyages. Il est donc fort probable que le rythme de la reprise soit étroitement lié aux efforts mondiaux en matière de santé publique, et un allègement plus rapide que prévu des restrictions imposées à la mobilité pourrait faire que les échanges mondiaux dépassent les prévisions³¹. Faciliter la pleine reprise de la mobilité devrait donc être un aspect important des efforts déployés pour stimuler la demande de services et retrouver les tendances d'avant la pandémie. Néanmoins, il est possible que certaines évolutions constatées dans les échanges de services perdurent. Par exemple, la familiarité croissante avec les interactions à distance pourrait réduire certains types de voyage de façon plus permanente (Antràs, 2021).

Les données relatives aux répercussions internationales présentées dans ce chapitre soulignent un peu plus encore l'urgence qu'il y a à lutter contre la pandémie partout

³⁰Par exemple, les entreprises qui ont un système d'inventaire juste à temps ont également des coûts d'inventaire plus bas et seraient les mieux placées pour accroître leurs stocks si nécessaire, tout en restant compétitives (Miroudot, 2020 ; van Stekelenborg, 2020).

³¹À eux seuls, les progrès des technologies numériques pourraient stimuler encore davantage les échanges de services, par exemple dans des domaines tels que la santé et l'éducation (Baldwin et Freeman, 2021).

dans le monde. Permettre à tous les pays de vacciner largement leur population est important non seulement pour favoriser l'activité économique nationale, mais aussi pour réduire tant que possible la diffusion des perturbations de l'approvisionnement dans les pays partenaires. De plus, renforcer les systèmes de santé et investir dans les infrastructures numériques aideraient à atténuer la transmission de chocs futurs, notamment en cas de nouveaux variants de la COVID-19 ou d'autres pandémies.

Dans ce chapitre, nous avons insisté sur le fait que les échanges s'étaient globalement montrés résilients face à la pandémie : ils ont d'abord chuté brutalement, mais ont repris rapidement, soutenus par l'activité économique et la demande, en dépit de goulets d'étranglement majeurs sur le plan logistique. Les échanges se sont également montrés résilients dans les secteurs clés fortement dépendants des chaînes de valeur mondiales, à l'exception notable du secteur automobile. Les mesures proposées pour réduire la dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers, en particulier dans les secteurs stratégiques, gagnent en importance (Javorcik, 2020), notamment sur des marchés de premier plan tels que l'Europe et les États-Unis (Le Maire, 2020 ; Maison-Blanche, 2021). La résilience du commerce tout au long de la pandémie suggère que de telles propositions sont sans doute prématurées, voire peu judicieuses (Baldwin et Freeman, 2021 ; Antràs, 2021 ; OCDE, 2021 ; Miroudot, 2020 ; Eppinger *et al.*, 2021).

À l'inverse, dans ce chapitre, nous avons avancé qu'une diversification et une capacité de substitution accrues des sources d'intrants pourraient améliorer la résilience des chaînes de valeur mondiales. À cet égard, les enseignements tirés des adaptations mises en place par Toyota à la suite du séisme du Tohoku sont instructifs (APEC, 2021). En effet, Toyota a pris des mesures pour accroître la diversification et la capacité de substitution, très proches des résultats du modèle utilisé dans ce chapitre. Plus particulièrement, l'entreprise 1) a normalisé certains des composants utilisés dans plusieurs modèles de véhicules afin de permettre un partage des stocks à l'échelle mondiale et d'assouplir le processus de production sur différents sites, 2) a constitué un vaste répertoire des fournisseurs et des pièces en stock, 3) a régionalisé ses chaînes d'approvisionnement afin d'éviter de dépendre d'un seul site, et 4) a demandé à ses fournisseurs uniques de disperser la production des pièces détachées en plusieurs endroits ou de conserver des pièces supplémentaires en stock. Pour gagner en résilience face aux chocs sur l'offre de main-d'œuvre, les entreprises peuvent aussi choisir de se mécaniser davantage (encadré 4.3).

Les enseignements tirés de ce chapitre permettent de formuler les recommandations ci-après.

- **Renforcer les infrastructures.** Ce sont essentiellement les décisions prises par les entreprises qui détermineront la résilience future des chaînes de valeur mondiales, mais les politiques publiques peuvent y contribuer en créant un environnement favorable et en diminuant les coûts liés à l'accroissement de la diversification et de la capacité de substitution. L'un des domaines d'intervention évidents est le renforcement des infrastructures. La pandémie a montré qu'il était indispensable d'investir dans les infrastructures de certains secteurs pour atténuer les perturbations de l'approvisionnement liées à la logistique commerciale. Par exemple, le fait de mettre à niveau et de moderniser les infrastructures portuaires sur les principaux axes de navigation mondiaux permettrait de réduire les goulets d'étranglement à l'échelle mondiale.
- **Pallier le manque d'information.** Les États pourraient faire en sorte d'améliorer la disponibilité de l'information pour que les entreprises prennent des décisions plus stratégiques. Par exemple, les données montrent que les fabricants automobiles font en moyenne directement affaires avec environ 250 fournisseurs de première catégorie, mais ce chiffre grimpe à 18 000 pour l'ensemble de la chaîne de valeur (Baumgartner, Malik et Padhi, 2020)³². On comprend aisément pourquoi le manque de visibilité concernant

³²Les fournisseurs de première catégorie fournissent des pièces détachées ou des systèmes directement à un « fabricant d'équipement d'origine » ou à une entreprise (comme Chevrolet). Les fournisseurs de deuxième catégorie, quant à eux, fournissent des intrants aux fournisseurs de première catégorie.

la chaîne d'approvisionnement peut être un problème pour les entreprises qui ne disposent pas des ressources des grands groupes. Les États pourraient alors jouer un rôle clé en palliant ce manque d'information. Favoriser la numérisation de documents tels que les déclarations fiscales contribuerait à produire davantage d'informations sur les transactions entre les entreprises et les réseaux d'approvisionnement³³. Ces renseignements pourraient être utiles dans le cadre des tests de résistance afin de déterminer les faiblesses et les risques des chaînes d'approvisionnement.

- **Réduire les coûts des échanges.** Enfin, réduire les coûts des échanges peut aider à accroître la diversification des intrants. Les possibilités de diminuer les barrières non tarifaires sont à ce titre considérables, ce qui offrirait des avantages non négligeables pour la croissance à moyen terme, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement à faible revenu (Perspectives économiques régionales : Asie et Pacifique, octobre 2021). De plus, réduire l'incertitude liée à la politique commerciale et mettre en place un régime d'échanges ouvert, stable et fondé sur des règles favoriseraient une plus grande diversification (Handley *et al.*, 2020 ; OCDE, 2021).

³³Par exemple, Gadenne, Nandi et Rathelot (2019) utilisent des données relatives à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) émanant de l'État du Bengale occidental (Inde) pour cartographier les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises qui s'acquittent de la TVA sont tenues de signaler toute transaction avec d'autres entreprises enregistrées, ce qui permet d'associer un client à un fournisseur. De même, Alfaro-Ureña, Manelici et Vasquez (2020) s'appuient sur les numéros d'identification fiscale qui figurent sur les déclarations fiscales des entreprises du Costa Rica pour relier les acheteurs aux fournisseurs.

Encadré 4.1. Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie

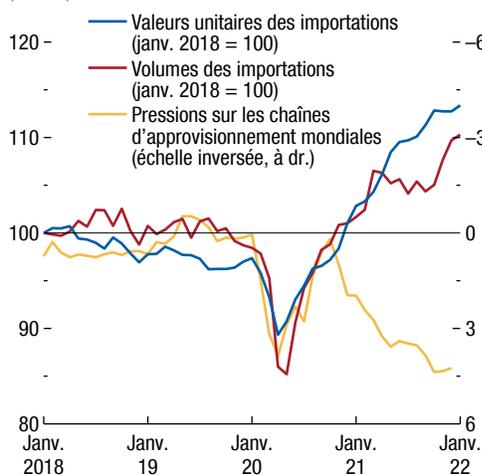
Les pressions exercées sur les chaînes d'approvisionnement ont atteint des niveaux inédits au déclenchement de la pandémie de COVID-19. Après un allègement significatif au deuxième semestre de 2020, elles se sont une nouvelle fois intensifiées pour atteindre de nouveaux sommets à la fin de 2021. Les coûts du fret ont régulièrement augmenté jusqu'en septembre 2021, moment auquel ils ont amorcé une légère baisse. Les délais de livraison se sont allongés en 2021, et les indices relatifs aux futurs délais de livraison suggèrent que ces perturbations vont persister. Au cours de la première phase de la crise, les flux commerciaux ont étroitement suivi l'évolution des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Bien que la reprise des échanges se soit poursuivie, alors même que les pressions sur les chaînes d'approvisionnement sont réapparues à la fin de 2020 (graphique 4.1.1), la constance des volumes d'importations et l'augmentation des valeurs unitaires en 2021 sont le signe que les perturbations de l'approvisionnement ont contribué aux pressions inflationnistes (Helper et Soltas, 2021 ; Leibovici et Dunn, 2021).

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont de vastes effets concrets sur les stocks, la production et les ventes des entreprises (Bonadio *et al.*, 2021 ; Carvalho *et al.*, 2021). Ces effets étaient encore visibles au cours des premières semaines de 2022. Les données à haute fréquence émanant des États-Unis montrent que la proportion d'entreprises faisant état de retards de la part de leurs fournisseurs étrangers est passée de 9 % en octobre 2020 à 20 % en décembre 2021. Un nombre croissant de petites entreprises disent également avoir du mal à trouver d'autres fournisseurs étrangers. Ces évolutions sont particulièrement marquées dans l'industrie manufacturière, la construction et le commerce, et se sont traduites par une augmentation du nombre d'entreprises faisant état de retards dans la production et la livraison à leurs clients (respectivement 14 % et 26 % en décembre 2021) (graphique 4.1.2). Ces pressions persistantes, qui ont augmenté en janvier 2022 avec la propagation de la vague Omicron aux États-Unis, indiquent qu'il est nécessaire d'étudier des pistes pour améliorer la gestion des risques associés aux chaînes de valeur mondiales en accroissant la flexibilité de ces dernières, en renforçant les connaissances et les informations, et en favorisant leur capacité d'adaptation aux chocs.

Dans certains secteurs, les perturbations ont été particulièrement frappantes. C'est le cas du secteur automobile.

Cet encadré a été élaboré par les auteurs du chapitre 4.

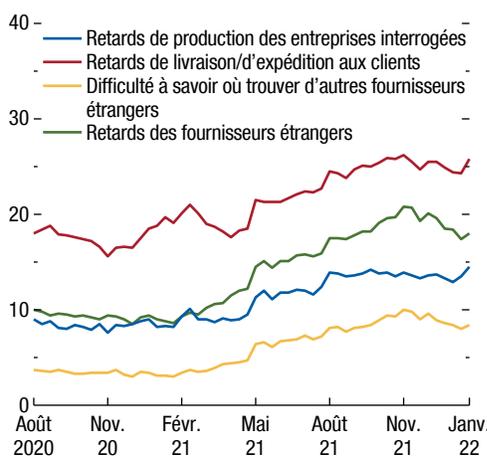
Graphique 4.1.1. Échanges mondiaux de biens et pressions sur les chaînes d'approvisionnement
(Indice)



Sources : Benigno *et al.* (2022) ; CPB World Trade Monitor ; calculs des services du FMI.

Note : L'indice de pression sur les chaînes d'approvisionnement mondiales est une mesure composite de plusieurs variables associant les coûts du transport international et des mesures effectuées au niveau des chaînes d'approvisionnement des différents pays (retards, arriérés, stocks) à partir de résultats d'enquêtes auprès d'entreprises industrielles.

Graphique 4.1.2. Fournisseurs étrangers, production et retards de livraison aux États-Unis
(En pourcentage)



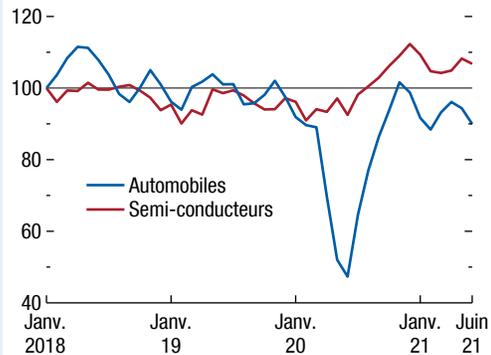
Sources : Bureau du recensement des États-Unis, Small Business Pulse Survey ; calculs des services du FMI.

Note : données au 20 janvier 2022.

Encadré 4.1 (fin)

Le commerce international (et les ventes) d'automobiles s'est effondré au printemps 2020 et a connu un rebond au deuxième semestre, sans toutefois retrouver ses niveaux d'avant la pandémie. Cette chute s'explique principalement par la pénurie de puces électroniques pour les véhicules. Au début de la crise sanitaire, le passage au télétravail a entraîné une hausse soudaine de la demande de semi-conducteurs. À l'inverse, la demande de voitures a baissé, et le pessimisme économique a poussé les fabricants automobiles à limiter leurs commandes de semi-conducteurs. Lorsqu'au deuxième semestre de 2020, la demande comprimée de voitures s'est accélérée au-delà des niveaux escomptés, le secteur des semi-conducteurs ne disposait que d'une capacité de production limitée pour répondre à la demande de puces électroniques pour l'automobile, car il avait déjà transformé sa production pour satisfaire les besoins d'autres secteurs (comme les produits électroniques grand public) (Deloitte, 2021). Les tensions commerciales et les chocs intérieurs (tels qu'une sécheresse dans la province chinoise de Taiwan) ont aggravé cette pénurie, qui a freiné la reprise économique du secteur automobile, en dépit d'une forte demande (graphique 4.1.3), et ont fait grimper les prix. Plus généralement, la pénurie de semi-conducteurs, éléments clés de nombreux produits, a mis en lumière les vulnérabilités des chaînes de valeur mondiales et poussé certains à appeler à relocaliser la production et à améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Graphique 4.1.3. Commerce international d'automobiles et de semi-conducteurs
(Indice, janvier 2018 = 100)



Sources : Trade Data Monitor ; calculs des services du FMI.
Note : La catégorie « automobiles » recouvre l'ensemble des codes à six chiffres du système harmonisé appliqués aux produits intermédiaires manufacturés (pièces) et aux produits finis (véhicules). La catégorie « semi-conducteurs » englobe les codes 854150 et 854190.

Encadré 4.2. L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret

Cet encadré a pour but d'examiner les effets des mesures d'endiguement de l'épidémie sur les échanges, en s'appuyant sur un jeu unique de données sur le volume quotidien des échanges maritimes bilatéraux (voir Cerdeiro *et al.*, 2020). En temps de pandémie, les importations d'un pays subissent les répercussions des confinements imposés par les partenaires commerciaux (fournisseurs). Des facteurs intérieurs (situation sanitaire, politiques macroéconomiques, état d'esprit des consommateurs) peuvent eux aussi influencer sur les échanges bilatéraux. L'équation des importations ci-après est estimée à une fréquence *quotidienne* afin de mesurer les effets d'un confinement décidé par un pays j sur la croissance des importations du pays i en provenance du pays j (croissance des importations bilatérales) à l'horizon h , $\widehat{M}_{ij,t+h}$:

$$\widehat{M}_{ij,t+h} = \gamma_{it} + \alpha_{ij} + \beta LS_{jt} + \mathbf{X}'_{jt} \delta + \sum_{k=1}^7 \widehat{M}_{ij,t-k} + \varepsilon_{ij,t+h}$$

Ici, la croissance des importations bilatérales de j à i ($\widehat{M}_{ij,t}$) est la moyenne mobile sur sept jours des taux de croissance annuelle par rapport aux moyennes d'avant la pandémie (2017–19) et LS_{jt} représente la rigueur du confinement (0–100) imposé par le pays exportateur (Hale *et al.*, 2020)¹. La spécification intègre les effets fixes dans temps relatifs à l'importateur, soit γ_{it} , afin de neutraliser tout facteur évolutif non observé touchant les importations du pays i , un effet fixe bilatéral pour la paire, soit α_{ij} , et un vecteur des variables de contrôle, soit \mathbf{X}_{jt} (proportion des nouveaux cas de COVID-19 par rapport à la population et mesure globale de l'exposition des exportateurs aux confinements étrangers)².

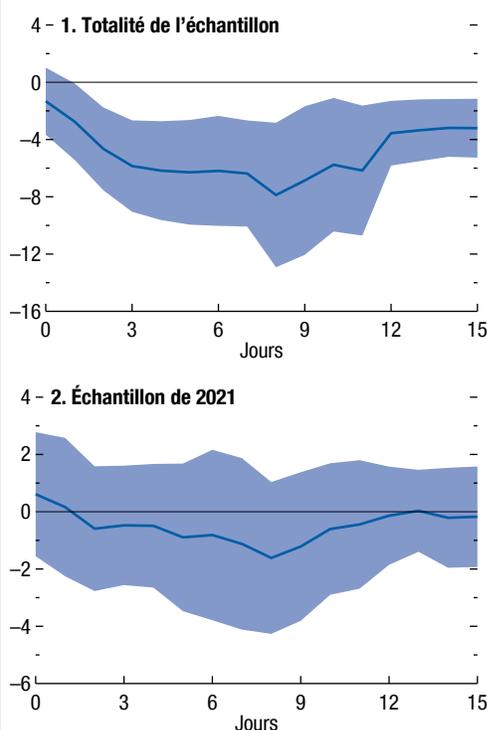
Sur l'ensemble de l'échantillon pour 2020–21, les confinements imposés par les exportateurs ont, d'un

Les auteurs de cet encadré sont Andras Komaromi, Diego Cerdeiro et Yang Liu.

¹Les mesures de confinement sont différées afin de tenir compte des retards de livraison. Par exemple, si tous les trajets du pays j au pays i durent trois jours, alors les mesures de confinement dans le pays j sont différées de trois jours dans l'équation des importations vers le pays i .

²Cette spécification empirique rend compte des perturbations commerciales induites par les confinements au niveau bilatéral, mais n'exclut pas les cas dans lesquels une chute des importations bilatérales est compensée par l'approvisionnement auprès d'un autre pays. Pour une autre approche tenant compte des éventuels effets de substitution et perturbations liées aux confinements sur les importations globales, voir Cerdeiro et Komaromi (2020). La spécification bilatérale présentée ici a l'avantage non négligeable de permettre la neutralisation de tout facteur de confusion évolutif propre à l'importateur.

Graphique 4.2.1. Effets sur la croissance des importations bilatérales des mesures de confinement dans les pays exportateurs (En pourcentage)



Sources : estimations des services du FMI basées sur Cerdeiro *et al.* (2020) ; données du système automatique d'identification recueillies par Marine Traffic.
Note : Les zones teintées représentent des intervalles de confiance à 95 % ; erreurs-types robustes.

point de vue statistique, une incidence vaste et significative sur les volumes des échanges bilatéraux (graphique 4.2.1, page 1). La variable de la rigueur allant de 0 à 100, l'estimation d'environ 5 points signifie que même un confinement partiel (une variation de la rigueur de seulement 20 points) peut temporairement mettre les échanges bilatéraux à l'arrêt. Il convient de noter que, d'un point de vue statistique, les confinements n'ont pas d'effet significatif sur le volume des échanges en 2021 (graphique 4.2.1, page 2). Cette conclusion est conforme à l'idée selon laquelle l'activité est de moins en moins sensible aux confinements au fur et à mesure que les pays s'adaptent à la pandémie, et met en évidence la résilience des chaînes de valeur mondiales.

Encadré 4.3. Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France

Dans cet encadré, nous utilisons des données mensuelles des douanes françaises sur les importations et exportations des entreprises en 2019 et 2020 afin d'examiner la durée des chocs provoqués par la pandémie de COVID-19 et les marges d'ajustement à ceux-ci. Les ajustements sont essentiellement survenus sur la marge intensive (volumes). La France ayant réduit les variétés qu'elle achète, la marge extensive a légèrement contribué à l'ajustement de l'ensemble du commerce, signe de la nature temporaire du choc (Antràs, 2021)¹. La reprise des échanges a été appuyée par un rebond de la demande des consommateurs et de vastes mesures d'aide à l'économie mises en œuvre par l'État français.

- *Les échanges des entreprises en aval ont été davantage touchés.* L'incidence moyenne des confinements imposés par les pays importateurs a été près de neuf fois plus importante sur les entreprises d'exportation vendant des biens aux consommateurs finaux (entreprises en aval) que sur les entreprises vendant des intrants intermédiaires (entreprises en amont)².
- *Une automatisation accrue est associée à une plus grande résilience.* L'incidence des confinements et de la diffusion du virus (mesurée par le nombre de décès attribués à la COVID-19) sur les exportations a été supérieure de près de 67 % pour les entreprises qui ont un faible niveau d'automatisation (graphique 4.3.1, page 1).
- *Les entreprises des secteurs disposant de peu de stocks ont enregistré une contraction des échanges plus prononcée.* Les importations des entreprises qui appartiennent aux secteurs avec le niveau de stock le plus bas ont été plus de deux fois plus touchées que celles des entreprises qui appartiennent à des secteurs avec une intensité de stock moyenne (graphique 4.3.1, page 2)³. Les entreprises des secteurs avec l'intensité de stock la plus élevée ont vu leurs importations croître. Les exportateurs qui appartiennent à des secteurs à intensité de stock élevée ont enregistré une chute des ventes plus faible (graphique 4.3.1, page 1), suggérant que les stocks jouent un rôle dans l'absorption des chocs.

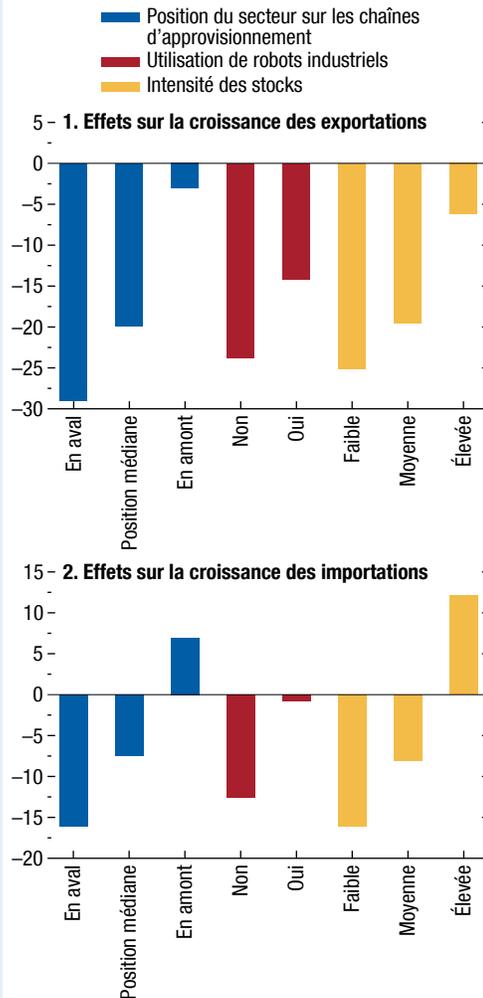
Les auteurs de cet encadré sont Mariya Brussevich, Chris Papageorgiou et Pauline Wibaux. Pour de plus amples informations sur les données et la méthode d'estimation, voir Brussevich, Papageorgiou et Wibaux (à paraître).

¹Une variété est un produit propre à un partenaire commercial, conformément à la nomenclature combinée à huit chiffres.

²Afin d'évaluer les effets hétérogènes que la rigueur des confinements et les décès ont sur les secteurs et les entreprises en fonction de leurs caractéristiques, les variables de la rigueur et des décès sont mises en regard avec l'une des variables qui nous intéressent : position de l'entreprise (amont ou aval) à l'échelle du secteur (Antràs *et al.*, 2012), importations de robots industriels par l'entreprise (mesure indirecte de l'automatisation) et intensité des stocks (ratio stocks/ventes) au niveau du secteur.

³Les résultats relatifs à l'intensité des stocks sont sensibles au ratio stocks/ventes moyen par secteur.

Graphique 4.3.1. Effets sur les échanges commerciaux du positionnement en amont ou en aval des chaînes d'approvisionnement, de l'automatisation et des stocks
(En pourcentage)



Sources : Antràs *et al.* (2012) ; douanes françaises ; Hale *et al.* (2021) ; calculs des services du FMI.

Note : Chaque barre représente les effets moyens pour un groupe d'entreprises donné ; ces effets sont obtenus grâce à une régression des exportations et des importations des entreprises par rapport à l'intensité des mesures de confinement prises en riposte à la COVID-19 et au nombre de décès imputables à la COVID-19 dans les pays partenaires commerciaux ; l'estimation fait interagir ces variables avec l'indice de positionnement des secteurs en amont/aval des chaînes d'approvisionnement, leur ratio stocks/ventes, et l'utilisation de robots industriels par les entreprises. Les secteurs positionnés en aval des chaînes d'approvisionnement sont les plus proches du consommateur final, tandis que les secteurs en position médiane ou en amont se spécialisent dans la production d'intrants intermédiaires.

Bibliographie

- Alessandria, George, Joseph P. Kaboski, and Virgiliu Midrigan. 2011. "US Trade and Inventory Dynamics." *American Economic Review* 101 (3): 303–7.
- Alfaro-Ureña, Alonso, Isabela Manelici, and Jose P. Vasquez. 2020. "The Effects of Joining Multinational Supply Chains: New Evidence from Firm-to-Firm Linkages." PEDL Research Papers, Centre for Economic Policy Research, London. <https://pedl.cepr.org/sites/default/files/WP%204744%20Alfaro-UrenaManeliciVasquez%20TheEffectsOfJoiningMultinationalSupply.pdf>.
- Andersen, Asger L., Emil T. Hansen, Niels Johannesen, and Adam Sheridan. 2020. "Consumer Responses to the COVID-19 Crisis: Evidence from Bank Account Transaction Data." CEBI Working Paper 18/20, Center for Economic Behavior & Inequality, Department of Economics, University of Copenhagen, Denmark. <https://ssrn.com/abstract=3609814> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3609814>.
- Antràs, Pol. 2021. "De-globalisation? Global Value Chains in the Post-COVID-19 Age." Conference Proceedings, 2021 ECB Forum: "Central Banks in a Shifting World." European Central Bank, Frankfurt.
- Antràs, Pol, Davin Chor, Thibault Fally, and Russell Hillberry. 2012. "A Measure of Upstreamness of Production and Trade Flows." *American Economic Review: Papers & Proceedings* 102 (3): 412–16.
- Armington, Paul. 1969. "A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production." *IMF Staff Papers* 16 (1): 159–78.
- Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC). 2021. "APEC Regional Trends Analysis." APEC Policy Support Unit, APEC Secretariat, Singapore.
- Baker, Scott R., Robert A. Farrokhnia, Steffen Meyer, Michaela Pagel, and Constantine Yannelis. 2020. "How Does Household Spending Respond to an Epidemic? Consumption during the 2020 COVID-19 Pandemic." *Review of Asset Pricing Studies* 10 (July): 834–62.
- Baldwin, Richard. 2020. "The Greater Trade Collapse of 2020: Learnings from the 2008–09 Great Trade Collapse." *VoxEU*, April 7. <https://voxeu.org/article/greater-trade-collapse-2020>.
- Baldwin, Richard, and Rebecca Freeman. 2020. "Supply Chain Contagion Waves: Thinking Ahead on Manufacturing 'Contagion and Reinfection' from the COVID Concussion." *VoxEU*, April 1. <https://voxeu.org/article/covid-concussion-and-supply-chain-contagion-waves>.
- Baldwin, Richard, and Rebecca Freeman. 2021. "Risks and Global Supply Chains: What We Know and What We Need to Know." NBER Working Paper 29444, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Baumgartner, Thomas, Yogesh Malik, and Asutosh Padhi. 2020. "Reimagining Industrial Supply Chains." McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/advanced-electronics/our-insights/reimagining-industrial-supply-chains>.
- Benigno, Gianluca, Julian di Giovanni, Jan J. J. Groen, and Adam I. Noble. 2022. "A New Barometer of Global Supply Chain Pressures." *Liberty Street Economics*, Federal Reserve Bank of New York, January 4. <https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2022/01/a-new-barometer-of-global-supply-chain-pressures/>.
- Berthou, Antoine, and Sebastian Stumpner. 2022. "Trade under Lockdown." Banque de France Working Paper 867, Banque de France, Paris. <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp867.pdf>.
- Boehm, Christoph E., Andrei A. Levchenko, and Nitya Pandalai-Nayar. 2020. "The Long and Short (Run) of Trade Elasticities." NBER Working Paper 27064, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Bonadio, Barthélémy, Zhen Huo, Andrei A. Levchenko, and Nitya Pandalai-Nayar. 2021. "Global Supply Chains in the Pandemic." *Journal of International Economics* 133: 103534.
- Bounie, David, Youssouf Camara, Etienne Fize, John Galbraith, Camille Landais, Chloe Lavest, Tatiana Pazem, and Baptiste Savatier. 2020. "Consumption Dynamics in the COVID Crisis: Real-Time Insights from French Transaction and Bank Data." CEPR Discussion Paper DP15474, Centre for Economic Policy Research, London. https://cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=15474.
- Brussevich, Mariya, Chris Papageorgiou, and Pauline Wibaux. Forthcoming. "Trade and the COVID-19 Pandemic: Lessons from French Firms." International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bussière, Matthieu, Giovanni Callegari, Fabio Ghironi, Giulia Sestieri, and Norihiko Yamano. 2013. "Estimating Trade Elasticities: Demand Composition and the Trade Collapse of 2008–2009." *American Economic Journal: Macroeconomics* 5 (3): 118–51.
- Cadot, Olivier, Céline Carrère, and Vanessa Strauss-Kahn. 2013. "Trade Diversification, Income, and Growth: What Do We Know?" *Journal of Economic Surveys* 27 (4): 790–812.
- Cameron, Elizabeth, Jennifer B. Nuzzo, and Jessica A. Bell. 2019. *Global Health Security Index: Building Collective Action and Accountability*. Baltimore, MD: Center for Health Security, Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. <https://www.ghsindex.org/wp-content/uploads/2020/04/2019-Global-Health-Security-Index.pdf>.
- Carvalho, Vasco M., Makoto Nirei, Yukiko Saito, and Alireza Tahbaz-Salehi. 2021. "Supply Chain Disruptions: Evidence from the Great East Japan Earthquake." *Quarterly Journal of Economics* 136 (2): 1255–1321.
- Caselli, Francesco, Miklós Koren, Milan Lisicky, and Silvana Tenreyro. 2020. "Diversification through Trade." *Quarterly Journal of Economics* 135 (1): 449–502.
- Cerdeiro, Diego A., and Andras Komaromi. 2020. "Supply Spillovers during the Pandemic: Evidence from High-Frequency Shipping Data." IMF Working Paper 20/284, International Monetary Fund, Washington DC.

- Cerdeiro, Diego A., Andras Komaromi, Yang Liu, and Mamoon Saeed. 2020. "World Seaborne Trade in Real Time: A Proof of Concept for Building AIS-Based Nowcasts from Scratch." IMF Working Paper 20/57, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chronopoulos, Dimitri K., Marcel Lukas, and John O. S. Wilson. 2020. "Consumer Spending Responses to the COVID-19 Pandemic: An Assessment of Great Britain." Unpublished. <https://ssrn.com/abstract=3586723>.
- Deloitte. 2021. "Reimagining the Auto Manufacturing Supply Network." New York. <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/manufacturing/us-semiconductor-updated-final.pdf>.
- Dingel, Jonathan L., and Brent Neiman. 2020. "How Many Jobs Can Be Done at Home?" *Journal of Public Economics* 189: 104235.
- Eppinger, Peter, Gabriel J. Falbermayr, Oliver Krebs, and Bohdan Kukharsky. 2021. "Decoupling Global Value Chains." CESifo Working Paper 9079, CESifo Network, Munich.
- Espitia, Alvaro, Aaditya Mattoo, Nadia Rocha, Michele Ruta, and Deborah Winkler. 2021. "Pandemic Trade: COVID-19, Remote Work, and Global Value Chains." Policy Research Working Paper WPS 9508, World Bank, Washington, DC.
- Estefania-Flores, Julia, Davide Furceri, Swarnali A. Hannan, Jonathan D. Ostry, and Andrew K. Rose. 2022. "A Measurement of Aggregate Trade Restrictions and Their Economic Effects." IMF Working Paper 22/1, International Monetary Fund, Washington DC.
- Feenstra, Robert C., Philip Luck, Maurice Obstfeld, and Katheryn N. Russ. 2018. "In Search of the Armington Elasticity." *Review of Economics and Statistics* 100 (1): 135–50.
- Frederick, Stacey. 2019. "Global Value Chain Mapping." Chapter 1 in *Handbook of Global Value Chains*, edited by Stefano Ponte, Gary Gereffi, and Gale Raj-Reichert. Northampton, MA: Elgar.
- Frederick, Stacey, and Jonkoo Lee. 2017. "Korea and the Electronics Global Value Chain." Global Value Chains Center, Duke University, Durham, NC. <https://gvcc.duke.edu/cggclisting/chapter-3-korea-and-the-electronics-global-value-chain/>.
- Gadanne, Lucie, Tushar Nandi, and Roland Rathelot. 2019. "Taxation and Supplier Networks: Evidence from India." Institute for Fiscal Studies Working Paper 19/21, Institute for Fiscal Studies, London. <https://ifs.org.uk/publications/14324>.
- Hale, Thomas, Noam Angrist, Rafael Goldszmidt, Beatriz Kira, Anna Petherick, Toby Phillips, Samuel Webster, Emily Cameron-Blake, Laura Hallas, Saptarshi Majumdar, and Helen Tatlow. 2021. "A Global Panel Database of Pandemic Policies (Oxford COVID-19 Government Response Tracker)." *Nature Human Behaviour* 5: 529–38. <https://doi.org/10.1038/s41562-021-01079-8>.
- Hale, Thomas, Noam Angrist, Beatriz Kira, Anna Petherick, Toby Phillips, and Samuel Webster. 2020. "Variation in Government Responses to COVID-19." Blavatnik School of Government Working Paper 2020/032, University of Oxford, Oxford, UK.
- Handley, Kyle, Nuno Limao, Rodney D. Ludema, and Zhi Yu. 2020. "Firm Input Choice under Trade Policy Uncertainty." NBER Working Paper 27910, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Heise, Sebastian. 2020. "How Did China's COVID-19 Shutdown Affect U.S. Supply Chains?" *Liberty Street Economics*, Federal Reserve Bank of New York, May 12. <https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2020/05/how-did-chinas-covid-19-shutdown-affect-us-supply-chains/>.
- Helper, Susana, and Evan Soltas. 2021. "Why the Pandemic Has Disrupted Supply Chains." Council of Economic Advisors, June 17. <https://www.whitehouse.gov/cea/written-materials/2021/06/17/why-the-pandemic-has-disrupted-supply-chains/>.
- Hufbauer, Gary Clyde, and Euijin Jung. 2021. "Lessons Learnt from Half a Century of US Industrial Policy." *Realtime Economics Issues Watch*, Peterson Institute of International Economics, November 29. https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/lessons-learned-half-century-us-industrial-policy#_ftn1.
- Hummels, David L., Jun Ishii, and Kei-Mu Yi. 2001. "The Nature and Growth of Vertical Specialization in World Trade." *Journal of International Economics* 54: 75–96.
- Jain, Nitish, Karan Girotra, and Serguei Netessine. 2015. "Recovering from Disruptions: The Role of Sourcing Strategy." INSEAD Working Paper 2015/85, Institut Européen d'Administration des Affaires, Paris.
- Javorcik, Beata. 2020. "Reshaping of Global Supply Chains Will Take Place, but It Will Not Happen Fast." *Journal of Chinese Economic and Business Studies* 18(4): 321–25.
- Komaromi, Andras, Diego A. Cerdeiro, and Yang Liu. 2022. "Supply Chains and Port Congestion around the World." Unpublished, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Kose, Ayhan M., Naotaka Sugawara, and Marco E. Terrones. 2020. "Global Recessions." World Bank Policy Research Working Paper 9172, World Bank, Washington, DC.
- Krugman, Paul. 1980. "Scale Economies, Product Differentiation, and the Pattern of Trade." *American Economic Review* 70(5): 950–59.
- Lafrogne-Joussier, Raphael, Julien Martin, and Isabelle Mejean. 2021. "Supply Shocks in Supply Chains: Evidence from the Early Lockdown in China." CEPR Discussion Paper 16813, Center for Economic and Policy Research, Washington, DC.
- Le Maire, Bruno. 2020. "Strengthening the EU's Resilience and Strategic Autonomy." *European Files*, October. <https://www.europeanfiles.eu/industry/strengthening-the-eus-resilience-and-strategic-autonomy>.
- Leibovici, Fernando, and Jason Dunn. 2021. "Supply Chain Bottlenecks and Inflation: The Role of Semiconductors." Economic Synopses 28, Federal Reserve Bank of Saint Louis.
- McBride, James, and Andrew Chatzky. 2019. "Is Made in China 2025 a Threat to Global Trade?" Background, Council on Foreign Relations, New York.
- McCallum, John. 1995. "National Borders Matter: Canada-US Regional Trade Patterns." *American Economic Review* 85 (3): 615–23.

- McKinsey Global Institute. 2020. "Could Climate Become the Weak Link in Your Supply Chain?" <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/could-climate-become-the-weak-link-in-your-supply-chain#:~:text=As%20climate%20change%20makes%20extreme,likelihood%20of%20supply-chain%20disruptions>.
- Miroudot, Sebastien. 2020. "Reshaping the Policy Debate on the Implications of COVID-19 for Global Supply Chains." *Journal of International Business Policy* 3: 430–42.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2021. "Global Value Chains: Efficiency and Risks in the Context of COVID-19." Tackling Coronavirus (COVID-19): Contributing to a Global Effort, Paris, February 11.
- Pei, Jiansuo, Gaaitzen de Vries, and Meng Zhang, 2021. "International Trade and Covid-19: City-Level Evidence from China's Lockdown Policy." *Journal of Regional Science*. Published ahead of print, August 22, 2021. doi:10.1111/jors.12559.
- Ponte, Stefano, Gary Gereffi, and Gale Raj-Reichert. 2019. "Introduction to the *Handbook on Global Value Chains*." In *Handbook on Global Value Chains*, edited by Stefano Ponte, Gary Gereffi, and Gale Raj-Reichert. Northampton, MA: Elgar.
- Press Information Bureau. 2017. Government of India Public Procurement (Preference to Make in India), Order 2017, Ministry of Commerce and Industry. <https://pib.gov.in/newsite/PrintRelease.aspx?relid=165658>.
- Santos Silva, J. M. C., and Silvana Tenreiro. 2006. "The Log of Gravity." *Review of Economics and Statistics* 88 (4): 641–58.
- Sturgeon, Timothy, Jack Daly, Stacey Frederick, Penny Bamber, and Gary Gereffi. 2016. *The Philippines in the Automotive Global Value Chain*. Durham, NC: Center on Globalization, Governance and Competitiveness, Duke University. <https://hdl.handle.net/10161/12484>.
- Sturgeon, Timothy, and Olga Memedovic. 2010. "Mapping Global Value Chains: Intermediate Goods Trade and Structural Change in the World Economy." Working Paper 05/2010, United Nations Industrial Development Organization, Vienna.
- van Stekelenborg, Rob. 2020. "Resilient Just-in-Time: An Oxymoron?" *Just-in-Time News*, February 10. <https://dumontis.com/2020/02/resilient-just-in-time/>.
- White House. 2021. "Building Resilient Supply Chains, Revitalizing American Manufacturing, and Fostering Broad-Based Growth." 100-Day Review under Executive Order 14017, Washington, DC.
- World Trade Organization (WTO). 2021. *World Trade Report 2021: Economic Resilience and Trade*. Geneva.

L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2022–23. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'octobre 2021 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente des informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types. La sixième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. (L'appendice statistique A est inclus dans le rapport principal des PEM ; l'appendice statistique B fait l'objet d'un document distinct, en anglais, disponible en ligne à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO.)

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 8 avril 2022. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2022–23 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 22 février au 22 mars 2022. Pour 2022 et 2023, ces hypothèses se traduisent par les

taux moyens de conversion suivants : 1,394 et 1,409 pour le taux dollar/DTS, 1,114 et 1,130 pour le taux dollar/euro¹, et 114,7 et 109,5 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 106,83 dollars en 2022 et de 92,63 dollars en 2023.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 0,9 % en 2022 et à 2,4 % en 2023 pour les États-Unis, à –0,7 % en 2022 et à 0,0 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,0 % en 2022 et à 0,1 % en 2023 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 2,6 % en 2022 et à 3,4 % en 2023 pour les États-Unis, à 0,4 % en 2022 et à 0,6 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,3 % en 2022 et à 0,4 % en 2023 pour le Japon.

Modifications récentes

- Pour l'Équateur, les projections pour le secteur budgétaire pour 2022–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens en cours au titre de la revue du programme.
- Les données prévisionnelles pour l'Éthiopie, auparavant écartées en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, figurent désormais dans la publication.
- Les données budgétaires et les projections pour les Fidji sont désormais présentées par exercice budgétaire.
- Pour la Tunisie, les projections pour 2023–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens techniques en cours en vue de possibles négociations au titre d'un programme.

¹En ce qui concerne l'euro, le Conseil de l'Union européenne a décidé le 31 décembre 1998 qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, les taux de conversion des monnaies des États membres qui ont adopté l'euro sont irrévocablement fixés comme décrit dans l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Pour plus de précisions sur l'établissement des taux de conversion de l'euro, veuillez vous reporter également à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Le tableau le plus récent des taux de conversion fixes figure dans l'annexe statistique de l'édition d'octobre 2020 des PEM.

- Pour l'Ukraine, l'ensemble des projections pour 2022–27 sont omises, à l'exception de celles qui portent sur le PIB réel, en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Le PIB réel fait l'objet de projections jusqu'à 2022.
- Le Venezuela a réformé sa monnaie le 1^{er} octobre 2021, en remplaçant 1 000 000 bolivars souverains (VES) par 1 bolivar numérique (VED).
- À partir de l'édition des PEM d'avril 2022, les hypothèses de taux d'intérêt portent sur les rendements obligataires à trois mois et à dix ans, et non plus sur les taux interbancaires offerts à Londres. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section Hypothèses.

Données et conventions

La base des données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques 2014* (MSFP 2014)) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme à ces définitions que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées.

En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux définitions des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont adopté une partie des normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années².

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés³. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois

²Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

³Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré⁴. Concernant les données agrégées d'inflation au niveau mondial et parmi les pays avancés (et leurs sous-catégories), les taux annuels sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes; pour ce qui concerne les données agrégées d'inflation des pays émergents et des pays en développement (et de leurs sous-catégories), les taux annuels reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs dans la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance

des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar américain.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2021 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays les dernières données effectives pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Notes sur les pays

Pour l'*Afghanistan*, les données et les projections pour 2021–27 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, étant donné que le FMI a suspendu ses activités auprès du pays en raison d'un manque de clarté au sein de la communauté internationale s'agissant de la reconnaissance du gouvernement afghan.

Pour l'*Argentine*, l'indice des prix à la consommation (IPC) officiel est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPC_{Nu}, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans les PEM. Les projections d'inflation se situent dans la partie supérieure de la fourchette prévue par le programme, en raison de

⁴Voir l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la Mise à jour des PEM de juillet 2014, l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

l'évolution récente des cours mondiaux des produits de base. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données sur le marché du travail à partir du quatrième trimestre de 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

Les données et les prévisions pour le *Bangladesh* sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire. Toutefois, les agrégats du groupe de pays auquel appartient le Bangladesh utilisent des estimations du PIB réel et du PIB en parités de pouvoir d'achat par année civile.

Pour le *Costa Rica*, la définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1^{er} janvier 2021, pour englober 51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données sont ajustées jusqu'en 2019 pour des raisons de comparabilité.

Pour l'*Équateur*, les projections pour le secteur budgétaire pour 2022–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens en cours au titre de la revue du programme. Les autorités révisent les données budgétaires rétrospectives avec l'appui technique du FMI.

Les taux de croissance du PIB réel de l'*Inde* sont tirés des comptes nationaux, avec comme année de référence 2004/05 pour la période 1998–2011 et 2011/12 pour les années ultérieures.

Pour le *Liban*, les données et les projections pour 2021–27 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Au moment de l'établissement de la base de données des PEM, les données officielles du PIB n'étaient disponibles que jusqu'en 2019.

Du fait de la guerre civile et de l'insuffisance des capacités, la fiabilité des données relatives à la *Libye*, en particulier pour les comptes nationaux et les projections à moyen terme, est faible.

Le périmètre des séries de finances publiques pour la *République dominicaine* est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

Les données pour la *Syrie* sont exclues à compter de 2011 en raison de la situation politique incertaine.

Pour la *Tunisie*, les projections pour 2023–27 ne figurent pas dans la publication en raison d'entretiens techniques en cours en vue de possibles négociations au titre d'un programme.

Pour le *Turkménistan*, les données sur le PIB réel correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN),

à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'ONU et de la Banque mondiale. Les estimations et les projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

Pour l'*Ukraine*, l'ensemble des projections pour 2022–27 sont omises, à l'exception de celles qui portent sur le PIB réel, en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé. Le PIB réel fait l'objet de prévisions jusqu'à 2022. Les données révisées des comptes nationaux sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent pas la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

En décembre 2020, les autorités de l'*Uruguay* ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

À compter d'octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* reçoit des transferts dans le contexte d'une nouvelle loi qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données et les projections pour 2018–21. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,1 % du PIB en 2019 et 0,6 % en 2020, et devraient représenter 0,3 % en 2021 et 0 % ultérieurement. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64⁵. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'*Uruguay* est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les

⁵Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier. Les estimations de la dette brute et nette pour la période 2008–11 sont préliminaires.

L'établissement des perspectives économiques du *Venezuela*, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est compliqué par : l'absence d'entretiens avec les autorités (la dernière consultation au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), une compréhension incomplète des données communiquées et des difficultés dans l'interprétation de certains indicateurs économiques étant donné l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme de garantie des dépôts (FOGADE) et une série d'entreprises publiques, dont *Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA)* ; les données pour 2018–21 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation et du manque de données communiquées, les indicateurs macroéconomiques projetés par les services du FMI doivent être interprétés avec prudence. Le ratio dette publique extérieure/PIB est estimé à l'aide de l'estimation du taux de change moyen annuel établie par les services du FMI. Ces projections sont entourées d'une grande incertitude. Les prix à la consommation du *Venezuela* sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

En 2019, les autorités du *Zimbabwe* ont adopté le dollar à règlement brut en temps réel, rebaptisé par la suite dollar du *Zimbabwe*, et sont en train de redéfinir les statistiques de leurs comptes nationaux. Les données actuelles sont sujettes à révision. Le dollar du *Zimbabwe* avait auparavant cessé de circuler en 2009 et, entre 2009 et 2019, le *Zimbabwe* a fonctionné sous un régime multidevises dont l'unité de compte était le dollar américain.

Classification des pays

Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement⁶. Loin d'être fixée en fonction de critères im-

⁶Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

muables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (40 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (156 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en

développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique, par *source de recettes d'exportation*, distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international — CTCI, section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2016 et 2020.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les *pays émergents et pays à revenu intermédiaire*. Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles)

et 2020 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*⁷.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref⁸. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (fixé à 2 700 dollars en 2016 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

⁷Pendant la période 2016–20, 35 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou ont conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020*.

⁸Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2021¹
(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total)

	Nombre de pays	PIB		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
Pays avancés	40	100,0	42,1	100,0	61,4	100,0	14,0
États-Unis		37,4	15,7	14,9	9,1	30,8	4,3
Zone euro	19	28,5	12,0	42,4	26,0	31,6	4,4
Allemagne		7,9	3,3	11,8	7,2	7,7	1,1
France		5,5	2,3	5,4	3,3	6,1	0,9
Italie		4,4	1,9	4,0	2,5	5,5	0,8
Espagne		3,2	1,4	2,9	1,8	4,4	0,6
Japon		9,1	3,8	5,4	3,3	11,6	1,6
Royaume-Uni		5,5	2,3	5,1	3,1	6,3	0,9
Canada		3,3	1,4	3,6	2,2	3,5	0,5
Autres pays avancés	17	16,2	6,8	28,8	17,7	16,1	2,3
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	73,2	30,8	50,1	30,8	71,6	10,0
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
Pays émergents et pays en développement	156	100,0	57,9	100,0	38,6	100,0	86,0
Par région							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	56,0	32,4	52,3	20,2	55,9	48,1
Chine		32,1	18,6	33,2	12,8	21,4	18,4
Inde		12,1	7,0	6,3	2,4	21,0	18,1
ASEAN-5	5	9,5	5,5	11,5	4,4	8,8	7,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	16	13,4	7,8	16,6	6,4	5,7	4,9
Russie		5,3	3,1	5,1	2,0	2,2	1,9
Amérique latine et Caraïbes	33	12,6	7,3	12,8	4,9	9,7	8,3
Brésil		4,1	2,4	3,0	1,1	3,2	2,8
Mexique		3,1	1,8	4,9	1,9	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	12,6	7,3	14,2	5,5	12,4	10,7
Arabie saoudite		2,1	1,2	2,7	1,0	0,5	0,5
Afrique subsaharienne	45	5,4	3,1	4,1	1,6	16,2	14,0
Nigéria		1,4	0,8	0,5	0,2	3,2	2,7
Afrique du Sud		1,0	0,6	1,2	0,5	0,9	0,8
Classification analytique²							
Source des recettes d'exportation							
Combustibles	26	10,0	5,8	13,7	5,3	9,6	8,2
Autres produits	128	89,9	52,1	86,2	33,3	90,3	77,7
Dont : produits primaires	37	5,6	3,3	5,5	2,1	9,4	8,0
Source de financement extérieur							
Pays débiteurs (net)	121	49,7	28,8	42,7	16,5	67,9	58,4
Dont pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	35	4,4	2,6	2,9	1,1	10,5	9,0
Autres groupes							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	96	91,9	53,2	93,1	35,9	76,8	66,1
Pays en développement à faible revenu	59	8,1	4,7	6,9	2,7	23,2	19,9
Pays pauvres très endettés	39	2,8	1,6	2,0	0,8	11,8	10,2

¹Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays à parités de pouvoir d'achat (PPA). Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

²La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données.

Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe

Principales zones monétaires		
États-Unis		
Zone euro		
Japon		
Zone euro		
Allemagne	France	Malte
Autriche	Grèce	Pays-Bas
Belgique	Irlande	Portugal
Chypre	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
Finlande	Luxembourg	
Principaux pays avancés		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
Autres pays avancés		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) ²	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) ¹	Porto Rico	Taiwan, prov. chinoise de
Islande	République tchèque	

¹Le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

²Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

Tableau C. Union européenne

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation¹

	Combustibles	Autres produits, dont produits primaires
Pays émergents et pays en développement d'Asie		
	Brunei Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
Amérique latine et Caraïbes		
	Équateur	Argentine
	Trinité-et-Tobago	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Guyana
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
Moyen-Orient et Asie centrale		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Ouzbékistan
	Bahreïn	Somalie
	Émirats arabes unis	Soudan
	Iran	Tadjikistan
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
Afrique subsaharienne		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Botswana
	Guinée équatoriale	Burkina Faso
	Nigéria	Burundi
	Soudan du Sud	Congo, Rép. dém. du
	Tchad	Côte d'Ivoire
		Érythrée
		Ghana
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

¹Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Pays émergents et pays en développement d'Asie							
Bangladesh	*		*	Monténégro	*		●
Bhoutan	*		*	Pologne	*		●
Brunei Darussalam	●		●	Roumanie	*		●
Cambodge	*		*	Russie	●		●
Chine	●		●	Serbie	*		●
Fidji	*		●	Turquie	*		●
Îles Marshall	*		●	Ukraine	*		●
Îles Salomon	*		*	Amérique latine et Caraïbes			
Inde	*		●	Antigua-et-Barbuda	*		●
Indonésie	*		●	Argentine	●		●
Kiribati	●		*	Aruba	*		●
Malaisie	*		●	Bahamas	*		●
Maldives	*		●	Barbade	*		●
Micronésie	●		●	Belize	*		●
Mongolie	*		●	Bolivie	*	●	●
Myanmar	*		*	Brésil	*		●
Nauru	*		●	Chili	*		●
Népal	●		*	Colombie	*		●
Palaos	*		●	Costa Rica	*		●
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Dominique	●		●
Philippines	*		●	El Salvador	*		●
République dém. pop. lao	*		*	Équateur	*		●
Samoa	*		●	Grenade	*		●
Sri Lanka	*		●	Guatemala	*		●
Thaïlande	●		●	Guyana	*	●	●
Timor-Leste	●		*	Haïti	*	●	*
Tonga	*		●	Honduras	*	●	*
Tuvalu	●		●	Jamaïque	*		●
Vanuatu	●		●	Mexique	*		●
Viet Nam	*		*	Nicaragua	*	●	*
Pays émergents et pays en développement d'Europe				Panama	*		●
Albanie	*		●	Paraguay	*		●
Bélarus	*		●	Pérou	*		●
Bosnie-Herzégovine	*		●	République dominicaine	*		●
Bulgarie	*		●	Saint-Kitts-et-Nevis	*		●
Croatie	*		●	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		●
Hongrie	*		●	Sainte-Lucie	*		●
Kosovo	*		●	Suriname	*		●
Macédoine du Nord	*		●	Trinité-et-Tobago	●		●
Moldova	*		*	Uruguay	*		●
				Venezuela	●		●

Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)

	Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³		Position extérieure nette ¹	Pays pauvres très endettés ²	Revenu par habitant ³
Moyen-Orient et Asie centrale				Cabo Verde	*		●
Afghanistan	●	●	*	Cameroun	*	●	*
Algérie	●		●	Comores	*	●	*
Arabie saoudite	●		●	Congo, Rép. dém. du	*	●	*
Arménie	*		●	Congo, Rép. du	*	●	*
Azerbaïdjan	●		●	Côte d'Ivoire	*	●	*
Bahreïn	●		●	Érythrée	●	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		●	Eswatini	●		●
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	●	*
Égypte	*		●	Gabon	●		●
Émirats arabes unis	●		●	Gambie	*	●	*
Géorgie	*		●	Ghana	*	●	*
Iran	●		●	Guinée	*	●	*
Iraq	●		●	Guinée-Bissau	*	●	*
Jordanie	*		●	Guinée équatoriale	●		●
Kazakhstan	*		●	Kenya	*		*
Koweït	●		●	Lesotho	*		*
Liban	*		●	Libéria	*	●	*
Libye	●		●	Madagascar	*	●	*
Maroc	*		●	Malawi	*	●	*
Mauritanie	*	●	*	Mali	*	●	*
Oman	*		●	Maurice	●		●
Ouzbékistan	●		*	Mozambique	*	●	*
Pakistan	*		●	Namibie	*		●
Qatar	●		●	Niger	*	●	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	*	*	Ouganda	*	●	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	●	*
Syrie ⁴	Rwanda	*	●	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	●	*
Tunisie	*		●	Sénégal	*	●	*
Turkménistan	●		●	Seychelles	*		●
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	●	*
Afrique subsaharienne				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	●		●	Tanzanie	*	●	*
Angola	*		●	Tchad	*	●	*
Bénin	*	●	*	Togo	*	●	*
Botswana	●		●	Zambie	*	●	*
Burkina Faso	*	●	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	●	*				

¹La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.

²La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.

³La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).

⁴La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente¹

	Comptes nationaux	Finances publiques
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Fidji		Août/juil.
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Oct./sept.	Oct./sept.
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

¹Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2020	1996	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2020
Algérie	Dinar algérien	BSN	2020	2001	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2020
Andorre	Euro	BSN	2021	2010	...		BSN	2021
Allemagne	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2021
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2020	2002	SECN 1995		BSN	2020
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2019	2006 ⁶	SCN 1993		BSN	2021
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021
Argentine	Peso argentin	BSN	2020	2004	SCN 2008		BSN	2021
Arménie	Dram arménien	BSN	2021	2005	SCN 2008		BSN	2021
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2020	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2020
Australie	Dollar australien	BSN	2021	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Autriche	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2021	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2021
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2020	2012	SCN 1993		BSN	2020
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2019/20	2005/06	SCN 2008		BSN	2020/21
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2019	2010	SCN 1993		BSN	2020
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2020	2018	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2021
Belgique	Euro	BC	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2021
Belize	Dollar du Belize	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2021
Bénin	Franc CFA	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2020/21	1999/2000 ⁶	SCN 2008		BC	2020/21
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2020	1990	SCN 2008		BSN	2020
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2020
Brésil	Real brésilien	BSN	2020	1995	SCN 2008		BSN	2021
Brunei Darussalam	Dollar de Brunei	MdF	2020	2010	SCN 2008		MdF	2020
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2021
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2019	2005	SCN 1993		BSN	2020
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2020	2007	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2020
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2020	2000	SCN 1993		BSN	2020
Cameroun	Franc CFA	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2020
Canada	Dollar canadien	BSN	2021	2012	SCN 2008	Depuis 1980	MdF et BSN	2021
Chili	Peso chilien	BC	2021	2018 ⁶	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2021
Chine	Yuan chinois	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Chypre	Euro	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2021
Colombie	Peso colombien	BSN	2021	2015	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2021
Comores	Franc comorien	MdF	2019	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2021
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993		BC	2020
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2019	2005	SCN 1993		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF	2020	2001	AC	C	BSN, MdF et BC	2020	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2021	2001	AC, AEF, CSS, autre	C	BC	2021	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2020	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2020	MBP 6
Algérie	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Allemagne	BSN	2021	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Andorre	BSN et MdF	2020	...	AC, AL, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Angola	MdF	2020	2001	AC, AL	...	BC	2020	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2021	2014	AC	C	BC	2020	MBP 6
Argentine	MEP	2021	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Arménie	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Aruba	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Australie	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2021	MBP 6
Autriche	BSN	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bahamas	MdF	2020/21	2014	AC	C	BC	2020	MBP 6
Bahreïn	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2021	MBP 6
Bangladesh	MdF	2018/19	...	AC	C	BC	2019/20	MBP 6
Barbade	MdF	2019/20	1986	ACB	C	BC	2019	MBP 5
Bélarus	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Belgique	BC	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Belize	MdF	2020	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2020	MBP 6
Bénin	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Bhoutan	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 6
Bolivie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 6
Botswana	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Brésil	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Brunei Darussalam	MdF	2020	1986	AC, ACB	C	BSN et MEP	2019	MBP 6
Bulgarie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2020	2001	AC	CE	BC	2020	MBP 6
Burundi	MdF	2020	2001	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2020	2001	AC	E	BSN	2020	MBP 6
Cambodge	MdF	2018	2001	AC, AL	Mixte	BC	2020	MBP 5
Cameroun	MdF	2020	2001	AC, SPNF, SPFNM	Mixte	MdF	2020	MBP 5
Canada	MdF et BSN	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	E	BSN	2021	MBP 6
Chili	MdF	2021	2001	AC, AL	E	BC	2021	MBP 6
Chine	MdF	2020	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2021	MBP 6
Chypre	BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BSN	2020	MBP 6
Colombie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2021	MBP 6
Comores	MdF	2020	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2019	MBP 5
Congo, Rép. dém. du	MdF	2020	2001	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Congo, Rép. du	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2018	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Corée	Won coréen	BC	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Costa Rica	Colon costa-ricien	BC	2021	2017	SCN 2008		BC	2021
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2021
Croatie	Kuna croate	BSN	2020	2015	SECN 2010		BSN	2020
Danemark	Couronne danoise	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2018	2013	SCN 2008		BSN	2021
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2018	2006	SCN 1993		BSN	2019
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2020/21	2016/17	SCN 2008		BSN	2020/21
El Salvador	Dollar EU	BC	2020	2014	SCN 2008		BSN	2021
Émirats arabes unis	Dirham des É.A.U.	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Équateur	Dollar EU	BC	2021	2007	SCN 2008		BSN et BC	2021
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2018	2011	SCN 1993		BSN	2018
Espagne	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Estonie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2021
Eswatini	Lilangeni	BSN	2020	2011	SCN 2008		BSN	2021
États-Unis	Dollar EU	BSN	2021	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2020/21	2020/21	SCN 2008		BSN	2021
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2020	2014	SCN 1993		BSN	2020
Finlande	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
France	Euro	BSN	2021	2014	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Gabon	Franc CFA	MdF	2020	2001	SCN 1993		BSN	2020
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2020	2013	SCN 2008		BSN	2020
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2021
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2019	2013	SCN 2008		BSN	2019
Grèce	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2006	SCN 2008		BSN	2020
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2021	2013	SCN 1993	Depuis 2001	BSN	2021
Guinée	Franc guinéen	BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN	2021
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2017	2015	SCN 2008		BSN	2020
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2020	2006	SCN 1993		MEP	2021
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2021	2012 ⁶	SCN 1993		BSN	2021
Haïti	Gourde haïtienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2020/21
Honduras	Lempira hondurien	BC	2021	2000	SCN 1993		BC	2021
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2021	2019	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2021
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	OEI	2021
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2019/20	2003/04	SCN 2008		BSN	2019/20
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BC	2017	2012	SCN 1993		BSN	2020
Inde	Roupie indienne	BSN	2020/21	2011/12	SCN 2008		BSN	2019/20
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2021	2010	SCN 2008		BSN	2021

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Corée	MdF	2019	2001	AC, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2020	1986	AC	E	BC	2020	MBP 6
Croatie	MdF	2020	2014	AC, AL	E	BC	2020	MBP 6
Danemark	BSN	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Djibouti	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 5
Dominique	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Égypte	MdF	2020/21	2001	AC, AL, CSS, SPM	C	BC	2020/21	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2020	1986	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2020	2001	AC, ACB, AEF, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 5
Équateur	BC et MdF	2020	1986	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	Mixte	BC	2020	MBP 6
Érythrée	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2018	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2020	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Estonie	MdF	2021	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Eswatini	MdF	2019/20	2001	AC	E	BC	2020	MBP 6
États-Unis	MEP	2020	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Éthiopie	MdF	2020/21	1986	AC, AEF, AL, SPNF	C	BC	2020/21	MBP 5
Fidji	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Finlande	MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
France	BSN	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 5
Gambie	MdF	2020	1986	AC	C	BC et services du FMI	2019	MBP 6
Géorgie	MdF	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Ghana	MdF	2018	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
Grèce	BSN	2021	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Grenade	MdF	2020	2014	AC	CE	BC	2020	MBP 6
Guatemala	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Guinée	MdF	2021	1986	AC	C	BC et MEP	2020	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2020	1986	AC	C	BC	2017	MBP 5
Guyana	MdF	2021	1986	AC, CSS, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Haïti	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Honduras	MdF	2021	2014	AC, AL, CSS, autre	Mixte	BC	2021	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2020/21	2001	AC	C	BSN	2021	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2020	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2019/20	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2019/20	MBP 6
Îles Salomon	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2019/20	1986	AC, AEF	C	BC	2019/20	MBP 6
Indonésie	MdF	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2020/21	2016/17	SCN 2008		BSN et BC	2021/22
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2020	2007	SCN 1968/93		BSN	2021
Irlande	Euro	BSN	2021	2017	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Islande	Couronne islandaise	BSN	2020	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2020
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2021	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2021
Italie	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2020
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2020	2007	SCN 1993		BSN	2020
Japon	Yen japonais	DAP	2020	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2020
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2020	2016	SCN 1993		BSN	2020
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2021
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2020	2016	SCN 2008		BSN	2021
Kiribati	Dollar australien	BSN	2020	2006	SCN 2008		Services du FMI	2020
Kosovo	Euro	BSN	2020	2016	SECN 2010		BSN	2021
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2019	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2021
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2019/20	2012/13	SCN 2008		BSN	2021
Lettonie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Liban	Livre libanaise	BSN	2019	2010	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2021
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2016	2018	SCN 1993		BC	2021
Libye	Dinar libyen	BC	2020	2007	SCN 1993		BSN	2021
Lituanie	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2021
Luxembourg	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2020
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2021	2019	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2021
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2021	2005	SECN 2010		BSN	2021
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2018	2007	SCN 1993		BSN	2021
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2020	2014	SCN 1993		BC	2021
Mali	Franc CFA	BSN	2019	1999	SCN 1993		BSN	2020
Malte	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Maroc	Dirham marocain	BSN	2020	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2020	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2020
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2020	2014	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2020
Mexique	Peso mexicain	BSN	2021	2013	SCN 2008		BSN	2021
Micronésie	Dollar EU	BSN	2017/18	2003/04	SCN 1993		BSN	2019/20
Moldova	Leu moldave	BSN	2021	1995	SCN 1993		BSN	2021
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Monténégro	Euro	BSN	2020	2006	SECN 2010		BSN	2020
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2020	2014	SCN 1993		BSN	2021
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP	2019/20	2015/16	...		BSN	2020/21
Namibie	Dollar namibien	BSN	2020	2015	SCN 1993		BSN	2021
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2018	2006/07	SCN 1993		BSN	2019
Népal	Roupie népalaise	BSN	2019/20	2000/01	SCN 1993		BC	2020/21
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2020	2006	SCN 1993	Depuis 1994	BC	2020
Niger	Franc CFA	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2018/19	2001	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Iraq	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Islande	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2020	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2021	MBP 6
Italie	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Jamaïque	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Japon	DAP	2020	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2020	MBP 6
Jordanie	MdF	2020	2001	AC, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Kazakhstan	BSN	2021	2001	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Kenya	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Kiribati	MdF	2020	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2020	MBP 6
Kosovo	MdF	2021	...	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Koweït	MdF	2020	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2020	MBP 6
Lesotho	MdF	2020/21	2001	AC, AL	C	BC	2020/21	MBP 6
Lettonie	MdF	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Liban	MdF	2020	2001	AC	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5
Libéria	MdF	2020	2001	AC	E	BC	2020	MBP 5
Libye	BC	2021	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2021	MBP 6
Lituanie	MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Luxembourg	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2020	2014	AC, CSS	C	BSN	2020	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2021	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Madagascar	MdF	2020	1986	AC	BC	BC	2020	MBP 6
Malaisie	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2021	MBP 6
Malawi	MdF	2021	2014	AC	C	BSN et DAP	2020	MBP 6
Maldives	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mali	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Malte	BSN	2020	2001	AC, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Maroc	MEP	2020	2001	AC	E	DAP	2020	MBP 6
Maurice	MdF	2020/21	2001	AC, AL, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Mauritanie	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Mexique	MdF	2021	2014	AC, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2021	MBP 6
Micronésie	MdF	2017/18	2001	AC, AEF	...	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BC	2020	MBP 6
Mongolie	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Monténégro	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Mozambique	MdF	2020	2001	AC, AEF	Mixte	BC	2020	MBP 6
Myanmar	MdF	2019/20	2014	AC, SPNF	C	Services du FMI	2019/20	MBP 6
Namibie	MdF	2020/21	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Nauru	MdF	2020/21	2001	AC	Mixte	Services du FMI	2019/20	MBP 6
Népal	MdF	2019/20	2001	AC	C	BC	2020/21	MBP 5
Nicaragua	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	Services du FMI	2020	MBP 6
Niger	MdF	2020	1986	AC	E	BC	2020	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2021	2019	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2021	2009 ⁶	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2021
Oman	Rial omani	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2021
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2020	2016	SCN 2008		BC	2021
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2021	2020	SCN 1993		BSN et services du FMI	2021
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2020/21	2015/16 ⁶	SCN 2008		BSN	2020/21
Palaos	Dollar EU	MdF	2019/20	2018/1	SCN 1993		MdF	2019/20
Panama	Dollar EU	BSN	2020	2007	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2020
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouano-néo-guinéen	BSN et MdF	2020	2013	SCN 2008		BSN	2020
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2020	2014	SCN 2008		BC	2021
Pays-Bas	Euro	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Pérou	Sol péruvien	BC	2021	2007	SCN 2008		BC	2021
Philippines	Peso philippin	BSN	2021	2018	SCN 2008		BSN	2021
Pologne	Zloty polonais	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2021
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2019/20	1954	...		BSN	2020
Portugal	Euro	BSN	2021	2016	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2020	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2020
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2017	2005	SCN 1993		BSN	2020
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2020	2012	SCN 1993		BSN	2020
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2021	2007	SCN 2008	Depuis 2007	BC	2020
République kirghize	Som kirghize	BSN	2021	2005	SCN 1993	Depuis 2010	BSN	2021
République slovaque	Euro	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2021
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2021
Roumanie	Leu roumain	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2020
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2020	2019	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Russie	Rouble russe	BSN	2021	2016	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2021
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2019	2017	SCN 2008		BSN	2019
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2006	SCN 1993		BSN	2020
Saint-Marin	Euro	BSN	2020	2007	...		BSN	2021
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2018	SCN 1993		BSN	2021
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2020	2018	SCN 2008		BSN	2021
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2020/21	2012/13	SCN 2008		BSN	2020/21
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2020	2008	SCN 1993		BSN	2020
Sénégal	Franc CFA	BSN	2019	2014	SCN 2008		BSN	2020

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nigéria	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2021	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2020	2014	AC, AL	E	BSN	2021	MBP 6
Oman	MdF	2021	2001	AC	C	BC	2020	MBP 5
Ouganda	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2021	MBP 6
Pakistan	MdF	2020/21	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2020/21	MBP 6
Palaos	MdF	2019/20	2001	AC	...	MdF	2019/20	MBP 6
Panama	MdF	2021	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPNF	C	BSN	2020	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 5
Paraguay	MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM	C	BC	2020	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2021	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 5
Philippines	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2020	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Porto Rico	MEP	2019/20	2001	...	E	...	...	...
Portugal	BSN	2021	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Qatar	MdF	2020	1986	AC, autre	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5
République centrafricaine	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2017	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
République dominicaine	MdF	2020	2014	AC, AEF, AL, CSS, SPFNM	E	BC	2020	MBP 6
République kirghize	MdF	2021	...	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
République slovaque	BSN	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
République tchèque	MdF	2020	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2020	MBP 6
Roumanie	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2021	2001	AC, AL	E	BSN	2020	MBP 6
Russie	MdF	2021	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2021	MBP 6
Rwanda	MdF	2019	2014	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2021	1986	AC, AEF	C	BC	2020	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2020	...	AC	...	Autre	2019	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2019/20	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Samoa	MdF	2020/21	2001	AC	E	BC	2020/21	MBP 6
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Sénégal	MdF	2020	2001	AC	C	BC et services du FMI	2020	MBP 5

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux					Prix (IPC)	
		Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence ²	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées ³	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles
Serbie	Dinar serbe	BSN	2020	2015	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2020
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2020	2006	SCN 1993		BSN	2020
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2020	2006	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2021
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2021	2015	SCN 1993	Depuis 2015	BSN	2021
Slovénie	Euro	BSN	2021	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2021
Somalie	Dollar EU	BSN	2020	2017	SCN 2008		BSN	2021
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	SCN 1968		BSN	2019
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2018	2010	SCN 1993		BSN	2019
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2021
Suède	Couronne suédoise	BSN	2021	2020	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2021
Suisse	Franc suisse	BSN	2021	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2021
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2020	2015	SCN 2008		BSN	2021
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2020	1995	SCN 1993		BSN	2021
Taiwan, prov. chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2021	2016	SCN 2008		BSN	2021
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2021	2015	SCN 2008		BSN	2021
Tchad	Franc CFA	BC	2017	2005	SCN 1993		BSN	2021
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2020	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2021
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2019	2015	SCN 2008		BSN	2020
Togo	Franc CFA	BSN	2020	2016	SCN 1993		BSN	2021
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2019/20	2016/17	SCN 1993		BC	2018/19
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2020	2012	SCN 1993		BSN	2020
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2020	2015	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2021
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2020	2006	...	Depuis 2007	BSN	2020
Turquie	Livre turque	BSN	2021	2009	SECN 1995	Depuis 2009	BSN	2021
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2019	2005	2016		BSN	2020
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2020	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2021
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2020	2016	SCN 2008		BSN	2021
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2019	2006	SCN 1993		BSN	2020
Venezuela	Bolívar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2020
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2020	2010	SCN 1993		BSN	2020
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2020	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2020
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2020	2010	SCN 2008		BSN	2020
Zimbabwe	Dollar du Zimbabwe	BSN	2019	2012	...		BSN	2019

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs ⁴	Pratique comptable ⁵	Source de données historiques ¹	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Serbie	MdF	2020	1986/2001	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2020	MBP 6
Seychelles	MdF	2020	1986	AC, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Sierra Leone	MdF	2020	1986	AC	C	BC	2020	MBP 5
Singapour	MdF et BSN	2021/22	2014	AC	C	BSN	2021	MBP 6
Slovénie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Somalie	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 5
Soudan	MdF	2019	2001	AC	Mixte	BC	2019	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2019	...	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2018	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Suède	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2021	MBP 6
Suisse	MdF	2019	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2021	MBP 6
Suriname	MdF	2021	1986	AC	Mixte	BC	2020	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2020	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Taiwan, prov. chinoise de	MdF	2020	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2021	MBP 6
Tanzanie	MdF	2021	1986	AC, AL	C	BC	2021	MBP 6
Tchad	MdF	2020	1986	AC, SPNF	C	BC	2013	MBP 5
Thaïlande	MdF	2019/20	2001	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2020	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2019	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Togo	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Tonga	MdF	2019/20	2014	AC	C	BC et BSN	2019/20	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2020/21	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Tunisie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2021	MBP 5
Turkménistan	MdF	2020	1986	AC, AL	C	BSN	2020	MBP 6
Turquie	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2021	MBP 6
Tuvalu	MdF	2019	...	AC	Mixte	Services du FMI	2019	MBP 6
Ukraine	MdF	2021	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2020	MBP 6
Uruguay	MdF	2021	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2020	MBP 6
Vanuatu	MdF	2020	2001	AC	C	BC	2020	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2020	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2020	MBP 5
Yémen	MdF	2020	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2020	MBP 5
Zambie	MdF	2021	1986	AC	C	BC	2020	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2019	1986	AC	C	BC et MdF	2020	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = *Système des comptes nationaux* ; SECN = *Système européen des comptes nationaux*.

¹BC = banque centrale ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

²L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

³L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

⁴AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

⁵Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

⁶L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays

Hypothèses de politique budgétaire

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays avancés figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B4 à B6 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels)¹.

Afrique du Sud : Les hypothèses budgétaires reposent sur la révision du budget 2022. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change

¹L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir les PEM d'octobre 1993, annexe I). Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette.

(dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel).

Allemagne : Les projections des services du FMI pour 2022 et au-delà reposent sur le budget prévisionnel 2022, le plan budgétaire du gouvernement fédéral à moyen terme et les mises à jour des données de l'agence nationale des statistiques (Destatis) et du ministère des Finances, après prise en compte des différences dans le cadre macroéconomique des services du FMI et les hypothèses concernant les élasticités des recettes. L'estimation de la dette brute inclut la liquidation de portefeuilles d'actifs compromis et d'activités non essentielles qui avaient été transférées à des institutions en cours de liquidation, ainsi que d'autres opérations d'aide au secteur financier et à l'Union européenne.

Arabie saoudite : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires de référence principalement en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget 2022. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent la politique actuelle des autorités en matière d'exportation de pétrole dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP).

Argentine : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles relatives aux résultats et aux plans budgétaires de l'administration fédérale, sur les mesures budgétaires annoncées par les autorités et sur les projections macroéconomiques des services du FMI.

Australie : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, le budget publié en mars 2022 par les autorités du Commonwealth pour l'exercice 2022/23, le budget pour l'exercice 2021/22 publié par les autorités de chaque État ou territoire, le budget pour l'exercice 2021/22 publié par les autorités de certains États, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

Autriche : Les projections budgétaires reposent sur le budget 2022, le programme de stabilité autrichien,

Encadré A1 (suite)

le programme national de réformes 2021, les fonds au titre du nouvel instrument de relance de l'Union européenne, et les dernières mesures budgétaires annoncées par les autorités.

Belgique : Les projections reposent sur le programme de stabilité 2021–24, le projet de budget pour 2022 et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Brésil : Les projections budgétaires pour 2021 tiennent compte des mesures annoncées par les autorités.

Canada : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence figurant dans la Mise à jour économique et budgétaire de 2021 et les derniers budgets provinciaux disponibles. Les services du FMI ajustent ces prévisions pour tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les projections du FMI incluent également les données les plus récentes des comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les chiffres trimestriels des budgets fédéral, provinciaux et territoriaux.

Chili : Les projections reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections des services du FMI pour le PIB, les prix du cuivre, la dépréciation de la monnaie et l'inflation.

Chine : Après une nette contraction en 2021, le rythme du resserrement budgétaire devrait se réduire en 2022, conformément aux conclusions de la consultation au titre de l'article IV et aux déclarations publiques des autorités.

Danemark : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments

ponctuels liés à COVID-19 sont toutefois pris en considération).

Espagne : Les projections budgétaires pour 2021 ont été établies en tenant compte des mesures de soutien liées à la COVID-19, de l'augmentation des pensions prévue par la loi et des mesures relatives aux recettes adoptées par le législateur. Les projections fiscales à partir de 2022 ne supposent aucun changement de la politique économique. Les décaissements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne sont pris en compte dans les projections pour 2021–24.

États-Unis : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de juillet 2021 du Congressional Budget Office, corrigé de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets du plan pour l'emploi américain (*American Jobs Plan*), du plan pour les familles américaines (*American Families Plan*), du plan bipartisan pour les infrastructures (*Bipartisan Infrastructure Plan*), du plan de sauvetage américain (*American Rescue Plan*) adopté par le législateur, de la loi relative aux crédits supplémentaires visant à se préparer et à faire face au coronavirus (*Coronavirus Preparedness and Response Supplemental Appropriations Act*), de la loi relative à la protection des familles face au coronavirus (*Families First Coronavirus Response Act*), des mesures d'aide face au coronavirus (*Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act*), du programme de protection des salaires (*Paycheck Protection Program*) et de la loi d'amélioration des services de santé (*Health Care Enhancement Act*). Enfin, les projections budgétaires sont ajustées de manière à tenir compte des prévisions des services du FMI pour les principales variables macroéconomiques et financières et d'un traitement comptable différent de l'aide au secteur financier et des plans de retraite à prestations définies, et sont converties en base administrations publiques.

France : Les projections pour 2022 et au-delà reposent sur les mesures figurant dans les lois de finances de la période 2018–22, corrigées pour tenir compte des différences dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

Encadré A1 (suite)

Grèce : Les données depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

Hong Kong (RAS) : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

Hongrie : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget 2020.

Inde : Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données infranationales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour l'exercice 2020/21.

Indonésie : Les projections des services du FMI reposent sur des réformes modérées de la politique fiscale et de l'administration, sur certaines dépenses effectives et sur une augmentation progressive des dépenses d'équipement à moyen terme, en fonction de l'espace budgétaire disponible.

Irlande : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances 2022.

Israël : Les projections s'écartent des objectifs budgétaires à moyen terme des autorités, en faisant l'hypothèse de baisses de dépenses plus limitées.

Italie : Les projections et les estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le budget et les lois de finances rectificatives de 2021. L'encours des bons postaux arrivant à échéance est pris en considération dans l'établissement des projections concernant la dette.

Japon : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

Mexique : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2022 reposent sur les estimations figurant dans la proposition de budget pour 2022 ; dans les projections pour 2023 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans la loi de responsabilité budgétaire sont constamment observées.

Nouvelle-Zélande : Les projections budgétaires reposent sur la mise à jour économique et budgétaire en milieu d'année 2021 et sur les estimations des services du FMI.

Pays-Bas : Les projections budgétaires pour 2021–27 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le projet de loi de finances des autorités et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique.

Porto Rico : Les projections budgétaires reposent sur les plans de finances publiques et de croissance économique, qui ont été établis en janvier 2022, et sont validés par le Conseil de surveillance financière et de gestion. Le plan budgétaire 2022 prévoit une série de réformes structurelles, telles que l'octroi de crédits d'impôt sur les revenus du travail, le programme d'assistance face aux catastrophes naturelles, l'abaissement des barrières à l'entrée pour les entreprises étrangères et l'investissement dans l'éducation, le secteur de l'électricité et les infrastructures. Le nouveau plan budgétaire met également l'accent sur le recours à des investissements stratégiques pour des interventions d'urgence et la prestation de services de première ligne, car l'île est très vulnérable aux catastrophes naturelles et lutte contre une pandémie en

Encadré A1 (suite)

cours. Ce plan représente un niveau sans précédent de soutien budgétaire : plus de 100 % du produit national brut de Porto Rico. Il est également axé sur la mise en œuvre de mesures budgétaires (centralisation de l'autorité budgétaire, amélioration de l'efficacité des organismes publics, réforme du programme Medicaid, réforme des retraites, réduction des crédits alloués, amélioration du respect des obligations fiscales et optimisation du recouvrement des taxes et redevances) qui permettront de réduire le déficit public à long terme. Les projections budgétaires des services du FMI reposent sur les informations présentées ci-dessus ainsi que sur l'hypothèse d'une détérioration de la situation budgétaire à terme. Les précédentes éditions des PEM (avant l'automne 2021) reposaient sur l'hypothèse d'un assainissement des finances publiques. Bien que les hypothèses du FMI soient similaires à celles du scénario du plan comprenant l'ensemble complet des mesures, les projections des services du FMI pour les recettes, les dépenses et le solde sont différentes. Cela s'explique par deux différences principales sur le plan méthodologique : premièrement, les projections du FMI sont effectuées sur la base des droits constatés, et celles du plan, sur la base des encaissements-décaissements. Deuxièmement, les hypothèses macroéconomiques des services du FMI sont très différentes de celles du plan.

Portugal : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées.

République de Corée : Les prévisions tiennent compte du solde budgétaire global prévu dans le budget et la loi de finances rectificative de 2022, du plan budgétaire à moyen terme annoncé conjointement au budget 2022, ainsi que des ajustements des services du FMI.

Royaume-Uni : Les projections budgétaires reposent sur les dernières données relatives au PIB publiées par l'Office nationale des statistiques le 11 février 2022 et sur les prévisions du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility) communiquées le 27 octobre 2021. Les projections des recettes sont corrigées de manière à tenir compte des différences

entre les prévisions du FMI pour des variables macroéconomiques (telles que la croissance du PIB et l'inflation) et les prévisions pour ces variables adoptées dans les projections des autorités. Les projections sont établies en supposant qu'un certain rééquilibrage budgétaire supplémentaire par rapport aux politiques annoncées à ce jour se produise à partir de l'exercice 2023/24 en vue de respecter les nouvelles règles budgétaires annoncées le 27 octobre 2021 au moment de l'examen des dépenses et afin de garantir la viabilité de la dette publique. Les données des services du FMI excluent les banques du secteur public et l'effet du transfert des actifs du Royal Mail Pension Plan au secteur public en avril 2012. La consommation et l'investissement réels du secteur public font partie de la trajectoire du PIB réel, qui, selon les services du FMI, pourrait ou non être la même que celle prévue par le Bureau de la responsabilité budgétaire. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

Russie : Les autorités ont suspendu l'application de la règle budgétaire en réaction aux sanctions prises à l'encontre du pays au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Les projections font l'hypothèse d'une augmentation des dépenses discrétionnaires égale au montant qui aurait été économisé si la règle budgétaire avait continué de s'appliquer, et d'une baisse des recettes due à la grave récession prévue.

Singapour : Les chiffres de l'exercice 2020 reposent sur l'exécution du budget. Les projections pour l'exercice 2021 s'appuient sur des chiffres révisés qui reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2021. Les projections pour l'exercice 2022 sont fondées sur la loi de finances initiale pour l'exercice 2022 du 18 février 2022. Les services du FMI supposent un retrait progressif des mesures liées à la pandémie encore en vigueur et la mise en œuvre de diverses mesures de recettes annoncées dans la loi de finances pour l'exercice 2022 pendant le reste de la période de projection. Ces mesures de recettes sont les suivantes : 1) l'augmentation de la taxe sur les biens et services de 7 % à 8 % le 1^{er} janvier 2023, et à 9 % le 1^{er} janvier 2024 ; 2) l'augmentation de la taxe immobilière en 2023 pour les propriétés non occupées par leurs propriétaires (de 10–20 % à 12–36 %) et pour les propriétés occupées par leurs propriétaires et

Encadré A1 (suite)

d'une valeur annuelle supérieure à 30 000 dollars (de 4–16 % à 6–32 %) ; 3) l'augmentation de la taxe carbone de 5 dollars singapouriens par tonne de CO₂ émise à 25 dollars singapouriens en 2024 et 2025 et à 45 dollars singapouriens en 2026 et 2027.

Suède : Les estimations budgétaires pour 2021 sont basées sur des informations préliminaires concernant le projet de loi de finances de l'automne 2020. L'effet de l'évolution conjoncturelle sur les comptes budgétaires est calculé à l'aide de l'élasticité 2014 de l'OCDE² de manière à tenir compte des écarts de production et d'emploi.

Suisse : Les mesures de relance discrétionnaires annoncées par les autorités, dont il est tenu compte pour l'établissement des projections budgétaires pour 2021 et 2022, sont autorisées dans le cadre de la règle du frein à l'endettement en cas de « circonstances exceptionnelles ».

Turquie : La base des projections dans les PEM et le Moniteur des finances publiques est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

Hypothèses de politique monétaire

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 0,9 % en 2022 et à 2,4 % en 2023 pour les États-Unis, à –0,7 % en 2022 et à 0,0 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,0 % en

2022 et à 0,1 % en 2023 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 2,6 % en 2022 et à 3,4 % en 2023 pour les États-Unis, à 0,4 % en 2022 et à 0,6 % en 2023 pour la zone euro, et à 0,3 % en 2022 et à 0,4 % en 2023 pour le Japon.

Afrique du Sud : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 %.

Arabie saoudite : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

Argentine : Les projections monétaires sont conformes au cadre macroéconomique d'ensemble, aux plans budgétaires et de financement, et aux politiques monétaires et de change dans le cadre du régime de parité mobile.

Australie : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

Autriche : Les projections de croissance de la masse monétaire sont proportionnelles à la croissance du PIB nominal.

Brésil : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une inflation qui converge vers le milieu de la fourchette cible d'ici la fin de l'année 2023.

Canada : Les hypothèses de politique monétaire tiennent compte de la décision la plus récente de la Banque du Canada et de ses projections révisées. En particulier, la Banque du Canada a entamé une hausse des taux d'intérêt et confirmé une trajectoire de hausse à l'avenir. L'évolution de la politique monétaire dans la projection actuelle tient compte des nouvelles données et de la guerre en Ukraine. Si l'on suppose que l'inflation globale va nettement augmenter, la réaction des autorités reste mesurée en raison de la nature prospective de la politique monétaire, qui réagit surtout à l'inflation hors énergie et alimentation à son horizon de prévision.

Chili : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Chine : L'orientation générale de la politique monétaire était légèrement restrictive en 2021, mais devrait devenir légèrement accommodante en 2022.

²Voir Robert Price, Thai-Thanh Dang et Yvan Guillemette, « New Tax and Expenditure Elasticity Estimates for EU Budget Surveillance », document de travail n° 1174 du département des affaires économiques de l'OCDE (Paris, Publications de l'OCDE, 2014).

Encadré A1 (fin)

Danemark : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

Espagne : Les projections de croissance de la masse monétaire sont proportionnelles à la croissance du PIB nominal.

États-Unis : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

Grèce : Les projections concernant la monnaie au sens large sont basées sur les bilans des établissements financiers monétaires et les hypothèses de flux de dépôts.

Hong Kong (RAS) : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

Inde : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve d'Inde à moyen terme.

Indonésie : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

Israël : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

Italie : Les estimations et projections des services du FMI reposent sur les données effectives et les plans d'action de la Banque d'Italie et sur les prévisions de l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne établies par l'équipe du FMI chargée de la zone euro.

Japon : Les hypothèses de politique monétaire correspondent aux attentes des marchés.

Mexique : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

Nouvelle-Zélande : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

Pays-Bas : Les projections monétaires reposent sur les projections du taux interbancaire offert à Londres à six mois en euros estimées par les services du FMI.

Portugal : Les hypothèses relatives à la politique monétaire reposent sur les feuilles de calcul des économistes chargés du pays et sur les projections pour les secteurs réel et budgétaire.

République de Corée : Les projections supposent que le taux directeur évolue conformément aux attentes des marchés.

Royaume-Uni : La trajectoire des taux d'intérêt à court terme repose sur les anticipations de taux d'intérêt des marchés.

Russie : Les projections monétaires supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire restrictive. L'équipe des services du FMI considère que cette orientation est la bonne, eu égard à l'accélération de l'inflation.

Singapour : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

Suède : Les projections monétaires correspondent aux projections de la banque centrale.

Suisse : Les projections supposent que le taux directeur ne varie pas en 2022–23.

Turquie : Dans le scénario de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire reste conforme aux attentes des marchés.

Zone euro : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres sont conformes aux anticipations des marchés.

Liste des tableaux de l'appendice statistique A¹

Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

¹Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

Tableau A1. Production mondiale : récapitulation¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Monde	4,1	3,5	3,4	3,3	3,7	3,6	2,9	-3,1	6,1	3,6	3,6	3,3
Pays avancés	1,6	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,5	5,2	3,3	2,4	1,6
États-Unis	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	5,7	3,7	2,3	1,7
Zone euro	0,9	1,4	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,4	5,3	2,8	2,3	1,3
Japon	0,7	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,2	-4,5	1,6	2,4	2,3	0,4
Autres pays avancés ²	2,7	3,0	2,2	2,3	2,9	2,5	1,9	-3,9	5,5	3,4	2,5	2,0
Pays émergents et pays en développement	6,4	4,7	4,3	4,4	4,7	4,6	3,7	-2,0	6,8	3,8	4,4	4,3
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,5	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,3	-0,8	7,3	5,4	5,6	5,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,3	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-1,8	6,7	-2,9	1,3	2,4
Amérique latine et Caraïbes	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,8	2,5	2,5	2,4
Moyen-Orient et Asie centrale	5,0	3,3	2,8	4,1	2,4	2,7	2,2	-2,9	5,7	4,6	3,7	3,7
Afrique subsaharienne	5,6	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,1	-1,7	4,5	3,8	4,0	4,4
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	5,4	3,1	1,4	1,6	0,4	0,6	0,4	-4,5	5,6	4,6	3,2	2,8
Autres produits	6,6	5,0	4,7	4,8	5,3	5,1	4,1	-1,7	6,9	3,7	4,5	4,5
Dont : produits primaires	4,8	2,2	2,9	1,9	2,9	1,9	1,2	-5,2	7,8	3,4	3,4	3,4
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	5,4	4,5	4,1	4,1	4,7	4,6	3,4	-3,7	6,4	4,4	4,8	4,7
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	4,7	2,4	1,2	2,6	3,3	3,5	3,4	-0,9	3,2	0,2	5,0	5,5
Autres groupes												
Union européenne	1,2	1,7	2,5	2,1	3,0	2,2	2,0	-5,9	5,4	2,9	2,5	1,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,7	3,1	2,6	4,4	1,8	2,0	1,7	-3,3	5,8	5,0	3,6	3,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,4	4,6	4,3	4,5	4,7	4,6	3,6	-2,2	7,0	3,8	4,3	4,2
Pays en développement à faible revenu	6,1	6,1	4,8	3,9	4,9	5,1	5,3	0,2	4,0	4,6	5,4	5,6
<i>Pour mémoire</i>												
Taux de croissance médian												
Pays avancés	1,9	2,3	2,2	2,2	3,0	2,8	2,1	-4,3	5,2	2,9	2,6	2,0
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,8	3,3	3,4	3,7	3,5	3,2	-3,6	4,0	3,5	3,8	3,5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,1	3,3	3,0	3,0	2,8	3,0	2,4	-6,1	4,4	3,3	3,6	3,0
Pays en développement à faible revenu	5,3	5,0	4,3	4,4	4,5	4,4	4,5	-0,6	3,5	3,8	4,5	5,0
Production par habitant³												
Pays avancés	1,0	1,5	1,7	1,3	2,0	1,9	1,3	-5,0	5,0	3,0	2,1	1,3
Pays émergents et pays en développement	4,7	3,1	2,8	2,8	3,3	3,3	2,4	-3,3	5,9	2,7	3,3	3,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,9	3,2	3,0	3,1	3,5	3,6	2,5	-3,2	6,1	3,1	3,5	3,5
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,8	2,2	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,1	2,5	2,4	3,1	3,4
Croissance mondiale sur la base des cours de change	2,7	2,8	2,8	2,6	3,2	3,2	2,5	-3,5	5,8	3,5	3,1	2,7
Production mondiale (valeur en milliards de dollars)												
Aux cours de change	61 955	79 322	75 043	76 267	80 945	86 085	87 536	85 239	96 293	103 867	110 751	136 384
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	84 652	109 350	111 568	115 863	122 024	129 366	135 346	132 487	146 124	160 244	170 830	211 530

¹PIB réel.²Hors États-Unis, Japon et zone euro.³La production par habitant est calculée en dollars internationaux sur la base des parités de pouvoir d'achat.

Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			4 ^e trimestre ¹		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021 : T4	Projections		
														2022 : T4	2023 : T4	
PIB réel																
Pays avancés	1,6	2,0	2,3	1,8	2,5	2,3	1,7	-4,5	5,2	3,3	2,4	1,6	4,7	2,5	2,0	
États-Unis	1,8	2,3	2,7	1,7	2,3	2,9	2,3	-3,4	5,7	3,7	2,3	1,7	5,6	2,8	1,7	
Zone euro	0,9	1,4	2,0	1,9	2,6	1,8	1,6	-6,4	5,3	2,8	2,3	1,3	4,6	1,8	2,3	
Allemagne	1,3	2,2	1,5	2,2	2,7	1,1	1,1	-4,6	2,8	2,1	2,7	1,1	1,8	2,4	2,5	
France	1,2	1,0	1,0	1,0	2,4	1,8	1,8	-8,0	7,0	2,9	1,4	1,4	5,4	0,9	1,5	
Italie	-0,3	0,0	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	6,6	2,3	1,7	0,5	6,2	0,5	2,2	
Espagne	0,6	1,4	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,1	4,8	3,3	1,6	5,5	2,3	4,0	
Pays-Bas	1,1	1,4	2,0	2,2	2,9	2,4	2,0	-3,8	5,0	3,0	2,0	1,5	6,4	0,4	2,9	
Belgique	1,6	1,6	2,0	1,3	1,6	1,8	2,1	-5,7	6,3	2,1	1,4	1,2	5,6	0,6	1,6	
Irlande	1,6	8,7	25,2	2,0	8,9	9,0	4,9	5,9	13,5	5,2	5,0	3,0	10,0	13,3	0,0	
Autriche	1,5	0,7	1,0	2,0	2,3	2,5	1,5	-6,7	4,5	2,6	3,0	1,8	5,6	1,2	4,9	
Portugal	-0,1	0,8	1,8	2,0	3,5	2,8	2,7	-8,4	4,9	4,0	2,1	1,9	5,9	0,3	3,8	
Grèce	-1,7	0,5	-0,2	-0,5	1,1	1,7	1,8	-9,0	8,3	3,5	2,6	1,2	7,7	3,5	1,8	
Finlande	1,2	-0,4	0,5	2,8	3,2	1,1	1,2	-2,3	3,3	1,6	1,7	1,3	3,0	0,9	1,7	
République slovaque	4,2	2,6	4,8	2,1	3,0	3,8	2,6	-4,4	3,0	2,6	5,0	2,8	1,2	4,0	3,9	
Lituanie	3,3	3,5	2,0	2,5	4,3	4,0	4,6	-0,1	4,9	1,8	2,6	2,5	5,2	0,8	3,6	
Slovénie	1,5	2,8	2,2	3,2	4,8	4,4	3,3	-4,2	8,1	3,7	3,0	2,7	10,8	-0,3	3,5	
Luxembourg	2,6	2,6	2,3	5,0	1,3	2,0	3,3	-1,8	6,9	1,8	2,1	2,5	4,8	1,8	2,3	
Lettonie	2,7	1,9	3,9	2,4	3,3	4,0	2,5	-3,8	4,7	1,0	2,4	3,3	2,7	3,0	0,5	
Estonie	2,6	3,0	1,9	3,2	5,8	4,1	4,1	-3,0	8,3	0,2	2,2	3,3	8,8	-0,8	2,2	
Chypre	1,3	-1,8	3,4	6,5	5,9	5,7	5,3	-5,0	5,5	2,1	3,5	2,9	5,9	0,9	5,1	
Malte	2,9	7,6	9,6	3,4	11,1	6,0	5,9	-8,3	9,4	4,8	4,5	3,3	10,0	1,9	6,1	
Japon	0,7	0,3	1,6	0,8	1,7	0,6	-0,2	-4,5	1,6	2,4	2,3	0,4	0,4	3,5	0,8	
Royaume-Uni	1,2	3,0	2,6	2,3	2,1	1,7	1,7	-9,3	7,4	3,7	1,2	1,5	6,6	1,1	1,5	
Corée	4,0	3,2	2,8	2,9	3,2	2,9	2,2	-0,9	4,0	2,5	2,9	2,3	4,1	2,0	3,4	
Canada	1,9	2,9	0,7	1,0	3,0	2,8	1,9	-5,2	4,6	3,9	2,8	1,6	3,3	3,5	2,2	
Taiwan, prov. chinoise de	4,2	4,7	1,5	2,2	3,3	2,8	3,1	3,4	6,3	3,2	2,9	2,1	3,9	3,5	2,3	
Australie	3,0	2,6	2,3	2,7	2,4	2,8	2,0	-2,2	4,7	4,2	2,5	2,6	4,2	3,5	2,1	
Suisse	2,2	2,4	1,6	2,0	1,7	2,9	1,2	-2,5	3,7	2,2	1,4	1,2	3,9	1,6	0,7	
Suède	2,0	2,7	4,5	2,1	2,6	2,0	2,0	-2,9	4,8	2,9	2,7	2,0	5,2	1,7	3,2	
Singapour	6,7	3,9	3,0	3,6	4,7	3,7	1,1	-4,1	7,6	4,0	2,9	2,5	6,1	2,3	3,6	
Hong Kong (RAS)	4,5	2,8	2,4	2,2	3,8	2,8	-1,7	-6,5	6,4	0,5	4,9	2,8	4,8	5,1	0,4	
République tchèque	2,5	2,3	5,4	2,5	5,2	3,2	3,0	-5,8	3,3	2,3	4,2	2,5	3,6	0,4	6,9	
Israël	4,4	4,1	2,3	4,5	4,4	4,0	3,8	-2,2	8,2	5,0	3,5	3,5	9,6	1,2	4,1	
Norvège	1,6	2,0	2,0	1,1	2,3	1,1	0,7	-0,7	3,9	4,0	2,6	1,3	4,8	2,7	2,4	
Danemark	0,9	1,6	2,3	3,2	2,8	2,0	2,1	-2,1	4,1	2,3	1,7	1,8	4,4	0,7	2,1	
Nouvelle-Zélande	2,1	3,8	3,7	4,0	3,5	3,4	2,9	-2,1	5,6	2,7	2,6	2,3	3,1	3,3	1,9	
Porto Rico	-0,7	-1,2	-1,0	-1,3	-2,9	-4,2	1,5	-3,9	1,0	4,8	0,4	0,0	...	...	...
Macao (RAS)	13,1	-2,0	-21,5	-0,7	10,0	6,5	-2,5	-54,0	18,0	15,5	23,3	3,5	...	...	...
Islande	2,7	1,7	4,4	6,3	4,2	4,9	2,4	-7,1	4,3	3,3	2,3	2,3	3,9	2,6	2,5	
Andorre	-0,3	2,5	1,4	3,7	0,3	1,6	2,0	-11,2	8,9	4,5	2,7	1,5	...	...	...
Saint-Marin	-1,7	-0,6	2,7	2,3	0,3	1,5	2,1	-6,6	5,2	1,3	1,1	1,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>																
Principaux pays avancés	1,3	1,8	2,1	1,5	2,2	2,1	1,6	-4,9	5,1	3,2	2,2	1,4	4,5	2,5	1,7	
Demande intérieure réelle totale																
Pays avancés	1,4	2,1	2,6	2,0	2,5	2,3	2,1	-4,4	5,2	3,5	2,3	1,6	5,1	2,5	2,1	
États-Unis	1,5	2,5	3,4	1,8	2,4	3,1	2,4	-3,0	6,9	4,0	2,1	1,6	6,1	3,0	1,5	
Zone euro	0,5	1,3	2,3	2,4	2,3	1,8	2,5	-6,2	4,2	2,9	2,5	1,4	5,2	1,3	3,0	
Allemagne	0,9	1,7	1,4	3,1	2,6	1,7	1,8	-4,0	2,2	2,7	3,6	1,3	3,0	4,0	2,7	
France	1,3	1,5	1,5	1,4	2,5	1,4	2,1	-6,8	6,6	3,0	1,2	1,4	5,7	0,8	1,4	
Italie	-0,7	0,1	1,2	1,8	1,8	1,3	-0,2	-8,5	6,8	2,8	2,1	0,6	7,8	0,2	3,2	
Espagne	0,1	1,9	4,1	2,1	3,3	3,0	1,6	-8,9	4,7	4,1	3,0	1,6	3,8	3,2	3,0	
Japon	0,6	0,3	1,1	0,3	1,1	0,6	0,2	-3,7	0,6	2,0	2,1	0,4	0,4	3,0	0,8	
Royaume-Uni	1,2	3,5	3,2	3,1	1,9	1,2	1,6	-10,1	8,5	5,4	0,8	1,5	4,8	2,9	1,4	
Canada	2,9	1,7	-0,2	0,4	4,1	2,5	1,2	-6,4	6,0	5,9	2,3	1,7	4,5	6,0	0,3	
Autres pays avancés ²	3,0	2,9	2,6	2,9	3,6	2,7	1,5	-2,7	4,8	3,2	3,0	2,5	5,1	2,1	2,9	
<i>Pour mémoire</i>																
Principaux pays avancés	1,2	1,9	2,4	1,7	2,2	2,2	1,8	-4,5	5,6	3,6	2,1	1,3	5,0	2,9	1,6	

¹Dans les tableaux de l'appendice statistique, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

²Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

³Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2004-13	2014-23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses de consommation privée												
Pays avancés	1,5	1,8	1,8	2,5	2,1	2,2	2,2	1,6	-5,8	5,3	3,8	2,4
États-Unis	1,8	2,4	2,7	3,3	2,5	2,4	2,9	2,2	-3,8	7,9	3,2	1,4
Zone euro	0,6	1,2	0,9	1,9	2,0	1,8	1,5	1,3	-7,9	3,5	4,0	3,3
Allemagne	0,7	1,4	1,1	1,9	2,4	1,4	1,4	1,6	-5,9	0,1	4,7	5,6
France	1,3	1,2	0,9	1,4	1,6	1,7	0,8	1,9	-7,2	4,8	4,5	1,7
Italie	-0,3	0,4	0,1	1,9	1,2	1,5	1,0	0,2	-10,6	5,2	2,3	2,1
Espagne	0,2	1,3	1,7	2,9	2,7	3,0	1,7	1,0	-12,0	4,6	5,2	3,4
Japon	0,9	0,0	-0,9	-0,2	-0,4	1,1	0,2	-0,5	-5,2	1,3	2,2	2,7
Royaume-Uni	1,2	1,6	2,6	3,6	3,7	1,6	2,4	1,3	-10,6	6,2	5,6	1,1
Canada	2,9	2,4	2,6	2,3	2,1	3,7	2,6	1,4	-6,1	5,1	9,6	1,2
Autres pays avancés ¹	2,9	2,1	2,5	2,9	2,6	2,8	2,8	1,8	-5,6	4,3	3,7	3,6
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,4	1,7	1,7	2,4	2,0	2,0	2,1	1,5	-5,5	5,6	3,8	2,0
Consommation publique												
Pays avancés	1,3	1,7	0,6	1,7	2,0	0,8	1,5	2,4	1,8	3,3	1,3	1,2
États-Unis	0,5	1,1	-0,8	1,6	1,9	0,0	1,2	2,0	2,0	1,1	0,4	1,4
Zone euro	1,3	1,4	0,8	1,4	1,9	1,1	1,1	1,8	1,1	3,8	0,7	0,8
Allemagne	1,5	2,1	1,7	2,9	4,0	1,7	1,0	3,0	3,5	3,1	-0,5	0,4
France	1,6	1,2	1,3	1,0	1,4	1,4	0,8	1,0	-3,2	6,3	1,0	0,9
Italie	-0,2	0,1	-0,6	-0,6	0,7	-0,1	0,1	-0,5	0,5	1,0	1,0	-0,2
Espagne	2,8	1,5	-0,7	2,0	1,0	1,0	2,3	2,0	3,3	3,1	0,6	0,4
Japon	1,3	1,5	1,0	1,9	1,6	0,1	1,0	1,9	2,3	2,1	3,0	0,4
Royaume-Uni	1,6	2,1	2,0	1,3	0,5	0,6	0,4	4,2	-5,9	14,3	3,4	1,2
Canada	1,8	2,1	0,6	1,4	1,8	2,1	3,2	1,7	0,0	4,9	2,4	3,4
Autres pays avancés ¹	2,8	3,2	2,7	2,8	3,5	2,4	3,5	3,8	4,6	4,2	3,0	1,5
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,9	1,3	0,2	1,6	1,8	0,4	1,1	2,0	1,1	3,0	1,0	1,1
Formation brute de capital fixe												
Pays avancés	1,0	2,8	3,4	3,6	2,6	3,8	3,0	3,0	-3,7	5,4	3,6	3,8
États-Unis	1,3	3,6	5,1	3,7	2,1	3,8	4,4	3,1	-1,5	6,1	4,2	5,7
Zone euro	-0,2	2,6	1,4	4,7	4,0	3,9	3,1	6,8	-7,0	4,3	2,8	2,7
Allemagne	1,4	2,0	3,2	1,7	3,8	2,6	3,4	1,8	-2,2	1,5	1,7	2,4
France	1,0	1,9	0,0	0,9	2,5	5,0	3,3	4,1	-8,9	11,5	1,9	0,3
Italie	-2,5	2,6	-2,2	1,8	4,0	3,2	3,1	1,2	-9,1	17,0	5,5	3,7
Espagne	-2,6	3,2	4,1	4,9	2,4	6,8	6,3	4,5	-9,5	4,3	4,5	5,2
Japon	-0,5	0,5	2,2	2,3	1,2	1,6	0,4	1,0	-4,6	-1,5	0,5	2,3
Royaume-Uni	0,5	2,3	6,8	6,3	4,7	3,3	-0,1	0,5	-9,5	5,9	6,3	-0,3
Canada	3,8	1,1	2,3	-5,2	-4,7	3,3	2,5	0,0	-2,8	7,2	5,2	3,9
Autres pays avancés ¹	3,4	2,7	2,6	2,2	3,0	4,9	2,0	0,7	-1,6	6,2	3,6	3,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,8	2,7	3,7	2,8	2,2	3,4	3,1	2,3	-3,7	5,7	3,6	3,9

Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyennes										Projections	
	2004-13	2014-23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Demande intérieure finale												
Pays avancés	1,4	2,0	1,9	2,6	2,2	2,3	2,2	2,2	-4,0	5,0	3,2	2,4
États-Unis	1,5	2,5	2,7	3,1	2,3	2,4	3,0	2,4	-2,5	6,6	3,0	2,3
Zone euro	0,6	1,5	1,0	2,3	2,4	2,1	1,7	2,6	-5,8	3,7	3,0	2,6
Allemagne	1,0	1,7	1,7	2,1	3,1	1,7	1,8	1,9	-3,0	1,1	2,7	3,7
France	1,3	1,3	0,8	1,2	1,8	2,3	1,4	2,2	-6,7	6,7	3,0	1,2
Italie	-0,7	0,8	-0,4	1,4	1,6	1,5	1,2	0,3	-8,2	6,5	2,7	2,0
Espagne	0,1	1,7	1,6	3,1	2,3	3,3	2,7	1,9	-8,5	4,2	4,1	3,1
Japon	0,6	0,5	0,1	0,8	0,3	1,0	0,4	0,3	-3,6	0,8	2,4	2,1
Royaume-Uni	1,1	1,8	3,2	3,6	3,3	1,7	1,6	1,7	-9,5	7,7	5,3	0,9
Canada	2,9	1,9	2,1	0,3	0,5	3,3	2,7	1,2	-4,1	5,5	5,7	2,3
Autres pays avancés ¹	2,9	2,4	2,6	2,7	2,9	3,4	2,4	1,8	-2,7	4,7	3,4	3,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,2	1,9	1,9	2,4	2,0	2,1	2,1	1,8	-4,0	5,3	3,2	2,2
Formation de stock²												
Pays avancés	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1	-0,1	-0,4	0,3	0,3	-0,1
États-Unis	0,1	0,0	-0,1	0,3	-0,5	0,0	0,2	0,1	-0,5	0,3	0,9	-0,2
Zone euro	-0,1	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,5	0,4	0,0	0,0
Allemagne	-0,1	0,0	0,0	-0,7	0,0	0,9	-0,1	-0,1	-0,9	1,0	0,0	-0,1
France	0,0	0,1	0,7	0,3	-0,4	0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,1	0,5	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,5	-0,3	0,3	0,1	0,2
Espagne	-0,1	-0,1	0,2	-1,5	-0,1	0,0	0,3	-0,2	-0,5	0,6	-0,1	-0,1
Japon	0,0	0,0	0,1	0,3	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,1	0,0	0,4	-0,1	-0,2	0,2	-0,5	0,2	-0,7	0,4	-0,1	0,0
Canada	0,1	0,0	-0,4	-0,5	0,0	0,9	-0,1	0,1	-1,3	1,0	0,3	0,0
Autres pays avancés ¹	0,0	0,0	0,3	-0,1	0,0	0,2	0,3	-0,2	0,0	0,2	-0,3	0,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,2	0,1	0,0	-0,5	0,3	0,5	-0,1
Solde extérieur²												
Pays avancés	0,2	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	0,1
États-Unis	0,2	-0,4	-0,3	-0,8	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-1,4	-0,4	0,1
Zone euro	0,4	0,0	0,1	-0,2	-0,4	0,4	0,1	-0,8	-0,3	1,3	0,0	-0,2
Allemagne	0,4	-0,2	0,7	0,3	-0,6	0,2	-0,5	-0,7	-0,8	0,8	-0,5	-0,7
France	-0,1	-0,2	-0,5	-0,4	-0,4	-0,1	0,4	-0,3	-1,1	0,2	-0,2	0,1
Italie	0,4	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5	0,0	-0,3	0,7	-0,7	-0,1	-0,5	-0,4
Espagne	0,6	0,0	-0,5	-0,1	1,0	-0,2	-0,6	0,5	-2,2	0,5	0,8	0,3
Japon	0,1	0,2	0,1	0,5	0,5	0,6	0,0	-0,5	-0,9	1,1	0,5	0,2
Royaume-Uni	0,0	-0,3	-1,1	-0,4	-0,1	0,7	-0,1	0,1	1,0	-1,5	-1,7	0,4
Canada	-1,0	-0,1	1,2	0,8	0,4	-1,1	0,2	0,6	0,5	-1,9	-1,9	0,5
Autres pays avancés ¹	0,6	0,3	0,5	0,0	0,0	-0,2	0,2	0,6	0,8	0,8	0,0	0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,7	-0,4	0,1

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

²Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Pays émergents et pays en développement d'Asie	8,5	6,9	6,8	6,8	6,6	6,4	5,3	-0,8	7,3	5,4	5,6	5,2
Bangladesh	6,2	6,1	6,6	7,1	7,3	7,9	8,2	3,5	5,0	6,4	6,7	6,9
Bhoutan	7,9	4,0	6,2	7,4	6,3	3,8	4,4	-2,4	-3,7	4,4	4,5	5,8
Brunei Darussalam	0,0	-2,5	-0,4	-2,5	1,3	0,1	3,9	1,1	-0,7	5,8	2,6	2,1
Cambodge	7,9	7,1	7,0	6,9	7,0	7,5	7,1	-3,1	2,2	5,1	5,9	6,5
Chine	10,3	7,4	7,0	6,9	6,9	6,8	6,0	2,2	8,1	4,4	5,1	4,8
Fidji	1,6	5,6	4,5	2,4	5,4	3,8	-0,4	-15,2	-4,0	6,8	7,7	3,4
Îles Marshall	0,9	-1,0	1,6	1,4	3,3	3,1	6,8	-2,4	-1,5	2,0	3,2	1,6
Îles Salomon	5,3	1,0	1,4	5,9	5,3	3,9	1,2	-4,3	-0,2	-4,0	3,2	3,0
Inde ¹	7,7	7,4	8,0	8,3	6,8	6,5	3,7	-6,6	8,9	8,2	6,9	6,2
Indonésie	5,9	5,0	4,9	5,0	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,7	5,4	6,0	5,2
Kiribati	1,4	-1,1	9,9	-0,5	-0,2	5,3	-0,5	-0,5	1,5	1,1	2,8	2,0
Lao, Rép. dém. pop.	7,8	7,6	7,3	7,0	6,9	6,3	4,7	-0,4	2,1	3,2	3,5	4,3
Malaisie	5,0	6,0	5,0	4,4	5,8	4,8	4,4	-5,6	3,1	5,6	5,5	3,9
Maldives	5,0	7,3	2,9	6,3	7,2	8,1	6,9	-33,5	33,4	6,1	8,9	5,6
Micronésie	-0,5	-2,3	4,6	0,9	2,7	0,2	1,2	-1,8	-3,2	-0,5	2,8	0,6
Mongolie	8,6	7,9	2,4	1,5	5,6	7,7	5,6	-4,6	1,4	2,0	7,0	5,0
Myanmar	9,1	8,2	7,5	6,4	5,8	6,4	6,8	3,2	-17,9	1,6	3,0	3,3
Nauru	...	27,2	3,4	3,0	-5,5	5,7	1,0	0,7	1,6	0,9	2,0	1,8
Népal	4,2	6,0	4,0	0,4	9,0	7,6	6,7	-2,1	2,7	4,1	6,1	5,2
Palao	0,0	4,7	8,4	1,1	-3,3	-0,1	-1,9	-9,7	-17,1	8,1	18,8	2,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,1	13,5	6,6	5,5	3,5	-0,3	4,5	-3,5	1,7	4,8	4,3	3,0
Philippines	5,4	6,3	6,3	7,1	6,9	6,3	6,1	-9,6	5,6	6,5	6,3	6,5
Samoa	1,7	0,1	4,3	8,1	1,1	-1,2	4,4	-2,6	-8,1	0,0	4,0	2,5
Sri Lanka	6,4	5,0	5,0	4,5	3,6	3,3	2,3	-3,6	3,6	2,6	2,7	2,9
Thaïlande	4,0	1,0	3,1	3,4	4,2	4,2	2,2	-6,2	1,6	3,3	4,3	3,1
Timor-Leste ²	5,3	4,5	2,8	3,4	-3,1	-0,7	2,1	-8,6	1,8	2,0	3,6	3,0
Tonga	0,1	2,0	1,2	6,6	3,3	0,3	0,7	0,7	-0,7	-1,6	3,0	1,8
Tuvalu	0,8	1,7	9,4	4,7	3,4	1,6	13,9	1,0	2,5	3,0	3,5	3,5
Vanuatu	3,5	3,1	0,4	4,7	6,3	2,9	3,2	-5,4	0,5	2,2	3,4	2,9
Viet Nam	6,4	6,4	7,0	6,7	6,9	7,2	7,2	2,9	2,6	6,0	7,2	6,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,3	1,8	1,0	1,9	4,1	3,4	2,5	-1,8	6,7	-2,9	1,3	2,4
Albanie	4,2	1,8	2,2	3,3	3,8	4,0	2,1	-3,5	8,5	2,0	2,8	3,4
Bélarus	6,5	1,7	-3,8	-2,5	2,5	3,1	1,4	-0,7	2,3	-6,4	0,4	0,6
Bosnie-Herzégovine	3,0	1,1	3,1	3,1	3,2	3,7	2,8	-3,1	5,8	2,4	2,3	3,0
Bulgarie	3,3	1,0	3,4	3,0	2,8	2,7	4,0	-4,4	4,2	3,2	4,5	2,8
Croatie	0,8	-0,3	2,5	3,5	3,4	2,9	3,5	-8,1	10,4	2,7	4,0	3,0
Hongrie	1,1	4,2	3,8	2,3	4,3	5,4	4,6	-4,7	7,1	3,7	3,6	2,7
Kosovo	4,2	3,3	5,9	5,6	4,8	3,4	4,8	-5,3	9,5	2,8	3,9	3,5
Macédoine du Nord	3,4	3,6	3,9	2,8	1,1	2,9	3,9	-6,1	4,0	3,2	2,7	3,5
Moldova, Rép. de	4,5	5,0	-0,3	4,4	4,7	4,3	3,7	-8,3	13,9	0,3	2,0	5,0
Monténégro	3,1	1,8	3,4	2,9	4,7	5,1	4,1	-15,3	12,4	3,8	4,2	3,0
Pologne	4,0	3,4	4,2	3,1	4,8	5,4	4,7	-2,5	5,7	3,7	2,9	3,3
Roumanie	3,7	3,6	3,0	4,7	7,3	4,5	4,2	-3,7	5,9	2,2	3,4	3,5
Russie	4,2	0,7	-2,0	0,2	1,8	2,8	2,2	-2,7	4,7	-8,5	-2,3	0,7
Serbie	3,8	-1,6	1,8	3,3	2,1	4,5	4,3	-0,9	7,4	3,5	4,0	4,0
Turquie	5,9	4,9	6,1	3,3	7,5	3,0	0,9	1,8	11,0	2,7	3,0	3,3
Ukraine ¹	2,5	-6,6	-9,8	2,4	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-35,0	...	...
Amérique latine et Caraïbes	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,8	2,5	2,5	2,4
Antigua-et-Barbuda	1,3	3,8	3,8	5,5	3,1	6,9	4,9	-20,2	4,8	6,5	5,4	2,7
Argentine	4,9	-2,5	2,7	-2,1	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,2	4,0	3,0	2,0
Aruba	0,6	0,0	3,6	2,1	5,5	1,3	-2,1	-22,3	16,8	2,7	3,7	1,4
Bahamas	0,3	2,3	1,6	0,1	1,6	2,8	0,7	-14,5	5,6	6,0	4,1	1,5
Barbade	0,4	-0,1	2,4	2,5	0,5	-0,6	-1,3	-13,7	1,4	11,2	4,9	1,8
Belize	2,4	4,5	2,9	-0,2	2,1	2,0	2,0	-16,7	9,8	5,7	3,4	2,0
Bolivie	4,9	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2	2,2	-8,7	6,1	3,8	3,7	3,4
Brésil	4,0	0,5	-3,5	-3,3	1,3	1,8	1,2	-3,9	4,6	0,8	1,4	2,0
Chili	4,6	1,8	2,1	1,8	1,3	4,0	0,8	-6,1	11,7	1,5	0,5	2,5
Colombie	4,8	4,5	3,0	2,1	1,4	2,6	3,2	-7,0	10,6	5,8	3,6	3,4

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Amérique latine et Caraïbes (fin)	4,0	1,3	0,4	-0,6	1,4	1,2	0,1	-7,0	6,8	2,5	2,5	2,4
Costa Rica	4,5	3,5	3,7	4,2	4,2	2,6	2,4	-4,1	7,6	3,3	3,1	3,2
Dominique	1,9	4,8	-2,7	2,8	-6,6	3,5	7,5	-11,0	3,7	6,8	5,0	2,5
El Salvador	2,1	1,7	2,4	2,5	2,3	2,4	2,6	-7,9	10,3	3,0	2,3	2,0
Équateur	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,3	0,0	-7,8	4,2	2,9	2,7	2,8
Grenade	0,9	7,3	6,4	3,7	4,4	4,4	0,7	-13,8	5,6	3,6	3,6	2,8
Guatemala	3,6	4,4	4,1	2,7	3,1	3,3	3,9	-1,5	8,0	4,0	3,6	3,5
Guyana	3,5	1,7	0,7	3,8	3,7	4,4	5,4	43,5	19,9	47,2	34,5	3,7
Haïti	2,0	1,7	2,6	1,8	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-1,8	0,3	1,4	1,7
Honduras	4,1	3,1	3,8	3,9	4,8	3,8	2,7	-9,0	12,5	3,8	3,5	3,9
Jamaïque	0,2	0,6	0,9	1,5	0,7	1,8	1,0	-10,0	4,4	2,5	3,3	1,6
Mexique	2,2	2,8	3,3	2,6	2,1	2,2	-0,2	-8,2	4,8	2,0	2,5	2,0
Nicaragua	4,0	4,8	4,8	4,6	4,6	-3,4	-3,7	-2,0	10,3	3,8	2,2	3,0
Panama	8,0	5,1	5,7	5,0	5,6	3,7	3,0	-17,9	15,3	7,5	5,0	5,0
Paraguay	4,5	5,3	3,0	4,3	4,8	3,2	-0,4	-0,8	4,2	0,3	4,5	3,5
Pérou	6,4	2,4	3,3	4,0	2,5	4,0	2,2	-11,0	13,3	3,0	3,0	3,0
République dominicaine	5,1	7,1	6,9	6,7	4,7	7,0	5,1	-6,7	12,3	5,5	5,0	5,0
Saint-Kitts-et-Nevis	3,1	7,6	0,7	3,9	0,9	2,7	4,8	-14,0	-3,6	10,0	4,7	2,7
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1,3	1,1	2,8	4,1	1,7	3,1	0,4	-5,3	-0,5	5,0	6,4	2,7
Sainte-Lucie	2,0	1,3	-0,2	3,8	3,5	2,9	-0,1	-20,4	6,8	9,7	6,0	1,5
Suriname	4,7	0,3	-3,4	-4,9	1,6	4,9	1,1	-15,9	-3,5	1,8	2,1	3,0
Trinité-et-Tobago	3,4	-0,9	1,8	-6,3	-2,7	-0,7	-0,2	-7,4	-1,0	5,5	3,0	1,0
Uruguay ¹	5,6	3,2	0,4	1,7	1,6	0,5	0,4	-6,1	4,4	3,9	3,0	2,2
Venezuela	...	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-19,6	-35,0	-30,0	-1,5	1,5	1,5	...
Moyen-Orient et Asie centrale	5,0	3,3	2,8	4,1	2,4	2,7	2,2	-2,9	5,7	4,6	3,7	3,7
Afghanistan ¹	8,9	2,7	1,0	2,2	2,6	1,2	3,9	-2,4	...	...	...	...
Algérie	3,2	3,8	3,7	3,2	1,4	1,2	0,8	-4,9	4,0	2,4	2,4	1,8
Arabie saoudite	4,5	3,7	4,1	1,7	-0,7	2,5	0,3	-4,1	3,2	7,6	3,6	2,8
Arménie	5,9	3,6	3,3	0,2	7,5	5,2	7,6	-7,4	5,7	1,5	4,0	4,5
Azerbaïdjan	12,3	2,8	1,0	-3,1	0,2	1,5	2,5	-4,3	5,6	2,8	2,6	2,5
Bahreïn	5,3	4,4	2,5	3,6	4,3	2,1	2,2	-4,9	2,2	3,3	3,0	3,1
Cisjordanie et Gaza	7,7	-0,2	3,7	8,9	1,4	1,2	1,4	-11,3	6,0	4,0	3,5	2,0
Djibouti	4,4	7,1	7,7	6,9	5,1	8,5	6,6	1,0	4,0	3,0	5,0	6,0
Égypte	4,7	2,9	4,4	4,3	4,1	5,3	5,6	3,6	3,3	5,9	5,0	5,9
Émirats arabes unis	4,3	4,3	5,1	3,1	2,4	1,2	3,4	-6,1	2,3	4,2	3,8	4,2
Géorgie	5,9	4,4	3,0	2,9	4,8	4,8	5,0	-6,8	10,4	3,2	5,8	5,2
Iran	2,5	5,0	-1,4	8,8	2,8	-2,3	-1,3	1,8	4,0	3,0	2,0	2,0
Iraq	10,2	0,7	2,5	15,2	-3,4	4,7	5,8	-15,7	5,9	9,5	5,7	2,6
Jordanie	5,5	3,4	2,5	2,0	2,1	1,9	2,0	-1,6	2,0	2,4	3,1	3,3
Kazakhstan	6,9	4,3	1,0	0,9	3,9	4,1	4,5	-2,6	4,0	2,3	4,4	3,1
Koweït	4,3	0,5	0,6	2,9	-4,7	2,4	-0,6	-8,9	1,3	8,2	2,6	2,7
Liban ¹	5,3	2,5	0,6	1,6	0,8	-1,7	-7,2	-22,0	...	...	...	...
Libye ¹	-6,4	-53,0	-13,0	-7,4	64,0	17,9	13,2	-59,7	177,3	3,5	4,4	3,6
Maroc	4,6	2,7	4,5	1,1	4,2	3,1	2,6	-6,3	7,2	1,1	4,6	3,4
Mauritanie	4,3	4,3	5,4	1,3	6,3	4,5	5,8	-1,8	3,0	5,0	4,4	4,6
Oman	4,6	1,4	4,7	4,9	0,3	0,9	-0,8	-2,8	2,0	5,6	2,7	2,5
Ouzbékistan	7,7	6,9	7,2	5,9	4,4	5,4	5,7	1,9	7,4	3,4	5,0	5,5
Pakistan	4,7	4,1	4,1	4,6	4,6	6,1	3,1	-1,0	5,6	4,0	4,2	5,0
Qatar	14,1	5,3	4,8	3,1	-1,5	1,2	0,7	-3,6	1,5	3,4	2,5	3,8
République kirghize	4,5	4,0	3,9	4,3	4,7	3,5	4,6	-8,6	3,7	0,9	5,0	4,0
Somalie	...	2,5	4,4	4,6	2,4	3,8	3,3	-0,3	2,0	3,0	3,6	4,1
Soudan ³	0,7	4,7	4,9	4,7	0,8	-2,3	-2,5	-3,6	0,5	0,3	3,9	6,0
Syrie ⁴	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	7,3	6,7	6,0	6,9	7,1	7,6	7,4	4,4	9,2	2,5	3,5	4,0
Tunisie ¹	3,7	3,1	1,0	1,1	2,2	2,5	1,5	-9,3	3,1	2,2	...	...
Turkménistan	10,4	3,8	3,0	-1,0	4,7	0,9	-3,4	-3,0	4,9	1,6	2,5	1,8
Yémen	2,4	-0,2	-28,0	-9,4	-5,1	0,8	1,4	-8,5	-2,0	1,0	2,5	5,5

Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne										Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021		2022	2023	2027
Afrique subsaharienne	5,6	5,0	3,2	1,5	3,0	3,3	3,1	-1,7	4,5		3,8	4,0	4,4
Angola	8,4	4,8	0,9	-2,6	-0,2	-2,0	-0,7	-5,6	0,7		3,0	3,3	3,9
Afrique du Sud	3,3	1,4	1,3	0,7	1,2	1,5	0,1	-6,4	4,9		1,9	1,4	1,4
Bénin	4,0	6,4	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	6,6		5,9	6,1	6,0
Botswana	3,3	5,7	-4,9	7,2	4,1	4,2	3,0	-8,7	12,5		4,3	4,2	4,0
Burkina Faso	5,9	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	1,9	6,9		4,7	5,0	5,3
Burundi	4,4	4,2	-3,9	-0,6	0,5	1,6	1,8	0,3	2,4		3,6	4,6	4,5
Cabo Verde	4,1	0,6	1,0	4,7	3,7	4,5	5,7	-14,8	6,9		5,2	5,8	4,5
Cameroun	3,7	5,8	5,6	4,5	3,5	4,0	3,5	0,5	3,5		4,3	4,9	5,2
Comores	3,0	2,1	1,3	3,5	4,2	3,6	1,8	-0,3	2,2		3,5	3,7	4,3
Congo, Rép. dém. du	6,3	9,5	6,9	2,4	3,7	5,8	4,4	1,7	5,7		6,4	6,9	6,6
Congo, Rép. du	4,8	6,7	-3,6	-10,7	-4,4	-4,8	-0,4	-8,1	-0,2		2,4	2,7	3,4
Côte d'Ivoire	2,8	8,8	8,8	7,2	7,4	6,9	6,2	2,0	6,5		6,0	6,7	6,0
Érythrée	1,8	30,9	-20,6	7,4	-10,0	13,0	3,8	-0,6	2,9		4,7	3,6	3,8
Eswatini	3,8	0,9	2,2	1,1	2,0	2,4	2,6	-1,9	3,1		2,1	1,8	2,3
Éthiopie	10,9	10,3	10,4	8,0	10,2	7,7	9,0	6,1	6,3		3,8	5,7	7,0
Gabon	2,8	4,4	3,9	2,1	0,5	0,8	3,9	-1,9	0,9		2,7	3,4	3,8
Gambie	2,5	-1,4	4,1	1,9	4,8	7,2	6,2	-0,2	5,6		5,6	6,2	5,0
Ghana	7,3	2,9	2,1	3,4	8,1	6,2	6,5	0,4	4,2		5,2	5,1	7,5
Guinée	3,6	3,7	3,8	10,8	10,3	6,4	5,6	6,4	4,2		4,8	5,8	5,1
Guinée équatoriale	7,6	0,4	-9,1	-8,8	-5,7	-6,2	-6,0	-4,9	-3,5		6,1	-2,9	-1,0
Guinée-Bissau	3,5	1,0	6,1	5,3	4,8	3,4	4,5	1,5	3,8		3,8	4,5	5,0
Kenya	4,8	5,0	5,0	4,2	3,8	5,6	5,0	-0,3	7,2		5,7	5,3	5,4
Lesotho	3,6	2,1	3,3	1,9	-2,7	-0,3	0,0	-6,0	2,1		3,1	1,6	0,1
Libéria	7,4	0,7	0,0	-1,6	2,5	1,2	-2,5	-3,0	4,2		4,5	5,5	5,7
Madagascar	3,1	3,3	3,1	4,0	3,9	3,2	4,4	-7,1	3,5		5,1	5,2	5,0
Malawi	5,8	5,7	3,0	2,3	4,0	4,4	5,4	0,9	2,2		2,7	4,3	5,8
Mali	3,6	7,1	6,2	5,9	5,3	4,7	4,8	-1,2	3,1		2,0	5,3	5,0
Maurice	4,0	3,7	3,6	3,8	3,8	3,8	3,0	-14,9	3,9		6,1	5,6	3,3
Mozambique	7,4	7,4	6,7	3,8	3,7	3,4	2,3	-1,2	2,2		3,8	5,0	13,1
Namibie	4,3	6,1	4,3	0,0	-1,0	1,1	-0,9	-8,5	0,9		2,8	3,7	2,5
Niger	5,3	6,6	4,4	5,7	5,0	7,2	5,9	3,6	1,3		6,9	7,2	6,3
Nigéria	7,3	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6		3,4	3,1	2,9
Ouganda	7,1	5,7	8,0	0,2	6,8	5,6	7,7	-1,4	5,1		4,9	6,5	6,8
République centrafricaine	-1,5	0,1	4,3	4,7	4,5	3,8	3,0	1,0	1,0		3,5	3,7	4,7
Rwanda	8,0	6,2	8,9	6,0	4,0	8,6	9,5	-3,4	10,2		6,4	7,4	6,1
Sao Tomé-et-Principe	5,3	6,5	3,8	4,2	3,9	3,0	2,2	3,0	1,8		1,6	2,8	4,0
Sénégal	3,2	6,2	6,4	6,4	7,4	6,2	4,6	1,3	6,1		5,0	9,2	4,0
Seychelles	4,4	4,7	5,6	5,4	4,5	3,2	3,1	-7,7	8,0		4,6	5,6	4,5
Sierra Leone	7,8	4,6	-20,5	6,4	3,8	3,5	5,3	-2,0	3,2		3,4	4,3	4,3
Soudan du Sud	...	2,9	-0,2	-13,5	-5,8	-1,9	0,9	-6,6	5,3		6,5	5,6	4,4
Tanzanie	6,5	6,7	6,2	6,9	6,8	7,0	7,0	4,8	4,9		4,8	5,2	6,0
Tchad	7,8	6,9	1,8	-5,6	-2,4	2,4	3,4	-2,2	-1,1		3,3	3,5	3,5
Togo	3,0	5,9	5,7	5,6	4,3	5,0	5,5	1,8	5,1		5,6	6,2	6,5
Zambie	7,6	4,7	2,9	3,8	3,5	4,0	1,4	-2,8	4,3		3,1	3,6	4,8
Zimbabwe ¹	1,7	2,4	1,8	0,5	5,0	4,7	-6,1	-5,3	6,3		3,5	3,0	3,0

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Inde, au Liban, à la Libye, à la Tunisie, à l'Ukraine, à l'Uruguay et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.²Les données pour le Timor-Leste excluent les projections concernant les exportations pétrolières de la zone d'exploitation pétrolière commune (Joint Petroleum Development Area).³Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.⁴Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A5. Inflation : récapitulation
(En pourcentage)

	Moyenne									Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Déflateurs du PIB												
Pays avancés	1,6	1,4	1,3	1,0	1,5	1,7	1,5	1,4	2,9	4,4	2,4	1,8
États-Unis	2,1	1,9	1,0	1,0	1,9	2,4	1,8	1,2	4,2	6,3	3,0	2,0
Zone euro	1,6	0,9	1,4	0,9	1,1	1,5	1,7	1,6	2,0	3,2	2,4	1,9
Japon	-1,0	1,7	2,1	0,4	-0,1	0,0	0,6	0,9	-0,9	0,4	0,4	0,5
Autres pays avancés ¹	2,0	1,3	1,1	1,2	1,9	1,7	1,2	1,8	3,6	4,4	2,3	2,0
Prix à la consommation												
Pays avancés	2,0	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	3,1	5,7	2,5	1,9
États-Unis	2,4	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	7,7	2,9	2,0
Zone euro ²	2,0	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	5,3	2,3	1,9
Japon	-0,1	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,3	1,0	0,8	1,0
Autres pays avancés ¹	2,3	1,5	0,5	0,9	1,8	1,9	1,4	0,6	2,5	4,8	3,0	1,9
Pays émergents et pays en développement³	6,3	4,7	4,7	4,3	4,4	4,9	5,1	5,2	5,9	8,7	6,5	4,1
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,0	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,2	3,5	2,9	2,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,1	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,3	9,5	27,1	18,1	6,8
Amérique latine et Caraïbes	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	11,2	8,0	5,0
Moyen-Orient et Asie centrale	8,4	6,5	5,6	5,7	6,9	9,8	7,8	10,6	13,2	12,8	10,5	6,9
Afrique subsaharienne	8,6	6,4	6,7	10,3	10,6	8,3	8,1	10,2	11,0	12,2	9,6	6,7
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	8,4	5,6	5,6	7,6	6,4	8,8	7,1	9,5	12,1	11,5	9,2	7,6
Autres produits	5,9	4,6	4,6	3,9	4,2	4,5	4,9	4,7	5,2	8,4	6,2	3,8
Dont : produits primaires ⁴	6,6	7,4	5,7	6,6	11,5	13,7	16,8	18,3	22,0	22,5	16,8	8,3
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)	7,2	5,8	5,7	5,5	5,8	5,8	5,6	6,1	7,7	11,2	8,1	4,8
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	10,1	9,3	14,0	11,5	17,6	16,6	13,4	16,4	21,1	22,4	17,1	7,0
Autres groupes												
Union européenne	2,3	0,4	0,1	0,2	1,6	1,8	1,4	0,7	2,9	5,8	2,9	2,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	8,2	6,4	5,7	5,5	7,0	11,1	8,2	11,2	14,6	13,4	10,8	7,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	6,0	4,5	4,6	4,0	4,0	4,6	4,9	4,6	5,3	8,2	6,2	4,0
Pays en développement à faible revenu	9,8	7,2	6,5	8,4	9,2	8,8	8,3	11,4	13,3	13,9	10,4	6,1
<i>Pour mémoire</i>												
Taux d'inflation médian												
Pays avancés	2,3	0,7	0,1	0,5	1,6	1,8	1,4	0,4	2,5	5,0	2,3	2,0
Pays émergents et pays en développement ³	5,2	3,1	2,5	2,7	3,3	3,1	2,7	2,8	3,9	6,1	4,3	3,0

¹Hors États-Unis, Japon et zone euro.

²Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

³Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁴Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation¹*(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période ²		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	Projections	
														2022	2023
Pays avancés	2,0	1,4	0,3	0,7	1,7	2,0	1,4	0,7	3,1	5,7	2,5	1,9	5,3	4,4	2,2
États-Unis	2,4	1,6	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2	4,7	7,7	2,9	2,0	7,4	5,3	2,3
Zone euro ³	2,0	0,4	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	5,3	2,3	1,9	5,0	4,2	2,1
Allemagne	1,8	0,8	0,7	0,4	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	5,5	2,9	2,0	5,7	4,7	2,5
France	1,8	0,6	0,1	0,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	4,1	1,8	1,6	3,3	3,4	1,8
Italie	2,2	0,2	0,1	-0,1	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	5,3	2,5	2,0	4,2	5,3	2,5
Espagne	2,5	-0,2	-0,5	-0,2	2,0	1,7	0,7	-0,3	3,1	5,3	1,3	1,7	6,5	2,7	0,8
Pays-Bas	1,8	0,3	0,2	0,1	1,3	1,6	2,7	1,1	2,8	5,2	2,3	2,0	6,3	3,0	2,4
Belgique	2,3	0,5	0,6	1,8	2,2	2,3	1,2	0,4	3,2	8,0	1,3	1,7	6,6	4,4	1,6
Irlande	1,3	0,3	-0,1	-0,2	0,3	0,7	0,9	-0,5	2,4	5,7	2,7	2,0	5,6	5,7	2,7
Autriche	2,1	1,5	0,8	1,0	2,2	2,1	1,5	1,4	2,8	5,6	2,2	2,0	3,8	4,3	2,0
Portugal	2,0	-0,2	0,5	0,6	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	4,0	1,5	1,3	0,0	6,1	1,2
Grèce	2,6	-1,4	-1,1	0,0	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,6	4,5	1,3	1,9	4,4	2,4	1,5
Finlande	2,0	1,2	-0,2	0,4	0,8	1,2	1,1	0,4	2,1	3,8	2,7	1,8	3,2	3,3	2,7
République slovaque	3,1	-0,1	-0,3	-0,5	1,4	2,5	2,8	2,0	2,8	8,4	4,1	2,0	5,0	8,1	2,8
Lituanie	3,8	0,2	-0,7	0,7	3,7	2,5	2,2	1,1	4,6	13,3	4,3	2,3	10,7	9,3	3,6
Slovénie	2,7	0,2	-0,5	-0,1	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,9	6,7	5,1	2,4	4,9	5,8	4,2
Luxembourg	2,8	0,7	0,1	0,0	2,1	2,0	1,7	0,0	3,5	5,6	2,0	2,0	5,4	3,5	2,0
Lettonie	5,3	0,7	0,2	0,1	2,9	2,6	2,7	0,1	3,2	10,0	3,9	2,5	7,9	8,1	3,2
Estonie	4,4	0,5	0,1	0,8	3,7	3,4	2,3	-0,6	4,5	11,9	4,6	2,3	12,0	7,8	2,6
Chypre	2,2	-0,3	-1,5	-1,2	0,7	0,8	0,5	-1,1	2,2	5,3	2,3	1,9	4,7	3,0	2,5
Malte	2,4	0,8	1,2	0,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	4,7	2,8	2,0	2,6	4,6	2,1
Japon	-0,1	2,8	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,3	1,0	0,8	1,0	0,4	1,1	0,9
Royaume-Uni	2,7	1,5	0,0	0,7	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	7,4	5,3	2,0	5,4	7,6	3,5
Corée	2,9	1,3	0,7	1,0	1,9	1,5	0,4	0,5	2,5	4,0	2,4	2,0	3,7	3,6	2,0
Canada	1,8	1,9	1,1	1,4	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	5,6	2,4	2,0	4,7	4,6	2,2
Taiwan, prov. chinoise de	1,4	1,3	-0,6	1,0	1,1	1,5	0,5	-0,2	1,8	2,3	2,2	1,4	2,6	2,3	2,2
Australie	2,7	2,5	1,5	1,3	2,0	1,9	1,6	0,9	2,8	3,9	2,7	2,5	3,7	3,3	2,5
Suisse	0,6	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,6	2,5	1,6	1,0	1,5	2,4	1,7
Suède	1,5	0,2	0,7	1,1	1,9	2,0	1,7	0,7	2,7	4,8	2,2	2,0	3,9	4,3	2,2
Singapour	2,7	1,0	-0,5	-0,5	0,6	0,4	0,6	-0,2	2,3	3,5	2,0	1,5	4,0	2,3	2,0
Hong Kong (RAS)	2,5	4,4	3,0	2,4	1,5	2,4	2,9	0,3	1,6	1,9	2,1	2,5	2,4	1,9	2,2
République tchèque	2,5	0,3	0,3	0,7	2,5	2,1	2,8	3,2	3,8	9,0	2,3	2,0	6,6	6,0	2,0
Israël	2,1	0,5	-0,6	-0,5	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,5	3,5	2,0	1,8	2,8	3,1	2,1
Norvège	1,7	2,0	2,2	3,6	1,9	2,8	2,2	1,3	3,5	3,5	1,8	2,0	5,3	2,3	2,0
Danemark	1,9	0,4	0,2	0,0	1,1	0,7	0,7	0,3	1,9	3,8	2,1	2,0	3,4	3,8	2,1
Nouvelle-Zélande	2,6	1,2	0,3	0,6	1,9	1,6	1,6	1,7	3,9	5,9	3,5	2,0	5,9	4,2	3,1
Porto Rico	3,1	0,6	-0,8	-0,3	1,8	1,3	0,1	-0,5	2,3	4,4	3,3	1,8	4,1	4,7	1,9
Macao (RAS)	4,6	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8	0,8	0,0	2,8	2,7	2,5	1,0	2,8	2,7
Islande	6,2	2,0	1,6	1,7	1,8	2,7	3,0	2,9	4,5	6,9	5,5	2,5	5,1	7,4	4,7
Andorre	2,2	-0,1	-1,1	-0,4	2,6	1,3	0,7	0,3	1,7	2,9	1,3	1,7	3,3	1,8	0,9
Saint-Marin	2,3	1,1	0,1	0,6	1,0	1,8	1,0	0,2	2,1	4,9	2,0	1,7	2,1	4,9	2,0
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,9	1,5	0,3	0,8	1,8	2,1	1,5	0,8	3,3	6,1	2,7	1,8	5,6	4,7	2,2

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	Projections		
														2022	2023	
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,0	3,4	2,7	2,8	2,4	2,7	3,3	3,1	2,2	3,5	2,9	2,7	3,0	3,7	2,5	
Bangladesh	8,2	7,3	6,4	5,9	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	6,0	6,2	5,5	5,6	6,4	5,9	
Bhoutan	6,3	9,6	6,7	3,3	4,3	3,7	2,8	4,2	8,1	7,9	5,4	4,0	9,0	6,5	5,1	
Brunei Darussalam	0,7	-0,2	-0,3	-0,4	-1,3	1,1	-0,4	1,9	1,5	2,0	1,5	1,0	0,7	0,7	0,5	
Cambodge	6,2	3,9	1,2	3,0	2,9	2,4	2,0	2,9	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	3,0	3,0	
Chine	3,1	2,0	1,4	2,0	1,6	2,1	2,9	2,4	0,9	2,1	1,8	2,0	1,8	2,5	1,4	
Fidji	4,1	0,5	1,4	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	0,2	4,0	3,0	2,5	3,0	4,5	3,2	
Îles Marshall	4,1	1,1	-2,2	-1,5	0,1	0,8	-0,5	-0,2	3,5	5,3	3,0	2,0	3,5	5,3	3,0	
Îles Salomon	7,7	5,3	-0,6	0,5	0,5	3,5	1,6	3,0	-0,1	5,4	3,2	3,6	3,5	4,5	3,0	
Inde	8,2	5,8	4,9	4,5	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,1	4,8	4,0	6,1	5,7	4,5	
Indonésie	7,1	6,4	6,4	3,5	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	3,3	3,3	2,9	1,9	4,0	3,1	
Kiribati	1,7	2,1	0,6	1,9	0,4	0,6	-1,8	2,5	3,0	5,0	3,3	1,6	3,2	4,8	3,1	
Lao, Rép. dém. pop.	6,0	4,1	1,3	1,6	0,8	2,0	3,3	5,1	3,8	6,2	5,0	3,0	5,3	6,2	5,0	
Malaisie	2,5	3,1	2,1	2,1	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,0	2,4	2,5	3,2	3,0	2,4	
Maldives	6,7	2,4	1,4	0,8	2,3	1,4	1,3	-1,6	0,2	2,3	2,0	2,0	0,2	2,3	2,0	
Micronésie	4,4	0,7	0,0	-0,9	0,1	1,1	2,2	0,9	2,1	5,6	3,0	2,1	2,1	5,6	3,0	
Mongolie	11,2	12,3	5,7	0,7	4,3	6,8	7,3	3,7	7,1	15,5	14,5	6,5	13,5	17,5	11,5	
Myanmar	10,6	5,7	7,3	9,1	4,6	5,9	8,6	5,7	3,6	14,1	8,2	7,8	7,3	14,7	8,3	
Nauru	...	0,3	9,8	8,2	5,1	0,5	4,3	-6,6	1,2	2,0	2,0	2,0	1,2	2,6	1,7	
Népal	7,9	9,0	7,2	9,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	5,8	5,8	5,4	4,2	6,9	5,7	
Palaos	3,8	4,0	2,2	-1,3	1,1	2,0	0,6	0,7	0,4	5,0	2,3	1,0	0,4	5,0	2,3	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,4	5,2	6,0	6,7	5,4	4,7	3,7	4,9	4,5	6,4	5,4	4,5	5,7	6,0	5,2	
Philippines	4,6	3,6	0,7	1,2	2,9	5,3	2,4	2,4	3,9	4,3	3,7	3,0	3,1	4,0	3,4	
Samoa	5,2	-1,2	1,9	0,1	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	8,3	4,8	3,0	4,1	6,6	3,0	
Sri Lanka	8,6	2,8	2,2	4,0	6,6	4,3	4,3	4,6	6,0	17,6	12,9	5,0	12,1	17,2	9,5	
Thaïlande	3,1	1,9	-0,9	0,2	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,2	3,5	2,8	2,0	2,2	4,0	0,8	
Timor-Leste	6,3	0,8	0,6	-1,5	0,5	2,3	0,9	0,5	3,8	6,0	4,0	2,0	5,3	6,0	4,0	
Tonga	6,0	2,3	0,1	-0,6	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	6,1	4,3	2,7	6,9	5,1	3,5	
Tuvalu	2,4	1,1	3,1	3,5	4,1	2,2	3,5	1,6	3,0	4,4	3,1	2,9	3,0	4,4	3,1	
Vanuatu	2,4	0,8	2,5	0,8	3,1	2,4	2,7	5,3	3,0	4,8	3,9	2,9	3,2	5,0	3,1	
Viet Nam	10,4	4,1	0,6	2,7	3,5	3,5	2,8	3,2	1,9	3,8	3,2	3,5	1,9	3,8	3,2	
Pays émergents et pays en développement d'Europe	8,1	6,5	10,6	5,5	5,6	6,4	6,6	5,3	9,5	27,1	18,1	6,8	15,0	26,0	14,7	
Albanie	2,7	1,6	1,9	1,3	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	5,5	3,7	3,0	3,7	4,8	3,0	
Bélarus	19,8	18,1	13,5	11,8	6,0	4,9	5,6	5,5	9,5	12,6	14,1	5,0	10,0	15,9	12,4	
Bosnie-Herzégovine	2,6	-0,9	-1,0	-1,6	0,8	1,4	0,6	-1,1	2,0	6,5	3,0	2,0	1,8	5,9	2,7	
Bulgarie ³	5,0	-1,6	-1,1	-1,3	1,2	2,6	2,5	1,2	2,8	11,0	3,3	2,0	6,6	11,0	0,4	
Croatie	2,9	-0,2	-0,5	-1,1	1,1	1,5	0,8	0,1	2,6	5,9	2,7	1,9	5,5	5,8	2,1	
Hongrie	4,8	-0,2	-0,1	0,4	2,4	2,8	3,4	3,3	5,1	10,3	6,4	3,0	7,4	10,7	4,5	
Kosovo	2,4	0,4	-0,5	0,2	1,5	1,1	2,7	0,2	3,3	9,5	3,3	2,0	6,7	8,4	2,1	
Macédoine du Nord	2,4	-0,3	-0,3	-0,2	1,4	1,5	0,8	1,2	3,2	6,9	3,6	2,0	4,9	5,2	3,3	
Moldova, Rép. de	8,5	5,1	9,6	6,4	6,5	3,6	4,8	3,8	5,1	21,9	6,5	5,0	13,9	15,7	5,0	
Monténégro	3,5	-0,7	1,5	-0,3	2,4	2,6	0,4	-0,2	2,4	6,8	3,8	1,8	4,7	7,0	2,8	
Pologne	2,8	0,0	-0,9	-0,6	2,0	1,6	2,3	3,4	5,1	8,9	10,3	2,5	8,6	8,1	7,9	
Roumanie	6,5	1,1	-0,6	-1,6	1,3	4,6	3,8	2,6	5,0	9,3	4,0	2,5	8,2	7,6	3,4	
Russie	9,5	7,8	15,5	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	21,3	14,3	4,0	8,4	24,0	12,0	
Serbie	9,6	2,1	1,4	1,1	3,1	2,0	1,9	1,6	4,1	7,7	4,7	3,0	7,9	6,0	4,0	
Turquie	8,3	8,9	7,7	7,8	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	60,5	37,2	15,0	36,1	52,4	29,7	
Ukraine ⁴	10,1	12,1	48,7	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	...	...	...	10,0	...	...
Amérique latine et Caraïbes⁵	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	11,2	8,0	5,0	11,6	10,0	7,1	
Antigua-et-Barbuda	2,3	1,1	1,0	-0,5	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	4,4	3,5	2,0	1,2	5,4	2,4	
Argentine ⁴	8,9	...	...	...	25,7	34,3	53,5	42,0	48,4	51,7	43,5	24,2	50,9	48,0	42,0
Aruba	2,6	0,4	0,5	-0,9	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,7	4,6	2,4	1,3	3,6	4,0	1,4	
Bahamas	2,0	1,2	1,9	-0,3	1,5	2,3	2,5	0,0	3,2	7,3	4,5	2,4	5,5	6,7	3,5	
Barbade	5,2	1,8	-1,1	1,5	4,4	3,7	4,1	2,9	3,0	6,0	4,5	2,3	5,0	4,3	3,5	
Belize	2,3	1,2	-0,9	0,7	1,1	0,3	0,2	0,1	3,2	4,8	3,7	2,0	4,9	5,2	2,5	
Bolivie	6,0	5,8	4,1	3,6	2,8	2,3	1,8	0,9	0,7	3,2	3,6	3,5	0,9	4,2	3,6	
Brésil	5,5	6,3	9,0	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	8,2	5,1	3,0	10,1	6,7	3,5	
Chili	3,1	4,7	4,3	3,8	2,2	2,3	2,3	3,0	4,5	7,5	4,5	3,0	7,1	6,0	3,9	
Colombie	4,3	2,9	5,0	7,5	4,3	3,2	3,5	2,5	3,5	7,7	4,2	3,0	5,6	6,9	3,8	

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (suite)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
														Projections		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	2022	2023	
Amérique latine et Caraïbes (fin)⁵	4,9	4,9	5,4	5,5	6,3	6,6	7,7	6,4	9,8	11,2	8,0	5,0	11,6	10,0	7,1	
Costa Rica	8,8	4,5	0,8	0,0	1,6	2,2	2,1	0,7	1,7	5,4	3,7	3,0	3,3	5,2	3,4	
Dominique	2,1	0,8	-0,9	0,1	0,3	1,0	1,5	-0,7	0,5	5,0	4,2	2,0	0,5	5,0	4,2	
El Salvador	3,4	1,1	-0,7	0,6	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,5	5,2	2,2	1,3	6,1	5,0	2,0	
Équateur	4,0	3,6	4,0	1,7	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,2	2,4	1,0	1,9	3,8	1,4	
Grenade	3,0	-1,0	-0,6	1,7	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,2	4,4	3,5	2,0	1,9	5,4	2,3	
Guatemala	6,1	3,4	2,4	4,4	4,4	3,8	3,7	3,2	4,3	4,4	4,3	4,0	3,1	4,8	4,5	
Guyana	5,4	0,7	-0,9	0,8	1,9	1,3	2,1	0,7	5,1	5,4	6,2	3,1	5,7	7,4	5,0	
Haïti	9,5	3,2	5,3	11,4	10,6	11,4	17,3	22,9	15,9	25,5	14,3	9,4	13,1	24,9	12,0	
Honduras	6,8	6,1	3,2	2,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,5	6,0	5,0	4,0	5,3	6,0	4,0	
Jamaïque	11,4	8,3	3,7	2,3	4,4	3,7	3,9	5,2	5,9	8,5	5,9	5,0	7,3	8,0	4,0	
Mexique	4,2	4,0	2,7	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	6,8	3,9	3,0	7,4	5,9	3,4	
Nicaragua	8,9	6,0	4,0	3,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,9	8,7	6,2	3,5	7,2	8,5	4,5	
Panama	4,0	2,6	0,1	0,7	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,6	3,1	3,4	2,0	2,6	4,0	3,0	
Paraguay	6,1	5,0	3,1	4,1	3,6	4,0	2,8	1,8	4,8	9,4	4,5	4,0	6,8	7,0	4,2	
Pérou	2,9	3,2	3,5	3,6	2,8	1,3	2,1	1,8	4,0	5,5	3,6	2,0	6,4	4,0	3,0	
République dominicaine	9,7	3,0	0,8	1,6	3,3	3,6	1,8	3,8	8,2	8,4	5,0	4,0	8,5	6,9	4,5	
Saint-Kitts-et-Nevis	3,4	0,2	-2,3	-0,7	0,7	-1,0	-0,3	-0,6	0,2	4,2	3,9	2,0	1,9	6,6	1,3	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,4	0,2	-1,7	-0,2	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,6	6,0	4,4	2,0	3,4	8,0	2,1	
Sainte-Lucie	2,9	3,5	-1,0	-3,1	0,1	2,6	0,5	-1,8	2,4	6,4	2,7	2,0	4,1	5,4	2,3	
Suriname	8,5	3,4	6,9	55,5	22,0	6,9	4,4	34,9	59,1	38,9	22,6	4,9	60,6	25,8	17,6	
Trinité-et-Tobago	7,6	5,7	4,7	3,1	1,9	1,0	1,0	0,6	1,1	4,6	3,8	1,9	3,5	5,5	3,1	
Uruguay	7,5	8,9	8,7	9,6	6,2	7,6	7,9	9,8	7,7	7,0	5,6	4,5	8,0	6,0	5,0	
Venezuela ⁴	24,1	62,2	121,7	254,9	438,1	65 374,1	19 906,0	2 355,1	1 588,5	500,0	500,0	...	686,4	500,0	500,0	
Moyen-Orient et Asie centrale	8,4	6,5	5,6	5,7	6,9	9,8	7,8	10,6	13,2	12,8	10,5	6,9	13,0	12,5	9,0	
Afghanistan ⁴	8,7	4,7	-0,7	4,4	5,0	0,6	2,3	5,6	...	...	...	...	...	...	...
Algérie	4,2	2,9	4,8	6,4	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	8,7	8,2	9,3	8,5	9,5	7,7	
Arabie saoudite	3,2	2,2	1,2	2,1	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,5	2,0	2,0	1,2	2,5	2,0	
Arménie	5,1	3,0	3,7	-1,4	1,2	2,5	1,4	1,2	7,2	7,6	6,0	4,0	7,7	7,5	5,0	
Azerbaïdjan	7,8	1,4	4,0	12,4	12,8	2,3	2,7	2,8	6,7	12,3	8,7	4,0	12,0	11,0	6,0	
Bahreïn	2,4	2,6	1,8	2,8	1,4	2,1	1,0	-2,3	-0,6	3,5	2,8	2,0	-0,4	3,0	2,3	
Cisjordanie et Gaza	3,8	1,7	1,4	-0,2	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,2	2,8	2,4	2,0	1,3	2,6	2,3	
Djibouti	4,2	1,3	-0,8	2,7	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	3,8	4,2	2,5	2,5	5,0	3,5	
Égypte	9,8	10,1	11,0	10,2	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	7,5	11,0	7,4	4,9	10,7	8,6	
Émirats arabes unis	4,8	2,3	4,1	1,6	2,0	3,1	-1,9	-2,1	0,2	3,7	2,8	2,0	0,2	3,7	2,8	
Géorgie	5,7	3,1	4,0	2,1	6,0	2,6	4,9	5,2	9,6	9,9	5,1	3,0	13,9	7,6	3,4	
Iran	18,8	15,6	11,9	9,1	9,6	30,2	34,6	36,4	40,1	32,3	27,5	25,0	34,7	30,0	25,0	
Iraq	...	2,2	1,4	0,5	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,0	6,9	4,7	2,0	5,3	5,9	3,9	
Jordanie	4,7	3,0	-1,1	-0,6	3,6	4,5	0,7	0,4	1,3	2,8	2,5	2,5	2,3	2,8	2,5	
Kazakhstan	8,4	6,7	6,7	14,6	7,4	6,0	5,2	6,8	8,0	8,5	7,1	4,0	8,4	8,5	6,0	
Koweït	4,0	3,1	3,7	3,5	1,5	0,6	1,1	2,1	3,4	4,8	2,3	2,5	4,1	3,4	2,8	
Liban ⁴	4,1	1,1	-3,8	-0,8	4,5	6,1	2,9	84,9	...	...	...	...	...	...	...
Libye ⁴	5,1	2,4	14,8	24,0	28,0	-1,2	0,2	2,8	3,7	3,7	2,4	2,7	3,7	3,7	2,4	
Maroc	1,8	0,4	1,4	1,5	0,7	1,6	0,2	0,6	1,4	4,4	2,3	2,0	3,2	4,0	2,2	
Mauritanie	6,6	3,8	0,5	1,5	2,3	3,1	2,3	2,3	3,8	4,9	4,0	4,0	5,7	4,0	4,0	
Oman	3,9	1,0	0,1	1,1	1,6	0,9	0,1	-0,9	1,5	3,7	2,2	1,9	1,5	3,7	2,2	
Ouzbékistan	11,6	9,1	8,5	8,8	13,9	17,5	14,5	12,9	10,8	11,8	11,3	5,1	10,0	12,1	11,3	
Pakistan	10,3	8,6	4,5	2,9	4,1	3,9	6,7	10,7	8,9	11,2	10,5	6,5	9,7	12,7	8,2	
Qatar	5,4	4,2	0,9	2,7	0,4	0,3	-0,7	-2,7	2,3	3,5	3,2	1,5	5,9	1,2	5,2	
République kirghize	8,8	7,5	6,5	0,4	3,2	1,5	1,1	6,3	11,9	13,2	10,1	4,8	11,2	14,7	6,4	
Somalie	...	1,3	0,9	0,0	4,0	4,3	4,5	4,3	4,6	9,4	3,6	3,3	5,7	8,7	3,5	
Soudan ⁶	16,5	36,9	16,9	17,8	32,4	63,3	51,0	163,3	359,1	245,1	111,4	8,1	318,2	244,4	69,2	
Syrie ⁷	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	9,3	6,1	5,8	5,9	7,3	3,8	7,8	8,6	8,7	10,0	10,5	6,5	8,0	12,0	9,0	
Tunisie ⁴	3,9	4,6	4,4	3,6	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	7,7	...	...	6,6	8,4	...
Turkménistan	6,4	6,0	7,4	3,6	8,0	13,3	5,1	7,6	15,0	17,5	10,5	8,0	21,0	14,0	7,0	
Yémen	11,4	8,2	22,0	21,3	30,4	27,6	12,0	23,1	63,8	59,7	34,0	10,8	85,1	46,0	25,8	

Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation¹ (fin)
(Variations annuelles en pourcentage)

	Moyenne										Projections			Fin de période ²		
	2004–13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027	2021	2022	2023	
											Projections			Projections		
Afrique subsaharienne	8,6	6,4	6,7	10,3	10,6	8,3	8,1	10,2	11,0	12,2	9,6	6,7	11,5	11,6	8,9	
Angola	16,2	7,3	9,2	30,7	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	23,9	13,2	6,4	27,0	18,0	12,0	
Afrique du Sud	5,5	6,1	4,6	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,5	5,7	4,6	4,5	5,4	5,5	4,5	
Bénin	3,3	-1,1	0,2	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7	4,6	1,8	2,0	1,7	4,6	1,8	
Botswana	8,4	4,4	3,1	2,8	3,3	3,2	2,7	1,9	6,7	8,9	4,5	4,5	8,7	8,9	4,5	
Burkina Faso	2,6	-0,3	1,7	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	6,0	2,0	2,0	8,0	4,0	2,0	
Burundi	10,8	4,4	5,6	5,5	1,6	-4,0	-0,7	7,3	8,3	9,2	6,5	6,0	10,1	7,1	6,0	
Cabo Verde	2,6	-0,2	0,1	-1,4	0,8	1,3	1,1	0,6	1,9	2,3	2,0	2,0	5,4	2,5	2,0	
Cameroun	2,5	1,9	2,7	0,9	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	2,9	2,3	2,0	2,1	2,7	2,0	
Comores	3,7	0,0	0,9	0,8	0,1	1,7	3,7	0,8	1,5	5,0	1,5	1,9	11,3	0,2	1,1	
Congo, Rép. dém. du	15,3	1,2	0,7	3,2	35,7	29,3	4,7	11,4	9,0	6,4	6,1	6,3	5,3	6,4	5,8	
Congo, Rép. du	3,5	0,9	3,2	3,2	0,4	1,2	0,4	1,4	2,0	2,7	3,0	3,0	1,5	3,0	3,0	
Côte d'Ivoire	2,2	0,5	1,2	0,6	0,6	0,6	0,8	2,4	4,2	5,5	2,3	2,0	5,6	4,2	1,7	
Érythrée	14,1	10,0	28,5	-5,6	-13,3	-14,4	-16,4	4,8	4,5	6,2	3,5	2,0	4,0	4,0	2,0	
Eswatini	6,7	5,7	5,0	7,8	6,2	4,8	2,6	3,9	3,7	4,8	4,2	4,4	3,5	4,8	4,2	
Éthiopie	16,6	7,4	9,6	6,6	10,7	13,8	15,8	20,4	26,8	34,5	30,5	12,4	35,1	33,4	28,1	
Gabon	1,2	4,5	-0,1	2,1	2,7	4,8	2,0	1,3	1,1	2,9	2,6	2,0	1,7	3,6	1,7	
Gambie	5,5	6,3	6,8	7,2	8,0	6,5	7,1	5,9	7,4	8,0	8,0	5,0	7,6	8,5	7,5	
Ghana	11,2	15,5	17,2	17,5	12,4	9,8	7,1	9,9	10,0	16,3	13,0	6,0	12,6	15,8	10,3	
Guinée	19,0	9,7	8,2	8,2	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	12,7	12,3	7,8	12,5	12,8	11,8	
Guinée équatoriale	4,4	4,3	1,7	1,4	0,7	1,3	1,2	4,8	-0,1	4,0	3,9	3,0	2,9	4,9	3,0	
Guinée-Bissau	2,8	-1,0	1,5	2,7	-0,2	0,4	0,3	1,5	3,3	4,0	3,0	2,0	5,8	0,7	3,0	
Kenya	8,5	6,9	6,6	6,3	8,0	4,7	5,2	5,3	6,1	7,2	7,1	5,0	5,7	8,7	5,5	
Lesotho	6,0	5,4	3,2	6,6	4,4	4,8	5,2	5,0	6,0	6,1	5,6	5,5	5,9	6,0	4,9	
Libéria	8,6	9,9	7,7	8,8	12,4	23,5	27,0	17,0	7,8	8,2	6,9	5,0	5,5	10,7	8,2	
Madagascar	10,1	6,1	7,4	6,1	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	8,8	6,8	5,8	6,2	8,3	6,6	
Malawi	11,3	23,8	21,9	21,7	11,5	9,2	9,4	8,6	9,3	10,7	7,1	5,0	11,5	10,7	6,6	
Mali	2,4	2,7	1,4	-1,8	1,8	1,7	-2,9	0,5	4,0	8,0	3,0	2,0	8,9	4,0	3,0	
Maurice	5,6	3,2	1,3	1,0	3,7	3,2	0,5	2,5	4,0	8,4	5,7	3,5	6,8	8,0	5,6	
Mozambique	9,1	2,6	3,6	17,4	15,1	3,9	2,8	3,1	5,7	8,5	7,7	5,5	6,7	9,0	7,0	
Namibie	5,8	5,3	3,4	6,7	6,1	4,3	3,7	2,2	3,6	5,5	4,6	4,5	4,5	6,0	4,5	
Niger	2,6	-0,9	1,0	0,2	0,2	2,8	-2,5	2,9	3,8	5,0	3,0	2,0	4,9	5,0	3,0	
Nigéria	11,5	8,0	9,0	15,7	16,5	12,1	11,4	13,2	17,0	16,1	13,1	11,5	15,6	15,6	12,4	
Ouganda	9,2	4,3	3,7	5,2	5,6	2,6	2,3	2,8	2,2	6,1	4,1	5,0	2,9	6,4	4,9	
République centrafricaine	3,3	17,8	1,4	4,9	4,2	1,6	2,8	0,9	4,3	4,0	3,6	2,5	2,7	5,4	2,4	
Rwanda	8,3	1,7	2,5	5,7	4,8	1,4	2,4	7,7	0,8	8,0	7,0	5,0	1,9	7,5	6,8	
Sao Tomé-et-Principe	16,6	7,0	6,1	5,4	5,7	7,9	7,7	9,8	8,1	14,5	9,2	5,0	9,5	15,0	5,0	
Sénégal	2,1	-1,1	0,9	1,2	1,1	0,5	1,0	2,5	2,2	3,0	2,2	2,0	3,8	0,8	3,4	
Seychelles	8,1	1,4	4,0	-1,0	2,9	3,7	1,8	1,2	9,8	5,6	1,6	2,5	7,9	7,4	-4,2	
Sierra Leone	9,5	4,6	6,7	10,9	18,2	16,0	14,8	13,4	11,9	17,3	14,5	7,8	17,9	16,7	12,3	
Soudan du Sud	...	1,7	52,8	379,8	187,9	83,5	51,2	24,0	5,3	16,0	15,0	10,5	0,9	10,0	15,0	
Tanzanie	8,8	6,1	5,6	5,2	5,3	3,5	3,4	3,3	3,7	4,4	5,4	4,3	4,2	6,3	5,0	
Tchad	2,6	1,7	4,8	-1,6	-0,9	4,0	-1,0	4,5	-0,8	4,1	3,1	3,0	1,0	3,8	3,1	
Togo	2,7	0,2	1,8	0,9	-0,2	0,9	0,7	1,8	4,3	4,6	2,0	1,7	6,2	0,2	3,9	
Zambie	11,2	7,8	10,1	17,9	6,6	7,0	9,2	15,7	20,5	15,7	9,2	7,0	16,6	10,8	8,8	
Zimbabwe ⁴	5,0	-0,2	-2,4	-1,6	0,9	10,6	255,3	557,2	98,5	86,7	46,5	7,0	60,7	85,8	42,0	

¹Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.

²Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.

³Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.

⁴Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Argentine, au Liban, à la Libye, à la Tunisie, à l'Ukraine, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁵Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

⁶Les données de 2011 pour le Soudan excluent le Soudan du Sud à partir du 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà portent sur le Soudan actuel.

⁷Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques¹*(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne									Projections		
	2004-13	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2027
Principaux pays avancés												
Prêt/emprunt (net)	-5,3	-3,6	-3,0	-3,3	-3,2	-3,4	-3,8	-11,9	-8,4	-4,9	-3,3	-3,6
Écart de production ²	-2,2	-2,8	-2,0	-1,7	-0,8	-0,1	0,2	-3,4	-0,9	0,4	0,6	0,0
Solde structurel ²	-4,2	-2,5	-2,2	-2,7	-2,9	-3,3	-3,9	-8,0	-6,5	-5,0	-3,6	-3,5
États-Unis												
Prêt/emprunt (net) ³	-6,5	-4,0	-3,5	-4,3	-4,6	-5,4	-5,7	-14,5	-10,2	-4,8	-4,0	-5,2
Écart de production ²	-3,7	-4,0	-2,5	-2,1	-1,3	0,0	0,7	-3,3	0,3	1,6	1,5	0,0
Solde structurel ²	-4,5	-2,7	-2,5	-3,5	-4,2	-5,2	-6,1	-10,4	-8,0	-5,3	-4,6	-5,1
Dette nette	60,6	81,1	80,9	81,9	80,3	81,2	83,0	98,7	101,3	95,8	94,9	105,6
Dette brute	82,3	104,6	105,1	107,2	106,2	107,5	108,8	134,2	132,6	125,6	123,7	127,4
Zone euro												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-2,5	-2,0	-1,5	-0,9	-0,4	-0,6	-7,2	-5,5	-4,3	-2,5	-1,7
Écart de production ²	-0,4	-2,9	-2,3	-1,6	-0,6	-0,1	0,1	-4,3	-2,4	-1,0	-0,4	0,1
Solde structurel ²	-3,0	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3	-0,5	-4,5	-4,0	-3,5	-2,3	-1,7
Dette nette	62,8	76,1	75,0	74,5	72,4	70,6	69,1	79,6	79,2	79,2	78,1	75,1
Dette brute	78,1	92,7	90,8	90,0	87,5	85,5	83,5	97,3	96,0	95,2	93,4	88,9
Allemagne												
Prêt/emprunt (net)	-1,7	0,6	1,0	1,2	1,3	1,9	1,5	-4,3	-3,7	-3,3	-0,7	0,4
Écart de production ²	-0,2	-0,3	-0,3	0,1	1,0	0,8	0,4	-2,6	-2,1	-1,1	-0,3	0,0
Solde structurel ²	-1,4	1,2	1,2	1,2	1,1	1,6	1,3	-3,1	-2,6	-2,0	-0,5	0,4
Dette nette	57,5	54,9	52,2	49,3	45,4	42,6	40,5	46,3	49,0	51,1	49,0	42,2
Dette brute	72,3	75,3	72,0	69,0	64,7	61,3	58,9	68,7	70,2	70,9	67,7	58,7
France												
Prêt/emprunt (net)	-4,4	-3,9	-3,6	-3,6	-3,0	-2,3	-3,1	-9,1	-7,0	-5,6	-3,8	-3,3
Écart de production ²	-0,4	-2,2	-2,4	-2,5	-1,6	-0,8	0,0	-4,8	-1,8	-0,5	-0,6	0,0
Solde structurel ²	-4,1	-2,5	-2,1	-2,0	-1,9	-1,5	-2,1	-5,9	-5,9	-5,3	-3,4	-3,3
Dette nette	67,4	85,5	86,3	89,2	89,4	89,2	88,8	102,6	99,8	100,1	100,4	101,4
Dette brute	77,1	94,9	95,6	98,0	98,1	97,8	97,4	115,2	112,3	112,6	112,9	114,0
Italie												
Prêt/emprunt (net)	-3,4	-3,0	-2,6	-2,4	-2,4	-2,2	-1,5	-9,6	-7,2	-6,0	-3,9	-2,5
Écart de production ²	-0,6	-4,1	-3,4	-2,6	-1,6	-1,1	-1,1	-6,1	-4,1	-1,2	-0,3	0,5
Solde structurel ²	-3,4	-1,0	-0,6	-1,3	-1,6	-1,7	-1,0	-6,0	-4,6	-5,2	-3,7	-2,7
Dette nette	104,3	121,4	122,2	121,6	121,3	121,8	121,7	141,8	138,3	138,5	137,1	132,6
Dette brute	114,3	135,4	135,3	134,8	134,2	134,4	134,1	155,3	150,9	150,6	148,7	142,9
Japon												
Prêt/emprunt (net)	-6,3	-5,6	-3,7	-3,6	-3,1	-2,5	-3,0	-9,0	-7,6	-7,8	-3,5	-2,8
Écart de production ²	-1,6	-2,3	-1,5	-1,5	-0,5	-0,7	-1,4	-2,7	-2,6	-1,7	-0,4	0,0
Solde structurel ²	-5,8	-5,4	-4,2	-4,1	-3,3	-2,5	-2,5	-8,1	-6,9	-7,3	-3,3	-2,8
Dette nette	115,7	145,1	144,6	149,6	148,1	151,1	151,4	162,4	168,9	172,1	171,0	174,5
Dette brute ⁴	195,1	233,5	228,4	232,5	231,4	232,5	236,1	259,0	263,1	262,5	258,3	261,8
Royaume-Uni												
Prêt/emprunt (net)	-5,6	-5,5	-4,5	-3,3	-2,4	-2,2	-2,2	-12,8	-8,0	-4,3	-2,3	-1,0
Écart de production ²	-1,1	-1,8	-1,0	-0,5	0,1	0,3	0,6	-3,5	-0,1	0,4	-0,7	0,0
Solde structurel ²	-4,8	-3,9	-3,6	-2,8	-2,3	-2,4	-2,7	0,5	-3,2	-4,4	-2,0	-1,1
Dette nette	52,9	77,3	77,6	76,9	75,7	74,8	74,1	90,2	84,3	76,1	71,3	59,2
Dette brute	59,1	85,5	86,0	85,8	85,1	84,5	83,9	102,6	95,3	87,8	82,7	70,7
Canada												
Prêt/emprunt (net)	-1,0	0,2	-0,1	-0,5	-0,1	0,4	0,0	-11,4	-4,7	-2,2	-0,8	-0,3
Écart de production ²	0,0	1,0	-0,1	-0,9	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,5	0,3	0,8	0,0
Solde structurel ²	-0,9	-0,6	0,0	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-8,6	-3,6	-2,3	-1,3	-0,3
Dette nette ⁵	26,5	28,5	28,6	28,5	25,8	25,7	23,1	33,6	33,2	32,1	31,6	27,6
Dette brute	76,1	85,6	91,2	91,8	88,9	88,9	87,2	117,8	112,1	101,8	98,5	87,7

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

¹Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

²En pourcentage du PIB potentiel.

³Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

⁴Sur base non consolidée.

⁵Comprend les prises de participation.

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	Moyennes										Projections	
	2004–13	2014–23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerce de biens et de services												
Commerce mondial¹												
Volume	5,4	3,0	3,8	3,0	2,3	5,6	4,0	0,9	-7,9	10,1	5,0	4,4
Déflateur des prix												
En dollars	4,1	0,5	-1,8	-13,3	-4,0	4,3	5,5	-2,4	-2,2	12,6	7,8	0,6
En DTS	3,2	1,2	-1,7	-5,9	-3,4	4,6	3,3	0,0	-3,0	10,1	10,2	-0,5
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,5	2,8	3,8	3,8	2,1	4,9	3,6	1,3	-9,1	8,6	5,0	4,7
Pays émergents et pays en développement	7,4	3,4	3,4	2,0	2,8	6,5	4,1	0,4	-4,8	12,3	4,1	3,6
Importations												
Pays avancés	3,7	3,2	3,9	4,8	2,5	4,8	3,8	2,1	-8,7	9,5	6,1	4,5
Pays émergents et pays en développement	9,1	2,8	4,3	-0,6	1,7	7,5	5,1	-1,1	-7,9	11,8	3,9	4,8
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,3	0,3	1,8	1,1	-0,2	-0,4	0,2	0,8	0,7	-1,1	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,5	-0,4	-0,7	-4,4	-1,5	1,5	1,1	-1,3	-1,2	1,4	1,9	-1,0
Commerce de biens												
Commerce mondial¹												
Volume	5,3	3,1	3,0	2,3	2,1	5,6	3,8	0,2	-4,9	10,9	4,4	3,8
Déflateur des prix												
En dollars	4,2	0,3	-2,4	-14,5	-4,8	4,9	5,8	-3,1	-2,6	14,0	9,0	0,2
En DTS	3,4	1,1	-2,3	-7,2	-4,2	5,1	3,6	-0,7	-3,4	11,5	11,5	-0,9
Prix mondiaux en dollars²												
Produits manufacturés	2,6	0,8	-0,5	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,5	-3,2	6,8	8,8	2,9
Pétrole	13,7	-1,2	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	67,3	54,7	-13,3
Produits primaires hors combustibles	8,4	2,2	-5,5	-17,1	-0,4	6,4	1,3	0,7	6,8	26,8	11,4	-2,5
Produits alimentaires	5,8	1,4	-1,6	-16,9	1,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	27,8	13,9	-5,7
Boissons	6,8	2,6	20,1	-7,2	-3,1	-4,7	-8,2	-3,8	3,5	22,7	15,7	-2,9
Matières premières agricoles	4,6	-1,0	-7,5	-11,5	0,0	5,2	2,0	-5,4	-3,3	15,8	4,3	-6,6
Métaux	13,1	3,1	-12,2	-27,3	-5,3	22,2	6,6	3,7	3,5	46,8	9,9	-0,1
Prix mondiaux en DTS²												
Produits manufacturés	1,8	1,6	-0,4	5,3	-4,6	0,4	-0,1	3,0	-4,0	4,4	11,2	1,7
Pétrole	12,7	-0,4	-7,5	-42,7	-15,1	23,6	26,7	-8,0	-33,3	63,5	58,1	-14,3
Produits primaires hors combustibles	7,5	3,0	-5,5	-10,0	0,3	6,6	-0,8	3,2	5,9	23,9	13,9	-3,5
Produits alimentaires	4,9	2,2	-1,5	-9,8	2,2	4,1	-3,3	-0,7	0,9	24,9	16,4	-6,7
Boissons	5,9	3,4	20,1	0,7	-2,5	-4,5	-10,1	-1,4	2,7	20,0	18,3	-4,0
Matières premières agricoles	3,7	-0,2	-7,5	-4,0	0,6	5,5	-0,1	-3,1	-4,1	13,2	6,6	-7,6
Métaux	12,2	3,9	-12,1	-21,1	-4,7	22,5	4,4	6,2	2,7	43,6	12,3	-1,2
Prix mondiaux en euros²												
Produits manufacturés	1,0	2,5	-0,5	16,2	-5,0	-1,9	-2,5	6,1	-5,1	2,9	15,5	1,4
Pétrole	11,9	0,4	-7,6	-36,8	-15,4	20,8	23,7	-5,2	-34,0	61,3	64,3	-14,5
Produits primaires hors combustibles	6,7	3,9	-5,6	-0,7	-0,1	4,2	-3,1	6,3	4,7	22,2	18,3	-3,8
Produits alimentaires	4,1	3,1	-1,6	-0,5	1,8	1,7	-5,6	2,3	-0,3	23,2	20,9	-7,0
Boissons	5,1	4,3	20,0	11,1	-2,8	-6,6	-12,2	1,5	1,5	18,3	22,9	-4,2
Matières premières agricoles	2,9	0,6	-7,6	5,9	0,3	3,1	-2,5	-0,2	-5,2	11,7	10,7	-7,9
Métaux	11,3	4,8	-12,2	-12,9	-5,0	19,7	1,9	9,4	1,5	41,6	16,7	-1,5

Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2004–13	2014–23	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Commerce de biens												
Volume du commerce												
Exportations												
Pays avancés	4,4	2,7	3,1	3,1	1,7	4,9	3,1	0,5	-6,3	9,4	4,0	4,3
Pays émergents et pays en développement	7,2	3,3	2,7	1,5	2,7	6,6	3,8	-0,6	-1,1	11,6	3,6	3,1
Pays exportateurs de combustibles	4,8	0,1	-0,5	2,4	0,8	0,9	-0,8	-4,5	-6,2	1,0	8,8	-0,3
Pays exportateurs d'autres produits	7,9	3,9	3,7	1,3	3,0	7,6	4,7	0,2	-0,2	13,0	2,9	3,8
Importations												
Pays avancés	3,8	3,2	3,4	3,7	2,2	4,8	3,7	0,6	-5,7	10,9	5,6	3,8
Pays émergents et pays en développement	9,1	3,1	2,7	-0,4	2,1	7,4	5,2	-0,1	-5,5	12,5	3,8	3,9
Pays exportateurs de combustibles	9,9	-0,7	4,3	0,1	-6,8	-0,9	-3,3	1,5	-11,7	1,2	10,0	0,3
Pays exportateurs d'autres produits	9,0	3,6	2,4	-0,4	3,5	8,6	6,4	-0,2	-4,7	13,8	3,1	4,3
Déflateur des prix en DTS												
Exportations												
Pays avancés	2,2	1,0	-1,9	-6,4	-2,2	4,3	2,8	-1,4	-2,2	10,4	8,6	-0,4
Pays émergents et pays en développement	6,2	1,2	-3,2	-9,2	-7,0	7,0	5,1	0,3	-5,7	14,8	15,6	-2,2
Pays exportateurs de combustibles	10,3	0,1	-7,6	-30,1	-10,8	15,7	15,2	-3,3	-22,2	38,8	39,1	-9,1
Pays exportateurs d'autres produits	5,0	1,6	-1,9	-3,6	-6,3	5,4	3,2	1,1	-2,7	11,6	12,1	-0,8
Importations												
Pays avancés	2,7	0,7	-2,0	-8,1	-3,5	4,5	3,4	-1,5	-3,3	9,1	10,0	-0,3
Pays émergents et pays en développement	4,3	1,7	-2,7	-5,0	-5,5	5,8	3,7	0,5	-3,1	13,2	13,4	-1,2
Pays exportateurs de combustibles	4,2	2,0	-2,8	-2,5	-3,7	3,5	1,5	3,0	-1,3	10,9	13,2	-0,1
Pays exportateurs d'autres produits	4,3	1,6	-2,7	-5,4	-5,8	6,2	4,0	0,2	-3,3	13,5	13,4	-1,4
Termes de l'échange												
Pays avancés	-0,4	0,3	0,2	1,8	1,3	-0,2	-0,7	0,1	1,2	1,2	-1,3	-0,1
Pays émergents et pays en développement	1,7	-0,5	-0,5	-4,4	-1,6	1,1	1,3	-0,2	-2,7	1,4	2,0	-1,0
Par région												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,9	-0,1	2,4	8,4	0,2	-3,5	-2,3	1,2	0,7	-6,2	-3,1	2,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,0	-0,2	-0,7	-10,6	-6,2	2,9	4,4	0,6	-3,5	8,7	7,2	-2,9
Amérique latine et Caraïbes	2,5	-0,4	-2,5	-8,8	0,9	4,2	0,2	-0,2	0,8	4,1	-0,3	-1,5
Moyen-Orient et Asie centrale	4,3	-1,5	-3,9	-24,3	-5,5	9,8	10,8	-5,0	-17,8	21,0	18,5	-8,6
Afrique subsaharienne	4,5	0,0	-3,8	-15,0	-1,4	9,3	4,8	-2,3	-0,1	10,5	5,0	-4,6
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles	5,8	-1,9	-5,0	-28,3	-7,4	11,8	13,5	-6,1	-21,2	25,2	22,9	-9,0
Autres produits	0,7	0,0	0,9	1,9	-0,5	-0,7	-0,8	0,8	0,6	-1,7	-1,1	0,5
<i>Pour mémoire</i>												
Exportations mondiales (milliards de dollars)												
Biens et services	17 868	25 194	23 795	21 127	20 752	22 882	25 073	24 652	22 253	27 635	31 144	32 625
Biens	14 187	19 483	18 639	16 201	15 745	17 457	19 109	18 540	17 222	21 752	24 631	25 532
Prix moyen du pétrole ³	13,7	-1,2	-7,5	-47,2	-15,7	23,3	29,4	-10,2	-32,7	67,3	54,7	-13,3
En dollars le baril	77,74	68,22	96,25	50,79	42,84	52,81	68,33	61,39	41,29	69,07	106,83	92,63
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés ⁴	2,6	0,8	-0,5	-3,0	-5,2	0,1	2,0	0,5	-3,2	6,8	8,8	2,9

¹Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.²Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant 82 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014–16, dans le total des importations mondiales des produits de base.³Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.⁴Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	225,4	272,6	367,7	488,9	401,2	337,9	207,8	379,3	-65,0	23,4	435,8
États-Unis	-370,0	-408,9	-397,6	-361,7	-438,2	-472,1	-616,1	-806,6	-877,8	-855,4	-636,7
Zone euro	316,9	313,5	364,0	402,1	392,4	306,7	250,0	345,2	257,1	344,1	479,3
Allemagne	280,3	288,8	295,1	288,9	316,3	294,3	272,5	314,0	249,8	313,4	369,3
France	-27,3	-9,0	-12,0	-19,8	-23,2	-7,9	-49,8	-27,4	-54,0	-51,3	-30,3
Italie	41,0	26,4	48,9	50,7	52,9	64,8	70,9	69,1	36,6	52,5	75,7
Espagne	23,3	24,2	39,1	36,4	26,7	29,3	10,6	13,4	4,3	6,6	27,3
Japon	36,8	136,4	197,8	203,5	177,8	176,0	148,8	141,7	117,2	142,2	202,0
Royaume-Uni	-157,9	-152,7	-145,6	-98,1	-112,6	-76,8	-69,0	-82,5	-184,4	-178,1	-161,2
Canada	-41,9	-54,4	-47,2	-46,2	-41,0	-35,5	-29,4	1,2	24,6	-2,1	-51,0
Autres pays avancés ¹	350,8	350,4	330,0	333,2	331,6	349,2	409,1	602,3	518,4	487,7	502,7
Pays émergents et pays en développement	160,0	-75,5	-99,2	-22,5	-52,2	0,7	160,1	365,3	682,3	420,7	-112,3
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	227,6	296,7	212,2	166,4	-51,3	92,9	319,5	247,9	156,0	132,7	-21,9
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-10,9	34,2	-8,4	-20,0	66,1	50,0	0,3	71,1	130,9	70,3	-13,5
Amérique latine et Caraïbes	-190,2	-172,8	-102,5	-94,9	-142,1	-107,7	-8,9	-82,0	-65,9	-70,6	-107,3
Moyen-Orient et Asie centrale	198,4	-140,6	-146,0	-39,1	114,8	22,5	-101,7	149,1	496,4	343,4	102,0
Afrique subsaharienne	-64,8	-92,9	-54,5	-34,8	-39,7	-57,0	-49,1	-20,8	-35,1	-55,1	-71,6
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	250,9	-144,6	-99,0	40,8	204,7	78,4	-84,2	204,7	601,0	426,5	160,4
Autres produits	-88,9	71,0	1,9	-61,2	-254,8	-75,9	246,2	162,9	83,7	-3,2	-270,3
Dont : produits primaires	-57,9	-65,2	-45,4	-57,9	-76,5	-49,3	-5,0	-19,8	-23,2	-29,7	-39,2
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-384,5	-352,7	-271,3	-306,6	-382,4	-300,5	-114,2	-295,0	-346,9	-367,9	-491,8
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-56,0	-72,7	-67,3	-55,9	-46,1	-47,6	-30,5	-30,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	385,4	197,1	268,5	466,4	349,0	338,6	367,9	744,6	617,2	444,1	323,5
Union européenne	451,9	443,2	472,3	502,2	509,1	450,6	437,2	560,8	348,5	441,5	602,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	190,1	-122,0	-120,7	-19,4	130,5	41,8	-86,3	154,4	489,9	343,7	116,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	202,9	-1,0	-59,2	11,0	2,3	58,8	212,7	430,3	769,7	504,3	-19,0
Pays en développement à faible revenu	-42,9	-74,5	-40,1	-33,5	-54,5	-58,1	-52,6	-65,0	-87,4	-83,6	-93,3

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)*(En pourcentage du PIB)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,7	-0,1	0,0	0,6
États-Unis	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-3,2	-2,1
Zone euro	2,3	2,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,4	1,8	2,2	2,6
Allemagne	7,2	8,6	8,5	7,8	7,9	7,6	7,1	7,4	5,9	6,9	6,9
France	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-0,9	-1,8	-1,7	-0,8
Italie	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	3,3	1,8	2,4	3,0
Espagne	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	0,3	0,4	1,5
Japon	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	2,9	2,4	2,7	3,2
Royaume-Uni	-5,1	-5,2	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-5,5	-4,8	-3,5
Canada	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,1	1,1	-0,1	-1,8
Autres pays avancés ¹	5,0	5,4	5,0	4,7	4,4	4,7	5,6	7,2	5,9	5,3	4,5
Pays émergents et pays en développement	0,5	-0,3	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,9	1,5	0,9	-0,2
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,6	0,4	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	3,2	1,7	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	-3,2	-3,3	-2,0	-1,7	-2,7	-2,1	-0,2	-1,6	-1,2	-1,2	-1,5
Moyen-Orient et Asie centrale	4,9	-3,9	-4,1	-1,1	2,9	0,5	-2,5	3,0	8,3	5,6	1,4
Afrique subsaharienne	-3,6	-5,7	-3,6	-2,2	-2,3	-3,2	-3,0	-1,1	-1,7	-2,5	-2,3
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	6,1	-4,0	-2,9	1,2	5,4	2,0	-2,3	4,4	10,6	7,3	2,3
Autres produits	-0,3	0,3	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,2	0,0	-0,5
Dont : produits primaires	-2,8	-3,2	-2,3	-2,7	-3,7	-2,5	-0,3	-0,9	-1,0	-1,2	-1,3
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-2,8	-2,8	-2,1	-2,2	-2,7	-2,0	-0,8	-1,9	-2,1	-2,1	-2,1
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-4,8	-6,6	-6,3	-5,5	-4,3	-4,2	-2,7	-2,4	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	0,5	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,8	0,6	0,4	0,2
Union européenne	2,9	3,3	3,4	3,4	3,2	2,9	2,9	3,3	2,0	2,4	2,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,8	-4,3	-4,2	-0,7	4,0	1,2	-2,6	3,6	9,5	6,6	1,9
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,7	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,2	0,7	1,1	1,8	1,1	0,0
Pays en développement à faible revenu	-2,1	-3,8	-2,1	-1,7	-2,6	-2,6	-2,3	-2,7	-3,3	-2,9	-2,2

Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage des exportations des biens et des services)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	1,5	2,0	2,7	3,3	2,5	2,2	1,5	2,2	-0,3	0,1	1,8
États-Unis	-15,5	-17,9	-17,8	-15,1	-17,3	-18,7	-28,9	-31,9	-30,0	-27,0	-16,4
Zone euro	8,9	9,7	11,2	11,3	10,1	8,0	7,2	8,3	...	...	...
Allemagne	15,8	18,3	18,5	16,6	16,8	16,2	16,3	15,6	12,3	14,7	14,6
France	-3,1	-1,2	-1,5	-2,4	-2,5	-0,9	-6,6	-3,0	-5,2	-4,7	-2,3
Italie	6,5	4,8	8,9	8,4	8,1	10,2	12,8	10,1	5,0	6,6	7,7
Espagne	5,1	6,0	9,4	7,9	5,3	6,0	2,7	2,7	0,8	1,1	3,6
Japon	4,3	17,4	24,4	23,2	19,1	19,5	18,8	15,5	11,8	13,4	16,6
Royaume-Uni	-18,2	-19,0	-18,9	-12,1	-12,7	-8,6	-8,8	-9,6	-20,0	-17,4	-12,5
Canada	-7,3	-11,0	-9,8	-8,9	-7,4	-6,3	-6,1	0,2	3,3	-0,3	-6,2
Autres pays avancés ¹	8,4	9,4	9,0	8,3	7,7	8,3	10,5	12,3	9,3	8,4	7,3
Pays émergents et pays en développement	2,0	-0,9	-1,3	-0,3	-0,7	0,0	2,0	3,4	5,4	3,2	-0,8
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,7	7,8	5,8	4,1	-1,1	2,1	7,3	4,4	2,5	2,0	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,7	2,9	-0,7	-1,5	4,3	3,3	0,0	4,0	7,0	3,7	-0,6
Amérique latine et Caraïbes	-15,3	-16,0	-9,7	-8,1	-11,2	-8,6	-0,8	-6,0	-4,3	-4,4	-5,7
Moyen-Orient et Asie centrale	12,7	-10,5	-12,0	-3,3	6,7	1,2	-8,8	9,4	22,5	16,4	4,8
Afrique subsaharienne	-14,2	-27,0	-17,1	-9,4	-9,4	-13,8	-14,6	-4,7	-6,3	-9,8	-10,9
Classification analytique											
Source des recettes d'exportation											
Combustibles	14,8	-10,9	-8,3	2,8	12,5	5,1	-7,7	13,4	27,4	21,1	8,4
Autres produits	-1,3	1,1	0,0	-0,9	-3,3	-1,0	3,4	1,8	0,8	0,0	-2,0
Dont : produits primaires	-11,8	-15,4	-10,8	-12,3	-15,1	-9,9	-1,1	-3,3	-3,4	-4,1	-4,5
Source de financement extérieur											
Pays débiteurs (net)	-10,6	-11,0	-8,5	-8,4	-9,5	-7,4	-3,2	-6,5	-6,7	-6,7	-7,2
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020	-17,3	-29,1	-29,9	-21,7	-15,5	-16,0	-12,2	-9,7	-10,2	-14,0	-11,6
<i>Pour mémoire</i>											
Monde	1,7	1,0	1,3	2,0	1,3	1,4	1,7	2,7	1,9	1,3	0,8
Union européenne	6,3	6,9	7,2	7,0	6,4	5,8	6,1	6,5	3,8	4,5	5,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	13,8	-10,1	-11,0	-2,0	8,6	2,8	-8,4	10,9	24,9	18,5	6,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	2,7	0,1	-0,8	0,1	-0,1	0,6	2,8	4,3	6,6	4,2	-0,2
Pays en développement à faible revenu	-8,1	-15,5	-8,3	-6,0	-8,5	-8,5	-8,3	-8,8	-10,0	-9,0	-7,4

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes*(En pourcentage du PIB)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays avancés	0,5	0,6	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,7	-0,1	0,0	0,6
États-Unis	-2,1	-2,2	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-3,2	-2,1
Zone euro ¹	2,3	2,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,4	1,8	2,2	2,6
Allemagne	7,2	8,6	8,5	7,8	7,9	7,6	7,1	7,4	5,9	6,9	6,9
France	-1,0	-0,4	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-0,9	-1,8	-1,7	-0,8
Italie	1,9	1,4	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	3,3	1,8	2,4	3,0
Espagne	1,7	2,0	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	0,3	0,4	1,5
Pays-Bas	8,2	6,3	8,1	10,8	10,8	9,4	7,0	9,5	7,4	7,3	6,1
Belgique	0,8	1,4	0,6	0,7	-0,8	0,2	0,8	0,9	0,5	0,9	1,7
Irlande	1,1	4,4	-4,2	0,5	4,9	-19,9	-2,7	13,9	10,2	8,4	7,0
Autriche	2,5	1,7	2,7	1,4	0,9	2,1	1,9	-0,6	-0,6	0,8	2,1
Portugal	0,2	0,2	1,2	1,3	0,6	0,4	-1,1	-1,1	-2,6	-1,4	-0,4
Grèce	-2,4	-1,5	-2,4	-2,6	-3,6	-2,2	-7,3	-6,4	-6,3	-6,1	-2,7
Finlande	-1,3	-0,9	-2,0	-0,8	-1,8	-0,3	0,8	0,9	0,4	0,0	-0,4
République slovaque	1,1	-2,1	-2,7	-1,9	-2,2	-3,4	0,1	-2,0	-5,0	-4,8	-2,3
Lituanie	3,2	-2,8	-0,8	0,6	0,3	3,5	7,3	2,7	-0,7	-2,1	-0,9
Slovénie	5,1	3,8	4,8	6,2	6,0	6,0	7,4	3,3	-0,5	-1,4	-2,7
Luxembourg	4,9	4,8	4,8	4,7	4,7	4,6	4,3	2,8	2,0	2,7	3,9
Lettonie	-1,6	-0,6	1,6	1,3	-0,2	-0,7	2,9	-2,9	-1,6	-1,7	-0,2
Estonie	0,7	1,8	1,2	2,3	0,8	2,5	-0,3	-1,1	1,6	1,8	-0,4
Chypre	-4,1	-0,4	-4,2	-5,1	-4,0	-5,7	-10,1	-7,6	-9,4	-8,3	-5,6
Malte	8,5	2,7	-0,6	5,9	6,4	5,4	-3,1	-5,1	-1,7	-1,4	1,8
Japon	0,8	3,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	2,9	2,4	2,7	3,2
Royaume-Uni	-5,1	-5,2	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-5,5	-4,8	-3,5
Corée	5,6	7,2	6,5	4,6	4,5	3,6	4,6	4,9	2,2	3,2	4,1
Canada	-2,3	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,1	1,1	-0,1	-1,8
Taiwan, prov. chinoise de	11,3	13,6	13,1	14,1	11,6	10,7	14,2	14,7	13,2	11,6	8,5
Australie	-3,0	-4,6	-3,3	-2,6	-2,1	0,6	2,6	3,5	3,0	0,5	-0,1
Suisse	7,5	9,4	8,0	6,3	6,1	5,4	2,8	9,3	6,3	7,0	7,0
Suède	4,2	3,3	2,4	3,0	2,7	5,5	6,1	5,5	4,9	4,4	3,6
Singapour	18,0	18,7	17,6	17,3	15,2	14,5	16,8	18,1	13,0	12,7	12,0
Hong Kong (RAS)	1,4	3,3	4,0	4,6	3,7	5,9	7,0	11,2	10,9	9,4	7,4
République tchèque	0,2	0,4	1,8	1,5	0,4	0,3	3,6	-0,8	-0,7	-1,2	-0,5
Israël	4,1	5,2	3,6	3,6	2,8	3,4	5,4	4,6	3,2	3,1	2,2
Norvège	10,8	8,0	4,5	5,5	8,0	2,9	1,1	15,3	19,9	16,8	10,4
Danemark	8,9	8,2	7,8	8,0	7,3	8,8	8,1	8,4	7,3	7,1	6,6
Nouvelle-Zélande	-3,1	-2,8	-2,1	-2,8	-4,0	-2,9	-0,8	-5,8	-6,5	-5,3	-4,3
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	32,7	23,3	26,5	30,8	33,0	33,8	15,2	13,8	3,5	14,9	26,2
Islande	4,4	5,6	8,1	4,2	3,5	5,8	0,8	-2,8	0,6	1,0	0,9
Andorre	...	...	...	...	...	18,0	14,6	15,9	16,9	17,4	19,2
Saint-Marin	...	...	...	-0,1	-1,9	6,2	3,7	2,7	0,3	1,2	0,2
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	-0,7	-0,5	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	-0,7	-0,9	-1,5	-1,2	-0,4
Zone euro ²	3,0	3,4	3,6	3,6	3,5	3,0	2,8	3,6	2,3	2,8	3,2

¹Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.²Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Pays émergents et pays en développement d'Asie	1,5	1,9	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,6	0,4	-0,1
Bangladesh	0,8	1,8	1,9	-0,5	-3,5	-1,5	-1,7	-1,3	-3,2	-2,9	-2,4
Bhoutan	-27,1	-27,9	-30,2	-23,6	-18,4	-20,5	-12,4	-11,8	-10,6	-9,7	0,2
Brunei Darussalam	31,9	16,7	12,9	16,4	6,9	6,6	4,5	5,6	18,2	15,0	13,0
Cambodge	-8,6	-8,7	-8,5	-7,9	-11,8	-15,0	-12,1	-26,7	-17,4	-9,5	-9,2
Chine	2,2	2,6	1,7	1,5	0,2	0,7	1,7	1,8	1,1	1,0	0,4
Fidji	-5,8	-4,5	-3,6	-6,7	-8,3	-12,5	-12,6	-16,9	-13,0	-10,6	-8,2
Îles Marshall	2,0	15,6	13,5	5,0	4,0	-25,9	16,2	3,4	-4,1	-2,7	-3,9
Îles Salomon	-3,8	-2,7	-3,5	-4,2	-3,0	-9,8	-1,6	-5,8	-11,9	-11,9	-9,5
Inde	-1,3	-1,0	-0,6	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,6	-2,9	-2,5	-2,3
Indonésie	-3,1	-2,0	-1,8	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	0,3	4,5	0,5	-1,5
Kiribati	31,5	33,0	10,8	37,4	38,8	48,8	39,1	16,9	7,1	9,9	10,0
Lao, Rép. dém. pop.	-23,3	-22,3	-11,0	-11,1	-13,0	-9,1	-4,5	-5,0	-6,0	-6,9	-7,1
Malaisie	4,3	3,0	2,4	2,8	2,2	3,5	4,2	3,5	3,9	3,9	3,6
Maldives	-3,7	-7,5	-23,6	-21,6	-28,4	-26,6	-35,5	-15,6	-24,2	-17,7	-8,3
Micronésie	6,1	4,5	7,2	10,3	21,0	16,6	2,5	0,7	-0,7	-2,5	-5,5
Mongolie	-15,8	-8,2	-6,3	-10,1	-16,7	-15,2	-5,1	-13,0	0,2	-1,5	-5,0
Myanmar	-4,5	-3,5	-4,2	-6,8	-4,7	-2,8	-3,4	-1,3	-0,1	-0,5	-1,0
Nauru	27,3	-19,1	4,1	12,3	8,0	4,9	2,8	4,1	-2,2	0,1	-0,1
Népal	4,0	4,4	5,5	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-8,2	-11,4	-7,4	-2,7
Palaos	-19,4	-8,9	-13,4	-19,4	-15,6	-31,1	-48,3	-56,9	-51,5	-27,0	-20,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	14,1	24,5	28,4	28,4	24,5	20,6	20,9	22,0	25,1	22,3	18,6
Philippines	3,6	2,4	-0,4	-0,7	-2,6	-0,8	3,2	-1,8	-2,7	-2,2	-1,8
Samoa	-9,1	-2,8	-4,5	-1,9	0,9	3,0	0,2	-15,3	-12,5	-7,2	-2,4
Sri Lanka	-2,5	-2,3	-2,1	-2,6	-3,2	-2,2	-1,3	-4,3	-7,1	-4,6	-3,1
Thaïlande	2,9	6,9	10,5	9,6	5,6	7,0	4,2	-2,1	-0,1	2,0	3,3
Timor-Leste	75,6	12,8	-33,0	-17,5	-12,1	6,5	-16,2	1,8	-28,0	-35,3	-38,9
Tonga	-6,3	-10,1	-6,5	-6,4	-6,3	-0,9	-3,9	4,9	-3,1	-18,3	-15,3
Tuvalu	-3,7	-70,6	13,9	11,5	53,9	-16,9	-7,9	2,1	-8,6	0,3	-9,7
Vanuatu	7,8	0,3	3,4	-4,4	12,2	13,6	2,5	-1,9	-7,8	-6,0	-4,3
Viet Nam	3,7	-0,9	0,2	-0,6	1,9	3,7	4,4	-0,5	-0,1	0,8	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,3	1,0	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	3,2	1,7	-0,3
Albanie	-10,8	-8,6	-7,6	-7,5	-6,8	-7,6	-8,7	-7,7	-8,8	-8,0	-7,5
Bélarus	-6,6	-3,3	-3,4	-1,7	0,0	-1,9	-0,4	2,7	-1,2	-1,0	-0,9
Bosnie-Herzégovine	-7,4	-5,1	-4,8	-4,8	-3,3	-2,8	-3,8	-2,4	-5,0	-3,9	-3,5
Bulgarie	1,2	0,0	3,1	3,3	0,9	1,9	-0,3	-2,0	-2,2	-2,0	-0,1
Croatie	0,3	3,4	2,3	3,5	1,9	3,0	-0,1	2,0	-0,4	0,3	2,0
Hongrie	1,2	2,3	4,5	2,0	0,2	-0,7	-1,6	-0,9	-1,3	0,1	0,5
Kosovo	-7,2	-8,8	-8,0	-5,5	-7,6	-5,7	-7,0	-9,1	-8,9	-7,0	-5,7
Macédoine du Nord	-0,5	-2,0	-2,9	-1,0	-0,1	-3,3	-3,4	-3,5	-5,8	-3,6	-2,5
Moldova, Rép. de	-6,0	-6,0	-3,6	-5,7	-10,6	-9,3	-7,7	-10,5	-13,0	-12,0	-8,5
Monténégro	-12,4	-11,0	-16,2	-16,1	-17,0	-14,3	-26,0	-9,2	-13,8	-13,0	-12,5
Pologne	-2,6	-0,9	-0,8	-0,4	-1,3	0,5	2,9	-0,9	-2,9	-2,7	-2,0
Roumanie	-0,3	-0,8	-1,6	-3,1	-4,6	-4,9	-5,0	-7,1	-7,0	-6,5	-5,6
Russie	2,8	5,0	1,9	2,0	7,0	3,9	2,4	6,9	12,4	8,1	3,1
Serbie	-5,6	-3,5	-2,9	-5,2	-4,8	-6,9	-4,1	-4,4	-6,1	-5,7	-5,0
Turquie	-4,1	-3,2	-3,1	-4,8	-2,8	0,7	-4,9	-1,8	-5,7	-2,0	-1,6
Ukraine ¹	-3,9	1,7	-1,5	-2,2	-3,3	-2,7	3,3	-1,1	...	...	...
Amérique latine et Caraïbes	-3,2	-3,3	-2,0	-1,7	-2,7	-2,1	-0,2	-1,6	-1,2	-1,2	-1,5
Antigua-et-Barbuda	0,3	2,2	-2,4	-8,0	-14,5	-7,5	-18,4	-19,7	-23,6	-16,8	-10,2
Argentine	-1,6	-2,7	-2,7	-4,8	-5,2	-0,8	0,9	1,3	0,5	0,4	0,7
Aruba	-4,8	3,9	4,6	1,0	-0,5	2,5	-13,1	9,0	-2,7	-4,1	1,3
Bahamas	-19,7	-12,4	-12,3	-13,7	-9,3	-2,7	-23,5	-19,3	-18,1	-12,6	-5,2
Barbade	-9,2	-6,1	-4,3	-3,8	-4,0	-3,1	-6,9	-11,4	-12,3	-9,0	-3,8
Belize	-8,1	-10,1	-9,1	-8,6	-8,0	-9,5	-8,1	-8,9	-9,3	-8,9	-7,7
Bolivie	1,7	-5,8	-5,6	-5,0	-4,3	-3,3	-0,4	0,5	-1,5	-2,0	-4,0
Brésil	-4,1	-3,0	-1,4	-1,1	-2,7	-3,5	-1,7	-1,7	-1,5	-1,6	-2,1
Chili	-3,6	-2,8	-2,6	-2,8	-4,6	-5,2	-1,9	-6,7	-4,5	-3,4	-2,5
Colombie	-5,2	-6,4	-4,5	-3,2	-4,2	-4,6	-3,4	-5,7	-3,3	-3,4	-3,9

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Amérique latine et Caraïbes (fin)	-3,2	-3,3	-2,0	-1,7	-2,7	-2,1	-0,2	-1,6	-1,2	-1,2	-1,5
Costa Rica	-4,7	-3,4	-2,1	-3,6	-3,0	-1,3	-1,1	-3,3	-3,5	-3,2	-2,7
Dominique	-5,4	-4,7	-7,7	-8,6	-42,4	-37,9	-30,0	-31,4	-32,1	-26,0	-13,0
El Salvador	-5,4	-3,2	-2,3	-1,9	-3,3	-0,6	0,5	-4,3	-6,7	-5,5	-5,1
Équateur	-0,7	-2,2	1,1	-0,2	-1,2	-0,1	2,6	2,5	2,9	2,5	2,1
Grenade	-11,6	-12,5	-11,0	-14,4	-16,1	-14,6	-21,0	-24,5	-27,9	-20,6	-12,4
Guatemala	-3,3	-1,2	1,0	1,1	0,9	2,3	5,5	2,7	0,0	0,3	0,5
Guyana	-6,7	-3,4	1,5	-4,9	-29,0	-54,1	-14,5	-30,0	45,4	36,3	24,5
Haïti	-7,3	-5,1	-1,8	-2,2	-2,9	-1,1	1,1	0,5	0,8	-0,6	-0,8
Honduras	-6,9	-4,7	-3,1	-1,2	-6,6	-2,7	2,8	-4,9	-4,4	-4,8	-4,2
Jamaïque	-8,0	-3,0	-0,3	-2,7	-1,6	-2,3	-0,3	0,7	-5,2	-2,1	-4,3
Mexique	-1,9	-2,6	-2,2	-1,7	-2,0	-0,3	2,4	-0,4	-0,6	-0,7	-1,1
Nicaragua	-8,0	-9,9	-8,5	-7,2	-1,8	6,0	5,9	-2,6	-3,0	-1,4	-2,1
Panama	-13,4	-9,0	-7,8	-6,0	-7,6	-5,0	2,2	-2,9	-4,1	-3,3	-2,7
Paraguay	-0,1	-0,4	3,6	3,0	0,1	-0,5	2,7	0,8	-2,9	0,4	0,7
Pérou	-4,5	-5,0	-2,6	-1,3	-1,7	-1,0	0,8	-2,8	-1,5	-1,4	-1,4
République dominicaine	-3,2	-1,8	-1,1	-0,2	-1,5	-1,3	-2,0	-2,5	-3,5	-2,5	-2,2
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	-8,3	-12,3	-10,5	-5,5	-2,1	-8,0	-4,8	-5,0	-3,3	-1,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-24,7	-14,7	-12,7	-11,7	-10,2	-3,1	-15,6	-24,5	-27,7	-26,4	-8,9
Sainte-Lucie	-2,5	0,0	-6,5	-2,0	1,5	5,7	-14,7	-10,9	-5,3	-1,0	0,1
Suriname	-7,4	-15,3	-4,8	1,9	-3,0	-11,3	9,1	5,2	-1,0	0,2	-1,1
Trinité-et-Tobago	15,0	8,2	-3,5	6,1	6,8	4,3	-0,6	4,5	9,9	7,3	4,7
Uruguay	-3,0	-0,3	0,8	0,0	-0,4	1,6	-0,8	-1,9	-0,2	0,0	-1,3
Venezuela	2,4	-5,0	-1,4	6,1	8,8	6,8	-9,3	-1,4	9,0	6,5	...
Moyen-Orient et Asie centrale	4,9	-3,9	-4,1	-1,1	2,9	0,5	-2,5	3,0	8,3	5,6	1,4
Afghanistan ¹	6,5	3,7	9,0	7,6	12,2	11,7	11,2	...	...	...	...
Algérie	-4,4	-16,4	-16,5	-13,1	-9,6	-9,9	-12,7	-2,8	2,9	-0,2	-5,0
Arabie saoudite	9,8	-8,7	-3,7	1,5	8,8	4,8	-3,1	6,6	19,5	14,8	4,6
Arménie	-7,8	-2,7	-1,0	-1,5	-7,0	-7,4	-3,8	-2,4	-6,2	-5,9	-5,7
Azerbaïdjan	13,9	-0,4	-3,6	4,1	12,8	9,1	-0,5	15,2	37,2	28,5	17,1
Bahreïn	4,6	-2,4	-4,6	-4,1	-6,4	-2,1	-9,3	6,7	10,8	7,7	1,7
Cisjordanie et Gaza	-13,6	-13,9	-13,9	-13,2	-13,2	-10,4	-12,3	-12,7	-12,8	-12,4	-9,6
Djibouti	23,9	29,2	-1,0	-4,8	14,2	17,0	10,7	-1,0	-4,7	-3,2	1,5
Égypte	-0,9	-3,7	-6,0	-6,1	-2,4	-3,6	-3,1	-4,6	-4,3	-4,6	-2,6
Émirats arabes unis	13,5	4,9	3,7	7,1	9,8	8,9	5,9	11,7	18,5	14,0	8,2
Géorgie	-10,1	-11,8	-12,5	-8,0	-6,8	-5,5	-12,4	-9,8	-11,4	-7,5	-5,6
Iran	2,6	0,3	2,9	3,1	5,2	0,6	2,0	2,0	3,5	2,0	0,5
Iraq	2,6	-6,4	-7,5	-4,7	4,3	0,5	-10,8	5,9	15,8	10,1	1,7
Jordanie	-7,1	-9,0	-9,7	-10,6	-6,9	-2,1	-8,1	-10,1	-5,9	-4,6	-3,1
Kazakhstan	2,8	-3,3	-5,9	-3,1	-0,1	-4,0	-3,8	-3,0	3,0	0,3	-2,1
Koweït	33,4	3,5	-4,6	8,0	14,4	12,5	3,2	16,1	31,3	27,2	19,0
Liban ¹	-28,8	-19,8	-23,4	-26,2	-28,4	-28,0	-14,2	...	...	...	...
Libye ¹	-78,3	-53,5	-25,4	14,7	26,8	11,9	-20,7	21,6	27,9	19,1	5,4
Maroc	-6,0	-2,1	-4,1	-3,4	-5,3	-3,7	-1,5	-2,9	-6,0	-4,0	-3,1
Mauritanie	-22,2	-15,5	-11,0	-10,0	-13,3	-10,5	-7,1	-2,2	-14,0	-13,4	-0,6
Oman	5,2	-15,9	-19,1	-15,6	-5,4	-5,5	-12,0	-3,7	5,9	5,6	1,5
Ouzbékistan	2,6	1,0	0,2	2,4	-6,8	-5,6	-5,0	-7,0	-9,5	-7,4	-5,0
Pakistan	-1,1	-0,9	-1,6	-3,6	-5,4	-4,2	-1,5	-0,6	-5,3	-4,1	-2,5
Qatar	24,0	8,5	-5,5	4,0	9,1	2,4	-2,0	14,7	19,9	15,1	4,8
République kirghize	-17,0	-15,9	-11,6	-6,2	-12,1	-12,1	4,5	-5,2	-12,2	-9,3	-6,0
Somalia	-6,5	-6,3	-7,1	-7,7	-6,2	-10,4	-10,8	-14,9	-12,8	-12,4	-13,2
Soudan	-5,8	-8,5	-6,5	-9,4	-14,0	-15,6	-17,5	-5,9	-6,6	-7,0	-6,1
Syrie ²	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	-3,4	-6,1	-4,2	2,1	-4,9	-2,2	4,1	2,8	-1,4	-2,2	-1,9
Tunisie ¹	-9,3	-9,1	-8,8	-9,7	-10,4	-7,8	-5,9	-6,2	-10,1	...	...
Turkménistan	-7,8	-17,3	-23,1	-11,1	4,9	2,8	-3,3	2,0	5,8	5,9	1,4
Yémen	-0,7	-6,2	-2,8	-1,4	-0,8	-3,8	-6,0	-4,7	-12,3	-9,9	-6,3

Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)
(En pourcentage du PIB)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections		
									2022	2023	2027
Afrique subsaharienne	-3,6	-5,7	-3,6	-2,2	-2,3	-3,2	-3,0	-1,1	-1,7	-2,5	-2,3
Angola	-2,6	-8,8	-3,1	-0,5	7,3	6,1	1,5	11,3	11,0	4,9	-0,3
Afrique du Sud	-4,8	-4,3	-2,7	-2,4	-3,0	-2,6	2,0	3,7	1,3	-1,0	-2,0
Bénin	-6,7	-6,0	-3,0	-4,2	-4,6	-4,0	-1,7	-4,5	-5,8	-5,5	-4,0
Botswana	11,1	2,2	8,0	5,6	0,4	-7,0	-10,8	-0,5	0,5	2,8	3,3
Burkina Faso	-7,2	-7,6	-6,1	-5,0	-4,1	-3,3	-0,1	-3,1	-5,7	-5,3	-4,9
Burundi	-15,6	-11,5	-11,1	-11,7	-11,4	-11,6	-10,2	-13,5	-18,6	-15,7	-11,8
Cabo Verde	-9,1	-3,2	-3,8	-7,8	-5,2	-0,4	-15,9	-12,5	-11,5	-8,6	-5,6
Cameroun	-3,9	-3,6	-3,1	-2,6	-3,5	-4,3	-3,7	-3,3	-1,6	-2,9	-3,5
Comores	-3,8	-0,3	-4,4	-2,1	-2,9	-3,3	-1,6	-3,4	-8,3	-8,2	-7,4
Congo, Rép. dém. du	-4,8	-3,9	-4,1	-3,3	-3,5	-3,2	-2,2	-1,0	-0,3	-0,3	-0,1
Congo, Rép. du	1,0	-39,0	-48,7	-6,0	-0,1	0,4	-0,1	15,4	26,0	14,7	2,3
Côte d'Ivoire	1,0	-0,4	-0,9	-2,0	-3,9	-2,3	-3,2	-3,7	-4,8	-4,4	-3,6
Érythrée	-4,3	-17,7	-26,0	-7,8	-2,1	-0,9	-4,2	-3,4	-1,6	-2,0	-5,2
Eswatini	17,3	20,8	15,3	24,0	15,4	13,0	11,4	13,5	13,5	13,3	11,4
Éthiopie ¹	11,6	13,0	7,9	6,2	1,3	4,3	6,7	0,5	-2,1	-0,2	0,3
Gabon	-7,9	-11,5	-10,9	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,2	-4,5	-4,4	-3,7
Gambie	7,6	-5,6	-11,1	-8,7	-2,1	-0,9	-6,0	-6,9	1,7	-0,1	-1,8
Ghana	-7,3	-9,9	-9,2	-7,4	-9,5	-6,1	-3,2	-9,5	-14,9	-11,8	-9,4
Guinea-Bissau	0,5	1,8	1,4	0,3	-3,6	-8,8	-2,6	-3,1	-5,6	-4,8	-3,6
Guinée	-6,8	-5,7	-5,1	-3,3	-3,0	-2,7	-3,1	-3,0	-3,6	-3,5	-3,4
Guinée-Bissau	-14,4	-12,5	-30,7	-6,7	-19,2	-11,5	-13,7	-4,0	-9,6	-8,5	-6,8
Kenya	-9,3	-6,3	-5,4	-7,0	-5,5	-5,3	-4,7	-5,4	-5,8	-5,3	-5,0
Lesotho	-5,2	-4,0	-6,7	-2,6	-1,4	-2,1	-2,0	-9,3	-15,6	-8,9	-4,4
Libéria	-34,7	-28,1	-22,9	-22,3	-21,3	-19,6	-16,3	-17,8	-16,1	-15,9	-14,0
Madagascar	-0,3	-1,6	0,5	-0,4	0,7	-2,3	-5,4	-5,5	-6,5	-6,2	-3,6
Malawi	-5,8	-12,2	-13,1	-17,8	-12,0	-12,6	-13,8	-14,5	-17,3	-15,4	-8,3
Mali	-4,7	-5,3	-7,2	-7,3	-4,9	-7,5	-2,3	-4,5	-5,3	-4,9	-4,8
Maurice	-5,4	-3,6	-4,0	-4,6	-3,9	-5,4	-12,5	-11,1	-14,0	-8,0	-4,8
Mozambique	-36,3	-37,4	-32,2	-19,6	-30,3	-19,1	-27,6	-22,4	-44,9	-39,0	-9,0
Namibie	-9,4	-13,6	-16,5	-4,4	-3,4	-1,8	3,0	-7,3	-6,9	-4,4	-2,3
Niger	-12,1	-15,3	-11,4	-11,4	-12,6	-12,2	-13,4	-15,8	-15,8	-13,8	-7,8
Nigéria	0,2	-3,1	1,3	3,4	1,5	-3,3	-4,0	-0,8	-1,1	-1,1	-0,7
Ouganda	-6,5	-6,0	-2,8	-4,8	-5,7	-6,2	-9,3	-7,9	-7,0	-9,8	-9,0
République centrafricaine	-13,3	-9,1	-5,3	-7,8	-8,0	-4,9	-8,5	-10,6	-11,0	-8,4	-5,4
Rwanda	-11,4	-12,7	-15,3	-9,5	-10,1	-11,9	-11,9	-10,5	-11,4	-10,3	-6,2
Sao Tomé-et-Principe	-20,7	-12,0	-6,1	-13,2	-12,3	-12,1	-10,3	-9,7	-12,1	-8,7	-4,6
Sénégal	-7,0	-5,7	-4,2	-7,3	-8,8	-7,9	-10,9	-11,8	-13,0	-8,4	-4,2
Seychelles	-22,4	-18,1	-19,7	-19,1	-17,4	-16,2	-23,0	-20,3	-30,0	-23,6	-16,1
Sierra Leone	-9,4	-23,6	-7,6	-18,3	-12,4	-14,3	-6,8	-13,0	-17,2	-13,7	-7,8
Soudan du Sud	-1,2	1,7	16,8	4,8	7,3	1,5	-15,6	-7,6	9,5	1,1	1,3
Tanzanie	-9,8	-7,7	-4,2	-2,6	-3,1	-2,6	-1,8	-3,3	-4,3	-3,6	-2,5
Tchad	-8,9	-13,8	-10,4	-7,1	-1,4	-4,4	-7,6	-4,5	1,3	-2,3	-6,6
Togo	-6,8	-7,6	-7,2	-1,5	-2,6	-0,8	-1,5	-3,3	-5,9	-6,4	-2,6
Zambie	2,1	-2,7	-3,3	-1,7	-1,3	0,6	12,0	6,7	4,4	4,3	3,6
Zimbabwe ¹	-12,0	-8,0	-3,4	-1,3	-3,7	4,0	4,7	3,6	2,5	1,5	-2,5

¹Voir les notes relatives à l'Afghanistan, au Liban, à la Libye, à la Tunisie, à l'Ukraine et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

²Les données pour la Syrie de 2011 et au-delà sont exclues en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier*(Milliards de dollars)*

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Pays avancés										
Solde du compte financier	305,5	335,6	432,1	462,0	435,2	225,8	108,9	374,7	-24,2	81,9
Investissements directs nets	244,0	2,7	-246,7	355,4	-53,3	37,5	113,4	412,5	39,8	2,8
Investissements de portefeuille nets	58,8	216,7	484,6	17,5	461,1	126,0	257,4	404,0	95,6	108,2
Dérivés financiers nets	1,8	-85,6	32,4	21,8	51,9	27,1	85,7	59,2	35,6	56,2
Autres investissements nets	-139,1	-24,5	-16,9	-177,9	-152,4	-32,5	-706,4	-1 104,4	-331,3	-216,1
Variation des réserves	140,0	226,6	178,5	244,8	127,9	67,6	358,9	602,8	135,7	130,2
États-Unis										
Solde du compte financier	-297,1	-333,1	-363,6	-344,6	-348,4	-480,4	-653,0	-729,3	-879,5	-857,1
Investissements directs nets	135,7	-209,4	-174,6	28,6	-344,3	-180,0	100,4	12,3	-92,3	-99,2
Investissements de portefeuille nets	-114,9	-53,5	-195,0	-221,4	32,2	-190,6	-490,1	8,6	-265,6	-296,9
Dérivés financiers nets	-54,3	-27,0	7,8	24,0	-20,4	-41,7	-5,8	-22,2	-14,5	-15,3
Autres investissements nets	-259,9	-37,0	-4,0	-174,1	-20,8	-72,7	-266,4	-838,9	-507,2	-445,8
Variation des réserves	-3,6	-6,3	2,1	-1,7	5,0	4,7	9,0	111,0	0,0	0,0
Zone euro										
Solde du compte financier	372,6	338,5	313,2	392,8	344,9	233,1	225,4	374,9	...	...
Investissements directs nets	89,3	244,3	150,8	74,1	127,9	80,0	-172,1	344,0	...	...
Investissements de portefeuille nets	87,0	133,5	529,8	402,6	272,6	-105,0	612,9	498,7	...	...
Dérivés financiers nets	49,7	126,5	11,2	12,9	46,9	7,8	10,5	82,2	...	...
Autres investissements nets	142,2	-177,4	-395,7	-95,5	-132,4	243,3	-240,8	-704,1	...	...
Variation des réserves	4,4	11,6	17,1	-1,2	29,8	7,1	15,0	154,1	...	...
Allemagne										
Solde du compte financier	319,3	260,1	289,0	312,5	291,7	208,6	247,1	372,5	249,8	313,4
Investissements directs nets	87,3	68,5	48,0	37,9	25,1	84,6	-4,0	120,5	69,9	66,8
Investissements de portefeuille nets	179,9	210,5	220,0	229,6	181,2	78,0	48,9	301,9	127,9	171,3
Dérivés financiers nets	51,2	33,7	31,7	12,6	26,8	27,5	109,9	72,2	4,3	37,7
Autres investissements nets	4,3	-50,2	-12,5	33,9	58,2	19,1	92,3	-159,8	47,6	37,6
Variation des réserves	-3,4	-2,5	1,9	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	37,7	0,0	0,0
France										
Solde du compte financier	-10,3	-0,8	-18,6	-36,1	-28,4	-21,9	-59,9	-57,6	-51,7	-48,9
Investissements directs nets	47,1	7,8	41,7	11,1	60,2	5,4	41,0	26,4	27,3	29,1
Investissements de portefeuille nets	-23,8	43,2	0,2	30,2	19,3	-76,9	-41,5	-18,9	-18,2	-16,5
Dérivés financiers nets	-31,7	14,5	-17,6	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	20,6	7,0	0,3
Autres investissements nets	-2,9	-74,2	-45,4	-72,6	-89,7	42,3	-36,8	-112,7	-70,1	-65,7
Variation des réserves	1,0	8,0	2,5	-3,4	12,3	3,2	4,6	27,0	2,2	3,8
Italie										
Solde du compte financier	78,4	42,9	37,4	61,2	38,8	60,8	71,5	43,2	49,7	71,5
Investissements directs nets	3,1	2,0	-12,3	0,5	-6,1	1,6	21,7	9,6	9,7	10,5
Investissements de portefeuille nets	3,2	111,7	157,1	102,0	156,5	-58,0	123,8	151,2	-39,7	-15,1
Dérivés financiers nets	-1,9	1,3	-3,6	-8,4	-3,3	2,9	-3,3	0,9	0,6	0,6
Autres investissements nets	75,2	-72,7	-102,5	-35,9	-111,5	110,6	-75,2	-143,1	79,0	75,6
Variation des réserves	-1,3	0,6	-1,3	3,0	3,1	3,6	4,6	24,5	0,0	0,0
Espagne										
Solde du compte financier	22,8	31,8	39,2	40,0	38,3	28,3	20,2	38,2	28,6	29,2
Investissements directs nets	14,2	33,4	12,4	14,1	-19,9	7,4	22,4	-11,4	6,5	7,1
Investissements de portefeuille nets	-8,8	12,0	64,9	37,1	28,1	-53,5	90,9	35,5	14,4	14,2
Dérivés financiers nets	1,3	4,2	2,8	8,7	-1,2	-8,5	-8,1	5,0	0,0	0,0
Autres investissements nets	10,9	-23,3	-50,1	-24,0	28,7	82,1	-84,6	-3,1	7,7	7,9
Variation des réserves	5,2	5,5	9,1	4,1	2,6	0,8	-0,4	12,2	0,0	0,0

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Japon										
Solde du compte financier	58,9	180,9	266,5	168,3	183,9	227,9	128,6	98,4	114,2	138,8
Investissements directs nets	118,7	133,3	137,5	155,0	134,6	218,5	89,5	120,1	140,6	148,6
Investissements de portefeuille nets	-42,3	131,5	276,3	-50,6	92,2	87,4	37,0	-198,6	27,0	49,1
Dérivés financiers nets	34,0	17,7	-16,1	30,4	0,9	3,2	8,4	22,3	22,3	22,3
Autres investissements nets	-60,0	-106,7	-125,6	10,0	-67,9	-106,7	-17,2	91,7	-87,3	-92,7
Variation des réserves	8,5	5,1	-5,7	23,6	24,0	25,5	10,9	62,8	11,5	11,5
Royaume-Uni										
Solde du compte financier	-141,6	-165,9	-159,9	-84,4	-102,9	-89,7	-56,1	-60,9	-187,4	-181,5
Investissements directs nets	-176,1	-106,0	-297,4	46,1	-4,9	-51,6	-83,6	80,2	27,0	7,4
Investissements de portefeuille nets	16,3	-231,7	-200,1	-120,1	-361,1	38,2	-17,3	-349,4	-183,1	-200,0
Dérivés financiers nets	31,2	-128,6	29,3	13,3	11,2	11,3	39,0	-39,4	5,9	6,4
Autres investissements nets	-24,7	268,2	299,5	-32,4	227,2	-86,6	9,2	223,4	-37,1	4,7
Variation des réserves	11,7	32,2	8,8	8,8	24,8	-1,1	-3,3	24,4	0,0	0,0
Canada										
Solde du compte financier	-43,1	-51,8	-45,4	-44,2	-35,8	-38,3	-29,3	2,7	24,5	-2,2
Investissements directs nets	1,3	23,6	33,5	53,4	20,4	29,2	23,4	30,2	34,3	33,7
Investissements de portefeuille nets	-32,8	-36,2	-103,6	-74,9	3,4	-1,6	-67,8	-41,4	15,5	-17,5
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-16,9	-47,8	19,1	-23,5	-58,2	-66,0	13,8	-6,3	-25,2	-18,4
Variation des réserves	5,3	8,6	5,6	0,8	-1,5	0,1	1,3	20,2	0,0	0,0
Autres pays avancés¹										
Solde du compte financier	297,2	295,2	325,3	309,4	355,5	339,8	410,4	528,0	517,1	500,9
Investissements directs nets	-6,1	-102,5	-79,7	-158,3	32,6	-43,3	64,7	-109,6	-164,2	-190,0
Investissements de portefeuille nets	174,0	324,7	247,6	151,4	372,6	309,0	300,2	464,6	354,0	347,1
Dérivés financiers nets	-22,4	-12,0	3,2	-5,6	31,9	20,0	-9,0	-18,2	-4,6	-11,4
Autres investissements nets	40,3	-90,9	3,9	108,4	-131,1	23,2	-269,2	-51,1	216,0	244,6
Variation des réserves	111,5	176,0	150,2	213,1	49,5	30,8	323,8	241,8	115,3	110,0
Pays émergents et pays en développement										
Solde du compte financier	15,0	-300,4	-409,7	-267,4	-242,4	-131,5	63,8	233,3	734,7	474,8
Investissements directs nets	-434,2	-344,1	-260,6	-313,0	-373,4	-363,5	-343,9	-510,6	-303,4	-370,2
Investissements de portefeuille nets	-88,4	124,6	-58,3	-209,0	-101,9	-54,0	13,7	80,8	76,4	-13,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	412,5	480,0	389,0	66,9	106,4	112,2	279,3	153,8	394,4	354,0
Variation des réserves	95,3	-584,9	-483,2	187,2	127,8	171,2	80,9	511,4	564,6	498,8

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)

(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Par région										
Pays émergents et pays en développement d'Asie										
Solde du compte financier	153,6	72,1	-27,5	-57,8	-259,9	-54,2	152,1	70,5	176,5	152,8
Investissements directs nets	-201,6	-139,0	-26,2	-108,5	-169,6	-144,6	-164,6	-295,9	-151,7	-158,3
Investissements de portefeuille nets	-125,2	81,7	31,1	-70,1	-99,5	-72,9	-107,4	-31,2	-64,8	-106,7
Dérivés financiers nets	0,7	0,8	-4,6	2,2	4,7	-2,6	15,8	10,4	10,8	10,9
Autres investissements nets	281,6	460,5	357,0	-80,0	-17,3	70,0	240,9	136,7	229,4	186,8
Variation des réserves	196,4	-332,7	-384,8	199,2	22,8	97,0	167,7	252,7	153,6	220,9
Pays émergents et pays en développement d'Europe										
Solde du compte financier	-26,2	68,6	10,3	-23,0	110,0	63,5	12,5	112,1	159,0	97,7
Investissements directs nets	0,3	-22,1	-45,7	-28,8	-25,4	-53,3	-36,7	-28,6	11,6	-15,7
Investissements de portefeuille nets	23,9	53,4	-9,4	-34,5	11,0	-1,6	20,5	36,4	60,7	47,2
Dérivés financiers nets	5,8	5,0	0,4	-2,5	-2,8	1,4	0,0	-2,3	4,1	2,6
Autres investissements nets	66,5	40,2	29,6	26,6	79,8	23,8	32,1	-27,5	57,4	27,5
Variation des réserves	-122,7	-7,9	35,4	16,4	47,4	93,2	-3,4	134,3	25,5	36,4
Amérique latine et Caraïbes										
Solde du compte financier	-196,3	-187,9	-106,4	-108,9	-160,7	-120,5	2,8	-88,2	-67,2	-70,8
Investissements directs nets	-141,1	-132,8	-124,7	-121,4	-149,0	-114,9	-89,2	-98,6	-109,2	-124,3
Investissements de portefeuille nets	-108,2	-50,8	-50,5	-39,3	-14,2	1,7	1,6	-4,6	-4,7	-17,5
Dérivés financiers nets	6,8	1,4	-2,9	3,9	4,1	4,9	5,7	0,9	3,1	3,3
Autres investissements nets	6,5	22,8	50,6	30,7	-15,4	20,7	68,3	-36,2	15,3	46,0
Variation des réserves	39,8	-31,6	18,7	13,2	11,5	-32,3	12,2	50,3	28,2	21,6
Moyen-Orient et Asie centrale										
Solde du compte financier	161,8	-185,3	-220,5	-33,0	109,0	34,7	-74,8	138,6	487,7	338,9
Investissements directs nets	-43,7	-12,4	-29,7	-16,8	-8,9	-22,1	-25,4	-20,0	-21,0	-29,1
Investissements de portefeuille nets	129,7	61,8	-12,2	-41,1	5,2	28,0	85,9	35,7	76,6	60,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	68,1	-52,1	-38,9	88,9	79,3	21,0	-58,6	83,6	89,1	102,6
Variation des réserves	-9,2	-196,3	-148,0	-57,3	41,2	7,1	-85,6	46,8	355,9	213,2
Afrique subsaharienne										
Solde du compte financier	-78,0	-67,7	-65,5	-44,7	-40,8	-55,0	-28,8	0,3	-21,3	-43,7
Investissements directs nets	-48,2	-37,7	-34,3	-37,4	-20,6	-28,7	-27,9	-67,4	-33,2	-42,8
Investissements de portefeuille nets	-8,6	-21,5	-17,4	-24,0	-4,5	-9,2	13,1	44,4	8,6	2,6
Dérivés financiers nets	-1,5	-0,3	0,9	0,3	-0,6	0,3	0,7	0,0	-0,1	-0,1
Autres investissements nets	-10,2	8,6	-9,2	0,7	-19,9	-23,2	-3,4	-2,8	3,2	-8,9
Variation des réserves	-9,0	-16,5	-4,6	15,7	4,8	6,2	-10,0	27,2	1,4	6,7

Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)
(Milliards de dollars)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Projections	
									2022	2023
Classification analytique										
Source des recettes d'exportation										
Combustibles										
Solde du compte financier	185,4	-181,6	-184,5	18,3	179,6	76,3	-48,3	204,2	583,8	414,2
Investissements directs nets	-29,5	-11,5	-19,4	10,1	15,0	-6,8	-11,0	-5,4	-5,9	-10,3
Investissements de portefeuille nets	137,7	67,7	-9,9	-35,5	6,5	26,6	85,6	57,4	85,2	71,7
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	94,7	-18,0	0,4	115,9	113,1	45,0	-44,7	107,0	140,1	137,1
Variation des réserves	-34,6	-233,8	-164,2	-65,8	52,5	10,2	-87,7	51,6	376,7	223,2
Autres produits										
Solde du compte financier	-170,4	-118,8	-225,2	-285,6	-422,0	-207,8	112,1	29,1	150,9	60,6
Investissements directs nets	-404,7	-332,6	-241,2	-323,0	-388,4	-356,7	-332,9	-505,1	-297,5	-359,9
Investissements de portefeuille nets	-226,1	56,9	-48,4	-173,5	-108,4	-80,6	-71,9	23,4	-8,7	-85,4
Dérivés financiers nets	11,8	6,8	-6,2	3,9	6,6	8,3	28,6	21,9	18,1	16,9
Autres investissements nets	317,8	498,0	388,7	-48,9	-6,7	67,2	324,0	46,9	254,3	217,0
Variation des réserves	129,9	-351,1	-319,0	253,0	75,3	160,9	168,7	459,8	188,0	275,6
Source de financement extérieur										
Pays débiteurs (net)										
Solde du compte financier	-377,7	-304,2	-268,1	-328,8	-358,0	-295,0	-94,0	-265,7	-301,6	-324,0
Investissements directs nets	-285,2	-280,1	-292,3	-272,3	-312,0	-300,3	-251,7	-271,4	-290,9	-331,1
Investissements de portefeuille nets	-211,8	-52,6	-64,4	-123,6	-35,3	-34,2	-46,7	-44,0	-9,8	-55,0
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-11,0	38,4	25,7	-32,1	-16,2	-62,2	45,0	-154,7	6,3	-21,4
Variation des réserves	120,6	-11,8	74,6	92,4	3,6	104,8	149,1	209,8	-10,3	81,7
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette										
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020										
Solde du compte financier	-46,9	-66,8	-72,2	-50,3	-40,1	-40,6	-19,4	-21,3	...	...
Investissements directs nets	-22,9	-37,3	-28,5	-19,6	-23,7	-28,6	-21,1	-25,6	...	...
Investissements de portefeuille nets	-4,5	1,0	-9,1	-28,9	-16,5	-12,8	7,5	-21,5	...	...
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-6,0	-23,4	-37,0	-10,4	-4,3	5,2	8,9	19,7	...	...
Variation des réserves	-13,2	-6,8	2,8	8,9	4,9	-3,9	-14,2	7,4	...	...
<i>Pour mémoire</i>										
Monde										
Solde du compte financier	320,5	35,2	22,4	194,6	192,8	94,3	172,7	608,0	710,5	556,7

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes									Projections		
	2004–13	2008–15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024–27	
Pays avancés												
Capacité/besoin de financement	-0,5	0,0	0,8	1,0	0,7	0,6	0,4	0,7	0,0	0,1	0,5	
Solde du compte courant	-0,5	0,0	0,8	1,0	0,8	0,7	0,4	0,7	-0,1	0,0	0,5	
Épargne	21,7	21,5	22,6	23,3	23,4	23,4	23,1	24,1	23,7	23,8	24,2	
Investissement	22,2	21,4	21,6	22,1	22,3	22,6	22,2	22,5	22,9	22,9	22,9	
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	
États-Unis												
Capacité/besoin de financement	-4,0	-2,8	-2,2	-1,8	-2,2	-2,2	-3,0	-3,5	-3,5	-3,2	-2,4	
Solde du compte courant	-4,0	-2,8	-2,1	-1,9	-2,1	-2,2	-2,9	-3,5	-3,5	-3,2	-2,4	
Épargne	16,9	17,2	18,9	19,5	19,6	19,4	19,2	20,0	20,6	21,2	21,8	
Investissement	20,9	19,8	20,6	20,8	21,1	21,4	21,2	21,4	22,1	22,5	22,4	
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Zone euro												
Capacité/besoin de financement	0,2	0,8	3,1	3,0	2,6	2,1	1,9	2,7	...	...	...
Solde du compte courant	0,1	0,7	3,0	3,2	2,9	2,3	1,9	2,4	1,8	2,2	2,6	
Épargne	22,7	22,5	24,3	24,9	25,4	25,8	24,8	26,4	25,0	25,1	25,5	
Investissement	21,8	20,8	20,7	21,3	21,9	22,9	22,0	22,8	22,8	22,4	22,4	
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,3	-0,2	0,0	0,3	...	...	...
Allemagne												
Capacité/besoin de financement	5,9	6,6	8,6	7,7	8,0	7,5	6,9	7,4	5,9	6,9	7,0	
Solde du compte courant	5,9	6,6	8,5	7,8	7,9	7,6	7,1	7,4	5,9	6,9	7,0	
Épargne	26,2	26,8	28,5	28,8	29,9	29,7	28,2	30,1	28,6	28,6	28,9	
Investissement	20,3	20,2	20,0	21,0	21,9	22,1	21,1	22,7	22,7	21,8	21,9	
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	
France												
Capacité/besoin de financement	-0,3	-0,7	-0,4	-0,8	-0,7	-0,2	-1,8	-0,5	-1,8	-1,6	-1,0	
Solde du compte courant	-0,3	-0,7	-0,5	-0,8	-0,8	-0,3	-1,9	-0,9	-1,8	-1,7	-1,1	
Épargne	22,4	21,9	22,1	22,7	23,0	24,1	21,8	24,1	23,2	23,1	23,3	
Investissement	22,7	22,6	22,6	23,4	23,9	24,4	23,7	25,0	25,0	24,8	24,3	
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1	
Italie												
Capacité/besoin de financement	-1,4	-0,7	2,4	2,7	2,5	3,1	3,7	3,3	2,4	3,3	3,4	
Solde du compte courant	-1,4	-0,8	2,6	2,6	2,5	3,2	3,7	3,3	1,8	2,4	2,8	
Épargne	19,0	18,1	20,2	20,6	21,1	21,5	21,5	23,3	21,8	21,8	22,1	
Investissement	20,4	18,9	17,6	18,1	18,5	18,2	17,7	20,0	20,0	19,4	19,2	
Solde du compte de capital	0,1	0,1	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,6	0,9	0,5	
Espagne												
Capacité/besoin de financement	-4,3	-1,2	3,4	3,0	2,4	2,4	1,2	1,9	2,0	1,9	1,9	
Solde du compte courant	-4,8	-1,7	3,2	2,8	1,9	2,1	0,8	0,9	0,3	0,4	1,3	
Épargne	20,1	19,2	21,9	22,2	22,4	23,0	21,5	22,4	21,5	21,8	22,3	
Investissement	24,9	20,9	18,8	19,4	20,5	20,9	20,7	21,5	21,2	21,4	21,0	
Solde du compte de capital	0,5	0,5	0,2	0,2	0,5	0,3	0,4	0,9	1,7	1,5	0,5	
Japon												
Capacité/besoin de financement	2,8	2,1	3,8	4,1	3,5	3,4	2,9	2,8	2,3	2,6	3,1	
Solde du compte courant	2,9	2,1	4,0	4,1	3,5	3,4	3,0	2,9	2,4	2,7	3,1	
Épargne	27,6	26,3	28,8	29,3	29,1	29,3	28,4	28,1	27,7	27,9	28,2	
Investissement	24,7	24,2	24,8	25,2	25,6	25,8	25,4	25,2	25,4	25,2	25,0	
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	
Royaume-Uni												
Capacité/besoin de financement	-3,1	-3,9	-5,4	-3,7	-4,0	-2,7	-2,6	-2,7	-5,5	-4,9	-3,8	
Solde du compte courant	-3,1	-3,8	-5,3	-3,6	-3,9	-2,7	-2,5	-2,6	-5,5	-4,8	-3,7	
Épargne	13,6	12,5	12,4	14,6	14,0	15,3	14,2	14,5	12,1	12,4	13,8	
Investissement	16,7	16,4	17,7	18,2	17,9	18,0	16,7	17,1	17,6	17,2	17,4	
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)
(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2004–13	2008–15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024–27
Canada											
Capacité/besoin de financement	-0,9	-2,7	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,1	1,1	-0,1	-1,3
Solde du compte courant	-0,9	-2,7	-3,1	-2,8	-2,4	-2,0	-1,8	0,1	1,1	-0,1	-1,3
Épargne	22,6	21,3	19,7	20,7	21,0	21,0	20,5	23,8	24,5	23,8	23,1
Investissement	23,5	24,0	22,8	23,6	23,4	23,1	22,3	23,7	23,4	23,9	24,4
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays avancés¹											
Capacité/besoin de financement	4,0	4,2	5,0	4,7	4,6	4,7	5,7	7,1	6,0	5,3	4,8
Solde du compte courant	4,0	4,3	5,0	4,7	4,4	4,7	5,6	7,2	5,9	5,3	4,8
Épargne	30,4	30,4	30,4	30,7	30,3	30,1	31,5	33,1	32,5	31,8	31,1
Investissement	26,2	25,8	25,2	25,7	25,7	25,3	25,6	25,4	25,9	26,0	25,9
Solde du compte de capital	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement											
Capacité/besoin de financement	2,4	1,2	-0,2	0,0	-0,1	0,1	0,6	1,0	1,6	1,0	0,2
Solde du compte courant	2,3	1,1	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,9	1,5	0,9	0,1
Épargne	32,0	32,5	31,0	31,5	32,4	32,2	32,8	33,4	34,6	34,5	34,1
Investissement	30,0	31,7	31,5	31,9	32,9	32,5	32,8	32,7	33,2	33,7	34,1
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Par région											
Pays émergents et pays en développement d'Asie											
Capacité/besoin de financement	3,3	2,2	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,6	0,4	0,1
Solde du compte courant	3,2	2,2	1,3	0,9	-0,3	0,5	1,5	1,0	0,6	0,4	0,1
Épargne	42,0	42,9	39,9	40,1	39,9	39,5	40,1	39,5	39,9	40,3	40,1
Investissement	39,0	40,7	38,6	39,2	40,2	39,0	38,6	38,5	39,3	39,8	40,0
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe											
Capacité/besoin de financement	-0,4	-0,4	0,1	-0,2	2,2	1,8	0,7	2,2	3,9	2,4	0,7
Solde du compte courant	-0,6	-0,7	-0,3	-0,5	1,7	1,3	0,0	1,7	3,2	1,7	0,2
Épargne	23,2	23,3	23,5	24,1	25,5	24,2	23,7	25,9	25,5	23,8	22,9
Investissement	23,6	23,8	23,7	24,6	23,6	22,8	23,7	24,2	22,2	22,0	22,7
Solde du compte de capital	0,1	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,6	0,6
Amérique latine et Caraïbes											
Capacité/besoin de financement	-0,6	-2,1	-2,0	-1,7	-2,6	-2,0	0,0	-1,6	-1,2	-1,2	-1,4
Solde du compte courant	-0,7	-2,2	-2,0	-1,7	-2,7	-2,1	-0,2	-1,6	-1,2	-1,2	-1,4
Épargne	21,0	19,6	16,6	16,3	16,5	16,8	17,1	17,9	19,7	19,7	19,8
Investissement	21,7	22,0	18,3	18,3	19,2	18,9	18,0	19,7	20,5	20,7	21,1
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient et Asie centrale											
Capacité/besoin de financement	9,0	6,4	-3,9	-1,1	2,7	0,5	-2,3	3,0	8,2	5,6	2,4
Solde du compte courant	9,2	6,3	-4,1	-1,1	2,9	0,5	-2,5	3,0	8,3	5,6	2,4
Épargne	35,9	33,8	23,5	26,1	28,9	28,1	25,9	30,6	35,6	33,1	30,3
Investissement	28,2	29,1	28,9	29,3	28,4	30,2	30,6	28,7	28,1	28,3	28,5
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Afrique subsaharienne											
Capacité/besoin de financement	1,4	-1,4	-3,2	-1,8	-1,9	-2,8	-2,5	-0,7	-1,3	-2,1	-2,2
Solde du compte courant	0,2	-2,1	-3,6	-2,2	-2,3	-3,2	-3,0	-1,1	-1,7	-2,5	-2,5
Épargne	20,6	19,5	17,7	18,4	19,3	19,6	20,3	20,3	19,4	18,9	18,8
Investissement	20,5	21,5	21,0	20,5	21,3	22,9	23,2	21,4	21,1	21,4	21,3
Solde du compte de capital	1,2	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3

Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes									Projections		
	2004–13	2008–15	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024–27	
Classification analytique												
Source des recettes d'exportation												
Combustibles												
Capacité/besoin de financement	12,0	8,0	-2,8	1,0	5,2	1,9	-2,1	4,3	10,4	7,2	3,5	
Solde du compte courant	12,2	8,1	-2,9	1,2	5,4	2,0	-2,3	4,4	10,6	7,3	3,5	
Épargne	38,6	35,1	24,2	27,1	31,6	30,8	27,8	33,8	39,4	36,3	32,2	
Investissement	27,9	29,0	27,6	28,4	28,6	31,5	33,5	30,6	29,1	29,4	29,2	
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres produits												
Capacité/besoin de financement	0,9	0,1	0,1	-0,1	-0,7	-0,1	0,9	0,6	0,3	0,1	-0,3	
Solde du compte courant	0,7	0,0	0,0	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,2	0,0	-0,3	
Épargne	30,9	32,0	31,9	32,0	32,5	32,3	33,4	33,3	33,9	34,2	34,3	
Investissement	30,3	32,1	32,0	32,3	33,4	32,6	32,7	32,9	33,7	34,3	34,7	
Solde du compte de capital	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
Source de financement extérieur												
Pays débiteurs (net)												
Capacité/besoin de financement	-1,7	-2,5	-1,9	-2,0	-2,4	-1,8	-0,5	-1,7	-1,9	-1,9	-1,9	
Solde du compte courant	-2,0	-2,8	-2,1	-2,2	-2,7	-2,0	-0,8	-1,9	-2,1	-2,1	-2,1	
Épargne	23,3	23,0	22,1	22,2	22,5	22,4	22,7	22,8	23,0	23,2	23,6	
Investissement	25,4	25,7	24,2	24,5	25,2	24,6	23,7	24,8	25,3	25,4	25,8	
Solde du compte de capital	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	
Pays débiteurs (net) selon le service de la dette												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2016 et 2020												
Capacité/besoin de financement	-1,3	-3,6	-6,0	-5,0	-3,9	-3,9	-2,1	-2,1	...	...	...
Solde du compte courant	-2,2	-4,3	-6,3	-5,5	-4,3	-4,2	-2,7	-2,4	...	...	...
Épargne	21,0	19,0	15,2	16,3	17,7	16,8	14,7	15,2	...	...	...
Investissement	23,3	23,1	21,9	22,5	22,0	21,9	18,1	17,9	...	...	...
Solde du compte de capital	0,9	0,7	0,3	0,5	0,4	0,4	0,6	0,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Monde												
Capacité/besoin de financement	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	0,8	0,7	0,5	0,3	
Solde du compte courant	0,3	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,8	0,6	0,4	0,3	
Épargne	25,0	25,5	25,9	26,6	27,0	27,0	27,0	28,0	28,4	28,4	28,6	
Investissement	24,7	25,1	25,4	26,0	26,5	26,6	26,4	26,7	27,3	27,6	27,9	
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ($S - I = CAB$). La capacité/besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ($NLB = CAB + KAB$). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

¹Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

Tableau A15. Ensemble du monde — Scénario de référence à moyen terme : récapitulation

	Moyennes				Projections			
	2004–13	2014–23	2020	2021	2022	2023	Moyennes 2020–23	2024–27
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
PIB réel mondial	4,1	3,0	-3,1	6,1	3,6	3,6	2,5	3,3
Pays avancés	1,6	1,9	-4,5	5,2	3,3	2,4	1,5	1,7
Pays émergents et pays en développement	6,4	3,9	-2,0	6,8	3,8	4,4	3,2	4,5
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,6	1,3	-1,3	2,4	1,9	2,0	1,2	1,6
Commerce mondial, volume¹	5,4	3,0	-7,9	10,1	5,0	4,4	2,7	3,7
Importations								
Pays avancés	3,7	3,2	-8,7	9,5	6,1	4,5	2,6	3,0
Pays émergents et pays en développement	9,1	2,8	-7,9	11,8	3,9	4,8	2,9	4,8
Exportations								
Pays avancés	4,5	2,8	-9,1	8,6	5,0	4,7	2,1	3,2
Pays émergents et pays en développement	7,4	3,4	-4,8	12,3	4,1	3,6	3,6	4,3
Termes de l'échange								
Pays avancés	-0,4	0,3	0,8	0,7	-1,1	0,3	0,2	0,3
Pays émergents et pays en développement	1,5	-0,4	-1,2	1,4	1,9	-1,0	0,2	-0,5
Prix mondiaux (en dollars)								
Produits manufacturés	2,6	0,8	-3,2	6,8	8,8	2,9	3,7	1,5
Pétrole	13,7	-1,2	-32,7	67,3	54,7	-13,3	10,8	-5,9
Produits primaires hors combustibles	8,4	2,2	6,8	26,8	11,4	-2,5	10,1	-0,4
Prix à la consommation								
Pays avancés	2,0	1,9	0,7	3,1	5,7	2,5	3,0	1,9
Pays émergents et pays en développement	6,3	5,4	5,2	5,9	8,7	6,5	6,6	4,5
Taux d'intérêt								
Taux mondial d'intérêt réel à long terme ²	1,3	-0,6	-0,3	-2,5	-4,4	-0,4	-1,9	0,5
Soldes des transactions courantes								
	<i>En pourcentage du PIB</i>							
Pays avancés	-0,5	0,5	0,4	0,7	-0,1	0,0	0,3	0,5
Pays émergents et pays en développement	2,3	0,3	0,5	0,9	1,5	0,9	0,9	0,1
Dettes extérieures totales								
Pays émergents et pays en développement	27,5	30,1	32,6	30,7	28,1	27,2	29,7	25,8
Service de la dette								
Pays émergents et pays en développement	9,3	10,8	11,3	10,6	10,0	9,7	10,4	9,3

¹Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

²Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Les tensions d'une reprise à deux vitesses — Chômage, matières premières et flux de capitaux	Avril 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance au ralenti, risques en hausse	Septembre 2011
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise en cours, mais qui reste en danger	Avril 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Une dette élevée et une croissance anémique	Octobre 2012
Perspectives de l'économie mondiale : Espoirs, réalités, risques	Avril 2013
Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions	Octobre 2013
Perspectives de l'économie mondiale : La reprise s'affermir, mais reste inégale	Avril 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Nuages et incertitudes de l'après-crise	Octobre 2014
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021
Perspectives de l'économie mondiale : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale	Avril 2022

I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Perspectives de l'économie mondiale : contre-scénarios	Avril 2011, encadré 1.2
Bilans budgétaires : l'importance des actifs non financiers et de leur évaluation	Octobre 2014, encadré 3.3
Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario
Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario
Encadré des scénarios	Avril 2022, encadré scénario

II. Études rétrospectives

Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1

III. Croissance économique : facteurs et évolution

La reprise mondiale : où en sommes-nous ?	Avril 2012, encadré 1.2
Comment l'incertitude influe-t-elle sur les résultats économiques ?	Octobre 2012, encadré 1.3
La résilience des marchés émergents et des pays en développement sera-t-elle durable ?	Octobre 2012, chapitre 4
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1
Effets de contagion : répercussions de l'incertitude entourant les politiques économiques aux États-Unis et en Europe	Avril 2013, chapitre 2
La montée en puissance des pays à faible revenu peut-elle durer ?	Avril 2013, chapitre 4
Comment expliquer le ralentissement des BRICS ?	Octobre 2013, encadré 1.2
Sur la même longueur d'onde ? Effets d'entraînement, chocs communs et rôle des liens financiers et commerciaux	Octobre 2013, chapitre 3
Synchronisme de la production au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan et dans le Caucase et en Asie centrale	Octobre 2013, encadré 3.1
Effets d'entraînement des variations de la politique monétaire des États-Unis	Octobre 2013, encadré 3.2
Épargne et croissance économique	Avril 2014, encadré 3.1
Forcés à subir ? Conditions extérieures et croissance dans les pays émergents avant, pendant et après la crise financière mondiale	Avril 2014, chapitre 4
Incidence de la conjoncture extérieure sur la croissance à moyen terme des pays émergents	Avril 2014, encadré 4.1
Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2

Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2
Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3

IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base

Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Avril 2011, appendice 1.2
Pénurie de pétrole, croissance et déséquilibres mondiaux	Avril 2011, chapitre 3
Contraintes du cycle de vie pesant sur la production mondiale de pétrole	Avril 2011, encadré 3.1
Le gaz naturel non conventionnel va-t-il changer la donne ?	Avril 2011, encadré 3.2
L'effet à court terme des chocs pétroliers sur l'activité économique	Avril 2011, encadré 3.3
Filtrage passe-bas pour extraire les tendances conjoncturelles	Avril 2011, appendice 3.1
Les modèles empiriques pour l'énergie et le pétrole	Avril 2011, appendice 3.2
Évolution et perspectives des marchés des matières premières	Septembre 2011, appendice 1.1
Investissements financiers, spéculation et prix des matières premières	Septembre 2011, encadré 1.4
Viser des objectifs atteignables : fluctuations des cours des matières premières et politique monétaire	Septembre 2011, chapitre 3
Les marchés des produits de base	Avril 2012, chapitre 1, dossier spécial
Fluctuations des cours des produits de base et conséquences pour les exportateurs	Avril 2012, chapitre 4
Effets macroéconomiques des chocs sur les cours des produits de base dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.1
La volatilité des cours des produits de base et le défi du développement dans les pays à faible revenu	Avril 2012, encadré 4.2
Les marchés des produits de base	Octobre 2012, chapitre 1, dossier spécial
Les énergies non conventionnelles aux États-Unis	Octobre 2012, encadré 1.4
Crise de l'approvisionnement alimentaire : qui sont les plus vulnérables ?	Octobre 2012, encadré 1.5
Les marchés des produits de base	Avril 2013, chapitre 1, dossier spécial
Telle l'histoire du chien qui n'a pas aboyé : l'inflation a-t-elle été muselée, ou s'est-elle simplement assoupie ?	Avril 2013, chapitre 3
Est-il encore judicieux de cibler l'inflation si la courbe de Phillips est plate ?	Avril 2013, encadré 3.1
Les marchés des produits de base	Octobre 2013, chapitre 1, dossier spécial
Les booms énergétiques et le solde des transactions courantes : l'expérience de plusieurs pays	Octobre 2013, encadré 1.DS.1
Facteurs influant sur les cours du pétrole et réduction de l'écart WTI–Brent	Octobre 2013, encadré 1.DS.2
Ancrage des anticipations d'inflation lorsque l'inflation est inférieure à l'objectif	Avril 2014, encadré 1.3
Produits de base — cours et prévisions	Avril 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'importance du gaz naturel dans l'économie mondiale	Octobre 2014, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord–Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1

Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2
Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	Avril 2022, chapitre 1, dossier spécial

V. Politique budgétaire

Soldes budgétaire et commercial, des jumeaux séparés à la naissance ?	Septembre 2011, chapitre 4
Les multiplicateurs budgétaires à court terme sont-ils sous-estimés ?	Octobre 2012, encadré 1.1
Les conséquences d'une dette publique élevée dans les économies avancées	Octobre 2012, encadré 1.2
Le meilleur comme le pire : 100 ans de surendettement public	Octobre 2012, chapitre 3
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Surendettement public et résultats du secteur privé	Avril 2013, encadré 1.2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Améliorer l'efficacité de l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.2
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Les institutions et règles budgétaires et l'investissement public	Octobre 2014, encadré 3.5
Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1

L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4

VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Indices de conditions financières	Avril 2011, appendice 1.1
Effondrement des prix de l'immobilier dans les pays avancés : répercussions sur les marchés financiers	Avril 2011, encadré 1.1
Retombées internationales et politiques macroéconomiques	Avril 2011, encadré 1.3
Les cycles emballement–effondrement du crédit : causes et conséquences pour les autorités	Septembre 2011, encadré 1.2
La baisse des cours boursiers est-elle un signe avant-coureur d'une récession ?	Septembre 2011, encadré 1.3
Effets de contagion : répercussions du désendettement des banques de la zone euro	Avril 2012, chapitre 2
Effets de contagion : la transmission financière des tensions dans l'économie mondiale	Octobre 2012, chapitre 2
La grande divergence entre les politiques économiques	Avril 2013, encadré 1.1
Que se passera-t-il quand les États-Unis mettront fin à leur politique d'assouplissement ?	Octobre 2013, encadré 1.1
Offre de crédit et croissance économique	Avril 2014, encadré 1.1
Dossier spécial sur les effets de contagion : les pays avancés doivent-ils se préoccuper d'un ralentissement de la croissance des pays émergents ?	Avril 2014, chapitre 2
Points de vue sur les taux d'intérêt réels mondiaux	Avril 2014, chapitre 3
Les marchés immobiliers mondiaux : mise à jour	Octobre 2014, encadré 1.1
Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1
Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3
Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	Avril 2022, encadré 1.2
La dette du secteur privé et la reprise mondiale	Avril 2022, chapitre 2
Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	Avril 2022, encadré 2.2

VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une lente reprise sans issue ? Une vision sectorielle des marchés du travail dans les économies avancées	Septembre 2011, encadré 1.1
La part du travail en Europe et aux États-unis pendant et après la Grande Récession	Avril 2012, encadré 1.1
L'emploi et la croissance sont-ils indissociables ?	Octobre 2012, encadré 4.1

Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1
Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	Avril 2022, encadré 1.1
Inégalités et viabilité de la dette publique	Avril 2022, encadré 2.1
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2

VIII. Taux de change

Régimes de change et susceptibilité aux crises des pays émergents	Avril 2014, encadré 1.4
Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Correction des déséquilibres extérieurs à la périphérie de l'Union européenne	Avril 2011, encadré 2.1
Flux internationaux de capitaux : fiables ou inconstants ?	Avril 2011, chapitre 4
Engagements extérieurs et points de basculement dans la crise	Septembre 2011, encadré 1.5
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Rééquilibrages extérieurs dans la zone euro	Octobre 2013, encadré 1.3
Le yin et le yang de la gestion des flux de capitaux : mettre en équilibre les entrées et les sorties de capitaux	Octobre 2013, chapitre 4
Simulation de la vulnérabilité à la situation des marchés internationaux de capitaux	Octobre 2013, encadré 4.1
Les retombées commerciales du boom du gaz de schiste aux États-Unis	Octobre 2014, encadré 1.DS.1
Les déséquilibres mondiaux ont-ils atteint un point d'inflexion ?	Octobre 2014, chapitre 4
Changement de vitesse : l'ajustement extérieur de 1986	Octobre 2014, encadré 4.1
Le conte de deux ajustements : Asie de l'Est et zone euro	Octobre 2014, encadré 4.2
Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4
Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibrages du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, Encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2
Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	Avril 2022, chapitre 4
Effets de perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	Avril 2022, encadré 4.1

L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	Avril 2022, encadré 4.2
Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	Avril 2022, encadré 4.3

X. Études régionales

Liens Est–Ouest et effets de contagion en Europe	Avril 2012, encadré 2.1
L'évolution des déficits courants dans la zone euro	Avril 2013, encadré 1.3
Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3

XI. Études de cas

Les Accords du Plaza sont-ils responsables des décennies perdues au Japon ?	Avril 2011, encadré 1.4
Comment va évoluer l'excédent extérieur de la Chine ?	Avril 2012, encadré 1.3
La Home Owners' Loan Corporation (HOLC) américaine	Avril 2012, encadré 3.1
La restructuration de la dette des ménages en Islande	Avril 2012, encadré 3.2
«Abenomics» : des risques après les premiers succès ?	Octobre 2013, encadré 1.4
Chine : les dépenses évoluent-elles au détriment des produits de base ?	Avril 2014, encadré 1.2
L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2
Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3

XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2

XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1
Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions-acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistence et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt-croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3

EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, AVRIL 2022

Observations de la présidente à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 11 avril 2022.

Dans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils notent que la guerre en Ukraine a entraîné une coûteuse crise humanitaire, dont les répercussions et les effets de contagion sur les plans économique et financier, en affectant les marchés de produits de base, la confiance des opérateurs économiques, les échanges commerciaux et le système financier, ont justifié une révision à la baisse des perspectives économiques mondiales et alimenté des pressions inflationnistes, alors même que l'économie mondiale ne s'est toujours pas remise de la crise de la COVID-19. Les administrateurs reconnaissent que la forte augmentation de l'incertitude risque de rendre les prévisions économiques particulièrement volatiles. Ils conviennent que la probabilité de révision à la baisse des prévisions s'est encore accrue, non seulement en raison du risque persistant que de nouvelles souches plus virulentes du virus de la COVID-19 fassent leur apparition, mais également en raison de risques émergents liés à une intensification de la guerre, à de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, à la fragmentation des échanges commerciaux et des marchés financiers, et à un ralentissement plus marqué que prévu de l'activité économique en Chine dû à l'apparition de nouveaux foyers de COVID-19. De plus, les administrateurs observent qu'en provoquant une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la guerre en Ukraine a augmenté la probabilité de pénuries alimentaires et de tensions sociales, qui risquent à leur tour d'assombrir encore davantage les perspectives.

Dans ce contexte, les administrateurs reconnaissent que les priorités de l'action publique ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, ce qui tient à la diversité des réalités locales et à l'exposition différenciée de chaque pays aux échanges commerciaux et au risque financier. Les administrateurs soulignent que l'empilement des difficultés (ralentissement de la croissance économique, pressions inflationnistes persistantes et croissantes, surcroît d'insécu-

rité alimentaire et énergétique, perturbations prolongées des chaînes d'approvisionnement et apparition de nouveaux foyers de COVID-19) complique encore davantage les décisions des autorités nationales, en particulier dans les pays qui ont vu leur marge de manœuvre se rétrécir après avoir mis en place les mesures qui s'imposaient pour riposter à la pandémie de COVID-19. Au niveau mondial, les administrateurs rappellent que le dialogue et la coopération multilatérale conservent un rôle essentiel pour apaiser les tensions géopolitiques, éviter la fragmentation, mettre fin à la pandémie et résoudre les multiples problèmes auxquels se heurte notre monde interconnecté, en particulier le changement climatique.

Les administrateurs conviennent que dans de nombreux pays, la politique budgétaire doit composer avec un environnement hautement incertain, marqué par une forte inflation, un ralentissement de la croissance, des niveaux d'endettement élevés et un durcissement des conditions d'emprunt. Tout en reconnaissant que la politique budgétaire a un rôle à jouer lors de chocs défavorables de grande ampleur, les administrateurs soulignent que les aides publiques doivent se cantonner à des domaines prioritaires et s'adresser aux plus vulnérables, en particulier dans les pays faisant face à des contraintes budgétaires plus sévères. Ils tiennent à rappeler que dans les pays où la croissance économique est vigoureuse et où l'inflation est élevée, les autorités budgétaires doivent peu à peu normaliser leur politique en retirant progressivement les dispositifs d'aide exceptionnelle mis en place pendant la pandémie. Les administrateurs reconnaissent que beaucoup de pays émergents et de pays à faible revenu sont contraints à des choix difficiles en raison de leur manque d'espace budgétaire et des attentes plus importantes des populations vis-à-vis des pouvoirs publics eu égard aux perturbations énergétiques et aux besoins pressants sur le plan de la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, ils tiennent à rappeler qu'un cadre budgétaire à moyen terme solide et crédible, comportant une hiérarchisation des dépenses et des mesures de nature à accroître

les recettes, peut contribuer à assurer la couverture de besoins urgents tout en garantissant la viabilité de la dette. Les administrateurs soulignent qu'il ne faut pas que les mesures de court terme destinées à atténuer les effets des hausses des prix des denrées alimentaires et de l'énergie viennent entraver les initiatives visant à renforcer la résilience par des investissements dans la santé, l'alimentation et les sources d'énergie les moins polluantes.

Les administrateurs conviennent que les autorités monétaires doivent agir résolument pour éviter que les pressions inflationnistes s'installent dans la durée et parer à un désancrage des anticipations d'inflation. Ils notent que dans de nombreux pays avancés et pays émergents, les banques centrales doivent poursuivre le resserrement de l'orientation de leur politique monétaire, pour ramener l'inflation de manière plausible à sa valeur cible et préserver la crédibilité durablement acquise de leur politique. Les administrateurs rappellent qu'une politique monétaire transparente, fondée sur des données et faisant l'objet d'une communication claire est un instrument essentiel contre l'instabilité financière. Ils considèrent que si les conditions financières mondiales devaient brusquement se durcir, les pays émergents et les pays en développement pourraient faire face à des sorties de capitaux et devraient alors être prêts à utiliser l'ensemble des outils à leur disposition, y compris des interventions sur le marché des changes et des mesures de gestion des flux de capitaux, en cas de besoin et conformément à la Vue institutionnelle du FMI sur la libéralisation et la gestion des flux de capitaux, sans pour autant que ces mesures ne viennent se substituer à la flexibilité des changes et aux ajustements macroéconomiques qui s'imposent.

Les administrateurs s'accordent à dire que la guerre en Ukraine mettra à l'épreuve la capacité d'adaptation du système financier. Ils observent que bien qu'aucun événement de portée systémique ne se soit matérialisé jusqu'ici, les risques pour la stabilité financière se sont accrus à bien des égards, tandis que les conditions financières mondiales se sont nettement durcies. Les administrateurs conviennent que les liens d'interdépendance entre le système bancaire et les États doivent être surveillés de près dans les pays émergents où ils sont susceptibles de représenter un facteur de vulnérabilité. Ils relèvent également des risques de fragmentation des marchés de capitaux et des systèmes de paiement, la création de blocs de monnaies numériques de banques centrales, un recours plus répandu aux cryptoactifs et la multiplication des cyberattaques. Les administrateurs préconisent le resserrement de certains outils macroprudentiels pour s'attaquer à des poches de forte vulnérabilité,

tout en évitant la procyclicité et un durcissement désordonné des conditions financières. En outre, ils appellent de leurs vœux l'adoption d'un ensemble complet de normes au niveau mondial et d'une stratégie multiforme en matière de cryptoactifs, ainsi qu'une surveillance plus rigoureuse des entreprises du secteur des technologies financières et des plateformes de finance décentralisée.

Les administrateurs s'accordent à dire qu'une étroite coopération multilatérale est essentielle pour répondre aux crises humanitaires en cours, préserver la liquidité au niveau mondial, faire face aux situations de surendettement, garantir la sécurité alimentaire, atténuer les changements climatiques et s'y adapter, et mettre un terme à la pandémie. Conscients du fait que beaucoup de pays font face à une volatilité accrue, un surcroît de dépenses en raison de la pandémie et de crises humanitaires, et un durcissement de leurs conditions de financement, les administrateurs appellent le FMI et d'autres institutions multilatérales à se tenir prêts à les soutenir financièrement. Par ailleurs, ils font remarquer que des restructurations de dette rapides et ordonnées, passant en particulier par l'amélioration du cadre commun du G20, seront nécessaires dans les cas où l'aide en liquidité s'avère insuffisante. Les administrateurs remarquent que les manifestations de plus en plus catastrophiques du changement climatique rendent plus urgentes des avancées tangibles dans la transformation écologique de l'économie. Ils insistent sur la nécessité de redoubler d'efforts dans la mise en œuvre de la feuille de route de la COP26 et de prendre des mesures adaptées pour garantir la sécurité énergétique. Les administrateurs sont d'avis que la coopération internationale en matière de fiscalité des entreprises et de tarification du carbone pourrait également permettre de mobiliser des ressources pour faciliter les investissements nécessaires et réduire les inégalités. La pandémie étant toujours d'actualité, les administrateurs soulignent qu'un accès élargi, équitable et rapide aux vaccins, aux tests de dépistage et aux traitements continue de revêtir un caractère prioritaire. Par ailleurs, ils rappellent que les mesures visant à traiter les séquelles économiques de la pandémie demeurent indispensables pour améliorer les perspectives de long terme et jeter les bases d'une économie mondiale plus inclusive et résiliente. Enfin et surtout, les administrateurs appellent de leurs vœux la fin de la guerre en Ukraine et de la crise humanitaire qu'elle a entraînée, et le retour à l'ordre international fondé sur des règles qui a permis à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté au cours des dernières décennies.

DANS CE NUMÉRO :

CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

CHAPITRE 2

La dette du secteur privé et la reprise mondiale

CHAPITRE 3

Un marché du travail plus vert :
emploi, politiques et transformation
économique

CHAPITRE 4

Les échanges et les chaînes de valeur
mondiales pendant la pandémie



PUBLICATIONS

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)

APRIL 2022



PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

22
AVRIL